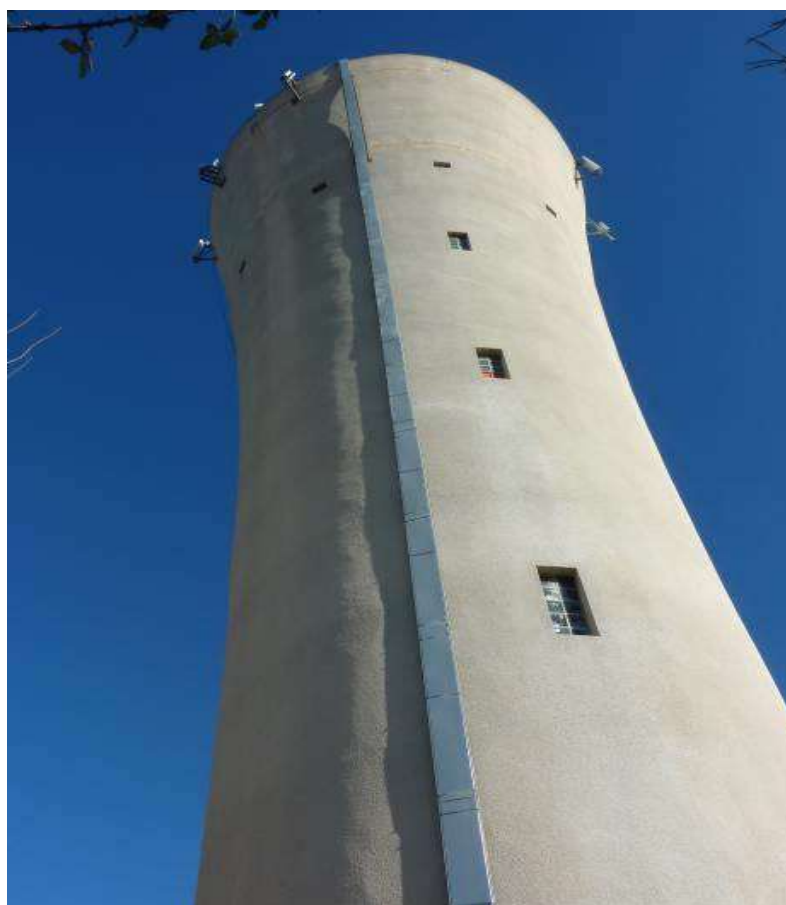




**NOTE LIMINAIRE CONFORME A L'ARTICLE D 2224-3 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
EXERCICE 20202**



Réservoir du Puech Garou de Villeneuve lès Maguelone

SOMMAIRE

I.....	Organisation institutionnelle du cycle de l'eau	3
I.1	Présentation	3
I.2	Volumes vendus	4
I.3	Nombre d'abonnés	5
II.	Milieux naturels	7
II.1	Ressources	7
II.2	Milieux récepteurs	7
III.....	Organisation opérationnelle du cycle de l'eau	9
III.1	La compétence eau potable.....	9
III.2	La compétence assainissement.....	10
IV.....	Les indicateurs	12
V.....	Prix total de l'eau au 1^{er} janvier 2022	15

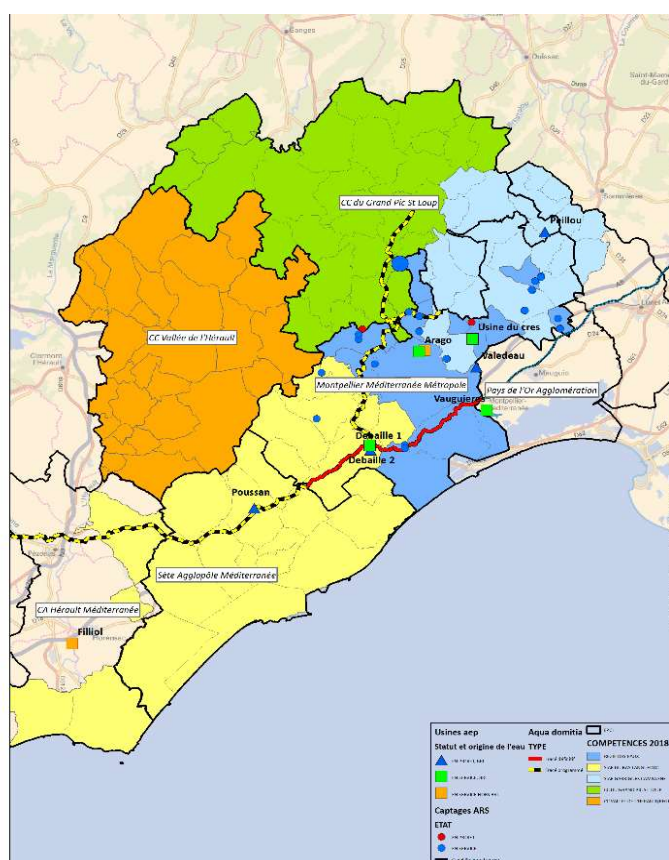
I. Organisation institutionnelle du cycle de l'eau

I.1 Présentation

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1er janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place de ses communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009.

Le service public de l'eau potable est directement assuré sur 13 des 31 communes du territoire par Montpellier Méditerranée Métropole: Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1^{er} juillet 2013.

Sur les 18 autres communes de son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole intervient selon le principe de représentation substitution au sein du Syndicat du Bas Languedoc et du Syndicat Mixte Garrigues Campagne. Ainsi, elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-les-Montpellier, Pignan, Saint-Georges-d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Saussan au sein du syndicat du Bas Languedoc (SBL). Et elle est substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint-Génies-des-Mourgues, au sein du Syndicat Garrigues Campagne (SGC). Ces syndicats exercent l'ensemble de la compétence eau potable, à savoir production et distribution.



La métropole de Montpellier est compétente depuis 2001 pour l'assainissement collectif des 31 communes adhérentes.

I.2 Volumes vendus

Le volume vendu selon le décret est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Le volume vendu, calculé par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et les autres gestionnaires, indiqué en mètres cubes, est égal au volume consommé autorisé, après déduction du volume de service du réseau. Selon la typologie du décret du 2 mai 2007, le volume vendu se décompose comme suit :

I.2.1.1 Pour le SMGC

Commune	2021	2022
BAILLARGUES	470 868	475 569
BEAULIEU	116 625	119 431
CASTELNAU LE LEZ	1 696 949	1 708 675
CASTRIES	385 186	388 582
CLAPIERS	389 498	394 978
MONTAUD	57 639	58 034
RESTINCLIERES	130 547	134 412
SAINT DREZERY	182 079	192 951
SAINT GENIES DES MOURGUES	111 572	107 357
TOTAL	3 540 963	3 579 989

I.2.1.2 Pour le SBL

Commune	2021	2022
Volumes vendus aux abonnés (ruraux)	6 229 481	6 480 132

Les données sont globalisées sur l'ensemble du territoire du SBL.

I.2.1.3 Pour la Régie

Commune	2021	2022
GRABELS	485 221	490 913
JACOU	388 643	381 833
JUVIGNAC	790 613	787 029
LATTES	1 332 646	1 203 510
LE CRES	556 862	542 480

MONTFERRIER-SUR-LEZ	375 461	181 678
MONTPELLIER	18 089 899	18 460 921
PEROLS	354 203	340 813
SAINT-BRES	209 701	218 051
SUSSARGUES	181 128	164 248
VENDARGUES	472 713	485 803
VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	543 004	558 660
TOTAL	25 551 940	25 688 805

I.3 Nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnements est égal au nombre de compteurs installés sur le territoire de la Collectivité. Le nombre d'abonnés compteurs est différent du nombre de branchements (un abonné peut avoir plusieurs compteurs).

I.3.1.1 Nombre d'abonnés par communes dépendant du SMGC

Commune	2021	2022
BAILLARGUES	3 007	3 074
BEAULIEU	955	972
CASTELNAU LE LEZ	8 770	9 332
CASTRIES	2 832	2 909
CLAPIERS	2 486	2 530
MONTAUD	441	451
RESTINCLIERES	1000	1 027
SAINT DREZERY	1 246	1 284
SAINT GENIES DES MOURGUES	953	954
TOTAL	21 690	22 533

I.3.1.2 Nombre total d'abonnement (prime fixe) par communes dépendant du SBL

Commune	2021	2022
COURNONSEC	1 487	1504

COURNONTERRAL	3 259	3 308
FABREGUES	3554	3654
LAVERUNE	1475	1484
MURVIEL LES MONTPELLIER	907	913
PIGNAN	3 856	3 873
SAUSSAN	853	873
SAINT GEORGES D'ORQUES	2 860	2 874
SAINT JEAN DE VEDAS	6 007	6 039
TOTAL	24 258	24 522

I.3.1.3 Nombre d'abonnés par communes dépendant de la Régie

Commune	2021	2022
GRABELS	2 606	2 698
JACOU	2 556	2 575
JUVIGNAC	4 027	4 056
LATTES	5 791	5 843
LE CRES	3 789	3 811
MONTFERRIER-SUR-LEZ	1 870	1 897
MONTPELLIER	45 545	46 162
PEROLS	4 203	4 242
PRADES-LE-LEZ	2 364	2 379
SAINT-BRES	1 621	1 702
SUSSARGUES	1 195	1 214
VENDARGUES	2 925	2 983
VILLENEUVE-LES- MAGUELONE	3 964	3 984
TOTAL	82 456	83 546

II. Milieux naturels

II.1 Ressources

L'alimentation des populations des communes de Montpellier Méditerranée Métropole s'effectue à travers quatre types de ressources principales :

- La source du Lez, située sur la commune des Matelles, est gérée par la Métropole et fournit grâce à l'usine de pompage Avias en moyenne 32 millions de m³/an et alimente en totalité les habitants de Montpellier, de Juvignac et de Prades-le-Lez. Cette ressource est également utilisée en appoint pour les communes de Grabels et de Montferrier-sur-Lez ainsi que pour les communes de l'ex Syndicat Mixte du Salaison (Jacou, Vendargues et le Crès) et Villeneuve les Maguelonne. Cette ressource est par ailleurs utilisée par les communes du syndicat du Pic Saint-Loup (SMEA) à travers une convention de vente en gros.
- L'eau du Rhône, acheminée via le canal Philippe Lamour appartenant à la société du Bas-Rhône Languedoc, alimente diverses usines de potabilisation desservant en totalité les communes de Lattes et Pérols via l'usine de Vauguières, en appoint sur les communes de l'ex syndicat du Salaison via l'usine du Crès , en totalité certaines communes du SBL (dont Saint Jean de Védas, Fabrègues et Saussan et en partie sur le territoire du SMGC.
- Des forages locaux d'importance et de pérennité variables alimentent en partie un certain nombre de communes : Grabels, Montferrier sur Lez, Villeneuve les Maguelone, via le syndicat du Bas Languedoc : Cournonsec, Cournonterral, Pignan, Murviel, Lavérune, et Saint Georges D'Orques, et via Syndicat Garrigues Campagne : Castelnau-le-Lez, Saint-Géniès-des-Mourgues, Castries, Baillargues, Clapiers, Restinclières, Beaulieu, Montaud, et Saint Drezerly.
- La nappe phréatique de l'Hérault pompée à Florensac par le Syndicat du Bas Languedoc procure par l'intermédiaire de l'usine de pompage Filliol environ 20 millions de m³/an à l'ensemble des communes de ce syndicat et alimente certaines communes de l'Ouest de la Métropole, complétées par des forages locaux : Cournonsec, Cournonterral, Pignan, Murviel, Lavérune et Saint-Georges d'Orques.

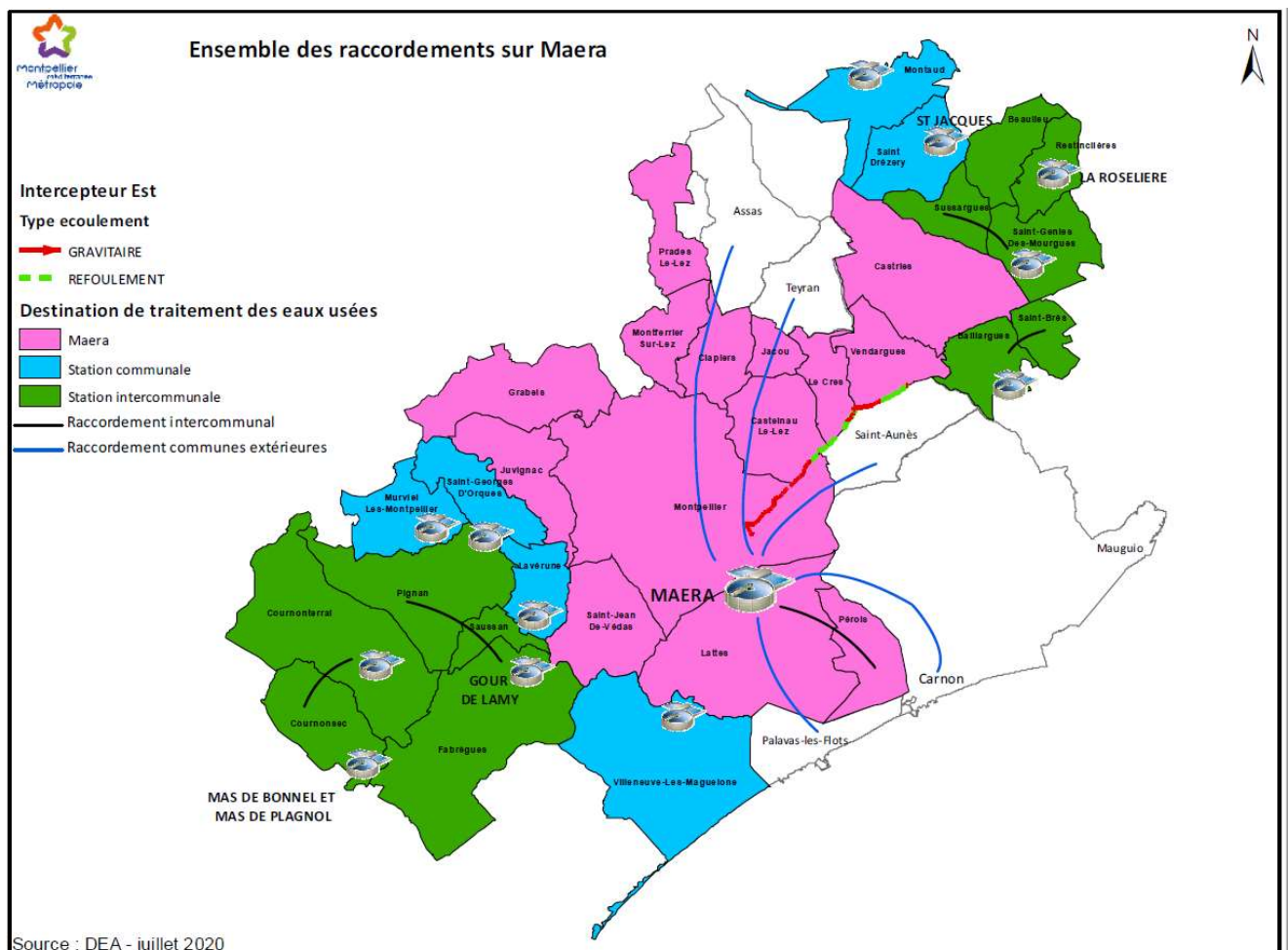
II.2 Milieux récepteurs

Au 1er janvier 2022, les effluents domestiques sont traités par 13 stations d'épuration qui totalisent une capacité de traitement d'environ 575 434 équivalents habitants (EH). Près de 497 646 habitants sont raccordés soit 99% de la population du territoire de la Métropole. Ainsi, 36,5 millions de m³ ont été traités sur ces ouvrages au cours de l'année 2022.

En dehors des effluents de la principale station (MAERA) qui sont rejetés en mer, les étangs constituent les exutoires des rejets d'eau usée traitée, par l'intermédiaire des cours d'eau. Ainsi, l'étang d'Arnel reçoit les effluents de 6 stations d'épuration soit directement, avec la station de Villeneuve-lès-Maguelone, soit par l'intermédiaire de la Mosson et de ses affluents principaux (le Coulazou ou le Lassedéron). L'étang de l'Or reçoit les effluents de 6 stations via les principaux cours d'eau qui l'alimentent, la Cadoule et la Bérange. Le bassin de Thau reçoit les rejets du système d'assainissement du Mas Pagnol à Cournonsec via la Vène. Le ruisseau de la Lequette (bassin versant du Vidourle) reçoit les rejets de la station d'épuration de Montaud. Enfin, la station MAERA rejette ses effluents en mer grâce à un émissaire de 11 km.

Les milieux récepteurs des eaux traitées par les stations d'épuration de la Métropole sont l'objet d'un suivi régulier par la Métropole, ainsi que dans le cadre des Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) et de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau.

Approuvé fin 2004, le Schéma directeur d'assainissement (SDA) fixait la stratégie globale et cohérente de la problématique assainissement sur l'ensemble du territoire Métropolitain. Il était bâti sur un découpage du territoire en trois secteurs (Est, Centre et Ouest) déterminés au regard des bassins versants et des milieux récepteurs dans un souci d'optimiser la protection de l'environnement. Celui-ci a été totalement réalisé depuis la fin de l'année 2019 et la mise en service de l'Intercepteur Est.



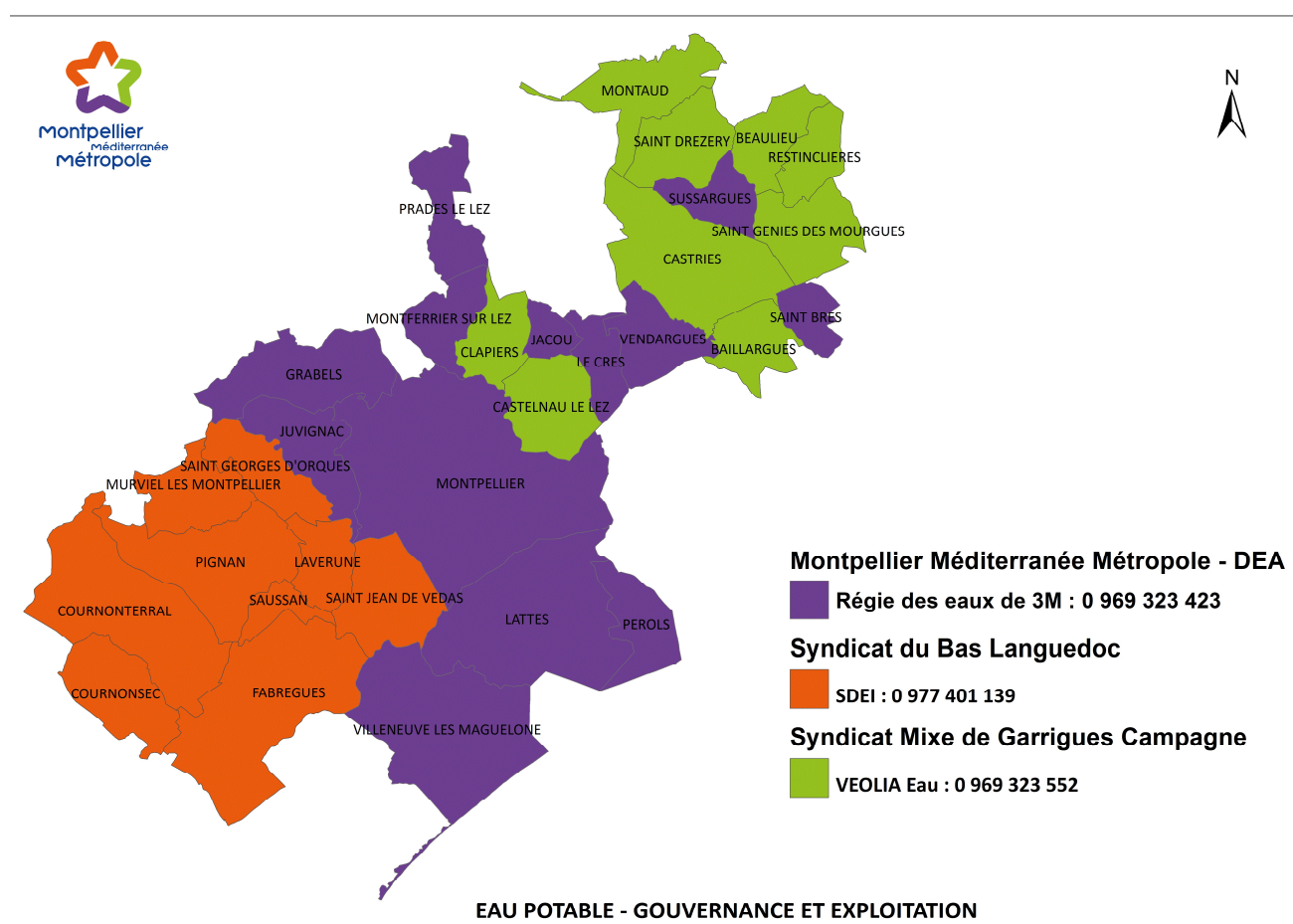
III. Organisation opérationnelle du cycle de l'eau

III.1 La compétence eau potable

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de son territoire, la Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1er janvier 2010 mais cet exercice n'est direct que sur 13 communes dont la ville centre.

Le service public de l'eau potable géré par la Métropole concerne près de 1 356 km de réseau d'adduction et de distribution, 82 456 abonnés et 30 réservoirs.

En terme d'organisation du service, par délibération en date du 7 mai 2014, la Collectivité a adopté le principe d'une gestion en régie des services de l'eau potable et de l'eau brute pour les treize communes en compétence directe et de l'eau brute pour l'ensemble du territoire métropolitain et ce à compter du 1er janvier 2016.



La Régie des Eaux a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme d'une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 20 membres, 14 membres issus du Conseil Métropolitain, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, une personnalité qualifiée et un représentant du personnel, tous à voix délibérative.

Dans ce cadre, en 2022, la Métropole, autorité organisatrice du service de l'eau potable et de l'eau brute, a établi en concertation avec la Régie des Eaux une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2020, qui permet de fixer les relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention a fait l'objet de deux avenants et a été renouvelée en 2021 pour une durée de deux ans.

Elle a pour objet de fixer les missions de chacune des parties et d'organiser le contrôle de l'activité de la Régie par la Métropole, définir les enjeux et fixer les objectifs et les performances à atteindre par le service, définir les indicateurs nécessaires à l'évaluation de la qualité du service et de l'atteinte des objectifs et enfin spécifier les modalités d'évolution des tarifs. Les objectifs assignés à la Régie se déclinent en 47 actions à engager qui sont suivies par l'intermédiaire de 72 indicateurs. L'atteinte des objectifs peut être analysée tous les ans, au milieu ou à la fin de la convention.

III.1.1.1 Le périmètre du Syndicat du Bas Languedoc

Par contrat de concession de service public enregistré en Préfecture de l'Hérault le 30 décembre 2021, le SBL a confié la gestion de son service public de l'eau potable à la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) « Eau du Bas Languedoc ».

L'actionnariat de la SEMOP est constitué à 40% par le SBL et 60 % par la société Suez Eau France.

Le terme contractuel est fixé au 31 décembre 2034.

Le retrait de Montpellier Méditerranée Métropole de la compétence distribution d'eau potable du SBL pour le service de Murviel les Montpellier prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2023. L'exploitation du service sera alors confiée à la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

III.1.1.2 Le périmètre du Syndicat Mixte Garrigue Campagne

Par contrat d'affermage, le Syndicat SMGC a délégué la production, le traitement, la distribution, la facturation de l'eau potable et la gestion des abonnés à Veolia Eau- RUAS à compter du 1^{er} janvier 2010. La durée du contrat était de douze ans à compter du 1^{er} janvier 2010. Il a été prolongé de deux ans et prendra fin le 31 décembre 2023.

Le périmètre contractuel compte 6 ouvrages de production auxquels il faut ajouter l'usine de potabilisation dite « Les Boulidoues » située à Saint Hilaire de Beauvoir et mise en service en 2021.

Cette usine traite l'eau qui est achetée à la Société du bas Rhône Languedoc. Elle dessert les secteurs de Fontbonne Bas service et Pierre Plantée pour une capacité d'environ 3 000 m³/jour. Elle constitue une source de diversification, dans le cadre du PGRE des ressources de la nappe de Castries (Bérange Candinières Fontmagne), de l'approvisionnement en eau potable du Syndicat et de Sussargues.

Les volumes d'eau achetés à BRL ont été de 544 075 m³ en 2022.

III.2 La compétence assainissement

Le service public de l'assainissement concerne 1573 km de réseaux, dont 1450 km en gravitaire séparatif, 243 postes de refoulement et 13 stations d'épuration. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 575 434 Equivalents-Habitants, soit près de 36,5 millions de m³ traités. Près de 30 millions de m³ ont été facturés à 122 805 abonnés.

La Métropole exerce directement la compétence assainissement sur l'ensemble des 31 communes de son territoire. En 2022, trois sociétés exploitantes interviennent sur le territoire métropolitain, SAUR et Alliance Environnement et Véolia Eau dans le cadre de 2 contrats de délégation de service public et un contrat de prestation de service.

A partir du 1^{er} janvier 2022, le service d'exploitation des ouvrages d'assainissement des secteurs Est et Ouest de la Métropole (Ex. secteur Aqualter) est géré par un marché de prestation de service dont les titulaires sont les sociétés SAUR et Alliance Environnement.

IV. Les indicateurs

IV.1.1.1 Les indicateurs d'eau potable en 2022

IV.1.1.1.1 Les indicateurs du SMGC

Service public d'eau potable du SMGC

	Indicateurs descriptifs des services	Valeurs 2021	Valeurs 2022	
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	67 472	68 694	habitants
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	1,77	1,82	€ TTC
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	24	24	heures

	Indicateurs de performance	Valeurs 2021	Valeurs 2022		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100	100	%	
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	98,7	94,5	%	
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	110	/120	
P104.3	Rendement du réseau de distribution	81,5	82,2	%	
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	7,23	7,22	m³/j/km	
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	6,64	6,51	m³/j/km	
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,40	0,50	%	
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80	80	%	
P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	-	-	€	
n'est pas redevable d'une CCSPL	P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	1,05	1,15	u/1000 abonnés
	P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%
	P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	A la charge de la collectivité		années
	P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1,35	0,97	%
	P155.1	Taux de réclamations	1,47	1,32	u/1000 abonnés

IV.1.1.1.2 Les indicateurs du SBL 2022*

Indicateur du décret du 2 mai 2007	2022	Unité
219218	216 198	Nombre
VP.056 - Nombre d'abonnements	49 344	Nombre
VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)	857	km
D102.0 - Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ³	1,98	€ TTC/m ³
P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100	%
P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimique	100	%
P104.3 - Rendement du réseau de distribution	88,89	%
P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	115	Valeur de 0 à 120
P1072 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable / 5 ans	0,78	%
P108.3 - Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	100	%
P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	9,69	m ³ /km/j
P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	7,56	m ³ /km/j
Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	28	Nombre
P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité	0	Euros par m3 facturés

* En l'absence de données officielles sur la population saisonnière, le nombre d'habitants desservis a été considéré comme étant la population légale INSEE la plus récente.

Indicateur du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL	2022	Unité
P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0	Nombre / 1000 abonnés
D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	jour
P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	92,48	%
P155.1 - Taux de réclamations	6,56	Nombre / 1000 abonnés
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui / Non
P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0	Nombre
Nombre branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	6	Nombre
% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0,1	%
% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	1,2	%

*Ces chiffres sont fournis à titre indicatif. Ils n'ont encore été validés par les commissions et le comité syndical du SBL.

IV.1.1.2 Les indicateurs de l'assainissement en 2022 :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Indicateurs descriptifs des services		Donnée	Unité	2021	2022
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des EU, unitaire ou séparatif	Délégataire	hab	488 922	497 646
D202.0	Nombre d'autorisations d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des EU	Délégataire	unité	126	145
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	tMS	7 365	6 824
D204.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 au 1er janvier de l'année n+1	Délégataire	€/m3	1.69	1.78
Indicateurs de performance		Donnée	Unité	2021	2022
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des EU	M3M	%	nc	nc
P202.2b	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte EU	Délégataire	points	91	96
P203.3	Conformité de la collecte des effluents	Police de l'Eau	%	100%	100%
P204.3	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'Eau	%	100%	100%
P20V.4	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'Eau	%	92.3%	92.3%
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées vers des filières conformes	Délégataire	%	100%	100%
P207.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	M3M	€/m3	nc	nc
P251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	nb/10 00hab	0.04	0.05
P252.2	Nbre points du réseau de collecte nécessitant des curages fréquents par 100 km de réseau	Délégataire	nb/10 0km	9.67	12,08
P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des EU	M3M	%	0.54%	0.39%

P254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	%	100%	91,7%
P255.4	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des EU	M3M	unité	90	90
P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	M3M	années	19	18,9
P257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année N-1	Délégataire	%	nt	nt
P258.1	Taux de réclamations	Délégataire	nb/1000hab	0.6	0.26
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Indicateurs descriptifs des services		Donnée	Unité	2021	2022
D301.0	Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'ANC (ratio 2,4 usagers par installation)	M3M	hab	10 495	10 997
D302.0	Indice de mise en œuvre de l'ANC	M3M	points	90	95
Indicateurs de performance		Donnée	Unité	2021	2022
P301.3	Taux de conformité des dispositifs d'ANC	M3M	%	37.20%	33%

V. Prix total de l'eau au 1^{er} janvier 2022

Le prix total de l'eau en 2022, assainissement inclus, est compris entre 3,33 € et 3,84 € T.T.C. le m3 suivant la commune (consommation annuelle de 120 m3).

La facture annuelle moyenne sur l'ensemble des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, pour 120 m3, s'élève à 399,08 € T.T.C. au 1er janvier 2022.

Sur la base de la facture moyenne de 120 m3, entre le 1er janvier 2022 et le 1er janvier 2023, il convient de constater une hausse uniforme de 1 % du tarif unique de l'assainissement, fixé par Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'inverse, les évolutions des tarifs de l'eau potable sont plus diverses puisque si les prix applicables sur le territoire géré en direct par la Métropole n'ont pas évolué, ils sont stables sur le SBL et évoluent de près de 2,8% sur le SMGC.

Les redevances fixées par l'Agence de l'Eau sont restées stables depuis l'harmonisation intervenue en 2016.

RAPPORT

RELATIF AU PRIX ET A
LA QUALITE DU
SERVICE PUBLIC

DE L'EAU POTABLE
ET DE L'EAU BRUTE

EXERCICE 2022

montpellier3m.fr



montpellier
Méditerranée
métropole

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le



ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

I PRESENTATION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE	5
I.1 LE CADRE JURIDIQUE DU RAPPORT ANNUEL	5
I.2 PRECISIONS CONCERNANT LES INDICATEURS FIGURANT DANS LE RAPPORT	6
II LE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE : DESCRIPTION	8
III LE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE : ORGANISATION	9
III.1 MODE DE GESTION	9
III. 2 FONCTIONNEMENT	13
<i>III.2.1 PRESENTATION DE LA DIRECTION DELEGUEE DES CYCLES DE L'EAU</i>	<i>13</i>
<i>III.2.2 PRESENTATION DE LA REGIE DES EAUX</i>	<i>14</i>
IV LA GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU DU SERVICE	16
IV.1 DESCRIPTION DE LA RESSOURCE, SUR LE PERIMETRE DE LA REGIE DE L'EAU	16
IV.2 LES ACTIONS DE PRESERVATION DE LA RESSOURCE	19
IV.2.1 SUR LA QUANTITE DE LA RESSOURCE EN EAU	19
IV.2.1.1 PLANS DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU – PGRE	19
IV.2.1.2 LE PROJET AQUAMETRO AVEC L'AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE	20
IV.2.2 SUR LA QUALITE DE LA RESSOURCE EN EAU	21
IV.2.2.1 LA PRESERVATION DE LA RESSOURCE KARSTIQUE DU LEZ	21
IV.2.2.1 PROJETS AGRO-ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES - PAEC	22
IV.2.2.2 ANIMATION ET ACCOMPAGNEMENT A LA TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE SUR LES AIRES D'ALIMENTATION DES CAPTAGES	23
IV.2.2.2 PLAN D'AMELIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES – PAPPH	24
IV.2.2.3 AIRES DE LAVAGE ET DE REMPLISSAGE SECURISEES DES PULVERISATEURS AGRICOLES	25
IV.2.2.4. LE SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC	27
V LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE	27
V.1 LE PATRIMOINE	27
V.1.1 LES OUVRAGES DE CAPTAGE, LES STATIONS DE TRAITEMENT ET RESERVOIRS	27
V.1.1.1 LES OUVRAGES DE CAPTAGE	27
V.1.1.2 LES STATIONS DE TRAITEMENT	27
V.1.1.3 LES RESERVOIRS	28
V.1.2 LES RESEAUX DE DISTRIBUTION, LES BRANCHEMENTS ET LES COMPTEURS	30
V.1.2.1 LES RESEAUX DE DISTRIBUTION	30
V.1.2.2 LES BRANCHEMENTS	31
V.1.2.3 LES COMPTEURS	32
V.2.1 LE SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	33
- <u>DEPLACEMENT LE SURPRESSEUR DE VERCHAMP AU DROIT DE LA FUTURE USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE VALEDEAU</u>	35
- <u>REALISATION D'UN NOUVEAU FEEDER DE TRANSFERT ENTRE CETTE STATION DE POMPAGE ET</u>	

LES RESERVOIRS DE TETE DU SECTEUR	35
- CREER UN OU PLUSIEURS RESERVOIRS DE STOCKAGE	35
LE SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE A DEFINI UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT POUR LE TERRITOIRE DE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DONT LA SECURISATION ET LE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DE STOCKAGE. L'OBJECTIF DU RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DE STOCKAGE EST D'ATTEINDRE UNE AUTONOMIE DE 24H EN JOUR DE POINTE A L'HORIZON 2040.	35
LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ EST ALIMENTEE PAR L'USINE D'ARAGO VIA LA CANALISATION EN DIAMETRE 1000 MM QUI ALIMENTE LE SYNDICAT DU PIC SAINT LOUP. CETTE COMMUNE NE DISPOSE PAS D'ALIMENTATION DE SECOURS ET SA CAPACITE DE STOCKAGE ACTUELLE EST DE 1000 M³.	35
L'ETUDE DE FAISABILITE REALISEE SUIVANT LES DONNEES DU SCOT 2 A L'HORIZON 2040 ESTIME LA CAPACITE DE STOCKAGE A 2 800 M³ SOIT UN AJOUT DE 1 800 M³.	35
LE COUT ESTIME DES TRAVAUX EST DE 1 400 000 €HT.	35
LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE ATTRIBUEE A LA SOCIETE ARTELIA A DEMARRE LE 03 MAI 2021 PAR L'AVP. L'ANNEE 2022 A ETE CONSACREE A LA FINALISATION DES ETUDES DE MAITRISE D'ŒUVRE.	35
V.2.2 LA PLANIFICATION	35
V.2.3 LES TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RENOUVELLEMENT	35
V.2.3.1 CONDUITES, BRANCHEMENTS ET EQUIPEMENTS	35
V.2.3.2 EXTENSIONS, RENFORCEMENTS	37
V.3 SECTORISATION ET RECHERCHE DE FUITES	38
V.3.1 REPARATION DE FUITES	38
V.3.2 LINEAIRE DE RECHERCHE DE FUITES (EN ML)	38
VI INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE	39
VI.1 NOMBRE D'ABONNEMENTS ET ESTIMATION DU NOMBRE D'HABITANTS DESSERVIS	39
VI.1.1 VOLUMES	40
VI.1.1.1 VOLUMES PRELEVES	41
VI.1.1.2 LES VOLUMES ACHETES	41
VI.1.1.3 LES VOLUMES CONSOMMES ET MIS EN DISTRIBUTION	41
VI.1.1.4 LES VOLUMES VENDUS	42
VI.1.2 LA QUALITE DU RESEAU - PERTES ET RENDEMENT	43
VI.1.2.1 L'INDICE LINEAIRE DE PERTES EN RESEAU	43
VI.1.2.2 LE RENDEMENT DU RESEAU DE DISTRIBUTION	43
VI.1.2.3 CONSOMMATION MOYENNE PAR ABONNE	44
VI.2 LES VISITES DES INSTALLATIONS D'EAU POTABLE EN 2022	45
VI.3 QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE	45
VI.3.1 CADRE JURIDIQUE	45
VI.3.2 RESULTATS ET CONFORMITE DES ANALYSES SUR L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE	46

VII CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU SERVICE	47
VII.1 LE BUDGET	47
VII.2 LA TARIFICATION DE L'EAU POTABLE	48
<i>VII.2.1 PRINCIPES DE LA TARIFICATION</i>	48
<i>VII.2.2 DECOMPOSITION DU TARIF AU 1ER JANVIER 2022</i>	48
VII.2.2.1 LA PART DESTINEE A LA REGIE DES EAUX	49
VII.2.2.2 LA PART DESTINEE A L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE ET CORSE	49
LE MONTANT DES REDEVANCES DUES AUX ORGANISMES PUBLICS VARIE D'UNE COMMUNE A L'AUTRE.	50
VIII. LES COMPETENCES DECI	50
VIII. 1 LE SERVICE PUBLIC DE DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE DECI	50
<i>VIII.1.1 CADRE JURIDIQUE</i>	50
<i>VIII.1.2 PRESENTATION GENERALE DU SERVICE</i>	50
<i>VIII.1.3 LES DOMAINES D'INTERVENTION DU SERVICE DECI</i>	51
ACTUALITES REGLEMENTAIRES	51
<i>VIII.1.4 LE SCHEMA DIRECTEUR DECI</i>	52
IX LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU BRUTE	53
IX.1 PRESENTATION GENERALE	53
IX.2 LE PATRIMOINE	53
IX.3 LE SCHEMA DIRECTEUR DE DESSERTE EN EAU BRUTE AGRICOLE	54
IX.4 LES INDICATEURS DU SERVICE	55
<i>IX.4.1 NOMBRE D'ABONNES</i>	55
<i>IX.4.2 VOLUME CONSOMMATION EAU BRUTE (M3/AN)</i>	55
IX.5 CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU SERVICE	55
<i>IX.5.1 LE BUDGET</i>	55
<i>IX.5.2 LA TARIFICATION</i>	57
X ANNEXES	58
ANNEXE 1 NOTICE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE ET CORSE	59
ANNEXE 2 DESCRIPTIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE	63
ANNEXE 3 : RAPPORT ANNUEL 2022 DE LA REGIE DES EAUX	70

POINTS CLES DE L'ANNEE

2022 A ETE MARQUEE PAR :

La construction de l'usine de potabilisation de Valédeau, 24 millions financés par la Régie. Les travaux qui ont commencé en mai 2022, tiennent compte des mesures de réduction des incidences sur la biodiversité du site.

La continuité des travaux liés à la recherche de fuites pour l'amélioration du rendement avec la réparation de la conduite DN1400 à St Clément de Rivière.

Les travaux d'interconnexion de la commune de Saint-Brès au réseau du SMGC afin de faire face à l'évolution des besoins de consommation avec une mise en service début 2023.

Une modernisation des équipements, sur le plan technique comme sur le plan environnemental avec la pose des premiers panneaux solaires sur certaines installations.

La préparation de l'intégration de Murviel-lès-Montpellier impliquant les élus et tous les acteurs concernés.

La préparation pour la mise en place de la tarification éco-solidaire, pour plus de sobriété et de justice sociale.

La préfiguration de la Régie unique eau et assainissement avec un transfert effectif de la compétence assainissement au 1^{er} janvier 2023.



34 millions de m³ ont été prélevés dans les ressources afin d'alimenter 409 186 habitants

83 546 abonnés

83 094 m³ mis en distribution chaque jour

1 465 prélèvements réalisés pour le contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

1 357 km de réseaux d'adduction et de distribution hors branchements

47 réservoirs ou bâches de stockage et châteaux d'eau

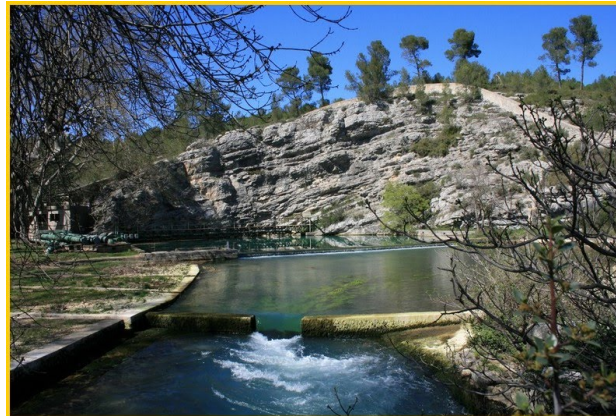
1 station de traitement en service

296 m³ en moyenne d'eau consommée par abonné sur un an

I PRESENTATION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

Ce rapport vise à renforcer la transparence de l'information dans la gestion des services publics locaux et à permettre un suivi des efforts et des résultats du service.

Les chiffres et résultats présentés dans ce rapport correspondent au périmètre de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.



Vasque de la Source du Lez

I.1 Le cadre juridique du rapport annuel

Le contenu et le mode de diffusion des rapports annuels sur la qualité et le prix des services publics d'eau potable sont définis par les articles suivants du Code Général des Collectivités Territoriales : L2224-5, D2224-1 à D2224-5 et L 1413-1.

L'article L2224-5 dispose que le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI, ici la Métropole) doit présenter ces rapports à son Assemblée délibérante dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, et les transmettre aux communes, qui ont douze mois après la clôture de l'exercice concerné pour présenter ces rapports en conseil municipal (article D2224-3).

La Régie des Eaux de Montpellier étant un établissement autonome, elle a été considérée comme un EPCI auquel la Métropole a transféré sa compétence. Montpellier Méditerranée Métropole présente donc son propre rapport avant le 30 septembre.

L'article L 1413-1 dispose que la Commission Consultative des Services Publics Locaux examine chaque année ces rapports. Ceux-ci doivent être mis à la disposition du public à la Métropole et dans les communes. Parallèlement, un exemplaire doit être adressé par le Président au Préfet pour information (articles L2225-5 et D2224-5).

I.2 Précisions concernant les indicateurs figurant dans le rapport

Les indicateurs présentés dans ce rapport et leurs modalités de calcul sont définis par le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 et les annexes V et VI des articles D2224-1, 2224-2 et 2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Chaque indicateur est caractérisé par un code alphanumérique expliqué ci-dessous :

Une lettre pour la catégorie de l'indicateur	D pour descriptif
	P pour performance
Un chiffre pour identifier le service	1 pour Alimentation en Eau Potable
	2 pour Assainissement Collectif
	3 pour Assainissement Non Collectif
Un numéro d'ordre à deux chiffres pour distinguer les indicateurs communs à l'ensemble des services de ceux réservés aux services de plus grand périmètre	de 01 à 50 pour toutes les collectivités
	de 51 à 99 pour celles qui disposent d'une commission consultative des services publics locaux
Un chiffre d'identification de la dimension du développement durable concernée	0 sans objet
	1 pour le pilier social
	2 pour le pilier économique
	3 pour le pilier environnemental

Ces indicateurs permettent la comparaison entre services à l'échelle nationale, en venant notamment alimenter de manière volontaire par les maîtres d'ouvrage la base de données du Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA). Ils sont indiqués dans le présent rapport, à chaque chapitre concerné de la façon suivante :

D101.0 : Nombre d'habitants desservis : au total, le réseau dessert 409 186 habitants.

Les indicateurs du service de l'eau potable sont au nombre de 17, dont 3 indicateurs descriptifs¹. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis la protection des points de prélèvement jusqu'à la qualité de l'eau distribuée, en passant par la performance du service à l'utilisateur. **Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, du captage à la distribution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.**

Liste des indicateurs du service public de l'eau potable

Indicateurs Descriptifs des services		2022
D 102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 (€/m³) (au 01/01/2022)	1,59€ttc
D 151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	1

¹ Le détail du calcul des indicateurs est présenté en annexe 2 du présent Rapport

Indicateurs de Performance		
P 109.0	Montant d'abandon des créances ou des versements à un fond de solidarité	0.00918€TTC
P 154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	2,65%
Indicateurs permettant l'évaluation de l'inscription du service public d'eau potable dans une stratégie de développement durable.		
P 101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	99,57%
P 102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	99,74%
P 151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (u/1000 abonnés)	1,45%
P 152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	99,64%
P 155.1	Taux de réclamations (u/1000 abonnés)	1,93%
Gestion Financière et patrimoniale		
P 103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	100
P 107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,62%
P 153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	1,6 an
Performance Environnementale		
P 104.3	Rendement du réseau de distribution	86,90%
P 105.3	Indice linéaire des volumes non comptés (m ³ /jour/km)	11,43
P 106.3	Indices linéaires de pertes en réseau (m ³ /jour/km)	9,51
P 108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80 %

II LE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE : DESCRIPTION



La mission principale du service public de l'eau potable consiste à assurer la fourniture en eau potable de la population communale.

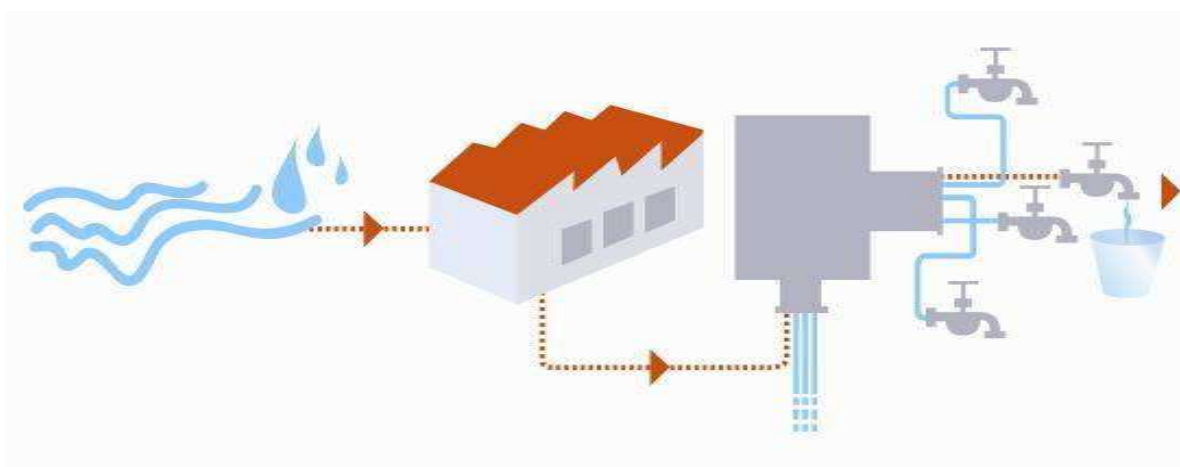
En premier lieu, afin de distribuer de l'eau à toute une population, il faut la produire, c'est-à-dire pomper de l'eau souterraine grâce à un ou des forages, ou de l'eau superficielle grâce à un captage dans le lit d'un cours d'eau ou d'un canal.

En second lieu, l'eau produite doit être traitée pour respecter les normes de qualité précisées par le Code de la Santé Publique, et fournir une eau dont les paramètres doivent être constants à toute heure et en tout point du réseau. Ce traitement peut être très simple lorsque l'eau captée est déjà de bonne qualité, ou plus complexe, et l'on doit alors créer une usine de traitement de l'eau.

Enfin, la dernière étape est l'acheminement de cette eau traitée jusqu'au robinet de l'utilisateur, ce qui nécessite un réseau de distribution.

Prélèvement:
7 captages en service

Distribution:
1 356 km



**Production et
stockage :**
1 usine principale

III LE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE : ORGANISATION

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009.

III.1 Mode de gestion

Un système de distribution d'eau potable est composé de différents ouvrages, qui doivent être conçus, construits, puis exploités.

Différents acteurs peuvent être chargés de ces opérations. Il existe en effet différentes possibilités d'organisation, en particulier pour ce qui concerne l'exploitation des ouvrages : on distingue principalement la Régie de la délégation du service public.

La régie signifie que la collectivité assure elle-même un service public dans son ensemble : dans le cas de l'eau potable, elle devrait donc assumer à la fois les investissements et la gestion du patrimoine.

La délégation de service public et du service aux abonnés en général, fait intervenir des professionnels du secteur privé et peut prendre deux formes principales, l'affermage et la concession.

Par délibération en date du 07 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie des services de l'eau potable et de l'eau brute pour les treize communes en compétence directe et de l'eau brute pour l'ensemble du territoire métropolitain et ce à compter du 1^{er} janvier 2016.

Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, la compétence « eau potable » est donc gérée :

- **En régie sur 13 communes** : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Pérols, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Le passage en régie publique le 1er janvier 2016 concerne ces 13 communes, soit 402 613 **habitants**², ce qui représente environ 80% des habitants de la Métropole.

Selon le principe de représentation substitution sur 18 de ces 31 communes en siégeant aux conseils syndicaux des syndicats intercommunaux d'eau potable de Garrigues Campagne (SMGC) et du Bas Languedoc (SBL).

La régie des eaux a été sollicitée pour **une intégration de la commune de Murviel-lès-Montpellier** à son secteur de compétence. En 2022, la Régie des eaux a donc préparé l'intégration de cette commune en impliquant les élus et l'ensemble des interlocuteurs (Métropole, SBL) afin de disposer d'un état des lieux le plus complet possible.

La Régie des Eaux a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme de Régie personnalisée,

² Source Insee de la population légale mise à jour au 1er janvier 2019

dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière.

Par délibération du 16 décembre 2015, la Métropole a établi en concertation avec la Régie une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans qui précise les relations entre la Métropole et la Régie. Elle fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service. Cette convention a été renouvelée pour une durée de deux ans par délibération en date du 29 mars 2021.

Par ailleurs, par délibération en date du 23 mars 2021, le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023. Cette mise en régie consiste en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle.

Le Conseil de Métropole a donc délibéré le 15 décembre 2021 pour prendre en compte la décision d'extension du périmètre de la régie et de modifier ses statuts.

Ainsi, les missions suivantes ont été intégrées aux statuts :

- Relation aux usagers : information, tarifs, facturation, gestion demandes, réclamation...
- Service public Alimentation en Eau Potable sur 13 communes
- Service public Eau brute sur 31 communes
- Service public Assainissement sur 31 communes,
- Service public d'Assainissement non collectif sur les 31 communes
- Gestion réglementaire des captages destinées à l'Alimentation en Eau Potable,
- Exploitation durable des ressources dont l'exploitation lui est confiée
- Instruction des demandes d'urbanismes volet Alimentation en Eau Potable/Eaux Usées/Assainissement Non Collectif/Défense Extérieure Contre l'Incendie
- Assistance de la métropole dans les schémas de distribution Alimentation en Eau Potable, le zonage Assainissement en PLUI/SCOT, tout document de planification urbaine.
- La recherche et développement en lien avec les compétences transférées
- Gestion patrimoniale des réseaux
- Schémas directeurs Alimentation en Eau Potable/Eaux Usées

Les missions de Défense Extérieure Contre l'Incendie et du projet Life Rewa ne sont pas transférées. Leur exercice sera assuré par la Régie dans le cadre de conventions de gestion.

De plus, il a été également acté l'élection d'un deuxième vice-président et l'élargissement de la composition du Conseil d'Administration. Celui-ci est donc composé de vingt-quatre (24) membres avec voix délibérative :

- Seize (16) membres issus du Conseil de la Métropole, désignés par le Conseil de la Métropole sur proposition de son Président ;
- Quatre (4) représentants d'associations désignés par le Conseil de la Métropole, sur proposition de son Président, parmi des associations d'usagers et/ou des associations de consommateurs et/ou des associations de défense de l'environnement et/ou des associations familiales ou d'éducation populaire ;
- Deux (2) personnalités qualifiées choisies en raison de sa compétence, désignées par le Conseil de la Métropole, sur proposition de son Président ;
- Deux (2) salariés issus de la représentation élue du personnel et désignés, à la majorité, par cette dernière en son sein dans le cadre d'un scrutin de liste au plus fort

Le service Maîtrise du Service Public assure le suivi de la Régie, et vérifie que les objectifs de la

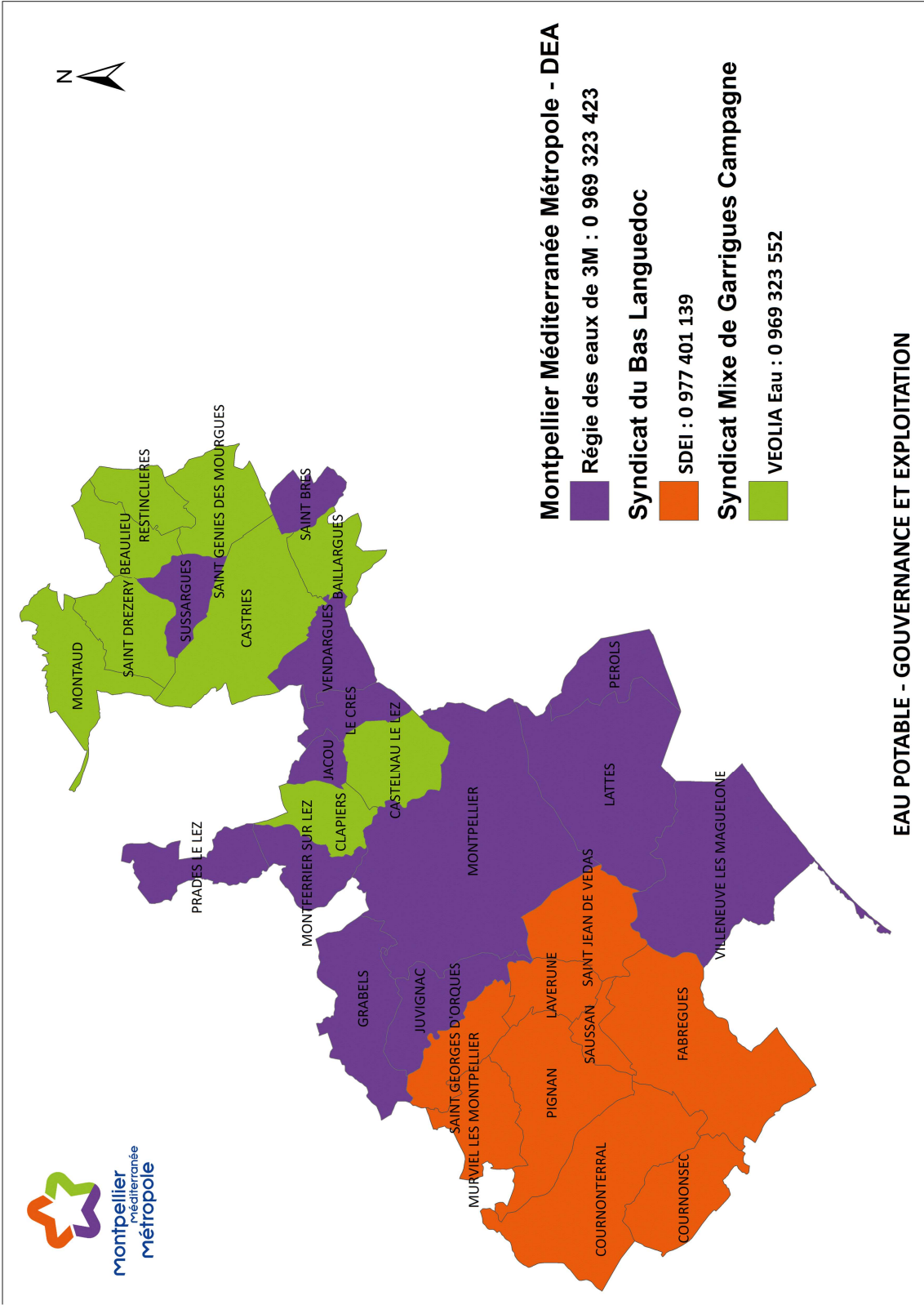
convention d'objectifs sont bien respectés.

La Régie doit remettre chaque année un bilan joint en annexe présentant les activités menées dans l'année, comme définis par les articles L2224-5, D2224-1 à D2224-5 et L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. C'est sur la base de ce bilan annuel qu'un certain nombre d'indicateurs de performance du service sont ensuite calculés.

Comme indiqué précédemment, la Régie des Eaux ne gère pas la compétence « eau potable » sur les 18 autres communes de la Métropole : ce sont le Syndicat Mixte Garrigues Campagne et le Syndicat du Bas Languedoc qui sont compétents sur ce périmètre.

Le suivi de ces syndicats d'eau potable est assuré au sein de la DDCE par le service Gestion Intégrée de l'Eau. Cela comprend notamment l'analyse de l'ordre du jour des conseils syndicaux (minimum trois par an par syndicat), la participation aux séances et le retour d'informations aux élus métropolitains.

Structures compétentes en Eau Potable sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2022 :



III. 2 Fonctionnement

Par délibération du 16 décembre 2015, la Métropole de Montpellier a établi en concertation avec la Régie des Eaux une convention d'objectifs. Celle-ci a été renouvelée pour une durée de deux ans par délibération en date du 29 mars 2021.

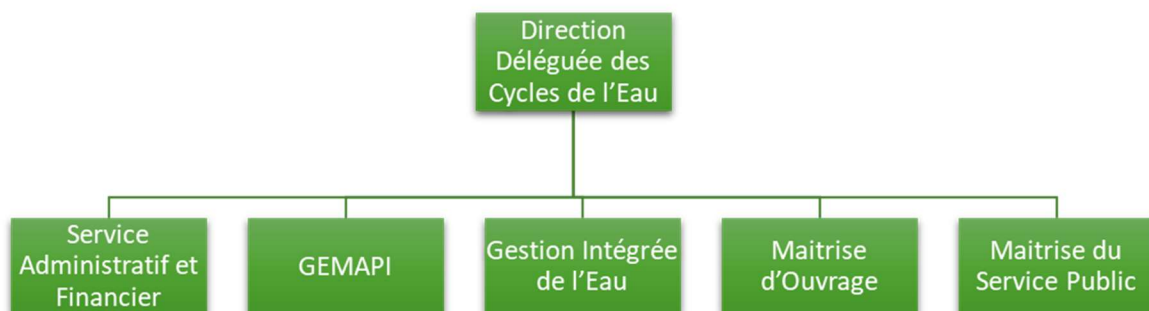
Cette convention vise à fixer le cadre des relations entre la Métropole, autorité organisatrice et la Régie en définissant les responsabilités et missions de chacun.

Ainsi la Métropole, autorité organisatrice du service public de l'eau, définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs. La Direction de l'Eau et de l'Assainissement contrôle en 2022 l'activité de la Régie au sein de la Métropole et peut réaliser les grands travaux par le biais de conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage.

La Régie, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière est chargée à compter du 1^{er} janvier 2016, de gérer le Service Public Industriel et Commercial de l'eau potable et de l'eau brute ; elle rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

III.2.1 Présentation de la Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

Les effectifs de la Direction Déléguée des Cycles de l'Eau (DDCE) au sein des services de Montpellier Méditerranée Métropole se composent de 80 agents L'organigramme de la DDCE est actuellement le suivant :



Le Service Administratif et Financier : En charge de la gestion des ressources humaines, des budgets, de la comptabilité et des marchés publics Il a également la charge de l'exécution du recouvrement de la surtaxe (titrage).

Le service Risques Pluvial et Inondation : En charge de la définition de la stratégie métropolitaine en matière de gestion des eaux pluviales et de prévention des inondations ainsi que de la planification des études et travaux à mener en la matière pour accompagner le développement urbain du territoire. Il a également la charge de la conception et la réalisation des ouvrages de lutte contre les inondations, l'assistance à leur exploitation ainsi que la gestion des cours d'eau et préservation de ces milieux aquatiques.

Le service Gestion Intégrée de l'Eau : En charge d'assurer les relations institutionnelles, partenariales et contractuelles liées à l'action des Etablissements Territoriaux de bassin et des syndicats d'eau

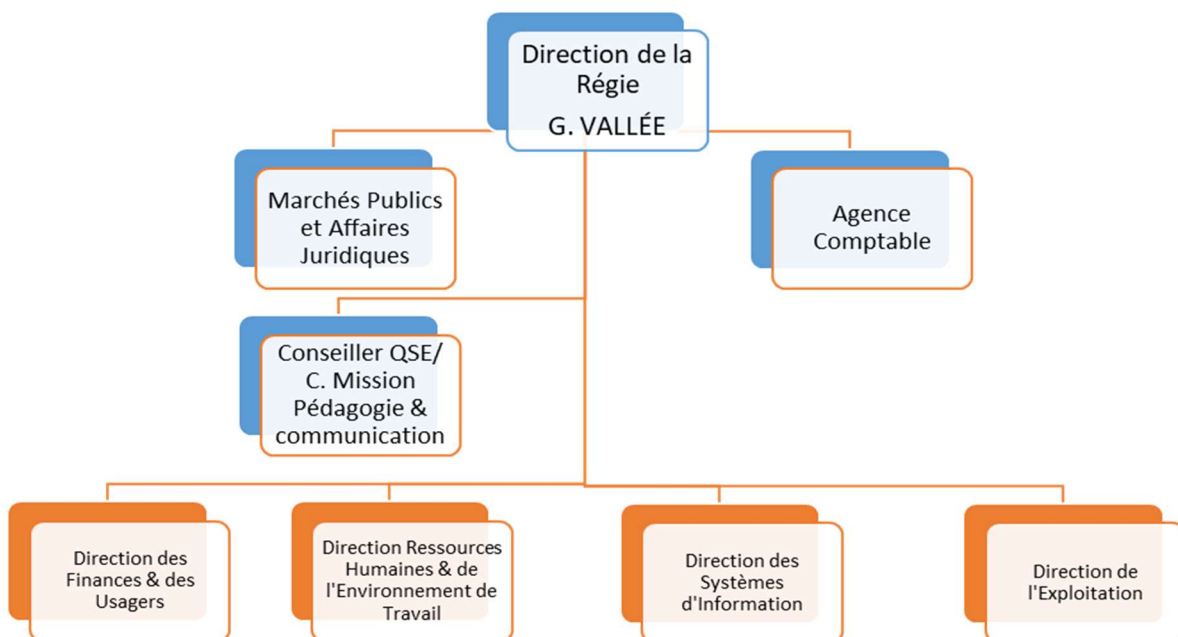
potable. Il étudie et planifie les travaux dans le domaine de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, tout en assurant la cohérence avec l'aménagement du territoire. Il assure également la préservation et le partage des ressources en eau et participe à la préservation des étangs littoraux et au développement durable de la zone littorale.

Le service Maîtrise d'Ouvrage : En charge d'assurer la direction des études et la réalisation des travaux neufs relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole dans le domaine de l'assainissement et l'eau potable.

Le service Maîtrise du Service Public : Assure le contrôle des exploitants du service public d'assainissement qui ont en charge la gestion et l'entretien des équipements, organise et assure la gestion patrimoniale des réseaux, ainsi que des poteaux incendies et des fontaines. Il a également la charge du suivi et contrôle de la convention d'objectif de la Régie de l'Eau potable. Ce service a la charge du contrôle de la bonne facturation et recouvrement de la surtaxe assainissement, et dans l'ensemble de toutes les parts liées à l'eau en général. Enfin, il a la charge de la relation aux usagers de l'assainissement collectif et non collectif.

III.2.2 Présentation de la Régie des Eaux

Les effectifs de la Régie des Eaux se composent de 123 agents. L'organigramme de la Régie est actuellement le suivant :



La Régie assure l'exploitation et l'entretien des équipements qui lui ont été confiés ainsi qu'un certain nombre d'obligations en matière de renouvellement des ouvrages.

Elle assure également la facturation et la gestion des abonnés. Les coordonnées de la Régie et les services accessibles aux usagers du service sont présentés dans le tableau suivant :

Régie des Eaux	
Adresse Postale	391 avenue de Fontfroide 34965 MONTPELLIER cedex 2
Accueil du public	391 avenue de Fontfroide 34965 MONTPELLIER cedex 2
Service client téléphonique	0 969 323 423 (prix d'un appel local) Du lundi au vendredi de 8h à 19h Le samedi matin de 9h à 12h
Agence en ligne	www.regiedeseaux.montpellier3m.fr
Astreintes	0 969 323 423 24h/24 et 7j/7

IV LA GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU DU SERVICE

La Métropole de Montpellier a pour vocation de gérer l’ensemble du cycle de l’eau sur l’ensemble des 31 communes de son territoire qu’il s’agisse du cycle naturel en intégrant les problématiques d’inondation, d’érosion, de biodiversité ou encore de qualité de l’eau et le cycle domestique incluant les thématiques d’eau potable et d’assainissement.

IV.1 Description de la ressource, sur le périmètre de la Régie de l’Eau

La Source du Lez est la ressource principale du territoire puisqu’elle assure l’alimentation en eau potable de 92% de la population sur les 13 communes gérées par la Régie et de 74% de la population sur les 31 communes. Cependant d’autres ressources sont prélevées afin de satisfaire les besoins en eau de l’ensemble de la population. Il s’agit notamment de l’Eau du canal du Bas-Rhône pour l’alimentation des communes de Lattes et Pérols, des forages du Château et du Pradas pour la commune de Grabels, du forage des Olivettes pour la commune de Saint-Brès, et du forage du Flès pour la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Ces ressources sont pompées par forage dans des nappes souterraines ou prélevées en surface dans des cours d'eau.

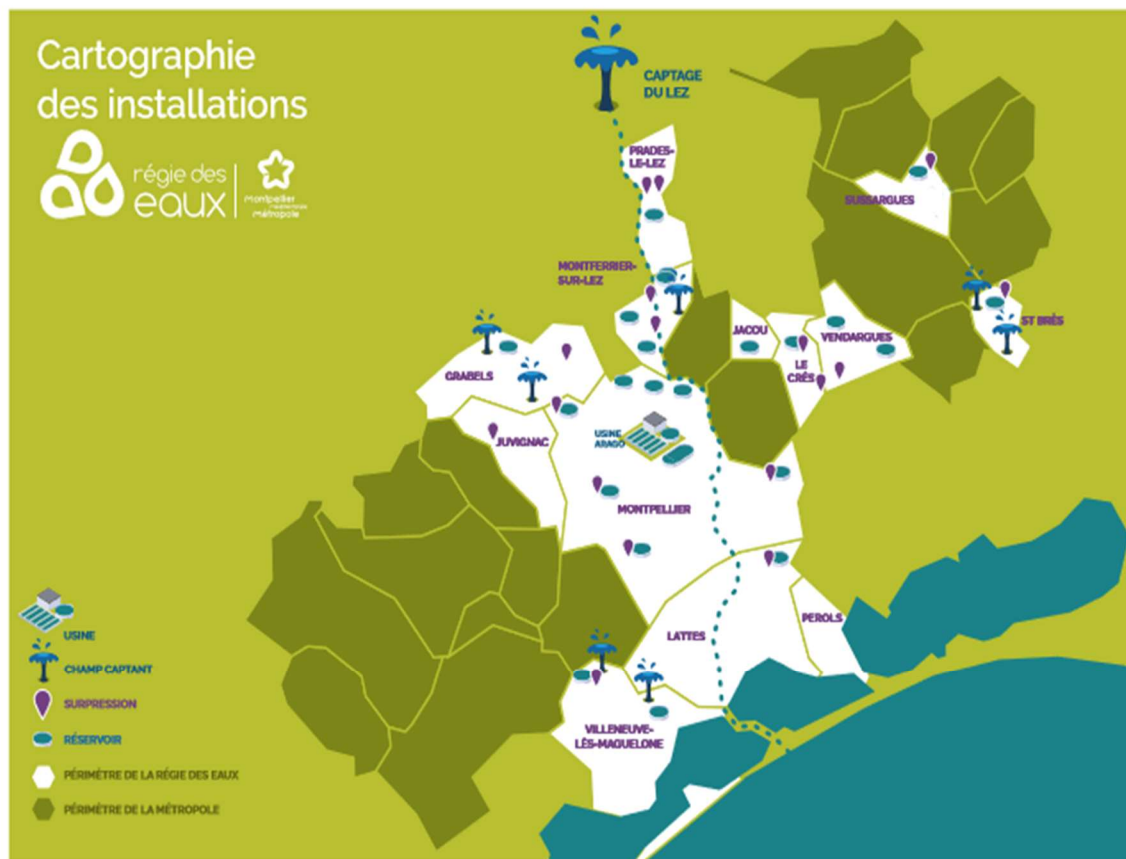
Le tableau ci-dessous présente et décrit l’ensemble des ressources en eaudes communes alimentées en eau potable par la régie :

Communes	Ressource principale	Aquifère capté ou Eau de surface captée	DUP	Débit maximal autorisé	Ressource complémentaire / Secours
Grabels	Forage du Château et du Pradas	Calcaires lacustres du Lutétien des formations tertiaires de l'avant pli de Montpellier	06/09/1989	1750 m3/j	Source du Lez
Jacou	Source du Lez	calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1700 l/s - 146 880 m3/j	Eau du canal du Bas-Rhône
Lattes	Eau du canal du Bas-Rhône	Eau superficielle du Rhône	SO	SO	Source du Lez
Le Crès	Source du Lez	calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1700 l/s - 146 880 m3/j	Eau du canal du Bas-Rhône

Juvignac	Source du Lez	calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1700 l/s - 146 880 m3/j	Eau du canal du Bas-Rhône
Montferrier	Source du Lez	calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1700 l/s - 146 880 m3/j	Eau du canal du Bas-Rhône
Montpellier	Source du Lez	calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1700 l/s - 146 880 m3/j	Eau du canal du Bas-Rhône
Prades-le-Lez	Source du Lez	calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1700 l/s - 146 880 m3/j	Eau du canal du Bas-Rhône
Pérols	Eau du canal du Bas-Rhône	Eau superficielle du Rhône	SO	SO	SO
Saint-Brès	Forages du Stade et de l'Olivette	Karst semi-barré, calcaires jurassiques, avant pli de Montpellier	Olivette: 23/02/1989 Stade: 27/01/1986	Olivettes : 37 m3/h	SO
Sussargues	Eau du canal du Bas-Rhône	Eau superficielle du Rhône	SO	SO	Forages Fontbonne Mougères Est
Vendargues	Source du Lez	calcaires et marnes jurassiques des garrigues nord-montpelliéraines	05/06/1981	1700l/s - 146 880 m3/j	Eau du canal du Bas-Rhône
Villeneuve-lès-Maguelone	Forage du Flès	Aquifère karstique (calcaires jurassiques du pli Ouest de Montpellier-unité Mosson)	12/07/1999	100 m3/h 2000 m3/j	Source du Lez

SO = Sans Objet

Carte schématique des ressources en eau de Montpellier Méditerranée Métropole :



IV.2 Les actions de préservation de la ressource

Au sein de la Direction Déléguée des Cycles de l'Eau, le service Gestion Intégrée de l'Eau a la charge de la préservation et du partage des ressources en eau. L'animation et les missions réalisées au sein de cette unité bénéficient du soutien de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et de l'Union Européenne (fonds FEADER³ et FEDER⁴).

IV.2.1 Sur la quantité de la ressource en eau

IV.2.1.1 Plans de Gestion de la Ressource en Eau – PGRE

Le SDAGE⁵ 2016 – 2021, stipule que les PGRE devaient être élaborés fin 2017 pour une mise en œuvre dès 2018. L'objectif est qu'en 3 ans (d'ici 2021), le déficit quantitatif soit résorbé.

Lez, Mosson et Karst Mosson (CLE⁶, animation SYBLE)

Un Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) est mené depuis 2016 par le SYBLE sur les cours d'eau Lez et Mosson et sur l'aquifère karstique de la Mosson. Ce document a été approuvé en Commission Locale de l'Eau (CLE) le 20 décembre 2018.

Il ambitionnait de résorber les déficits à l'horizon de fin 2021. Sur l'amont du Lez, le retour à l'équilibre est permis par,

- l'augmentation du débit réservé à la source, mise en œuvre en août 2018,
- la fermeture des captages de Pidoule et de Fescau à Montferrier sur Lez,
- la restitution d'un débit supplémentaire de 10 l/s à la source du Lez en période estivale, en compensation de l'irrigation agricole effectuée en aval.

En 2020, une expertise hydrogéologique visant à mieux connaître les relations hydrauliques entre les compartiments souterrains du karst et la rivière Mosson a également été initiée en partenariat avec l'EPTB Lez et le BRGM.

Actions réalisées :

- Arrêt et comblement des forages de Pidoule et de Fescau à Montferrier-sur-Lez fin 2021,
- Présentation du bilan annuel des volumes restitués et de propositions d'amélioration des modalités de restitution au Lez au COTRELEZ (comité technique de suivi de la restitution au Lez) qui s'est tenu le 28 janvier 2022,
- Poursuite de l'étude du fonctionnement hydrogéologique du karst Mosson dans le cadre d'un partenariat associant la Métropole, le BRGM et le SYBLE.

Castries-Sommières (animation SMGC – 3M)

³ Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural.

⁴ Fonds Européen de Développement Régional.

⁵ Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

⁶ Commission Locale de l'Eau

A la demande des services de l'Etat, la Métropole a entamé en 2017, en partenariat avec le syndicat des eaux Garrigues Campagne, l'élaboration d'un PGRE sur la masse d'eau souterraine Castries-Sommières, en vue de résorber le déficit quantitatif de cette masse d'eau. Le PGRE a été approuvé à l'été 2018 par délibération des deux Maîtres d'Ouvrages.

Ce plan propose un plan d'actions visant l'amélioration de la connaissance du fonctionnement de l'aquifère, la sensibilisation des populations, la maîtrise des pertes sur le réseau d'eau potable et l'utilisation de ressources de substitution (eau du Bas Rhône).

Le Comité de pilotage de ce PGRE ne s'est pas réuni en 2022.

Actions réalisées :

- Mise en service par le SMGC de la nouvelle usine de potabilisation de l'eau du Bas Rhône à Saint Hilaire de Beauvoir fin 2021 (fiche action n°15),
- Après l'abandon de l'exploitation des captages de Garrigues Basses par la Régie des Eaux en 2018 (fiche action n°16), le comblement de ces forages a été étudié et devrait être réalisé en 2023,
- Poursuite de la bancarisation des déclarations « puits et forages » à l'échelle du PGRE et des communes de la Métropole (fiche action n°3).

IV.2.1.2 Le projet AQUAMETRO avec l'Agence Locale de l'Energie



Un appel à projets de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse lancé en 2015 a été une opportunité de s'associer à l'ALEC pour mettre en place un programme « économie d'eau ».

En 2022, il est doté d'un budget prévisionnel de 161 000 € dont les actions concourent à la préservation quantitative des masses d'eau utilisées pour l'alimentation en eau de la population. A ce titre, une subvention 2022 d'un montant de 35 000 € est inscrite au budget pour mener les actions suivantes :

L'action " Conseil en Energie Partagé Eau" vise à identifier et analyser les consommations en eau des équipements communaux et métropolitains, à bâtir un plan d'actions avec les communes et Montpellier Méditerranée Métropole, à accompagner les services dans la mise en œuvre et à suivre les consommations pour analyser l'efficacité des actions. Cela comprend l'analyse des consommations des bâtiments et des espaces verts, la comparaison à des indicateurs locaux et nationaux, la définition d'un plan d'actions par commune et la création d'une base de données et d'indicateurs. Le label « communes économes en eau » lancé en 2021 pour valoriser les actions d'économies d'eau des communes et sensibiliser le grand public a été attribué le 17 mars 2022 à 17 communes (Montpellier, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Le Crès, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Murviel-lès-Montpellier, Prades-le-

Lez, Saint-Drézéry et Vendargues).



Un temps d'analyse supplémentaire a été nécessaire dans le cadre du déploiement de compteurs communicants sur les bâtiments communaux des 13 communes gérée par la Régie des Eaux.

Concernant l'équipement en matériel hydro-économe, un financement de l'Agence de l'Eau RMC a permis de proposer des diagnostics gratuits d'installations dans les bâtiment scolaires et sportifs.

L'action – "Grand Public Eau" Cette action concerne l'accompagnement du grand public à travers un espace dédié à l'eau qui est le pendant du Conseil Energie actuel : conseils, centre de ressources, animations, ateliers pratiques... Cette action se renforce d'un partenariat avec la Régie des Eaux avec des interventions lors de leurs animations, un enrichissement des liens et des sites internet mutuels. A cette occasion, l'ALEC diffuse un kit économie d'eau de « premier niveau » qui permet aux personnes venues pour leur projet de rénovation énergétique de ne pas oublier la question des économies d'eau.

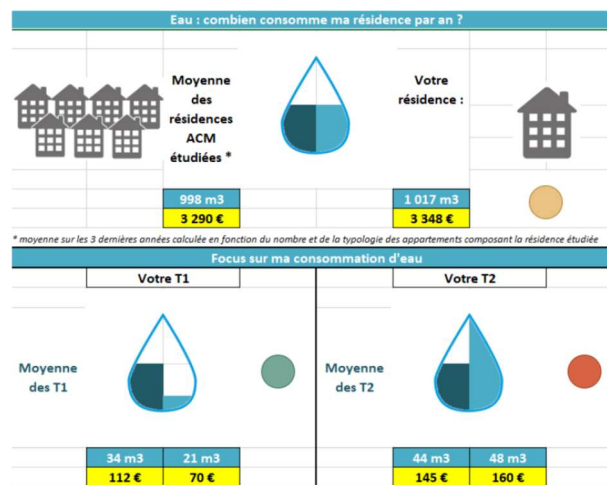
Également, cette action permet de mettre en œuvre des ateliers pratiques économie d'eau, pour des petits groupes (copropriétaires, adhérents d'une association, citoyens d'une même commune...).

tenu le 18 novembre 2022 et a permis de faire un bilan des actions.

➤ Les Copropriétés

Outil de suivi et de comparaison des consommations des 177 résidences ACM sur dix années

Proposition d'une convention de partenariat avec ACM Habitat



IV.2.2 Sur la qualité de la ressource en eau

IV.2.1.1 La préservation de la ressource karstique du Lez

Bilan annuel des volumes restitués au LEZ

Dans le cadre des objectifs et attendus liant la Métropole et la Régie des Eaux, celle-ci fournit des informations et des synthèses sur le fonctionnement du service.

Un rapport préconisé par la Déclaration d'utilité publique, sur le bilan des volumes restitués au fleuve et les contraintes d'exploitations rencontrées est réalisé chaque année .

Le bilan 2022 est le suivant :

- Volume total restitué au Lez pour le maintien du débit minimum biologique : 4,8 millions de m³
- 69 jours de débordement naturel de la source et 306 jours d'étiage avec restitution artificielle.

Par ailleurs, le débitmètre électro magnétique permettant la mesure des débits restitués artificiellement a été contrôlé par l'APAVE le 14 décembre. Le dispositif de mesure a été déclaré conforme et en capacité de produire des données fiables.

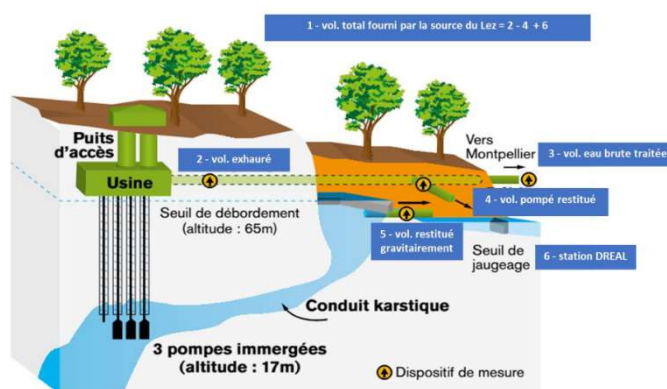
Rapport de suivi hydrogéologique de l'aquifère de la source du Lez

Dans le cadre des mesures préconisées par la DUP de la source du Lez, un rapport sur le suivi hydrogéologique de l'aquifère de la source du Lez est réalisé chaque année.

L'expertise s'appuie sur un réseau de 19 piézomètres et sur le suivi des volumes pompés et des débits restitués à la source du Lez.

Actions réalisées :

- Elaboration et présentation du rapport annuel 2021 par le bureau d'études IMAGEAU
- Consolidation de l'interface numérique de suivi des données hydrogéologiques : EMI Vigilance



IV.2.2.1 Projets Agro-Environnementaux et Climatiques - PAEC

La Métropole a obtenu de l'appel à projet régional relatif aux Projets Agro-Environnementaux et Climatiques (PAEC) la totalité de l'enveloppe souhaitée pour accompagner financièrement les évolutions de pratiques agricoles basées sur le volontariat. Ces mesures visent par exemple la diminution voire la suppression de l'utilisation des produits phytosanitaires de synthèse.

Le bilan 2015-2019 sur ce PAEC est le suivant : sur les 950 ha de vignes incluses dans le PAEC, 420 ha ont fait l'objet de sensibilisation et 215 ha de vignes ont été engagés (20%), dont 140 ha en MAEC et 75 ha en Bio ou sans produit phytosanitaire de synthèse, soit une augmentation de 5 à 8 % de la SAU viticole exploitée en Bio.

IV.2.2.2 Animation et accompagnement à la transition agro-écologique sur les aires d'alimentation des captages

Journées techniques et de sensibilisation

Plusieurs journées ont été organisées avec l'appui d'experts agronomes auprès des agriculteurs, sur des thématiques variées : formation aux plantes bioindicatrices, visite du GIEE Les couvresseurs de Vignes, tour des parcelles enherbées, rencontre avec Thibault Déplanche de Célestalab, tournée GDON, échange sur la biodiversité et les produits phytosanitaires, ...

Une application numérique, Landfiles, a été déployée pour favoriser le partage de connaissances et d'observations entre agriculteurs.



Maîtrise du foncier et des usages

Une parcelle très vulnérable, située sur la commune de Fabrègues dans la zone de protection des captages du Flès, a été acquise par la Métropole afin de pérenniser une occupation du sol et des pratiques agricoles compatibles avec la préservation de la ressource en eau souterraine.

Ce type d'intervention pourra être reconduit et étendu dans le cadre d'une stratégie foncière en cours de construction.

Implantation de haies : projet BIODIVIGNE



Dans le cadre d'un appel à projet publié par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en faveur de l'eau et de la biodiversité, un dossier de candidature baptisé « Biodivigne » déposé par la Métropole a été retenu par le jury de sélection (Région Occitanie, DREAL et AFB).

En 2021, une consultation a été lancée pour désigner des prestataires chargés d'accompagner environ 30 viticulteurs en 2022 et 2023 pour développer des espaces enherbés et des haies dans leurs parcelles, favorables à la biodiversité et la protection de la ressource en eau. En 2022, 12 diagnostics ont été réalisés (7 sont situés dans l'aire d'alimentation des captages du Flès et 5 dans celle des captages de Garrigues Basses et Bérange).



Le projet FIBANI vise à évaluer les opportunités d'émergence de nouvelles filières agricoles capables de répondre à de multiples enjeux :



Le premier comité de pilotage de FIBANI réunissant les acteurs du monde agricole et agroalimentaire

- Reconquérir et préserver la qualité de l'eau, en réduisant les risques de transfert de pesticides en priorité et de nitrates, dans les ressources en eau de la Métropole ;
- Accompagner le développement de filières courtes de denrées alimentaires et la diversification des exploitations en cohérence avec la politique agro écologique et alimentaire de la Métropole (P2A) ;
- Maintenir et adapter l'activité agricole face aux changements climatiques en accompagnant des cultures économes en eau et pouvant avoir un impact positif sur le stockage de carbone.

Huit filières à bas niveaux d'impacts ont d'abord été sélectionnées et ont fait l'objet de fiches pédagogiques à destination des exploitations agricoles. Deux d'entre elles vont pouvoir être accompagnées dans leur structuration de l'amont à l'aval. Il s'agit de la filière **Légumineuses et Céréales rustiques**.

IV.2.2.2 Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles – PAPPH

Sur le secteur Ouest (aire d'alimentation des captages du Flès)



PAEC Captages du Flès

Sur le secteur Ouest (aire d'alimentation des captages du Flès), une démarche avait été lancée fin 2018 pour réaliser 10 Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) communaux et 2 plans métropolitains sur les pôles territoriaux Plaine Ouest et Piémonts Garrigues, pour un budget global de 100 000 €, subventionné à 80%.

L'objectif est la mise en place d'une gestion différenciée sur les espaces publics avec la suppression des produits phytosanitaires de synthèse.

Actions réalisées :

- ⇒ Etude terminée fin 2021
- ⇒ Obtention des subventions FEDER pour l'achat de matériel et des actions de communication avec 3M comme chef de file (60% d'aide sur un projet de 1 M d'euros)
- ⇒ 2021 et 2022 : coordination pour la constitution de dossier de demande de financement

IV.2.2.3 Aires de lavage et de remplissage sécurisées des pulvérisateurs agricoles

La Métropole a poursuivi l'accompagnement technique de la commune de **Saint-Georges d'Orques** pour initier la phase préalable aux travaux d'une aire collective de rinçage et de remplissage sécurisée des pulvérisateurs agricoles.

Les travaux ont démarré au cours du premier semestre 2021 et l'équipement a été mis en service en 2022.



Projet d'aire sur le secteur St-Drézéry-Montaud

Une étude de faisabilité, portée par le SMGC, avait été lancée fin 2018.

La finalisation de l'étude avant-projet, l'obtention du permis et la mobilisation agricole avaient permis de déposer un dossier de demande de subvention et d'obtenir en 2020 des aides du Feader, de l'Agence de l'eau, et du Département à hauteur de 275 000 €, pour un budget total de travaux d'environ 350 000 €.

Le projet inclut 28 pulvérisateurs inscrits et 24 exploitations, impactant une surface agricole totale d'environ 500 ha.

Actions réalisées en 2022 :



- [Notification du marché de travaux au groupement Spie Valerian/Belle Environnement et réunion de lancement des travaux le 07 octobre.](#)

Projet d'aire sur le secteur Pignan-Saussan

La finalisation de l'étude avant-projet, l'obtention du permis de construire et la mobilisation agricole ont permis de déposer un dossier de demande de subvention auprès de la Région pour un projet estimé à 446 000 €HT.

Les aides Feader/Agence de l'eau/Département (252 000 €) ont été accordées à la suite de l'avis favorable du Conseil Régional de Programmation lors de sa séance du 24 décembre 2020.

Actions réalisées en 2022 : Notification du marché de travaux au groupement Spie Valerian/Belle Environnement pour un montant de 424 075 € HT.

Projet d'aire sur le secteur Cournonterral-Cournonsec-Fabrègues

Ce projet est né de l'opportunité créée par l'implantation d'un hameau agricole dans la ZAC de Cannabe à Cournonterral.

La finalisation de l'étude avant-projet, l'obtention du permis et la mobilisation agricole ont permis de déposer un dossier de demande de subvention auprès de la Région pour un projet estimé à 390 000 €HT (hors foncier).

Les aides Feader/Agence de l'eau/Département (297 000 €) ont été accordées à la suite de l'avis favorable du Conseil Régional de Programmation lors de sa séance du 24 décembre 2020.

Actions réalisées en 2022 :

- Notification du marché de travaux au groupement Spie Valerian/Belle Environnement pour un montant de 370 685 € HT.

Les trois aires de lavage doivent être mises en service au plus tard à l'été 2023.

IV.2.2.3. Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne



Adoption d'un programme de travaux de réseaux de **1,6 M€ HT** pour l'exercice 2022.

Dépôt du permis de construire pour la **construction d'une cuve supplémentaire de stockage d'eau de 1000 m3 à Castries** pour accompagner le développement urbain et résorber le déficit actuel – lancement de la consultation et attribution du marché de travaux au groupement PROG+-EPUR-SRC.

Mise en place d'une convention de mise à disposition de services relative au poste d'animation de l'aire d'alimentation des captages de Bérange et de Fontmagne entre le syndicat et 3M,

Avenants n°1 à la convention de vente d'eau en gros entre le syndicat, 3m et la Régie des Eaux pour l'alimentation des services publics de distribution d'eau potable de Sussargues et Saint Brès.

L'usine de potabilisation des « Bouldous » à St Hilaire de Beauvoir, a connu sa première année complète de fonctionnement.

IV.2.2.4. Le Syndicat du Bas Languedoc

En Mars 2022, approbation de mise à disposition au bénéfice du syndicat mixte du bassin du fleuve Hérault des enregistrements vidéo de la passe à poissons du seuil Bladier-Ricard.

En juin 2022, approbation du principe de la reprise de la compétence distribution d'eau potable par Montpellier Méditerranée Métropole pour le service de Murviel-Lès-Montpellier.

Demande d'abrogation de la DUP des forages Karland à Mireval.



En décembre 2022, approbation de l'avenant n°1 au contrat de concession à la SEMOP et approbation du protocole relatif à la reprise de la compétence distribution par la Métropole du service de Murviel-Lès-Montpellier.

Modification de la tarification sociale pour les abonnés en situation de précarité.

V LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

V.1 Le patrimoine

V.1.1 Les ouvrages de captage, les stations de traitement et réservoirs

V.1.1.1 Les ouvrages de captage

Montpellier Méditerranée Métropole possède 7 captages en service qui représentent la principale source d'alimentation en eau potable de ses habitants. Tous ces captages sont situés sur le territoire de la Métropole, à l'exception de la source du Lez, située sur la commune des Matelles faisant partie de la Communauté de Commune du Grand Pic Saint-Loup.

V.1.1.2 Les stations de traitement

L'eau prélevée dans les ressources souterraines étant de bonne qualité, elle n'est traitée la plupart du temps que par simple désinfection par injection de chlore gazeux au moment de la mise en distribution de l'eau dans le réseau.

Ainsi, seules les eaux de la source du Lez et du BRL sont traitées dans une usine de potabilisation. Il s'agit des stations François ARAGO, d'une capacité de 2 000 l/s et 158 000m³/j, Vauguières (usine appartenant à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or) et de celle du Crès (usine appartenant à BRL).

Description du procédé de traitement de l'eau de la station Arago		
Origine de l'Eau	Source du Lez	BRL
Capacité Réglementaire	1 700 l/s	700 l/s
Description du traitement	Floculation Décantation (si turbidité > 4NTU) Filtration Chlore Gazeux	Sulfate de cuivre Charbon Actif en poudre Floculation Décantation Filtration + Bicouche Chloration au break point Chlore gazeux

L'usine Arago peut également, en cas de nécessité (baisse du niveau du Lez en période d'étiage, travaux...), traiter sur une file dédiée l'eau du Bas-Rhône acheminée via le canal Philippe Lamour.

L'eau brute y est traitée par une floculation physico-chimique suivie d'une décantation, le passage dans des filtres à sable

Le processus de production est contrôlé en continu :

- au niveau de la source du Lez :
 - mesures de la turbidité, de la température et de la conductivité.
- au niveau de l'usine François Arago :
 - en mode de traitement par simple filtration :
 - contrôle de la turbidité et du pH sur l'eau brute, l'eau traitée et l'eau distribuée, mesure permanente du stérilisant résiduel.
- en mode de traitement station complète :
 - outre les paramètres déjà énoncés précédemment, contrôle permanent de la turbidité de l'eau décantée.

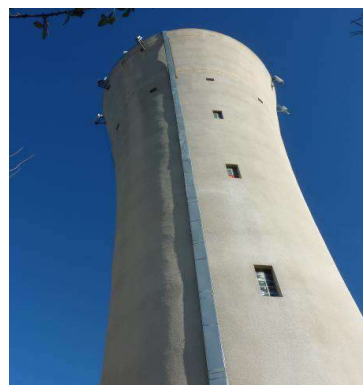
ainsi que la désinfection finale au bioxyde de chlore.

V.1.1.3 Les réservoirs

L'eau prélevée dans le milieu naturel, quelle que soit son origine (souterraine, de surface) est préalablement stockée dans un ou des réservoirs, avant son envoi dans le réseau de distribution.

Ce stockage permet de répondre à la demande des usagers quel que soit le débit global nécessaire à tout moment de la journée. En effet, certains créneaux horaires tels que le matin et le soir sont des périodes d'utilisation accrue de l'eau pour les besoins quotidiens des usagers. Il est donc nécessaire d'avoir des réserves en eau permettant de maintenir un approvisionnement constant du réseau au débit utile.

Ces réservoirs peuvent être de type enterré, semi-enterrés ou aériens. On distingue également des réservoirs (permettant une distribution directe) des bâches de reprise permettant le relèvement de l'eau potable vers un autre réservoir.



Réservoir du Puech Garou de Villeneuve lès Maguelone



La Régie a l'obligation de procéder au nettoyage annuel des réservoirs dont elle a la charge. Ces nettoyages font l'objet d'un planning étudié pour éviter les périodes sèches, où les besoins en eau sont accrus.

Les réservoirs de Montpellier Méditerranée Métropole sont au nombre de 47, pour une capacité totale de 112 405 m³ de stockage.

Commune	Nom d'ouvrage	Type de réservoir	Capacité (m3)
Grabels	Réservoir Montalet cuve G	réservoir au sol	800
Grabels	Réservoir Montalet cuve D	réservoir au sol	1000
Jacou	Réservoir les Sylvains	réservoir au sol	600
Lattes	Station Saint Jean cuve 1	réservoir semi-enterré	1000
Lattes	Station Saint Jean cuve 2 extérieure	réservoir semi-enterré	1000
Lattes	Station Saint Jean cuve 2 intérieure	réservoir semi-enterré	1000
Le Crès	Réservoir le Crès	réservoir au sol	1500
Le Crès	Réservoir le Crès	réservoir au sol	3500
Montferrier le Lez	Station Pidoule	réservoir au sol	65
Montferrier le Lez	Surpresseur Condamine	réservoir au sol	140
Montferrier le Lez	Réservoir Devèze cuve G	réservoir au sol	250
Montferrier le Lez	Réservoir Pioch de Baios cuve G	réservoir au sol	500
Montferrier le Lez	Réservoir Devèze cuve D	réservoir au sol	250
Montferrier le Lez	Réservoir Pioch de Baios cuve D	réservoir au sol	500
Montferrier le Lez	Réservoir Baillarguet	réservoir semi-enterré	500
Montpellier	Réservoir de Valèdeau Droite	réservoir au sol	14000
Montpellier	Réservoir de Valèdeau Gauche	réservoir au sol	14000
Montpellier	Réservoir du Plan des 4 Seigneurs	réservoir sur tour	500
Montpellier	Réservoir de Lavalette	réservoir sur tour	500
Montpellier	Réservoir les Garrigues	réservoir sur tour	2000
Montpellier	Réservoir des Hauts de Massane Gauche	réservoir semi-enterré	7000
Montpellier	Réservoir des Hauts de Massane Droite	réservoir semi-enterré	7000
Montpellier	Réservoir de Montmaur Nord	réservoir semi-enterré	12000
Montpellier	Réservoir des Hauts de Massane	réservoir semi-enterré	12000
Montpellier	Réservoir de Montmaur Sud	réservoir semi-enterré	12000
Montpellier	Bache Croix d'Argent cuves ext. et int.	réservoir enterré	900
Montpellier	Réservoir Croix d'Argent cuve extérieure	réservoir sur tour	750
Montpellier	Réservoir Croix d'Argent cuve intérieure	réservoir sur tour	750
Montpellier	Réservoir de Lodève	réservoir sur tour	1000
Montpellier	Bache Saint Dominique	réservoir enterré	5800
Montpellier	Réservoir de la Colombière cuve extérieure	réservoir sur tour	1000

Montpellier	Réservoir de la Colombière cuve intérieure	réservoir sur tour	1000
Prades le Lez	Station Lez Lirou	réservoir enterré	100
Prades le Lez	Réservoir Montauban cuve G	réservoir au sol	500
Prades le Lez	Réservoir Montauban cuve D	réservoir au sol	500
Saint Brès	Réservoir Saint bauzille	réservoir semi-enterré	500
Saint Brès	Réservoir Saint bauzille	réservoir semi-enterré	250
Saint Brès	Réservoir Saint bauzille	réservoir semi-enterré	250
Sussargues	Réservoir Sussargues	réservoir sur tour	200
Sussargues	Bâche Sussargues	réservoir enterré	500
Vendargues	Réservoir Maumaris	réservoir au sol	1000
Vendargues	Réservoir Maumaris	réservoir au sol	1400
Vendargues	Réservoir Meyrargues	réservoir sur tour	600
Villeneuve les Maguelone	Captage Flès	réservoir au sol	400
Villeneuve les Maguelone	Réservoir Larzat	réservoir enterré	600
Villeneuve les Maguelone	Réservoir Puech Garou cuve extérieure	réservoir sur tour	400
Villeneuve les Maguelone	Réservoir Puech Garou cuve intérieure	réservoir sur tour	400
Total en m ³			112 405

V.1.2 Les réseaux de distribution, les branchements et les compteurs

V.1.2.1 Les réseaux de distribution

Le réseau est constitué de canalisation d'adduction de l'eau depuis son prélèvement dans la ressource jusqu'à son stockage dans un réservoir, permettant ensuite sa distribution via des canalisations de distribution.

Sur les 13 communes gérées par Montpellier Méditerranée Métropole, la longueur totale du réseau public, hors branchements, est d'environ 1 357 km en 2022. L'évolution du linéaire du réseau est résumée ci-dessous, dont l'unité est le mètre :

Communes	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022
Grabels	44 274	45 673	46 275	47 210	48 158	2.01%
Jacou	35 460	37 074	37 708	37 048	37 912	2.33%
Juvignac	56 752	57 032	57 408	57 819	57 639	-0.31%
Lattes	125 122	125 023	125 254	125 257	125 390	0.11%
Le Crès	64 070	64 323	64 881	64 805	64 349	-0.7%
Montferrier	54 885	56 000	56 701	65 141	66 118	1.5%
Montpellier	700 086	701 804	705 506	712 990	710 084	-0.41%
Pérols	65 306	65 401	65 393	65 388	65 412	0.04%
Prades	31 822	32 276	32 442	32 405	31 701	-2.17%
Saint-Brès	18 650	18 650	19 217	19 217	19 217	0

Sussargues	20 787	21 045	21 016	23 414	23 495	0.35%
Vendargues	46 647	48 165	48 173	49 064	50 468	2.86%
Villeneuve	55 684	56 389	56 401	57 135	57 118	-0.03%
TOTAL	1 319 545	1 328 855	1 336 375	1 356 893	1 357 061	0.01%

V.1.2.2 Les branchements

Les habitations individuelles ou groupées sont desservies par des branchements, qui acheminent l'eau potable du réseau situé en domaine public vers les canalisations privées des habitations. Le nombre de branchements de chaque commune est détaillé dans le tableau ci-après :

Nombre de branchements sur le réseau	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022
Grabels	2278	2286	2293	2327	1.48%
Jacou	1927	1929	1932	1934	0.1%
Juvignac	2821	2827	2831	2839	0.28%
Lattes	5052	5053	5067	5080	0.26%
Le Crès	2861	2866	2868	2872	0.14%
Montferrier	1722	1731	1747	1757	0.57%
Montpellier	32016	32091	32150	32245	0.3%
Pérols	4469	4475	4490	4503	0.29%
Prades	1753	1761	1773	1781	0.45%
Saint-Brès	1472	1475	1478	1479	0.07%
Sussargues	1092	1095	1106	1115	0.81%
Vendargues	2055	2062	2072	2086	0.68%
Villeneuve	3108	3115	3126	3132	0.19%
TOTAL	62626	62766	62933	63 150	0.34%

Les branchements en plomb doivent être supprimés afin de respecter les contraintes réglementaires du décret 2001-1220 du 20 décembre 2001 imposant de nouvelles limites de qualité au paramètre plomb dans l'eau potable.

Depuis le 25/12/2013, cette teneur ne doit plus excéder 10 µg/L.

Le nombre de branchements en plomb restants n'est pas connu. Il a été estimé à 500 par VEOLIA dans la RAD 2015, lors de la création de la Régie, mais cette valeur n'est pas fiable car aucune liste n'a été transmise dans le RAD 2015. Au 31 décembre 2022, 47 branchements en plomb non renouvelés ont été recensés.

V.1.2.3 Les compteurs



Les compteurs sont les instruments de mesure des volumes d'eau qui transitent dans une canalisation. Il y en a pour différents usages : mesure de volumes transités dans le réseau ou mesure de volumes distribués au niveau des branchements.

Les compteurs recensés dans le tableau ci-dessous sont les compteurs permettant la facturation de la consommation d'eau potable des usagers et faisant donc l'objet d'une relève bisannuelle afin de connaître les volumes consommés.

Ils font l'objet d'un programme de renouvellement ainsi que d'un contrôle périodique de leur bon fonctionnement suivant l'arrêté du 6 mars 2007. Le nombre de compteurs renouvelés en 2022 correspond essentiellement à ce qui été prévu dans le programme de renouvellement préventif élaboré chaque année.

Les compteurs sont des instruments fragiles et particulièrement sensibles au gel car ils ne sont généralement pas enterrés. Il appartient à l'utilisateur de protéger son compteur de manière efficace contre le gel (couverture avec des matériaux isolants tel que le polystyrène par exemple).

Le nombre de compteurs renouvelés est présenté ci-dessous :

Communes	2019	2020	2021	2022
Grabels	129	208	100	624
Jacou	202	79	51	82
Juvignac	185	156	84	113
Lattes	204	542	688	217
Le Crès	237	239	78	131
Montferrier-sur-Lez	25	78	108	184
Montpellier	3150	2404	1314	2541
Pérols	259	117	140	245
Prades-le-Lez	277	23	169	41
Saint-Brès	109	41	106	172
Sussargues	64	61	65	67
Vendargues	171	113	61	113
Villeneuve-lès-Maguelone	190	242	112	81
TOTAL	5202	4303	3076	4611

V.2 Les travaux

V.2.1 Le Schéma Directeur d’Alimentation en Eau Potable

Le Schéma Directeur d’Eau Potable, dont la Maitrise d’Ouvrage est opérée depuis le 1^{er} janvier 2016 par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, prévoit 195 M€ d’investissements.

Plusieurs opérations prioritaires du Schéma ont été confiées par convention de délégation de Maitrise d’Ouvrage à la Direction de l’Eau et de l’Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu’au 31 décembre 2022.

- Sécurisation du système Lez – Usine de traitement d’eau de Valedéau

Afin de sécuriser l’alimentation du système Lez, la construction d’une unité de traitement d’eau potable de 750l/s à partir de l’eau brute de BRL sur le site de VALEDEAU à l’Est de Montpellier est programmée au Schéma Directeur. L’étude de faisabilité réalisée en 2015-2016 a permis de valider la faisabilité technico-financière, de définir un programme de travaux et une enveloppe financière pour ce projet ; enveloppe et programme approuvés par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole le 25 janvier 2017 et par le conseil d’administration de la Régie des Eaux le 3 février 2017.

La consultation pour le marché de conception-réalisation a été lancée en 2020 et le marché notifié le 05/08/2021 à un groupement d’entreprises dont DEGREMONT est le mandataire. Les études de conception se sont achevées en 2022 et les travaux ont démarré en mai 2023. Ils doivent s’achever au printemps 2024.

Le coût de la réalisation de cet ouvrage est estimé à 27 M€ HT. La mise en service prévisionnelle est programmée pour début 2024.

- Réhabilitation de réservoirs.

Quarante-sept ouvrages de stockage d’eau potable ont été recensés sur les 13 communes du territoire de la régie. Le pré diagnostic réalisé dans le cadre du Schéma Directeur d’Alimentation en Eau Potable a montré que plus de la moitié de ces ouvrages (37) nécessitait des travaux de réhabilitation.

En 2018, 7 ouvrages classés en priorité 1 ont été réhabilités.

À la suite d’une seconde campagne de diagnostic réalisée en 2019 (5 ouvrages diagnostiqués), des études de maîtrise d’œuvre ont été menées en 2020 et 2021 puis une consultation pour le marché de travaux a été réalisée en 2022. La réalisation des travaux est prévue à partir du mois d’octobre 2023.

- Renforcement et sécurisation de l’étage 105

L’opération est fondée sur la nécessité de sécuriser l’alimentation en eau potable de l’étage 105, de sécuriser à 100% les besoins de la commune de Grabels actuels et futurs, de renforcer le système d’alimentation de l’étage 105 pour répondre aux besoins de l’urbanisation future et

de renouveler et réhabiliter les équipements structurants le nécessitant : station, réservoirs, canalisations.

Ainsi le projet consiste à :

- Créer une station de pompage sur le site de Montmaur de 640 l/s → 710 l/s (horizon 2040)
- De créer un réseau DN 800 mm entre la station de pompage et le réseau existant DN 500 mm Fonte de l'avenue du Pic Saint Loup (1^{ère} phase).
- De créer un réseau DN 500 mm Fonte en parallèle du réseau existant entre l'avenue du Pic Saint Loup jusqu'au croisement avec la rue de la Croix de Lavit (2^{ème} phase).

Les travaux de canalisation (1^{ère} phase : route de Mende, rue de l'Hortus et avenue du Pic Saint-Loup)) et de construction de la station de pompage sur le site de Montmaur ont démarré fin 2019 et se sont achevés fin 2020 pour une mise en service effective en février 2021.

Le coût des travaux de la phase 1 canalisations et de la station de pompage est de 6,1 M€ HT.

Les études de maîtrise d'œuvre relatives à la 2^{ème} phase de travaux se sont déroulées en 2022 et la consultation pour le marché de travaux a été lancée ; la réalisation des travaux, pour un montant total de 4 M€ H.T étant prévus en 2023.

- Renforcement de l'alimentation en eau potable de St Brès.

Le SDAEP de 2013 avait prévu dans sa programmation, la réalisation de plusieurs nouveaux ouvrages sur la commune (Mise en service du forage Farel, Refoulement depuis ce forage, Traitement, Stockage, Suppression) pour permettre l'alimentation des nouvelles zones d'urbanisation (ZAC de Cantausse-1500 logements) et limiter l'utilisation du forage des Olivettes à son débit autorisé.

Suite à l'avis défavorable de l'hydrogéologue agréé pour l'obtention de la DUP de Farel, et aux travaux envisagés par le SMGC pour desservir Baillargues, le programme de travaux du SDAEP a évolué.

Compte tenu de l'organisation spatiale des ouvrages existants de Saint Brès, les travaux à réaliser consistent :

- 1) La création d'une canalisation de transfert (DN 200mm) depuis Baillargues vers les réservoirs existants de St Brès à alimenter (2000 ml)
- 2) La création d'une unité de surpression (de 150 à 200 m³/h) à l'emplacement des stockages existants
- 3) Le renforcement d'un réseau de distribution en sortie de surpresseur.

Les études de maîtrise d'œuvre démarrées en 2019, se sont achevées en 2021. La consultation pour le marché de travaux s'est déroulée en 2021. Les travaux sont évalués à 1,7 M€ HT. Les travaux de canalisation ont été réalisés en 2022 et les travaux relatifs à la station de suppression ont démarré en 2022 et s'achèveront en 2023.

- Renforcement de l'alimentation en eau potable des communes de Jacou, Le Crès et Vendargues

Les principaux enjeux du projet sont de renforcer l'alimentation en eau potable des communes de Jacou, Le Crès et Vendargues, au regard de la situation actuelle et des projets de développement

futurs, pour un besoin en eau potable horizon 2040 (feeder et surpresseur) ainsi que les capacités de stockage pour un besoin en eau potable horizon 2040.

Le programme de travaux est le suivant :

- Déplacement le surpresseur de Verchamp au droit de la future usine de production d’eau potable de Valedéau
- Réalisation d’un nouveau feeder de transfert entre cette station de pompage et les réservoirs de tête du secteur
- Créer un ou plusieurs réservoirs de stockage

L’Avant-Projet a été validé en 2021 ; l’année 2022 a été consacrée à la finalisation des études de maîtrise d’œuvre.

- Renforcement de la capacité de stockage de Prades-le-Lez

Le schéma Directeur d’Alimentation en Eau Potable a défini un programme d’investissement pour le territoire de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole dont la sécurisation et le renforcement des ouvrages de stockage. L’objectif du renforcement de la capacité de stockage est d’atteindre une autonomie de 24h en jour de pointe à l’horizon 2040.

La commune de Prades-le-Lez est alimentée par l’usine d’Arago via la canalisation en diamètre 1000 mm qui alimente le syndicat du Pic Saint Loup. Cette commune ne dispose pas d’alimentation de secours et sa capacité de stockage actuelle est de 1000 m³.

L’étude de faisabilité réalisée suivant les données du SCOT 2 à l’horizon 2040 estime la capacité de stockage à 2 800 m³ soit un ajout de 1 800 m³.

Le coût estimé des travaux est de 1 400 000 €HT.

La mission de maîtrise d’œuvre attribuée à la société ARTELIA a démarré le 03 mai 2021 par l’AVP. L’année 2022 a été consacrée à la finalisation des études de maîtrise d’œuvre.

V.2.2 La planification

Dans le cadre du PLUi, la Métropole a confié la rédaction du rapport ABRE (Adéquation Besoins Ressources Equipements) au bureau d’études ENTECH en septembre 2021.

Une première version de ce rapport a été remise en 2022. Elle sera complètement finalisée en 2023.

V.2.3 Les travaux d’entretien et de renouvellement

Comme toute infrastructure, ce patrimoine a besoin d’être entretenu. Cela se traduit par la réalisation de travaux d’entretien (réparation des fuites, casses, etc.), mais également par des travaux de renouvellement des canalisations.

V.2.3.1 Conduites, branchements et équipements

Les opérations sur conduites, branchement et équipement sont présentées dans les tableaux ci-dessous.

Communes	Adresses	Diamètre	Matériau	Linéaire ml	Branchements	Montant €HT
Montpellier	Rue Saint-Louis – PHASE NORD	DN150	Fonte ductile	65	9	35 967,07 €
Montpellier	Rue Quentin de la Tour	DN150	Fonte ductile	110	1	54 375,50 €

Montpellier	Rue Charles Gide	DN100	Fonte ductile	146	14	85 000,00 €
LE CRES	Rue du Rouge Gorge	DN100	Fonte ductile	160	0	56 482,61 €
Vendargues	Av, du 8 mai 1945	DN200	Fonte ductile	190	17	124 265,89 €
		DN80		70		
Montpellier	Bd Paul Valery	DN600	Fonte ductile	80	0	480 500,00 €
		DN300		80		
Montpellier	Rue Donnat et Eulalie	DN100	Fonte ductile	100	5	30 856,02 €
Montferrier	Allée des Platanes	DN100	Fonte ductile	480	6	326 905,99 €
Montpellier	Av, du Pont Juvénal	DN250	Fonte ductile	90	0	99 827,00 €
Montpellier	Rue cité de las cazes	DN100	Fonte ductile	63	2	49 254,40 €
Montpellier	Lac des Garrigues	DN 300	Fonte ductile	252	0	269 237,29 €
Montpellier	Route de Mende	DN 250	Fonte ductile	521	8	598 349,50 €
Le Crès	Square Jean-Jaurès	DN 200	Fonte ductile	161	0	188 852,84 €
		DN 150		161		
Sussargues	Rue des Treilles	DN 100	Fonte ductile	60	11	79 128,40 €
		DN 60		73		
Perols	Rue du Courreau	DN 100	Fonte ductile	114	21	67 716,72 €
Montpellier	Rue de Fontcarrade	DN 80	Fonte ductile	30	1	581 597,80 €
		DN 100		147		
		DN 150		412		
		DN 100	Fonte revêtue	66		
		DN 150		18		
Lattes	Plan des Pittospores	DN 80	Fonte ductile	101	14	60 595,94 €
Lattes	Plan des Cyprès	DN 60	Fonte ductile	148	9	59 717,00 €
Lattes	Plan du château d'O	DN 150	Fonte ductile	186	13	119 851,90 €
Montpellier	Rue du professeur Forgues	DN 150	Fonte ductile	165	10	102 403,50 €
Montpellier	Rue Fontcouverte	DN 300	Fonte ductile	1100	70	1 598 854,00 €
Montpellier	Rue Baumes	DN80	Fonte ductile	90	6	26 674,20 €
St-Brès	Rues multiples	DN 200	Fonte ductile	1265	49	1 004 761,30 €

	centre ville	adduction				
		DN 250/200/150		1210		
TOTAL	/	/	/	7914	266	6 101 174,87 €

La Régie a donc renouvelé .8,4 km de réseaux d'eau potable dont 0.5 par renforcement en 2022 soit 0.62% du total du réseau.

Les opérations présentées sont des travaux entièrement terminés au cours de l'année 2022. Les travaux non terminés au 31 décembre 2022 ne sont pas mentionnés.

V.2.3.2 Extensions, Renforcements

Les opérations d'extension et de renforcement sont les suivantes :

Communes	Adresses	Diamètre	Matériau	Linéaire ml	Branchements	Montant €HT	Nature
Montpellier	Rue de la Rauze	DN100	Fonte ductile	152	1	38 582,15 €	Extension
GRABELS	Rte de Ganges - ASL	DN125	Fonte ductile	1430	28	Fond propre ASL	Extension
Montpellier	PIQUET	DN60	Fonte ductile	270			
Villeneuve-lès-Maguelones	AV, Gustave Courbet	DN250	Fonte ductile	215	3	100 096,32 €	Renforcement
Pérols	Av, de la Galine	DN 400	Fonte revêtue	160	11	259 825,79 €	Renforcement
Juvignac	Chemin de Courpouyran	DN 100	Fonte ductile	118	4	58 840,04 €	Renforcement
		DN 125		13			
TOTAL	/	/	/	2358	47	457 422,30 €	/

V.3 Sectorisation et recherche de fuites

La recherche de fuites permet de diminuer les pertes sur le réseau et donc les prélèvements sur les ressources naturelles.

V.3.1 Réparation de fuites

La majorité des réparations de fuites a été logiquement réalisée sur la ville de Montpellier (50%). Les fuites identifiées ont majoritairement plus concerné les branchements (68%) que les canalisations (32%).

Démarré au début de l’année 2016, la Régie privilégie (sauf cas techniquement difficiles) le renouvellement systématique des branchements faisant l’objet d’une fuite à la simple réparation. En parallèle, la Régie poursuit son programme de renouvellements de branchements « en masse » pour anticiper ces incidents mais également pour tenir compte des programmes de voirie territoriaux.

Communes	2019	2020	2021	2022
Grabels	23	20	20	13
Jacou	5	12	6	9
Le Crès	31	35	21	31
Vendargues	13	11	11	21
Lattes	40	29	33	26
Pérols	37	36	31	17
Montferrier	18	21	19	17
Montpellier	246	226	200	206
Juvignac	31	17	10	11
Prades	16	25	13	15
Saint-Brès	19	6	7	14
Sussargues	13	11	11	6
Villeneuve-lès-Maguelone	19	12	18	20
TOTAL	519	467	402	406

V.3.2 Linéaire de recherche de fuites (en ml)

La recherche de fuite préventive est effectuée sur l’ensemble du périmètre de la Régie. Elle est principalement orientée en fonction des données des compteurs de sectorisation disponibles et des évolutions mensuelles des volumes mis en distribution. Cela permet de mieux cibler les secteurs fuyards.

Par ailleurs, le suivi des compteurs de sectorisation se poursuit annuellement. Celle-ci contribue encore à l’amélioration de la réactivité des recherches de fuite en cas de constatations des dérives des débits de nuit.

De plus, les équipes sont fortement mobilisées sur les interventions terrain et les agents écoutent précisément les tronçons préalablement bien définis, de bouche à clé en bouche à clé, assurant ainsi la détection de fuites plus petites qui passeraient inaperçues si les écoutes étaient réalisées tous les 300 ml tel que préconisés par les fournisseurs d’équipements de recherche de fuite.

Communes	2018	2019	2020	2021	2022
Grabels	15 327	7 886	6 950	18 435	15 330
Jacou	14 227	19 940	37 274	16 578	20 934
Le Crès	9 214	39 443	89 882	31 617	67 372
Vendargues	38 974	40 251	14 694	32 208	7 000
Lattes	14 803	72 119	35 153	98 381	34 995
Pérols	30 134	83 004	19 678	50 156	8 488
Montferrier	24 808	11 254	34 084	64 862	29 980
Montpellier-Juvignac	266 439	264 044	477 696	215 583	422 800
Prades	39 439	6 465	34 178	37 413	28 007
Saint-Brès	3 968	7 592	15 016	18 591	19 232
Sussargues	14 400	47 419	23 345	19 649	9 774
Villeneuve-lès-Maguelone	29 422	20 923	17 110	29 123	27 306
TOTAL	501 155	620 340	805 060	632 596	691 128

VI INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE

VI.1 Nombre d'abonnements et estimation du nombre d'habitants desservis

Le nombre d'abonnés correspond au nombre de contrats de distribution d'eau potable passés entre les usagers et le délégataire responsable de la distribution.

Un usager représente un abonné au service ; chaque abonnement dessert un nombre variable d'habitants. Un usager peut donc être titulaire de plusieurs abonnements (plusieurs branchements et cas des branchements jardins), de même qu'un abonnement peut desservir plusieurs usagers (cas des immeubles avec compteur général sans individualisation).

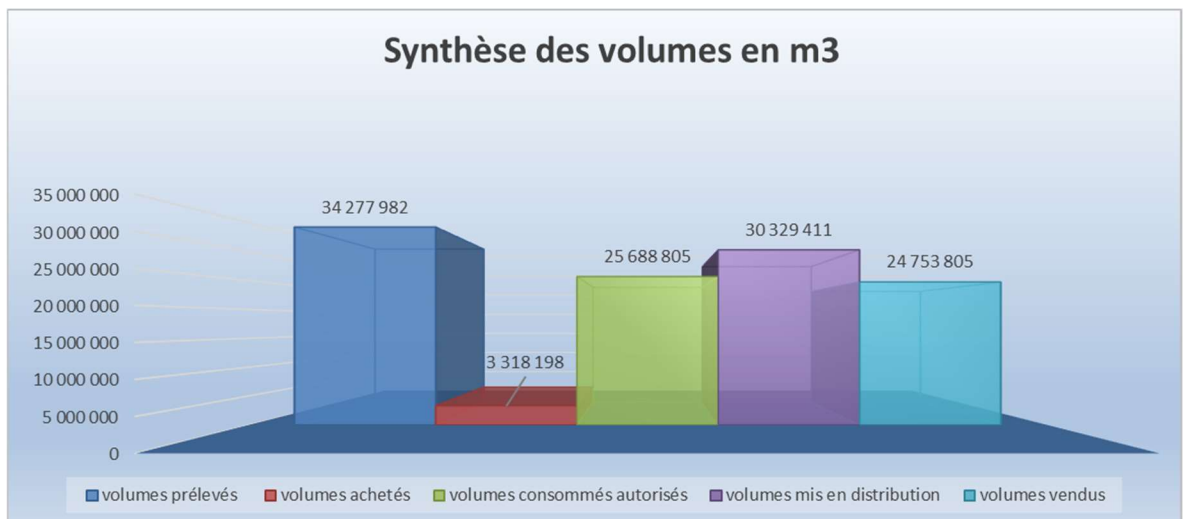
Communes	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021-2022
Grabels	2 477	2 509	2 549	2 606	2 698	3,53%
Jacou	2 475	2 478	2 504	2 556	2 575	0,74%
Juvignac	3 778	3 841	3 981	4 027	4 056	0,72%
Lattes	5 716	5 754	5 760	5 791	5 843	0,90%
Le Crès	3 655	3 665	3 769	3 789	3 811	0,58%
Montferrier-sur-Lez	1 776	1 798	1 845	1 870	1 897	1,44%
Montpellier	42 364	43 462	44 505	45 545	46 162	1,35%
Pérols	3 954	4 112	4 165	4 203	4 242	0,93%
Prades-le-Lez	2 217	2 300	2 338	2 364	2 379	0,63%
Saint-Brès	1 516	1 557	1 607	1 621	1 702	5%
Sussargues	1 145	1 152	1 172	1 195	1 214	1,59%
Vendargues	2 638	2 797	2 892	2 925	2 983	1,98%
Villeneuve-lès-Maguelone	3 854	3 886	3 898	3 964	3 984	0,50%
TOTAL	77 565	79 311	80 985	82 456	83 546	1,32%

D101.0 : Nombre d'habitants desservis : au total, le réseau dessert 409 186 habitants.

VI.1.1 Volumes

Un bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable est présenté ci-dessous. Il s'agit de décrire les chiffres en mètres cube :

- **des volumes prélevés à la source et non restitués** : Soit directement dans un aquifère (nappe d'eau souterraine), soit dans un canal, une rivière ou un fleuve (ressource superficielle).
- **des volumes achetés** : La Régie achète tout au long de l'année de l'eau à BRL, SAUR et VEOLIA pour palier les déficits d'eau dont peuvent souffrir ses réserves territoriales, notamment en cas de forte période de sécheresse.
- **des volumes consommés autorisés** : Représente la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public ...) et des volumes de service du réseau (purges, nettoyage de réservoirs ...). Il est ramené sur 365 jours.
- **des volumes mis en distribution** : Correspond au volume qui est envoyé dans les réseaux de distribution, après traitement.
- **des volumes vendus** : C'est celui constaté sur les factures émises dans l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation. Ce volume est ramené sur 365 jours prorata temporis, en fonction du nombre de semaines afférent à la période de consommation.



VI.1.1.1 Volumes prélevés

Commune	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021- 2022
Grabels	238 951	285 491	265 277	106 435	-59,88%
Forage Le Pradas	146 176	166 879	165 237	100 862	
Forage le Château	92 775	118 612	100 040	5 573	
Montpellier-Juvignac	33 835 600	35 535 560	35 324 000	33 741 920	-4,48%
Source du Lez	33 835 600	35 535 560	35 324 000	33 741 920	
Saint-Brès	303 377	288 413	258 703	287 796	-11,25%
Forages du Stade	76 739	71 846	64 285	67 535	
Forage des Olivettes	226 638	216 567	194 418	220 261	
Villeneuve-lès-Maguelone	166 203	118 991	142 482	141 831	-0.46%
Forage du Flès	166 203	118 991	142 482	141 831	
TOTAL	34 688 552	36 380 203	36 052 192	34 277 982	-4,92%

VI.1.1.2 Les volumes achetés

Communes	2018	2019	2020	2021	2022
BRL Usine Arago - Montpellier	950	1 416 170	733 570	387 210	485 490
BRL - Le Crès	430 274	435 355	431 671	431 907	434 996
POA - Lattes	1 272 816	1 422 836	1 471 063	1 334 961	1 335 617
POA - Pérols	1 017 616	1 026 669	1 040 942	931 767	850 812
SMGC - Sussargues	86 645	281 305	227 773	215 852	211 283
Total	2 808 301	4 582 335	3 905 019	3 301 697	3 318 198

Par rapport à l'année 2021, les volumes achetés à d'autres services en 2022 sont en légère hausse principalement parce que l'alimentation de l'usine Arago de Montpellier avec de l'eau brute de BRL a été plus importante mais compensée par la baisse des volumes achetés à POA-Pérols.

VI.1.1.3 Les volumes consommés et mis en distribution

Volumes « consommés autorisés »

Communes	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021- 2022
Grabels	538 845	502 733	485 221	490 913	1.17%
Jacou	370 786	384 748	388 643	381 833	-1,8%
Juvignac	738 425	835 067	790 613	787 029	-0.45%
Lattes	1 139 636	1 285 924	1 332 646	1 203 510	-9.69%
Le Cres	587 663	611 774	556 862	542 480	-2.58%
Montferrier-sur-Lez	399 201	418 981	375 461	404 896	7.74%
Montpellier	18 655 742	18 220 668	18 089 899	18 460 921	2.05%

Prades-le-Lez	342 244	394 740	354 203	340 813	-3.78%
Saint-Brès	201 866	224 528	209 701	218 051	3.98%
Sussargues	191 847	199 404	181 128	164 248	-9.32%
Vendargues	484 459	454 838	472 713	485 803	2.77%
Villeneuve-lès-Maguelone	516 961	556 698	543 004	558 660	2.88%
Volume comptabilisé au non-domestique	0	0	0	0	0
Volume de service du réseau	224 000	359 000	289 000	236 000	-18.34%
Volume consommé sans comptage	767 940	889 900	779 000	699 000	-10.27%
Volume Total consommé autorisé	25 865 430	26 143 514	25 551 940	25 688 805	0.54%

Les volumes consommés autorisés sont en légère hausse entre 2021 et 2022.

Volumes mis en distribution

Communes	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021- 2022
Grabels	603 261	619 836	609 326	621 094	1.93%
Jacou	2 009 636	2 173 064	2 074 038	1 995 657	-3.78%
Le Crès					
Vendargues					
Lattes	1 422 836	1 471 063	1 334 961	1 335 617	0.05%
Pérols	1 026 669	1 040 942	931 767	850 812	-8.69%
Montferrier-sur-Lez	534 123	554 379	491 611	439 453	-10.61%
Montpellier	24 980 228	25 165 593	24 189 560	23 380 718	-3.97%
Juvignac					
Prades-le-Lez	462 684	467 685	433 499	438 273	1.10%
Saint-Brès	303 377	288 413	258 703	287 795	11.25%
Sussargues	281 305	227 773	215 852	211 283	-2.12%
Villeneuve-lès-Maguelone	723 088	720 613	761 171	768 709	0.99%
Total	32 347 207	32 729 361	31 300 488	30 329 411	-3.59%

Les volumes mis en distribution en légère baisse entre 2021 et 2022.

VI.1.1.4 Les volumes vendus

Communes	2018	2019	2020	2021	2022
Grabels	593 131	538 845	502 733	485 221	490 913
Jacou	355 709	370 786	384 748	388 643	381 833
Juvignac	715 647	738 425	835 067	790 613	787 029
Lattes	1 174 329	1 139 636	1 285 924	1 332 646	1 203 510
Le Crès	564 863	587 663	611 774	556 862	542 480
Montferrier-sur-Lez	353 900	399 201	418 981	375 461	404 896
Montpellier	18 339 212	18 655 742	18 220 668	18 089 899	18 460 921

Pérols	643 249	705 815	394 740	354 203	340 813
Prades-le-Lez	317 056	342 244	224 528	209 701	218 051
Saint-Brès	166 902	201 866	199 404	181 128	164 248
Sussargues	169 057	191 847	454 838	472 713	485 803
Vendargues	452 938	484 459	556 698	543 004	558 660
Villeneuve-lès-Maguelone	520 503	516 961	556 698	543 004	558 660
TOTAL	24 366 496	24 873 490	24 894 614	24 483 940	24 753 805

VI.1.2 La qualité du réseau - pertes et rendement

VI.1.2.1 L'indice linéaire de pertes en réseau

Cet indicateur permet de connaître par kilomètre de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service.

Il s'agit donc du ratio entre le volume de pertes (qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé) et le linéaire de réseau de desserte.

Indice linéaire de pertes en réseau (m3/j/km)	2019	2020	2021	2022	Evolution
					2021-2022
Grabels	2,12	5,14	5,57	5,93	6,46%
Jacou	8,70	11,36	10,19	8,91	-12,56%
Juvignac	17,79	18,62	16,44	12,61	-23,3%
Lattes	7,15	4,49	1,76	2,3	30,68%
Le Crès	8,70	11,36	10,19	8,91	-12,56%
Montferrier-sur-Lez	5,18	5,13	4,21	1,19	-71,73%
Montpellier	17,79	18,62	16,44	12,61	-23,3%
Pérols	7,15	4,49	1,76	2,3	30,68%
Prades-le-Lez	8,57	4,50	5,09	6,63	30,26%
Saint-Brès	12,56	6,67	4,56	7,95	74,34%
Sussargues	10,34	2,26	3,09	4,83	56,31%
Vendargues	8,70	11,36	10,19	8,91	-12,56%
Villeneuve-lès-Maguelone	8,61	6,54	9,19	8,79	-4,35%
Moyenne	13,36	13,46	11,79	9,51	-19,34%

L'indice linéaire de pertes en réseau est en baisse de presque 10 % sur le territoire en 2022.

VI.1.2.2 Le rendement du réseau de distribution

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

L'article L2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 161 de la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 dite loi Grenelle II impose le respect d'un rendement minimal du réseau

de distribution d'eau, fixé par l'article 2 du décret n°2012-97 du 27 janvier 2012. Si ce rendement n'est pas atteint, un plan d'actions comprenant s'il y a lieu un projet de programme pluriannuel de travaux, doit être établi avant la fin du second exercice suivant l'exercice pour lequel le dépassement a été constaté.

Le rendement de réseau est calculé selon la règle suivante :

Rendement = (volume consommé autorisé + volume vendu en gros) / (volume produit + volume acheté en gros) X 100, sachant que :

Volume produit + volume acheté en gros = volume mis en distribution + volume vendu en gros

Volume consommé autorisé = volume comptabilisé + volume consommateurs sans comptage + volume de service du réseau

Le rendement doit être de 85% ou de 65 + ILC x0,2 avec ILC = Indice Linéaire de Consommation

P104.3 : Rendement du réseau de distribution : le rendement consolidé du réseau des 13 communes est 86,90%

Communes	2019	2020	2021	2022	Evolution
					2021-2022
Grabels	94,1%	85,9%	84,6%	83,6%	-1,18%
Jacou	79,4%	74,5%	76,3%	78,5%	2,88%
Juvignac	84,1%	83,3%	84,8%	88%	3,77%
Lattes	79,7%	87,5%	94,6%	94,2%	-0,42%
Le Crès	79,4%	74,5%	76,3%	78,5%	2,88%
Montferrier-sur-Lez	80,2%	80,8%	82,3%	94,4%	14,7%
Montpellier	84,1%	83,3%	84,8%	88	3,77%
Pérols	79,7%	87,5%	94,6%	94,2%	-0,42%
Prades-le-Lez	78,2%	88,6%	86,1%	82,1%	-4,65%
Saint-Brès	71,8%	83,7%	87,6%	80,6%	-7,99%
Sussargues	71,8%	92,4%	89,0%	82,5%	-7,3%
Vendargues	79,4%	74,5%	76,3%	78,5%	2,88%
Villeneuve-lès-Maguelone	75,5%	81,3%	75,1%	76,4%	1,73%
Rendement moyen	83,2%	83,2%	84,7%	86,9%	2,6%

Le rendement du réseau de distribution s'est amélioré entre 2021 et 2022.

VI.1.2.3 Consommation moyenne par abonné

Dans la table présentée ci-dessous, les consommations annuelles moyennes par abonné (m3/abonné/an) :

Communes	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022
Grabels	215	197	186	182	-2.15%
Jacou	150	154	152	148	-2.63%
Juvignac	192	210	196	194	-1.02%
Lattes	198	223	230	206	-10.43%
Le Crès	160	162	147	142	-3.4%
Montferrier	222	227	201	213	5.97%
Montpellier	429	409	397	400	0.76%
Pérols	172	193	167	168	0.6%
Prades	149	169	150	143	-4.67%
Saint-Brès	130	140	129	128	-0.78%
Sussargues	167	170	152	135	-11.18%
Vendargues	173	157	162	163	0.62%
Villeneuve	133	143	137	140	2.19%
Moyenne	314	307	297	296	-0.34%

On constate une diminution de la consommation sur l'ensemble du territoire avec une moyenne de 0.34%.

VI.2 Les visites des installations d'eau potable en 2022

La Régie a mis en œuvre un parcours de visite à destination des étudiants des formations des métiers de l'eau et l'environnement notamment. L'occasion de comprendre le fonctionnement de nos installations, mais aussi les enjeux économiques et environnementaux liés à l'alimentation en eau potable. Les visites se décomposent comme suit :

10 visites de la station de pompage Jacques AVIAS
 8 visites de la station de clarification François ARAGO

VI.3 Qualité de l'eau distribuée

VI.3.1 Cadre juridique

Les données relatives à la qualité de l'eau distribuée définies par l'article D.1321-15 du Code de la Santé Publique sont indiquées dans le rapport établi et transmis par l'ARS. Parallèlement, le responsable de la distribution d'eau vérifie la qualité de l'eau distribuée par des analyses menées dans le cadre de son autocontrôle.

La fréquence des analyses du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par le décret n°2010-344 du 31 mars 2010. Les analyses sont réalisées par le laboratoire régional officiel (IPL).

Les points de prélèvement répartis sur l'ensemble des communes ont été définis en concertation avec l'ARS. Le responsable de la distribution réalise également des analyses suivant les nécessités du service (casses, recherches spécifiques, enquêtes, mise en service de réseaux nouveaux, etc.).

Depuis la mise en place du plan VIGIPIRATE en septembre 2001, les taux de traitement de chlore libre ont été portés à 0,3 mg/l en sortie de réservoir avec un résiduel minimum de 0,1 mg/l en tout point du réseau.

VI.3.2 Résultats et conformité des analyses sur l'eau produite et distribuée

« Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine, à titre onéreux ou à titre gratuit et sous quelque forme que ce soit, est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation dispose l'article L1321-1 du Code de la Santé Publique.

Pour répondre à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de paramètres portant sur la qualité microbiologique, la qualité organoleptique, la qualité physico-chimique due à la structure naturelle des eaux, les substances indésirables, les substances toxiques, les pesticides et produits apparentés.

Les limites de qualité sont des seuils qui ne doivent pas être dépassés car cela engendre un risque sanitaire. Le dépassement récurrent d'une de ces limites peut entraîner la mise en œuvre de traitement de l'eau plus adapté de sorte à rétablir la qualité de l'eau, mais peut également entraîner l'arrêt de la distribution de l'eau aux usagers si celle-ci est jugée dangereuse pour la santé.

Les références de qualité sont des valeurs indicatives d'une bonne qualité mais dont le non-respect ponctuel n'engendre pas de risque pour la santé. Elles concernent les substances sans incidence directe sur la santé, aux teneurs habituellement observées dans l'eau.

P101.1 et P102.1 : Taux de conformité des prélèvements microbiologiques 99,57% et physico- chimiques 99,74 %

VII CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU SERVICE

VII.1 Le budget

Conformément à la réglementation budgétaire M49, les recettes et dépenses du service de l'eau potable sont retracées dans le budget autonome de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Situation

Résultat de clôture 12,56 M€

Dette du service de l'Eau Potable

S'élevait au 31 décembre 2022 à **31,53 M€**

A généré le remboursement de **656 K€** de capital.

Compte Administratif d'exploitation



Les recettes d'exploitation sont composées quasiment exclusivement des ventes d'eau qui proviennent des produits perçus auprès des usagers en contre partie de la fourniture d'eau potable (28,6 M€).

Les dépenses d'exploitation sont principalement composées de dépenses à caractère général (17,3 M€ dont 2,5 M€ d'achats d'eau) et des charges de personnel (6,4 M€)

Compte Administratif d'investissement



Les recettes d'investissement proviennent pour l'essentiel des réserves de la Régie (9,4M€ d'excédents d'exploitation affectés à l'investissement) et de la dotation et du montant emprunté pour travaux.

P153.2 : Durée d'extinction de la dette de la collectivité : 1,6 ans

P109.0 : Montant d'abandon des créances ou des versements à un fonds de solidarité 0.00918 € TTC / m³

VII.2 La tarification de l'eau potable

En application du principe d'égalité des usagers devant le service public, et dans un souci de solidarité communautaire, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de mettre en place, dès le 1er février 2011, un tarif unique de l'eau potable sur l'ensemble des 13 communes dont elle a la compétence.

VII.2.1 Principes de la tarification

La tarification repose sur deux principes :

Le principe « l'eau paie l'eau » : la Régie des Eaux dispose d'un budget autonome pour le service de distribution d'eau distinct. Les recettes perçues auprès des usagers, doivent équilibrer les dépenses du budget de la Régie.

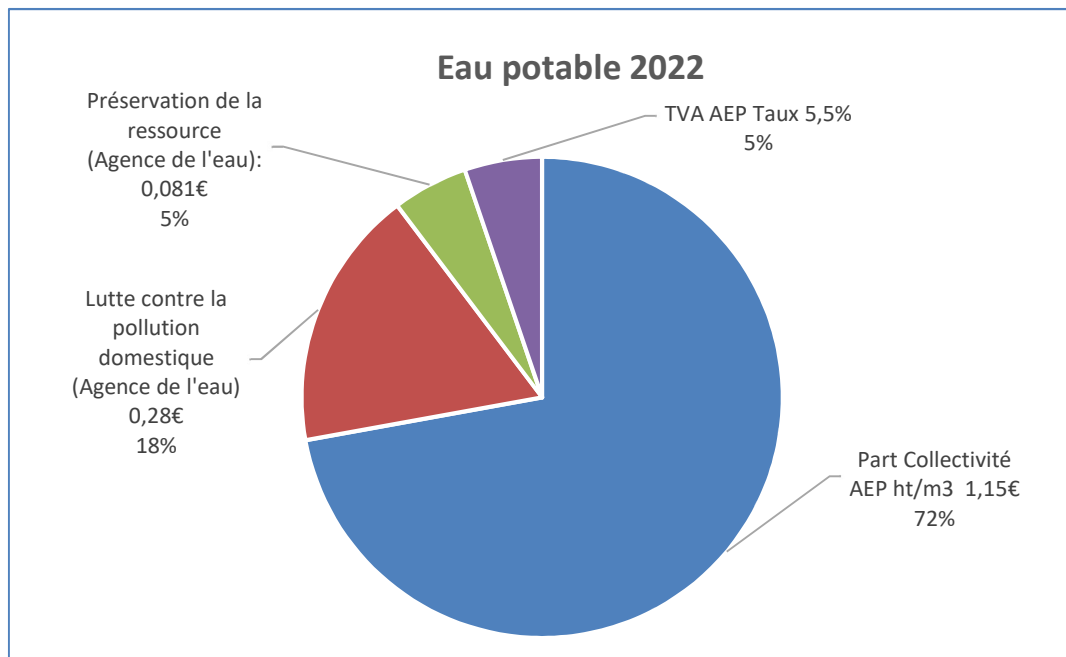
Le principe « pollueur payeur », est défini en France par le Code de l'Environnement (L110-1, II, 3°) : « les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci doivent être supportés par le pollueur. ».

La tarification et ses modalités en vigueur sont conformes à la loi sur l'eau parue au Journal Officiel du 4 janvier 1992. La facture émise à terme échu est établie tous les 6 mois et comporte une part fixe et une part variable proportionnelle à la quantité d'eau réellement consommée.

VII.2.2 Décomposition du tarif au 1er janvier 2022

La tarification se décompose ainsi, une part destinée à la collectivité et une part destinée aux autres

organismes publics.



VII.2.2.1 La part destinée à la Régie des Eaux

Cette part est composée de deux parties, une part fixe et une part proportionnelle.

La partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, est fixée à 9 € H.T. pour un compteur de 20 mm ou moins, et est intégralement perçue par l'exploitant.

La partie proportionnelle dont le montant total est fixé :

- à 1,000€ H.T. par mètre cube pour la 1ère tranche de consommation de 0 à 120 m³ par an
- à 1,123€ H.T. par mètre cube pour la 2ème tranche de consommation au-delà de 120 m³

VII.2.2.2 La part destinée à L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse perçoit auprès de l'ensemble des usagers des services d'eau des redevances. Celles-ci sont destinées à aider le financement des investissements nécessaires et à inciter une gestion plus efficace des équipements⁷.

Il faut distinguer deux types de redevances perçues par l'Agence de l'Eau :

- **La redevance pour prélèvement d'eau dans la ressource**, assujettie à l'eau potable, en fonction du volume annuel prélevé, du type de captage, de la consommation estimée à partir du volume non-restitué au milieu naturel par rapport au volume prélevé.

- **La redevance pour pollution domestique**, calculée sur le volume d'eau consommé par chaque habitant. Elle vise à responsabiliser les consommateurs et fait apparaître l'activité polluante d'un foyer.

⁷ Tous les détails sur les aides et redevances de l'agence de l'eau sont disponibles sur son site internet www.eaurmc.fr

Cette redevance participe au financement des actions de préservation du milieu aquatique.
Le montant des redevances dues aux organismes publics varie d'une commune à l'autre.

VIII. LES COMPETENCES DECI

VIII. 1 Le Service public de Défense Extérieure Contre l'Incendie DECI



VIII.1.1 Cadre juridique

Le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L 2225-1 précise que : **la Défense Extérieure Contre l'Incendie (D.E.C.I) a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau (publics ou privés) identifiés à cette fin.**

Cette compétence est placée sous l'autorité du Président de la Métropole depuis sa création et conformément à l'article L-5217-2 du CGCT.

VIII.1.2 Présentation générale du service

Alors que la responsabilité du maintien de la conformité des poteaux incendies privés incombe aux propriétaires des parcelles concernées, la Métropole assure la gestion de tous les points d'eau dédiés à la DECI situés sur le domaine public.

En 2022, cela concernait **4924 poteaux incendie** répartis sur les 31 communes de la Métropole, avec un **taux de conformité moyen de 90,09 %.**

Les autres poteaux incendies sont soit hors service soit classifiés en emploi restreint correspondant généralement à la fourniture d'un débit faible.

Pour mettre en œuvre cette compétence, la Métropole s'appuie sur une équipe de deux techniciens soutenus par l'ingénieur, chef d'unité Gestion du Patrimoine au sein du service Maîtrise du Service Public de la Direction Déléguée des Cycles de l'Eau.

Dans le cadre de l'évolution des missions confiées à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, cette dernière réalisera à compter du 1^{er} janvier 2023 une prestation de services DECI pour le compte de la Métropole.

VIII.1.3 Les domaines d'intervention du service DECI

Contrôle de la conformité des poteaux existants :

⇒ **Marché de contrôle de conformité des ouvrages de DECI** : ce marché a été renouvelé en 2021 en 1 seul lot pour 1 an renouvelable 3 fois et s'achèvera au plus tard en avril 2025.

En 2022, **3505** poteaux ont été contrôlés par le prestataire, qui est engagé, dans le cadre de son contrat, à contrôler l'intégralité du parc de poteaux incendie tous les deux ans. C'est essentiellement la commune de Montpellier qui a été concernée en 2022 par la campagne de contrôle.

Maintenance, renouvellement et création d'ouvrages :

⇒ **Marché de maintenance et renouvellement des ouvrages de DECI**

- Marché en 3 lots géographiques (SBL, SMGC et R3M Hors-Montpellier) d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois, fin du contrat en février 2025.
- Marché pour la commune de Montpellier d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois, fin du contrat avril 2025.

En 2022, le service DECI a commandé la réalisation de **183** opérations de maintenance sur des poteaux existants (fermeture de poteaux ouverts, réparations, numérotation, ...) et a fait renouveler **197** poteaux (4 % du parc).

Les renouvellements sont établis en fonction de plusieurs critères :

- Points d'eau incendie jugés non conformes,
- Par opportunité lors des projets de voirie sur le territoire,
- Par opportunité lors de renouvellement de conduites d'eau potable.

Par ailleurs, **11** poteaux ont été créés à la suite de la délivrance de Permis de Construire.

Mise à jour de la base de données Hydraclac :

Au fur et à mesure des informations reçues (remplacement de poteaux, contrôles de conformité, signalement de riverains...) les agents du service DECI mettent à jour le répertoire des moyens DECI du territoire par l'intermédiaire d'un logiciel du SDIS 34, HYDRACLIC.

Grâce à ce travail, les pompiers disposent en permanence de la meilleure information possible sur la disponibilité et conformité des moyens à leur disposition dans le cadre de leurs interventions sur le territoire métropolitain.

Actualités réglementaires

Un nouveau règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie est entré en vigueur le 20 octobre 2022. Il intègre notamment des modifications des 13 grilles de couverture des bâtiments comme l'abaissement des besoins pour la lutte contre les incendies dans les parkings souterrains.

Une expertise juridique a également été réalisée afin de préciser certains points spécifiques de la réglementation de la DECI en particulier en lien avec la réalisation du schéma Directeur DECI ; notamment le périmètre d'application de la DECI, les responsabilités en cas d'insuffisance de DECI ou

de difficultés technique/financières à la mise en place d'une DECI conforme et les interactions entre DECI et DFCI.

VIII.1.4 Le Schéma Directeur DECI

En 2022, la réalisation du Schéma Directeur de Défense Extérieure Contre l'Incendie (SDDECI) a été marqué, par la révision du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI), qui a notamment conduit à la modification de certaines grilles de couverture des bâtiments. Ces modifications doivent être intégrées dans l'outil d'analyse automatique de la couverture DECI du territoire métropolitain développé sous SIG.

En parallèle, une analyse des premiers résultats renvoyés par l'outil SIG a été réalisée. Il en est ressorti que bien qu'assez cohérent à l'échelle macro (échelle de la commune), des erreurs de codage significative ont été révélées à l'échelle micro (échelle des bâtiments). Ces erreurs doivent impérativement être corrigées car elles conduisent à une sous-estimation du besoin en DECI. Par ailleurs, certaines données complémentaires permettant d'améliorer la finesse de l'analyse ont été collectées et devront être intégrées dans l'outil SIG.

Les deux points cités ci-dessus, ont mené l'équipe de projet à repenser la stratégie initiale qui consistait à réaliser l'ensemble du projet en interne. Une note de définition du besoin a été réalisée afin d'identifier l'ensemble des développements informatiques à réaliser pour corriger les erreurs identifiées, optimiser le fonctionnement de l'outil et intégrer les modifications issues de l'actualisation du RDDECI. L'objectif, par ailleurs poursuivi est de développer un outil en mesure d'établir un diagnostic ponctuel de la DECI afin de produire le SDDECI mais également qui devra être évolutif pour actualiser les données exploitées ou intégrer de nouvelles données.

Le développement rapide de la modélisation mathématique des réseaux d'eau potable permettra d'apporter une plus-value dans la réponse des équipements au besoin incendie calculé par l'outil géomatique.

Pour 2023, il est conservé comme objectif du service de réaliser les rapports communaux de couverture et besoin en DECI. Les premières communes étudiées, seront celles possédant un impact DECI faible, ce qui permettra de poursuivre la consolidation de l'outil SIG. Les communes avec des enjeux DECI plus importants seront traitées en suivant.

IX LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU BRUTE

IX.1 Présentation générale

En application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence "Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc" dite "Eau Brute" de plein droit en lieu et place des communes membres.

IX.2 Le patrimoine



Le patrimoine Eau Brute de la Métropole se situe sur quatre sites distincts, en milieu urbain. Ces réseaux ont pour objet l'arrosage d'espaces verts publics ou privés afin de préserver les ressources locales destinés à l'alimentation en eau potable locale.

Ces sites sont listés et décrits ci-après.

Commune de Baillargues :

Résidence du « Colombier » dont 67 lots sont desservis individuellement et 16 lots collectivement (1 abri compteur pour 2 lots).

Lotissement le « Petit Parc », dont un branchement pour la desserte des espaces verts publics et un pour les espaces verts privés.

Commune du Crès :

Quartier des Mazes : sont desservis un restaurant, trois associations concernant 33 parcelles et les espaces verts de la commune du Crès situés à proximité du chemin de la Poulaillère.

La ZAC Maumarin : 226 lots de 200 à 500 m² sont desservis collectivement par 38 branchements, 9 branchements pour la desserte des espaces verts publics et 12 branchements pour la desserte des espaces verts communs de l'ASL.

Les canalisations assurant la desserte sur ces quatre sites varient d'un diamètre de 25 mm à 200 mm. Les canalisations d'un diamètre inférieur ou égal à 63 mm sont en polyéthylène noir sans bande, permettant la distinction avec les canalisations d'eau potable.

Pour les diamètres supérieurs, les canalisations de la ZAC Maumarin et de la Résidence du Colombier sont en fonte, tandis qu'elles sont en PVC dans le quartier des Mazes.



Les autres réseaux exploités sont :

- La voirie métropolitaine Georges Frêche à Castelnau le Lez (5 contrats)
- Les jardins de Maguelone (1 contrat)
- LE GEVES (site d'Agropolis) (2 contrats)
- Les espaces verts de la ligne 3 du TRAM, de la Mairie de Montpellier et de la Mairie de Lattes (8 contrats) sur les secteurs Près d'Arènes et chenal de la Lironde,
- La ZAC Rive Gauche, raccordée à l'adducteur Raymond Dugrand (8 contrats), 120 mètres linéaires,
- Le réseau de l'ex S.I.T.I.V.S. (176 contrats) soit 16 326 mètres linéaires.

IX.3 Le Schéma Directeur de Desserte en Eau Brute Agricole

L'accès à la ressource en eau brute est un enjeu fort pour l'agriculture dans un contexte d'adaptation au changement climatique, de gestion économe des ressources en eau et de développement de l'agro-écologie.

Les années 2017 et 2019 ont été marquées par des déficits hydriques et des pics de température estivales records pouvant impacter fortement les rendements notamment viticoles.

Dans ce contexte, la Métropole a lancé fin novembre 2019 un nouveau schéma directeur de desserte en eau brute agricole pour réactualiser les besoins actuels et futurs et expertiser l'ensemble des solutions de desserte : renforcement et extension de réseaux hydrauliques, réutilisation d'eaux usées traitées, réutilisation de forages AEP abandonnés, retenues de stockages ...

La finalité de ce schéma est de proposer une stratégie de développement de l'irrigation organisée autour de deux piliers :

- 1) Accompagner une agriculture résiliente et économe en eau
- 2) Développer avec l'irrigation la diversification et l'installation d'une agriculture nourricière

Le projet s'inscrit dans le cadre du pacte Etat-Métropole signé en 2016.

Actions réalisées en 2022 :

- Phase 3 : Présentation des scénarii de desserte

- Lancement Phase 4
- Planification des différents scénarii
- Réunion de concertation EPCI/gestionnaires/financeurs
- Réunion COTECH intermédiaire – Octobre 2022
- Réunion COPIL de fin de Phase 4 - Novembre 2022

IX.4 Les indicateurs du service

IX.4.1 Nombre d'abonnés

Type d'abonné	2018	2019	2020	2021	2022
Eau Brute à Usages Divers	194	199	204	196	199
Petits consommateurs	31	30	31	34	33
Agricole	15	16	15	15	16
Appoint incendie	0	1	1	1	1
Total	240	246	251	246	249

IX.4.2 Volume consommation eau brute (m3/an)

Type d'abonné	2018	2019	2020	2021	2022
Eau Brute à Usages Divers	185 898	207 168	176 798	181 297	202 412
Petits consommateurs	2 076	2 258	2 646	2 217	2 303
Agricole	52 833	77 621	88 907	67 545	109 080
Appoint incendie	0	0	0	0	5 460
Total	240 807	287 047	268 351	251 059	319 255

La consommation d'eau brute est en hausse sur l'année 2022. En effet, la pluviométrie de 2022 est inférieure aux années précédentes. L'agriculture a donc consommé plus d'eau brute en 2022. L'appoint incendie a également consommé de l'eau brute pour la première fois en 2022.

IX.5 Caractéristiques financières du service

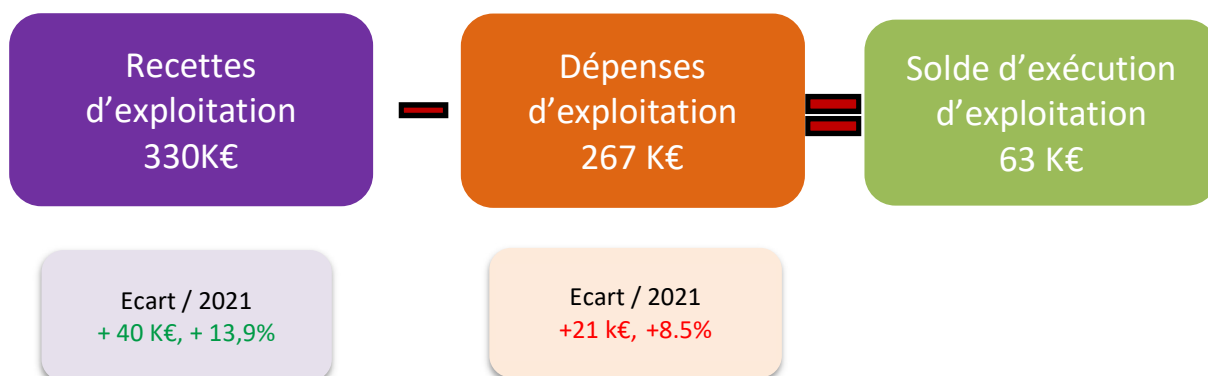
IX.5.1 Le budget

Au même titre que l'eau potable ou l'assainissement collectif comme non collectif, l'eau brute est un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) qui se finance uniquement par les recettes perçues auprès des usagers.

Résultat de clôture 57K€

L'exercice 2022 fait apparaître un excédent qui permet de financer les projets de travaux d'investissement.

Chiffre d'affaires d'exploitation



Les recettes d'exploitation sont composées quasiment exclusivement des ventes d'eau qui proviennent des produits perçus auprès des usagers en contre partie de la fourniture d'eau brute et de la location des compteurs (240k€).

Les dépenses d'exploitation sont principalement composées de dépenses à caractère général dont 224 K€ d'achats d'eau.

Chiffre d'affaires d'investissement



Les recettes d'investissement proviennent essentiellement de l'excédent de fonctionnement (75K€). Les dépenses d'investissement ont été réalisées dans le cadre des travaux d'extension du réseau de Beaulieu, de Cournonterral et de Montpellier (ZAC République).

IX.5.2 La tarification

En eau brute également, le souci de cohérence et d'égalité entre les usagers du service public communautaire de l'eau brute mais aussi vis-à-vis des autres utilisateurs d'eau brute sur le territoire est présent.

La structure tarifaire et le tarif sont ainsi alignés sur ceux mis en œuvre par BRL au niveau de l'ensemble de sa concession régionale.

Sur la facture d'eau brute est appliquée la taxe hydraulique, perçue auprès des titulaires d'ouvrages de prise d'eau, rejet d'eau ou autres ouvrages hydrauliques destinés à prélever ou évacuer des volumes d'eau sur le domaine public fluvial qui lui est confié.

La taxe hydraulique est une taxe affectée à l'établissement public, Voies navigables de France (VNF), instituée par la loi de finances pour 1991 et aujourd'hui régie par les articles L4316-3 à L4316-14 du code des transports. Cette ressource financière a pour objet de permettre à VNF de remplir ses missions d'exploitation, d'entretien, de gestion et de valorisation du domaine qui lui sont confiées.

Cinq communes dont le service eau brute est géré par la Régie des Eaux de Montpellier sont concernées par cette redevance : Lattes, Pérols, Le Crès, Jacou et Vendargues.

En effet BRL (pour Le Crès, Jacou, Vendargues) et Pays de l'Or Agglomération, qui est alimenté par BRL (pour Lattes et Pérols) facturent, dans leurs ventes d'eau à la Régie, la redevance VNF, et la reversent donc directement à VNF. La Régie ne refacture pas de façon identifiée cette taxe à ses usagers.

La tarification eau brute se décompose comme suit :

	Abonnement annuel	Prix du m ³ de 0 à 70 m ³ /an	Prix du m3 au delà de 70 m3
Eau Brute à Usages Divers	63,16 € H.T./m3 souscrit	0,55 € H.T.	0,55€ H.T.
Petits consommateurs (abonnement max 2m ³ /h)	63,16 € H.T./m3 souscrit	0,55 € H.T.	1,42 € H.T.
Agricole	63,16 € H.T./m3 souscrit	0,134 € H.T.	0,134€ H.T.

Les tarifs forfaitaires appliqués à tous les usagers pour la souscription d'un nouveau contrat et l'ouverture ou la fermeture de l'alimentation en eau brute sont fixés à un montant identique de 45,77 € HT identique avec les tarifs en vigueur sur l'eau potable.

X ANNEXES

ANNEXE 1 NOTICE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE ET CORSE

ANNEXE 2 DESCRIPTIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

ANNEXE 3 RAPPORT ANNUEL 2022 DE LA REGIE DES EAUX

Annexe 1 Notice d'information de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse



ÉDITION 2022

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

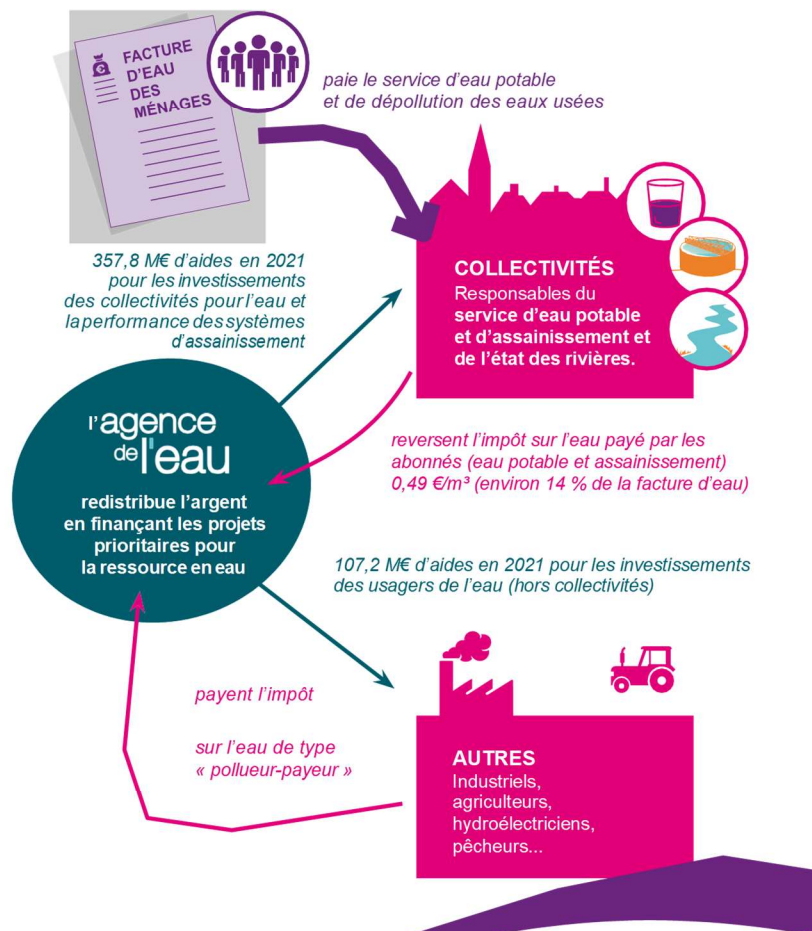
Grâce à cette fiscalité sur l'eau, le parc français des stations d'épuration est désormais globalement performant : la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse est de 3,86 € TTC/m³ et de 4,25 € TTC/m³ en France*. Environ 14 % de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône

Méditerranée Corse est un établissement public de l'Etat sous tutelle du Ministère de la transition écologique, consacré à la protection de l'eau et garant de l'intérêt général.



**SAUVONS !
L'EAU !**

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU

DANS LES BASSINS RHÔNE- MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2021

57% des aides attribuées en 2021 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

u Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau (33,3 millions €)

576 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation...) permettent d'économiser 22,7 millions m³, soit la consommation annuelle d'une ville de 414 000 habitants.

u Pour dépolluer les eaux (131,4 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

10 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu et 95 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 31 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (48,7 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 62 M€ d'aides.

En 2021, en sus des redevances prélevées, l'agence a bénéficié de 65 M€ de crédits supplémentaires accordés par le gouvernement pour contribuer à la relance des investissements dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement.

u Pour réduire les pollutions toxiques (16,5 millions €)

3 territoires engagés dans des démarches collectives de réduction des rejets de substances dangereuses concernant des activités industrielles et commerciales. 17 opérations sur des sites industriels ont pu être aidées de manière exceptionnelle grâce à l'appel à projets Rebond Eau Biodiversité Climat.

u Pour lutter contre les pollutions par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable (5,7 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 58 millions € pour l'agriculture)

13 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des nitrates. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. Le coût moyen de ces traitements s'élève à 755 millions € par an. 58 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides et nitrates (matériel, conversion agriculture biologique et mesures agri environnementales,

paie...
pmentations et animation agricole).

u Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (57 millions €)

60,5 km de rivières restaurées et 72 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel. 2 185 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.

L'agence intervient également sur la mer. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 15 ha d'herbiers.

u Pour la solidarité internationale (5 millions €)

59 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 21 pays en développement.

L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

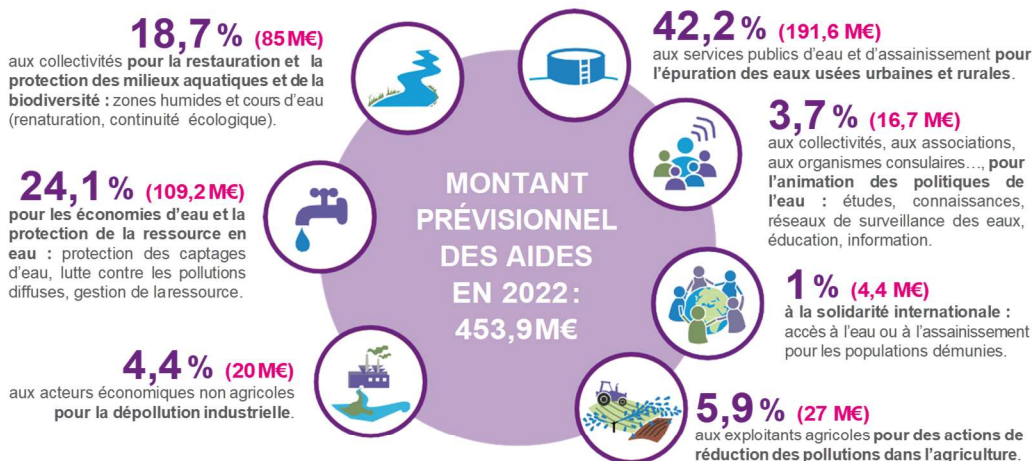
2022

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 14 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 38 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 4,90 € pour les redevances.



Pour toutes les redevances, les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES

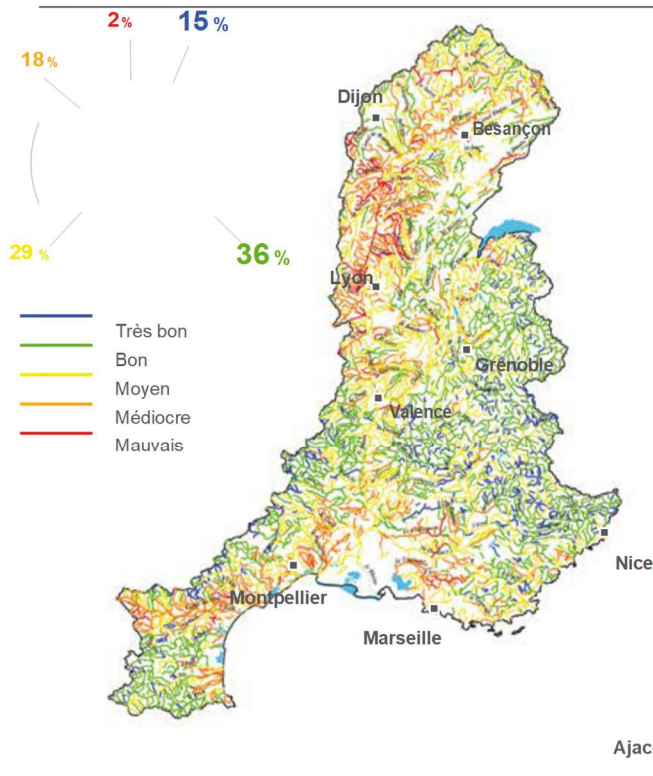


- **Solidarité envers les communes rurales** : l'agence de l'eau soutient à des taux très préférentiels les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **La différence entre le montant des redevances et celui des aides** correspond essentiellement au financement par l'agence de l'office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2022 s'élève à 99,2 M€.

Découvrez le 11^e programme Sauvons l'eau 2019-2024 en détail sur www.eaurmc.fr

QUALITÉ DES EAUX

Etat écologique des cours d'eau
Situation en 2021



Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état. Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les principales causes de dégradation de la qualité de l'eau sont l'artificialisation du lit des rivières et les barrages

et les seuils qui barrent les cours d'eau, les pollutions par les pesticides et les rejets de substances toxiques ainsi que les prélèvements d'eau excessifs dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, 91 % de ses rivières sont en bon état.

Bassin Rhône-Méditerranée

- > 15,5 millions d'habitants
- > 20 % du territoire français
- > 20 % de l'activité agricole et industrielle
- > 50 % de l'activité touristique
- > 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- > 330 000 habitants permanents
- > 3,4 millions de touristes chaque année
- > 3 000 km de cours d'eau
- > 1 000 km de côtes



Annexe 2 Descriptif des indicateurs de performance

Indicateurs descriptifs des Services

D101.0 Estimation du nombre d'habitants desservis - Nombre de personnes desservies par le service, y compris les résidents saisonniers. Une personne est dite desservie par le service lorsqu'elle est domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Cet indicateur permet d'apprécier la taille du service et de mettre en perspective les résultats mesurés avec les indicateurs de performance.

Règle de calcul :

Lorsque le service s'étend sur plusieurs communes, on additionne les populations correspondantes.

Lorsque le service ne dessert pas la totalité du territoire d'une commune (cas de plusieurs services sur une même commune), la population permanente et saisonnière desservie est estimée en fonction des données disponibles localement.

La population prise en compte pour l'année N est la population permanente et saisonnière communiquée par les services de la mairie de chaque commune au titre de l'année N.

D102.0 Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ - Prix du service de l'eau potable toutes taxes comprises pour 120 m³. Le prix est celui en vigueur au 1er janvier de l'année de présentation du rapport (c'est-à-dire au 1er janvier de l'année N+1 pour l'indicateur relatif à l'année N).

Règle de calcul :

Lorsque les différentes missions du service de l'eau sont partagées entre plusieurs autorités organisatrices (par exemple une commune assurant la distribution de l'eau et un syndicat la production ou encore la protection des ressources en eau), on applique les règles suivantes :

si l'abonné reçoit une seule facture pour l'ensemble du service de l'eau dont il bénéficie, le service chargé de la distribution de l'eau potable (en général c'est aussi celui qui assure la facturation) établit le présent indicateur en indiquant les parts de chaque collectivité et organisme (part production, part distribution, redevances etc..). Une collectivité organisatrice qui assure la production ou le transfert de l'eau potable sans distribution mais qui n'envoie pas de facture à l'abonné n'a pas à déterminer cet indicateur.

Si l'abonné reçoit une facture distincte de la part de plusieurs autorités organisatrices, chacune d'elle doit déterminer l'indicateur la concernant. Par convention (pour éviter tout double compte), la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique est prise en compte au titre du service en charge de la distribution de l'eau « finale » à l'abonné ; les redevances pour prélèvement de l'eau et VNF (le cas échéant, part prélèvement) sont prises en compte au titre du service qui paye ces redevances (en général celui en charge de la production).

Le prix est celui qui est présenté sur la facture type correspondant à une consommation annuelle de 120 m³ (référence définie par l'INSEE) :

Il intègre tous les éléments de la partie fixe annuelle qu'un abonné paierait s'il s'abonnait le 1er janvier (prix de l'abonnement en vigueur le 1^{er} janvier rapporté à 12 mois) quelle que soit leur dénomination (abonnement, location et/ou entretien compteur,...). Attention à bien prendre la partie fixe sur 12 mois et non sur 6 mois...

Pour la partie proportionnelle, attention à bien prendre en compte les éventuelles tranches tarifaires. Il s'agit du prix que paierait un abonné s'il consommait les 120 m³ le 1er janvier (ne sont donc pas prises en compte les révisions tarifaires, les tarifs saisonniers, les modifications qui interviennent en cours d'année).

Pour une collectivité où différents prix sont pratiqués, on donne le prix concernant le plus grand nombre

d'abonnés.

D151.0 Délai maximal d'ouverture des nouveaux branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service -Temps d'attente maximum auquel s'est engagé l'opérateur du service pour la fourniture de l'eau aux nouveaux abonnés dotés d'un branchement fonctionnel (il peut s'agir d'un branchement existant ou d'un branchement neuf dont la réalisation vient d'être achevée).
Cet indicateur permet de caractériser le niveau d'engagement de résultat de l'opérateur.

Règle de calcul :

Le délai est exprimé en heures ou en jours. Le délai visé est celui courant entre la date de réception par l'opérateur de la demande d'ouverture de branchement émanant de l'abonné et la date maximale de mise à disposition de l'eau au point de livraison de l'abonné :

Pour un délai exprimé en jours : un délai de 1 jour (ouvré, ouvrable, calendaire) signifie une ouverture de branchement avant la fin du premier jour (ouvré, ouvrable, calendaire) qui suit le jour de la réception de la demande.

Pour un délai exprimé en heures : un délai de 24 heures (ouvrées, ouvrables, horaires) signifie une ouverture de branchement dans un délai maximal de 24 heures (ouvrées, ouvrables, horaires) suivant l'heure de réception de la demande.

Indicateurs de Performance

P101.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie -Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

ceux réalisés par la DDASS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R.1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.

et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique
Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Cet indicateur permet de donner une mesure statistique de la qualité microbiologique de l'eau, afin d'en apprécier la qualité sanitaire, sur la base des contrôles réglementaires

Règles de calcul :

Services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : Nombres de prélèvements microbiologiques conformes / Nombre total de prélèvements microbiologiques réalisés au cours de l'année X 100

Services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : Nombre total de prélèvements microbiologiques réalisés au cours de l'année, nombres de prélèvements microbiologiques non conformes

P102.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle

sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques

-

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d’analyses physicochimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

ceux réalisés par la DDASS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l’arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d’analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.

et le cas échéant ceux réalisés par l’opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l’arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l’article R. 1321-24 du code de la santé publique.

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d’analyses physico-chimiques effectués dans l’année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

Cet indicateur permet de donner une mesure statistique de la qualité physico-chimique de l’eau, afin d’en apprécier la qualité sanitaire, sur la base des contrôles réglementaires.

Règles de calcul :

Services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : Nombres de prélèvements physico-chimiques conformes / Nombre total de prélèvements physico-chimiques réalisés au cours de l’année X 100.

Services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : Nombre total de prélèvements physico-chimiques réalisés au cours de l’année, nombres de prélèvements physico-chimiques non conformes.

P103.2 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d’eau potable -Indice de 0 à 100 attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. De 0 à 60 les informations visées sont relatives à la connaissance du réseau (inventaire), de 70 à 100 elles sont relatives à la gestion du réseau.

Cet indicateur permet d’évaluer le niveau de connaissance des réseaux d’eau potable, s’assurer de la qualité de la gestion patrimoniale, et suivre leur évolution.

Règles de calcul :

Indice de 0 à 100 obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C ci-dessous. Les parties B et C ne sont prises en compte que si les 20 points sont obtenus pour la partie A :

A	
0	Absence de plan du réseau ou plans couvrant moins de 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte (quels que soient les autres éléments détenus).
10	Existence d’un plan du réseau couvrant au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte
20	Mise à jour du plan au moins annuelle.
B - Informations sur les éléments constitutifs du réseau (40 points supplémentaires au maximum).	
+10	Informations structurelles complètes sur chaque tronçon (diamètre, matériau).
+10	Connaissance pour chaque tronçon de l’âge des canalisations.

+10	Localisation et description des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, compteurs de sectorisation...) et des servitudes.
+10	Localisation des branchements sur la base du plan cadastral.
C - Informations sur les interventions sur le réseau (40 points supplémentaires au maximum).	
+10	Localisation et identification des interventions (réparations, purges, travaux de renouvellement) (0 pour une réalisation partielle).
+10	Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des branchements (0 pour une réalisation partielle).
+10	Existence d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations. On entend par plan pluriannuel de renouvellement un programme détaillé de travaux assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans.
+10	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations.

P104.3 Rendement du réseau de distribution -Il s'agit du ratio entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté des volumes vendus en gros à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés en gros à d'autres services publics d'eau potable.

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Règle de calcul :

Rendement = (volume consommé autorisé + volume vendu en gros) / (volume produit + volume acheté en gros) X 100, sachant que :

Volume produit + volume acheté en gros = volume mis en distribution + volume vendu en gros

Volume consommé autorisé = volume comptabilisé + volume consommateurs sans comptage + volume de service du réseau

P105.3 Indice linéaire des volumes non comptés -Il s'agit du ratio entre le volume non compté, qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé, et le linéaire de réseau de desserte.

Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

Règle de calcul :

Indice = (volume mis en distribution – volume comptabilisé) / longueur du réseau de desserte / 365 ou 366, avec :

Volume mis en distribution = volume produit + volume acheté en gros – volume vendu en gros

P106.3 Indice linéaire de pertes en réseau -Il s'agit du ratio entre le volume de pertes, qui est la différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé, et le linéaire de réseau de desserte.

Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne

sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d’une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau qui vise à lutter contre les pertes d’eau en réseau, et d’autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

Règle de calcul :

Indice = (volume mis en distribution – volume consommé autorisé) / longueur du réseau de desserte / 365 ou 366,

Avec : Volume mis en distribution = volume produit + volume acheté en gros – volume vendu en gros.

Volume consommé autorisé = volume comptabilisé + volume consommateurs sans comptage + volume de service du réseau.

Les pertes sont constituées d’une part des pertes apparentes (volume détourné sur le réseau, volume résultant des défauts de comptage) et d’autre part des pertes réelles (fuites sur les conduites de transfert, de distribution, fuites sur les branchements, fuites sur les réservoirs), conformément au bilan d’eau et à la terminologie de l’International Water Association.

P107.2 Taux moyen de renouvellement des réseaux d’eau potable -Quotient du linéaire moyen du réseau de desserte renouvelé sur les 5 dernières années par la longueur du réseau de desserte.

Compléter l’information sur la qualité de la gestion du patrimoine enterré constitué par les réseaux d’eau potable, en permettant le suivi du programme de renouvellement défini par le service.

Règle de calcul :

(Longueur cumulée du linéaire de canalisations du réseau de desserte renouvelé au cours des années N-4 à N) x 100 / (5 x longueur du réseau de desserte au 31/12/N).

Le linéaire considéré comme linéaire renouvelé pour le calcul de l’indicateur est égal au linéaire renouvelé, auquel il convient d’ajouter les linéaires remplacés à l’occasion de renforcement, ainsi que les réhabilitations, si ces opérations sont reconnues avoir pour effet d’en prolonger la durée de vie d’une durée équivalente à celle de la pose d’un réseau neuf.

Les interventions ponctuelles effectuées pour réparer une fuite ne sont pas comptabilisées dans le renouvellement.

Il convient d’additionner les linéaires renouvelés d’une part par la collectivité et d’autre part par l’opérateur, sur le périmètre considéré.

P108.3 Indice d’avancement de la protection de la ressource en eau -Niveau d’avancement (exprimé en %) de la démarche administrative et opérationnelle de protection du ou des points de prélèvement dans le milieu naturel d’où provient l’eau potable distribuée.

L’indicateur donne une information sur la performance atteinte pour assurer une protection effective de la ressource selon la réglementation en vigueur.

Règle de calcul :

La valeur de l’indicateur est fixée comme suit :

0 %	Aucune action.
20 %	Études environnementale et hydrogéologique en cours.
40 %	Avis de l’hydrogéologue rendu.
50 %	Dossier recevable déposé en préfecture.
60 %	Arrêté préfectoral.
80 %	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) tel que constaté en application de la circulaire DGS-SDA 2005-59 du 31 janvier 2005.
100 %	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise

en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

P109.0 Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité -Abandons de créance annuels et montants versés à un fond de solidarité divisé par le volume facturé.
 Mesurer l'impact du financement des personnes en difficultés.

Règle de calcul :

(Montants en euros des abandons de créances + montants en euros des versements à un fond de solidarité) / volume facturé.

P151.1 Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées -Nombre de coupures d'eau liées au fonctionnement du réseau public, dont les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance, par milliers d'abonnés.

Une coupure d'eau est une interruption totale de la fourniture de l'eau à un ou plusieurs abonné(s) (les incidents de pression ou de qualité de l'eau ne constituent donc pas une coupure d'eau s'ils n'entraînent pas l'interruption totale de la fourniture).

Mesurer la continuité du service d'eau potable, afin d'en apprécier le bon fonctionnement.

Règle de calcul :

Nombre de coupures d'eau au cours de l'année dont les abonnés n'ont pas été informés à l'avance / nombre d'abonnés X 1000.

P152.1 Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux Abonnés -Pourcentage du nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service clientèle.

Evaluer le respect des engagements de délai d'ouverture des branchements d'eau potable.

Règle de calcul :

Nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans les délais / nombre total d'ouvertures X 100.

P153.2 Durée d'extinction de la dette de la collectivité -Durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service d'eau potable si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service.

Cet indicateur permet d'apprécier les marges de manœuvre de la collectivité en matière de financement des investissements et d'endettement.

Règle de calcul :

Encours total de la dette contractée par la collectivité pour financer le service d'eau potable (distribution, transfert et/ou production) divisé par l'épargne brute annuelle.

Remarque importante : l'endettement indirect résultant de l'adhésion de la collectivité à un EPCI ou à un syndicat mixte lui-même endetté n'est pas pris en compte (une consolidation est cependant possible : voir rubrique « règles pour l'interprétation au niveau local »).

P154.0 Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente -Taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

Cet indicateur permet de mesurer l'efficacité du recouvrement, dans le respect de l'égalité de traitement.

Règle de calcul :

(Montant d'impayés au titre de l'année N-1, au 31/12/N) / (Chiffre d'affaire TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1 au 31/12/N) X 100

P155.1 Taux de réclamations -Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relative au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix. Elles comprennent notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service. Le nombre de réclamations est rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Cet indicateur permet de traduire de manière synthétique le niveau d'insatisfaction des abonnés au service de l'eau.

Règle de calcul :

Nombre de réclamations laissant une trace écrite / nombre d'abonnés X 1 000.

Annexe 3 : Rapport Annuel 2022 de la Régie des Eaux

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le



ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le



ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

RAPPORT

RELATIF AU PRIX ET A
LA QUALITE DU
SERVICE PUBLIC

DE L'ASSAINISSEMENT

EXERCICE 2022

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le



ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

POINTS CLES DE L'ANNEE

5

I. PRESENTATION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT

I.1 LE CADRE JURIDIQUE DU RAPPORT ANNUEL	6
I.2 PRECISIONS CONCERNANT LES INDICATEURS FIGURANT DANS LE RAPPORT	6

II. LES INDICATEURS DE SERVICE

8

III. PRESENTATION GENERALE

10

III.1 DESCRIPTION DE LA COMPETENCE ASSAINISSEMENT	10
III.2 ORGANISATION DE LA DDCE EN 2022 (AVANT TRANSFERT A LA REGIE 3M)	10
III.3 MODE DE GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT	11
III.4 PLANIFICATION	14
III.4.1 L'ADEQUATION BESOINS / RESSOURCES ET BESOINS / EQUIPEMENTS (ABRE)	14
III.4.2 L'ACTUALISATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES	14

IV. LES DONNEES USAGERS DU SERVICE

14

IV.1 ABONNEMENTS ET VOLUMES	14
IV.2 LES VISITES DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES EN 2022	15
V.1 LE PATRIMOINE	15
V.1.1 LES RESEAUX ET BRANCHEMENTS	15
V.1.2 LES POSTES DE RELEVAGE	17
V.1.4 L'ENTRETIEN DU PATRIMOINE	19
V.2 L'EXPLOITATION ET LA PERFORMANCE DES OUVRAGES	19
V.2.1 L'ENTRETIEN DES RESEAUX	19
V.2.2 L'ENTRETIEN DES POSTES DE REFOULEMENT ET RELEVAGE	21
V.2.3 L'ENTRETIEN DES STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES	22
V.2.4 LA VALORISATION DES BOUES	22
V.2.6 LA GESTION DES ODEURS	26
V.2.7.2 LE SUIVI DES MILIEUX NATURELS LEZ ET MER IMPACTES PAR MAERA	30
V.3 LES TRAVAUX	38
V.3.1 LES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT	38
V.4.1.2 LES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT	39
V.4 LA RECHERCHE ET LE DEVELOPPEMENT	40
V.4.1 MAINTIEN DE LA SURVEILLANCE RELATIVE A L'UTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES SUR LA STATION DE SAINT DREZERY	40
V.4.2 PROGRAMME PORTE PAR VEOLIA EAU	40
V.5 REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES : LIFE REWA	45

VI. LES MISSIONS DE CONTROLE

47

VI.1 LE CONTROLE DE CONFORMITE DES BRANCHEMENTS ET LE SUIVI DES DESORDRES	47
VI.2 LA PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	48
VI.2.1 LES PROPRIETAIRES REDEVABLES	48
VI.2.2 LES TARIFS	48
VI.3.1 PRESENTATION GENERALE DU SERVICE	48
VI.3.2 ORGANISATION	49
VI.3.3 LA QUALITE DU SERVICE RENDU	49

1

VI.3.4 LES ACTIONS DE LA CELLULE CRIDT

VI.4.3.1 LES ARRETES D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT DE REJETS NON DOMESTIQUES	
VI.4.3.2 LES CONTROLES DES REJETS AUX RESEAUX D'ASSAINISSEMENT	52
VI.4.3.3 LES CONVENTIONS DE DEPOTAGE	53
VI.4.3.4 LA FACTURATION	53
VI.4.3.5 LUTTE CONTRE LES MICROPOLLUANTS	53

VII. LES CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU SERVICE 55

VII.1 LES DONNEES BUDGETAIRES 2022	55
VII.2 LA TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	56
VII.2.1 PRINCIPE DE LA TARIFICATION	56
VII.2.2 DECOMPOSITION DU TARIF AU 1ER JANVIER 2022	56
VII.2.3 DETAIL DE LA FACTURE D'ASSAINISSEMENT D'UN USAGER DOMESTIQUE POUR UN VOLUME ANNUEL DE REFERENCE DE 120M3	57
VII.3 LES COMPTES DE LA DELEGATION	59
VII.3.1 ANALYSE GLOBALE	59
VII.3.2 ECONOMIE DES CONTRATS	61

VIII. LA COOPERATION DECENTRALISEE 63

IX. LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 64

17.1 PRESENTATION GENERALE DU SERVICE	64
17.2 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER	64
17.3 LES DOMAINES D'INTERVENTION DU SPANC	64
17.4 BILAN D'ACTIVITE 2022	65
17.4 INDICATEURS REGLEMENTAIRES :	66
17.5 PERSPECTIVES 2023 :	67
IX.6 PERSPECTIVES 2022	67

X ANNEXES 68

ANNEXE 1 - GLOSSAIRE 69

ANNEXE 2 - OU TROUVER DES INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES 70

ANNEXE 3 – DETAIL DES RESULTATS DES STATIONS DE LA FILIERE BOUES 71

ANNEXE 4 - DETAILS DES TARIFS PAR COMMUNES 72

ANNEXE 5 - CHIFFRES CLES DU SERVICE PAR COMMUNE 73

ANNEXE 6 - DESCRIPTIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DES SERVICES 74

ANNEXE 7 – LISTE DES ETABLISSEMENTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT EN 2022 81

ANNEXE 8 – FICHES STATIONS D'EPURATION 82

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le



ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

2022 A ETE MARQUEE PAR :

Le Conseil de Métropole a acté le 23 mars 2021, le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023.

Préparation pour le transfert de la compétence assainissement à la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2023.

Reprise en régie via des marchés de prestation de service de l'exploitation des systèmes d'assainissement des secteurs Est et Ouest de la Métropole de Montpellier.

Clôture des contrats de délégation de service publics pour l'exploitation des réseaux d'assainissement raccordés à MAERA et pour l'exploitation de la station de traitement MAERA.

Notification le 07 novembre 2022 du marché de prestations de service pour l'exploitation des réseaux d'assainissement raccordés à MAERA pour un montant de 3 730 000 € HT par an sur 3 ans renouvelable 2 fois un an.

Notification du Marché Global de Performance le 9 septembre 2022 pour un montant de 165 000 000 € H.T. en travaux et 10 155 500 € HT par an pour l'exploitation comprenant la modernisation ainsi que l'exploitation de MAERA.

Réalisation d'un audit de la station de traitement des eaux usées de Villeneuve Les Maguelone.

Construction du nouveau poste de Refoulement principal de Lavérune pour un montant de 1 050 000 € H.T.

30 millions de m3 facturés

122 805 abonnés

497 646 habitants raccordés

36,5 millions de m3 d'eaux traitées par les stations de traitement des eaux usées

1 500 km de réseaux

243 postes de refoulement

13 stations de traitement des eaux usées

575 434 Equivalents-Habitants (EH) de capacité totale de traitement

196 établissements ont un arrêté d'autorisation de déversement de rejets non domestiques

4 582 installations recensées en assainissement non collectif (ANC)

61,64 M€ TTC de dépenses du budget annexe de l'assainissement, dont 42,45 M€ de dépenses réelles d'investissements

Au 01/01/2022, le prix total de l'assainissement collectif comprenant les parts distributeur et collectivité est de 1,41€HT par m3 d'eau traitée. Au 01/01/2023, le prix du m3 passe à 1,455€ HT

I. PRESENTATION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE L'ASSAINISSEMENT

Le présent rapport vise à renforcer la transparence de l'information dans la gestion du service public local de l'assainissement et permettre un suivi des efforts et des résultats du service.

Les chiffres et résultats sont présentés dans le corps du rapport au niveau de l'ensemble du périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole. Les détails par commune peuvent être consultés en annexe.



STEU MAERA – commune de Lattes – Vue du Ciel

I.1 Le cadre juridique du rapport annuel

Le contenu et le mode de diffusion des rapports annuels sur la qualité et le prix des services publics d'eau potable sont définis par les articles suivants du Code Général des Collectivités Territoriales : L2224-5, D2224-1 à D2224-5 et L 1413-1.

L'article L2224-5 dispose que le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI, ici la métropole) doit présenter ces rapports à son assemblée délibérante dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, et les transmettre aux communes, qui ont douze mois après la clôture de l'exercice concerné pour présenter ces rapports en conseil municipal (article D2224-3).

L'article L 1413-1 dispose que la Commission Consultative des Services Publics Locaux examine chaque année ces rapports. Ceux-ci doivent être mis à la disposition du public à la Métropole et dans les communes. Parallèlement, un exemplaire doit être adressé par le Président au préfet pour information (articles L2225-5 et D2224-5).

I.2 Précisions concernant les indicateurs figurant dans le rapport

Les indicateurs présentés dans ce rapport et leurs modalités de calcul sont définis par le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 et les annexes V et VI des articles D2224-1, 2224-2 et 2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Chaque indicateur est caractérisé par un code alphanumérique expliqué ci-dessous :

Une lettre pour la catégorie de l'indicateur	D pour descriptif
	P pour performance
Un chiffre pour identifier le service	1 pour Alimentation en Eau Potable
	2 pour Assainissement Collectif
	3 pour Assainissement Non Collectif
Un numéro d'ordre à deux chiffres pour distinguer les indicateurs communs à l'ensemble des services de ceux réservés aux services de plus grand périmètre	de 01 à 50 pour toutes les collectivités
	de 51 à 99 pour celles qui disposent d'une commission consultative des services publics locaux
Un chiffre d'identification de la dimension du développement durable concernée	0 sans objet
	1 pour le pilier social
	2 pour le pilier économique
	3 pour le pilier environnemental

Ces indicateurs permettent la comparaison entre services à l'échelle nationale, en venant notamment alimenter de manière volontaire par les maîtres d'ouvrage la base de données du Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA). Ils sont indiqués dans le présent rapport, à chaque chapitre concerné de la façon suivante :

D 201.0 : NOMBRE D'HABITANTS DESSERVIS : au total, le réseau dessert 497 646 habitants soit près de 98% des habitants du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 19, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils sont détaillés en partie II du présent rapport.

II. LES INDICATEURS DE SERVICE

Les indicateurs de l'assainissement collectif sont au nombre de 19, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'utilisateur. Ils permettent d'avoir une vision d'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

Les indicateurs de l'assainissement non collectif sont au nombre de 3, dont 2 indicateurs descriptifs.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Indicateurs descriptifs des services		Donnée	Unité	2021	2022
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des EU, unitaire ou séparatif	Délégataire	hab	488 922	497 646
D202.0	Nombre d'autorisations d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des EU	Délégataire	unité	126	145
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	tMS	7 365	6 824
D204.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 au 1er janvier de l'année n+1	Délégataire	€/m3	1.69	1.78
Indicateurs de performance		Donnée	Unité	2021	2022
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des EU	M3M	%	nc	nc
P202.2b	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte EU	Délégataire	points	91	96
P203.3	Conformité de la collecte des effluents	Police de l'Eau	%	100%	100%
P204.3	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'Eau	%	100%	100%
P20V.4	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'Eau	%	92.3%	92.3%
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées vers des filières conformes	Délégataire	%	100%	100%
P207.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	M3M	€/m3	nc	nc
P251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	nb/100 Ohab	0.04	0.05
P252.2	Nbre points du réseau de collecte nécessitant des curages fréquents par 100 km de réseau	Délégataire	nb/100 km	9.67	12,08
P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des EU	M3M	%	0.54%	0.39%
P254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	%	100%	91,7%
P255.4	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des EU	M3M	unité	90	90
P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	M3M	années	19	18,9
P257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année N-1	Délégataire	%	nt	nt
P258.1	Taux de réclamations	Délégataire	nb/100 Ohab	0.6	0.26
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					

Indicateurs descriptifs des services			Donnée	2021	2022
301.0	D	Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'ANC (ratio 2,4 usagers par installation)	M3M	1 049	1 097
302.0	D	Indice de mise en œuvre de l'ANC	M3M	90	95
Indicateurs de performance			Donnée	2021	2022
301.3	P	Taux de conformité des dispositifs d'ANC	M3M	37.20%	3%

nt=indicateur non transmis à la collectivité

nc=indicateur non calculable

III. PRESENTATION GENERALE

Montpellier Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2001 la compétence « Assainissement des Eaux Usées » de plein droit sur l'ensemble de la Métropole. Ce service dessert près de 500 000 habitants répartis sur les 31 communes du territoire.

III.1 Description de la compétence assainissement

Le terme assainissement désigne l'activité de l'homme consistant à maintenir autour de lui un environnement sain. On parle le plus souvent d'assainissement à propos de la gestion des déchets solides et des eaux « gênantes » pour l'homme et ses constructions. On distingue alors les eaux usées et les eaux pluviales. Le présent rapport a trait à l'assainissement des eaux usées.

Le principe de l'assainissement vise d'abord, à assurer la collecte des eaux usées domestiques (évier de la cuisine et de la salle de bain, douche, WC...) et industrielles¹. Ensuite, traiter les eaux usées collectées : l'objectif, encadré par la loi, est de veiller à la santé publique et de restituer les eaux au milieu naturel en le préservant de toute dégradation.

- Ces fonctions peuvent être assurées de deux manières :

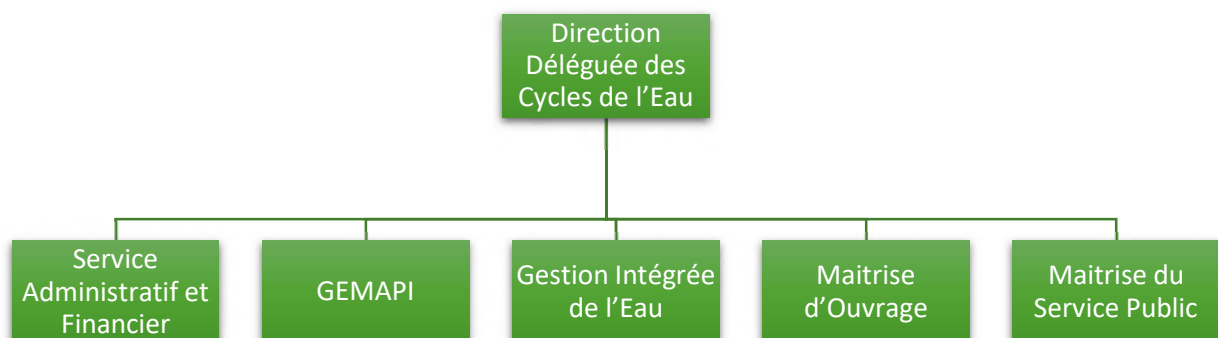
Par un **système d'assainissement collectif**, c'est-à-dire que chaque bâtiment est relié à un réseau de collecte qui va acheminer les eaux usées vers une Station de Traitement des Eaux Usées (STEU). Cette STEU permet de dépolluer les eaux de façon suffisante pour permettre un rejet non dommageable au milieu naturel. Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est majoritairement couvert par ce service ;

Par un **système d'assainissement non collectif**. Ce dernier est installé lorsque la mise en place d'un système d'assainissement collectif n'est pas possible (coût, contrainte technique, éloignement des zones de collecte). Les eaux usées sont centralisées et traitées « à la parcelle ». Ceci concerne environ 4% des ménages du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

III.2 Organisation de la DDCE en 2022 (avant transfert à la Régie 3M)

Les effectifs de la Direction Déléguée des Cycles de l'Eau (DDCE) au sein des services de Montpellier Méditerranée Métropole se composent de 80 agents.

L'organigramme de la DDCE actualisé est le suivant :



Le Service Administratif et Financier : en charge de la gestion des ressources humaines, des budgets, de la comptabilité et des marchés publics ; il a également la charge de l'exécution du recouvrement de la surtaxe (titrage).

¹ Sous réserve d'une qualité compatible avec les capacités de traitement de la STEU en aval, cf. § CRIDt

Le service GEMAPI : en charge de la définition de la stratégie métropolitaine en matière de gestion des eaux pluviales et de prévention des inondations ainsi que de la planification des études et travaux à mener en la matière pour accompagner le développement urbain du territoire. Il a également la charge de la conception et la réalisation des ouvrages de lutte contre les inondations, l'assistance à leur exploitation ainsi que la gestion des cours d'eau et préservation de ces milieux aquatiques.

Le service Gestion Intégrée de l'Eau : en charge d'assurer les relations institutionnelles, partenariales et contractuelles liées à l'action des Etablissements Territoriaux de bassin et des syndicats d'eau potable. Il étudie et planifie les travaux dans le domaine de l'assainissement et de l'eau potable, tout en assurant la cohérence avec l'aménagement du territoire. Il assure également la préservation et le partage des ressources en eau et participe à la préservation des étangs littoraux et au développement durable de la zone littorale.

Le service Maîtrise d'Ouvrage : en charge d'assurer la direction des études et la réalisation des travaux neufs relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole dans le domaine de l'assainissement et l'eau potable.

Le service Maîtrise du Service Public : pilote le contrôle des exploitants du service public d'assainissement qui ont en charge la gestion et l'entretien des équipements, organise et assure la gestion patrimoniale des réseaux, ainsi que des poteaux incendies. Ce service a la charge du contrôle de la bonne facturation et recouvrement de la redevance assainissement, et dans l'ensemble de toutes les parts liées à l'eau en général. Enfin, il a la charge de la relation aux usagers de l'assainissement collectif et non collectif.

III.3 Mode de gestion du service public de l'assainissement

Un système d'assainissement est composé de différents ouvrages, qui doivent être conçus, construits, puis exploités.

Différents acteurs peuvent être chargés de ces opérations. Dans le cas de l'assainissement non collectif, ces trois opérations sont à la charge du particulier. Il est toutefois assisté par la collectivité publique et peut aussi faire appel à des professionnels. La collectivité a une obligation de contrôle.

Il existe différentes possibilités d'organisation, en particulier pour ce qui concerne l'exploitation des ouvrages. On distingue principalement la Régie de la délégation du service public :

- **La régie** signifie que la collectivité assure elle-même un service public dans son ensemble : dans le cas de l'eau potable, elle devrait donc assumer à la fois les investissements et la gestion du patrimoine.
- **La délégation de service public et du service aux abonnés en général**, fait intervenir des professionnels du secteur privé et peut prendre deux formes principales, l'affermage et la concession.

Dans le cas d'une concession, l'entreprise finance, réalise les équipements et en assure l'exploitation.

Dans le cas de l'affermage, la collectivité finance les équipements, mais en délègue l'exploitation à un « fermier » ou délégataire. Ce dernier est rémunéré par une partie du prix de l'assainissement convenue à l'avance dans le contrat, révisable selon une formule de variation utilisant des indices publiés par l'INSEE.

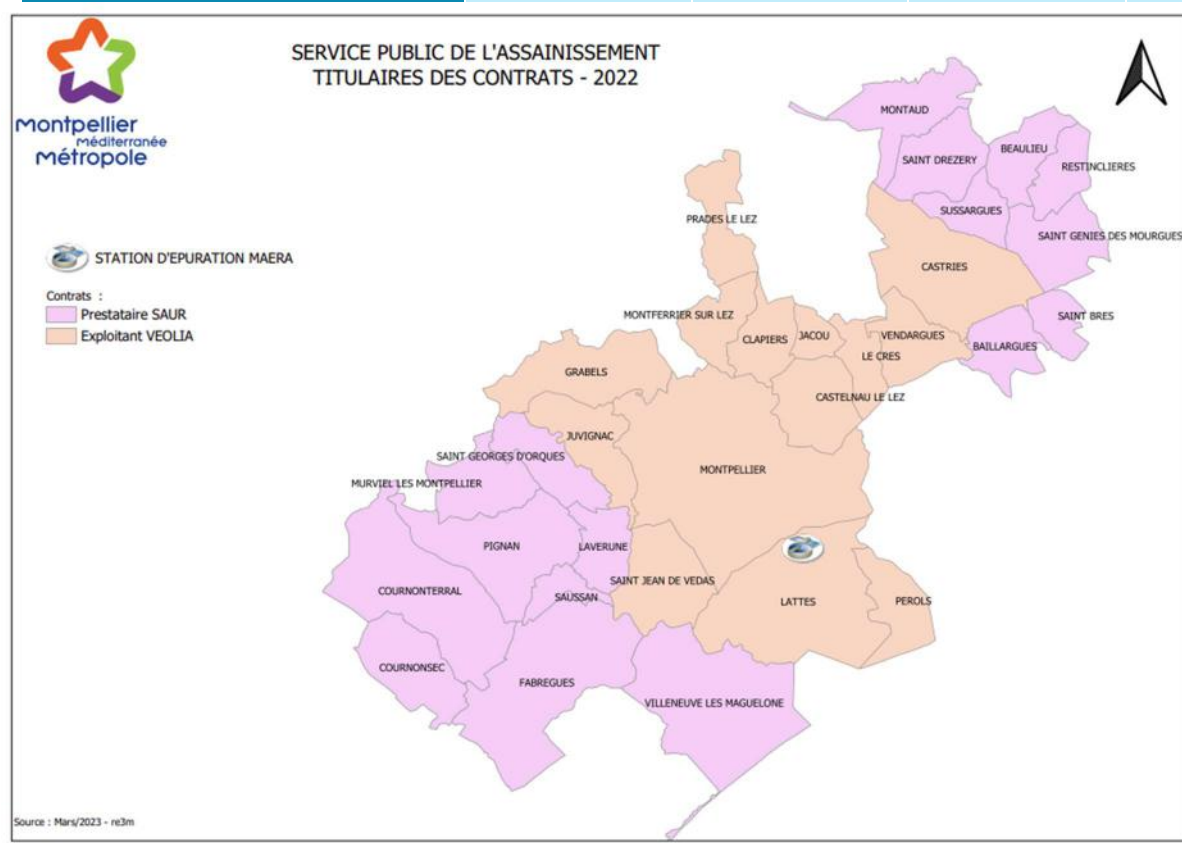
Pour couvrir les investissements, la collectivité vote chaque année la part du tarif qui lui reviendra. Le fermier est chargé de recouvrer ces deux parts auprès de l'abonné et de restituer la sienne à la collectivité dans un délai fixé par le contrat.

Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, la compétence « assainissement » a été reprise en régie sur la partie Est et Ouest du territoire par la mise en place d'un marché de prestation

de service à partir du 1^{er} janvier 2022 sur une période de 2 ans renouvelable 2 fois, 1 an, les parties ID : 034-213401342-20231213-2023-82-DE

système de collecte relié à la station de MAERA et Traitement MAERA, sont en Délégations de Services Publics jusqu'au 31 décembre 2022.

CONTRATS DE DSP ET MARCHÉ DE PRESTATIONS AU 01/01/2022	OBJET	EXPLOITANT	DATE D'EFFET	ECHEANCE
Prestations de service Est-Ouest	Collecte + traitement	SAUR et Alliance Environnement	01/01/2022	31/12/2023
DSP Collecte Réseau MAERA	Collecte	VEOLIA Eau	01/01/2015	31/12/2022
STEU MAERA	Traitement	VEOLIA Eau	01/01/2015	31/12/2022



Les exploitants assurent, dans le cadre des marchés ou contrats de DSP, l'exploitation et l'entretien des équipements qui leur ont été confiés ainsi qu'un certain nombre d'obligations en matière de renouvellement des ouvrages. Par ailleurs, seuls les délégataires sont en charge de la gestion des abonnés et la facturation. Sur le secteur Est et Ouest, la Métropole a repris en Régie cette tâche.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce un contrôle de la bonne exécution des marchés.

A cette fin, le service Maitrise du Service Public, en charge de ce contrôle au sein de la DDCE, s'appuie notamment sur :

- Les résultats d'autosurveillance des STEU remis mensuellement, et toutes les données techniques permettant de tracer la performance d'exploitation attendue,
- L'ensemble des données et indicateurs fournis trimestriellement, relatant l'exécution du service sur

les aspects techniques et financiers,

- Les synthèses trimestrielles portant sur les améliorations techniques des équipements attendues au titre du marché,
- Les Rapports Annuels d'Exploitation

Les coordonnées des exploitants 2022 sont présentés dans le tableau ci-après :

	VEOLIA Eau	SAUR
Adresse	765 rue Henri Becquerel CS 39030 34965 MONTPELLIER cedex 2	AC Fréjorgues Ouest 429 Rue Charles Nungesser 34130 Mauguio
Accueil du public	Du lundi au vendredi 8h à 12h – 13h30 à 16h30	Du lundi au vendredi 8h à 12h00 – 13h30 à 17h
Service client téléphonique	Numéro Cristal non surtaxé : 04 51 08 47 42 Du lundi au vendredi de 8h à 19h Le samedi matin de 9h à 12h	Numéro non surtaxé : 04 34 20 30 01 Du lundi au vendredi de 8h à 12h00 – 13h30 à 17h
Astreintes	04 51 08 47 42 24h/24 et 7j/7	04 67 04 26 79 24h/24 et 7j/7

◆ **Régie des Eaux et de l'Assainissement : Objectif 1^{er} janvier 2023**

Par délibération en date du 23 mars 2021, le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023. Cette mise en régie consiste en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle.

Pour rappel cette décision politique d'élargissement de la compétence de la Régie repose sur 4 grands enjeux :

- Garantir la transparence et la maîtrise du prix de l'eau.
L'ambition est d'encourager, via une structure tarifaire adaptée, une consommation maîtrisée vers les usages essentiels et qui prennent en compte les publics les plus fragiles.
- Assurer une gestion durable de la ressource.
La régie permet de développer une politique de protection de la ressource sur du long terme, intégrant l'évolution des besoins métropolitains face aux enjeux du changement climatique et l'évolution de la population.
- S'inscrire dans les politiques territoriales métropolitaines.
Les élus souhaitent s'assurer que le service public de l'eau contribue aux enjeux majeurs du territoire : changement climatique, préservation de la ressource, biodiversité ou encore transition énergétique.
- Garantir une gestion du service de proximité.
La régie centralise les relations avec ses abonnés autour des questions liées à l'eau potable et à l'assainissement. En créant un point d'accueil unique et un service client complet en ligne, elle place l'utilisateur au cœur de son organisation.

Afin d'appréhender au plus tôt le transfert de la compétence assainissement à la Régie des Eaux,

Montpellier Méditerranée a modifié les statuts de la Régie des Eaux par un arrêté du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021 pour étendre l’objet de l’établissement public local.

III.4 Planification

Comme l’année précédente, le travail sur la planification en matière d’assainissement s’est porté en grande partie en 2022 sur la contribution des services de la DDCE à la définition du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal (PLUi). Les éléments relatifs au PLUi n’ayant pu être arrêtés en 2022, le travail de la DDCE sur ce sujet s’en est trouvé ralenti.

III.4.1 L’adéquation besoins / ressources et besoins / équipements (ABRE)

Le BET Hydraul’IC a réalisé pour le compte de GIE une analyse de la capacité des STEU du territoire à répondre au besoin du PLUi à horizon 2030 (hors MAERA). Le rapport de cette étude remis en 2020, doit être remis à jour en 2023 avec des hypothèses de répartition géographique des perspectives de population ajustées au zonage du projet de PLUi. Cette analyse servira également à l’établissement d’une feuille de route pour l’identification et la programmation des études et travaux à lancer.

III.4.2 L’actualisation du zonage d’assainissement des eaux usées

En 2021, l’analyse de l’ensemble des secteurs non desservis en réseau d’assainissement collectif et situés en zone U a été menée. Il s’agissait d’établir, pour chacun de ces secteurs, le coût de raccordement en le confrontant à un arbre de décision, permettant ainsi d’arbitrer le classement de ces secteurs en zonage d’assainissement collectif ou non collectif. En outre, en 2021, le bureau d’études SAFEGE a été nommé en vue de rédiger l’ensemble des rapports de zonage.

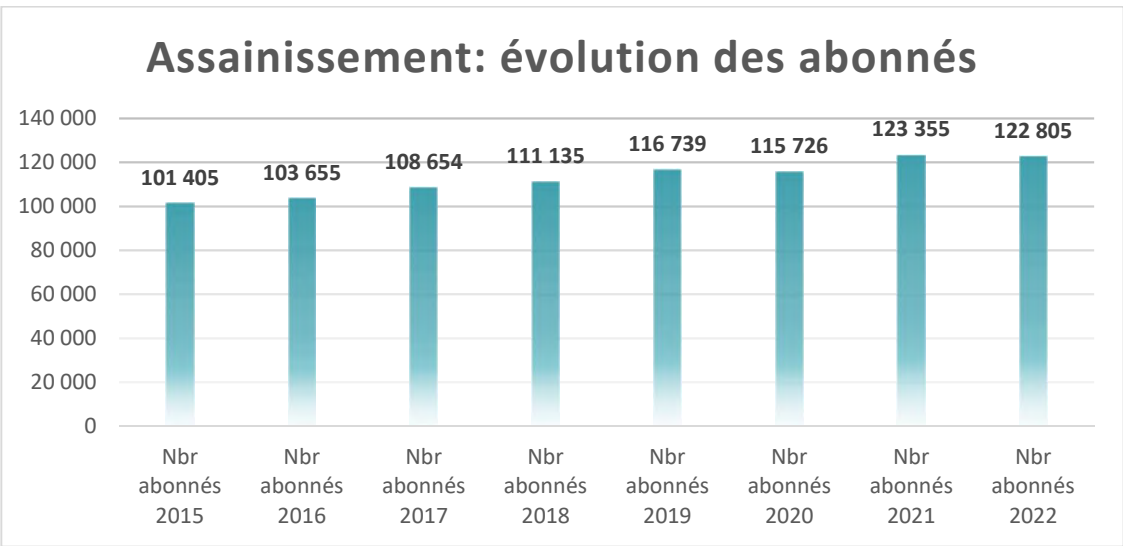
Le projet d’actualisation du zonage d’assainissement sera ainsi finalisé en 2023 avec le projet de zonage urbain défini dans le PLUi et les compléments apportés par le rapport ABRE.

IV. LES DONNEES USAGERS DU SERVICE

IV.1 Abonnements et volumes

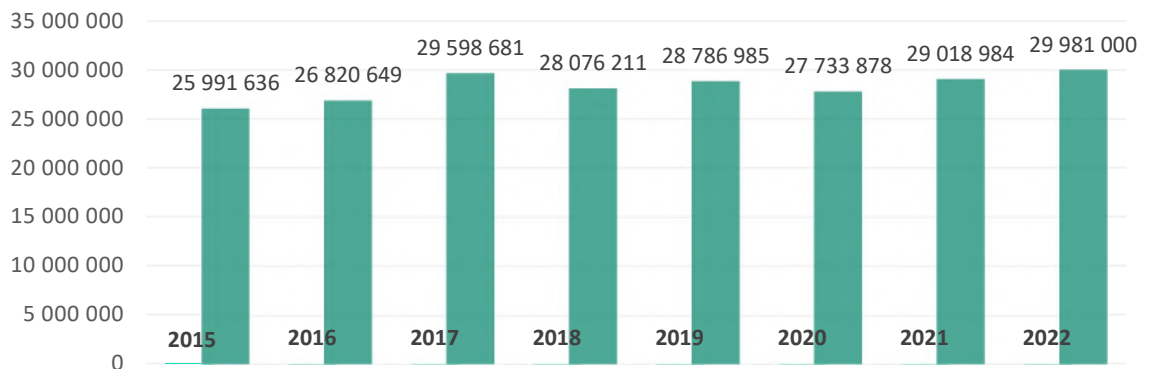
En 2022, ce sont **30 millions de m3** qui ont été facturés à près de **122 805 abonnés domestiques** du service public d’assainissement collectif. NB : chaque abonnement dessert un nombre variable d’habitants.

Evolution des abonnés de 2015 à 2022



Evolution des volumes facturés de 2015 à 2022 en m3

Assainissement: évolution des volumes facturés en m3



IV.2 Les visites des installations de traitement des eaux usées en 2022

Ce recensement est un indicateur représentatif de la popularité des grands équipements de Montpellier Méditerranée Métropole, avec une affluence très nette des visites de la station de traitement MAERA. En 2022, **17** visites de MAERA.

Ces visites sont organisées par 2 associations :

- ◆ CPIE-APIEU qui dispose de compétences pédagogiques en environnement,
- ◆ MAYANE, association éducative complémentaire de l'enseignement public.

V. LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE

V.1 Le patrimoine

V.1.1 Les réseaux et branchements

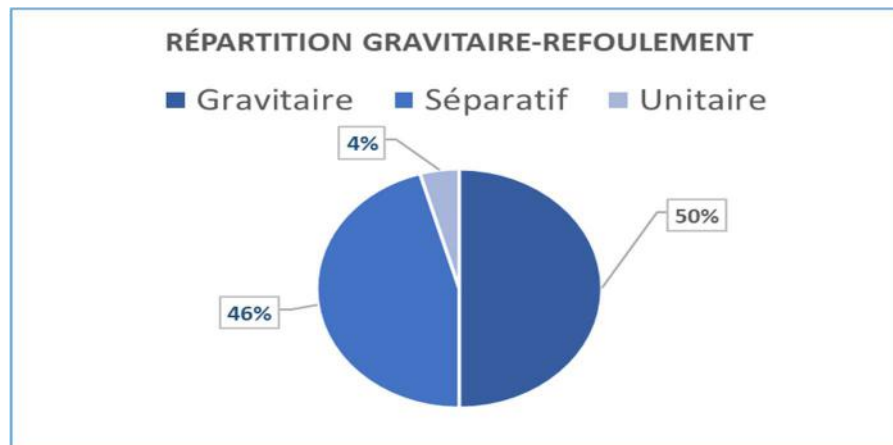
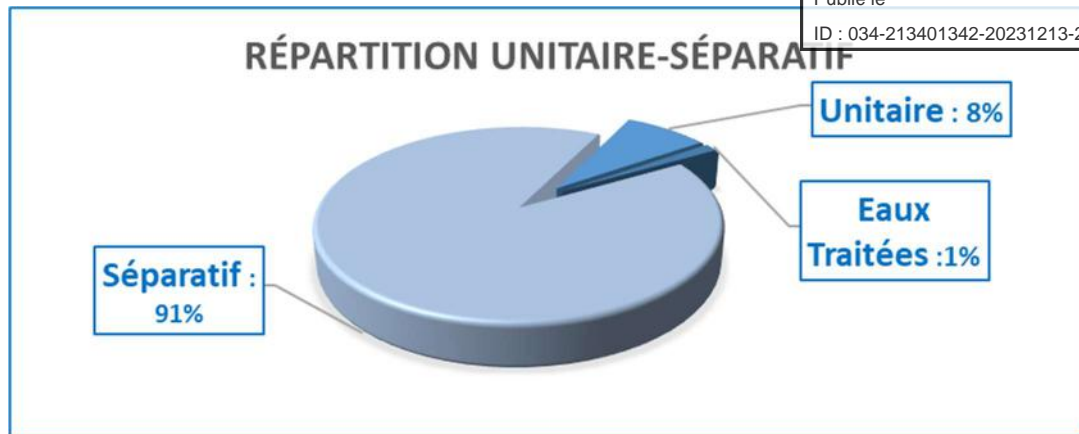
Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole compte **1 573 km** de réseaux, dont 1 450 km en gravitaire, 123 km en refoulement et 19 km d'émissaire.

Les habitations individuelles ou groupées sont desservies par des branchements, qui acheminent les eaux usées du domaine privé vers le réseau situé en domaine public. Il y a **80 681** branchements sur le territoire de la métropole en 2022.

La conception des réseaux de collecte des eaux usées privilégie l'utilisation de la pente naturelle des terrains pour fonctionner sur un principe gravitaire. Lorsque la pente du terrain ne le permet pas, on procède alors par refoulement ou relevage grâce à un système de pompage.

Les extensions permettent de desservir les zones nouvellement urbanisées et de restructurer le réseau par la centralisation des effluents vers des STEP moins nombreuses mais plus performantes

Montpellier Méditerranée Métropole compte en moyenne **6,2** habitants par branchement. Ce nombre se décompose en **7,4** habitants par branchement sur le secteur Collecte MAERA et **3,1** habitants par branchement sur le secteur Est-Ouest.



L'ensemble des réseaux est cartographié et repéré en partie en coordonnées x, y et z et comprend les réseaux progressivement intégrés (ZAC...). Cette cartographie est mise à disposition des services de la DDCE et des exploitants et des prestataires et sert à renseigner les DT/DICT.

⇒ **Les points particuliers du réseau**

◆ **Les déversoirs d'orage**

Une partie du réseau de collecte étant unitaire (collecte eaux usées et pluviales dans un même réseau), des déversoirs d'orage sont prévus pour permettre d'évacuer les surdébits, collectés lors de fortes pluies, trop importants pour la capacité du réseau.

6 déversoirs d'orage (DO) sont dénombrés sur les réseaux de MAERA dont ceux d'une capacité comprise entre 120 kg/j de DBO5 et 600 kg/j de DBO5 et 4 d'une capacité supérieure à 600 kg/j DBO5. Ces points de rejet sont surveillés.

Les déversoirs d'orage sont des points de rejet au milieu naturel, et font donc l'objet d'un suivi. La qualité des eaux rejetées correspond à des eaux usées diluées par la pluie.

◆ **Les by-pass**

Les by-pass sont des points de déversement situés sur des ouvrages tels que postes de refoulement ou stations d'épuration, dont la fonction vise à protéger les équipements d'un trop-plein provoqué par l'intrusion d'eaux claires parasites lors d'épisodes pluvieux, ou par un dysfonctionnement des équipements de pompage entraînant une mise en charge de l'ouvrage. Ces by-pass sont dotés d'équipements de télésurveillance de précision variable en fonction de leur capacité.

Sur le système MAERA, 24 by-pass de PR sont identifiés et télésurveillés, dont 13 d'une capacité comprise entre 120 kg/j de DBO5 et 600 kg/j de DBO5 et 11 d'une capacité supérieure à 600 kg/j DBO5.

Les autres systèmes à posséder des points de déversement sur le réseau sont Baillargues-Saint Brès, Pignan-Saussan-Fabrègues, Villeneuve-lès-Maguelone et Sussargues-Saint-Génès des Mourgues.

Ces systèmes possèdent 6 by-pass d'une capacité comprise entre 120 kg/j de DBO5 et 600 kg/j de DBO5.

V.1.2 Les Postes de Relevage

En 2022, le nombre de postes de refoulement recensés sur les systèmes d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 243 dont, 99 sur les systèmes Est-Ouest, et 144 sur le système MAERA.



Figure 1: PR Clapiers



Figure 2 - PR Village - Saint-Drézéry - cuve avec panier dégrilleur

Ces ouvrages servent à pomper les eaux arrivées gravitairement dans un point bas pour les acheminer vers un point plus haut, afin de permettre leur écoulement vers la station d'épuration. La densité de postes est donc naturellement plus importante sur les communes au relief peu accentué.

V.1.3 Les stations de traitement des eaux usées

Fin 2022, la capacité de traitement des 13 équipements d'épuration de Montpellier Méditerranée Métropole est de 582 417 équivalents-habitants.

Ainsi, 34 287 614 de m³ ont été traités sur ces ouvrages au cours de l'année, correspondant à une charge traitée de 9 534 813 kilos de DBO5.

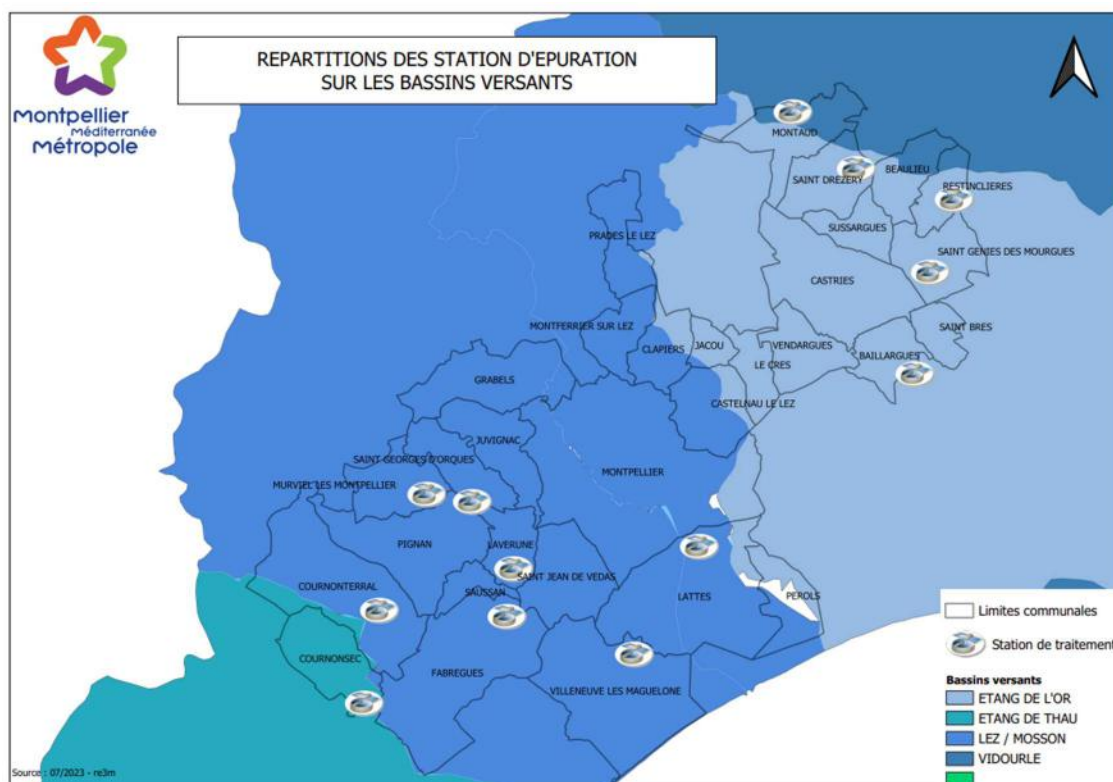
Fin 2021, le traitement des eaux usées au sein des équipements de la Métropole est réalisé suivant plusieurs filières de traitement détaillées ci-après :

- **9 filières à boues activées** : STEU de Montaud, Beaulieu/Restinclières, Saint-Drézéry, Sussargues-Saint-Géniès des Mourgues, Saint-Georges d'Orques, Lavérune, Cournonterral, Pignan-Saussan-Fabrigues et Villeneuve-lès-Maguelone
- **1 filière à boues activées + ultrafiltration sur membranes** : STEU de Baillargues/Saint-Brès
- **1 filière à boues activées + biofiltration** : MAERA
- **2 filière sur lits plantés de roseaux** : STEU de Murviel-lès-Montpellier et Cournonsec

👉 10 STEU sont équipées pour traiter le phosphore.

Fin 2021, les différentes filières de traitement de finition se répartissent comme suit :

- Saint-Drézéry est dotée d'une **noue végétalisée (fossé)**
- Saint-Géniès des Mourgues - Sussargues est dotée d'une **filtration tertiaire et d'une zone de rejet végétalisée (petits plans d'eau)**
- Saint-Georges d'Orques est dotée d'une **filtration tertiaire et d'une zone de rejet intermédiaire**
- Beaulieu/Restinclières est dotée d'un **fossé d'accompagnement avant rejet**
- Pignan-Saussan-Fabrigues est dotée d'une **filtration tertiaire et d'un traitement par UV avant rejet**
- Cournonterral, et Villeneuve-lès-Maguelone sont dotées d'une **filtration tertiaire**



V.1.4 L'entretien du patrimoine

Une bonne maintenance du patrimoine passe par un renouvellement régulier des organes soumis à de fortes contraintes mécaniques et hydrauliques, ainsi qu'aux équipements électriques et électroniques, et ce afin de garantir la continuité du traitement des eaux usées en limitant les pannes imprévues.

Il est donc prévu aux contrats de délégation de service public des plans prévisionnels de renouvellement, établi sur la base des inventaires et définissant chaque année un listing d'équipements à renouveler selon leur date de mise en service et leur durée de vie théorique.

Les enveloppes financières dédiées à ces opérations ont été de 478 616 € HT pour le marché Est-Ouest, 1 086 495 € HT pour le contrat MAERA et 124 415 € HT pour le contrat collecte, soit un total de 1 689 086 € HT en 2022 au titre du renouvellement des équipements électromécaniques.

V.2 L'exploitation et la performance des ouvrages

V.2.1 L'entretien des réseaux

L'exploitation, assurée par les délégataires ou prestataires, comprend notamment la surveillance régulière du réseau, soit, entre autres :

- Visite ou passage de caméra afin de surveiller l'état structurel et repérer d'éventuelles entrées d'eaux claires parasites² ;
- Curage afin d'enlever le sable, les graisses et autres matières solides déposées par le passage des eaux usées, dans les réseaux ou au niveau des branchements.

V.2.1.1 Les curages



Un réseau de collecte doit périodiquement être curé pour supprimer les obstructions et maintenir un écoulement constant des effluents.

L'hydrocurage consiste à nettoyer les canalisations à l'aide d'eau sous haute pression. Le technicien place une tête de curage à l'extrémité d'un flexible haute pression. La buse permet de réaliser le nettoyage haute pression du collecteur, d'autotracter le flexible et de désobstruer le réseau si nécessaire.



Il existe trois types de curage :

- **Le curage préventif** des réseaux de collecte. Il a pour objectif d'éviter les interventions curatives urgentes,
- **Le curage curatif** qui intervient quand le collecteur est saturé et/ ou bouché. L'intervention a pour objectif de rétablir l'écoulement des effluents,

² On appelle « parasites » les eaux claires qui se retrouvent de façon inappropriée dans les réseaux d'eaux usées, et donc ensuite dans les STEP. Il s'agit souvent d'eaux de nappe phréatique ou d'eaux pluviales, qui peuvent entrer via des défauts d'étanchéité des collecteurs et/ou de mauvais branchements.

- **Le curage avant Inspection Télévisée³**, qui s'effectue avec soins généraux pour permettre à l'inspecteur vidéo de relever l'ensemble des défauts.

Le taux de curage préventif imposé contractuellement par la Métropole à ses exploitants est de 10% de la totalité du linéaire exploité (hors curage préventif réalisé dans le cadre des ITV) et doit permettre une maîtrise des interventions curatives sur les réseaux.

Les exploitants n'ont pas respecté les objectifs en 2022 comme le tableau ci-dessous le démontre. Un rattrapage est imposé pour 2023.

Linéaires de réseaux curés en préventif hors ITV:

	2021	2022
Linéaire réseaux curés en préventif (en km)	126	126
Linéaire réseaux hors refoulement (gravitaire + unitaire) (en km)	1450	1450
Taux de curage	8,3%	8,3%

Le calcul du taux de curage n'intègre pas les linéaires de refoulement qui sont auto curés.

Les opérations de curage, tous types confondus (préventif, avant ITV et curatif), ont porté sur près de 224 km de réseaux en 2022, soit un taux de curage global de 14.3%. Les données ventilées par communes sont produites en annexe 5.

V.2.1.2 Les inspections télévisées

Les inspections télévisées consistent en l'introduction d'un robot équipé d'une caméra et d'un système de géolocalisation dans le réseau, qui va filmer l'intérieur de la conduite et permettre à l'opérateur de noter tous les défauts visualisés via cette caméra. Cela permet de localiser précisément et identifier les problématiques structurelles du réseau, comme par exemple une casse, des racines pénétrantes, des conglo­mé­rats, pouvant engendrer des dysfonctionnements tels que bouchage du réseau, exfiltration d'eau usée avec pollution du milieu environnant, mauvais écoulements limitant la capacité de la conduite et entraînant des déversements d'eau usée sur la chaussée.

Ces inspections vidéo permettent d'éviter d'ouvrir la chaussée afin de repérer les dysfonctionnements, ce qui permet une forte économie de moyens, et limite d'autant les désagréments engendrés par un chantier sur la voirie.

La géolocalisation des défauts rencontrés permet ensuite de cibler de manière précise la zone de travaux futurs. Ces inspections font partie des diagnostics assurés par les délégataires, notamment afin de garantir le bon fonctionnement du patrimoine.

³ ITV

Linéaires d'ITV (en ml):

Contrat	2021	2022
Est-Ouest	20 256	3 150
Collecte MAERA	97 069	84 515
TOTAL	117 325	87 665

La baisse significative des ITV par l'exploitant des secteurs Est et Ouest s'explique par le fait que le nouveau marché n'intègre pas cette prestation. Un marché indépendant a été réalisé.

V.2.1.3 Les désobstructions

Est appelé point noir, tout point structurellement sensible du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit sa nature (contre-pente, racines, odeurs, mauvais branchement, etc.).

En 2022, les points particuliers du réseau qui ont nécessité des interventions fréquentes de curage, représentent un ratio de 6,2 points noirs par 100 km de réseau de collecte (gravitaire) sur le secteur contrat Est-Ouest du territoire métropolitain, et de 14,02 points noirs par 100 km sur le secteur contrat Réseaux Collecte MAERA. En 2022, le taux de points noirs pondéré sur le linéaire de réseaux de tout le territoire de la Métropole de Montpellier est de 12,08 par 100 km.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Réseau	773	693	758	770	605	555	741	754
Branchements	816	755	797	827	754	660	641	523

V.2.2 L'entretien des Postes de Refoulement et Relevage

Le bon fonctionnement des postes de relevage/refoulement est assuré par un curage régulier des cuves dans lesquelles s'accumulent les cailloux, sables, graisses, lingettes et autres matières amenées par les effluents d'eaux usées.

Les délégataires ont pour cela des objectifs contractuels minimum de curage des postes : 2 fois par an pour les petits (< 2000EH) et 4 fois par an pour les plus gros (>2000EH).

L'entretien des postes passe aussi par une vérification régulière des organes hydrauliques et métrologiques (pompes, sondes de niveaux, poires de hauteur, etc.) permettant de s'assurer que rien n'empêche leur bon fonctionnement, ou permettant d'anticiper un renouvellement nécessaire lié à l'usure.

Ainsi, en 2022, les nombres de curages réalisés sont les suivants :

	2021	2022
Est-Ouest	280	223
Réseaux MAERA	338	321
TOTAL	618	544



V.2.3 L'entretien des Stations de Traitement des Eaux Usées

Le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 pris en application de la Directive CEE n° 91/271 du 21 mai 1991 prévoit que toutes les communes et les métropoles de plus de 2 000 EH soient équipées de systèmes de collecte et de traitement de leurs eaux usées, dont l'efficacité est définie en fonction de leur taille et de la sensibilité du milieu récepteur à l'eutrophisation.

Ces textes fixent notamment des échéances pour le traitement des eaux usées ainsi que les modalités du contrôle du traitement et les performances minimales à respecter. Des arrêtés préfectoraux peuvent venir renforcer les exigences de ces textes.

Station de Traitement des Eaux Usées	Capacité en EH	Conformité Arrêté national du 21/07/2015 et directive ERU 2022	Conformité 2022 à l'arrêté préfectoral
BAILLARGUES - SAINT BRES	20 000	Oui	Oui
BEAULIEU - RESTINCLIERES	5 200	Oui	Oui
COURNONSEC	400	Oui	Oui
COURNONTERRAL	15 000	Oui	Oui
FABREGUES	30 517	Oui	Oui
LAVERUNE	5 000	Oui	Oui
MONTAUD	900	Oui	Oui
MONTPELLIER (MAERA)	470 000	Oui	Oui
MURVIEL LES MONTPELLIER	3 000	Oui	Non
SAINT DREZERY	4 000	Oui	Oui
SAINT GENIES DES MOURGUES	7 200	Oui	Oui
SAINT GEORGES D'ORQUES	9 200	Oui	Oui
VILLENEUVE LES MAGUELONE	12 000	Oui	Oui
TOTAL	582 417		

V.2.4 La valorisation des boues

Les boues sont les principaux déchets produits par une station d'épuration à partir des effluents liquides. Elles sont surtout constituées de bactéries mortes et de matière organique minéralisée. En France, un habitant produit entre 15 et 20 kg de matières sèches (MS) de boues chaque année. 1kg de DBO5 correspond à la production de 0,7 à 1 kg de matière sèche (MS) de boue.

Les boues sont très liquides à la sortie des filières d'épuration, elles subissent différents traitements pour diminuer au maximum leur teneur en eau et les hygiéniser. C'est pourquoi on calcule leur quantité en matière sèche pour pouvoir comparer les différentes filières. Sur le territoire de la Métropole, les boues sont uniquement hygiénisées par la mise en compostage.

La valorisation est encadrée réglementairement par des textes de loi au niveau national, parfois complétés par des arrêtés préfectoraux.

En 2022, la quantité de boues produites valorisées s'élève à **7 093,077 tonnes de Matières Sèches**.

La part la plus importante de production de boues provient de MAERA (5 802 Tonnes de MS).

Les filières de traitement des boues par lits plantés de roseaux des stations d'épuration de Saint-Drézéry, Beaulieu/Restinclières et Sussargues-Saint-Génès des Mourgues ne nécessitent pas de valorisation annuelle.



Les boues produites s'effectue ainsi :

sur site (centres agréés) : 7,93 % représentant 543.210 tMS

externalisé (centres agréés) : 92,07 % représentant 6 303.131 tMS issues

de MAERA,

agricole (épandage direct) : conformément à l'arrêté du 30/04/2020, il était interdit en 2022 d'épandre des boues non hygiénisées au préalable (chaulage) à cause de la crise sanitaire du Covid.

L'annexe 3 présente le détail des filières boues pour chaque STEU de Montpellier Méditerranée Métropole.

V.2.5 Le Diagnostic permanent et la gestion patrimoniale

V.2.5.1 Le Diagnostic permanent

Volonté forte de la Métropole exprimée à travers les nouveaux cahiers des charges des délégations de service public, le diagnostic permanent des réseaux d'assainissement doit permettre d'assurer la surveillance en continu d'un réseau d'assainissement afin de :

- Améliorer la connaissance du fonctionnement des réseaux, par temps sec et temps de pluie,
- Limiter les déversements d'eaux usées au milieu naturel,
- Optimiser l'exploitation des réseaux en vue d'améliorer la gestion d'alerte,
- Améliorer la collecte des réseaux séparatifs

Le principe de mesures en chaque point est de connaître les volumes horaires qui ont transité sur chaque bassin versant et d'analyser les débits afin de répartir les volumes transités en 4 catégories :

- Les eaux usées strictes dites EUS,
- Les eaux claires parasites permanentes dites ECPP (infiltrations permanentes),
- Les eaux parasites météoriques ou de captage dites ECPM (correspondant au ruissellement de la pluie),
- Le ressuyage (correspondant au survolume ultérieur à la pluie).

Sonde de mesure de hauteur d'eau

Pour cela, le délégataire VEOLIA Eau dispose d'un ensemble d'instruments de mesure adaptés. Au total, sur le secteur des réseaux raccordés à MAERA c'est 92 points de mesures instrumentés.

Avec son changement de mode de gestion, la Métropole a souhaité internaliser la réalisation du diagnostic permanent sur les secteurs Est et Ouest. L'entretien de l'instrumentation reste néanmoins à la charge du prestataire exploitant SAUR. Au total il existe 71 instruments de mesure sur le secteur Est-Ouest (PR, Sondes, STEU).

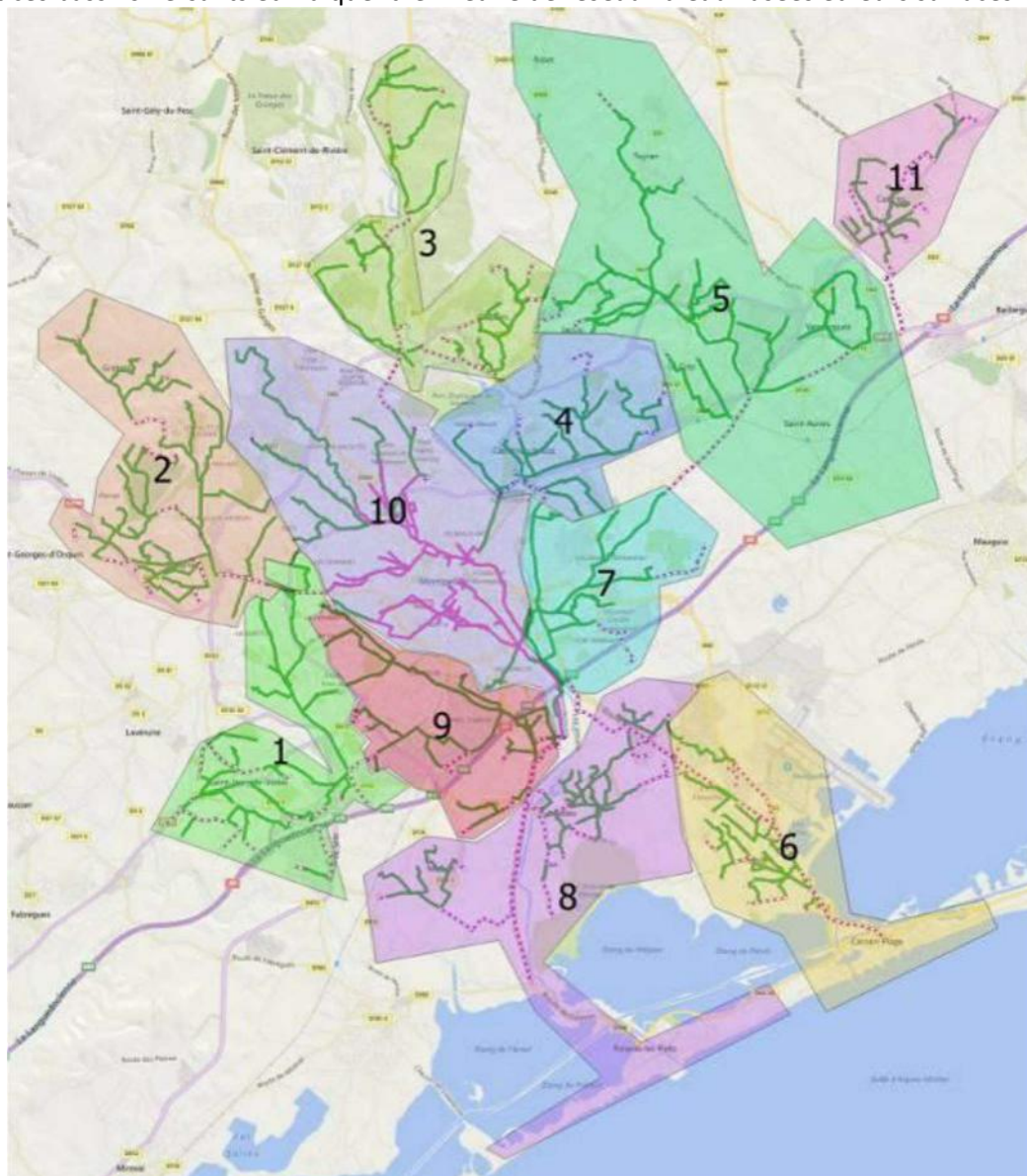
Au départ de l'ancien délégataire Aqualter, la Métropole a constaté de nombreux dysfonctionnements sur les sondes de diagnostic permanent. L'enjeu est donc de procéder à une reprise de l'ensemble du parc de sonde sur les années 2022/2023.

L'analyse globale permet d'établir les deux indicateurs suivants :

- **L'indice linéaire d'infiltration** : (ILI en m³/j/km) : il correspond à la somme des volumes d'eaux claires parasites permanentes et de ressuyage divisée par le linéaire du bassin versant (BV). Il permet de diagnostiquer les défauts d'étanchéité des réseaux et les infiltrations de la nappe ;
- **Le pourcentage de surface active** (%SA en %) : il correspond à la surface active d'un bassin versant divisée par la surface totale de celui-ci. Il permet de diagnostiquer les mauvais raccordements, en particulier les branchements d'eaux pluviales sur le réseau séparatif.

◆ Réseaux de collecte de MAERA

Pour le système MAERA, 11 grands bassins versants ont été équipés, la carte et le tableau ci-dessous illustrent ces bassins-versants et indiquent le linéaire de réseaux d'eaux usées et leurs surfaces :



Point de mesures	Formule du bassin de collecte strict	(km)	(ha)
PR Mas Artis (1)	= (1)	108,8	836
PR Piscine (2)	= (2)	132,8	1090
PR Lavalette (3)	= (3)	82,3	828
PR Castelnau (4)	= (4)-(3)	85,5	697
PR Salaison (5)	= (5)-(11)	173,6	1 594
PR Fenouillet Pérols (6)	= (6)	77,0	591
PR Pont Trinquat (7)	= (7)-(4)-(5)	52,9	478
PCR Palavas (8)	= (8)	95,7	657
Maera séparatif (9)	= (9)-(8)-(7)-(1)	95,2	746
Maera unitaire (10)	= (10)-(2)	259,5	1 935
PR Castries (11)	= (11)	35,8	262
TOTAL		1 199,1	9 714

La pluviométrie 2022, supérieure de 11% à celle de 2021, explique les taux élevés des indicateurs. Le niveau de la nappe sur les deux années, stable voire légèrement supérieure à 2021, explique l'évolution négative de l'indicateur ILI, les réseaux étant susceptibles d'être dans la nappe. Il est considéré que les indicateurs pour les systèmes d'assainissement ne doivent pas excéder 15 pour l'ILI. Les résultats sur les indicateurs caractéristiques sont synthétisés dans les tableaux ci-dessous.

Indice linéaire d'infiltration (par temps sec)

N° Bassin	Nom Bassin	ILI 2021 (m3/j/km)	ILI 2022 (m3/j/km)	Ecart 2022/2021
1	Mas Artis	12,1	15,0	-23,97%
2	Piscine	17,0	16,4	3,53%
3	Montferrier-Prades-Clapiers	10,5	7,7	26,67%
4	Castelnau	12,6	16,9	-34,13%
5	Salaison	9,1	11,0	-20,88%
6	Pérols Carnon	20,1	21,6	-7,46%
7	Pont Trinquat	30,1	27,3	9,30%
8	Lattes Palavas	25,4	26,2	-3,15%
9	Séparatif Ouest	23,0	21,8	5,22%
10	Unitaire	45,0	63,4	-40,89%
11	Castries	6,4	7,5	-17,19%
	Moyenne globale système MAERA	22,3	26,9	-20,63%

La répartition des indices linéaires est relativement similaire entre les années. Les indices linéaires sont les plus importants sur le centre-ville unitaire. L'indice linéaire de captage du système de collecte de MAERA est cohérent avec le fait qu'environ 10% du linéaire est unitaire.

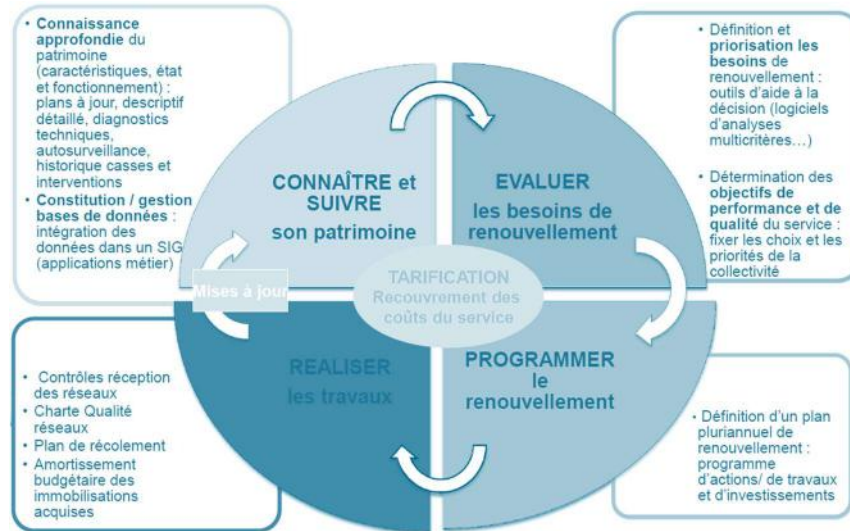
V.2.5.2 La Gestion Patrimoniale du service assainissement

Afin de rationaliser et fiabiliser ses activités, la Métropole a décidé de renforcer ses moyens techniques, en mettant en œuvre un outil de gestion du patrimonial du réseau d'eaux usées.

L'objectif est de se doter d'un outil lui permettant d'avoir une vision de l'état du programme de travaux priorisé en fonction de différents indicateurs ou de différentes données paramétrables.

Les attendus sont :

- ◆ De disposer d'une vision de l'état global du réseau
- ◆ De définir une projection future sur l'évolution des réseaux,
- ◆ D'établir les priorités de réhabilitation du réseau



Suite à la livraison de l'outil, la Métropole a souhaité développer en 2022, un outil d'intégration automatique des ITV afin de mettre à jour facilement l'état du patrimoine et l'intégrer dans la priorisation des travaux. La Métropole dispose d'environ **1 000 km d'ITV** qui restent encore à intégrer dans l'outil de gestion patrimoniale. Le nombre d'ITV à traiter est d'environ **1 320 rapports** répartis sur 31 communes.

◆ Le SIG

L'année 2022 a été marquée par la mise en place de la procédure et le flux d'intégration des données des plans de récolement et des mises à jour du SIG Assainissement avec le nouvel exploitant des secteurs Est et Ouest de la Métropole en se basant sur la même procédure qui est appliqué sur le secteur MAERA.

V.2.6 La gestion des odeurs

V.2.6.1 La Gestion des odeurs

Priorité pour la Métropole, la lutte contre les odeurs est inscrite comme un objectif de performance fixé aux contrats de DSP et aux marchés de prestation de service.

Aussi, concernant la STEU MAERA, ainsi que sur les Réseaux de collecte raccordés à MAERA, un certain nombre d'actions ont été menées au démarrage du contrat afin de réduire sensiblement les nuisances constatées sur la commune de Lattes.

En synthèse, depuis le début du contrat de délégation de service public (2015), les actions suivantes ont été déployées :

1. MESURES ORGANISATIONNELLES

- Mise en place d'un référent odeurs sur la station, en charge de la surveillance interne et externe,
- Formation du personnel à la détection des odeurs, leur description et l'évaluation du niveau de nuisance qu'elles engendrent,
- Point hebdomadaire transmis à Montpellier Méditerranée Métropole,
- Tournée des riverains pour créer un échange, écouter le ressenti des riverains, mettre en place les actions correctives nécessaires, et permettre la diffusion des informations utiles à la bonne compréhension

des enjeux,

- Rondes journalières de vérification des odeurs en sept points de la station,
- Mails d'information aux riverains en amont d'opérations pouvant engendrer des nuisances olfactives ou sonores.

2. MESURES TECHNIQUES

- Déploiement de 29 capteurs électrochimiques sur l'usine et ses abords immédiats
- Modélisation du panache d'odeurs permettant une prévision à J+3 du panache d'odeurs, en croisant les données de capteurs et les données de prévision Météo-France



Enfin, depuis 2015, de nombreuses actions ont également contribué à la limitation des nuisances olfactives :

- mise en place d'une ronde journalière odeurs,
- achat de 3 nouvelles bennes fermées afin de ne plus utiliser des bennes ouvertes,
- sensibilisation des sous-traitants à la problématique odeurs (transport boues, ...),
- création d'un nouveau point de dépotage,
- couverture de la benne défilasseur.

V.2.7 Le suivi du milieu naturel

V.2.7.1 Le suivi des milieux naturels Lez et mer impactés par les stations hors MAERA

Le périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole recoupe 4 bassins versants :



- Le bassin versant de **l'Etang de Thau** : seule la STEU de Cournonsec y rejette ses effluents ;
- le bassin versant de **l'Etang de l'Or** : les STEU de Saint-Drézéry, Beaulieu-Restinclières, Sussargues Saint-Génies des Mourgues et Baillargues Saint-Brès y rejettent leurs effluents
- le bassin versant **Lez-Mosson** : les STEU de Murviel lès Montpellier, Saint-Georges d'Orques, Lavérune, ainsi que Cournonterral, Pignan-Saussan-Fabrègues et Villeneuve-lès-Maguelone y rejettent leurs effluents
- le bassin versant **du Vidourle** : la STEU de Montaud y rejette ses effluents

organiser la compatibilité avec les usages.

Enfin le bassin versant de l'étang de l'Or n'a pas de SAGE, mais a fait l'objet d'un contrat de bassin sur la période 2015-2019 dont l'un des principaux objectifs était l'amélioration de la qualité de l'eau.

Détail du suivi

- **STEU de Beaulieu/Restinclières** : 2 points de suivi sur le Ru du Pontil, en amont du Dardaillon Ouest.
- **STEU de Pignan-Saussan-Fabrègues** : 5 points de suivi en amont, au droit et aval du point de rejet, ainsi qu'à la confluence du Coulazou/Mosson et sur la Mosson (en amont de la confluence avec le ruisseau de La Brue).
- **STEU de Baillargues Saint-Brès** : 2 points de suivi sur le ruisseau d'Aigues Vives en amont et aval du rejet de la station.
- **STEU de Cournonterral** : 3 points de suivi sur le Coulazou (en amont, au droit du rejet et en aval de la station).
- **STEU de Saint-Génès des Mourgues-Sussargues** : 2 points de suivi sur le ruisseau de la Viredonne à l'amont et à l'aval du rejet de la station.
- **STEU de Lavérune** : 2 points de suivi sur le ruisseau du Lassédéron à l'amont et à l'aval du fossé de rejet de la station.
- **STEU de Saint Georges d'Orques** : 3 points de suivi sur le ruisseau du Lassédéron, à l'aval du rejet de la station, à l'amont du rejet et à l'aval de la confluence avec le ruisseau du Rybéral, à l'amont de cette confluence.
- **STEU de Murviel les Montpellier** : 1 point de suivi sur le fossé récepteur à l'aval du rejet de la station et 2 points de suivi sur le ruisseau du Lassédéron à l'amont et à l'aval de la jonction avec le fossé récepteur.

V.2.7.2 Le suivi des milieux naturels Lez et mer impactés par MAERA

Les eaux traitées en sortie de MAERA sont évacuées dans un émissaire de 1,6 m de diamètre via un ouvrage de mise en charge. L'émissaire atteint une longueur de plus de 20 km dont 11 km pour la partie maritime. C'est l'émissaire le plus long jamais construit en Méditerranée.

L'extrémité de l'émissaire débouche sur des fonds sableux à 30 m de profondeur. Les 500 derniers mètres de la canalisation sont percés tous les 10 m par des ouvertures de 20 cm de diamètre équipées de clapets anti-retour (becs de canard) pour mieux disperser les rejets dans la colonne d'eau.

Depuis sa mise en service en 2005, l'émissaire de la station d'épuration MAERA et ses rejets sont monitorés de près. Les campagnes réalisées en 2022 constituent la dix-septième année de suivi. De nombreux paramètres sont analysés, plusieurs fois par an, sur de nombreux points :

- Sur le Lez : ce sont 4 stations de suivi par temps sec, ainsi que nouvellement 8 stations par temps de pluie,
- En mer : ce sont 7 stations pour la qualité des eaux, la qualité de la matière vivante et 10 stations pour le suivi de la qualité des sédiments.



Ainsi, entre 2006 et 2022, ont été réalisés dans les eaux de rejet de MAERA (en entrée de l'émissaire) :

- 35 330 analyses laboratoires de 11 paramètres différents
- 18 615 mesures par sondes de 3 paramètres

Dans le milieu marin et le Lez, entre 2006 et 2020 ont été réalisées :

- 4 027 analyses laboratoires de 62 paramètres différents,
- 128 inventaires terrain de 3 types différents
- 4 490 mesures par sondes de 8 paramètres différents

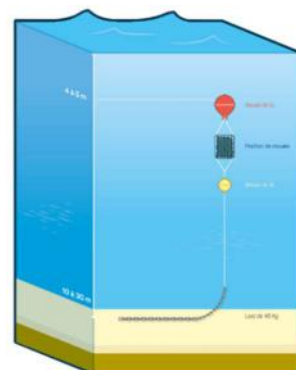




Figure 3 - Photos des prélèvements et inventaires en mer

◆ Conclusions du suivi en mer :

- Les résultats des 4 campagnes de suivi qualité physico-chimique des eaux marines indiquent une bonne qualité de l'eau ;
 - Pour le suivi de la Température, la salinité, le pH, la turbidité et l'oxygène dissous, les résultats des profils de sonde n'indiquent pas d'influence des rejets en mer de la STEP MAERA sur la qualité des eaux
 - La mesure des concentrations en matière en suspension organique et minérale donne des résultats qui n'indiquent pas d'influence avérée des rejets en mer de la STEP MAERA sur les concentrations de matières en suspension dans les eaux échantillonnées en 2022.
 - En 2022, les concentrations mesurées en Ammonium et en Nitrites sont inférieures au seuil de bonne qualité de l'eau de la DCE sur l'ensemble des stations, y compris au niveau du diffuseur. Les concentrations en nitrates et en autres composés azotés réduits (azote Kjeldahl) sont inférieurs aux seuils de détection des laboratoires. Les faibles valeurs des éléments azotés mesurées en 2022 n'indiquent pas d'influence de la diffusion des eaux traitées de la STEP MAERA à l'extrémité de l'émissaire.
 - Concernant le suivi des nutriments ; Les concentrations mesurées en composées phosphorée sont indicatrices d'eau de bonne qualité sur l'ensemble des stations selon les critères de la Directive 2000/60/DCE. Les teneurs mesurées en orthophosphates sont également faibles en 2022.
 - Pour les campagnes de février, avril et novembre 2022, les concentrations en E.Coli et en Entérocoques mesurées correspondent au « bon état » d'après les seuils bactériologiques définis par l'Instruction Ministérielle DGS/EA4 n°2013-247 du 18 juin 2013. L'unique mesure observée est en août sur la station au droit de l'émissaire. Ce type de marquage reste bien faible et ponctuel. Les résultats sont bons et le marquage est absent.
 - Les biomasses phytoplanctoniques indiquent une eau de bonne qualité du point de vue de l'indicateur chlorophylle selon les critères de la DCE. Ces résultats ne mettent pas en évidence d'effet du diffuseur des eaux traitées à l'extrémité de l'émissaire sur la qualité des eaux.
- Le suivi de la matière vivante en mer est une manière indirecte de mesurer la qualité de l'eau et permet aussi d'assurer un suivi environnemental d'organismes marins. Ce suivi se fait sur des moules immergées. En effet, cet organisme est considéré comme étant suspensivore. Avec sa capacité à concentrer les micropolluants et les germes bactériologiques dans sa chair, 10 à 100 fois supérieure à celle de l'eau dans laquelle elle vit, la moule est un bio-indicateur efficace. Les analyses réalisées dans la zone d'étude en 2022 montrent des teneurs en Cadmium, Chrome, Mercure et Zinc de la chair des moules correspondent toutes au « niveau de base » voire « faible » après 3 mois d'immersion. C'est-à-dire montre une absence significative de contamination de ces ETMs dans la chair des bivalves.



On note qu'en 2022, la station 3 (émissaire de la STEP MAERA) ne présente plus de contamination au Plomb, alors qu'elle était caractérisée par une contamination avérée en 2021 (niveau modéré RINBIO). Les analyses n'indiquent pas d'effet des rejets sur la qualité bactérienne des moules en mer, ni sur leur teneur en contaminant organiques.

Les résultats n'indiquent pas de contamination de la chair des moules par les rejets de MAERA.

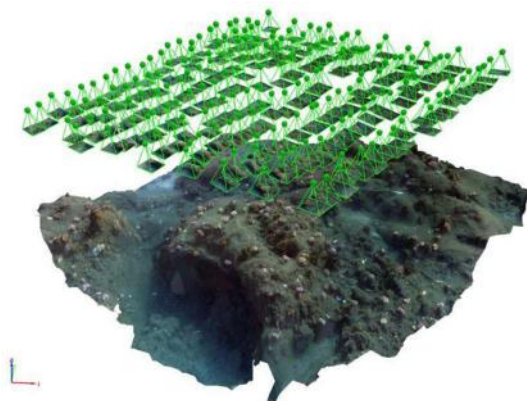
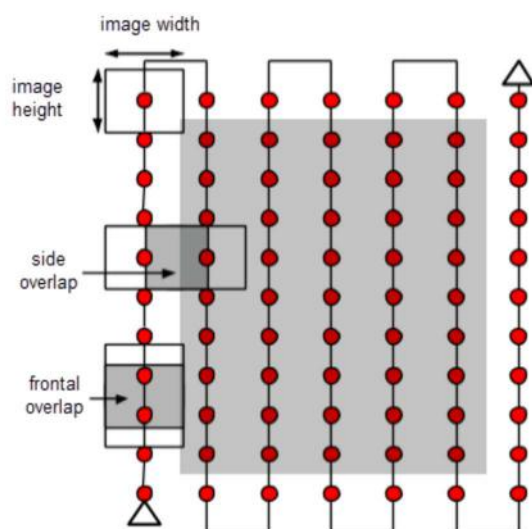
- Un suivi de la qualité des eaux a été réalisé en 2022 durant 24h et par temps calme. Ce suivi est dit « tache additionnelle ». Ici l'objectif est d'évaluer la variation de la qualité des eaux dans des conditions défavorables de dispersion des effluents. En effet du fait de la faible dispersion des eaux, les effets potentiels sur la qualité des eaux au voisinage de l'émissaire sont maximaux. Il y a sept stations investiguées. Huit rotations sont effectuées au cours des 24h de suivi. La campagne 24h en septembre 2022 ne décèle aucune anomalie, ni sur les profils de sonde, ni sur les analyses bactériennes des eaux.



- Une pêche expérimentale sur le site de l'émissaire est réalisée comme chaque année. Cette pêche permet de prélever des poissons afin d'en évaluer la qualité de la chair. En lien avec des conditions courantologiques défavorables, lié à un courant marin de Sud/Sd-Est dominant, le suivi de cette année n'a permis qu'un petit prélèvement au milieu. Les analyses ont été réalisées sur la chair musculaire des poissons dans la zone d'étude en 2022 et les résultats ont été comparés aux seuils réglementaires fixés par le Règlement Européen (CE) n°1881/2006 modifié (par les Règlements CE n°420/2011, 1259/2011, 835/2011 et 488/2014). Il en ressort que les concentrations mesurées sont toutes inférieures aux valeurs seuils réglementaires pour le Cadmium, le Plomb, le Mercure et les PCBs. D'autre part, la teneur en E. coli mesurée dans les filets d'uranoscopes est inférieure à 10 unités par grammes de chair fraîche, ce qui est très faible. Il n'y a donc pas de contamination bactériologique.
- Les herbiers de Posidonie sont suivis selon la méthode historique le long de trois transects. En 2022 et en 2023, la méthode est doublée par une autre technique innovante de cartographie fine : la photogrammétrie sous-marine. Cette technique consiste à couvrir une surface déterminée par des prises de photo très denses de façon à reconstituer une image détaillée (par assemblage des photos sur ordinateur), réelle, géoréférencée et en 3 dimensions. Pour la mettre en œuvre, un carré permanent a été installé sur chaque site à proximité des transects. A partir de 2024 seule la cartographie par photogrammétrie sera conservée.



Exemple théorique puis pratique de plan d'acquisition en photogrammétrie :



Les deux herbiers suivis étant relativement éloignés de l'émissaire, il n'existe pas de lien avéré entre l'évolution de ces derniers et la qualité des eaux traitées issues de la station d'épuration MAERA, diffusées à l'extrémité de l'émissaire.

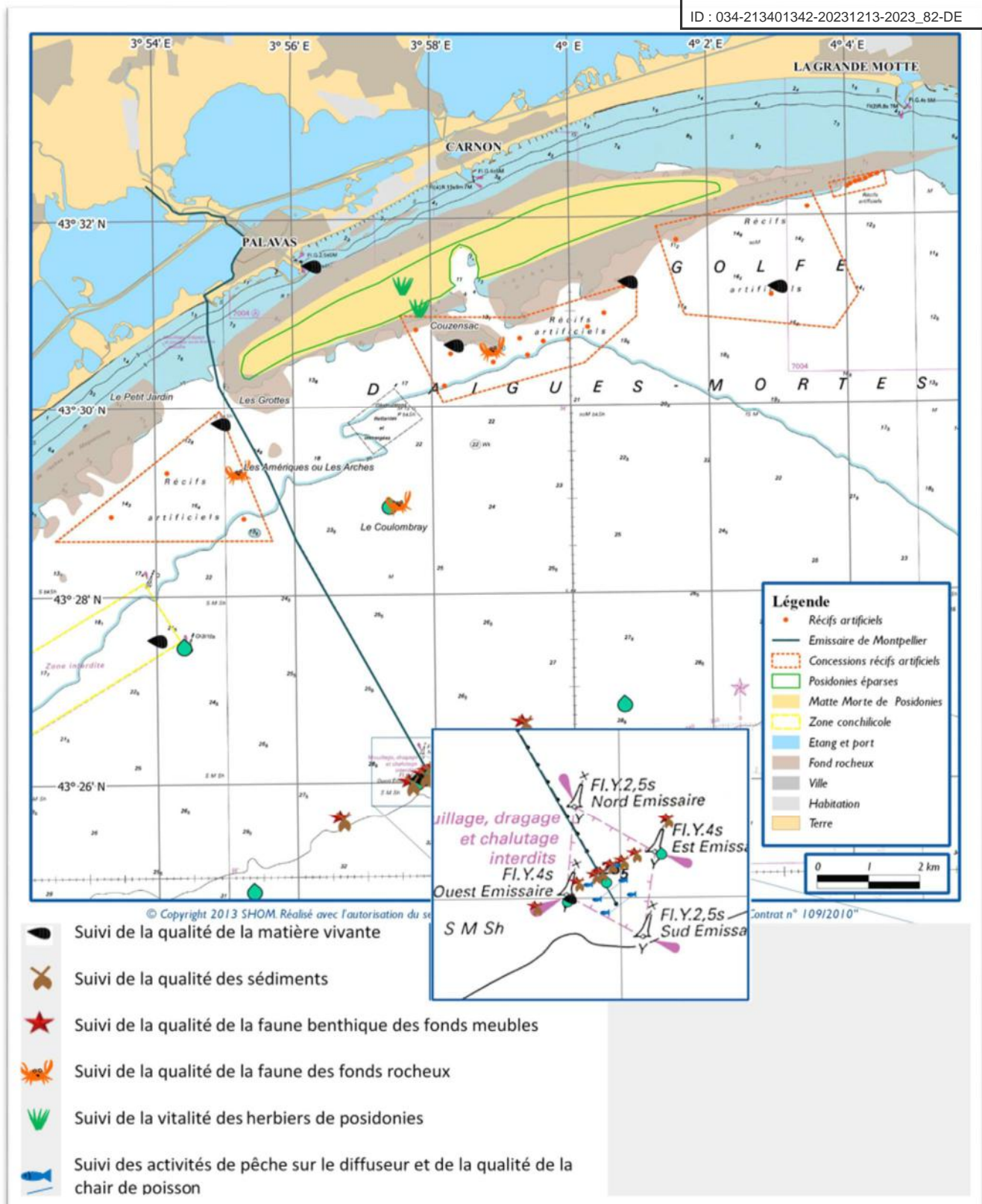


Figure 4 - Carte pédagogique présentant les différentes tâches dans le cadre du suivi du milieu récepteur de la STEP MAERA

♦ Conclusions du suivi du Lez :

Le suivi réalisé porte sur l'évolution de la qualité écologique du Lez consécutive à la suppression du rejet dans le cours d'eau. Le suivi annuel permet également d'apprécier l'amélioration écologique suite à la mise en place d'un soutien d'étiage par les eaux du canal Bas-Rhône-Languedoc (BRL), ainsi qu'au raccordement et à la modernisation des systèmes d'assainissement de certaines communes situées en amont de Montpellier.

○ **Localisation des points de suivi par temps sec :**



Station 1 : aval Prades-le-Lez

Station 2 : Pont Trinquat (aval Montpellier)

Station 3 : pont de Lattes (aval Lattes)

Station 4 : pont de Prades-le-Lez

○ **Localisation des points de suivi par temps de pluie :**

En fin d'année 2022 un suivi spécifique pour le temps de pluie a été mis en place. L'objectif est de tendre vers une amélioration, et de mieux caractériser l'impact des événements pluvieux sur le milieu naturel Lez. Un nouveau protocole a été mis en place ; il consiste en un suivi coordonné d'indicateurs après la crue. Ce suivi est répété sur plusieurs jours. Ce protocole étant validé par les organismes de l'Etat en 2022, les premières analyses se déroulent sur l'année 2023.

Les paramètres analysés sont : NH4, DCO, MES et bactériologie.

Les points arrêtés sont répartis sur 8 stations :

- Garigliano : amont confluence Verdanson
- Pont Zuccarelli : amont DO Aiguerelles

- Pont Trinquat : aval DO Aiguerelles
- 2^{ème} écluse : aval proche MAERA
- Pont de Lattes : aval MAERA
- Amont confluence Mosson
- 4 canaux : amont canal du Rhône à Sète
- Port de Palavas



En 2022 et comme toutes les années précédentes, le cours d'eau du Lez n'atteint pas les objectifs de qualité physico-chimiques du « bon état » ou « bon potentiel » écologique.

Les analyses mensuelles réalisées indiquent que les eaux du Lez sont d'une qualité globalement bonne voire très bonne au regard des paramètres physico-chimiques de base, certains éléments restent pénalisants pour les organismes aquatiques. Une légère désoxygénation, imputable à l'activité photosynthétique, est relevée à la station pont Trinquat (classe d'état « moyen »). Des teneurs élevées en ammonium, qui soulignent la présence d'apports urbains, sont enregistrées à la station pont de Lattes (classe d'état « médiocre »).

La bactériologie est moins déclassante en 2022 que lors des années précédentes mais la qualité selon le SEQ-Eau V2 reste seulement « moyenne ». Cette évolution est à mettre en relation avec l'absence d'évènements pluvieux en amont des campagnes de prélèvement.

Les pesticides et produits organochlorés sont quasiment absents des eaux de surface (concentrations inférieures aux seuils de quantification du laboratoire). En revanche, la présence en concentrations assez élevées de métaux et HAP dans les échantillons de sédiments prélevés entre Pont Trinquat et Palavas mettent en évidence l'impact du trafic routier.

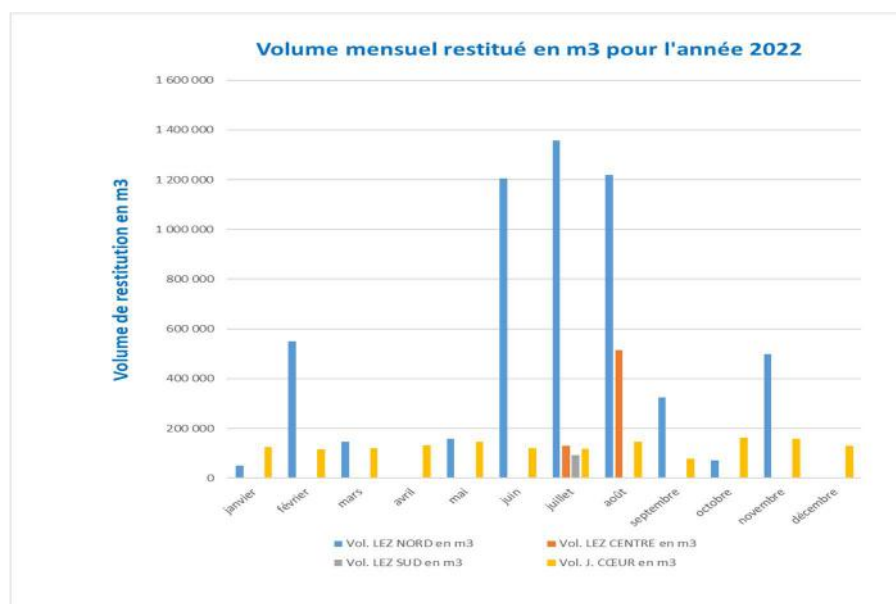
Les campagnes d'analyses sont effectuées selon un calendrier préétabli et validé. En 2022, les analyses ont été réalisées exclusivement par temps secs. Dans ces conditions, les déversements liés à la surcharge hydraulique de MAERA qui peuvent affecter temporairement la qualité du Lez n'ont pas été mis en évidence. C'est dans l'objectif d'améliorer notre suivi que des campagnes temps de pluie sur huit points ont été ajoutés.

Même si le cours d'eau n'atteint pas aujourd'hui les objectifs du « bon état », la mise en service de MAERA en 2005 et les travaux menés sur le réseau d'assainissement depuis lors ont eu un effet bénéfique important sur plusieurs paramètres caractéristiques des eaux de surface : l'oxygène dissout, la DBO5, la DCO, l'ammonium, les nitrites, l'azote organique, le phosphore, les germes témoins de contamination fécale.

Ainsi, les différents paramètres analysés en 2022 dans le cadre du suivi du milieu récepteur du Lez et en mer de la STEP MAERA montrent un état écologique global satisfaisant. Selon ces résultats, la diffusion des eaux traitées à l'extrémité de l'émissaire de la STEP n'a eu qu'une faible incidence sur le milieu environnant.

💧 Restitution au Lez :

Afin de garantir le débit minimum réglementaire du Lez au droit de MAERA de 650 l/s, le soutien d'étiage par l'eau du canal du Bas-Rhône a nécessité en 2022 pendant les mois de janvier à décembre, la restitution de 7 866 026 m³⁴.



Les volumes restitués à Lavalette (Lez Nord) sont beaucoup plus importants qu'aux autres points de restitution car c'est le point le plus à l'amont, permettant ainsi d'alimenter un plus long linéaire de cours d'eau.

⁴ Données de facturation BRL

P255.3 : Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées : 90 points

V.3 LES TRAVAUX

V.3.1 Les travaux d'investissement

V.3.1.1 Les ouvrages : stations de traitement des eaux usées et ouvrages

◆ **Projet de Modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA :**

L'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale au titre du code de l'environnement concernant le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA a été délivré le 14 avril 2020. Cet arrêté autorise Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre l'exploitation du système d'assainissement MAERA et à réaliser les travaux de modernisation de la station de traitement des eaux usées.

La procédure de consultation relative au projet de modernisation, démarrée en 2021, s'est poursuivie en 2022. Le Marché Global de Performances, comprenant la conception et la réalisation des travaux ainsi que l'exploitation des installations, a été notifié le 9 septembre 2022 à un groupement d'entreprise, dont le mandataire est l'entreprise OTV, pour un montant de 165 000 000 € H.T. Les études de conception ont démarré à cette même date et se poursuivront en 2023 ; le démarrage des travaux étant prévu mi-2023.

◆ **Reconstruction de la station de traitement des eaux usées de Montaud**

Les travaux de reconstruction de la station de traitement des eaux usées de Montaud sont programmés en 2024/2025 pour un montant de 1 200 000 € H.T. Ces travaux permettront d'augmenter la capacité de traitement de la station dans le respect de la réglementation en vigueur et dans un objectif d'amélioration de la protection du milieu récepteur. Les études de maîtrise d'œuvre ont démarré en 2021 et se sont poursuivis en 2022.

◆ **Réhabilitation partielle de la station de traitement des eaux usées de Villeneuve-Lès-Maguelone**

Suite à des problèmes d'exploitation récurrents, un audit de la station de traitement des eaux usées a été réalisé au 2^{ème} semestre 2022. Des études de maîtrise d'œuvre seront menées en 2023 sur la base du programme de réhabilitation d'une partie des ouvrages et équipements défini dans le cadre de l'audit.

◆ **Déplacement et renforcement du Poste de Refoulement principal des eaux usées de la commune de Lavérune**

Le poste de refoulement des eaux usées principal de la commune de Lavérune présentait une vétusté importante dans sa totalité et n'était plus étanche. De plus, il se situait en zone Rouge du PPRI. Il a donc été démoli et remplacé par un nouveau poste dont les travaux de construction ont été réalisés en 2022 pour un montant de 1 050 000 € H.T.

◆ **Réhabilitation du Poste de Refoulement des eaux usées « Carrefour » et construction d'un nouveau Poste de Refoulement « Lironde » sur la commune de Lattes**

Afin d'accompagner le développement de la ZAC Ode à la Mer, il est prévu de réhabiliter le Poste de Refoulement des eaux usées situé au niveau du Carrefour sur la commune de Lattes et de créer un nouveau Poste de Refoulement. Les études de maîtrise d'œuvre relatives à ces travaux ont démarré en 2022 et se poursuivront en 2023.

V.4.1.2 Les réseaux d'assainissement

◆ Les réseaux primaires et structurants du système d'assainissement MAERA :

Un programme de travaux en accompagnement sur les réseaux primaires de collecte à MAERA a été lancé afin de réduire les déversements par temps de pluie. L'avancement des études et travaux réalisés en 2022 sur ces opérations est synthétisé ci-dessous :

- Limitation des déversements au déversoir d'orage « Ruisseau des vaches »
 ⇒ Etudes techniques en cours sur une opération complexe à mettre en œuvre en plein centre-ville de Montpellier
- Limitation des déversements au déversoir d'orage « Flahaut »
 ⇒ 1^{ère} partie des travaux terminée
 ⇒ 2^{ème} partie en cours d'étude
- Renforcement du Poste de Refoulement « Mas d'Artis »
 ⇒ Etudes en cours en 2022
- Renforcement du collecteur Ouest
 ⇒ Etudes en cours en 2022

◆ Les autres travaux sur les réseaux :

Les autres travaux sur les réseaux sont en lien soit avec les projets de développement urbain (création de nouveaux logements, habitations, quartiers, de nouvelles zones d'aménagement) conduisant à l'extension des réseaux publics, soit avec des besoins de rénovation, de renouvellement ou de renforcement des canalisations publiques afin de maintenir un patrimoine en bon état. La programmation des travaux se fait sur la base de l'analyse diagnostic du fonctionnement des réseaux au regard des enjeux sanitaires et environnementaux.

Pour l'exercice 2022, le montant des travaux réalisés sur les réseaux s'élève à 9,2 M€ HT et les principales opérations menées ont été les suivantes :

- Travaux de renouvellement de réseau : 8,2 M€ HT
- Travaux d'extension de réseau : 1 M€ HT

Extension de réseaux :

COMMUNES	NOM DES RUES CONCERNEES
Baillargues	rue Tyde Monier, raccordement entreprise Microphytes
Beaulieu	avenue de Sussargues
Juvignac	Chemin de Courpouyan, Route de Lavérune
Montpellier	Allée Jacques Halévy
Saint-Georges-d'Orques	Chemin du Dévezou
Vendargues	Rue du Moulin

Renouvellement de réseaux :

COMMUNES	LINEAIRE RENOUEVELE	NOM DES RUES CONCERNEES
Castelnau-le-Lez	158	chemin du Thym
Fabrigues	375	cours d'eau Merdanson et impasse Ceeles
Jacou	67	Rue des Amandiers
Juvignac	70	Allée de la plaine

Montpellier	2 406	Rues Bruyes et Saint-Claude, rues Pierre passage de Belugou, rue du Professeur Forgues, Lac des garrigues, rue Saint-Louis
Pérols	533	Rue du Courreau, rue du Pradas, rue Jean Monnet
Saint-Jean-de-Vedas	226	Rue Gratien Boyer, rue Saint-Exupéry
St Brès	196	rue de la Capelane
Saussan	660	Rues du Colombier et des Vialettes
Vendargues	536	Avenue du 8 mai 1945
Villeneuve-Les-Maguelone	740	Avenue de Mireval, rue du Chapitre,

Le linéaire renouvelé (hors travaux ponctuels : renouvellement de regards, renouvellement de boîtes de branchement,) en 2022 représente un total d’environ 6 kms de réseaux, soit un taux de renouvellement de 0,39%.

V.4 La recherche et le développement

La Métropole de Montpellier a inscrit dans ses contrats de délégation de service public, l’obligation de réaliser des programmes de recherche et développement au travers de l’alimentation d’une dotation annuelle pour l’innovation et la recherche. L’année 2022 a permis de clôturer ou de maintenir l’ensemble des projets de recherche.

V.4.1 Maintenance de la surveillance relative à l’utilisation des eaux usées traitées sur la station de Saint Drézéry

Dans le cadre de sa délégation de service publique, la Métropole a engagé de 2017 à 2021 un projet de recherche et de développement sur la station de Saint Drézéry avec la mise en œuvre de 3 actions soumises à autorisation préfectorale (Saint-Drézéry) :

- Action 1 : de l’eau pour la rivière,
- Action 2 : de l’eau pour le miel,
- Action 3 : de l’eau pour l’énergie.

Ce programme a été clôturé fin 2021. Néanmoins, pour ne pas perdre les bénéfices acquis des expérimentations pour la réutilisation des eaux usées traitées sur Saint-Drézéry, et le temps que la Régie des eaux récupère la compétence assainissement, la Métropole de Montpellier a décidé de continuer les actions initiées sur les deux parcelles adjacentes à la station sur l’année 2022.

De ce fait, les parcelles adjacentes à la station ont continué d’être alimentées en eaux usées traitées et ont permis de conclure ce projet de REUT en confirmant :

- Le prélèvement de l’eau nécessaire à l’irrigation des parcelles n’impacte pas le milieu récepteur (Bérange et Pradas) ;
- Les suivis faunistiques et floristiques permettent de démontrer la colonisation de l’espace par des plantes dites rudérales et de nouveau insectes.
- Le suivi de la croissance des plantations irriguées aux EUR réalisé de 2020 à 2022 démontre un développement satisfaisant.

V.4.2 Programme porté par Véolia Eau

La Métropole a alloué une dotation annuelle de 150 000 € , au contrat de délégation de service public pour le

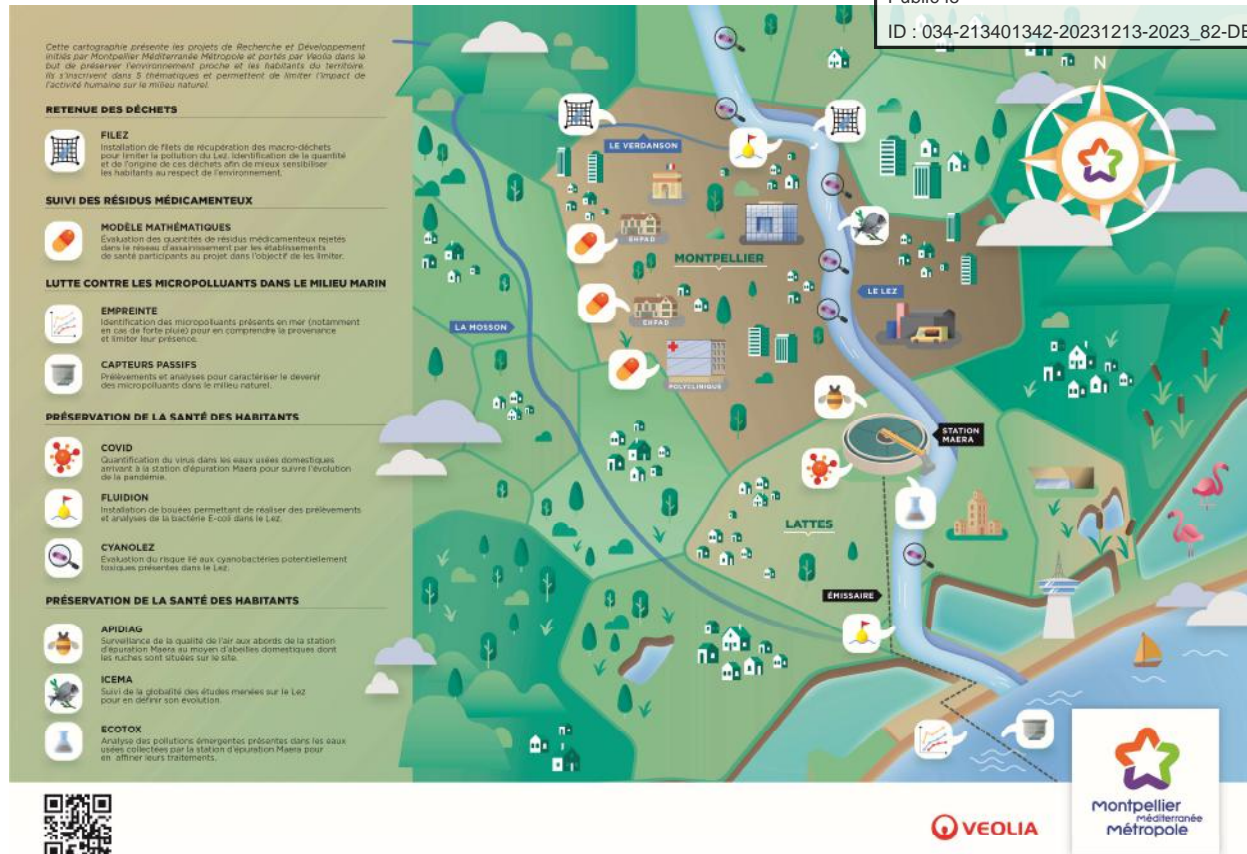
bassin versant d'eaux usées de MAERA, pour les projets de recherche et de développement. Ainsi, 15 projets de recherches ont été menées. L'année 2022 a permis de synthétiser l'ensemble de ces projets et de profiter pour aboutir à des outils de sensibilisation et communication. La liste des projets menés est présentée ci-dessous :

Enjeux/Sujets	Objectifs	Partenaires
Identifier les polluants présents dans la sortie de la station d'épuration	Réaliser des empreintes chimiques afin d'identifier les polluants présents dans la sortie de la station d'épuration	VERI
Connaître et anticiper les pollutions émergentes émises MAERA	Caractériser les rejets de MAERA (en mer et au Lez), RSDE, substances émergentes, et évaluer leur impact sur les milieux par des tests Eco-toxicologiques.	EPAS, ALPA, TOXEM, BDS, Watchfrog, VERI, CEREG
Cartographie des substances polluantes émises sur le réseau de Collecte MAERA	Méthodologie de priorisation de recherche des émetteurs de substances RSDE par Bassin versant, en amont de MAERA	EUROFINS , ALPA, CEREG
Suivi renforcé des Effluents de la Polyclinique Saint Roch	Réduire à la source les micropolluants ; comparaison ancien établissement (2016) et nouvel établissement (2017) suite plan actions (Paramètres classiques et émergents ciblés)	GROUPE OC SANTE, CEREG, EUROFINS, ANALYTICE, HYDROSCIENCES MONTPELLIER

Solution innovante de récupération et transfert d'énergie,	Évaluer les performances et RI d'un nouveau procédé (thermodynamique par adsorption) commercialisé par Solene-R	ADEME, SOLENE R, TECSOL
Pollution du Lez (juin 2017)	Intérêt du suivi en temps réel de la qualité physico chimique du LEZ (intervention de l'ICEMA) Cas d'étude : épisode de pollution de juin 2017	ICEMA
Suivi qualité du Lez: instrumentation	Intérêt d'un suivi en continu par rapport à un suivi institutionnel des masses d'eau pour mieux comprendre et maîtriser l'impact du système d'assainissement montpelliérain sur la qualité des eaux du Lez	ICEMA Veolia
Solution innovante : Alert Fluidion dans le Lez	Tester et Déployer Bouée Fluidion (autonome, communicante, analyseur programmable E-coli dans le Lez, pour le suivi temps réel événements pluvieux)	FLUIDION, BIOFAQ LABORATOIRE
Connaître et anticiper les pollutions émergentes émises	2018-19: campagnes de prélèvements passifs innovants (4 types : Pocis, Octopus métaux et organique, DGT) , 6 points (sortie MAERA vers mer, Lez amont, Lez aval, Mer (2 proches émissaire, 1 neutre), comparaison avec campagnes précédentes:	VERI CEREG
	2019-2020: 2 campagnes de prélèvements passifs innovants (2 types : Pocis, Octopus organique) , 5 points LEZ + sortie MAERA vers mer, et 2 points Mer (Périmètre émissaire: - 5 et -20 m)	VERI CEREG
Impact environnemental	Bio Surveillance annuelle (état zéro, travaux, exploitation) via l'indice Apidiag Oxybee (impact pollution et stress environnemental, santé des abeilles). Mise en place de 2* 4 ruches (MAERA, site de référence)	Apidiag
	2019: Analyse qualité du Miel sur les 2 sites	

Réseau : surveillance des émissions de 2 EHPADS	choix des EHPAD, choix molécules/prescriptions avec HSM, Caractérisation des rejets (campagnes Cereg), prévision des rejets (HSM) et bilan impact environnemental EHPAD privé (Les Glycines, OC Santé) et public (Mathilde Lartigues, CCAS) sur BV MAERA,	GRUPE OC SANTE, CCAS Montpellier CEREG, EUROFINs, ANALYTICE, HYDROSCIENCES MONTPELLIER
Evaluation du risque cyanobactéries toxigènes dans le Lez	L'étude consiste en une évaluation du risque toxique lié aux cyanobactéries toxigènes. Les campagnes de prélèvement ont permis d'identifier et caractériser les populations de cyanobactéries présentes sur 3 sites repartis le long de la rivière Lez au cours de l'été 2019 et d'en évaluer et apprécier le potentiel toxique grâce à un inventaire génétique des 45 échantillons prélevés.	MICROBIA, ICEMA
Améliorer le suivi du Lez et apporter des données aux modèles "qualité" pour mieux connaître son fonctionnement "hydrobiologique"	Synthétiser et mettre en cohérence les différents suivis et études liés à la qualité du Lez au regard de ces enjeux d'usages nautiques et de biodiversité, et en tenant compte de l'hydromorphologie du Lez et de ses capacités d'autoépuration.	ICEMA
Acquérir des données "qualité" du Lez lors de campagne de mesures de terrain temps de pluie	Fournir des informations et données pour la modélisation qualité 1D Lez, m(E coli, NH4) : protocole Aquascop - Veolia, découpage en 3 secteurs du Lez, suivi de 3 pluies avec mesures et prélèvements dans le Lez et au niveau de quelques exutoires du réseau assainissement	AQUASCOPI
Caractérisation et quantification des flux de macro déchets dans le Lez	Mise en place de filet "pollustock" sur 2 déversoirs donnant sur Lez (1 sur le réseau unitaire & un sur le réseau pluviale) va permettre de récupérer des macro/micro-déchets lors des événements pluvieux.	POLLUSTOCK UNIVERSITE DE MONTPELLIER

En complément, afin de sensibiliser sur ces projets, la carte ci-dessous a été produite :



V.5 Réutilisation des Eaux Usées Traitées : LIFE REWA

Après une phase de sélection qui s'est déroulée courant printemps 2020, la métropole de Montpellier est lauréate du programme européen LIFE 2020 pour son projet LIFE REWA (Recycled Water) qui consiste à concevoir, réaliser et exploiter une unité mobile de production d'eau recyclée à partir d'eau usée traitée dans 5 stations d'épuration du territoire.

La convention de financement a été signée le 23 août 2021 et le projet, débuté au 1^{er} septembre 2021 s'achèvera au 1^{er} septembre 2026.

Ce projet nécessitera notamment la construction d'une unité mobile de production d'eau recyclée pouvant produire quatre niveaux de qualité différents grâce à la technologie embarquée, ainsi que la mise en place de bâches de stockage et redistribution de l'eau recyclée sur les 5 stations envisagées.

Les 5 stations d'épurations du territoire choisies pour héberger l'unité sont : **MAERA, Fabrègues, Courdonterral, Villeneuve les Maguelone et Saint Georges d'Orques.**



Unité mobile de production d'eau recyclée



Bâches de stockage

L'objectif final du projet LIFE REWA (Recycled Water) est de produire 110 000 m³/an d'eau recyclée de qualité modulable, à la demande, à partir d'eaux usées traitées différentes sur le territoire d'ici mars 2026.

Cette eau recyclée sera mise à disposition d'usagers professionnels afin de substituer l'utilisation d'eau potable ou d'eau brute pour des usages agricoles, industriels ou urbains autour des cinq stations ciblées.

Transfert du Projet :

La Régie des eaux de Montpellier est le bénéficiaire coordinateur du projet et l'interlocuteur privilégié de la Commission européenne depuis le 1^{er} Novembre 2022, suite au transfert de compétence à cette date.

Trois partenaires techniques et financiers locaux sont associés à ce projet comme bénéficiaires associés :

- La Métropole de Montpellier, initialement, bénéficiaire coordinateur et maintenant bénéficiaire associé, sera particulièrement en charge des actions de communication à destination du grand public.
- Le bureau d'étude DV2E, qui sera particulièrement en charge des autorisations réglementaires à obtenir pour utiliser l'eau recyclée pour les usages urbains non réglementés à ce jour et de la mobilisation des usages identifiés sur le territoire.
- L'Institut Européen des Membranes (IEM), laboratoire dépendant de l'Université de Montpellier, en charge de la conception de l'unité, du suivi de sa réalisation et de l'atteinte des résultats de qualité attendus.

Enjeux pour la Régie des Eaux de Montpellier :

1. Contribuer à l'émergence d'une nouvelle ressource en eau sur le territoire, en substitution de l'eau potable ou de l'eau brute.

2. Démontrer la faisabilité technique, l'acceptabilité sociale, la disponibilité économique de la réutilisation des eaux usées du territoire

Le budget global du projet est de **1 782 550 €, réparti entre les quatre contributeurs** (la régie des Eaux de Montpellier 3M, l'Institut Européen des Membranes et le bureau d'études DV2E) et financé à hauteur de 54,2 % par l'Union Européenne et d'environ 25% par la Région Occitanie.

Bilan 2022 :

Depuis le démarrage officiel du projet, au 1er septembre 2021, l'année 2021 a consisté à mettre en place les différents outils et instances de travail nécessaires à la conduite du projet et à l'exigence de reporting de l'Union Européenne. Le chargé d'affaire a pris ses fonctions dès le 1er septembre et a engagé, avec le comité technique constitué, les premières actions planifiées :

- A1 Demandes de dérogations aux services instructeurs
- D1 Information du grand public
- E1 Mise en place du Comité technique

Par ailleurs, les premiers mois de gestion de projet ont été consacrés à la préparation de l'accord de consortium qui fixe les engagements réciproques des trois bénéficiaires du projet.

En 2022, les actions suivantes ont été initiées et poursuivies :

- A1 Demandes de dérogations aux services instructeurs : le dossier de demande d'autorisation a été affiné pour un dépôt officiel auprès des instances officielles début 2023.
- B1 : Conception de l'Unité Mobile de Production : le marché public a été réalisé et l'entreprise titulaire a été choisie.
- B2 : Initiation des études de faisabilité pour l'implantation des bâches de stockages d'eau recyclée sur les stations d'épurations pilotes.
- D1 Information du grand public : de nombreuses sessions d'information auprès de professionnels ont été réalisées ainsi que des interventions dans les médias régionaux et nationaux.
- E1 : Gestion de Projet : plusieurs comités techniques ont été montés et animés pour les différents aspects de la conduite du projet. L'accord de consortium a été révisé et un avenant au grand agrément a été réalisé afin de permettre le transfert de la compétence à la Régie des Eaux de Montpellier.

Perspectives 2023 :

En 2023, le dossier de demande d'Autorisation sera déposé et instruit par les services de l'état, la construction de l'UMP sera entamée et les études de faisabilité pour l'aménagement des sites sera finalisée, la procédure de marché public pour la réalisation des travaux devrait être en cours en fin d'année 2023.

VI. LES MISSIONS DE CONTROLE

Au sein de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, le service Maîtrise du Service Public est en charge d'assurer le suivi et le contrôle des activités relevant du service de l'assainissement. Les missions réalisées par le service participent à la bonne gestion patrimoniale et à la préservation de l'environnement.

VI.1 Le contrôle de conformité des branchements et le suivi des désordres

Le Service Maîtrise du Service Public est chargé d'assurer le suivi des branchements sur le territoire métropolitain. A ce titre il contrôle la bonne réalisation des branchements dans le respect des règles techniques et des bonnes pratiques, aussi bien sur les branchements neufs que sur les branchements existants, pour s'assurer de l'absence de défauts tels que par exemple un branchement pluvial raccordé au réseau d'eaux usées dans le cas d'un réseau séparatif.

Ce travail de contrôle joue un rôle très important dans la maîtrise des effluents entrants dans le système d'assainissement, et en particulier dans la limitation des eaux claires parasites.

En 2022 sur le secteur collecte MAERA il a été contrôlé :

- 783 branchements
- 656 ont été considérés comme conformes
- 127 ont été considérés comme non conformes

Ces contrôles se sont déroulés sur les communes de Clapiers, Montpellier, Pérols et Vendargues.

Par ailleurs, de nombreuses demandes en lien avec des dysfonctionnements des réseaux d'origine diverses (branchements, collecteurs, problèmes en partie privée, inversion EU/EP, odeurs...) sont également traitées par le service. Ainsi, en 2022, 285 dossiers ont été traités, dont 186 sont clôturés et 99 en cours de résolution. Les origines de ces dossiers sont : les exploitants, les pétitionnaires via le e-service, les mairies, les services internes de la métropole et des communes.

Les services de la Métropole agissent en collaboration avec les exploitants afin d'améliorer les systèmes d'assainissement et la sécurité des agents intervenant sur les sites. Pour ce faire, **12 opérations** de travaux sous dotations ont été validées par la Métropole :

LOCALISATION	OPERATION
PR Montouzères / PR Sigalies / PR Les Près	Modification des portails d'accès
PR Marestelles	Modification des trappes d'accès aux pompes
PR Artis	Mise en oeuvre de barrières de sécurité
PR Cap Alpha / Zac Méditerranée / PR RN 113 :	Remplacement des coffrets de livraison électrique
PR Bionne	Création d'une vanne d'isolement sur le collecteur principal d'arrivée
PR Clapiers	Mise en sécurité échelle de descente (poignées et crosse de sortie)
PR Artis	Création regard accès vanne entrée poste
PR Artis	Modification cuve à fioul Groupe électrogène
PR Peugeot	Mise en sécurité des accès cuve (escalier, plancher, garde-corps)
PR Station	Mise en sécurité des accès cuve (escalier, plancher, garde-corps)

VI.2 La Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) a été mise en place par la loi de finances rectificative de 2012 (N° 2012-354, art.30). La participation pour le rejet des eaux usées assimilées domestiques (PRAD) a été créée par la loi n°2011-525 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit du 17 mai 2011. Ces 2 participations sont codifiées à l'article L. 1331-7-1 par le Code de la santé publique.

Montpellier Méditerranée Métropole en a fixé les modalités d'application par la délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021.

VI.2.1 Les propriétaires redevables

Les propriétaires sont redevables dans les cas suivants :

- Constructions neuves réalisées après la mise en service du réseau de collecte, qui doivent se raccorder au réseau ;
- Constructions existantes déjà raccordées au réseau, lorsque des travaux d'extension ou des modifications d'affectations sont réalisés, qui induisent des eaux usées supplémentaires ;
- Constructions existantes non raccordées, lorsqu'un nouveau réseau est construit et vient les desservir, les obligeant à s'y raccorder.

VI.2.2 Les tarifs

Cette participation est calculée sur la base de la surface plancher. En dessous d'une surface de 40m², le projet n'est pas soumis à cette participation.

Les tarifs applicables pour 2022 sont fixés à :

- 25€/m² de surface de plancher créée pour la PFAC ;
- Forfait par tranche de m² de surface de plancher créée pour la PRAD

Quelques chiffres...

En 2022, 246 dossiers ont été facturés pour un montant attendu de 5 222 175, 16 €

VI.3 Le Contrôle des Rejets Industriels et des Déchets toxiques

VI.3.1 Présentation générale du service

Rendue nécessaire par la loi sur l'eau et des milieux aquatiques du 30 décembre 2006 et les modifications apportées par le 9^{ème} programme de l'Agence de l'Eau RMC, la cellule « Contrôle des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) », a été créée le 1^{er} juillet 2009. Elle est rattachée au service Maitrise du Service Public de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement.

Les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses partenaires sont :

- ◆ **Améliorer** la qualité des rejets à la source dans le but d'en faciliter le traitement en aval et en conséquence la qualité dans le milieu récepteur,
- ◆ **Diminuer** les consommations d'eau par un meilleur usage de l'eau,
- ◆ **Intervenir** auprès des industriels pour améliorer leurs pratiques dans la gestion des déchets toxiques issus de leurs activités,
- ◆ **Communiquer** auprès des industriels et des partenaires concernés sur ces objectifs.

La cellule CRIDt a pour mission de :

- ◆ **Gérer la problématique des rejets** issus de l'activité professionnelle dans le réseau collectif d'eaux usées par l'élaboration d'arrêtés d'autorisation de déversement pour les usagers dont les rejets sont de

nature non domestiques⁵.

- ◆ **Encourager et conseiller** les industriels à minimiser la consommation de la ressource en eau,
- ◆ **Assurer un contrôle** des usagers sur leurs pratiques d'évacuation des déchets solides à toxicité reconnues dont le rejet n'est pas autorisé dans le système de collecte des ordures ménagères.
- ◆ **Enquêter sur les incidents** de pollutions industrielles et en minimiser les conséquences.
- ◆ **Collaborer** avec les gestionnaires des stations de traitement sur la gestion des sous-produits de l'assainissement.

VI.3.2 Organisation

La cellule est constituée d'un technicien encadré par un ingénieur responsable de l'unité Gestion Patrimoniale dont dépend la CRIDt.

La démarche d'autorisation de déversement auprès des industriels est assurée conjointement par le technicien de la cellule CRIDt et un représentant de chaque délégataire en charge du transport et/ou du traitement des effluents.

VI.3.3 La qualité du service rendu

L'élaboration d'un arrêté d'autorisation de déversement débute par une enquête et une visite de terrain pour recenser les pratiques, les usages de l'eau et la gestion des déchets toxiques chez l'utilisateur non domestique.

A l'issue de ces enquêtes et visites, Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis sur les conditions d'acceptation du rejet dans le réseau d'assainissement collectif et déclenche si nécessaire la rédaction de l'arrêté. Cet arrêté précise les prescriptions techniques particulières, sur la qualité et la quantité des rejets et sur la gestion des déchets toxiques, qui doivent être respectées par l'utilisateur.

Le bassin métropolitain est principalement représenté par l'activité tertiaire. La localisation de ces activités économiques est principalement située dans le secteur des communes de Montpellier, Baillargues, Grabels, Pérols, Vendargues et Saint Jean de Védas.

VI.3.4 Les actions de la cellule CRIDt

VI.4.3.1 Les arrêtés d'autorisation de déversement de rejets non domestiques

La CRIDt poursuit la démarche auprès des industriels, entamée depuis sa création (Août 2009), pour la procédure d'obtention des arrêtés d'autorisation de déversement des rejets non domestiques.

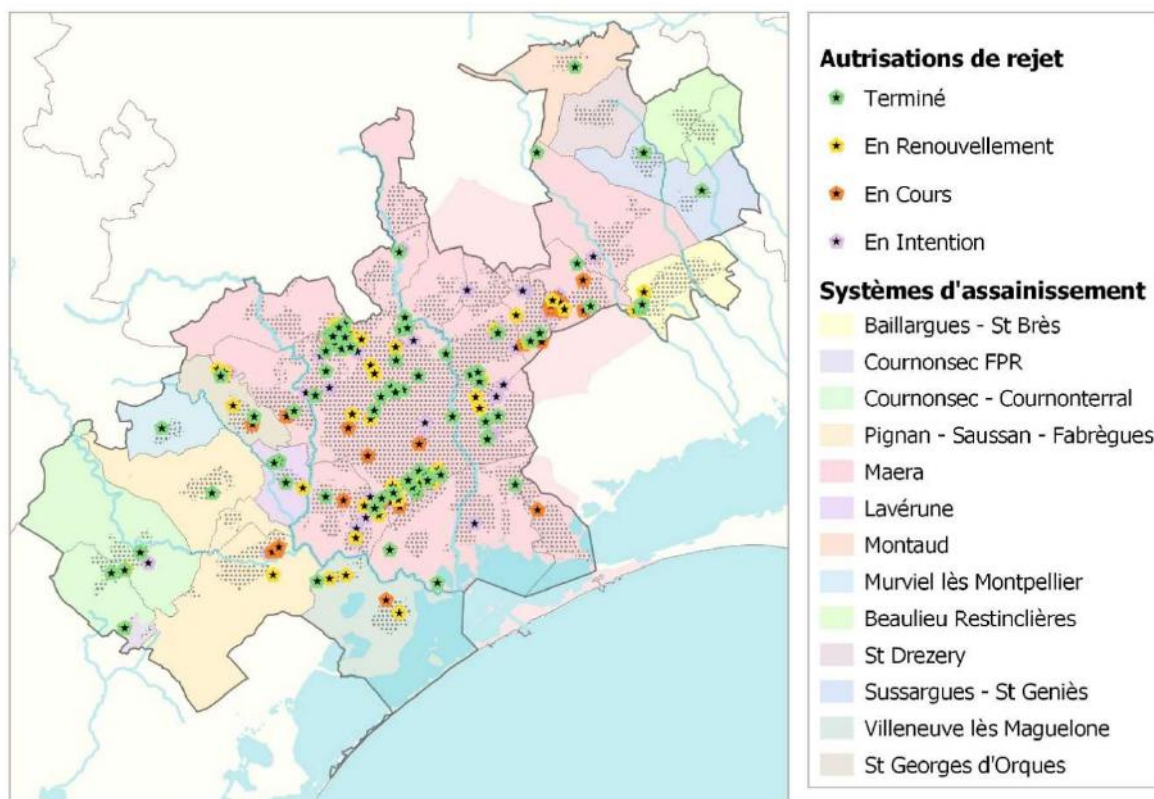
En 2022, la CRIDt a recensé **1020** établissements actifs, dont **656** ont été contrôlés depuis la création du service. **196** arrêtés d'autorisation de déversement sont actifs dont 106 imposent une auto-surveillance régulière de leurs rejets. **184** points de rejets y sont soumis à une fréquence qui dépend de la nature et des volumes considérés cela représente près de 330 bilans 24h00 réalisés par les industriels chaque année. 13 arrêtés sont en cours de renouvellement et sur les **47** établissements identifiés comme nécessitant une autorisation **27** sont en cours de traitement. Les autres établissements produisant des rejets de type domestiques ou assimilés.

Au cours de l'année 2022, **5** arrêtés ont été renouvelés et un nouvel établissement a été autorisé.

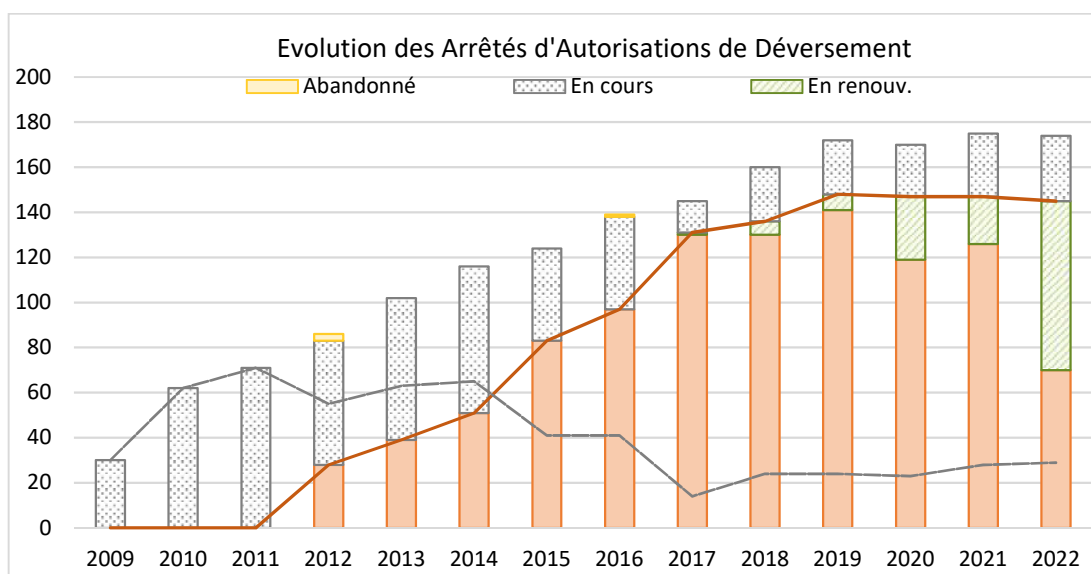
⁵ A cette autorisation est associée une tarification qui a été approuvée par le Conseil Métropolitain du 27 novembre 2014 remplaçant celle du 23 mars 2009.

Etat d'avancement des autorisations de déversement

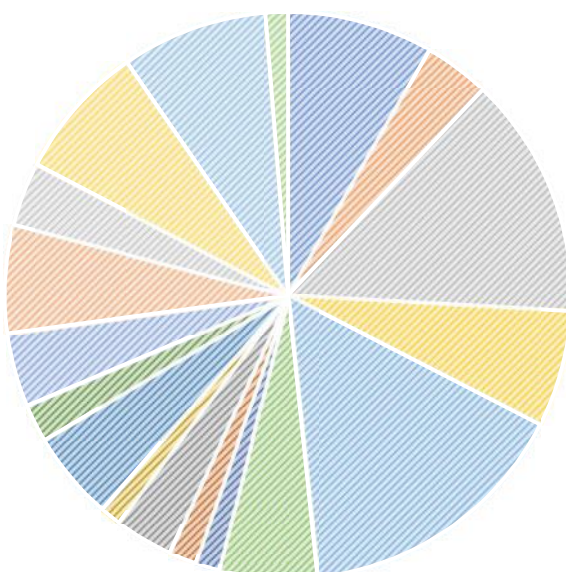
ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



(Légende : Rouge « en intention », Jaune « en cours », Vert « terminé »)

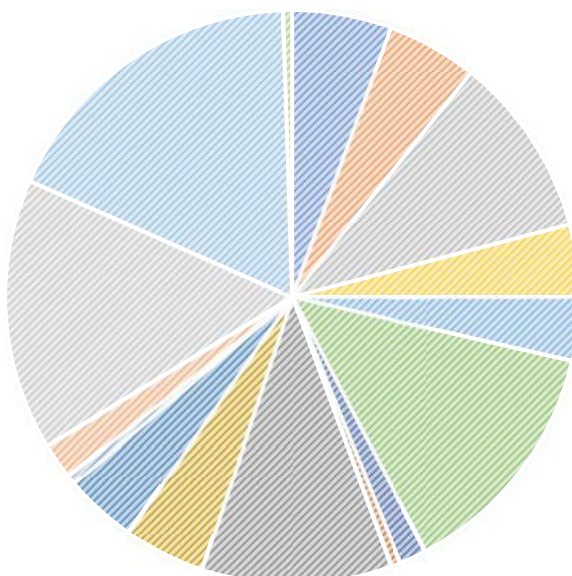


1020 ETABLISSEMENTS

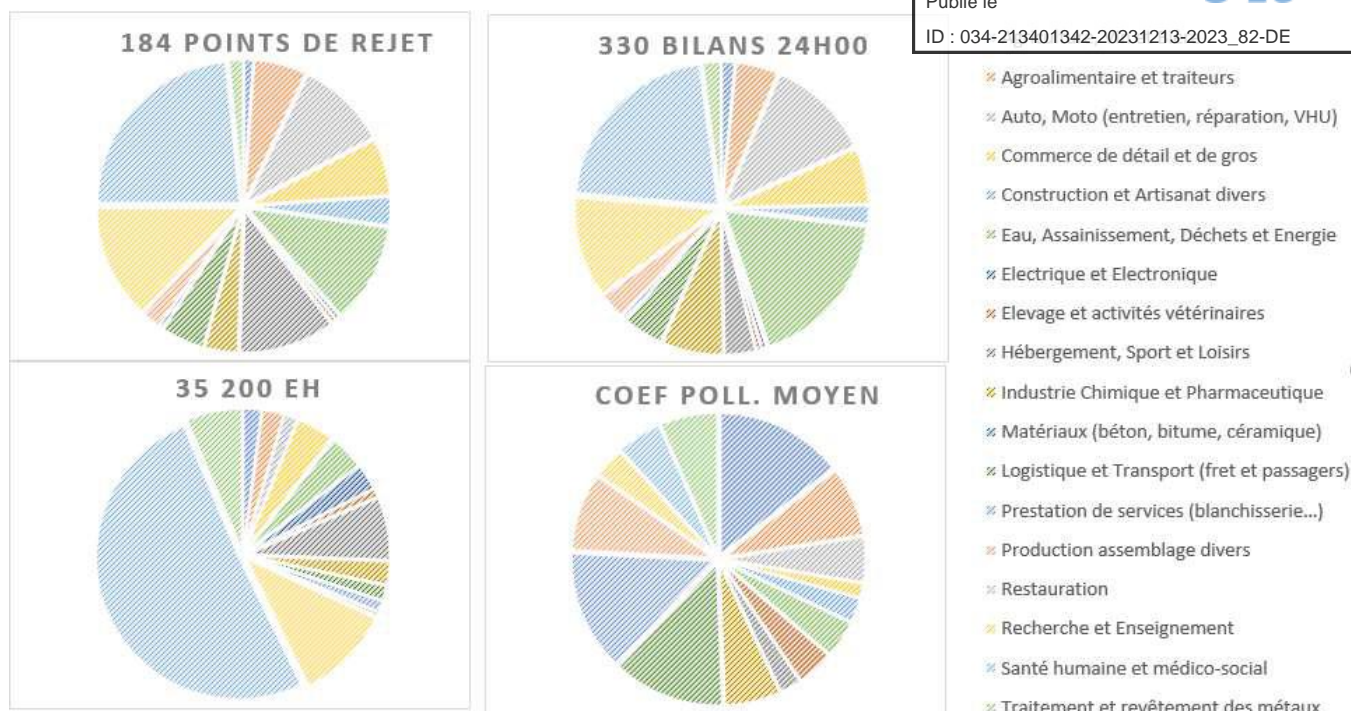


- Agriculture, Vin et Bière
- Agroalimentaire et traiteurs
- Auto, Moto (entretien, réparation, VHU)
- Commerce de détail et de gros
- Construction et Artisanat divers
- Eau, Assainissement, Déchets et Energie
- Electricité et Electronique
- Elevage et activités vétérinaires
- Hébergement, Sport et Loisirs
- Industrie Chimique et Pharmaceutique
- Logistique et Transport (fret et passagers)
- Matériaux (béton, bitume, céramique)
- Prestation de services (blanchisserie...)
- Production assemblage divers
- Recherche et Enseignement
- Restauration
- Santé humaine et médico-social
- Traitement et revêtement des métaux

196 ETABLISSEMENTS CONTROLES SOUS AAD



- Agriculture, Vin et Bière
- Agroalimentaire et traiteurs
- Auto, Moto (entretien, réparation, VHU)
- Commerce de détail et de gros
- Construction et Artisanat divers
- Eau, Assainissement, Déchets et Energie
- Electricité et Electronique
- Elevage et activités vétérinaires
- Hébergement, Sport et Loisirs
- Industrie Chimique et Pharmaceutique
- Logistique et Transport (fret et passagers)
- Matériaux (béton, bitume, céramique)
- Prestation de services (blanchisserie...)
- Production assemblage divers
- Recherche et Enseignement
- Restauration
- Santé humaine et médico-social
- Traitement et revêtement des métaux



VI.4.3.2 Les contrôles des rejets aux réseaux d'assainissement

La cellule a effectué des interventions sur le terrain, en contrôle de branchement, en collaboration avec les délégataires.

En 2022 14 épisodes de pollution ont été signalés à la CRIDt, certains impactant directement le milieu naturel (exemple : Pollution d'une cave à Saint Geniès, pollution aux hydrocarbures dans le poste de refoulement CFA). Ci-dessous l'historique de ces pollutions.

Localisation / Période	Synthèse des Investigations/ Actions réalisées
Pollution ZI Vendargues 26/01	Analyse de la substance en cause : identification d'un solvant proche utilisé par une entreprise à proximité (menuiserie)
Pollution rue st-Louis 15/03	Suspicion d'un rejet d'hydrocarbures dans le réseau unitaire par le garage voisin
Ô Panda 7/04	Arrivée de graisses PR Mas de Gril,
Le Crès 19/05	Présence de traces d'hydrocarbures dans le réseau EU route de Nîmes
Montferrier Baillarguet CIRAD 22/06	Rejet potentiellement contaminé par un pathogène de la tomate et du poivron, prélèvement dans le PR Peugeot
Servimo août	Dépotages sauvages à même le parking, dépotages dans le réseau...
Pollution cave Vendargues 1/09	Rejet direct de la cave viticole dans le pluvial -> ruisseau/milieu naturel

Rejet cave st-Geniès-des-Mourgues (hors périmètre DSP)	Rejet direct de la cave
Suspicion de pollution sur chantier 10/11	Arrivée d'eau permanente dans le sous-sol - chantier Exetek / croix vert,
Place du Nombre d'Or début décembre	Afflux important de graisses dans le réseau
Pollution au fioul Impasse du Roussillon (Jacou) 12/12	Vidange accidentelle de fioul domestique dans un terrain privé
Etude par Cereg sur le Coulazou	Lancement d'une étude avec prélèvements pour déterminer l'origine des pollutions et inspection de la cave viticole.
Pollution Cave de Saint Geniès	Déversement d'effluent viticole dans un fossé
Pollution PR CFA Baillargues	Déversement d'hydrocarbures dans le poste de refoulement CFA

VI.4.3.3 Les conventions de dépotage

Les 23 conventions de dépotage ont été signées le 4 octobre 2022 pour une durée de 3 ans. Les besoins d'évacuation et les capacités d'acceptation des ouvrages de la Métropole sont précisés comme suit :

Tonnage (Matières de vidange + Mélange) accepté à MAERA : 10 710 tonnes pour 11 800 tonnes de capacité

Tonnage Matière de vidange accepté à Fabrègues : 2 677 tonnes pour 4 380 tonnes de capacité

Tonnage Matière de vidange accepté à Baillargues : 762 tonnes pour 4 380 tonnes de capacité

Tonnage Graisses accepté à Fabrègues : 360 tonnes pour 520 tonnes de capacité

Tonnage Graisses accepté à Baillargues : 310 tonnes pour 364 tonnes de capacité

Tonnage produit de curage de réseau accepté à Fabrègues : 325 tonnes pour 780 tonnes de capacité

Tonnage produit de curage de réseau accepté à Baillargues : 140 tonnes pour 520 tonnes de capacité

VI.4.3.4 La facturation

La facturation afférente aux rejets non domestiques, approuvée par le conseil communautaire du 27 novembre 2014 s'effectue sur la base de la tarification domestique affectée de différents coefficients qui tiennent compte de la qualité et de la quantité des effluents rejetés. Ce mode de calcul est appliqué sur l'ensemble du territoire.

VI.4.3.5 Lutte contre les micropolluants

En 2022, la Métropole a lancé une étude visant à réaliser le diagnostic amont des stations de traitement des eaux usées urbaines qui présentent des substances significatives identifiées lors des campagnes de prélèvements RSDE provenant de différents apports possibles : industriels, artisanat, domestique, pluvial, autres établissements (agricole, santé, services techniques des collectivités, etc.).

Les objectifs du diagnostic amont sont :

- identifier les origines de substances déversées dans le système de collecte public et devant faire l'objet d'une réduction/suppression ;
- identifier les actions/techniques à mettre en œuvre à la source visant à prévenir les émissions de substances dans le système de collecte public, les supprimer ou, si cela n'est pas possible, les réduire ;
- proposer des solutions de réduction ou de suppression de ces substances, argumentées techniquement et économiquement, au regard des solutions réalistes retenues ;
- argumenter dans le cas d'absence de solutions réalistes (économiquement, juridiquement,

techniquement...);

- fournir des éléments d'évaluation de l'efficacité des actions/techniques disponibles ainsi que les éléments ayant conduit à conclure à cette efficacité ;
- permettre d'établir un programme global à l'échelle du territoire de la collectivité avec les actions de réduction/suppression qui pourront effectivement être mises en œuvre avec un calendrier associé, en cohérence, d'une part, avec la sélection des actions les plus efficaces permettant d'améliorer l'état des masses d'eau concernées et, d'autre part, avec les objectifs nationaux de réduction des émissions nationales.

Les résultats de la campagne RSDE 2018-2019 pour les 5 systèmes d'assainissement ont mis en évidence un total de 31 micropolluants en quantité significative, comme détaillé dans le tableau ci-dessous :

	Système d'assainissement			Baillargues-St Brès		Courmonterral		Maera (Montpellier)		Pignan - Saussan - Fabrègues		Villeneuve	
	Nb de micropolluants retrouvés en qté significative en entrée/sortie de station d'épuration			4	7	3	5	26	7	5	4	7	6
Micropolluant (RSDE)	Code	Famille	Objectif 2027	Entrée	Sortie	Entrée	Sortie	Entrée	Sortie	Entrée	Sortie	Entrée	Sortie
Anthracène	1458	HAP	-100%					X					
Benzo(a)pyrène	1115	HAP	-100%					X				X	
Benzo(b)fluoranthène	1116	HAP	-100%					X					
Benzo(g,h,i)peryène	1118	HAP	-100%					X				X	
Benzo(k)fluoranthène	1117	HAP	-100%					X					
Chrome	1389	Métaux	-30%		X		X	X			X		
Cuivre	1392	Métaux	-30%			X		X		X		X	X
Cyperméthrine	1140	Pesticides	-10%	X		X		X		X		X	
DEHP	6616	Autres	-30%	X		X		X	X	X		X	
Dichlorvos	1170	Pesticides	-10%					X	X				
Dicofol	1172	Pesticides	-30%					X					
Diuron	1177	Pesticides	-10%				X	X			X		X
Fluoranthène	1191	HAP	-10%					X					
Glyphosate	1506	Pesticides	-10%		X								
Imidaclopride	1877	Pesticides	-10%		X		X				X		X
Mercurie	1387	Métaux	-100%					X					
Nickel	1386	Métaux	-30%					X					
Nonylphénols	1958	Alkylphénols	-100%					X					
Octylphénols	1959	Alkylphénols	-10%					X					
Plomb	1382	Métaux	-30%					X	X				
PFOS	6560	Autres	-30%	X	X								X
Terbutryne	1269	Pesticides	-10%				X						X
Tétrachloroéthylène	1272	COHV	-100%					X					
Thiabendazole	1713	Pesticides	-10%		X								
Titane	1373	Métaux	Sans					X					
Chloroforme	1135	COHV	-30%		X			X	X				
Zinc	1383	Métaux	-30%	X	X		X	X	X	X	X	X	X
Somme des 8 BDE	sans	PBDE						X					
Somme des 3 nonylphénols	sans	Alkylphénols						X	X	X		X	
Somme des 3 octylphénols	sans	Alkylphénols						X	X				
Somme de 7 PCB	7431	PCB						X					

De cette étude a découlé un projet de plan d'actions s'articulant autour de 5 axes :

- Le pilotage du plan
- La gestion des eaux pluviales
- Les activités non domestiques, y compris les activités agricoles et la gestion des déchets
- Le système d'assainissement
- Les usagers domestiques et le grand public

La Métropole a procédé à une première restitution de ce plan d'actions à la police de l'eau 20 septembre 2022.

VII. LES CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU SERVICE

VII.1 Les données budgétaires 2022

Conformément à la réglementation budgétaire M49, les recettes et dépenses du service de l'assainissement collectif sont retracées dans un budget annexe au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dette du service de l'Assainissement

- S'élevait au 31 décembre 2022 à 64,16 M€
- A généré le paiement de 2,12 M€ d'intérêts et le remboursement de 4,36 M€ de capital

Compte Administratif d'Exploitation



◆ **Les recettes d'exploitation** sont composées du reversement des produits perçus par les délégataires pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, des participations pour le financement de l'assainissement collectif et des primes pour épurations.

- ◆ **Les dépenses d'exploitation** sont composées des dépenses à caractère général (soutien d'étiage du Lez par exemple) et des charges de personnel.

Compte Administratif d'Investissement



- ◆ **Les recettes d'investissement** proviennent des subventions, du remboursement des travaux en maîtrise d'ouvrage déléguée, de l'emprunt et de l'affectation du résultat de l'année N-1.
- ◆ **Les dépenses d'investissement** sont composées des travaux et frais liés (études, acquisitions de terrains) et du remboursement du capital de la dette.

P256.2 : DUREE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITE AU 31/12/2022 : 5,7 ANS

Explications sur l'indicateur P256.2 relatif à la dette...

Il s'agit de l'indicateur qui présente le nombre théorique d'années nécessaire à la Collectivité pour rembourser la dette résultant des emprunts contractés pour financer les investissements du service public de l'assainissement. Cet indicateur est à différencier de la capacité de désendettement, ratio qui exprime le nombre d'années théoriques qu'il faudrait pour que le service rembourse l'intégralité de sa dette si elle y consacrait la totalité de son autofinancement disponible.

Au 31/12/2022, la capacité de désendettement s'établit à 5,7 ans.

VII.2 La tarification de l'assainissement collectif

En application du principe d'égalité des usagers devant le service public, et dans un souci de solidarité sur le territoire métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de mettre en place, dès le 1er janvier 2005, un tarif unique de l'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire.

P204.0 : PRIX TTC DE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT AU 1^{ER} JANVIER 2023 PAR M3 (BASE 120 M3) :
1,78€ TTC/M3 (taxe modernisation des réseaux de l'agence de l'Eau incluse).

Les incontournables de la facturation de l'assainissement

Elle est assise sur le volume d'eau consommé,

La facturation incombe au délégataire du service assainissement,

Dans un souci de simplification, la facturation de l'assainissement est confiée au gestionnaire du service de distribution d'eau potable. L'utilisateur est ainsi destinataire d'une facture unique d'eau et d'assainissement.

Dans le cas d'un mode de gestion déléguée par affermage, la facture d'assainissement comporte une part collectivité, une part délégataire et une part qui sert à financer l'action d'organismes publics du secteur de l'eau et de l'assainissement (Agence de l'eau).

VII.2.1 Principe de la tarification

Le principe « l'eau paie l'eau » : le budget du service d'assainissement est distinct du budget de la collectivité. Le « prix de l'eau » doit donc permettre de financer l'ensemble des investissements mais aussi les frais de fonctionnement du service.

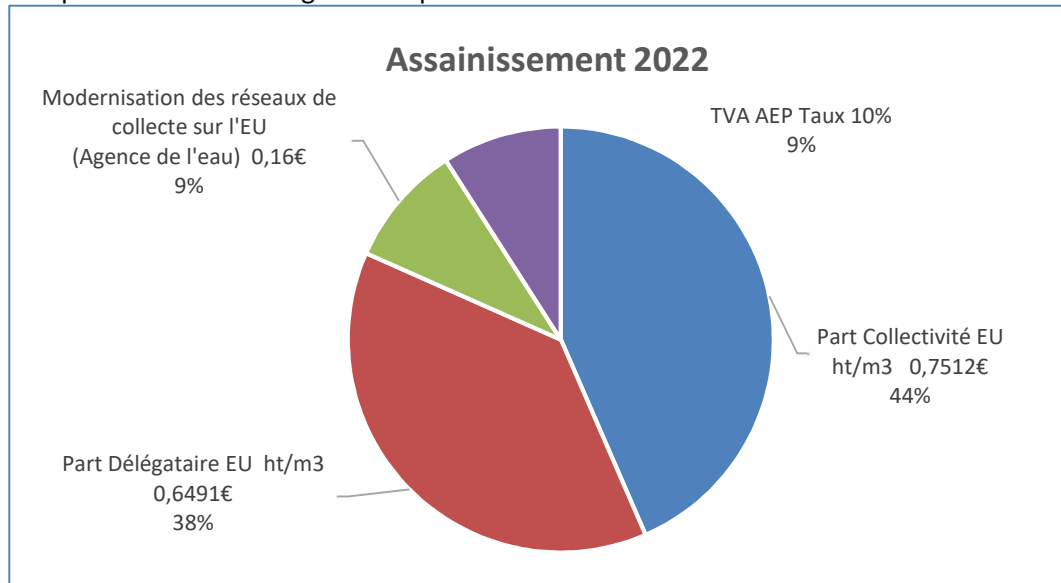
Le principe « pollueur payeur » est défini en France par le Code de l'Environnement (L110-1, II, 3) : « les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci doivent être supportés par le pollueur. »

La tarification et ses modalités en vigueur sont conformes à la loi sur l'eau parue au Journal Officiel du 4 janvier 1992. La facture émise à terme échu est établie tous les 6 mois et comporte une part fixe et une part variable proportionnelle à la quantité d'eau réellement consommée.

Le service d'assainissement collectif est facturé sur la base du même volume d'eau consommé, relevé au niveau de chaque compteur d'eau potable. En d'autres termes, si un compteur voit transiter un volume d'eau pouvant être rejeté au moins en partie dans le réseau de collecte des eaux usées, alors il est assujéti au service d'assainissement collectif.

VII.2.2 Décomposition du tarif au 1er janvier 2022

La tarification se décompose ainsi : une part destinée au délégataire, une part destinée à la collectivité et une part destinée aux organismes publics.



La part destinée à la collectivité :

La part collectivité est la recette de la collectivité ou surtaxe permettant notamment de financer les investissements.

La part destinée au délégataire :

La part délégataire correspond à la rémunération du fermier en charge de l'exploitation.

Les caractéristiques du service et les conditions de concurrence déterminent le tarif du délégataire. La part Montpellier Méditerranée Métropole est ensuite calculée de telle manière que la somme des deux soient identiques pour les usagers et permettent de garantir l'équilibre du budget annexe.

La part destinée à l'Agence de l'Eau⁶ :

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse perçoit auprès de l'ensemble des usagers des services d'eau et d'assainissement des redevances destinées à aider le financement des investissements nécessaires (subventions pour travaux) et à inciter à une gestion plus efficace des équipements (par exemple sous forme de prime pour épuration ou d'aides au fonctionnement).

Au titre de l'assainissement, l'Agence de l'Eau perçoit la redevance de modernisation des réseaux. Cette redevance finance sous certaines conditions la construction et l'amélioration des réseaux d'assainissement et permet ainsi de réduire l'impact du rejet des eaux usées sur notre environnement.

VII.2.3 Détail de la facture d'assainissement d'un usager domestique pour un volume annuel de référence de 120m³

Les tarifs de l'eau et des autres redevances d'organismes publics sont indiqués pour une vision globale de la facture d'eau type d'un usager⁷.

⁶ On peut retrouver tous les détails sur les aides et redevances de l'agence de l'eau sur son site internet www.eaurmc.fr

⁷ En France le prix moyen du service de l'assainissement collectif s'élevait à 1,93€/ m³ au 1er janvier 2014 (source : www.eaufrance.fr)

Spécimen de facture annuelle pour 120 m3		01/01/2021		Publie le ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE			
Exemple de MONTPELLIER	Qté	Prix Unitaire	Montant	TVA	Prix Unitaire	Montant	TVA
		€ HT		Taux	€ HT		Taux
Distribution de l'eau (m3) (*)							
Abonnement							
Abonnement - Impact individuel, (part distributeur)			0	5,50%		0	5,50%
Abonnement (part distributeur)			18	5,50%		18	5,50%
Consommation							
Consommation (part collectivité) de 1 à 120 m3	120	1	120	5,50%	1	120	5,50%
Consommation (part distributeur) de 1 à 120 m3	120	0	0	5,50%	0	0	5,50%
Préservation de la ressource en eau (Agence de l'Eau)	120	0,081	9,72	5,50%	0,085	10,2	5,50%
Total Distribution de l'eau		1,081	147,72		1,085	148,2	
Collecte et Traitement des eaux usées (m3)							
Consommation							
Consommation (part collectivité)	120	0,7473	89,68	10%	0,7512	90,14	10%
Consommation réseau collecte (part distributeur)	120	0,2521	30,25	10%	0,2584	31,01	10%
Consommation traitement (part distributeur)	120	0,3906	46,87	10%	0,4007	48,08	10%
Total collecte et traitement des eaux usées		1,39	166,80		1,41	169,24	
Organismes publics (m3)							
Lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	120	0,27	32,4	5,50%	0,28	33,6	5,50%
Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau) (**)	120	0,15	18	10%	0,16	19,2	10%
Total Organismes publics		0,42	50,4		0,44	52,8	
Total HT de la facture			364,92 €			370,24 €	
TVA 5,50%			9,91 €			10,00 €	
TVA 10% (depuis le 1er janvier 2014)			18,50 €			18,84 €	
TOTAL TTC de la facture			393,33 €			399,08 €	
Prix TTC/ m3 d'eau consommé (y compris abonnement eau potable)			3,28 €		3,33 €		
Prix TTC/ m3 d'eau consommé (hors abonnement eau potable)			3,12 €		3,15 €		
Prix TTC/ m3 collecte et traitement des eaux usées			1,69 €		1,72 €		

Cette facture est établie sur la base des tarifs en vigueur au 1^{er} janvier 2021 et 2022

(*) Régie de l'Eau depuis le 1^{er} janvier 2016

(**) Taxe Agence de l'Eau rattachée à l'assainissement

VII.3 Les comptes de la délégation

VII.3.1 Analyse globale

L'année 2022 a été marquée par le choix d'une gestion en prestation de service du secteur Est-Ouest, notifié à la société SAUR pour les années 2022 et 2023.

L'année 2022 a également été marquée par le travail sur la rédaction d'un quatrième avenant aux contrats de DSP collecte et traitement MAERA, pour préciser les termes de la fin de contrat liée à la DSP.

La stratégie de contrôle des comptes du délégataire et du prestataire repose sur deux piliers :

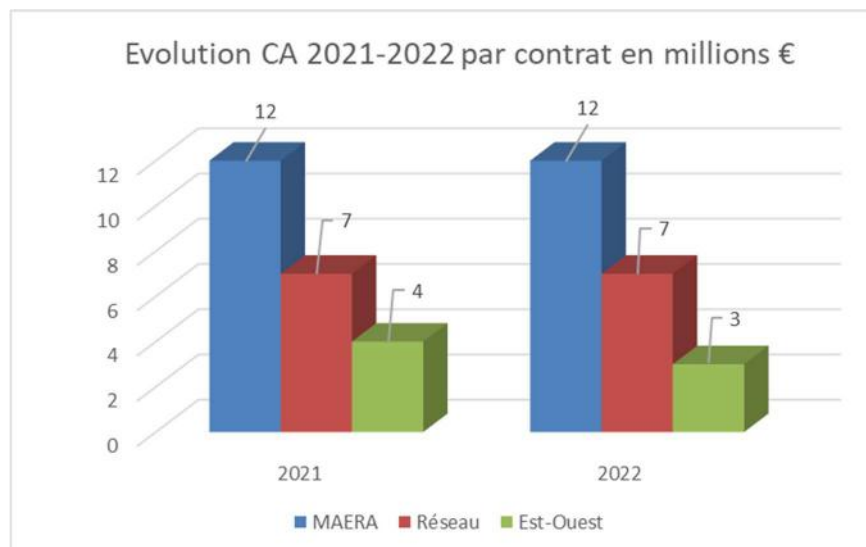
- Un contrôle de la cohérence des charges tous les semestres lors des COPIL exploitation,
- La mise en place d'un dialogue de gestion lors de la production des Comptes Annuels de Résultats d'Exploitation qui se traduit par :
 - Un questionnement sur les évolutions et les imputations constatées
 - Un contrôle sur pièce des charges présentées
 - Un contrôle spécifique sur les recettes accessoires notamment des devis de branchements réalisés par le délégataire et le prestataire pour le compte des usagers

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaire global pour l'année 2022 s'élève à 22 M€ (hors reversement Collectivité) qui se répartit pour 53 % sur le contrat MAERA, 32% sur le contrat Collecte et 15% sur le contrat Est-Ouest.

Le chiffre d'affaire affiché par contrat s'élève à :

- 12 M€ pour le contrat MAERA (VEOLIA / Délégataire)
- 7 M€ pour le contrat Collecte (VEOLIA / Délégataire)
- 3 M€ pour le contrat Est-Ouest (SAUR / Prestataire)



Situation financière

Le résultat de l'exploitation affiché pour chaque contrat de délégation de service public est en baisse pour l'ensemble des deux contrats et en légère hausse pour le prestataire et s'élèvent à :

- 1 226 694 € pour le contrat MAERA
- 225 362 € pour le contrat Collecte MAERA
- - 43 600 € pour le contrat Est-Ouest

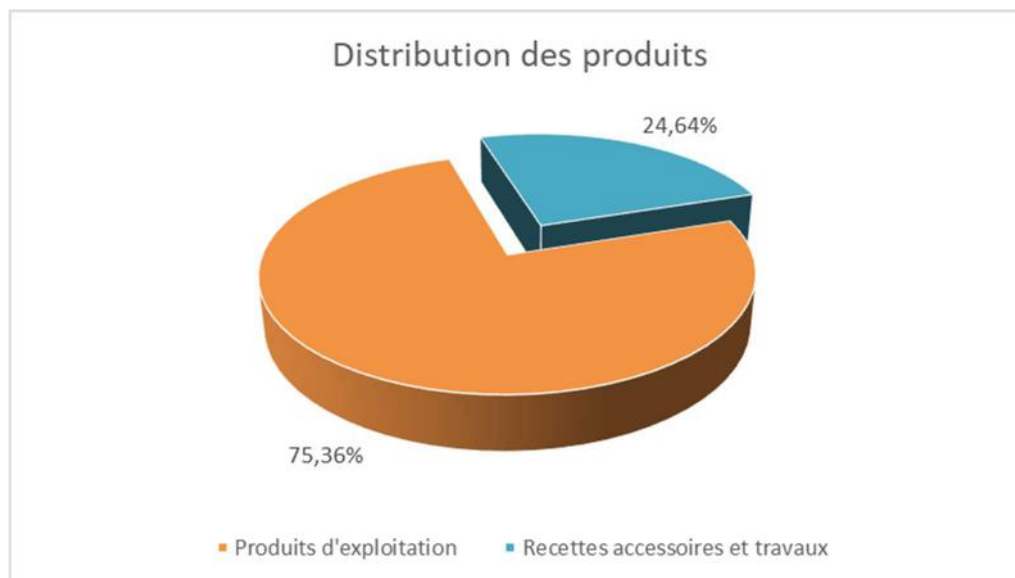


Produits

Le total des recettes des deux contrats de DSP, et du marché de prestation de service conclus par la Métropole avec les entreprises Veolia et SAUR, s'élève à 23 635 612 €, en hausse de 0.48 % par rapport à 2021.

Ces recettes proviennent d'une part des produits d'exploitation et d'autre part des recettes dites accessoires et des travaux à titre exclusif qui se répartissent comme suit :

- contrat MAERA : 12 682 883 €
- contrat collecte MAERA : 7 414 629 €
- contrat Est-Ouest : 3 538 100 €

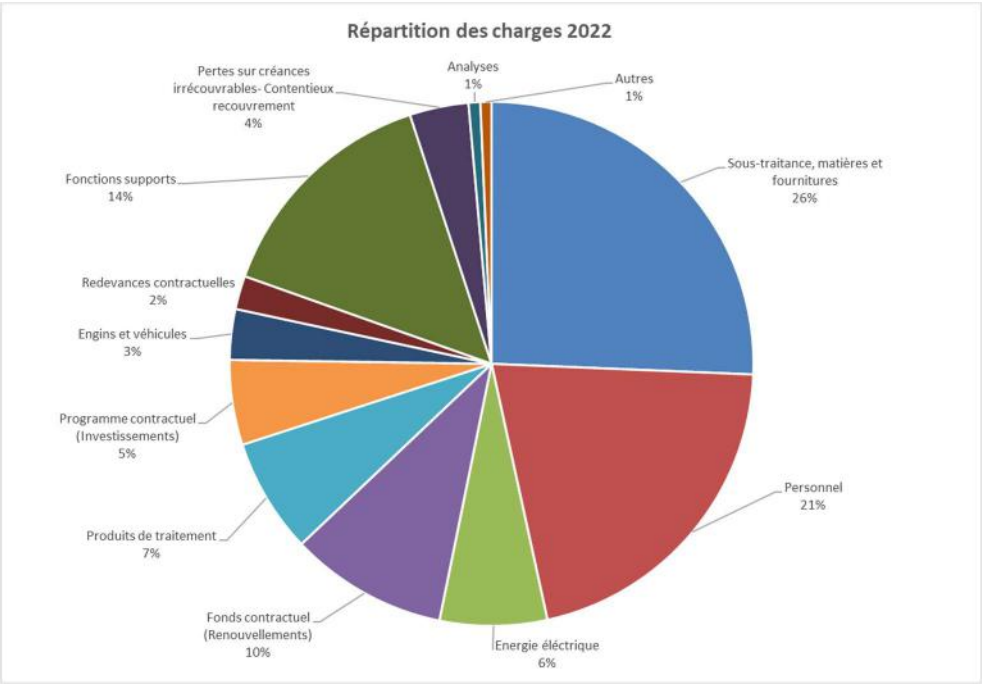
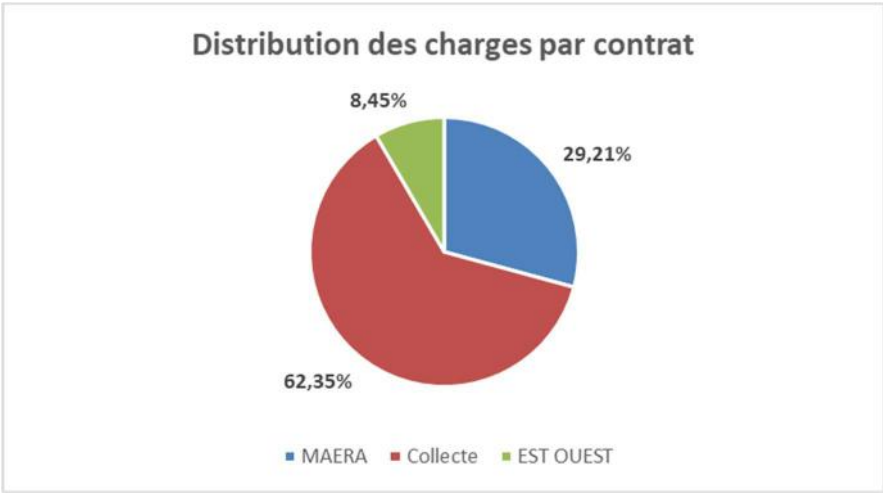


Charges

Le total des charges des deux contrats de DSP et du marché de prestations s'élève à 22,22M€ (hors reversement Collectivité), en hausse de 5,46 %.

Ces charges proviennent essentiellement des postes de sous-traitance et d'évacuation des boues et des

charges de personnel : ces deux postes représentent à eux-seuls près d
Les principaux postes de charges sont présentés dans le tableau ci-après.



VII.3.2 Economie des contrats

En 2022, l’économie des contrats s’établie de la manière suivante :

	2 021					2 022				
	VEOLIA			AQUALTER	TOTAL	VEOLIA			SAUR	TOTAL
	STEP MAERA	EU raccordées STEP MAERA	Total VEOLIA			STEP MAERA	EU raccordées STEP MAERA	Total VEOLIA		
Exploitation du service	10 165 576	6 591 229	16 756 805	4 061 498	20 818 303	11 245 673	6 566 807	17 812 480	0	17 812 480
Collectivités et autres organismes publics	116 725	19 711 278	19 828 003	0	19 828 003	930 707	19 250 352	20 181 059	0	20 181 059
Travaux attribués à titre exclusif	0	752 604	752 604	419 321	1 171 925	0	762 033	762 033	447 400	1 209 433
Produits accessoires	1 446 180	86 047	1 532 227	0	1 532 227	1 437 210	85 789	1 522 999	3 090 700	4 613 699
TOTAL PRODUITS	11 728 481	27 141 158	38 869 639	4 480 819	23 522 455	13 613 590	26 664 981	40 278 571	3 538 100	23 635 612
Personnel	1 605 086	1 970 304	3 575 390	1 144 037	4 719 427	1 798 047	2 053 192	3 851 239	799 900	4 651 139
Energie électrique	802 240	347 602	1 149 842	561 960	1 711 802	662 927	268 000	930 927	540 900	1 471 827
Produits de traitement	692 027	187 950	879 977	273 304	1 153 281	887 296	487 951	1 375 247	196 900	1 572 147
Analyses	23 908	2 724	26 632	71 168	97 800	48 397	2 529	50 926	109 600	160 526
Sous-traitance, matières et fournitures	3 329 395	1 518 936	4 848 331	1 304 427	6 152 758	3 364 466	1 786 731	5 151 197	549 500	5 700 697
Impôts locaux et taxes	159 576	63 299	222 875	66 985	289 860	143 921	53 614	197 535	34 600	232 135
Télécommunications, poste et télégestion	54 980	39 353	94 333	5 984	100 317	69 951	55 074	125 025	7 300	132 325
Engins et véhicules	20 248	351 046	371 294	168 396	539 690	72 912	391 590	464 502	229 800	694 302
Informatique	217 378	211 890	429 268	4 728	433 996	384 751	266 119	650 870	84 300	735 170
Assurances	176 151	57 755	233 906	0	233 906	82 958	73 620	156 578	1 000	157 578
Locaux	248 251	111 321	359 572	48 941	408 513	263 589	137 595	401 184	59 400	460 584
Autres	-178 417	31 096	-147 321	369 615	222 294	-21 173	161 755	140 582	11 400	151 982
Redevances contractuelles	151 300	398 210	549 510	0	549 510	170 638	288 287	458 925	0	458 925
Contribution des services centraux et recherche	591 729	350 730	942 459	62 730	1 005 189	744 939	417 408	1 162 347	348 900	1 511 247
Collectivités et autres organismes publics	116 725	19 711 278	19 828 003	0	19 828 003	930 707	19 250 352	20 181 059	0	20 181 059
Fonds contractuel (Renouvellements)	1 133 476	405 623	1 539 099	434 055	1 973 154	1 169 974	417 561	1 587 535	576 600	2 164 135
Programme contractuel (Investissements)	1 201 469	198 353	1 399 822	74 478	1 474 300	1 154 008	0	1 154 008	9 700	1 163 708
Annuités des emprunts repris à la collectivité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes sur créances irrécouvrables - Contentieux recouvrement	2 548	7 735	10 283	0	10 283	458 588	328 241	786 829	21 900	808 729
Rémunération du BFR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL CHARGES	10 348 070	25 965 205	36 313 275	4 590 808	21 076 080	12 386 896	26 439 619	38 826 515	3 581 700	22 227 156
RESULTAT	1 380 411	1 175 953	2 556 364	-109 989	2 446 375	1 226 694	225 362	1 452 056	-43 600	1 402 406

Ainsi les principaux agrégats financiers sont les suivants :

- **Contrat de traitement des eaux usées par la STEP MAERA (VEOLIA EAU) :** l'exercice 2022 se clôture avec un bénéfice de 1 226 K€, avec une baisse de 154 K€ du résultat d'exploitation par rapport à 2021. Les charges (hors Produits Collectivités) s'établissent donc à 11 456 K€ (+ 1 224 K€ par rapport à 2021), contre (hors Charges Collectivités) 12 682 K€ de produits (+ 1 071 K€ par rapport à 2021).
- **Contrat de collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la STEP MAERA (VEOLIA EAU) :** l'exercice 2022 se clôture avec un bénéfice de 225 K€ contre un bénéfice de 1 175 K€ en 2021, soit une baisse de 950 K€ du résultat d'exploitation. Cette variation a pour origine la hausse des charges de 500 K€ (hors Produits Collectivités) et une diminution des produits de l'ordre de 400 K€ (hors Charges Collectivités).
- **Prestation de collecte et de traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest (SAUR) :** un nouveau déficit de 43 K€ est constaté en 2022, soit un allègement de la perte de 66 K€ par rapport à 2021. Les produits d'exploitation s'élèvent à 3 538 k€ avec des charges d'exploitation s'établissant à 3 581 K€, d'où un résultat négatif.

VIII. LA COOPERATION DECENTRALISEE

L'article L 115-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, issu de la Loi Oudin-Santini adoptée en 2005, autorise les collectivités et leurs groupements, syndicats et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des recettes de leurs budgets annexes eau potable et assainissement à des actions de solidarité internationale dans ces domaines. Cette participation des collectivités est un levier majeur de mobilisation de fonds complémentaires bien plus importants, notamment via l'agence de l'eau.

La coopération internationale apporte une amélioration des conditions de vie des populations des pays aidés mais pas seulement. Cela favorise l'échange de compétences, de savoirs faire, et de bonnes pratiques (intéressant dans le contexte climatique actuel, et d'éducation au développement durable) et aide à apporter des solutions aux questions migratoires. Pour une collectivité, c'est un signe d'ouverture à l'international et à la solidarité.

Depuis 2015, la Métropole de Montpellier a montré la volonté de développer la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau. Ceci a été formalisé notamment dans le cadre du Contrat Agence de l'eau- Métropole 2015-2019 à travers une convention d'application dédiée, approuvée en Conseil de métropole le 30 septembre 2015.

Ainsi, un « fonds eau » a été constitué avec les modalités d'abondement suivantes : « les contrats de délégation d'assainissement entrés en vigueur le 1er janvier 2015 prévoient le versement de 0.5% des recettes annuelles d'exploitation au fonds créé par 3M pour la coopération décentralisée, soit un montant annuel de 80 000 euros. 3M participe également au financement en abondant ce fonds dans la limite de ses budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement. Depuis, 2019, La régie des eaux abonde également ce fonds. En application de la convention, tous les projets sont également soutenus par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse dès que le financement par une collectivité territoriale atteint 5% du coût du projet.

Dans ce cadre, la Métropole de Montpellier a soutenu plusieurs programmes en 2022 : un programme d'eau potable en Mauritanie (Kiffa), une opération d'amélioration de la gestion en eau de la vallée de l'Arghen au Maroc, des études au Sénégal permettant d'établir des programmes de travaux. Cette action a également permis de soutenir des programmes de coopération décentralisée menées par des communes de la Métropole.

IX. LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

17.1 Présentation générale du service

Le nombre d'installations non raccordés au Service Public de l'Assainissement Collectif actuellement recensées s'élève à **4 582** installations sur le périmètre des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole. A titre de comparaison, on dénombre 122 805 abonnés au service d'Assainissement Collectif. Le mode de gestion retenu pour ce Service Public à Caractère Industriel et Commercial (SPIC) est la régie. En 2022, deux agents assurent les missions du service, placés sous l'autorité du chef d'unité Gestion du patrimoine du service Maîtrise du Service Public. Ils sont assistés dans leurs tâches par le secrétariat de la Direction.

17.2 Cadre juridique et financier

Rendue obligatoire par la loi avant le 31 décembre 2005⁸, la création du service a été approuvée lors du Conseil de Communauté du 16 décembre 2005.

Par délibération n° 11309 du 20 décembre 2012, le Conseil de la Métropole de Montpellier a voté le règlement du service et les tarifs du SPANC en vue d'assurer l'équilibre budgétaire du service et de se conforter à la réglementation.

Par délibération modificative n° M2021-657 du 14 décembre 2021 le Conseil de la Métropole de Montpellier a voté les nouveaux tarifs du SPANC à compter du 1^{er} janvier 2022.

Le Service d'Assainissement Non Collectif (SPANC) assure les missions suivantes : Missions	Redevances perçues auprès de l'utilisateur – Actualisation des tarifs au 01/01/2022
Diagnostic initial des installations existantes	200,00 € / contrôle
Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien des installations existantes	200,00 € / contrôle
Contrôle diagnostic des installations dans le cadre d'une vente	230,00 € / contrôle
Contrôle de conception des installations neuves ou réhabilitées	200,00 € / contrôle
Contrôle de réalisation des installations neuves ou réhabilitées	200,00 € / contrôle
Contrôle de réalisation des installations neuves ou réhabilitées (+20 EH)	250,00 € / contrôle
Contre visite	70,00 € / contre-visite

Au titre du transfert attendu des compétences « eau potable », « assainissement » et « assainissement non collectif » de la Métropole, ces missions seront exercées par la Régie des eaux Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2023.

17.3 Les domaines d'intervention du SPANC

Les interventions du SPANC se décomposent de la manière suivante :

De sa propre initiative, le SPANC établit un programme de contrôles pour s'assurer de la conformité et de l'entretien des dispositifs existants :

- **Diagnostics initiaux** : si l'installation n'a jamais été contrôlée.

⁸ Articles L. 2224-8 et L. 2224-9 du CGCT

➤ **Contrôles de bon fonctionnement** : pour les installations déjà conformes dans le règlement de service.

A la demande des usagers, les agents du SPANC établissent différents contrôles obligatoires :

- **Contrôle de conception** d'une installation neuve ou réhabilitée : En amont des travaux, le SPANC doit produire un avis sur l'étude de conception de l'installation, nécessaire au dépôt du Permis de Construire le cas échéant.
- **Contrôle d'exécution** d'une installation neuve ou réhabilitée : avant le remblaiement du chantier, le SPANC doit produire un avis sur la bonne réalisation des travaux (Cf. photo ci-dessous pour exemple).
- **Contrôle de bon fonctionnement dans le cadre d'une vente** : Si le contrôle de bon fonctionnement périodique a plus de trois ans, l'avis du SPANC sur la conformité du système d'assainissement non collectif est obligatoire à l'acte de vente.

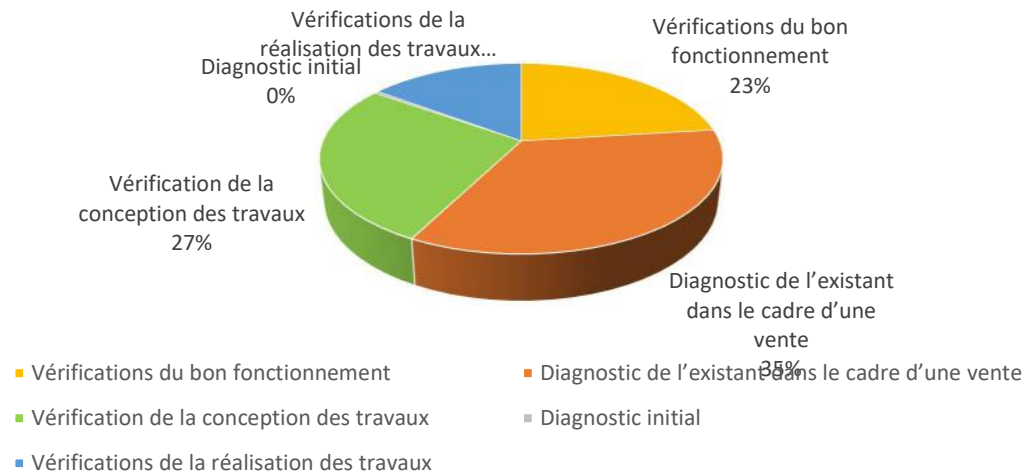


17.4 Bilan d'activité 2022

Au total, le service a procédé à **243** contrôles en **2022** :

Diagnostic de l'existant dans le cadre d'une vente	84
Vérifications du bon fonctionnement	56
Diagnostic initial	1
Vérification de la conception des travaux	66
Vérifications de la réalisation des travaux	36

Activité du SPANC selon le type de contrôles réalisés en 2022



17.4 Indicateurs réglementaires :

P301.3 : TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ANC : 33 %

Taux de conformité par type de contrôle :

- Contrôle périodique de bon fonctionnement : 32 %
- Contrôle de bon fonctionnement dans le cadre d'une vente : 28 %
- Contrôle de conception des travaux : 93 %
- Contrôle d'exécutions de travaux : 83 %

D301.1 EVALUATION DU NOMBRE D'HABITANTS DESSERVIS PAR LE SPANC (ratio 2,4 usagers/ installation) : 10997

D302.0 : INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ANC : 95 points

Indicateur D302.0 détaillé :

D 302.0 : Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	
Cet indice est un descriptif du service permettant d'apprécier l'étendue des prestations assurées en assainissement non collectif. La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 140, les éléments indiqués au point B n'étant pris en compte que si la somme des points mentionnés au point A atteint 100.	Points
A Eléments obligatoires pour l'évacuation de la mise en œuvre du service public d'ANC	
+20 : délimitation des zones d'assainissement non collectif par délibération	15
+20 : application d'un règlement du service ANC approuvé par délibération	20
+30 : mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans	30
+30 : mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations	30
B. Eléments facultatifs du service public d'ANC	
+10 : existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	

+20 : existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire la réalisation et de réhabilitation des installations	
+10 : existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange.	
TOTAL DES POINTS	95

17.5 Perspectives 2023 :

L'année 2023 du SPANC sera marquée par différentes enjeux, à savoir :

- Le transfert de l'activité à la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2023
- Le maintien des tarifs des prestations au 1^{er} janvier 2023, acté par délibération du Conseil métropolitain du 11 décembre 2022.
- La reprise des contrôles de fonctionnement périodique sur la commune de Castelnau le Lez
- La mise à jour de la base de données usagers.

Indicateur D302.0 détaillé :

D 302.0 : Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	
Cet indice est un descriptif du service permettant d'apprécier l'étendue des prestations assurées en assainissement non collectif. La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 140, les éléments indiqués au point B n'étant pris en compte que si la somme des points mentionnés au point A atteint 100.	Points
A Eléments obligatoires pour l'évacuation de la mise en œuvre du service public d'ANC	
+20 : délimitation des zones d'assainissement non collectif par délibération	10
+20 : application d'un règlement du service ANC approuvé par délibération	20
+30 : mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans	30
+30 : mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations	30
B. Eléments facultatifs du service public d'ANC	
+10 : existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	
+20 : existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations	
+10 : existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange.	
TOTAL DES POINTS	90

IX.6 Perspectives 2022

L'année 2022 du SPANC sera marquée par différentes perspectives :

- Reprise des contrôles de fonctionnement périodique sur la commune de Castelnau le lez.
- Evolution des tarifs des prestations au 1^{er} janvier 2022, acté par délibération du Conseil métropolitain du 14 décembre 2021.
- Préparation au transfert de l'activité à la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2023

X ANNEXES

ANNEXE 1 - Glossaire

ANNEXE 2 - Où trouver des informations supplémentaires

ANNEXE 3 - Détail des résultats des stations de la filière boues

ANNEXE 4 - Détails des tarifs par communes

ANNEXE 5 - Chiffres clés du service par commune

ANNEXE 6 - Descriptif des indicateurs de performance des services

ANNEXE 7 - Liste des établissements ayant fait l'objet d'un arrêté d'autorisation de déversement en 2022

ANNEXE 8 - Notice d'information de l'Agence Rhône Méditerranée et Corse

ANNEXE 1 - Glossaire

- ◆ **Agence de l'Eau** : Etablissement du ministère de l'environnement, dédié à la préservation de l'eau. Elle incite et aide, à l'échelle de ses bassins versants, à une utilisation rationnelle des ressources en eau, à la lutte contre leur pollution et à la protection des milieux aquatiques. Montpellier Méditerranée Métropole est couverte par l'agence Rhône Méditerranée Corse.
- ◆ **M3M** : Montpellier Méditerranée Métropole
- ◆ **CRIDt** : Cellule de Contrôle des Rejets Industriels et des Déchets toxiques du service d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.
- ◆ **Eaux unitaires = eaux usées + eaux pluviales**. Les anciens réseaux étaient conçus pour simplement évacuer les eaux indésirables vers l'extérieur des villes, et fonctionnaient donc de façon unitaire. Actuellement, pour permettre un traitement poussé des eaux usées, on tente de séparer les réseaux : les nouveaux collecteurs sont spécifiques soit aux eaux usées soit aux eaux pluviales.
- ◆ **EH ou Equivalent-Habitant** : unité de mesure qui correspond à la quantité de charge polluante que rejette une personne en une journée. En général : 60g DBO5/j.
- ◆ **Maître d'ouvrage** : c'est la personne (personne morale, privée ou publique) pour le compte de laquelle sont réalisés les ouvrages de bâtiment ou d'infrastructure. Il en est le commanditaire et celui qui en supporte le coût financier.
- ◆ **Maître d'œuvre** : c'est l'entité retenue par le maître d'ouvrage pour réaliser l'ouvrage, dans les conditions de délais, de qualité et de coût fixées par un contrat.
- ◆ **Police de l'eau** : en matière d'assainissement, ce terme regroupe les différents acteurs chargés par l'Etat de fixer les objectifs de réduction des flux polluants, de contrôler le respect de ces autorisations, de veiller au libre écoulement des eaux et de poursuivre les infractions.
- ◆ **SDA** : Schéma Directeur d'Assainissement
- ◆ **SPANC** : Service Public d'Assainissement Non Collectif
- ◆ **STEU** : Station de Traitement des Eaux Usées

Principaux paramètres réglementés pour les rejets de station d'épuration :

- ◆ **DBO₅ (Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours)** : correspond à la quantité d'oxygène consommé par les bactéries et micro-organismes pour assurer l'oxydation des matières organiques biodégradables en 5 jours après la mise en contact. C'est la quantité d'oxygène qui sera prélevée au milieu naturel en cas de déversement.
- ◆ **DCO (Demande Chimique en Oxygène)** : quantifie l'oxygène nécessaire pour dégrader l'ensemble des matières oxydables contenues dans l'effluent, qu'elles soient biodégradables ou non.
- ◆ **MES (Matières En Suspension)** : particules de toutes tailles, de nature minérale ou organique, en suspension dans les effluents.
- ◆ **pH** : valeur exprimant l'acidité ou la basicité de l'eau.
- ◆ **P_t (Phosphore total)** : entraîne – s'il est en quantités importantes – une prolifération d'algues et de plantes aquatiques, pouvant aboutir à des phénomènes d'eutrophisation.
- ◆ **NGL (azote global)** : somme des différentes formes de l'azote : l'azote organique (matière vivante en décomposition), l'azote ammoniacal, les nitrites et les nitrates. Contribue aussi à l'apparition de phénomènes d'eutrophisation.
- ◆ **NH₄⁺** (ion ammonium, seule forme de l'azote ammoniacal présente dans les rejets) ...résulte de la dégradation des matières organiques et est toxique pour les organismes.

ANNEXE 2 - Où trouver des informations supplémentaires

- ◆ <http://www.montpellier3m.fr> Site institutionnel de Montpellier Méditerranée Métropole où il est possible de retrouver les actualités des services d'assainissement collectif et non collectif.
- ◆ Les sites des délégataires du service public : www.service-client.veoliaeau.fr, <http://espaceabonne.aqualter.com/>
- ◆ <http://www.services.eaufrance.fr/> Ce site donne accès aux informations et aux données sur les services publics d'eau potable et d'assainissement, leur organisation, leurs tarifs et leurs performances. Il donne aussi accès au Système d'Information sur les Services Public d'Eau et d'Assainissement (SISPEA).
- ◆ <http://www.fp2e.org>. Site de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau mettant en consultation le rapport BIPE-FP2E 2019, qui propose un résumé de données économiques, sociales et environnementales des services d'eau potable et d'assainissement en France, avec des évolutions dans le temps et des comparaisons au niveau européen.
- ◆ <http://www.eaurmc.fr/> Site de l'agence de l'eau qui fournit des informations sur le prix de l'eau, les redevances et les aides de l'agence notamment.
- ◆ <http://sierm.eaurmc.fr/eaux-superficielles/index.php> : Programme de surveillance des eaux superficielles du bassin Rhône Méditerranée Corse. Donne accès, pour toutes les stations de contrôle, aux données brutes des mesures et à des fiches de synthèse de l'état des eaux.
- ◆ <https://www.ofb.gouv.fr/> Office Français de la Biodiversité.
- ◆ <http://www.eaudanslaville.fr/> Site technique de référence pour la rédaction du RPQS.
- ◆ Ce site est un service de l'Office international de l'Eau d'aide aux collectivités, destiné aux EPCI, maires, élus locaux et à leurs services ainsi qu'aux entreprises délégataires. Il propose des réponses pratiques, techniques, juridiques et économiques à des questions liées à l'eau potable, l'assainissement collectif et non collectif.
- ◆ <http://www.syble.fr/> Site du Syndicat du Bassin du Lez où l'on trouve toutes les données concernant le SAGE (schéma d'aménagement et de gestion de l'eau) du bassin versant Lez, Mosson et étangs palavasiens. Nombreuses cartes sur la qualité du milieu naturel.
- ◆ <http://www.etang-de-l-or.com/> Site du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or où l'on trouve des données concernant le SAGE de ce bassin versant.
- ◆ <http://herault.pref.gouv.fr/> on trouve sur le site de la préfecture la publication des arrêtés d'autorisation des STEP et filières d'évacuation des boues de l'agglomération.

ANNEXE 3 – Détail des résultats des stations de la filière

Station d'Épuration	Boues évacuées 2022 tMS/an	TYPE de FILIERE	Taux de boues évacuées selon des filières conformes
BAILLARGUES - SAINT BRES	197,757	194,205 tMS : plateforme de compostage de Baillargues (34)	100%
BEAULIEU - RESTINCLIERES	127,586	122,506 tMS : plateforme de compostage Labecede Lauragais (11) 5,080 tMS : plateforme de compostage de Moules et Baucels (34)	100%
COURNONSEC - Mas Plagnol	38,767	26,955 tMS : plateforme de compostage de Labecede Lauragais (11) 11,812 tMS : plateforme de compostage de Montels (34)	100%
COURNONTERRAL	118,503	119,718 tMS : plateforme de compostage de Montels (34) 1,599 tMS : plateforme de compostage de Baillargues (34)	100%
PIGNAN - SAUSSAN - FABREGUES	284,651	236,679 tMS : plateforme de compostage de Fabrègues (34)	100%
LAVERUNE	46,906	43,747 tMS : plateforme de compostage de Baillargues (34)	100%
MAERA (MONTPELLIER)	5 927	5 345 tMS : plateforme de compostage de Narbonne (11) 427 tMS : plateforme de compostage de Montels (34) 23 tMS : plateforme de Saint Amans Soult - ZI Sébastopol (81)	100%
MONTAUD	3,359	1,983 tMS : plateforme de compostage de Gailhan (30) 3,373 tMS : plateforme de compostage de Salles du Gardon (30)	100%
MURVIEL LES MONTPELLIER	0	pas de curage des lits en 2022	so
SAINT DREZERY	36,735	8,378 tMS : plateforme de compostage de Montels (34) 28,363 tMS : palteforme de compostage de Labecede Lauragais (11)	100%
SAINT GENIES DES MOURGUES - SUSSARGUES	0	pas de curage des lits en 2022	so
SAINT GEORGES D'ORQUES	103,715	12,297 tMS : plateforme de compostage de Baillargues (34) 70,759 tMS : plateforme de compostage de Montels (34)	100%
VILLENEUVE LES MAGUELONE	71,234	20,696 tMS : plateforme de compostage de Gailhan (30) 53,921 tMS : plateforme de compostage de Montels (34) 41,200 tMS : plateforme de compostage de Salles du Gardon (30) 11,403 tMS : plateforme de compostage de Labecede Lauragais (11) 36,667 tMS : plateforme de compostage de Bellegarde (30)	100%
TOTAL	6956,21		100%

Pour chaque station d'épuration, les quantités évacuées des systèmes de déshydratation et les quantités reçues sur les plateformes de compostage peuvent être différentes selon la capacité de stockage intermédiaire : box, bâches, bennes, hangar, lits plantés de roseaux.

ANNEXE 4 - Détails des tarifs par communes

SYNTHÈSE DES TARIFS EAU POTABLE - ASSAINISSEMENT - AUTRES REDEVANCES - Au 01/01/2022 (base 120 m3)																				
COMMUNES METROPOLE	EAU POTABLE HT/m3 au 01/01/2022 (base 120 m3)			ASSAINISSEMENT HT/m3 au 01/01/2022 (base 120 m3)						AUTRES REDEVANCES HT/m3 au 01/01/2022						TOTAUX HT/m3 (base 120 m3)				
	Part fermière Tranche 1	Part Collectivité Tranche 1	Total AEP HT/m3 Base 120 m2	Part Fermière HT/m3	Part Collectivité HT/m3	Total Assainis- sement HT/m3	Préservation de la ressource (Agence de l'Eau)	Lutte contre pollution domestique (Agence de l'Eau)	Voies navigables de France	Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau) sur EU	Total HT/m3 autres redevances	Eau potable HT/m3 (TVA 5,5%)	Autres redevances AEP HT/m3 (TVA 5,5%)	Assainis- sement HT/m3 (TVA 10%)	Autre redevance EU HT/m3 (TVA 10%)	Total général HT/m3 (TVA AEP 5,5% et TVA EU 10%)				
BAILLARGUES	0.6670	0.6654	1.3324	0	1.4100	1.41	0.042	0.28	0	0.160	0.482	1.3324	0.3220	1.41	0.1600	3.22	3.47			
BEAULIEU	0.6670	0.6654	1.3324	0	1.4100	1.41	0.042	0.28	0	0.160	0.482	1.3324	0.3220	1.41	0.1600	3.22	3.47			
CASTELNAU LEZ	0.6670	0.6654	1.3324	0.6593	0.7507	1.41	0.042	0.28	0	0.160	0.482	1.3324	0.3220	1.41	0.1600	3.22	3.47			
CASTRIES	0.6670	0.6654	1.3324	0.6593	0.7507	1.41	0.042	0.28	0	0.160	0.482	1.3324	0.3220	1.41	0.1600	3.22	3.47			
CLAPIERS	0.6670	0.6654	1.3324	0.6593	0.7507	1.41	0.042	0.28	0	0.160	0.482	1.3324	0.3220	1.41	0.1600	3.22	3.47			
COURNONSEC	0.6913	0.6166	1.5079	0	1.4100	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.5079	0.3610	1.41	0.1600	3.44	3.70			
COURNONTERAL	0.6913	0.6166	1.5079	0	1.4100	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.5079	0.3610	1.41	0.1600	3.44	3.70			
FABREGUES	0.6913	0.6166	1.5079	0	1.4100	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.5079	0.3610	1.41	0.1600	3.44	3.70			
GRABELS (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0.6593	0.7507	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
JACOU (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0.6593	0.7507	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
JUVIGNAC (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0.6593	0.7507	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
LATTES (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0.6593	0.7507	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
LAVERUNE	0.6913	0.6166	1.5079	0	1.4100	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.5079	0.3610	1.41	0.1600	3.44	3.70			
LE CRES (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0.6593	0.7507	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
MONTAUD	0.6670	0.6653	1.3323	0	1.4100	1.41	0.042	0.28	0	0.160	0.482	1.3323	0.3220	1.41	0.1600	3.22	3.47			
MONTERRIER SUR LEZ (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0.6593	0.7507	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
MONTPELLIER (Régie3M AEP)	-	1.15	1.15	0.6593	0.7507	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
MURVIEL LES MONTELLIER	0.6913	0.6166	1.5079	0	1.4100	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.5079	0.3610	1.41	0.1600	3.44	3.70			
PEROLS (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0.6593	0.7507	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
PIGNAN	0.6913	0.6166	1.5079	0	1.4100	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.5079	0.3610	1.41	0.1600	3.44	3.70			
PRADES LE LEZ (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0.6593	0.7507	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
RESTINGUIERES	0.6670	0.6653	1.3323	0	1.4100	1.41	0.042	0.28	0	0.160	0.482	1.3323	0.3220	1.41	0.1600	3.22	3.47			
SAINT BRES (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0.6593	0.7507	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
SAINT-DREZERY	0.6670	0.6653	1.3323	0	1.4100	1.41	0.042	0.28	0	0.160	0.482	1.3323	0.3220	1.41	0.1600	3.22	3.47			
SAINT-GENIES DES MOURGUES	0.6670	0.6653	1.3323	0	1.4100	1.41	0.042	0.28	0	0.160	0.482	1.3323	0.3220	1.41	0.1600	3.22	3.47			
SAINT-GEORGES D'ORQUES	0.6913	0.6166	1.5079	0	1.4100	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.5079	0.3610	1.41	0.1600	3.44	3.70			
SAINT JEAN DE VEDAS	0.6913	0.6166	1.5079	0.6593	0.7507	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.5079	0.3610	1.41	0.1600	3.44	3.70			
SAUSSAN	0.6913	0.6166	1.5079	0	1.4100	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.5079	0.3610	1.41	0.1600	3.44	3.70			
SUSSARGUES (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0	1.4100	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
VENDARGUES (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0	1.4100	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			
VLM (Régie 3M AEP)	-	1.15	1.15	0	1.4100	1.41	0.081	0.28	0	0.160	0.521	1.1500	0.3610	1.41	0.1600	3.08	3.32			

ANNEXE 5 - Chiffres clés du service par commune

Linéaires ml	Curage		Préventif	Total Curage	Inspection		Total Inspection
	Avant ITV	Curatif			Non visitable	Visitable	
Collecte Maera	84515	0	100514	185029	84515		84515
CASTELNAU LE LEZ	192	0	3142	3334	192		192
CASTRIES	0	0	1623	1623	0		0
CLAPIERS	219	0	66	285	219		219
GRABELS	220	0	480	700	220		220
JACOU	0	0	2719	2719	0		0
JUVIGNAC	2904	0	1848	4752	2904		2904
LATTES	14946	0	9145	24091	14946		14946
LE CRES	0	0	3245	3245	0		0
MONTFERRIER SUR LEZ	171	0	37	208	171		171
MONTPELLIER	60498	0	64707	125205	60498		60498
PEROLS	760	0	4351	5111	760		760
PRADES LE LEZ	106	0	3576	3682	106		106
SAINT-JEAN DE VEDAS	4138	0	3428	7566	4138		4138
VENDARGUES	361	0	2147	2508	361		361
Est	1171	4720	8297	14188	1171		1171
Ouest	1975	11101	12383	25459	1975		1975
Total général	87661	15821	121194	224676	87661		87661

ANNEXE 6 - Descriptif des indicateurs de performance des se

Suite à la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, le décret 2007-675 du 2 mai 2007 et l'arrêté correspondant ont rendu obligatoire une série de nouveaux indicateurs. Ils sont venus remplacer le décret n°95-635 du 6 mai 1995 qui avait fixé un premier cadre sur le contenu des RPQS, et modifier les annexes V et VI du code général des collectivités territoriales.

SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (AC)

INDICATEURS DESCRIPTIFS DU SERVICE

◆ **D201.0 : Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif**

Indicateur descriptif du service, qui permet d'apprécier sa taille et de mettre en perspective les résultats mesurés avec les indicateurs de performance.

Nombre de personnes desservies par le service, y compris les résidents saisonniers. Une personne est dite desservie par le service lorsqu'elle est domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Règle de calcul :

- Lorsque le service s'étend sur plusieurs communes, on additionne les populations correspondantes
- Lorsque le service ne dessert pas la totalité du territoire d'une commune (cas de plusieurs services sur une même commune, existence d'une zone d'assainissement non collectif), la population permanente et saisonnière desservie est estimée en fonction des données disponibles localement.

◆ **D202.0 : Nombre d'autorisation de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées**

Cet indicateur permet d'apprécier le degré de maîtrise des déversements d'eaux usées non domestiques dans le réseau de collecte.

C'est le nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

Règle de calcul :

- Comptabilisation de tous les arrêtés en vigueur au 31 décembre de l'année N.
- Un arrêté concernant, pour un même abonné, plusieurs points de rejet dans le même réseau de collecte est comptabilisé de manière unique ; tous les arrêtés sont comptabilisés, même s'ils ne sont pas assortis d'une convention de déversement.

◆ **D203.0 – Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration**

Cet indicateur descriptif du service permet de quantifier les quantités de pollution extraites des eaux usées par les STEP.

Il s'agit des boues issues de STEP et qui sont évacuées en vue de leur valorisation ou élimination. Les sous-produits, les boues de curage et les matières de vidange qui transitent par la STEP sans être traitées par les files eau ou boue de la STEP ne sont pas prises en compte.

Règle de calcul :

- Les boues prises en compte sont celles qui sont issues de la file boue exclusivement, après traitement des boues. Elles comprennent donc une part de réactifs (comme la chaux par exemple). En cas d'incinération sur site, sont pris en compte les tonnages de boues avant leur incinération. Les boues proviennent du réseau de collecte mais peuvent comporter une partie en provenance d'autres réseaux ou de l'assainissement non collectif lorsque les effluents, les boues de curage ou les matières de vidange sont déversées en tête de la STEP. Dans le cas où des boues de différentes origines sont incinérées sur site, on veillera à ne prendre en compte que les boues issues du système de traitement de la STEP.

◆ **D204.0 – Prix TTC du service au m3 pour 120 m3**

Indicateur descriptif du service. Représente le prix du service de l'AC l'année N+1.

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

Règle de calcul :

- A ne pas confondre avec le prix HT. Par convention, afin d'éviter tout double compte, la redevance pour modernisation des réseaux de collecte est prise en compte au titre du service en charge de la collecte des EU ; la redevance de VNF est prise en compte au titre du service qui paye cette redevance.
- Le prix est celui qui est présenté sur la facture type correspondant à une consommation annuelle de 120 m³ (réf définie par l'INSEE). Il intègre tous les éléments de partie fixe annuelle (sur 12 mois) qu'un abonné paierait s'il s'abonnait le 1er janvier (prix de l'abonnement en vigueur le 1er janvier rapporté à 12 mois) quelle que soit leur dénomination (abonnement, entretien branchement...). Pour la partie proportionnelle, attention à bien prendre en compte les éventuelles tranches tarifaires. Il s'agit du prix que paierait un abonné s'il consommait les 120 m³ le 1er janvier (ne sont donc pas prises en compte les révisions tarifaires, les tarifs saisonniers, les modifications qui interviennent en cours d'année).

INDICATEURS DE PERFORMANCE

◆ **P 201.1 - Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées**

Cet indicateur permet d'apprécier l'état d'équipement de la population et de suivre l'avancement des politiques de raccordement pour les abonnés relevant du service d'AC.

C'est le quotient du nombre d'abonnés desservis par le service d'AC sur le nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de ce service.

Règle de calcul :

$$P201.1 = \frac{\text{Nombre d'abonnés desservis}}{\text{Nombre d'abonnés potentiels de la zone relevant de l'AC}} \times 100$$

◆ **P 202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**

Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de connaissance des réseaux d'assainissement, s'assurer de la qualité de la gestion patrimoniale, et suivre leur évolution.

Indice de 0 à 120 attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau d'eaux usées.

Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Règle de calcul :

Indice obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A – Plan des réseaux (15 points)	
+10	Existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement
+5	Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R.554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année. Nota : La définition d'une telle procédure suppose qu'elle existe et soit mise en œuvre. En l'absence de travaux, la mise à jour annuelle est considérée comme effectuée.
Partie B – Informations sur les éléments constitutifs du réseau de collecte hors branchements (30 points)	
+ 10	Les 10 points sont acquis si les 2 conditions suivantes sont remplies : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code (VP.252) et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées (VP.253)

	✓ La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant les réseaux (VP.254)
+ 1 à 5	Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90% . Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Matériaux et diamètres connus pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 1 point supplémentaire ✓ Matériaux et diamètres connus pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 2 points supplémentaires ✓ Matériaux et diamètres connus pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 3 points supplémentaires ✓ Matériaux et diamètres connus pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 4 points supplémentaires ✓ Matériaux et diamètres connus pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 5 points supplémentaires
+ 0 à 15	L'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90% . Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dates ou périodes de pose connues pour moins de 50% du linéaire des réseaux : 0 point ✓ Dates ou périodes de pose connues pour 50% à 59,9% du linéaire des réseaux : 10 points ✓ Dates ou périodes de pose connues pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 11 point ✓ Dates ou périodes de pose connues pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 12 points ✓ Dates ou périodes de pose connues pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 13 points ✓ Dates ou périodes de pose connues pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 14 points ✓ Dates ou périodes de pose connues pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 15 points
Partie C – Informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)	
+ 10	Le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
+ 1 à 5	Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90% . Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.
+ 10	Localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, ...).
+ 10	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Nota : en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée.
+10	Le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item) .
+10	L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...)
+10	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
+10	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

◆ **P 203.3 - Conformité de la collecte des effluents**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Cet indicateur résulte des conformités des seuls réseaux de collecte du service (y compris ceux se déversant dans une station d'épuration non gérée par le service de l'assainissement) pondérés par la charge entrante en DBO5.

Règle de calcul :

→ *Moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage.*

◆ **P 204.3 - Conformité des équipements d'épuration**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Règle de calcul :

→ *Moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages, pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage.*

◆ **P 205.3 - Conformité de la performance des ouvrages d'épuration**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge moyenne entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité des STEU est pré-renseignée automatiquement par les services de l'état à partir des données ROSEAU.

Règle de calcul :

→ *Moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage.*

◆ **P 206.3 Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon les filières conformes à la réglementation**

Cet indicateur mesure le niveau de maîtrise de l'opérateur dans l'évacuation des boues issues du traitement des eaux usées et unitaires.

C'est le pourcentage des boues évacuées par les STEP selon une filière conforme à la réglementation. Les sous-produits et les boues de curage ne sont pas pris en compte dans cet indicateur. Une filière est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes : le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur, la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

Règle de calcul :

$$P206.3 = \frac{\text{Tonnes de matières sèches totales admises par une filière conforme}}{\text{Tonnes de matières sèches totales de boues évacuées}} \times 100$$

◆ **P207.0 Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité**

Cet indicateur permet de mesurer l'impact du financement des personnes en difficultés.

Il s'agit des abandons de créance annuels et montants versés à un fond de solidarité divisé par le volume facturé.

Règle de calcul :

$$P251.1 = \frac{\text{Montants en euros des abandons de créances + des versements à un fonds de solidarité}}{\text{Volume facturé}}$$

◆ **P 251.1 Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers**

Cet indicateur mesure un nombre d'évènements ayant un impact direct sur les habitants, de par l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portées à l'environnement (nuisances, pollution). Il a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel.

Cet indicateur est estimé à partir du nombre de demandes d'indemnisation présentées par des tiers, usagers ou non du service ayant subi des dommages dans leurs locaux résultant de débordements d'effluents causés par un dysfonctionnement du service public. Ce nombre de demandes d'indemnisations est divisé par le nombre d'habitants desservis. En cas de réseaux séparatifs, seuls les débordements sur le réseau EU sont à prendre en compte pour le calcul de l'indicateur.

Règle de calcul :

$$P251.1 = \frac{\text{Nombre de demandes d'indemnisations déposées en vue d'undédommagement}}{\text{Nombre d'habitants desservis}} \times 1000$$

◆ **P 252.2 - Points noirs du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau**

L'indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifiques ou anormalement fréquentes.

Est appelé point noir tout point structurellement sensible du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit sa nature (contre-pente, racines, déversement

anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et le type d'intervention (mise en sécurité...). Les interventions sur la partie publique des branchements ainsi que les interventions dans les parties privatives des usagers dues à un défaut situé sur le réseau public (et seulement dans ce cas-là) sont à prendre en compte.

Règle de calcul :

$$P252.2 = \frac{\text{Nombre de points noirs}}{\text{Longueur de réseau de collecte des eaux usées (hors branchements)}} \times 100$$

◆ **P 253.2 Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte**

Cet indicateur permet de compléter l'information sur la qualité de la gestion patrimoniale du service donné par l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées. Cet indicateur concerne le seul réseau de collecte, et en aucun cas le réseau d'eau pluviale.

C'est le quotient du linéaire moyen du réseau de collecte hors branchements renouvelé sur les 5 dernières années par la longueur du réseau de collecte hors branchements. Le linéaire considéré comme linéaire renouvelé pour le calcul de l'indicateur est égal au linéaire renouvelé, auquel il convient d'ajouter les linéaires remplacés à l'occasion de renforcement, ainsi que les réhabilitations, si ces opérations sont reconnues avoir pour effet d'en prolonger la durée de vie d'une durée équivalente à celle de la pose d'un réseau neuf.

Règle de calcul :

$$P253.2 = \frac{\text{Longueur cumulée de réseau renouvelé au cours des années } N - 4 \text{ à } N \text{ (hors branchements)}}{\text{Longueur de réseau de collecte des eaux usées au } 31/12/N \text{ (hors branchements)}} \times 100$$

◆ **P 254.3 - Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau (uniquement si au moins une STEP d'une capacité > 2000 EH)**

Cet indicateur a pour but de s'assurer de l'efficacité du traitement des EU.

C'est le pourcentage de bilans réalisés sur 24 heures dans le cadre de l'auto-surveillance qui sont conformes soit à l'arrêté préfectoral, soit au manuel d'auto-surveillance établis avec la Police de l'Eau (en cas d'absence d'arrêté préfectoral et de manuel d'auto-surveillance, l'indicateur n'est pas évalué).

Les bilans jugés utilisables pour évaluer la conformité des rejets mais montrant que l'effluent arrivant à la station est en-dehors des limites de capacité de traitement de celle-ci (que ce soit en charge hydraulique ou en pollution) sont à exclure.

Règle de calcul :

$$P254.3 = \frac{\text{Nombre de bilans conformes}}{\text{Nombre de bilans réalisés}} \times 100$$

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges annuelles en DBO₅ arrivant sur le périmètre du système de traitement de chaque station d'épuration.

◆ **P 255.3 - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées**

L'indicateur mesure le niveau d'investissement du service dans la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement, en temps sec et en temps de pluie (hors pluies exceptionnelles).

C'est un indice de 0 à 120 attribué selon l'état de la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement en relation avec l'application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.

Règle de calcul :

Indice obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

A – Éléments communs à tous les types de réseaux (au moins 80 points pour passer à

ID: 034-213401342-20231213-2023_82-DE

+ 20	Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des EU non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...)
+ 10	Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)
+ 20	Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement
+ 30	Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement
+ 10	Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des STEP des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des EU des agglomérations d'assainissement.
+ 10	Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluations de l'impact des rejets sur le milieu récepteur
B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs	
+ 10	Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70% du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.
C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes :	
+ 10	Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.

◆ **P 256.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité**

Cet indice permet d'apprécier les marges de manœuvre de la collectivité en matière de financement des investissements et d'endettement.

C'est la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service d'assainissement collectif si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49). L'encours total de la dette est le montant du capital restant dû au titre des emprunts contractés, calculé au 31/12/N.

Règles de calcul :

Encours total de la dette contractée par la collectivité pour financer le service d'AC calculée au 31/12/N divisé par l'épargne brute annuelle.

◆ **P 257.0 - Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente**

Cet indicateur doit permettre de mesurer l'efficacité du recouvrement, dans le respect de l'égalité de traitement. Il s'agit du taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

Ne sont ici considérées les seules factures portant sur l'assainissement collectif proprement dit. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite). Toute facture impayée au 31/12/N est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

Règle de calcul :

$$P257.0 = \frac{\text{Montant des impayés au 31/12/N des factures émises au titre de l'année } N-1}{\text{Montant total TTC des factures émises au titre de l'année } N-1} \times 100$$

◆ **P 258.1 - Taux de réclamations**

Cet indicateur permet de traduire de manière synthétique le niveau d'insatisfaction des abonnés au service de l'assainissement collectif.

Il reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'AC, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix. Elles comprennent notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service.

Le nombre de réclamations est rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000.

Règle de calcul :

$$P258.1 = \frac{\text{Nombre de réclamations laissant une trace écrite}}{\text{Nombre total d'abonnés du service}} \times 1000$$

SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC)

INDICATEURS DESCRIPTIFS DU SERVICE

◆ D301.0 – Evaluation du nombre d'habitants desservis par le SPANC

Cet indicateur descriptif du service permet d'apprécier sa taille et de mettre en perspective les résultats mesurés avec les indicateurs de performance.

Règles de calcul :

- dans le cas où l'ANC couvre la totalité du territoire de la collectivité, on additionne les populations des communes ;
- si l'ANC ne couvre pas la totalité du territoire de la collectivité, on soustrait de la population permanente et saisonnière la population située en zone d'AC.

◆ D302.0 - Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service.

Règle de calcul :

Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans 2 tableaux A et B, le tableau B n'étant pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100. Ces tableaux figurent dans le rapport.

A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du SPANC (100 points pour passer à B)	
20	Délimitation des zones d'ANC par une délibération
20	Application d'un règlement du SPANC approuvé par délibération
30	Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans
30	Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations
B – Éléments facultatifs du SPANC	
10	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations
20	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations
10	Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange

INDICATEUR DE PERFORMANCE

◆ P 301.3 - Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Dans cette perspective, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service depuis la création du service jusqu'au 31/12/n et le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service jusqu'au 31/12/n.

Règle de calcul :

→ **Attention :** cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100. Pour l'année n, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est calculé comme suit :

$$P301.3 = \frac{\text{Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité au 31/12/N}}{\text{Nombre total d'installations contrôlées}} \times 100$$

ANNEXE 7 – Liste des établissements ayant fait l'objet d'un arrêté d'autorisation de déversement en 2022

Les établissements dont l'autorisation de rejet a été renouvelée

COMMUNE	DELEGATAIRE	ETABLISSEMENT	ACTIVITE
MONTPELLIER	VEOLIA	DEMETER CENTRE DE TRI (3M et SMTVD)	Centre de gestion des déchets
LE CRES	VEOLIA	GARAGE NORAUTO Le Cres (LR AUTO 34)	Garage automobile
GRABELS	VEOLIA	HORIBA ABX	Médicale
MONTPELLIER	VEOLIA	NICOLLIN SMN MEDITRI DECHETS INDUSTRIELS (DIB)	Gestion des déchets
MONTPELLIER	VEOLIA	NICOLLIN SMN NETTOIEMENT La Castelle	Centre de nettoyage

ANNEXE 8 – Fiches STATIONS D'EPURATION

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

S²LO

régie des
eaux
SAUR

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE BEAULIEU - RESTINCLIÈRES
Synthèse du fonctionnement annuel

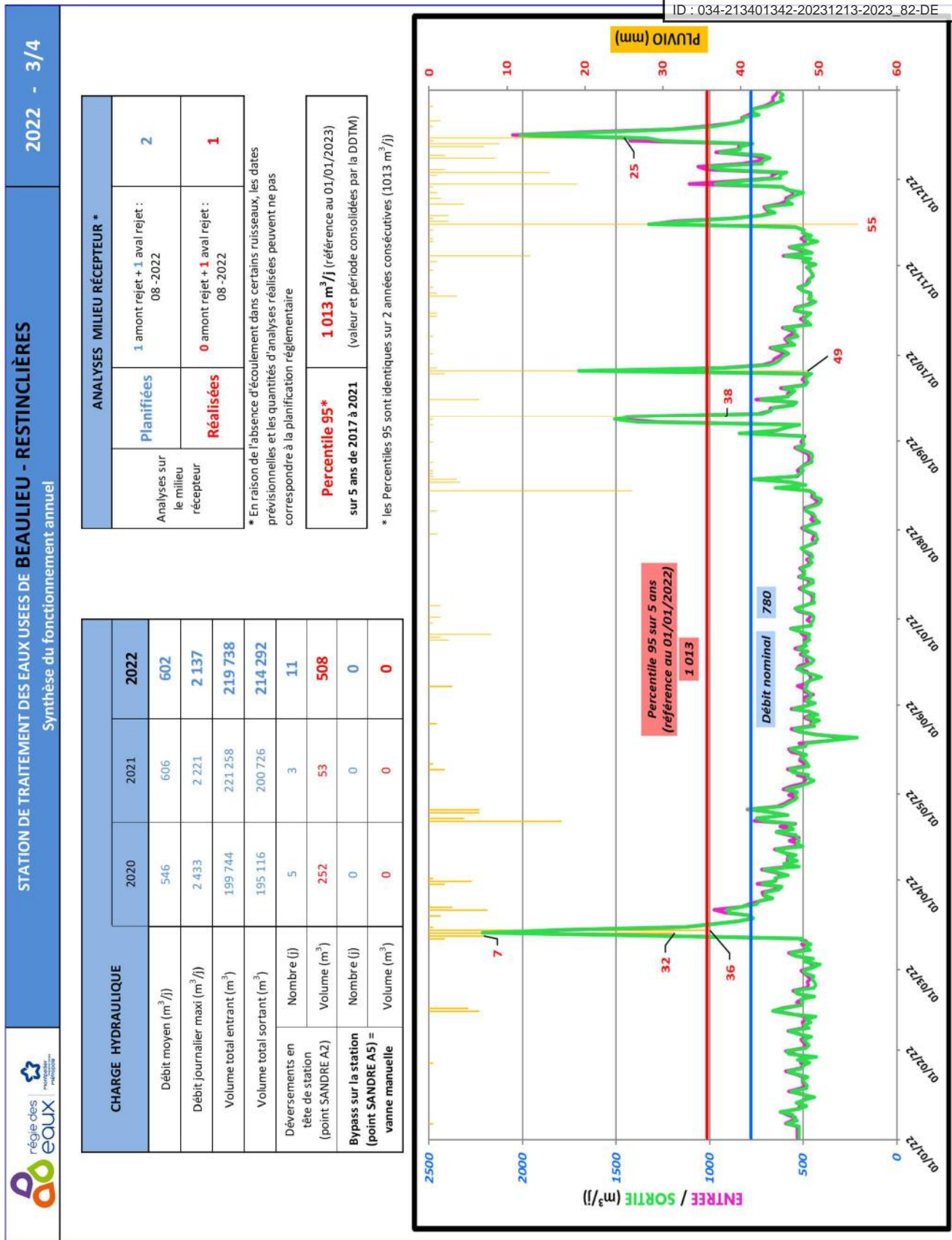
2022 - 1/4

DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES	
Lieu d'implantation	Restinclières
Communes raccordées	<ul style="list-style-type: none">• Beaulieu• Restinclières
Mise en service	2010
Population raccordée	3 267
Code SANDRE *	060934227002

* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	5 200 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées, zones anaérobie/anoxie et aérobie		
Traitement des Boues	Lits plantés de roseaux		
Milieu récepteur	Le Pontil		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°34-2007-00030 du 10/09/2007	organique (kg/j DBO ₅)	Q nominal (m ³ /j)	Q référence (m ³ /j)
	312	780	/
			Q pointe (m ³ /h)
			140

An aerial photograph of a wastewater treatment plant. The facility features two large, circular aeration tanks with concrete walls and metal walkways. A central building with a red-tiled roof is situated between the tanks. The plant is surrounded by green grass and some trees. A paved road or path runs along the perimeter of the tanks.



BOUES				
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m ³)	2020	2021	2022
	produit brut (t)	sans objet		
	matières sèches (t)	77,300	142,000	72,860
	Destination : stockage sur site (lits plantés de roseaux) et compostage si curage			
Nombre d'analyses	agronomiques			8
	ETM *			4
	CTO *		/	2
Conformité selon arrêté du 08/01/1998				OUI

* ETM : Eléments Traces Métalliques

* CTO : Composés Traces Organiques

* curage de 4 lits en 2022

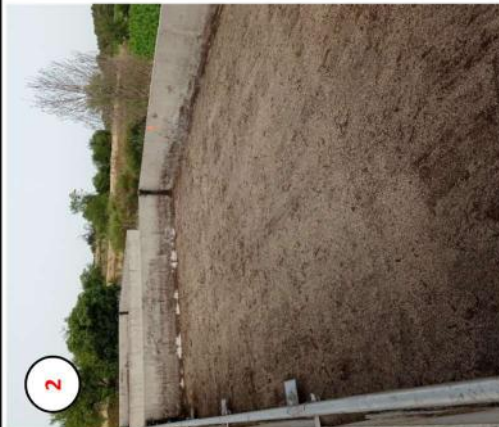
RÉACTIFS		2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)	12 361	20 600	19 650
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)	kg		
	Soude	litres		
	Acide sulfurique	kg		
	Javel	kg		
	Polymère	kg		
Sels adoucesseur		sans objet		

ÉNERGIE		2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)		209 406	232 365	189 776
Ratio kW/kg DBO5 éliminé		4,44	3,78	2,79
Ratio kW/m ³ traité		1,04	1,16	0,90

SOUS-PRODUITS		2020	2021	2022
Refus de dégrillage (t)	destination	0,900	0,450	1,150
		AMETYST (méthanisation)		
Graisses (m ³)	destination	7	6	9
		station de Maera		
Sables (m ³)	destination	7	7	7,6
		station de Maera		



1



2

1 : curage des lits plantés de roseaux recevant les boues en excès.

En 2022, 4 lits sur 12 ont été curés : le mélange boues et roseaux a été évacué vers une plate-forme de compostage par bennes étanches.

2 : lors du curage, le sol drainant ainsi que les rhizomes des roseaux sont laissés en place afin que ces derniers repoussent au printemps.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

S²LO

régie des

eaux

SAUR

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE BAILLARGUES - SAINT BRÈS

Synthèse du fonctionnement annuel

2022 - 1/4

Capacité nominale

20 000 EH

Exploitant

SAUR

Type de traitement

Boues Activées, nitrification/dénitrification

Prétraitement primaire

Dégrillage, tamisage, dessablage, dégraisage

Traitement secondaire

Boues activées, zones anaérobie/anoxie et aérobie, bioréacteur à membranes

Traitement des Boues

Déshydratation par centrifugation puis compostage sur site

Milieu récepteur

L'Aigues-Vives

Charges nominales :
selon arrêté préfectoral
n°2009-01-2456
du 17/09/2009

organique
(kg/j DBO₅)

1 200

Q nominal
(m³/j)

3 600

Q référence
(m³/j)

3 900

Q pointe
(m³/h)

401

Données Administratives et Générales

Lieu d'implantation

Baillargues

Communes raccordées

• Baillargues

• Saint-Brès

Mise en service

2011

Population raccordée

8 142

Code SANDRE *

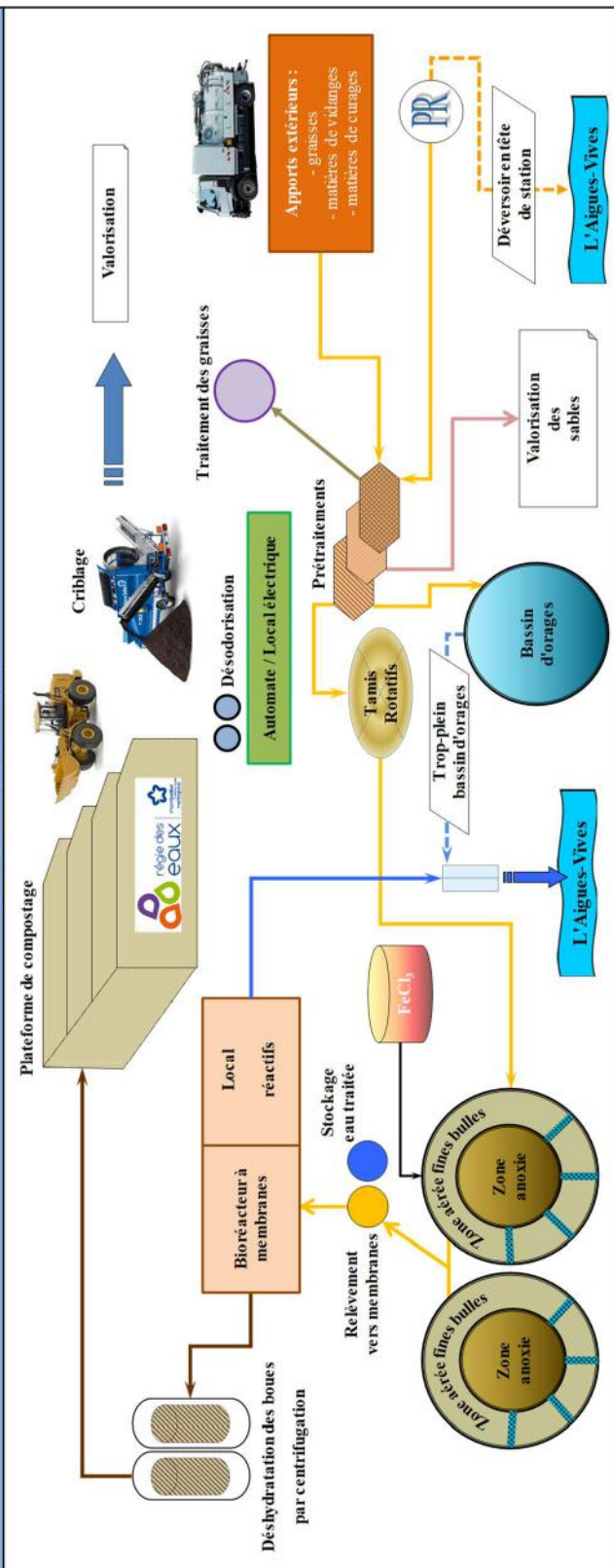
060934022002

* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

<



SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CHARGES MOYENNES ENTRANTES				
	2020		2021	
	kg/l	% nominal	kg/l	% nominal
DBO5 ¹	450	37,5%	379	31,6%
DCO ²	1075	44,8%	1101	45,9%
MES ³	482,7	40,2%	371,6	31,0%
NTK ⁴	150,7	53,8%	132	47,1%
Pt ⁵	14,1	17,6%	14,9	18,6%

¹ DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

² DCO : Demande Chimique en Oxygène

³ MES : Matières En Suspension insolubles

⁴ CBPO : Charge Brute de Pollution Organique

RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES :

pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015				
Paramètres	DBO5	DCO	MES	NGL ⁶
Rejet moyen (mg/l)	maxi 10	maxi 90	maxi 5	maxi 10
Rendement moyen	mini 80%	mini 75%	mini 99,7%	mini 94,5%
Nombre de bilans ⁷	12	24	24	12
réalisés				

⁷ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis laboratoire indépendant pour analyse

OUI	Conformité européenne DERU (Directive Eaux Résiduaires Urbaines: 91/271/CEE)
OUI	Conformité nationale (arrêté 21/07/2015 et son modificatif du 31/07/2020)
OUI	Conformité locale (arrêté préfectoral station n°2009-01-2456 du 17/09/2009)

Pt	NGL ⁶	MES	DCO	DBO5
maxi 0,1	maxi 4,48	maxi 1,1	maxi 17,6	maxi 1,6
mini 1	mini 10	mini 5	mini 90	mini 10
maxi 98,5	maxi 94,5%	maxi 99,7%	maxi 97,8%	maxi 99,5%
mini 80%	mini 70%	mini 90%	mini 75%	mini 80%
maxi 12	maxi 12	maxi 24	maxi 24	maxi 24
mini 12	mini 12	mini 24	mini 24	mini 12

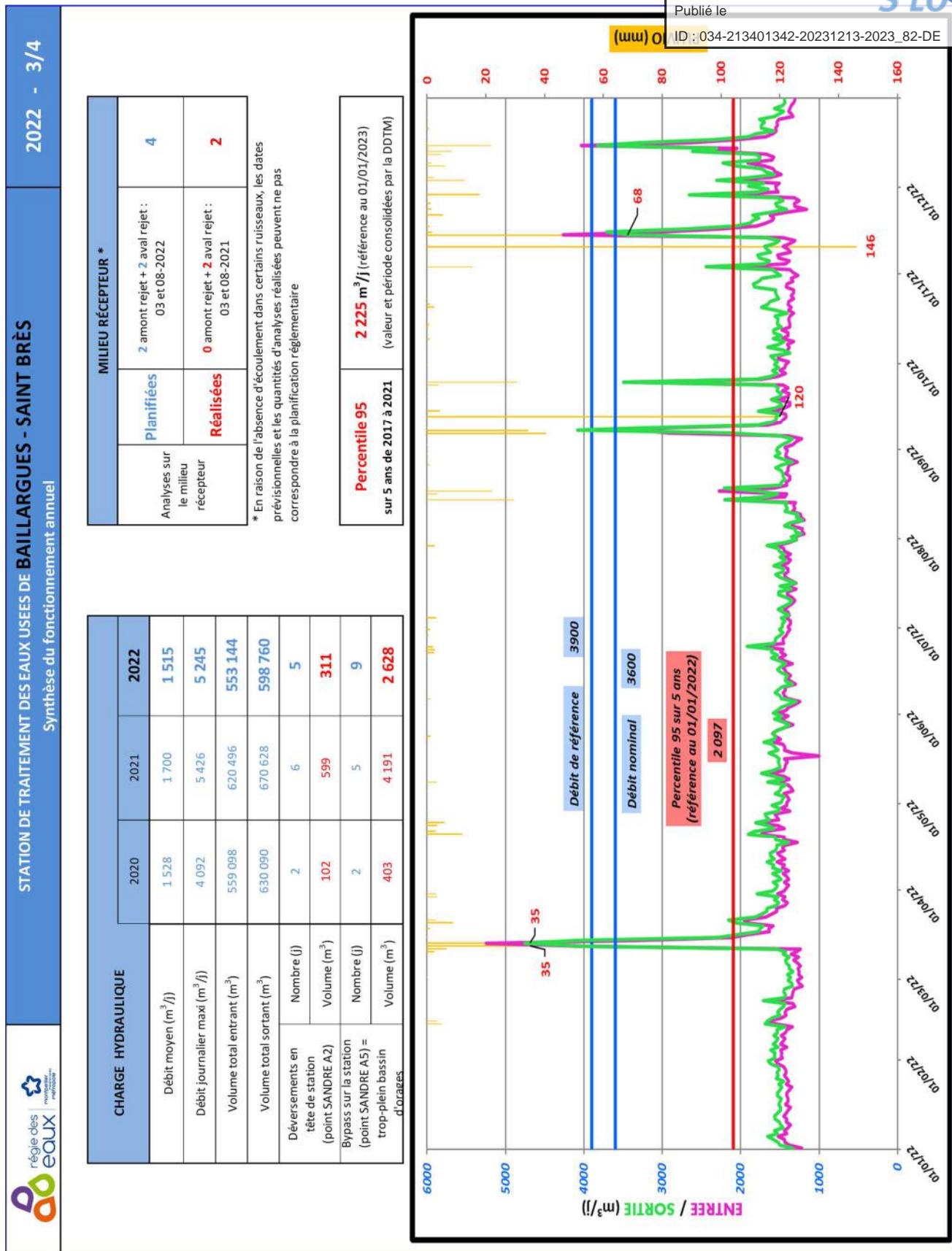
Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

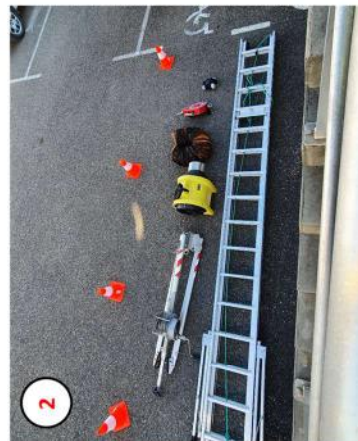
BOUES		2020	2021	2022
Boues produites (point SANDRE AG)	volume (m ³)	/	51 732	43 997
	produit brut (t)	/	1 040,000	1 073,139
	matières sèches (t)	166,400	263,000	217,345
Destination		compostage sur site		
Nombre d'analyses	agronomiques	6	6	6
	ETM *	4	4	4
	CTO *	2	2	2
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI	OUI	OUI

* ETM : Eléments Traces Métalliques * CTO : Composés Traces Organiques

ÉNERGIE		2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)		1 397 108	1 447 896	1 448 139
Ratio kW/kg DBO5 éliminé		8,58	10,63	3,79
Ratio kW/m ³ traité		2,5	2,42	2,42

RÉACTIFS		2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)	29 514	52 560	32 256
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)	sans objet		
	Soude	5 350	0	180
	Acide sulfurique	3 240	6 400	13 746
	Javel	11 370	13 700	12 656
	Polymère	6 500	9 700	7 246
	Acide citrique	5 550	/	2 525
	Sels adoucisseur	1 050	3 025	2 850

SOUS-PRODUITS		2020	2021	2022
Refus de dégrillage (t)	destination	45,26	110	59 500,000
		AMÉTYST (méthanisation)		
Graisses (m ³)	destination	Traitement sur site par hydrolyse		
Sables (m ³)	destination	3	12,5	7
		Valorisation (réutilisation sur chantiers de TP)		



1 : sortie d'une cassette de membranes pour nettoyage

2 : préparation de l'intervention de nettoyage de la cassette de membranes en mode C

3 : nettoyage de la fosse

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

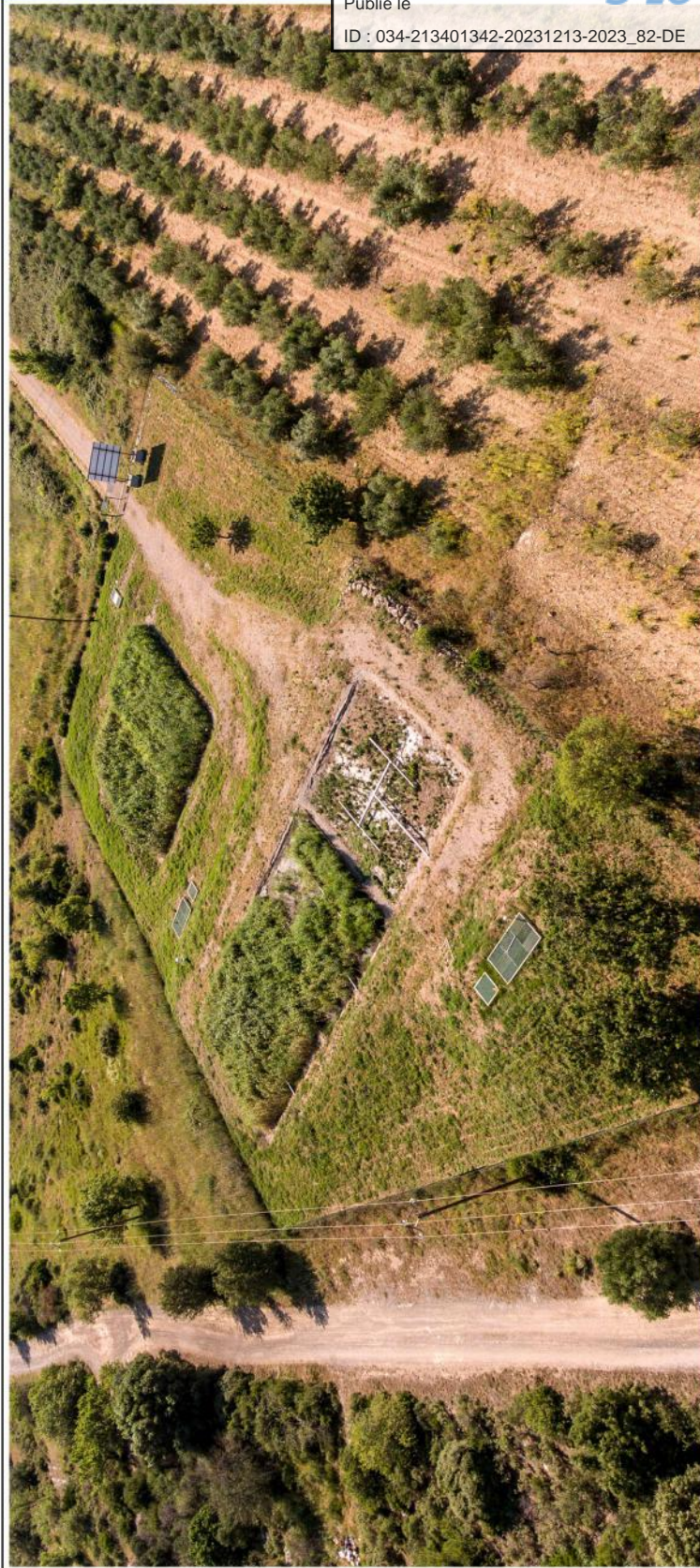
ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

S²LO

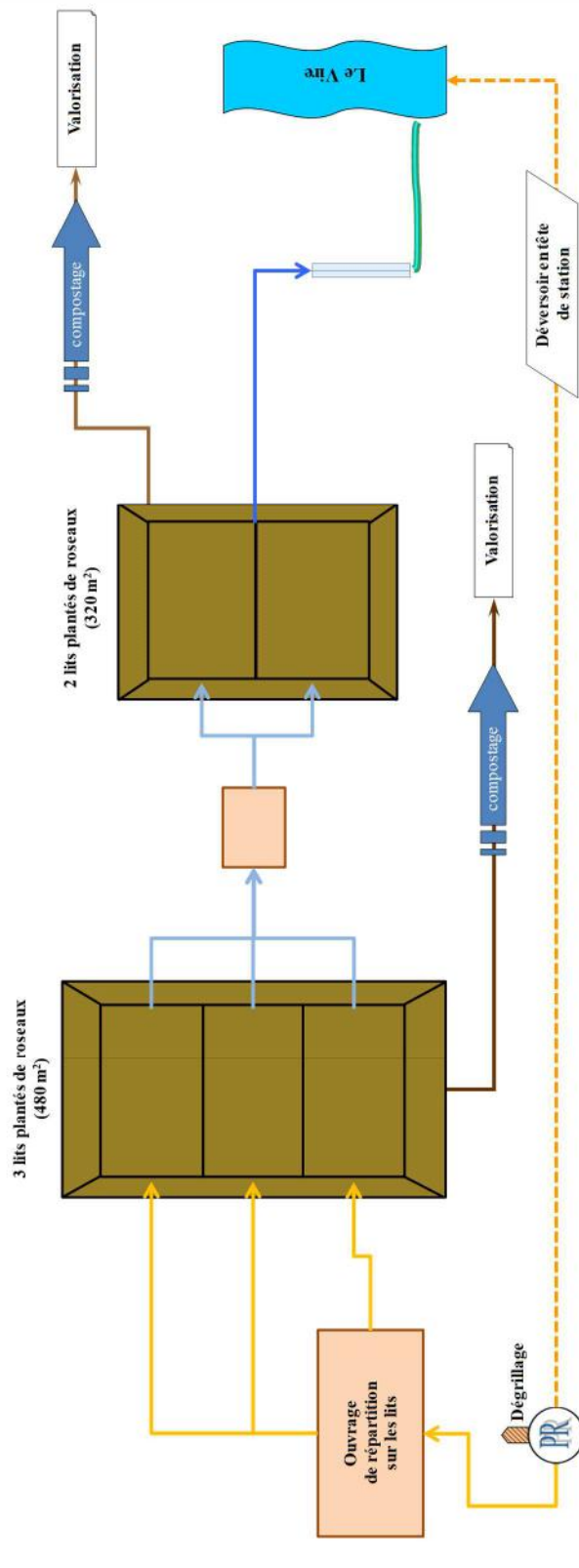
DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES	
Lieu d'implantation	Cournonsec
Hameaux raccordés	<ul style="list-style-type: none"> Mas Bonnel Mas Plagnol Cresse Saint Martin
Mise en service	2011
Population raccordée	non défini
Code SANDRE *	060934087004

* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	400 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Lits à filtration verticale plantés de roseaux (2 niveaux altimétriques)		
Prétraitement primaire			
Traitement secondaire			
Traitement des Boues			
Milieu récepteur	Le Vire		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°34-2009-00049 du 12/01/2010	organique (kg/j DBO ₅)	Q nominal (m ³ /j)	Q référence (m ³ /j)
	24	60	240
			Q pointe (m ³ /h)
			6



SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CHARGES MOYENNES ENTRANTES					
	2020		2021		2022
	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal	kg/j
DBO5 ¹	17,0	70,8%	12,0	50,0%	12,48
DCO ²	82,2	137,0%	31,3	52,2%	29,74
MES ³	28,7	79,7%	13,4	37,2%	13,12
NTK ⁴	7,39	123,2%	4,76	79,3%	4,43
Pt ⁵	0,71	non défini	0,45	non défini	0,56

¹ DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

² DCO : Demande Chimique en Oxygène

³ MES : Matières En Suspension insolubles

⁴ NTK : Azote Kjeldahl

⁵ Pt : Phosphate total

⁶ NGL : Azote (N) Global

RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES : pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015

Paramètres	DBO5		DCO		MES		NGL ⁶		Pt	
	maxi	mini	maxi	mini	maxi	mini	maxi	mini	maxi	mini
Rejet moyen (mg/l)	25	80%	125	75%	35	90%	53,84	33,7%	7,9	17,1
Rendement moyen	80%	97,8%	75%	91,1%	96,0%	90%	33,7%	33,7%	17,1	17,1
Nombre de bilans ⁷	1 tous les 2 ans	1 tous les 2 ans	1 tous les 2 ans	1 tous les 2 ans	1 tous les 2 ans	1 tous les 2 ans	1 tous les 2 ans	1 tous les 2 ans	1 tous les 2 ans	1 tous les 2 ans
Norme	réalisés	réalisés	réalisés	réalisés	réalisés	réalisés	réalisés	réalisés	réalisés	réalisés

⁷ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendante pour analyse

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

S2LO

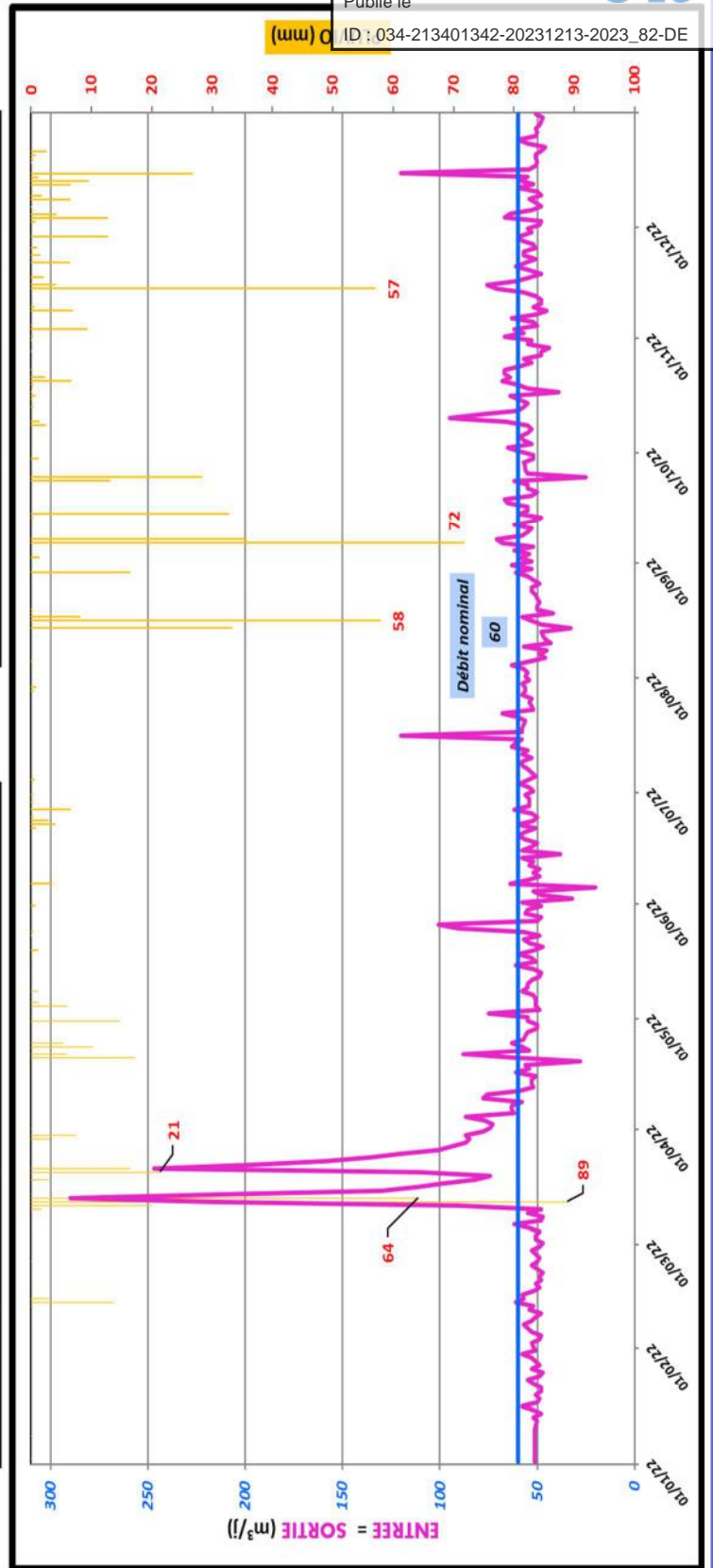
Synthèse du fonctionnement annuel

CHARGE HYDRAULIQUE				2020	2021	2022
Débit moyen (m^3/j)				77	62	60
Débit journalier maxi (m^3/j)				230	156	290
Volume total entrant (m^3) = Volume sortant				28 125	22 639	21 766
Déversements en tête de station (point SANDRE A2)	Nombre (j)			14	16	19
	Volume (m^3)			277	358	738
Bypass sur la station (point SANDRE A5)	Nombre (j)			sans objet		
	Volume (m^3)					

ANALYSES MILIEU RÉCÉPTEUR *		
Analyses sur le milieu récepteur	Planifiées	station non concernée par un suivi du milieu conformément à son récépissé de déclaration
	Réalisées	

* En raison de l'absence d'écoulement dans certains ruisseaux, les dates prévisionnelles et les quantités d'analyses réalisées peuvent ne pas correspondre à la planification réglementaire

Percentile 95	sans objet
pas de percentile 95 sur installation < 2000 EH (source DDTIM)	



BOUES		2020	2021	2022
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m ³)			/
	produit brut (t)			126,600
	matières sèches (t)			/
Destination : compostage		pas de curage des lits		
agronomiques		26,600 tMS		
Nombre d'analyses	ETM *	8		
	CTO *	4		
	CTO *	2		
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI		

* ETM : Eléments Traces Métalliques * CTO : Composés Traces Organiques

RÉACTIFS		2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)			
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)			
	Soude			litres
	Acide sulfurique			
	Javel			
	Polymère			
	Acide citrique			kg
Sels adoucisseur				
		sans objet		

ÉNERGIE		2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)		3 356	4 139	16 325
Ratio kW/kg DBO5 éliminé		0,55	0,97	3,53
Ratio kW/m ³ traité		0,12	0,19	0,75

SOUS-PRODUITS		2020	2021	2022
Refus de dégrillage (t)	destination	/	/	/
		AMÉTYST (méthanisation)		
Graisses (m ³)	destination			
		sans objet		
Sables (m ³)	destination			
		sans objet		



1

2

3

1 et 2 : curage des 3 lits du niveau supérieur

3 : curage des 2 lits du niveau inférieur

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

S²LO

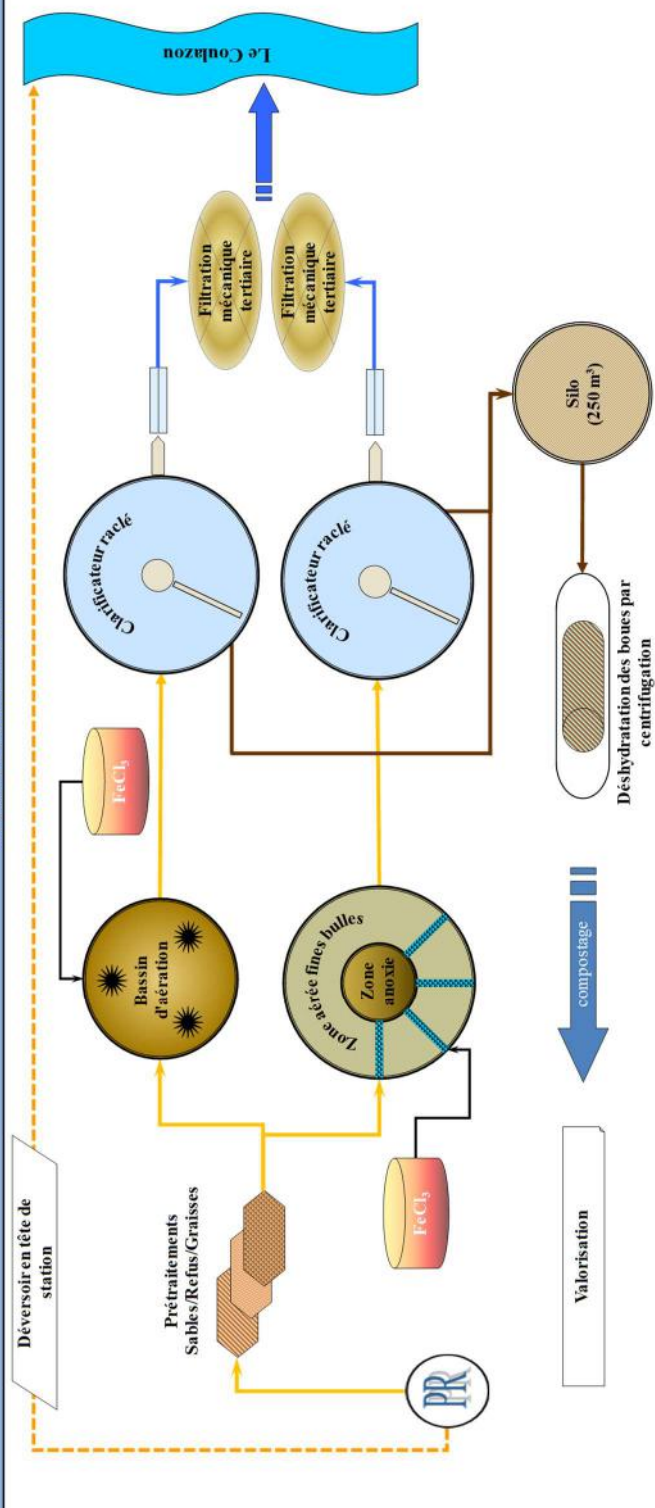
DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES	
Lieu d'implantation	Cournonterral
Communes raccordées	<ul style="list-style-type: none"> Cournonterral Cournonsec
Mise en service	2015
Population raccordée	8 976
Code SANDRE *	060934088001

* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	15 000 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, filtration tertiaire		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées, zones anaérobie/anoxie et aérobie		
Traitement des Boues	Déshydratation par centrifugation puis compostage		
Milieu récepteur	Le Coulazou		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°2014-04-03928 du 23/04/2014	organique (kg/j DBO ₅)	Q nominal (m ³ /j)	Q référence (m ³ /j)
	900	2 220	2 920
			Q pointe (m ³ /h)
			185



SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CHARGES MOYENNES ENTRANTES				
	2020		2021	
	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal
DBO5 ¹	385,2	42,8%	373	41,4%
DCO ²	897	42,6%	988	46,9%
MES ³	349,5	35,3%	358,4	36,2%
NTK ⁴	106,14	53,6%	108	54,5%
Pt ⁵	11,38	42,1%	11,5	42,6%

¹ DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

² DCO : Demande Chimique en Oxygène

³ MES : Matières En Suspension insolubles

⁴ NTK : Charge Brute de Pollution Organique

⁵ NTK : Azote Kjeldhal

⁶ Pt : Phosphate total

⁷ NGL : Azote (N) Global

⁸ CBPO : Charge Brute de Pollution Organique

RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES :
pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015

Paramètres	DBO5	DCO	MES	NGL ⁶	Pt
	Rejet moyen (mg/l)	Rejet moyen (mg/l)	Rejet moyen (mg/l)	Rejet moyen (mg/l)	Rejet moyen (mg/l)
norme	15	75	20	10	1
résultat	12	24	24	12	12
rendement moyen	90%	85%	90%	80%	80%
norme	90	85	90	80	80
résultat	99,2%	96,5%	97,8%	90,1%	93,3%
Nombre de bilans ⁷	12	24	24	12	12
norme	12	24	24	12	12
résultats	12	24	24	12	12

⁷ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

S²LO

CHARGE HYDRAULIQUE		2020	2021	2022
Débit moyen (m ³ /j)		1 194	1 238	1 306
Débit journalier maxi (m ³ /j)		4 194	4 307	5 096
Volume total entrant (m ³)		436 832	452 001	472 561
Volume total sortant (m ³)		429 097	444 301	469 799
Déversements en tête de station (point SANDRE A2)	Nombre (j)	0	0	0
	Volume (m ³)	0	0	0
Bypass sur la station (point SANDRE A5)	Nombre (j)	sans objet		
	Volume (m ³)	sans objet		

MILIEU RÉCEPTEUR ¹		
Analyses sur le milieu récepteur	Planifiées	5 amont + 5 droit du rejet + 5 aval : 06, 07, 08, 09 et 10-2022
	Réalisées	5 amont + 5 droit du rejet + 5 aval : 06, 07, 08, 09 et 10-2022

15 + 10 ²

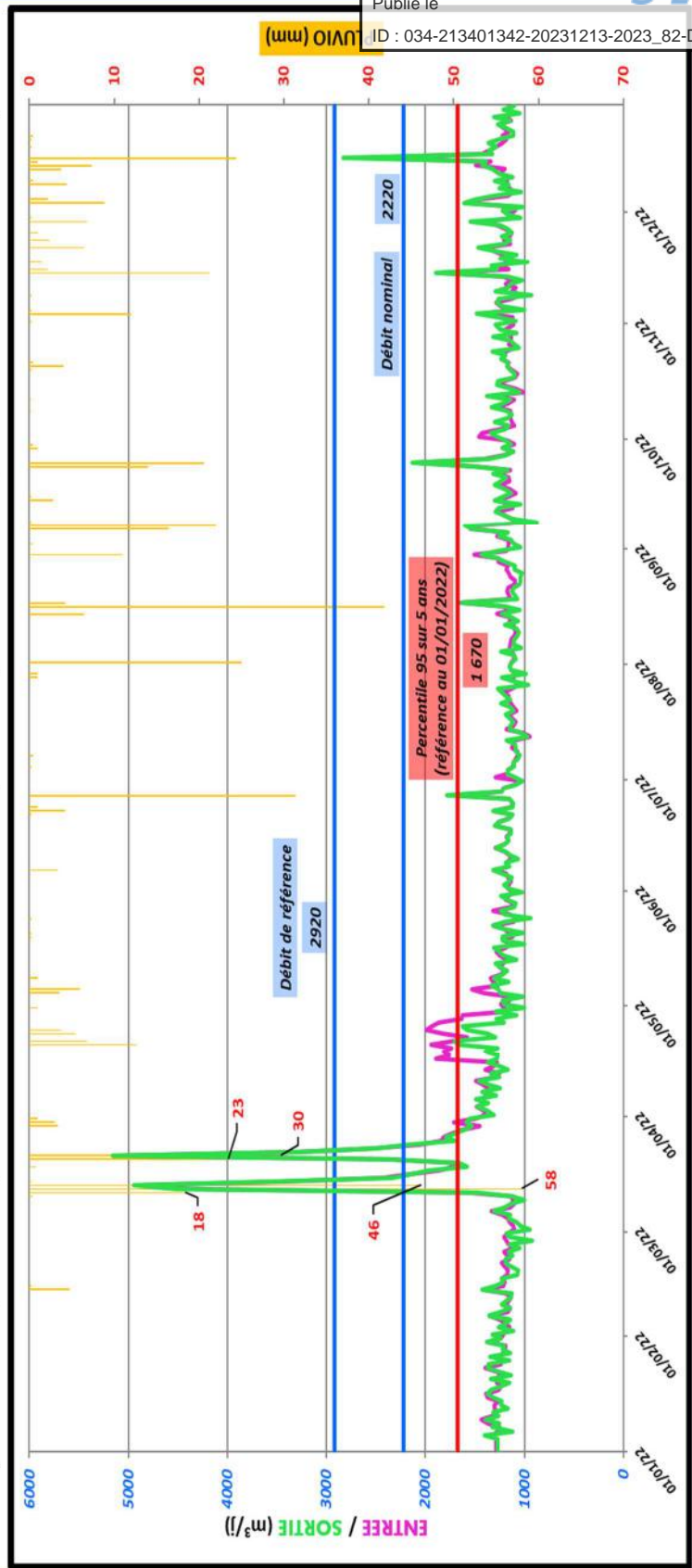
15 + 10 ²

¹ En raison de l'absence d'écoulement dans certains ruisseaux, les dates prévisionnelles et les quantités d'analyses réalisées peuvent ne pas correspondre à la planification réglementaire

² Sur le nombre total d'analyses, 10 sont communes avec le suivi réalisé pour Pignan - Saussan - Fabrègues : dans La Mosson en amont de la confluence avec La Brue et dans le Coulaou, à la confluence avec La Mosson

Percentile 95
sur 5 ans de 2017 à 2021

1 668 m³/j (référence au 01/01/2023)
(valeur et période consolidées par la DDTM)



BOUES		2020	2021	2022
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m ³)	10 313	12 073	9 911
	produit brut (t)	678,311	765	773,369
	matières sèches (t)	148,33	173	149,901
Destination		compostage		
Nombre d'analyses	agronomiques	2	4	2
	ETM *	2	2	2
	CTO *	1	2	1
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI	OUI	OUI

* ETM : Eléments Traces Métalliques * CTO : Composés Traces Organiques

ÉNERGIE		2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)		468 661	510 538	597 355
Ratio kW/kg DBO5 éliminé		4,29	3,80	2,22
Ratio kW/m ³ traité		1,07	1,09	1,25

RÉACTIFS		2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)	22 000	46 900	78 503
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)			
	Soude			sans objet
	Acide sulfurique			
	Javel			
	Polymère			
	Acide citrique	4 865	5 400	4 779
	Sels adoucisseur			sans objet

SOUS-PRODUITS		2020	2021	2022
Refus de dégrillage (t)		40 200	41 600	14 820
			AMETYST (méthanisation)	
Graisses (m ³)	destination	75	59	41,8
	destination		station de Maera	
Sables (m ³)	destination	104	96	53,5
	destination		station de Maera	



1 : support d'un des 2 agitateurs du bassin d'aération de la nouvelle file HS : dégradation de la structure suite à vibrations

2 : mise en place d'un nouveau support : intervention de pose nécessaire pour fixation de la structure sur le radier

3 : l'agitateur a été renouvelé


Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

S²LO



régie des
eaux
de
lavérune

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LAVÉRUNE

Synthèse du fonctionnement annuel

2022 - 1/4

Données Administratives et GÉNÉRALES

Lieu d'implantation	Lavérune
Commune raccordée	• Lavérune
Mise en service	2002
Population raccordée	2 737
Code SANDRE *	060934134003

* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau


Capacité nominale	5 000 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraissage		
Traitement secondaire	Boues activées		
Traitement des Boues	Compostage		
Milieu récepteur	Le Lassedéron		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°99-01-2967 du 22/09/1999	organique (kg/j DBO ₅)	Q nominal (m ³ /j)	Q référence (m ³ /j)
	300	1 000	/
			Q pointe (m ³ /h)
			98,7

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

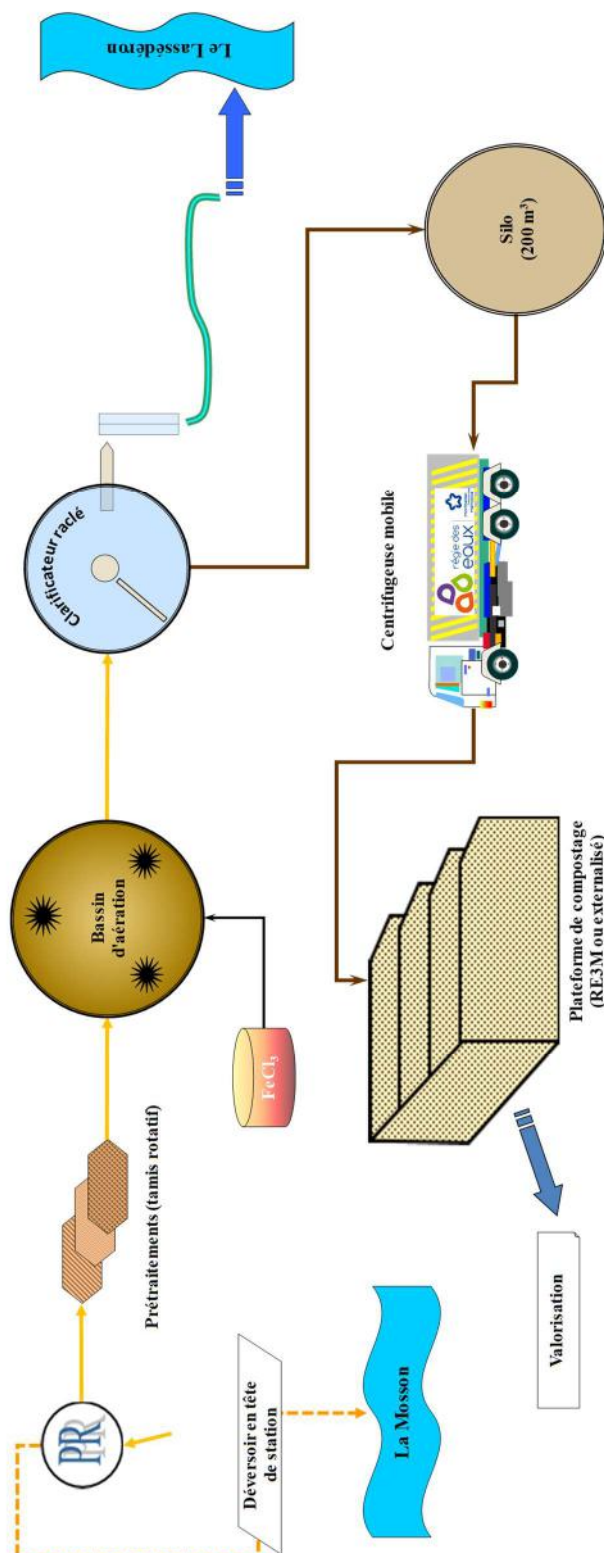
Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CHARGES MOYENNES ENTRANTES					
	2020		2021		2022
	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal	kg/j
DBO5 ¹	141,7	47,2%	133,4	44,5%	133,9
DCO ²	302,4	40,3%	368,8	49,2%	367,8
MES ³	162,3	36,1%	150,4	33,4%	181,2
NTK ⁴	46,68	62,2%	42	56,0%	40,20
Pt ⁵	5,18	25,9%	4	20,0%	4,10

¹ DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

² DCO : Demande Chimique en Oxygène

³ MES : Matières En Suspension Insolubles

⁴ CBPO : Charge Brute de Pollution Organique

⁴ NTK : Azote Kjeldahl

⁵ Pt : Phosphate total

⁶ NGL : Azote (N) Global

RENDREMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES :
pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015

n°99-01-2967 du 22/09/1999														
Paramètres			DBO5		DCO		MES		NGL ⁶		Pt			
Rejet moyen (mg/l)	maxi		1,8	maxi 125	17,8	maxi 35	9,1	maxi 15	5,44	maxi 2	0,8			
	norme	résultat												
Rendement moyen	mini		99,2%	mini 75%	97,3%	mini 90%	99,3%	/	87,1%	/	92,1%			
	norme	résultat												
Nombre de bilans ⁷	12		12	12	12	12	12	6	7	6	7			
	norme	réalisés												

⁷ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis au laboratoire indépendant pour analyse

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

S2LO

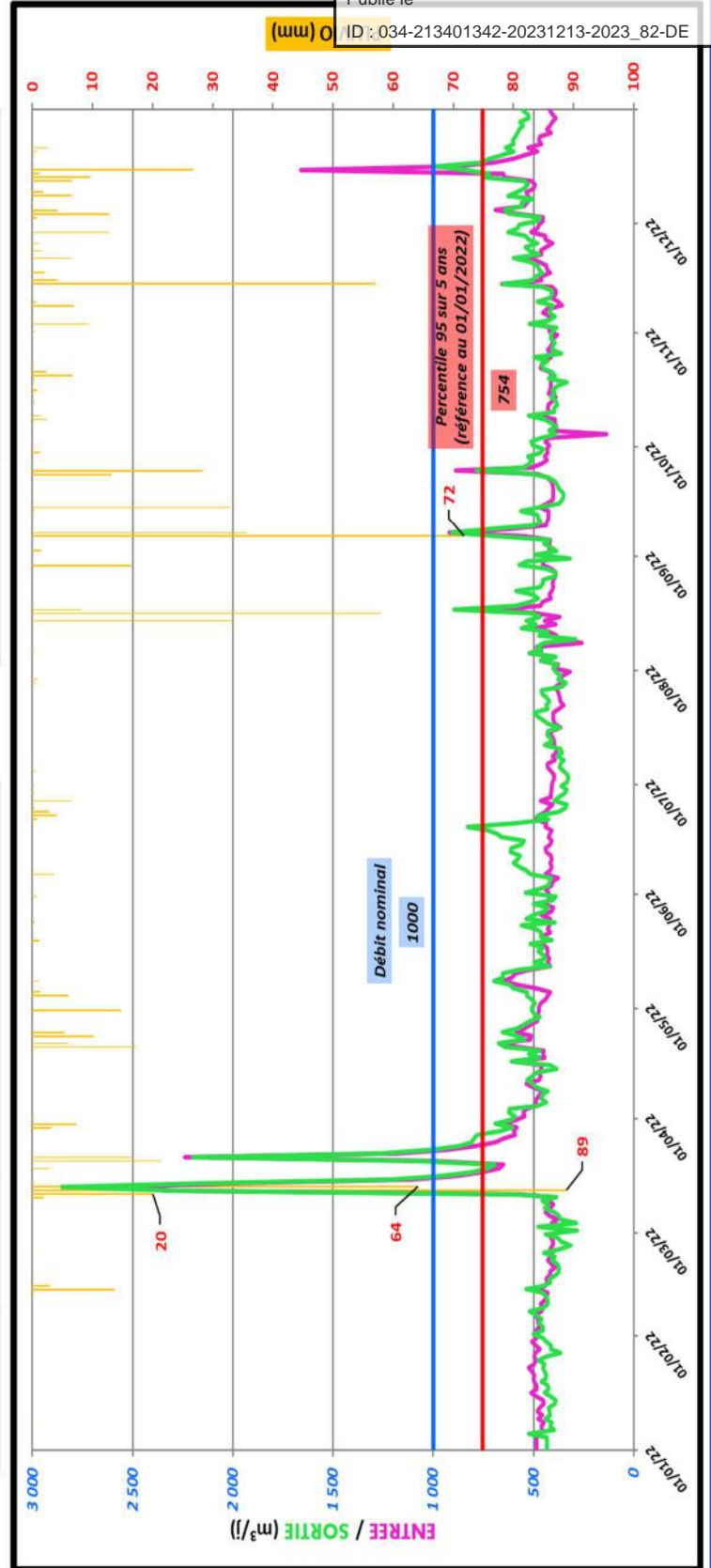
CHARGE HYDRAULIQUE				2020	2021	2022
Débit moyen (m ³ /j)				511	484	488
Débit journalier maxi (m ³ /j)				1 582	1 644	2 520
Volume total entrant (m ³ /h)				187 176	176 849	178 408
Volume total sortant (m ³)				189 506	183 771	188 005
Déversements en tête de station (point SANDRE A2)				7	14	3
				2 370	4 023	53
Bypass sur la station (point SANDRE A5)				sans objet		

ANALYSES MILIEU RÉCÉPTEUR ¹			
Analyses sur le milieu récepteur	Planifiées	5 amont rejet + 5 aval rejet : 06, 07, 08, 09 et 10-2022	10
	Réalisées	4 amont rejet + 5 aval rejet : 06, 07, 08, 09 et 10-2022	9 ²

¹ En raison de l'absence d'écoulement dans certains ruisseaux, les dates prévisionnelles et les quantités d'analyses réalisées peuvent ne pas correspondre à la planification réglementaire.

2 Afin d'assurer une cohérence des mesures sur le bassin versant Lassedéron-Brue-Coulazou-Mosson, les prélèvements devront se faire mensuellement de juin à octobre en même temps que les stations de Courrouttal et Pignan-Saussan-Fabrigères

<p>Percentile 95</p> <p>sur 5 ans de 2017 à 2021</p>	<p>775 m³/l (référence au 01/01/2023)</p> <p>(valeur et période consolidées par la DDTM)</p>
-------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------



BOUES		2020	2021	2022
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m ³)	2 974	2 931	3 221
	produit brut (t)	274	268,000	251,619
	matières sèches (t)	52	51,500	52,209
Destination	compostage Baillargues et/ou Fabrègues			
Nombre d'analyses	agronomiques	4	4	4
	ETM *	2	2	2
	CTO *	2	2	2
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI	OUI	OUI

* ETM : Eléments Traces Métalliques * CTO : Composés Traces Organiques

ÉNERGIE		2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)		142 043	145 367	127 586
Ratio kW/kg DBO5 traité		2,76	3,11	2,79
Ratio kW/m ³ traité		0,76	0,79	0,68

RÉACTIFS		2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)	11 000	17 300	11 155
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)			
	Soude			sans objet
	Acide sulfurique			
	Javel			
	Polymère	7 400	1 045	1 820
	Acide citrique			
	Sels adoucisseur			sans objet

SOUS-PRODUITS		2020	2021	2022
Refus de dégrillage Graisses Sables	(t)	10	25	17,500
	destination	AMETYST (méthanisation) (berne commune pour les 3 déchets)		



1 : renouvellement de la pompe de recirculation

2 : renouvellement de la pompe d'extraction des boues (remplissage du silo pour épaissement des boues centrifugation)

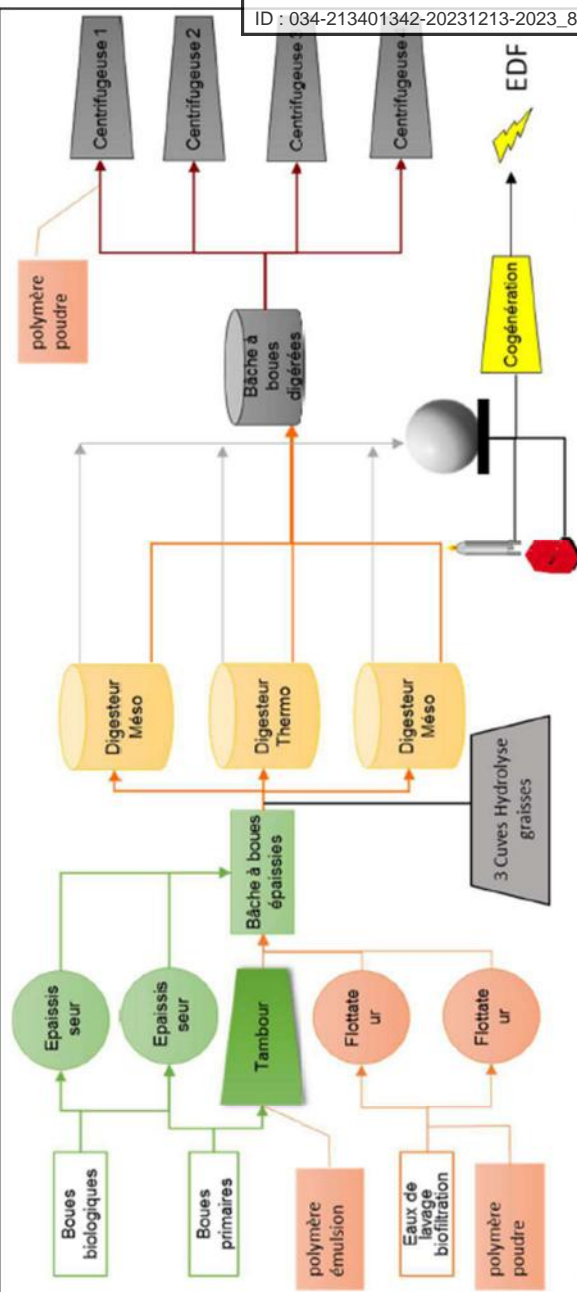
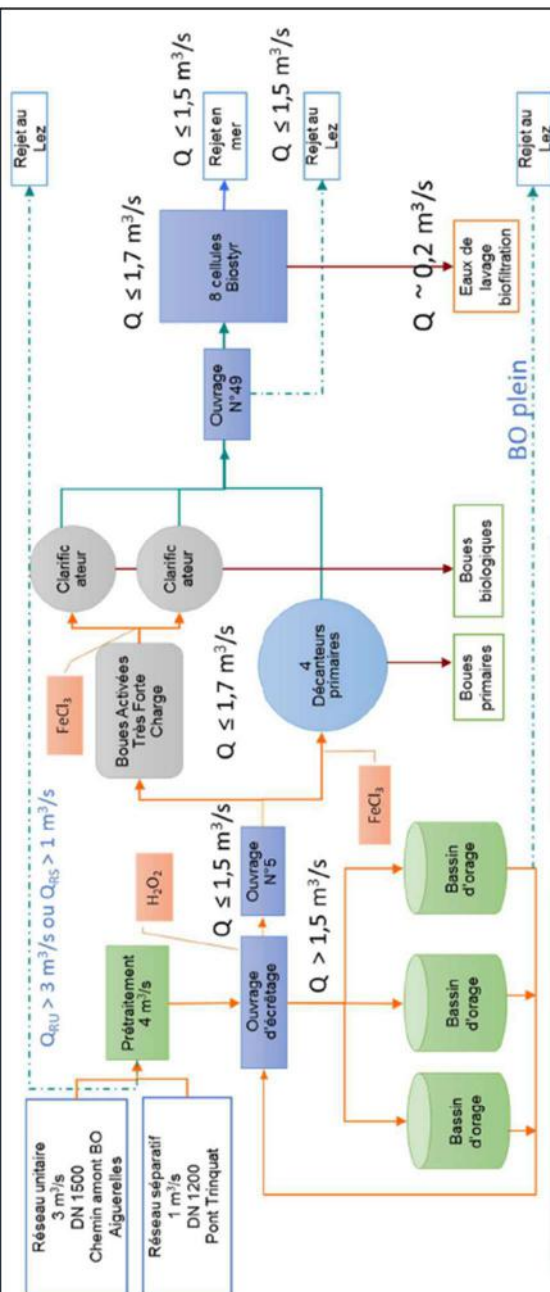
DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES		
Lieu d'implantation	Lattes	Communes raccordées <ul style="list-style-type: none"> • Asas • Castelnau le Lez • Castries • Clapiers • Grabels • Jacou • Juvignac • Lattes • Le Crès • Montferrier sur Lez • Montpellier • Palavas les Flots • Prades le Lez • Saint Aunès • Saint Jean de Védas • Teyran • Vendargues • Camon • Pérols
Mise en service	2005	
Abonnés raccordés en assainissement	106023	
Code SANDRE ¹	060934172001	

¹ SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	470 000 EH	Exploitant	Veolia Eau
Type de traitement	Boues Activées, biofiltration		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage, décantation primaire		
Traitement secondaire	Boues activées, biofiltration		
Traitement des Boues	Digestion, déshydratation par centrifugation puis compostage externalisé		
Milieu récepteur	Méditerranée		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°2005-01-1907 du 29/05/2005	organique (kg/j DBO ₅)	Q nominal (m ³ /j)	Q référence (m ³ /j)
	28 000	113 300	129 600
			Q pointe (m ³ /h)
			4 721



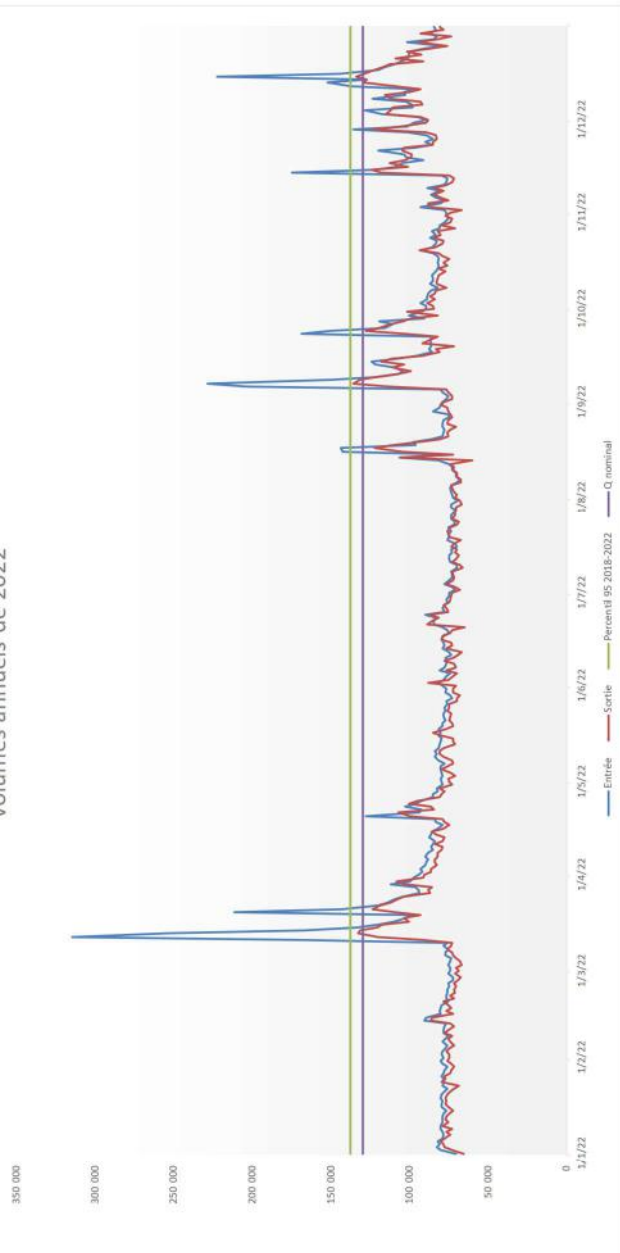
SCHEMAS DE FONCTIONNEMENT



CHARGE HYDRAULIQUE			
	2020	2021	2022
Débit moyen (m ³ /j)	84 903	87 580	89 505
Débit journalier maxi (m ³ /j)	214 687	234 270	314 590
Débit de pointe (m ³ /s)	4,68	5,01	5,44
Volume total entrant (m ³)	31 809 583	31 942 605	32 689 143
Déversements en tête de station (point SANDRE A2)	16	24	17
	61 670	59 210	71 410
Bypass sur la station (point SANDRE A5)	24	27	34
	262 220	506 030	842 710

PERFORMANCE ENERGETIQUE			
	2020	2021	2022
Biogaz produit (Nm ³)	4 466 510	4 598 854	4 656 775
Consommation annuelle (kW)	11 602 222	11 247 503	1 913 206
Energie électrique produite et revenue (kW)	5 988 945	6 767 539	6 223 855
Ratio énergie produite / énergie consommée %	51,6	60,2	52,2

Volumes annuels de 2022



BOUES		2020	2021	2022
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m ³)	254 640	240 565	225 342
	produit brut (t)	19 761	19 533	19 881
	matières sèches (t)	5 817	5 802	5 927
Destination		compostage externalisé		
Nombre d'analyses	agronomiques	17	17	12
	ETM *	50	51	51
	CTO *	50	51	51
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI	OUI	OUI

* ETM : Éléments Traces Métalliques

* CTO : Composés Traces Organiques

ÉNERGIE		2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)		11 602 222	11 247 503	11 913 206
Ratio kW/kg DBO5 traité		1,36	1,31	1,43
Ratio kW/m ³ traité		0,37	0,35	0,36

RÉACTIFS		2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlore ferrique (FeCl ₃)	1 921	1 989	1 901
	Peroxyde d'Hydrogène (H ₂ O ₂)	110	59	118
	Soude	40	25	31
	Acide sulfurique	1,46	0	2
	Javel	69	24	52
		kg	113 600	103 050
Nitrate de Calcium (booster Palavas - Carnon)		t	301	257
				234

SOUS-PRODUITS		2020	2021	2022
Refus de dégrillage (t)	destination	535	552	454
		EVOLIA	OCREAL (incinération)	
Graisses (m ³)	destination	Traitement sur site par hydrolyse		
Sables (m ³)	destination	110	131	107
			EVOLIA (incinération)	

CHARGES MOYENNES ENTRANTES		2020	2021	2022
DBO5 ¹	kg/j	23 391	23 487	22 830
	% nominal	84%	84%	82%
DCO ²	kg/j	56 180	57 386	57 301
	% nominal	80%	82%	82%
MES ³	kg/j	29 100	30 030	29 760
	% nominal	91%	94%	93%
NTK ⁴	kg/j	4 990	5 292	5 364
	% nominal	non défini	non défini	non défini
Pt ⁵	kg/j	618	672	660
	% nominal	non défini	non défini	non défini

¹ DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

² DCO : Demande Chimique en Oxygène

³ MES : Matières En Suspension insolubles

⁴ NTK : Azote Kjeldahl

⁵ Pt : Phosphate total

⁶ NGL : Azote (N) Global

RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES									
Paramètres		DBO5	DCO		MES	NGL *	Pt *		
Rejet moyen (mg/l)		maxi 25	maxi 12,6	maxi 125	maxi 53,7	maxi 35	14,6	pas de limite réglementaire	2
	norme	résultat							
Rendement moyen		mini 80%	mini 95%	mini 75%	mini 92,1%	mini 90%	95,9%	14,9%	74,4%
	norme	résultat							
Nombre de bilans ⁷		365	365	365	365	365	365	208	208
	norme	réalisés							

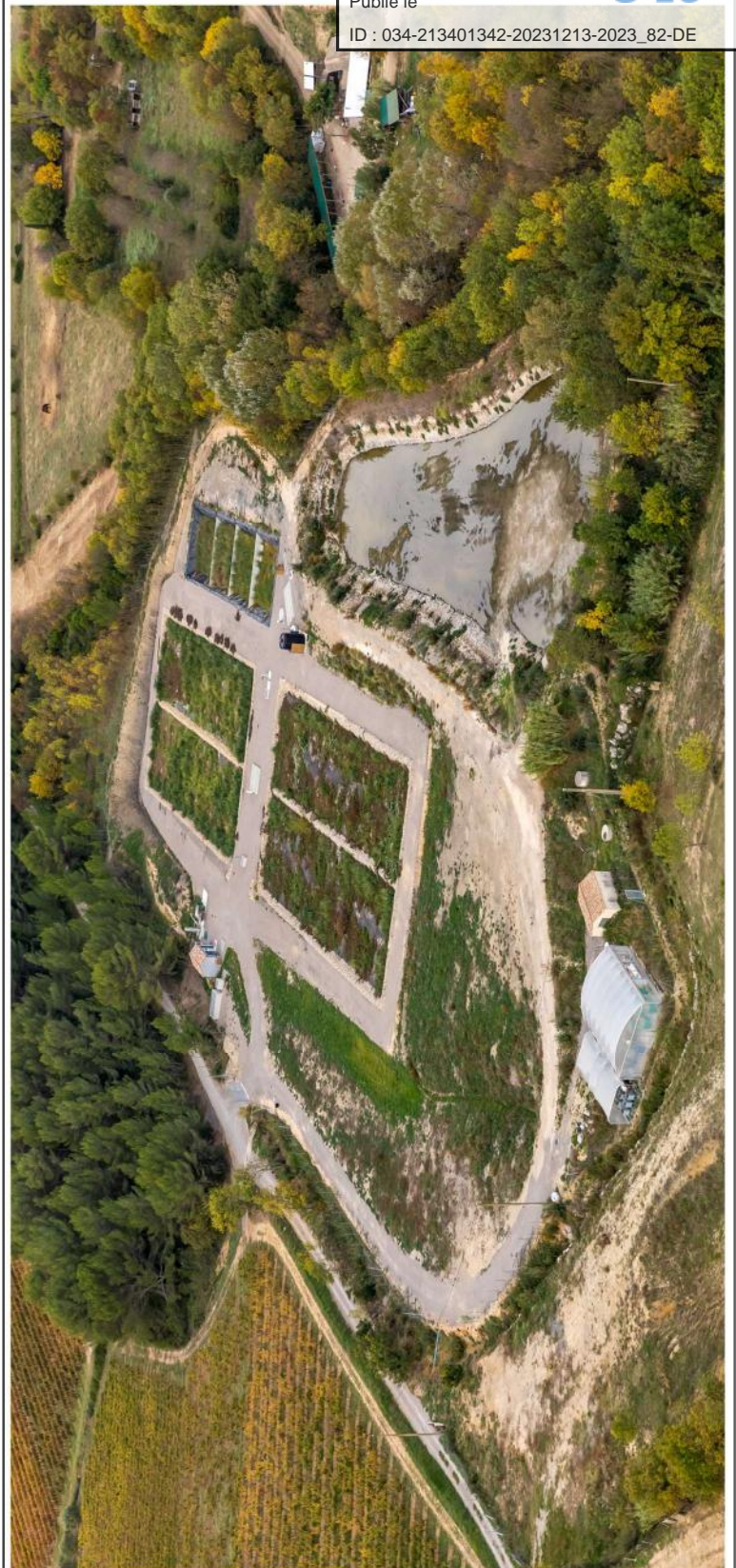
⁷ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse

* Selon l'arrêté du 21/07/2015, la mer n'est pas considérée comme une zone sensible à l'eutrophisation. Par conséquent, réglementairement, l'azote et le phosphore ne sont pas soumis au respect de normes de rendements minimum de traitement à atteindre

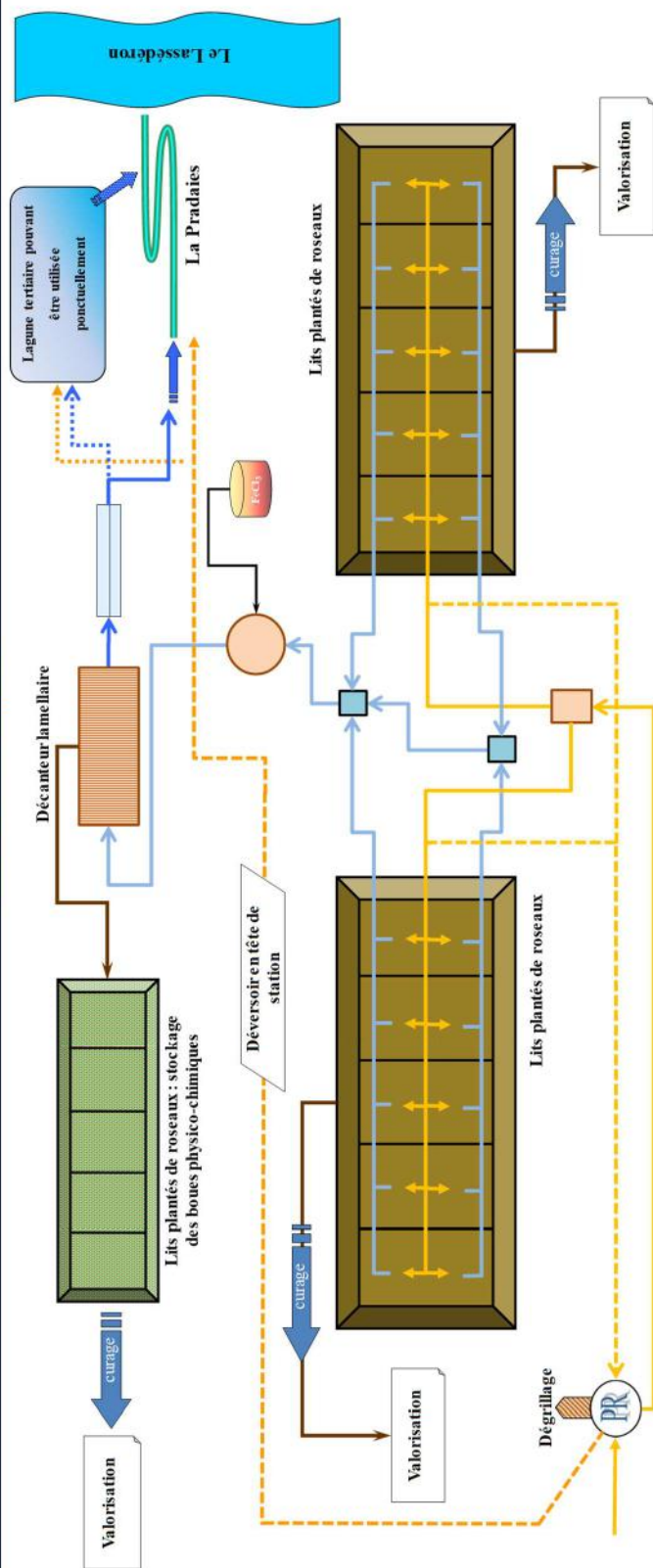
DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES	
Lieu d'implantation	Murviel les Montpellier
Commune raccordée	* Murviel les Montpellier
Mise en service	2020
Population raccordée	1 838
Code SANDRE *	060934179002

* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	3 000 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Dégrillage		
Prétraitement primaire	Filtres aérés plantés de roseaux sur 2 files		
Traitement secondaire	Traitement physico-chimique du phosphore		
Traitement des Boues	Filtres plantés de roseaux		
Milieu récepteur	La Pradales		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n° 34-2017-00151 du 18/01/2018	organique (kg/j DBO ₅)	Q nominal (m ³ /j)	Q référence (m ³ /j)
	180	480	624
			Q pointe (m ³ /h)
			/



SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CHARGES MOYENNES ENTRANTES			
	2020		2022
	kg/j	% nominal	kg/j
DBO5 ¹	52,0	28,9%	89,9
DCO ²	100,1	23,8%	225,4
MES ³	57,6	21,3%	98,7
NTK ⁴	14,7	32,6%	24,0
Pt ⁵	1,7	14,5%	2,40

¹ DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 Jrs ⁴ NTK : Azote Kjeldahl

² DCO : Demande Chimique en Oxygène ⁵ Pt : Phosphate total

³ MES : Matières En Suspension insolubles ⁶ NGL : Azote (N) Global

⁷ CBPO : Charge Brute de Pollution Organique ⁸ NH₄ : Ammonium ⁹ NO₂ : Nitrites

RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES :
pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre
l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015

Paramètres	DBO5	DCO	MES	NH ₄ ⁸	NTK	NO ₂ ⁹	NGL ⁶	Pt
Rejet moyen (mg/l)	maxi 25	maxi 125	maxi 35	maxi 6,5	maxi 10	maxi 1,8	maxi 66	maxi 2
Rendement moyen	mini 93%	mini 86%	mini 94%	mini 98,6%	mini 96,8%	mini 98,9%	mini 98,9%	mini 92%
Norme	norme	norme	norme	norme	norme	norme	norme	norme
Nombre de bilans ¹⁰	réalisés 12	réalisés 12	réalisés 12	réalisés 4	réalisés 4	réalisés 4	réalisés 3	réalisés 4

¹⁰ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse

Conformité européenne DERU
[Directive Eaux Résiduaires Urbaines 91/271/CEE]
Conformité nationale (arrêté 21/07/2015 et son modificatif du 31/07/2020)
Conformité locale (arrêté préfectoral station n°34-2017-00151 du 18/01/2018)

Synthèse du fonctionnement annuel

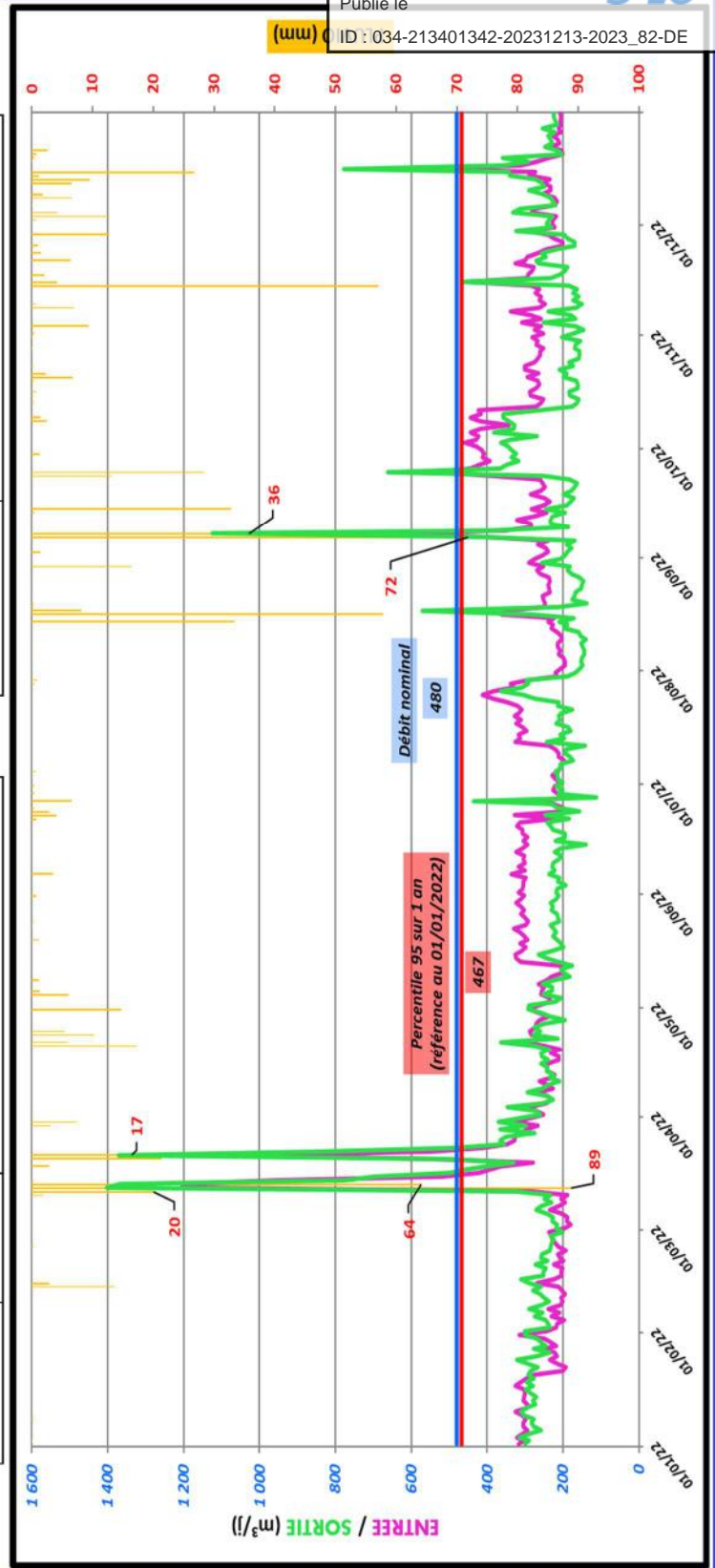
CHARGE HYDRAULIQUE				2020	2021	2022
Débit moyen (m ³ /l)			225	242	285	
Débit journalier maxi (m ³ /l)			702	932	1 206	
Volume total entrant (m ³ /h)			72 409	88 422	104 053	
Volume total sortant (m ³)			/	84 914	94 666	
Déversements en tête de station (DTS) (point SANDRE A2)	Nombre (l)		/	10	7	
	Volume (m ³)			398	2 971	
Bypass sur la station (point SANDRE A5)	Nombre (l)	sans objet				
	Volume (m ³)					

ANALYSES MILIEU RÉCÉPTEUR ¹		
Nombre d'analyses	Planifiées	5 amont + 5 droit du rejet + 5 aval : 06, 07, 08, 09 et 10-2022
	Réalisées	2 amont + 5 droit du rejet + 5 aval : 06, 07, 08, 09 et 10-2022

¹ En raison de l'absence d'écoulement dans certains ruisseaux, les dates prévisionnelles et les quantités d'analyses réalisées peuvent ne pas correspondre à la planification réglementaire.

² Afin d'assurer une cohérence des mesures sur le bassin versant Lassedéron-Brue-Coulazou-Mosson, les prélèvements se font mensuellement de juin à octobre en même temps que les stations de Courmonterral, Pignan-Sausan-Fabrigues, Lavérune, St Georges d'Orques et Murviel les Montpellier (demande DDTM).

<p>Percentile 95</p> <p>sur 2 ans (2020 à 2021)</p>	<p>332 m³/j (référence au 01/01/2023)</p> <p>(valeur et période consolidées par la DDTM)</p>
------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------



BOUES		2020	2021	2022
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m ³)			
	produit brut (t)			
	matières sèches (t)			
Destination		sur site (lits plantés de roseaux)		
Nombre d'analyses	agronomiques			
	ETM *			
	CTO *			
Conformité selon arrêté du 08/01/1998		sans objet		
Conformité selon arrêté du 07/01/2001		/	/	/

* ETM : Eléments Traces Métalliques

* CTO : Composés Traces Organiques

ÉNERGIE		2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)			28 198	50 276
	Ratio kW/kg DBO5 traité	sans objet	0,97	2,01
Ratio kW/m ³ traité			0,33	0,53

RÉACTIFS		2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)	/	5 760	17 764
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)			
	Soude			
	Acide sulfurique			
	Javel			
	Polymère			
	Acide citrique			
	Sels adoucisseur			

sans objet

SOUS-PRODUITS		2020	2021	2022
Refus de dégrillage Graisses Sables	(t)	/	1	3,500
	destination	AMETYST (méthanisation) (benne commune pour les 3 déchets)		



- 1** : Arrosage des roseaux : afin de permettre aux rhizomes d'attendre l'eau en profondeur dans les lits, il a été nécessaire, durant la période estivale, de créer un apport d'eau supplémentaire en complément des effluents traités installant un pompage dans le poste des eaux parties traitées
- 2** : mise en place d'aspersion sur les zones où les roseaux ont manqué d'eau
- 3** : Asperseurs en fonctionnement sur les plages herbeuses suivantes : de 6h30 à 8h et de 20h à 22h

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

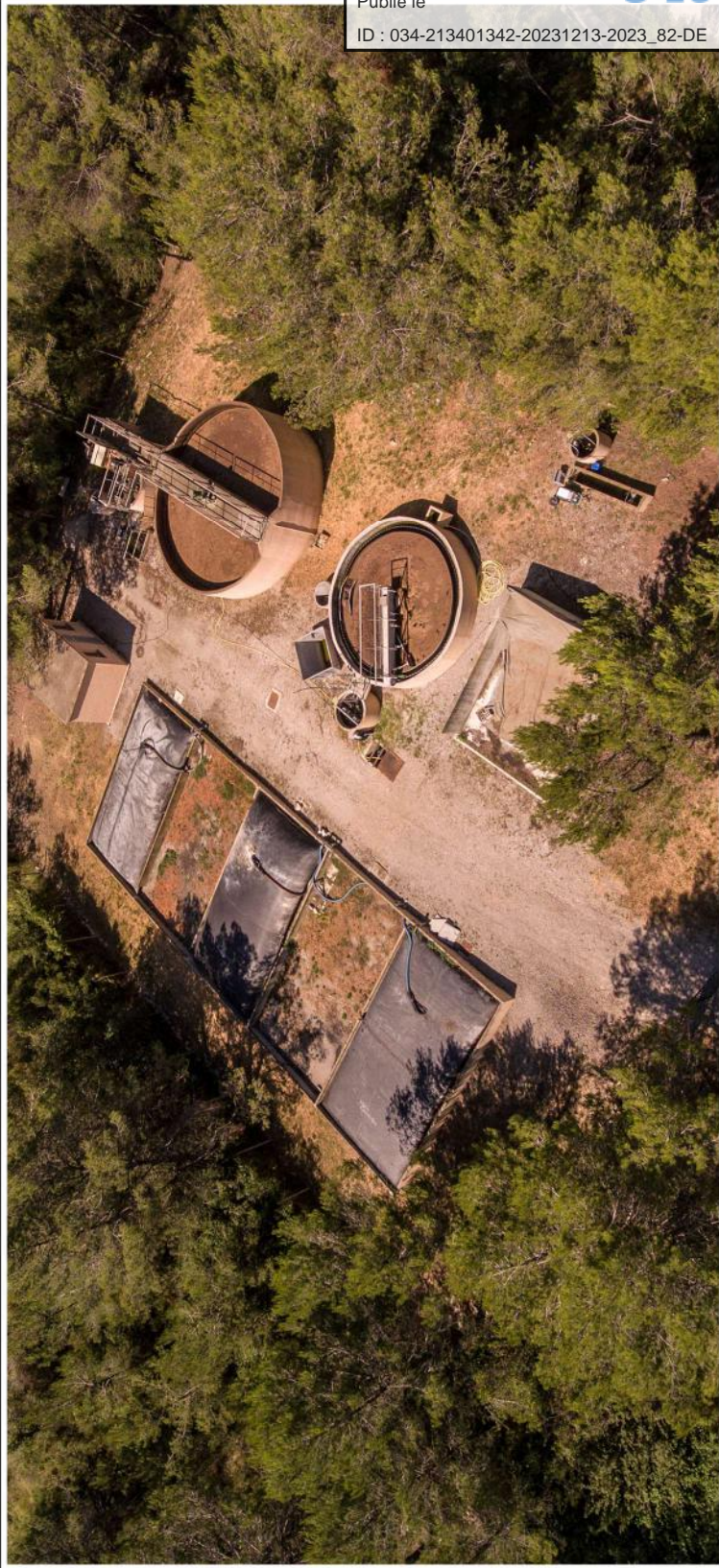
Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023-82-DE

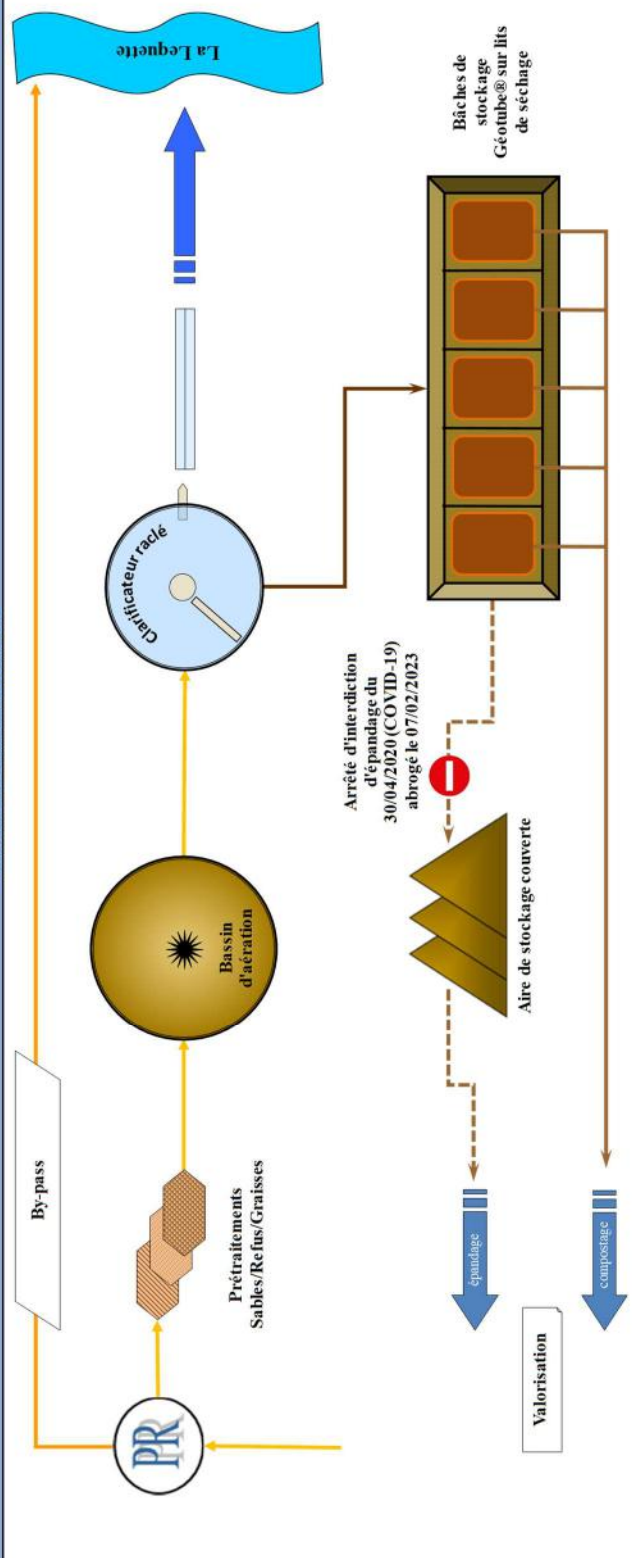
DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES	
Lieu d'implantation	Montaud
Commune raccordée	• Montaud
Mise en service	1994
Population raccordée	941
Code SANDRE *	060934156001

* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	900 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées		
Traitement des Boues	Lits de séchage / Bâches percolantes		
Milieu récepteur	La Lequette		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°9311871 du 06/07/1993	organique (kg/j DBO ₅)	Q nominal (m ³ /j)	Q pointe (m ³ /h)
	54	135	/



SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CHARGES MOYENNES ENTRANTES				
	2020		2021	
	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal
DBO5 ¹	24,7	45,7%	21,7	40,2%
DCO ²	77	65,8%	54,6	46,7%
MES ³	39,6	48,9%	18	22,2%
NTK ⁴	9,42	non défini	7,9	non défini
Pt ⁵	1,36	non défini	1,05	non défini

¹ DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

² DCO : Demande Chimique en Oxygène

³ MES : Matières En Suspension insolubles

⁴ NTK : Charge Brute de Pollution Organique

⁵ Pt : Azote Kjeldahl

⁶ Pt : Phosphate total

⁷ NGL : Azote (N) Global

RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES :				
pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015				
Paramètres	DBO5	DCO	MES	Pt
Rejet moyen (mg/l)	maxi 35	maxi 200	pas de limite	13,97
norme	35	200	pas de limite	13,97
Rendement moyen	mini 60%	mini 60%	mini 50%	81,5%
norme	60%	60%	50%	81,5%
Nombre de bilans ⁸	1	1	1	1
norme	1	1	1	1

⁸ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis au laboratoire indépendant pour analyse

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

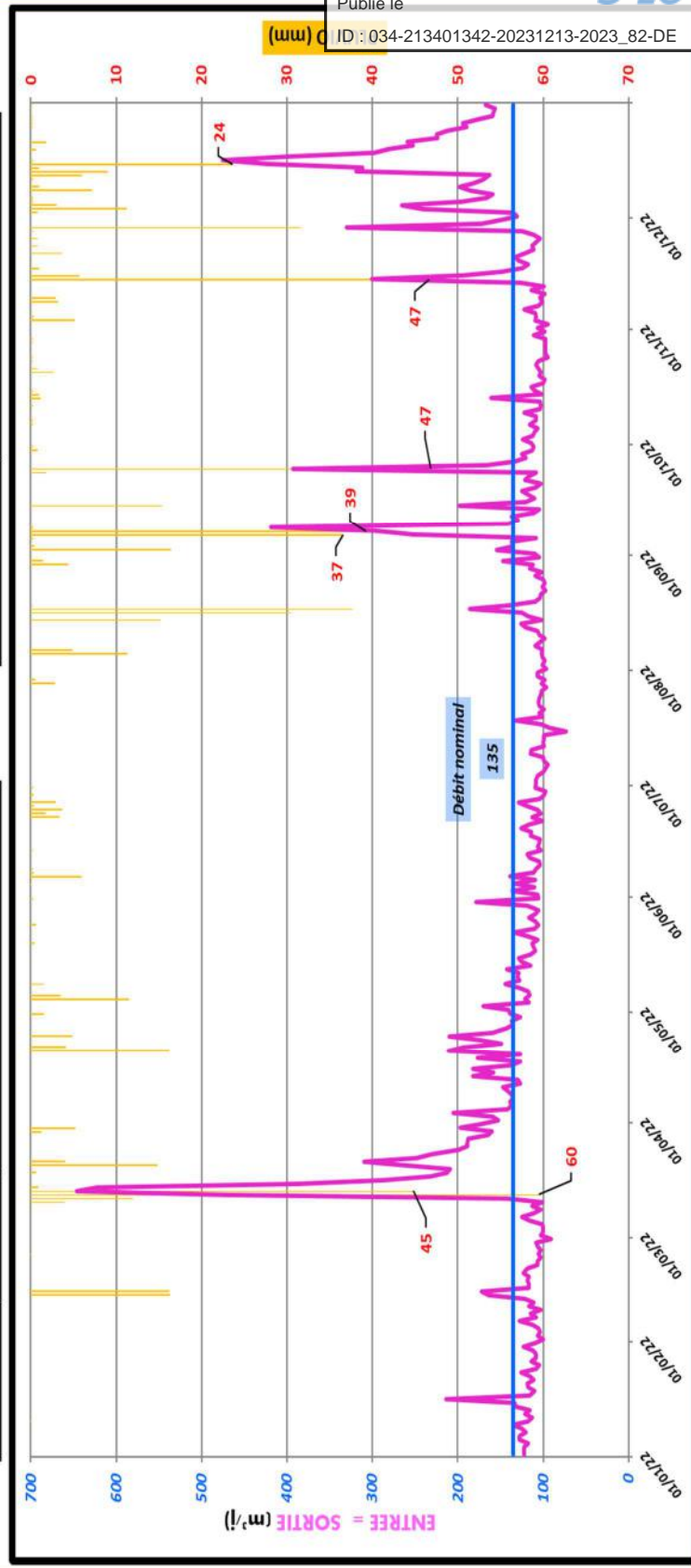
Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

CHARGE HYDRAULIQUE			
	2020	2021	2022
Débit moyen (m ³ /l)	110	129	140
Débit journalier maxi (m ³ /l)	366	507	646
Volume total entrant (m ³) = Volume sortant	40 103	47 221	51 227
Déversements en tête de station (point SANDRE A2)	Nombre (j)	9	8
	T (h) ou V (m ³)	6 585	1 014
Bypass sur la station (point SANDRE A5)	Nombre (j)	sans objet	
	Volume (m ³)		

ANALYSES MILIEU RÉCEPTEUR	
Analyses sur le milieu récepteur	station non concernée par un suivi du milieu

Percentile 95	sans objet
pas de percentile 95 sur installation < 2000 EH (source DDTM)	



BOUES		2020	2021	2022
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m³)	6 875	976	2 048
	produit brut (t)	/	58,1	/
	matières sèches (t)	7,200	5,806	11,547
Destination		compostage (Covid 19)		
Nombre d'analyses	agronomiques	compostage externalisé		
	ETM *			
	CTO *			
Conformité selon arrêté du 08/01/1998				

* ETM : Eléments Traces Métalliques * CTO : Composés Traces Organiques

ÉNERGIE		2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)		28 941	30 051	22 704
Ratio kW/kg DBO5 traité		3,38	3,98	2,32
Ratio kW/m ³ traité		0,72	0,64	0,44

RÉACTIFS		2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)	sans objet		
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)			
	Soude			
	Acide sulfurique	litres		
	Javel			
	Polymère			
	Acide citrique	kg		
	Sels adoucisseur			
		400	530	300

SOUS-PRODUITS		2020	2021	2022
Refus de dégrillage (t)	destination	0,24	0,25	0,250
		AMETYST (méthanisation)		
Graisses (m ³)	destination	10	15	26,3
		Baillargues - Saint Brès		
Sables (m ³)	destination	0	0	0
		Baillargues - Saint Brès		



1 : baches Géotube® installées sur les lits :

- les filtrats qui percolent à travers les baches sont récupérés par les drains des lits puis redirigés vers le poste tout-à-l'égout afin d'être réintroduits en tête de station,

- baches à usage unique : une fois pleines, elles sont découpées en partie supérieure pour récupérer les effluents égouttés qui sont envoyées en compostage.

2 : renouvellement de l'écran du SOFREL sur le PRU. Cet appareil a pour rôle de récupérer les données (température, pompage, nombre de démarrages des pompes, vols, dérives, by-passés, dysfonctionnements, ...) et de les remonter à l'automate centralisé. Il est l'élément clé de la télésurveillance sur le site.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

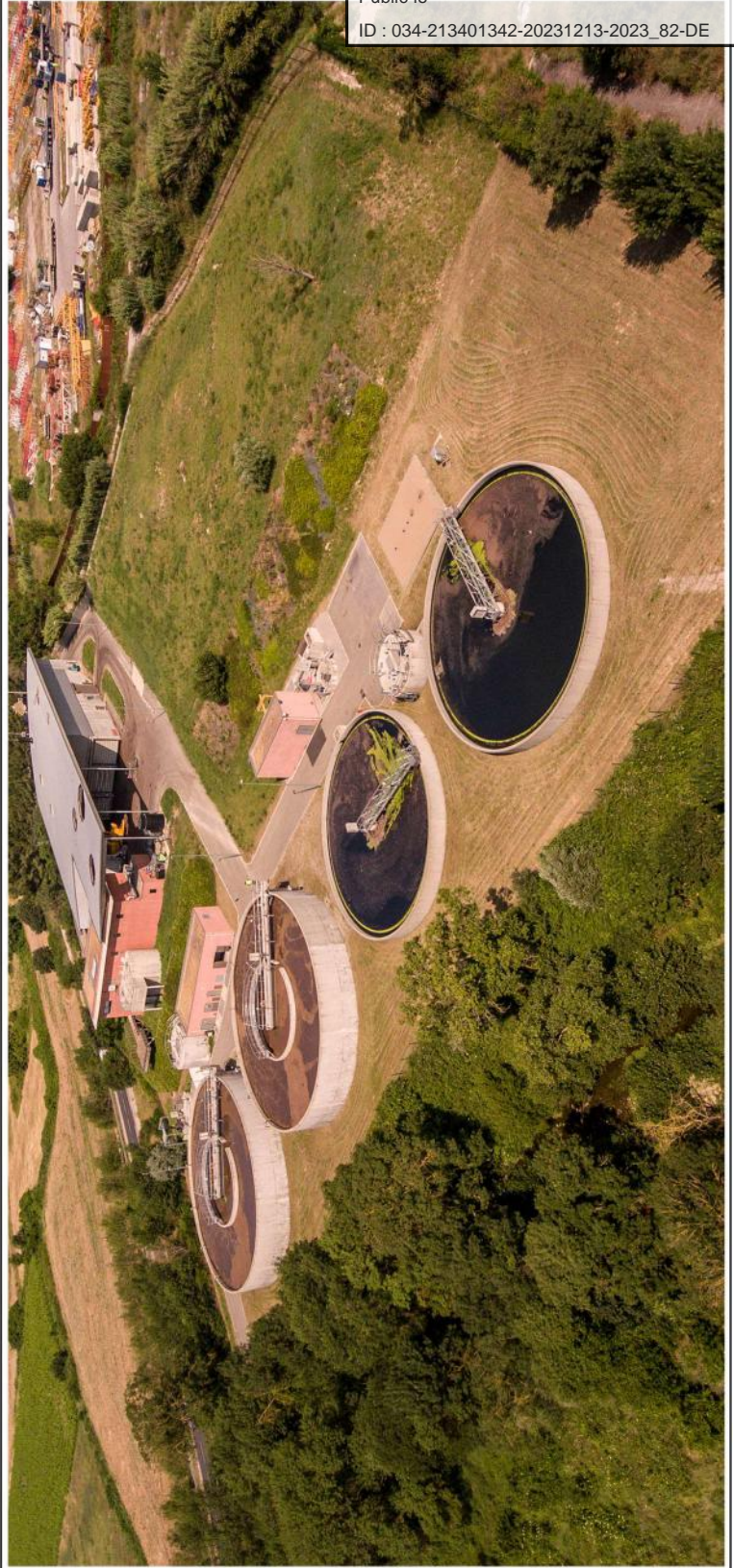
Publié le

ID : 034-213401342-20231213-20231213-82-DE

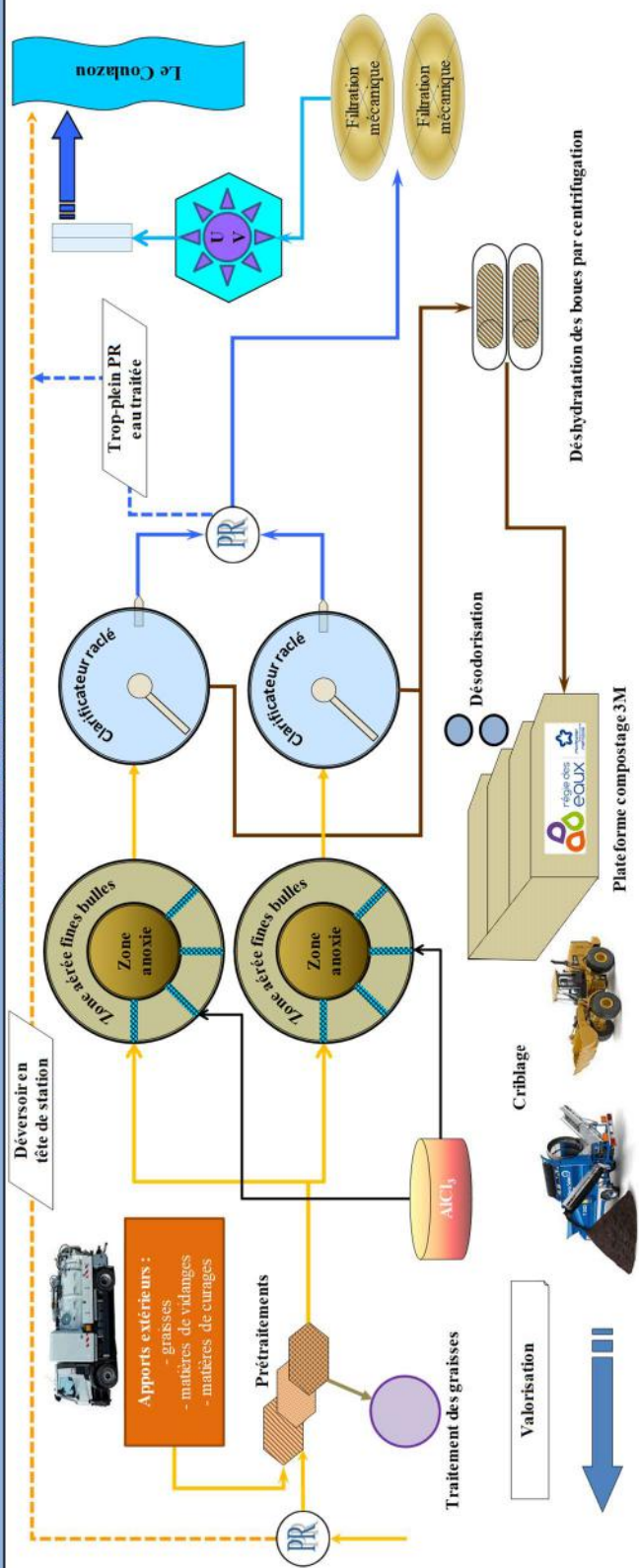
DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES	
Lieu d'implantation	Fabrigues
Communes raccordées	<ul style="list-style-type: none"> • Pignan • Saussan • Fabrigues
Mise en service	2010
Population raccordée	13 886
Code SANDRE *	060934095003

* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	30 517 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, filtration tertiaire, désinfection UV		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées, zones anaérobie/anoxie et aérobie		
Traitement des Boues	Déshydratation par centrifugation puis compostage sur site		
Milieu récepteur	Le Coulazou		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°2008-01-3285 du 22/12/2008 + son complémentaire n°34-2012-07-02-443 du 17/07/2012	organique (kg/j DBO ₅)	Q nominal (m ³ /j)	Q pointe (m ³ /h)
	1 831	4 813	525
		6 600	



SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CBPO⁷ =
962,7 kg DBO5/j
(valeur consolidée par la DDTM)

	CHARGES MOYENNES ENTRANTES			
	2020		2021	
	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal
DBO5 ¹	956,9	52,3%	626	34,2%
DCO ²	2235,6	50,6%	1605	36,3%
MES ³	1262,8	60,3%	683	32,6%
NTK ⁴	217,52	48,6%	194	43,3%
Pt ⁵	25,94	44,7%	20	34,5%
NH ₄ ⁶	160,01	48,3%	135,60	41,0%

¹ DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

² DCO : Demande Chimique en Oxygène

³ MES : Matières En Suspension insolubles

⁷ CBPO : Charge Brute de Pollution Organique

⁴ NTK : Azote Kjeldhal

⁵ Pt : Phosphate total

⁶ NGL : Azote (N) Global

⁶ NH₄ : Ammonium

RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES :
pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015

OUI	Conformité européenne DERU (Directive Eaux Résiduaires Urbaines 91/271/CEE)				
	MES	DCO	DBO5	NTK	Pt
OUI	10	50	1,7	2,28	1
OUI	10	18,8	10	2,28	1

OUI	Conformité nationale (arrêté préfectoral station n°2008-01-3285 du 22/12/2008 + son complémentaire n°34-2012-07-02-433 du 31/07/2020)				
	MES	DCO	DBO5	NTK	Pt
OUI	10	50	1,7	2,28	1
OUI	10	18,8	10	2,28	1

OUI	Conformité locale (arrêté préfectoral station n°2008-01-3285 du 22/12/2008 + son complémentaire n°34-2012-07-02-433 du 31/07/2020)				
	MES	DCO	DBO5	NTK	Pt
OUI	10	50	1,7	2,28	1
OUI	10	18,8	10	2,28	1

⁹ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



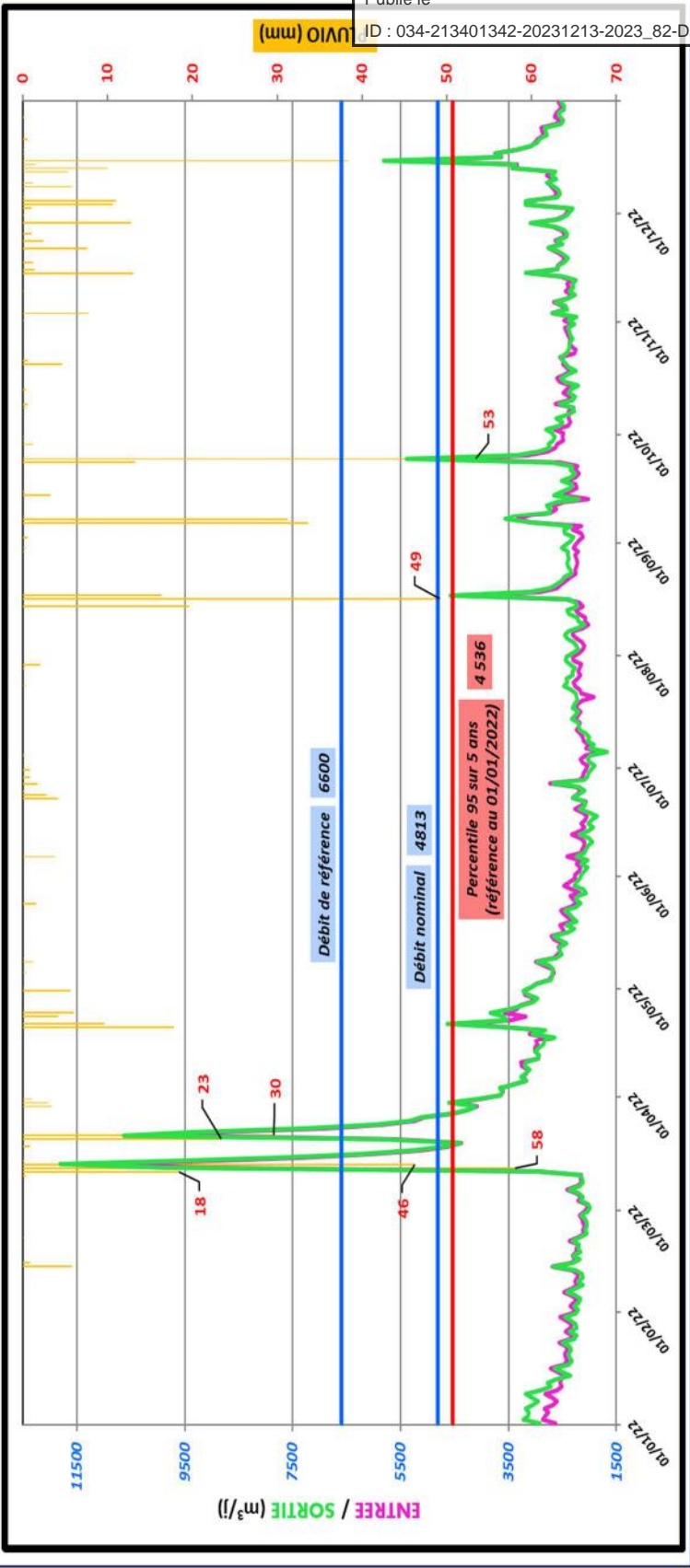
CHARGE HYDRAULIQUE		2020	2021	2022
Débit moyen (m ³ /j)		2 629	2 735	2 718
Débit journalier maxi (m ³ /j)		7 023	9 764	11 173
Volume total entrant (m ³)		962 078	998 418	993 601
Volume total sortant (m ³)		1 041 983	1 067 355	1 002 095
Déversements en tête de station (point SANDRE A2)	Nombre (l)	1	15	6
	Volume (m ³)	35	575	844
Bypass sur la station (point SANDRE A5)	Nombre (l)	14	21	5
	Volume (m ³)	4 650	9 438	787

MILIEU RÉCEPTEUR ¹		
Analyses sur le milieu récepteur	Planifiées	5 amont + 5 droit du rejet + 5 aval : 06, 07, 08, 09 et 10-2021
	Réalisées	5 amont + 5 droit du rejet + 5 aval : 06, 07, 08, 09 et 10-2021

¹ En raison de l'absence d'écoulement dans certains ruisseaux, les dates prévisionnelles et les quantités d'analyses réalisées peuvent ne pas correspondre à la planification réglementaire

² Sur le nombre total d'analyses, 10 sont communes avec le suivi réalisé pour Courmontrail : dans La Mosson en amont de la confluence avec La Brue et dans le Coulaou, à la confluence avec La Mosson

Percentile 95	4 489 m ³ /j (référence au 01/01/2023)
sur 5 ans de 2017 à 2021 (valeur et période consolidées par la DDTM)	



BOUES		2020	2021	2022
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m ³)	38 018	38 032	39 230
	produit brut (t)	1 321,367	1 535,160	1 453,524
	matières sèches (t)	281,03	305,974	293,424
Destination		compostage sur site		
Nombre d'analyses	agronomiques	6	6	6
	ETM *	4	4	4
	CTO *	2	2	2
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI	OUI	OUI

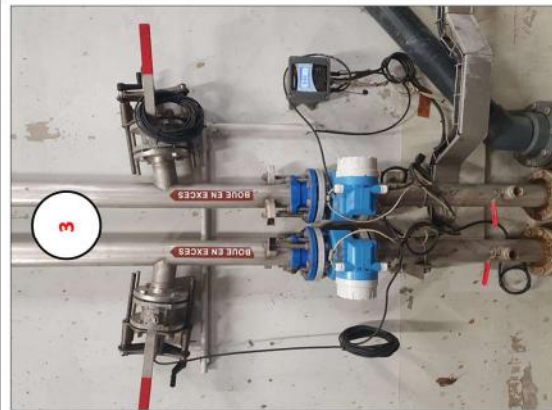
* CTO : Composés Traces Organiques

* ETM : Eléments Traces Métalliques

RÉACTIFS		2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)	28 412	41 328	35 023
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)	kg		
	Soude	620	2 350	10 471
	Acide sulfurique	litres	3 640	3 550
	Javel	10 530	6 000	5 748
	Polymère	10 500	9 600	8 537
	Acide citrique	kg		
	Sels adoucisseurs	375	525	375

ÉNERGIE		2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)		1 459 197	1 311 854	1 329 954
Ratio kW/kg DBOS traité		4,21	5,83	1,36
Ratio kW/m ³ traité		1,52	1,23	1,33

SOUS-PRODUITS		2020	2021	2022
Refus de dégrillage (t)	destination	8,300	12,900	65,400
		AMETYST (méthanisation)		
Graisses (m ³)	destination	Traitement sur site par hydrolyse		
Sables (m ³)	destination	0	0	25,080
		Maera		



Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le


ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

S²LO

1 : ouvrage recevant les eaux brutes avec possibilité de surverse par temps de pluie (point SANDRE A2 = Déversoir en Tête de Station) + débitmètre dédié

2 : débitmètre de Sortie (point SANDRE A4) : canal générant une légère retenue d'eau + sonde de mesure de la hauteur d'eau + sonde de mesure de la hauteur auxquels est associée une loi hauteur/débit transformant la hauteur mesurée en débit

3 : débitmètres électromagnétiques mesurant les volumes de boues (1 par file) envoyés vers les centrifugeuses SANDRE A6 (boues produites)



régie des
eaux

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE SAINT DRÉZÉRY

Synthèse du fonctionnement annuel

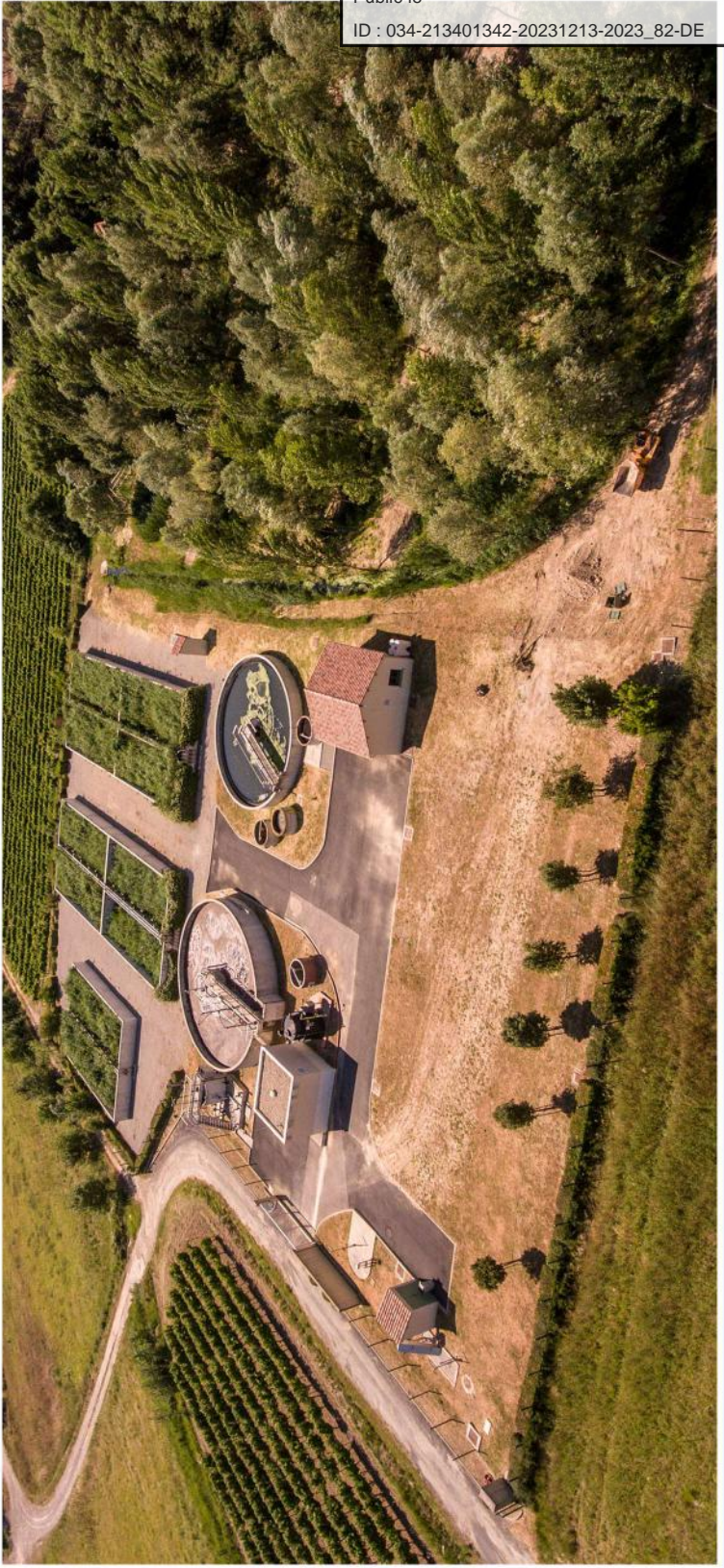
2022 - 1/4

Données Administratives et Générales

Lieu d'implantation	Saint Drézéry
Commune raccordée	• Saint Drézéry
Mise en service	2008
Population raccordée	2 052
Code SANDRE *	060934249002

* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	4 000 EH	Exploitant	SAUR	
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification			
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisissage			
Traitement secondaire	Boues activées, zones anaérobie/aérobie			
Traitement des Boues	Lits plantés de roseaux			
Milieu récepteur	Le Pradas puis le Bérange			
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°9311871 du 06/07/1993	organique (kg/j DBO ₅)	Q nominal (m ³ /j)	Q référence (m ³ /j)	Q pointe (m ³ /h)
	240	800	1 000	65,4



Envoyé en préfecture le 19/12/2023

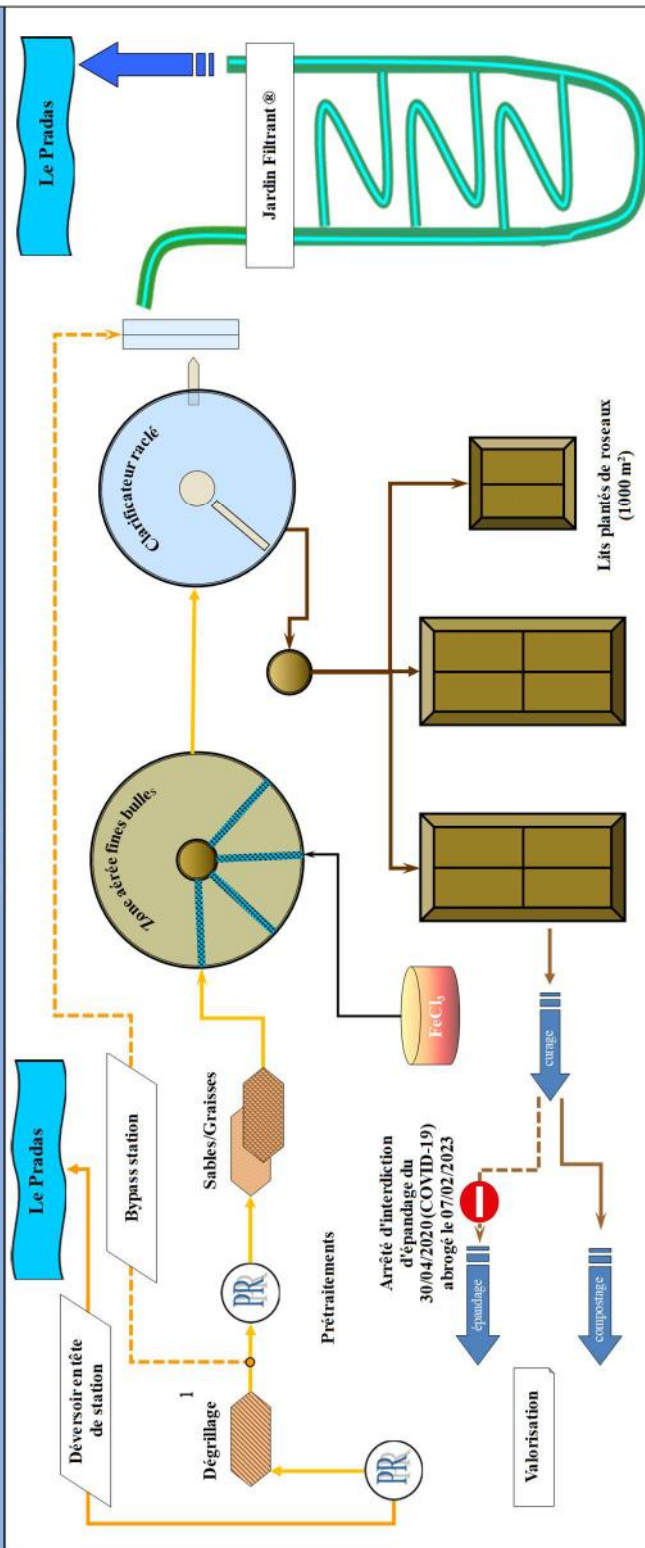
Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

S²LO

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CBPO⁸ = 157,9 kg DBO5/j
(valeur consolidée par la DDTM)

CHARGES MOYENNES ENTRANTES				
	2020		2021	
	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal
DBO5 ¹	72,9	30,4%	67,1	28,0%
DCO ²	176,6	36,8%	203,2	42,3%
MES ³	67,1	18,6%	78,5	21,8%
NTK ⁴	29,43	49,1%	28,00	46,7%
Pt ⁵	2,93	18,3%	2,60	16,3%

¹ DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

² DCO : Demande Chimique en Oxygène

³ MES : Matières En Suspension insolubles

⁴ CBPO : Charge Brute de Pollution Organique

⁵ NTK : Azote Kjeldahl

⁶ Pt : Phosphate total

⁷ NGL : Azote (N) Global

RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES :
pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015

Paramètres (mg/l)		DBO5		DCO		MES		NGL ⁶		Pt	
Rejet moyen	résultat	maxi	mini	maxi	mini	maxi	mini	maxi	mini	maxi	mini
norme	norme	25	80%	1,5	75%	35	90%	15	70%	2	80%
résultat	résultat	19,2	96,5%	125	96,5%	3,7	98,9%	5,15	93,6%	1,75	96,1%
nombre de bilans ⁷	réalisés	12	12	12	12	12	12	4	4	4	4

⁷ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

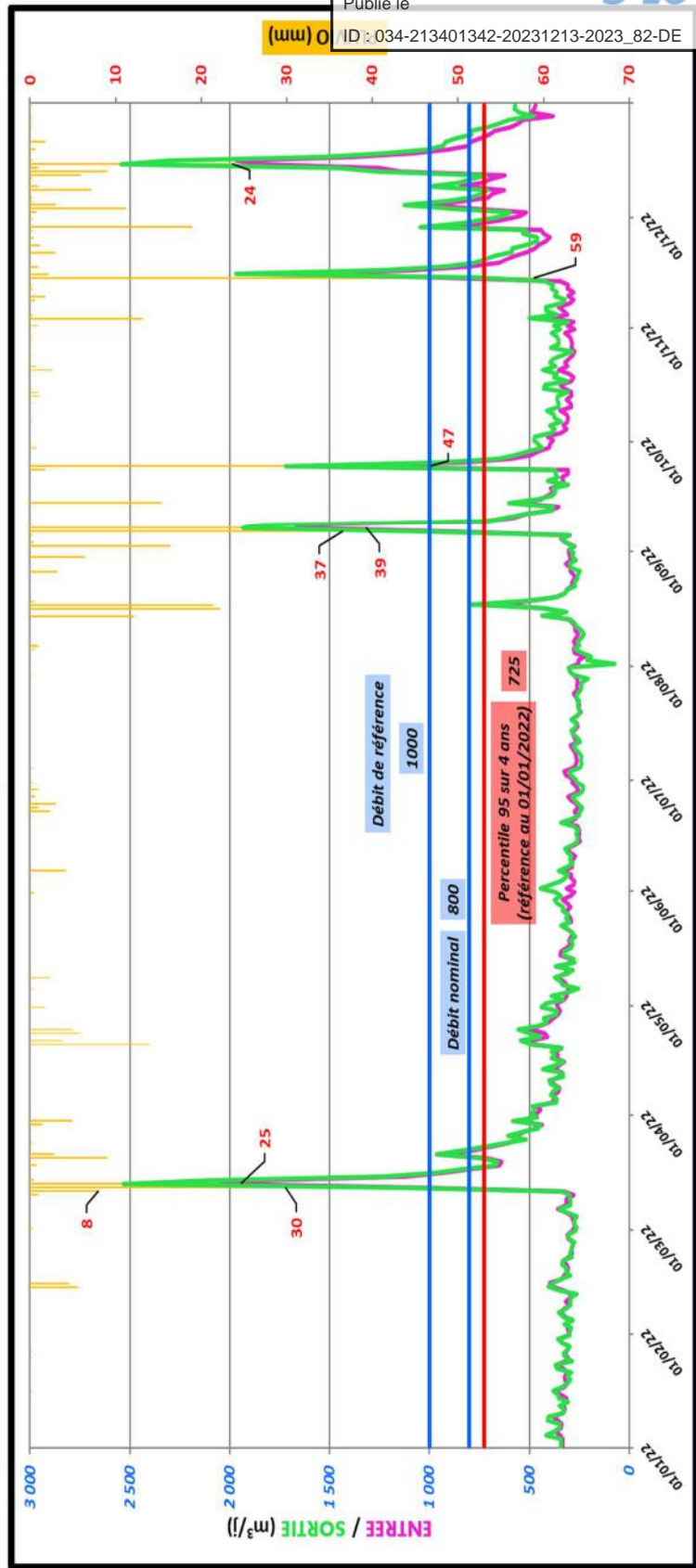
S2LO

Synthèse du fonctionnement annuel

CHARGE HYDRAULIQUE		2020	2021	2022
Débit moyen (m³/j)		335	380	424
Débit journalier max (m³/j)		1 958	1 861	2 044
Volume total entrant (m³)		122 610	138 825	154 846
Volume total sortant (m³)		125 648	153 559	166 463
Déversements en tête de station (point SANDRE A2)	Nombre (j)	4	0	3
	Volume (m³)	50	0	35
Bypass sur la station (point SANDRE A5)	Nombre (j)	3	7	14
	Volume (m³)	318	924	4 276

ANALYSES MILIEU RÉCÉPTEUR	
Analyses sur le milieu récepteur	station non concernée par un suivi du milieu conformément à son arrêté d'autorisation

Percentile 95 sur 5 ans de 2017 à 2021	717 m³/j (référence au 01/01/2023) (valeur et période consolidées par la DDTM)
----------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------



BOUES			
	2020	2021	2022
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m³)	16 369	11 397
	produit brut (t)	/	/
	matières sèches (t)	38,700	49,248
Destination :			
- sur site (lits plantés de roseaux)			
- épandage/ compostage si curage			
Nombre d'analyses	pas de curage en 2020	pas de curage en 2021	curage des lits 1 et 3 : 36,741 tMS évacuées
	agronomiques	/	/
	ETM *	/	5
Conformité selon arrêté du 08/01/1998	CTO *	/	3
		/	OUI

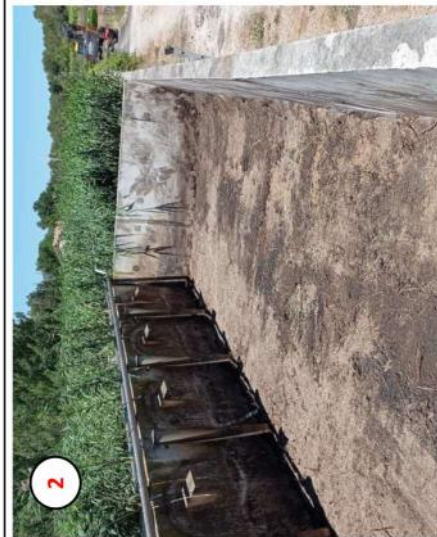
* ETM : Eléments Traces Métalliques * CTO : Composés Traces Organiques

ÉNERGIE			
	2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)	124 935	145 923	140 773
Ratio kW/kg DBO5 entrant	4,74	6,14	4,25
Ratio kW/m³ traité	1,02	0,95	0,85

RÉACTIFS			
	2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)	11 232	12 105
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)	18 800	
	Soude		
	Acide sulfurique		
	Javel		
	Polymère		
	Acide citrique		
	Sels adoucisseur		

sans objet

SOUS-PRODUITS			
	2020	2021	2022
Refus de dégrillage (t)	1,675	1,750	1,550
	AMETYST (méthanisation)		
Graisses (m³)	6	5,5	18
	station de Baillargues - Saint Brès		
Sables (m³)	7	3	4,2
	station de Baillargues - Saint Brès		

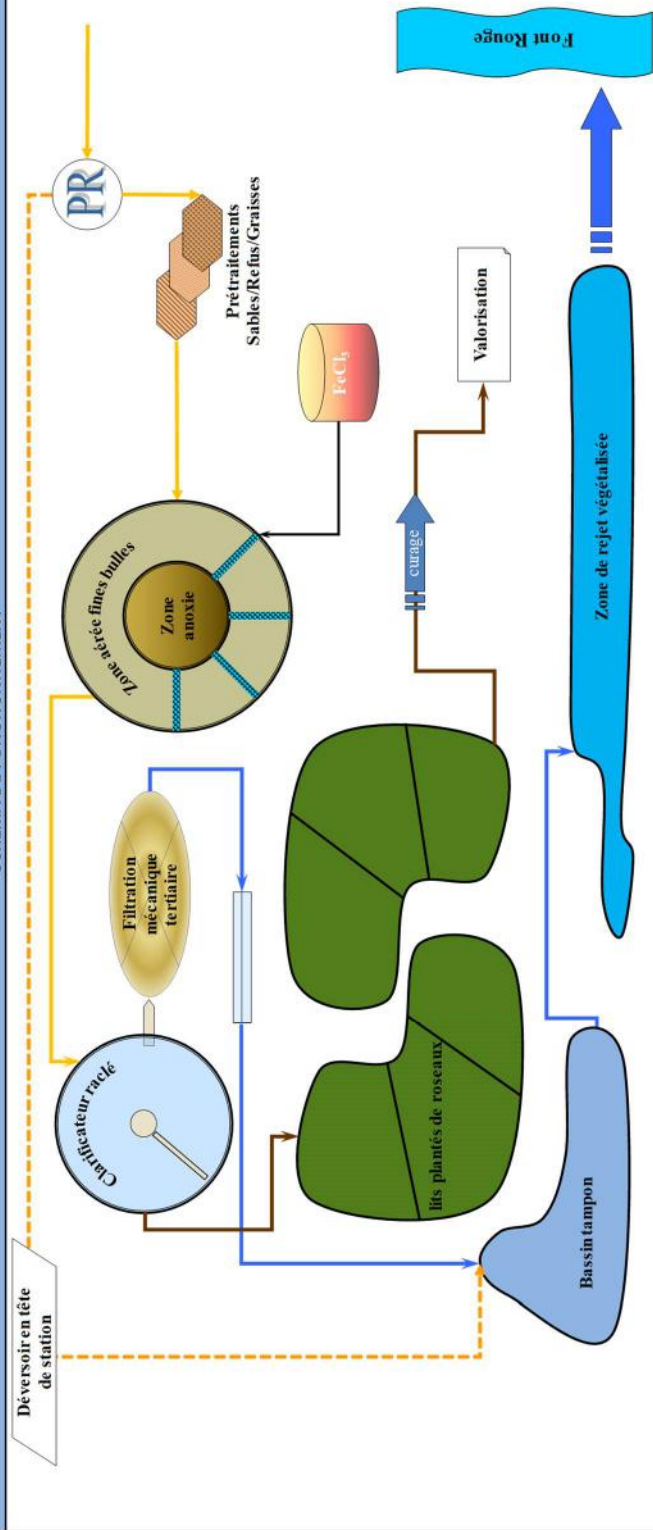


1 : lit réceptionnant les boues produites en cours de curage

2 : lit curé

région des eau		STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE SAINT GÉNIES DES MOURGUES - SUSSARGUES		2022 - 1/4																																													
DONNÉES ADMINISTRATIVES et GÉNÉRALES		<table border="1"> <tr> <td>Capacité nominale</td> <td>7 200 EH</td> <td>Exploitant</td> <td colspan="2">SAUR</td> </tr> <tr> <td>Lieu d'implantation</td> <td>Saint Génies des Mourgues</td> <td>Type de traitement</td> <td colspan="2">Boues Activées, nitrification/dénitrification, filtration tertiaire</td> </tr> <tr> <td>Communes raccordées</td> <td> <ul style="list-style-type: none"> Saint Génies des Mourgues Sussargues </td> <td>Prétraitement primaire</td> <td colspan="2">Dégrillage, dessablage, dégraisage</td> </tr> <tr> <td>Mise en service</td> <td>2015</td> <td>Traitement secondaire</td> <td colspan="2">Boues activées, zones anaérobie/anoxie et aérobie</td> </tr> <tr> <td>Population raccordée</td> <td>4 089</td> <td>Traitement des Boues</td> <td colspan="2">Lits plantés de roseaux</td> </tr> <tr> <td>Code SANDRE *</td> <td>060934256001</td> <td>Milieu récepteur</td> <td colspan="2">Font Rouge</td> </tr> <tr> <td colspan="2"> * SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau </td> <td>Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°34-2013-12-03620 du 12/12/2013</td> <td>Q. organique (kg/j DBO₅)</td> <td>Q. nominal (m³/j)</td> <td>Q. référence (m³/j)</td> <td>Q. pointe (m³/h)</td> </tr> <tr> <td colspan="2"></td> <td></td> <td>432</td> <td>1 116</td> <td>1 491</td> <td>99,15</td> </tr> </table>				Capacité nominale	7 200 EH	Exploitant	SAUR		Lieu d'implantation	Saint Génies des Mourgues	Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, filtration tertiaire		Communes raccordées	<ul style="list-style-type: none"> Saint Génies des Mourgues Sussargues 	Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		Mise en service	2015	Traitement secondaire	Boues activées, zones anaérobie/anoxie et aérobie		Population raccordée	4 089	Traitement des Boues	Lits plantés de roseaux		Code SANDRE *	060934256001	Milieu récepteur	Font Rouge		* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau		Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°34-2013-12-03620 du 12/12/2013	Q. organique (kg/j DBO ₅)	Q. nominal (m ³ /j)	Q. référence (m ³ /j)	Q. pointe (m ³ /h)				432	1 116	1 491	99,15
Capacité nominale	7 200 EH	Exploitant	SAUR																																														
Lieu d'implantation	Saint Génies des Mourgues	Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, filtration tertiaire																																														
Communes raccordées	<ul style="list-style-type: none"> Saint Génies des Mourgues Sussargues 	Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage																																														
Mise en service	2015	Traitement secondaire	Boues activées, zones anaérobie/anoxie et aérobie																																														
Population raccordée	4 089	Traitement des Boues	Lits plantés de roseaux																																														
Code SANDRE *	060934256001	Milieu récepteur	Font Rouge																																														
* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau		Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°34-2013-12-03620 du 12/12/2013	Q. organique (kg/j DBO ₅)	Q. nominal (m ³ /j)	Q. référence (m ³ /j)	Q. pointe (m ³ /h)																																											
			432	1 116	1 491	99,15																																											

SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CHARGES MOYENNES ENTRANTES				RENDEMENTS ÉPURATOIRES ET RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES : pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015									
2020		2021		2022		Paramètres	DBO5	DCO	MES	NGL ⁶	Pt	Conformité européenne DERU (Directive Eaux Résiduelles Urbaines 91/271/CEE)	
kg/j	% nominal	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal	Rejet moyen (mg/l)	maxi	maxi	maxi	maxi	maxi	OUI	OUI
193,9	44,9%	125	28,9%	151,6	35,1%	norme	25	90	30	10	1	OUI	OUI
558,8	55,4%	358,4	35,6%	420,9	41,8%	Rendement moyen	mini	mini	mini	mini	mini	OUI	OUI
186,7	37,0%	134	26,6%	254,9	50,6%	norme	80%	75%	90%	70%	80%	OUI	OUI
57,15	52,9%	50,00	46,3%	50,59	46,8%	Rendement	99,2%	96,9%	98,7%	94,2%	96,5%	OUI	OUI
6,25	43,4%	4,50	31,3%	5,42	37,6%	Nombre de bilans ⁷	12	12	12	12	12	OUI	OUI
NTK ⁴ : Azote Kjeldahl		NTK ⁴ : Azote Kjeldahl		NTK ⁴ : Azote Kjeldahl		réalisés	réalisés	réalisés	réalisés	réalisés	réalisés	OUI	OUI

¹ DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

² DCO : Demande Chimique en Oxygène

³ MES : Matières En Suspension insolubles

⁴ CBPO : Charge Brute de Pollution Organique

⁵ NTK : Azote Kjeldahl

⁶ Pt : Phosphate total

⁷ Bilan : Azote (N) Global

⁸ NGL : Charge Brute de Pollution Organique

⁷ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse

* dépassement en moyenne annuelle mais rendement moyen >70% donc le paramètre NGL est conforme sur l'année

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

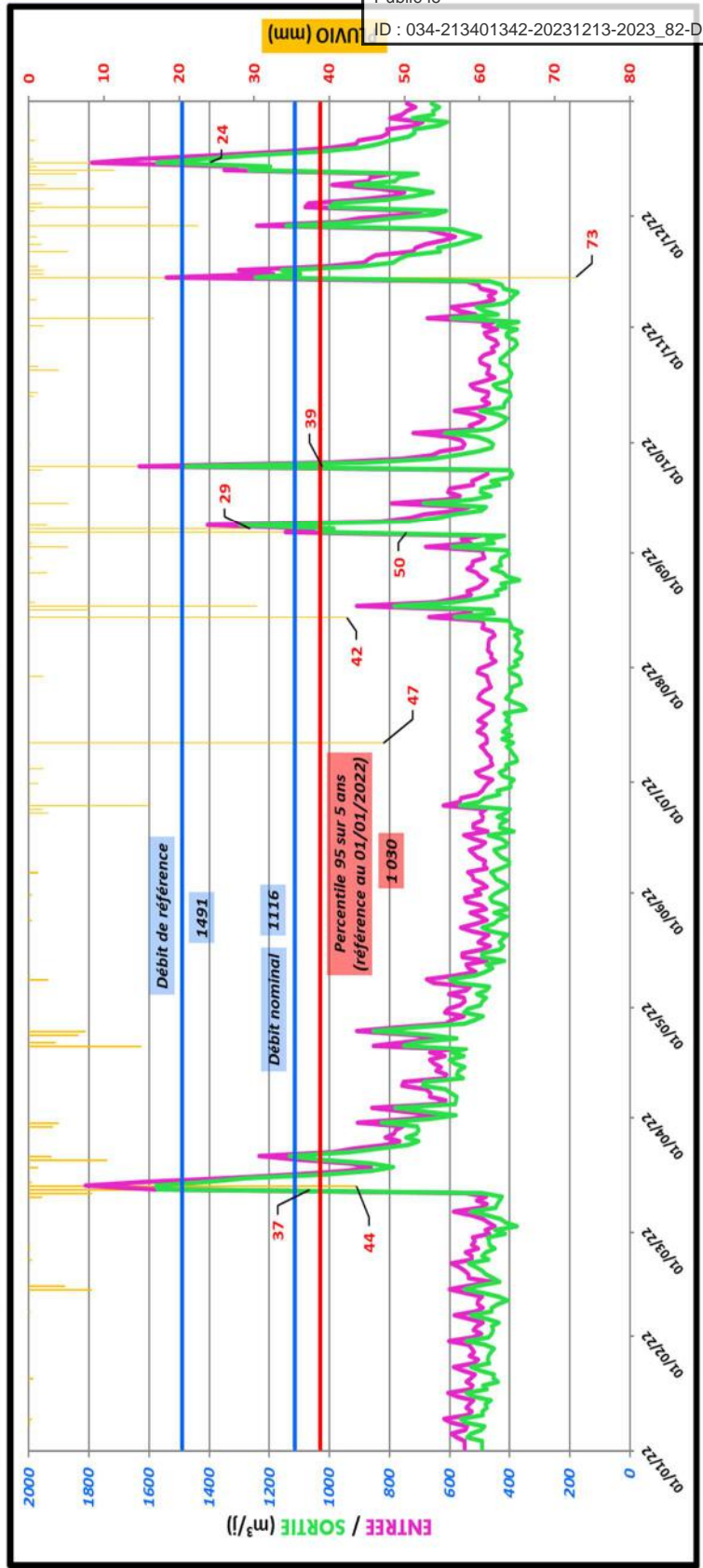
S²LOW

CHARGE HYDRAULIQUE		2020	2021	2022
Débit moyen (m ³ /j)		606	640	628
Débit journalier maxi (m ³ /j)		1 624	2 064	1 811
Volume total entrant (m ³)		221 913	233 809	229 475
Volume total sortant (m ³)		202 926	215 724	201 311
Déversements en tête de station (point SANDRE A2)	Nombre (j)	3	14	13
	Volume (m ³)	376	875	3 027
Bypass sur la station (point SANDRE A5)	Nombre (j)	sans objet		
	Volume (m ³)			

MILIEU RÉCEPTEUR *		
Analyses sur le milieu récepteur	Planifiées	4 amont + 4 aval rejet : 03, 06, 09 et 11-2022
	Réalisées	3 amont + 4 aval rejet : 03, 06, 09 et 11-2022

* En raison de l'absence d'écoulement dans certains ruisseaux, les dates prévisionnelles et les quantités d'analyses réalisées peuvent ne pas correspondre à la planification réglementaire

Percentile 95 sur 5 ans de 2017 à 2021	1 056 m ³ /j (référence au 01/01/2023) (valeur et période consolidées par la DDTM)
----------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------



BOUES				2020	2021	2022
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m ³)			16 724	17 395	16 156
	produit brut (t)				sans objet	
	matières sèches (t)			82,000	81,900	80,213
Destination : - sur site (lits plantés de roseaux) - compostage si curage			pas de curage en 2020	pas de curage en 2021	pas de curage en 2022	
Nombre d'analyses	agronomiques				sans objet	
	ETM *					
	CTO *					
Conformité selon arrêté du 07/01/2002						

* ETM : Eléments Traces Métalliques

RÉACTIFS					2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)	kg	sans objet	28 848			
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)						
	Soude	litres					
	Acide sulfurique						
	Javel						
	Polymère	kg					
	Acide citrique						
	Sels adoucisseur						

ÉNERGIE			
	2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)	158 691	164 528	146 507
Ratio kW/kg DBO5 traité	2,4	3,68	2,67
Ratio kW/m ³ traité	0,76	0,76	0,73

SOUS-PRODUITS				
	2020	2021	2022	
Refus de dégrillage (t)	2,050	2,400	2,500	
	AMETYST (méthanalisation)			
	2	3	14	
Graisses (m ³)	station de Maëra			
	9	3	22,4	
Sables (m ³)	station de Maëra			



1 : canal de mesure de débit des eaux traitées

2. : préleveur d'échantillons eaux traitées : minimum 5 prélèvements d'au moins 50ml chacun sur une période de 24h incompressible. Le non-respect de ces consignes entraîne la non-conformité du bilan

3 : remplacement du système anti-intrusion

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023 82-DE

³ *S²LO*



régie des
eaux

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE SAINT GEORGES D'ORQUES

Synthèse du fonctionnement annuel

2022 - 1/4

Données Administratives et Générales

Lieu d'implantation	Saint Georges d'Orques		
Commune raccordée	• Saint Georges d'Orques		
Mise en service	2020		
Population raccordée	4 730		
Code SANDRE *	060934259003		

* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau

Capacité nominale	9 200 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification, filtration tertiaire		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées, zones anaérobie/anoxie et aérobie		
Traitement des Boues	Compostage		
Milieu récepteur	Le Lassédéron		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n°34-2017-00061 du 21/09/2017	organique (kg/j DBO ₅)	Q nominal (m ³ /j)	Q référence (m ³ /j)
	552	1 380	1 645
			Q pointe (m ³ /h)
			123

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

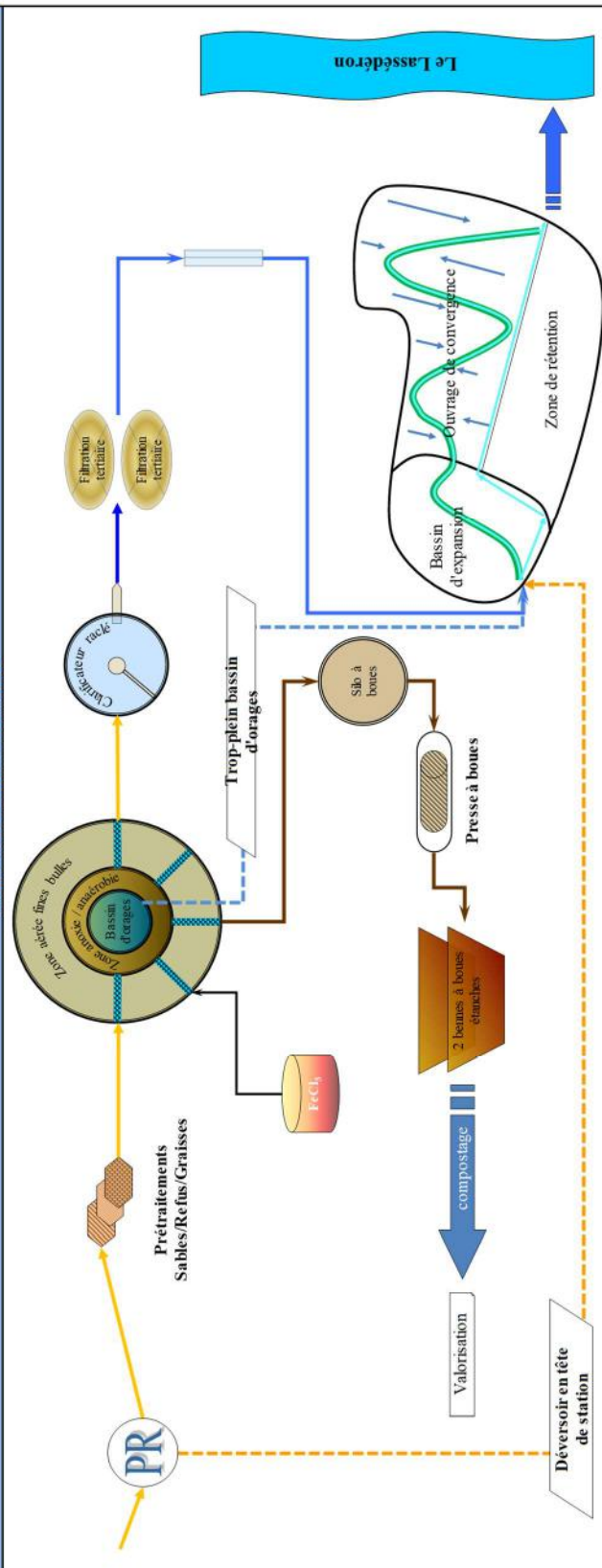
Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



SCHEMA DE FONCTIONNEMENT



CHARGES MOYENNES ENTRANTES							
		2020		2021		2022	
		kg/j	% nominal	kg/j	% nominal	kg/j	% nominal
CBPO ⁹ = 393,8 kg DBO5/j	(valeur consolidée par la DDTM)						
	DBO5 ¹	228,7	41%	232	42%	254,6	46,1%
	DCO ²	579,4	42%	556	40%	662,9	48,0%
	MES ³	258,1	39%	223	34%	343,6	51,9%
	NTK ⁴	65,64	51%	62	48%	67,07	52,0%
	Pt ⁵	6,43	28%	6,4	28%	7,61	33,1%

¹ DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours

² DCO : Demande Chimique en Oxygène

³ MES : Matières En Suspension insolubles

⁴ NTK : Charge Brute de Pollution Organique

⁵ Pt : Azote Kjeldahl

⁶ NGL : Azote (N) Global

⁷ NH₄ : Ammonium

RENDEMENTS ÉPURATOIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES :

pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015

Paramètres	DBO5	DCO	MES	NH ₄ ⁷	NTK	NGL ⁶	Pt
Rejet moyen (mg/l)	maxi 1,5	maxi 22,3	maxi 3,4	maxi 2	maxi 1,77	maxi 10	maxi 1
norme résultat	20	90	30	0,62	5	10	1
Rendement moyen	mini 95%	mini 97,3%	mini 99,2%	pas de limite réglementaire	mini 95%	mini 90%	mini 91%
norme résultat	95	90	95		95	90	91
Nombre de bilans ⁸	12	12	12	4	4	4	4
norme réalisés	12	12	12	4	4	4	4

⁸ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis en laboratoire indépendant pour analyse

OUI Conformité européenne DERU (Directive Eaux Résiduaires Urbaines 91/271/CEE)

OUI Conformité nationale (arrêté 21/07/2015 et son modificatif du 31/07/2020)

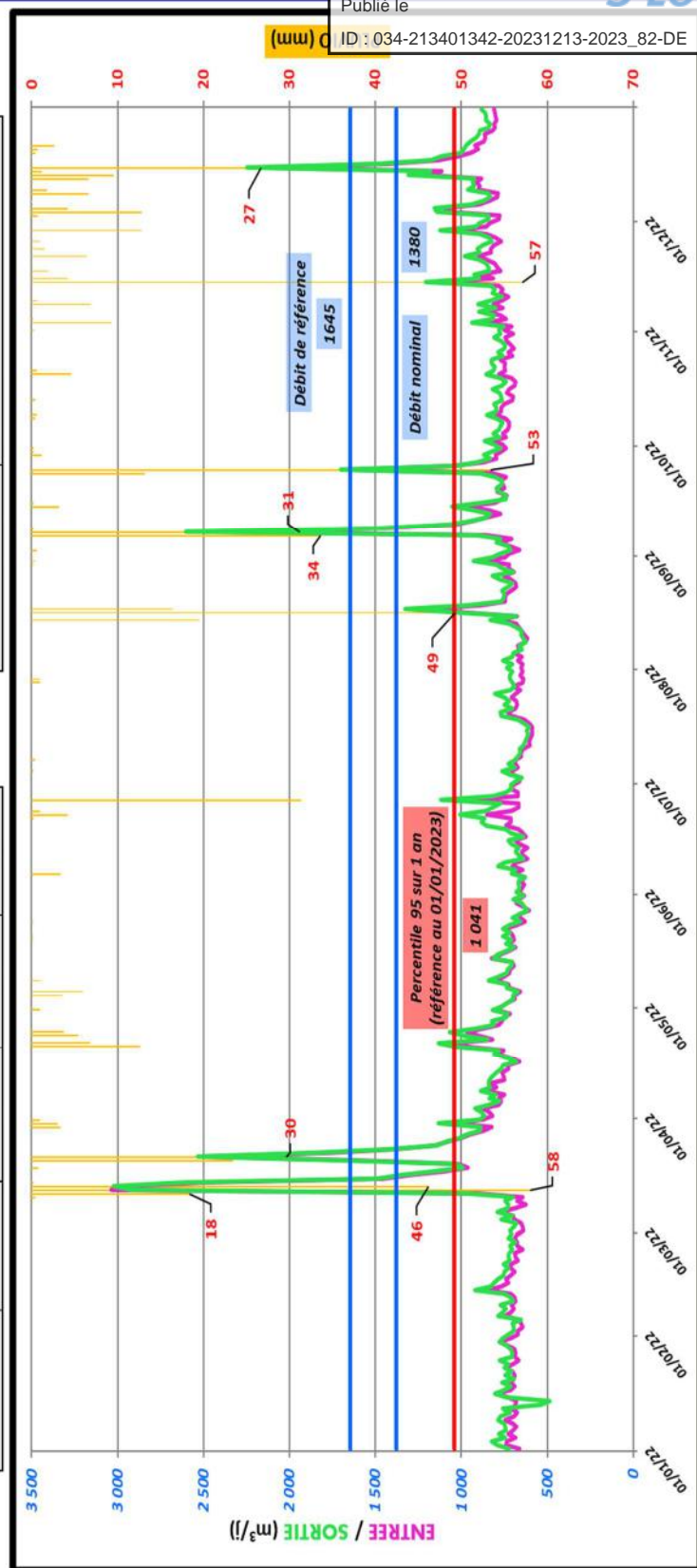
OUI Conformité locale (arrêté préfectoral station n°34-2017-00061 du 21/09/2017)

CHARGE HYDRAULIQUE				08 à 12-2020	2021	2022
Débit moyen (m ³ /j)			777	775	586	
Débit journalier maxi (m ³ /j)			1 273	2 500	3 036	
Volume total entrant (m ³)			118 942	282 890	292 486	
Volume total sortant (m ³)			127 626	292 779	308 246	
Déversements en tête de station (point SANDRE A2)	Nombre (j)		4	10	16	
	Volume (m ³)		68	3 804	12 696	
Bypass sur la station (point SANDRE A5)	Nombre (j)		0	6	4	
	Volume (m ³)		0	38	453	

ANALYSES MILIEU RÉCÉPTEUR ¹	
Analyses sur le milieu récepteur	Planifiées 15 5 amont confluence Rybérál + 5 aval confluence Rybérál (=mont rejet) + 5 aval rejet 06, 07, 08, 09 et 10-2022
	Réalisées 13 ² 4 amont confluence Rybérál + 5 aval confluence Rybérál (=mont rejet) + 4 aval rejet 06, 07, 08, 09 et 10-2022

Afin d'assurer une cohérence des mesures sur le bassin versant Lassédérón-Brue-Coulazou-Mosson, les prélèvements devront se faire mensuellement de juin à octobre en même temps que les stations de Courronterral et Pignan-Saussan-Fabregues

<p>Percentile 95</p> <p>sur 1 an (2021)</p>	<p>1041 m³/j (référence au 01/01/2023)</p> <p>(valeur et période consolidées par la DDTM)</p>
----------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------



BOUES		2020	2021	2022
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m ³)	3 595	6 421	7 247
	produit brut (t)	284	569,100	683,849
	matières sèches (t)	58,980	108,500	113,541
Destination		compostage Fabriques		
Nombre d'analyses	agronomiques	4	4	2
	ETM *	2	2	2
	CTO *	2	2	1
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI	OUI	OUI

* ETM : Eléments Traces Métalliques * CTO : Composés Traces Organiques

RÉACTIFS		2020	2021	2022
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)	4 320	13 800	18 492
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)			
	Soude			sans objet
	Acide sulfurique			
	Javel			
	Polymère	1 675	5 250	3 843
	Acide citrique			
	Sels adoucisseur			sans objet

ÉNERGIE		2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)		161 921	299 429	247 417
Ratio kW/kg DBO5 traité		4,7	3,60	2,67
Ratio kW/m ³ traité		1,36	1,02	0,80

SOUS-PRODUITS		2020	2021	2022
Refus de dégrillage (t)	destination	2,000	9,600	4,600
			AMÉTYST (méthanisation)	
Graisses (m ³)	destination	8	60	42
			station de Maera	
Sables (m ³)	destination	8	60	63
			station de Maera	



1 : débitmètre électromagnétique mesurant les effluents en Entrée de station

2 : ouvrage d'alimentation du bassin d'aération, du d'orages et du bypass vers le milieu naturel


3 : débitmètre électromagnétique mesurant le by (= trop-plein du bassin d'orages)

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



régie des
eaux

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE VILLENEUVE LES MAGUELONE

Synthèse du fonctionnement annuel

2022 - 1/4

Données Administratives et Générales

Lieu d'implantation	Villeneuve les Maguelone
Commune raccordée	• Villeneuve les Maguelone
Mise en service	2000
Population raccordée	7 423
Code SANDRE *	060934337001

* SANDRE : Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau


Capacité nominale	12 000 EH	Exploitant	SAUR
Type de traitement	Boues Activées, nitrification/dénitrification		
Prétraitement primaire	Dégrillage, dessablage, dégraisage		
Traitement secondaire	Boues activées, zones anaérobie/aérobie, filtration tertiaire		
Traitement des Boues	Déshydratation par filtre presse puis épandage		
Milieu récepteur	La Mosson		
Charges nominales : selon arrêté préfectoral n° 34-2014-08-04176 du 04/08/2014	organique (kg/j DBO ₅)	Q nominal (m ³ /j)	Q référence (m ³ /j)
	720	2 700	2 800
			Q pointe (m ³ /h)
			220


Envoyé en préfecture le 19/12/2023

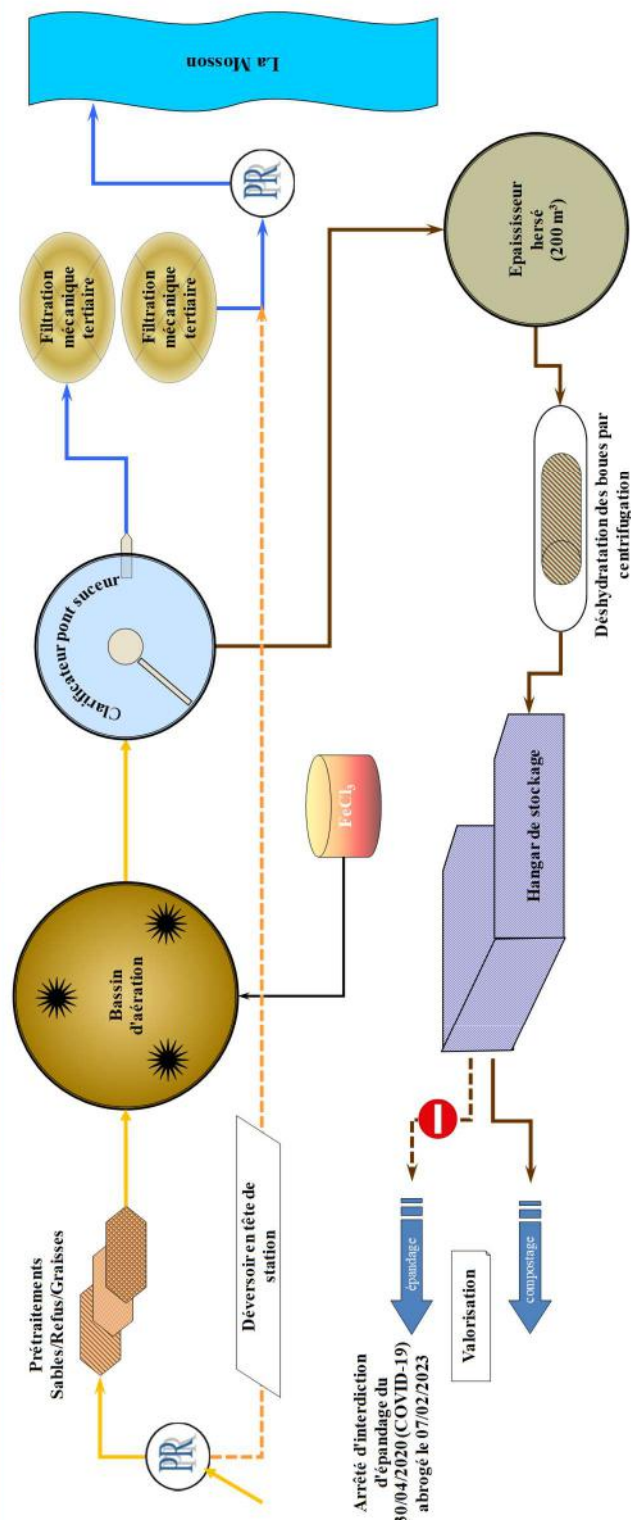
Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE







RENDEMENTS ÉPURATIONAIRES et RESPECT DES LIMITES RÉGLEMENTAIRES :				Conformité européenne DERU (Directive Eaux Résiduaires Urbaines 91/271/CEE)		OUI
pour chaque paramètre : application de la limite la plus restrictive entre l'arrêté de la station et l'arrêté du 21/07/2015				Conformité nationale (arrêté 21/07/2015 et son modificatif du 31/07/2020)		OUI
				Conformité locale (arrêté préfectoral station n° 34-2014-08-04176 du 04/08/2014)		OUI
Paramètres		DBO5	DCO	MES	NGL ⁶	Pt
Rejet moyen (mg/l)	maxi	2	maxi 25,4	maxi 4,2	maxi 5,77	0,5
	norme résultat	15	50	20	10	1
Rendement moyen	mini	99,1%	96,1%	mini 98,3%	mini 92,2%	93,3%
	norme résultat	90%	85%	90%	80%	80%
Nombre de bilans ⁷	mini	12	24	24	12	12
	norme réalisés					

laboratoire indépendant pour analyse

⁷ Bilan : échantillonnage effectué sur un volume prélevé à intervalles réguliers pendant 24 h consécutives simultanément sur les effluents en Entrée de station et sur l'eau traitée en Sortie de station puis transmis e

CHARGE HYDRAULIQUE		2020	2021	2022
Débit moyen (m ³ /j)		1 487	1 573	1 602
Débit journalier maxi (m ³ /j)		3 604	3 268	4 020
Volume total entrant (m ³)		544 125	574 174	585 134
Volume total sortant (m ³)		534 650	573 677	579 697
Déversements en tête de station (point SANDRE A2)	Nombre (j)	4	13	1
	Volume (m ³)			
Bypass sur la station (point SANDRE A5)	Nombre (j)	595	1 427	22
	Volume (m ³)			

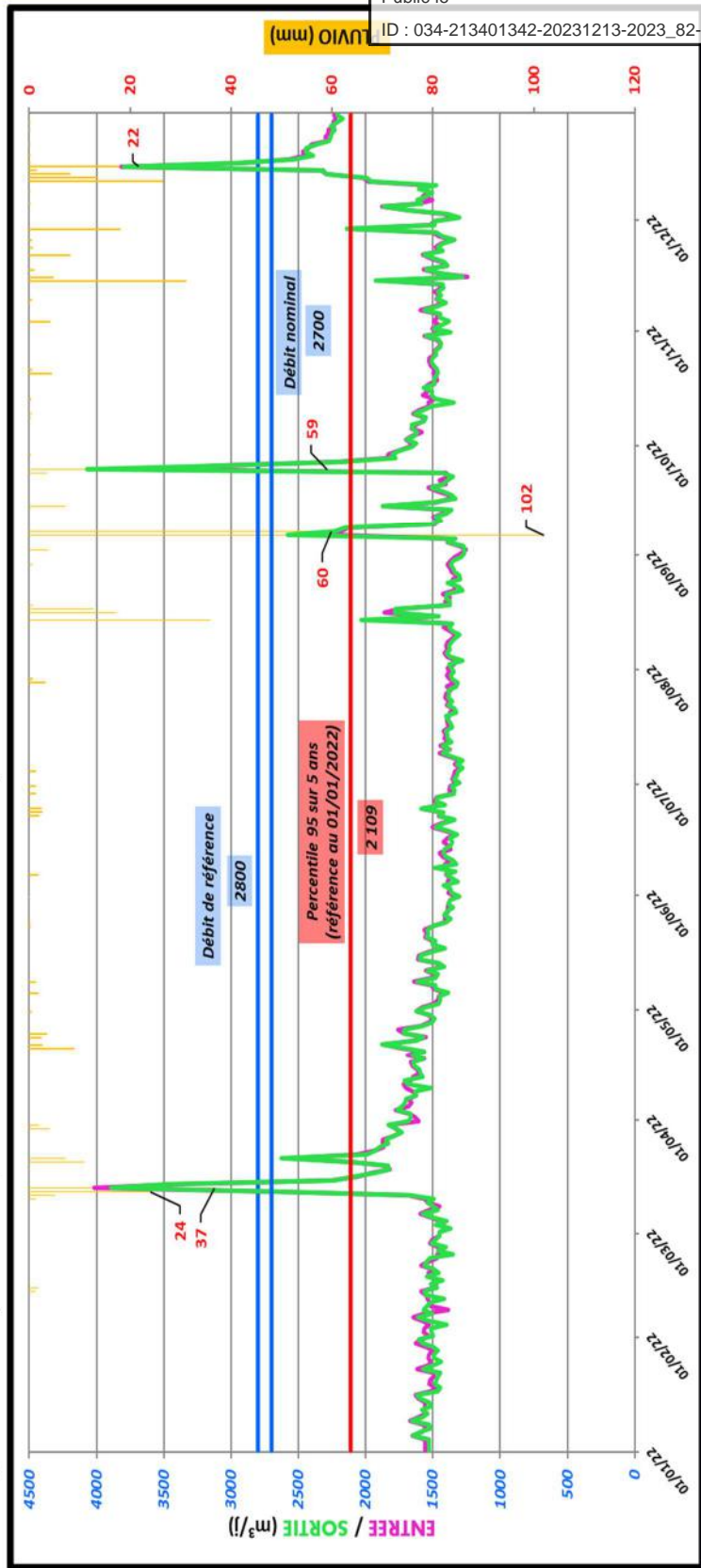
sans objet

MILIEU RÉCÉPTEUR	
Analyses sur le milieu récepteur	Planifiées
	Réalisées

station non concernée par un suivi du milieu conformément à son arrêté d'autorisation

Percentile 95 sur 5 ans de 2017 à 2021	2 109 m ³ /j (référence au 01/01/2023)
----------------------------------------	---------------------------------------------------

(valeur et période consolidées par la DDTM)



BOUES						
		2020	2021	2022		
Boues produites (point SANDRE A6)	volume (m³)	8 410	7 659	8 008		
	produit brut (t)	807,134	801,000	828,826		
	matières sèches (t)	171,000	161,000	165,135		
Destination		épandage	compostage externalisé (Covid 19)			
Nombre d'analyses	agronomiques	8	4	/		
	ETM *	2	4	/		
	CTO *	2	4	/		
Conformité selon arrêté du 07/01/2002		OUI	OUI	/		

* **ETM** : **Éléments Traces Métalliques**
* **CTO** : **Composés Traces Organiques**

ÉNERGIE			
	2020	2021	2022
Consommation annuelle (kW)	489 821	509 419	605 554
Ratio kW/kg DBO5 traité	3,09	3,41	2,13
Ratio kW/m ³ traité	0,9	0,89	1,04

RÉACTIFS		2020	2021	2022		
Consommation annuelle	Chlorure ferrique (FeCl ₃)	kg	sans objet	63 650		
	Chlorure d'aluminium (AlCl ₃)					
	Soude	litres				
	Acide sulfurique					
	Javel					
	Polymère					
	Acide citrique	kg		4 700	7 400	7 274
	Sels adoucisseur			sans objet		

SOUS-PRODUITS				
	2020	2021	2022	
Refus de dégrillage (t)	6,190	4,550	5,125	
	AMETYST (méthanisation)			
Graisses (m³)	10	0	55,5	
	station Maera			
Sables (m³)	0	0	27	
	station Maera			



1 : préparation d'un scaphandrier pour intervention dans le bassin d'aération (détermination de la quantité de fil à présent)

Publié le
ID : 034-

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023 82-DE

³ *S²LO* 

ANNEXE 9 - Notice d'information de l'Agence Rhône Méditerranée Corse



ÉDITION 2022

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

Grâce à cette fiscalité sur l'eau, le parc français des stations d'épuration est désormais globalement performant : la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

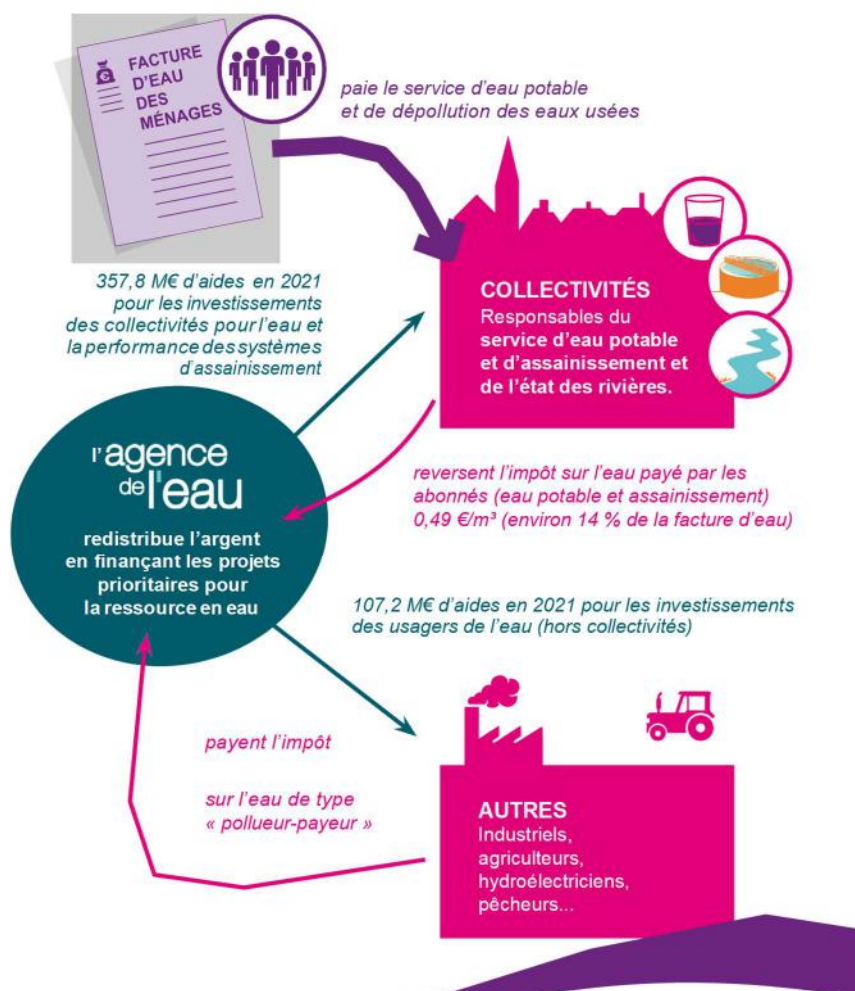
Le prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse est de 3,86 € TTC/m³ et de 4,25 € TTC/m³ en France*. Environ 14 % de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône

Méditerranée Corse est un établissement public de l'Etat sous tutelle du Ministère de la transition écologique, consacré à la protection de l'eau et garant de l'intérêt général.

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2020.



SAUVONS L'EAU!

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU

DANS LES BASSINS RHÔNE- MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2021

57% des aides attribuées en 2021 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

u Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau

(33,3 millions €)

576 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation...) permettent d'économiser 22,7 millions m³, soit la consommation annuelle d'une ville de 414 000 habitants.

u Pour dépolluer les eaux (131,4 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

10 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu et 95 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 31 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (48,7 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 62 M€ d'aides.

En 2021, en sus des redevances prélevées, l'agence a bénéficié de 65 M€ de crédits supplémentaires accordés par le gouvernement pour contribuer à la relance des investissements dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement.

u Pour réduire les pollutions toxiques (16,5 millions €)

3 territoires engagés dans des démarches collectives de réduction des rejets de substances dangereuses concernant des activités industrielles et commerciales.

17 opérations sur des sites industriels ont pu être aidées de manière exceptionnelle grâce à l'appel à projets Rebond Eau Biodiversité Climat.

u Pour lutter contre les pollutions par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable

(5,7 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 58 millions € pour l'agriculture)

13 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des nitrates. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. Le coût moyen de ces traitements s'élève à 755 millions € par an.

58 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer

agriculteurs

paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

u Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (57 millions €)

60,5 km de rivières restaurées et 72 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons.

Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges ...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.

2 185 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.

L'agence intervient également sur la mer. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 15 ha d'herbiers.

u Pour la solidarité

internationale (5 millions €)

59 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 21 pays en développement.

L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

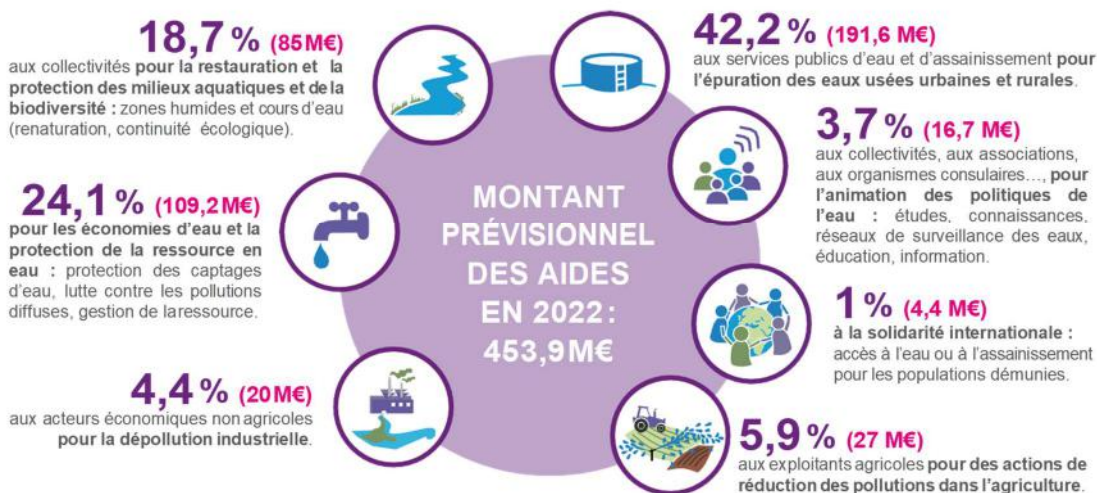
2022

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 14 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 38 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 4,90 € pour les redevances.



Pour toutes les redevances, les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES

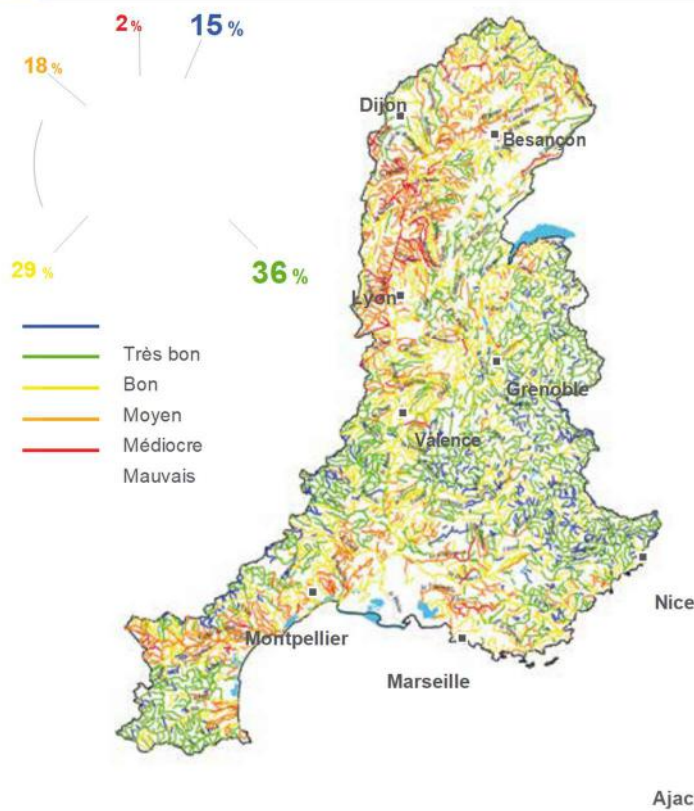


- **Solidarité envers les communes rurales** : l'agence de l'eau soutient à des taux très préférentiels les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **La différence entre le montant des redevances et celui des aides** correspond essentiellement au financement par l'agence de l'office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2022 s'élève à 99,2 M€.

Découvrez le 11^e programme Sauvons l'eau 2019-2024 en détail sur www.eaurmc.fr

QUALITÉ DES EAUX

Etat écologique des cours d'eau
Situation en 2021



Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état. Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont l'artificialisation du lit des rivières et les barrages

et les seuils qui barrent les cours d'eau, les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les prélèvements d'eau excessifs dans un contexte de changement climatique.

Le **bassin de Corse** est relativement épargné par ces pressions, **91 %** de ses rivières sont en bon état.

Bassin Rhône-Méditerranée

- > 15,5 millions d'habitants
- > 20 % du territoire français
- > 20 % de l'activité agricole et industrielle
- > 50 % de l'activité touristique
- > 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- > 330 000 habitants permanents
- > 3,4 millions de touristes chaque année
- > 3 000 km de cours d'eau
- > 1 000 km de côtes



Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le



ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le



ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable

RAPPORT POUR L'ANNEE 2022

ARTELIA
Mobilités et Infrastructures
47 avenue de Lugo
94600 Choisy-le-Roi
Tel. : +33 (0)1 77 93 78 99

SYNDICAT MIXTE GARRIGUE CAMPAGNE

SOMMAIRE

1. PREAMBULE	3
2. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE	4
2.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI	4
2.2. MODE DE GESTION DU SERVICE	4
2.3. PATRIMOINE ET ETENDUE DU SERVICE	6
2.3.1. Abonnés et habitants desservis	6
2.3.2. Les volumes du service	7
2.3.2.1. VOLUMES PRELEVES ET PRODUITS	7
2.3.2.2. VOLUMES ACHETES EN GROS	7
2.3.2.3. VOLUMES EXPORTES	8
2.3.2.4. VOLUMES CONSOMMES AUTORISES	8
2.3.2.5. VOLUMES VENDUS AUX ABONNES	8
2.3.3. Les biens du service	9
2.3.3.1. RESSOURCE / PRODUCTION	9
2.3.3.2. STOCKAGE	9
2.3.3.3. STATION DE SURPRESSION	10
2.3.3.4. RESEAU	11
2.3.4. Faits marquants de l'exercice 2022	11
3. TARIFICATION DE L'EAU ET RECETTES DU SERVICE	12
3.1. LES MODALITES DE TARIFICATION	12
3.2. FACTURE TYPE 120 M ³ POUR LE SERVICE EAU POTABLE	12
3.3. LES RECETTES DU SERVICE	14
4. INDICATEURS DE PERFORMANCES	15
4.1. QUALITE DE L'EAU	15
4.1.1. L'eau prélevée	15
4.1.2. L'eau produite et distribuée	16
4.2. INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX D'EAU POTABLE	17
4.3. RENDEMENT DU RESEAU DE DISTRIBUTION	20
4.4. INDICE LINEAIRE DES VOLUMES NON COMPTES ET INDICE LINEAIRE DE PERTES	22
4.4.1. Indice linéaire des volumes non comptés	22
4.4.2. Indice linéaire de pertes	22
4.5. TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE	23
4.6. INDICE D'AVANCEMENT DE PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU	24
4.7. TAUX D'OCCURRENCE DES INTERRUPTIONS DE SERVICE NON PROGRAMMEES	24
4.8. DELAI MAXIMAL D'OUVERTURE DES BRANCHEMENTS POUR LES NOUVEAUX ABONNES ET TAUX DE RESPECT DE CE DELAI	25
4.9. DUREE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITE	25
4.10. TAUX D'IMPAYE SUR LES FACTURES D'EAU DE L'ANNEE PRECEDENTE	25
4.11. TAUX DE RECLAMATIONS	26
4.12. PENALITES	27
5. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	28
5.1. TRAVAUX ENGAGES	28
5.1.1. Travaux neufs réalisés par le Syndicat	28

5.1.2.	Travaux concessifs	28
5.2.	BRANCHEMENTS PLOMB	28
5.3.	ETAT DE LA DETTE DU SERVICE	28
5.4.	AMORTISSEMENTS	29
5.5.	PRESENTATION DES PROGRAMMES PLURIANNUELS DE TRAVAUX ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE DELIBERANTE AU COURS DU DERNIER EXERCICE	29
6.	ACTIONS DE SOLIDARITE ET DE COOPERATION DECENTRALISEE DANS LE DOMAINE DE L'EAU	31
6.1.	MONTANTS DES ABANDONS DE CREANCE A CARACTERE SOCIAL OU DES VERSEMENTS A UN FONDS DE SOLIDARITE	31
6.2.	DESCRIPTIF ET MONTANT DES OPERATIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE CONDUITES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.1115-1-1 DU CGCT	31
ANNEXE 1 Tableau récapitulatif des Indicateurs de performance (arrêté du 2 Mai 2007)		32
ANNEXE 2 Notice d'information de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse		34
ANNEXE 3 Documents complémentaires et fiches techniques par commune		38

TABLEAUX

TABL. 1 -	ABONNES ET HABITANT DESSERVIS PAR LE SERVICE	6
TABL. 2 -	VOLUMES PRELEVES ET PRODUITS	7
TABL. 3 -	VOLUMES ACHETES EN GROS	7
TABL. 4 -	VOLUMES EXPORTES	8
TABL. 5 -	VOLUMES CONSOMMES AUTORISES	8
TABL. 6 -	VOLUMES VENDUS AUX ABONNES	8
TABL. 7 -	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES DE PRELEVEMENTS ET DE PRODUCTION	9
TABL. 8 -	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES DE STOCKAGE	10
TABL. 9 -	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES DE REPRISE ET SURPRESSION	11
TABL. 10 -	AUTRES EQUIPEMENTS DU RESEAU	11
TABL. 11 -	TARIFS DE 2020 A 2022 POUR LE SERVICE D'EAU POTABLE	12
TABL. 12 -	SIMULATION FACTURE TYPE EAU POTABLE POUR UNE CONSOMMATION DE 120 M ³	13
TABL. 13 -	RECETTES DU SERVICE	14
TABL. 14 -	QUALITE DE LA RESSOURCE	15
TABL. 15 -	CONFORMITE DES PARAMETRES ANALYTIQUES	16
TABL. 16 -	DETAIL DES NON-CONFORMITES PAR RAPPORT AUX REFERENCES DE QUALITE	17
TABL. 17 -	TAUX DE CONFORMITE DES PRELEVEMENTS	17
TABL. 18 -	INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX D'EAU POTABLE	18
TABL. 19 -	RENDEMENT DE RESEAU DE DISTRIBUTION	20
TABL. 20 -	RENOUVELLEMENT DES RESEAUX	23
TABL. 21 -	TAUX D'OCCURRENCE DES INTERRUPTIONS DE SERVICE NON PROGRAMMEES	24
TABL. 22 -	DUREE D'EXTINCTION DE LA DETTE	25
TABL. 23 -	TAUX D'IMPAYES SUR LES FACTURES DE L'ANNEE PRECEDENTE	26
TABL. 24 -	TAUX DE RECLAMATION	26
TABL. 25 -	TRAVAUX ENGAGES PAR LA COLLECTIVITE	28
TABL. 26 -	ETAT DE LA DETTE DU SERVICE D'EAU POTABLE	28
TABL. 27 -	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	29
TABL. 28 -	TRAVAUX PREVUS PAR LA COLLECTIVITE	30

1. PREAMBULE

Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) exerce la compétence eau potable pour 24 Communes à savoir :

- 5 communes en adhésion directe,
- 10 Communes de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup,
- 9 Communes le Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément à la réglementation, et notamment à l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par l'arrêté du 29 décembre 2015, « Le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. »

Le contenu de ce rapport est notamment défini par l'arrêté et le décret du 2 Mai 2007 et complété par la loi Grenelle II du 12 Juillet 2010 et l'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 Mai 2007.

En complément du contenu défini par ces dispositions réglementaires et compte tenu des spécificités du contrat d'affermage, les informations complémentaires suivantes sont apportées :

- au chapitre 1 : Caractérisation technique du Service :
 - Description générale des ouvrages du Service
 - Volumes du service
 - Faits marquants de l'exercice 2022
- au chapitre 4 : Indicateurs de performances :
 - Les indicateurs de performances complémentaires contractuels
 - Les pénalités
- au chapitre 5 : Financement des investissements
 - Les travaux concessifs

2. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE

2.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI

Le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne exerce en lieu et place des communes adhérentes, des intercommunalités que sont la Communauté De Communes Du Grand Pic Saint Loup et la Métropole de Montpellier et dans l'intérêt collectif, la constitution et l'exploitation des réseaux de distribution d'eau potable.

Par autorisation d'avis préfectoral n°2008-1-3240 du 22/12/2008 le Syndicat a pris la compétence eau brute.

- **Territoire desservi** : Communes de ASSAS, BAILLARGUES, BEAULIEU, BOISSERON, BUZIGNARGUES, CAMPAGNE, CASTELNAU-LE-LEZ, CASTRIES, CLAPIERS, FONTANES, GALARGUES, GARRIGUES, GUZARGUES, MONTAUD, RESTINCLIERES, SAINT-BEAUZILLE-DE-MONTMEL, SAINT-DREZERY, SAINT-GENIES-DES-MOURGUES, SAINT-HILAIRE-DE-BEAUVOIR, SAINT-JEAN-DE-CORNIES, SAINT-VINCENT-DE-BARBEYRARGUES, SAINTE-CROIX-DE-QUINTILLARGUES, SAUSSINES, TEYRAN.
 - à l'exception de quelques abonnés excentrés situés sur les Communes de : ASSAS (3 abonnés) desservis par la Communauté des Communes du Grand Pic Saint Loup CASTELNAU-LE-LEZ (10 abonnés) desservis par le réseau de Montpellier.
 - A l'inverse, la Collectivité alimente en eau directement 3 abonnés de la Commune de PRADES-LE-LEZ.
- **Existence d'un schéma de distribution** : Oui, date d'approbation 27/06/2012
- **Existence d'un règlement de service** : Oui, date d'approbation 03/12/2009
- **Existence d'une CCSPL** : Oui

2.2. MODE DE GESTION DU SERVICE

Par contrat d'affermage, le Syndicat SMGC a délégué la production, le traitement, la distribution, la facturation de l'eau potable et la gestion des abonnés à Veolia Eau- RUAS à compter du 1er janvier 2010.

La durée du contrat est de douze ans à compter du 1er janvier 2010 avec une échéance fixée au 31 décembre 2021. Par avenant conclu en 2021, ce contrat a été prolongé de 2 ans soit une nouvelle échéance au 31 décembre 2023.

Ce contrat confie au délégataire les missions suivantes :

- Assurer en continu (sauf cas de force majeure) la livraison, au compteur de chaque abonné du territoire syndical, une eau potable de bonne qualité en quantité et pression suffisantes.
- S'engager sur des objectifs de résultats (rendements de réseau ; qualité et pression) et des indicateurs de performances.
- Assurer la surveillance, le bon fonctionnement et l'entretien des ouvrages de captage, pompage, surpression, traitement et télégestion ;

- Assurer la surveillance, le fonctionnement et l'entretien des réservoirs de stockage et des canalisations destinées à l'adduction et à la distribution de l'eau potable y compris la partie des branchements située sous la voirie publique et les ouvrages accessoires, tels que vannes, réducteurs, compteurs ;
- Réaliser les travaux de branchements neufs et leur mise en service ;
- Mettre en œuvre le programme contractuel de travaux concессиifs ;
- Assurer le renouvellement de la robinetterie et tout appareillage hydraulique, des machines tournantes et de l'équipement des appareils de captage, pompage, surpression, traitement, télégestion, branchements, compteurs, conformément au programme de renouvellement fonctionnel et patrimonial du contrat et à la répartition contractuelle des travaux entre Déléataire et Collectivité ;
- S'engager sur un montant prévisionnel et un calendrier d'investissement au titre de ses obligations en matière de renouvellement des ouvrages et équipements dont il a la charge.
- Garantir la continuité du Service par un système d'astreinte
- Assurer la gestion des abonnés (souscription des nouveaux abonnements, tenue à jour du fichier des abonnés, relève des compteurs, facturation, encaissement, reversement des redevances ;
- Surveiller la bonne application du règlement de Service ;
- Assurer l'accueil Clientèle, traiter les demandes et les réclamations ;
- Tenir à jour l'inventaire des biens affermés et les plans des ouvrages.

Le contrat a fait l'objet :

- d'un avenant n° 1 avec prise d'effet au 17/04/2014 qui :
 - clarifie quelques points du contrat de base,
 - précise que le réseau de télé relève (répéteurs et concentrateurs) n'est plus un bien de retour et deviennent propriété de VEOLIA EAU,
 - prend en compte les modifications du périmètre d'affermage concernant certains équipements de télé relève, intégration du nouveau site de production de FONTBONNE – MOUGERES, retrait du périmètre affermé du site de production de FONTBONNE Sud
- d'un avenant n° 2 avec prise d'effet 01/01/2018 qui :
 - prend en compte les dispositions réglementaires récentes : Loi N° 2010-788 (Grenelle 2), Loi N° 2013-312 (Brottes), Loi N° 2011-525 (Warsmann), Loi N° 2014-344 (Hamon) ;
 - prend en compte les modifications du périmètre d'affermage : Intégration des nouvelles installations créées par le SMGC à savoir, le doublement de la cuve et la modification des surpresseurs au réservoir des Mourguettes à St Geniès des Mourgues, ainsi que la création d'un nouveau réservoir de 1500 m3 et des équipements techniques y afférant sur la ZAC de Caylus à Castelnau le Lez ;
 - prévoit le déploiement de 80 capteurs « Zonescan » acquis par le SMGC permettant une politique active de recherche de fuites. Le fermier en assurera l'exploitation à ses frais.

- établit un état des lieux des travaux concessifs ;
- présente les nouvelles modalités de renouvellement des biens du service. Ces nouvelles dispositions génèrent la prise en charge au niveau du SMGC d'une déduction des produits de la surtaxe reversée d'un montant de 2,12 € HT semestriel par abonné, ainsi qu'une majoration de la rémunération du fermier de 0,0098 € HT/m3.
- d'un avenant n° 3 prolongeant le contrat de 2 ans.

2.3. PATRIMOINE ET ETENDUE DU SERVICE

2.3.1. Abonnés et habitants desservis

Est considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le nombre d'abonnés (client) est différent du nombre de compteur (un abonné peut avoir plusieurs compteurs).

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'Eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L. 213-10-3 du Code de l'Environnement.

Les abonnés non domestiques sont ceux dont les effluents, par leur quantité ou leurs caractéristiques ne sont pas assimilables à ceux des effluents domestiques et qui sont, de ce fait, assujettis à la redevance de pollution non domestique de l'Agence de l'Eau.

Le tableau suivant reprend le nombre d'abonnés et d'habitants concernés par le service de distribution de l'eau potable sur les cinq dernières années :

Tabl. 1 - Abonnés et habitant desservis par le service

Abonnés et habitants desservis	2017	2018	2019	2020	2021	2022	évolution 2021/2022
Abonnés	25 273	26 075	26 971	27 477	28 608	29 589	3,43%
domestiques	25 257	26 060	26 958	27 463	28 595	29 576	3,43%
autres que domestiques	12	11	10	10	9	9	0,00%
services extérieurs	4	4	3	4	4	4	0,00%
Habitants desservis (indicateur D101.0)	62 042	62 917	63 470	65 538	67 472	68 694	1,81%

**intègre les abonnés du secteur de Prades le Lez hors du périmètre du Syndicat*

Le nombre d'habitants desservis est en hausse de +1,81% entre 2021 et 2022. Il s'agit d'une hausse moins importante que l'année précédente (+2,95%).

Le nombre d'abonnés est en hausse de +3,43% entre 2021 et 2022. Il s'agit également d'une hausse moins importante que l'année précédente (+4,12%).

2.3.2. Les volumes du service

2.3.2.1. VOLUMES PRELEVES ET PRODUITS

Les volumes prélevés sont des volumes d'eau brute non traitée.

Le volume produit est le volume d'eau traité issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de transport et de distribution. Les volumes de service de l'unité de production ne sont pas comptés dans le volume produit.

Tabl. 2 - Volumes prélevés et produits

Volumes prélevés et produits	2017	2018	2019	2020	2021	2022	évolution 2021/2022
Volumes prélevés	5 962 200	5 891 980	6 349 009	6 383 036	6 239 250	5 864 456	-6,01%
Pompage de Bérange	994 334	1 080 615	1 050 215	995 623	830 235	626 426	-24,55%
Pompage de Fontmagne	844 910	730 197	892 150	846 897	897 468	815 116	-9,18%
Pompage de la Crouzette	2 339 239	2 372 793	2 360 997	2 336 868	2 260 850	2 315 794	2,43%
Pompage de Mougères	1 088 814	1 116 773	1 330 102	1 423 325	1 599 519	1 324 637	-17,19%
Pompage des Candinières	425 144	283 505	421 328	466 825	419 634	498 037	18,68%
Pompage du Peillou	269 759	308 097	294 217	313 498	207 863	284 446	36,84%
UTEP des Boulidou					23 681	544 075	2197,52%
Besoin des usines			7 782	4 656	5 545	29 405	430,30%
Volumes produits	5 962 200	5 891 980	6 341 227	6 383 036	6 215 569	5 835 051	-6,12%

Les volumes prélevés sont en baisse en 2022 (-6,12%).

2.3.2.2. VOLUMES ACHETES EN GROS

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur ou d'ouvrages extérieurs au périmètre (ouvrages privés). Il est strictement égal au volume importé.

Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne achète de l'eau à la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup pour desservir la Zone du Patus à Saint Vincent de Barbeyrargues.

Par ailleurs le SMGC a procédé à la construction d'une usine de potabilisation dite « Les Boulidou » située à Saint Hilaire de Beauvoir.

Cette usine traite l'eau qui sera achetée à la Société du bas Rhône Languedoc.

Elle dessert les secteurs de Fontbonne Bas service et Pierre Plantée pour une capacité d'environ 3 000m³/jour.

Elle constitue une source de diversification dans le cadre du PGRE des ressources de la nappe de Castries (Bérange Candinières Fontmagne) de l'approvisionnement en eau potable du Syndicat et de Sussargues.

Tabl. 3 - Volumes achetés en gros

Volumes achetés en gros	2017	2018	2019	2020	2021	2022	évolution 2021/2022
Volumes achetés en gros	6 303	6 575	9 843	4 889	32 832	551 113	1578,58%
CC DU GRAND PIC SAINT LOUP	6 303	6 575	9 843	4 889	9 151	7 038	-23,09%
BRL - UTEP des Boulidou					23 681	544 075	2197,52%

2.3.2.3. VOLUMES EXPORTES

Le volume exporté est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Si l'échange se fait dans le cadre d'une adhésion entre collectivités, le volume échangé doit être tout de même être comptabilisé comme exporté et non comme volume comptabilisé.

Tabl. 4 - Volumes exportés

Volumes exportés	2017	2018	2019	2020	2021	2022	évolution 2021/2022
Volumes exportés	254 665	334 961	501 348	434 884	434 964	456 899	5,04%
CC DU GRAND PIC SAINT LOUP	254 665	241 764	219 931	207 022	219 112	243 874	11,30%
Montpellier Méditerranée Métropole		93 197	281 417	227 862	215 852	213 025	-1,31%

Les volumes exportés sont stables en 2022.

2.3.2.4. VOLUMES CONSOMMES AUTORISES

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

Le Déléataire indique que les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectuées conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE.

Tabl. 5 - Volumes consommés autorisés

Volumes consommés autorisés 365j	2017	2018	2019	2020	2021	2022	évolution 2021/2022
Volumes consommés autorisés 365j	4 385 326	4 353 626	4 588 272	4 714 785	4 658 715	4 791 258	2,85%
Volumes comptabilisé 365 jours	4 304 133	4 285 511	4 463 218	4 598 770	4 557 256	4 666 242	2,39%
Volume consommé sans comptage	35 643	32 897	53 503	51 359	50 910	50 877	-0,06%
Volume d'eaux de service	45 550	35 218	71 551	64 656	50 549	74 139	46,67%

2.3.2.5. VOLUMES VENDUS AUX ABONNES

Le volume vendu selon le décret est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Le tableau suivant présente les volumes vendus hors vente en gros :

Tabl. 6 - Volumes vendus aux abonnés

Volumes vendus (hors exports)	2017	2018	2019	2020	2021	2022	évolution 2021/2022
Volumes vendus aux abonnés	4 304 400	4 247 961	4 467 809	4 562 174	4 545 738	4 602 061	1,24%
Abonnés domestiques ou assimilés	4 205 769	4 149 596	4 369 930	4 477 457	4 452 799	4 517 281	1,45%
Autres que domestiques	98 631	98 365	97 879	84 717	92 939	84 780	-8,78%
Consommation unitaire (m3/abonné/an)	170,3	162,9	165,7	166,1	158,9	155,6	-2,12%

Les volumes vendus sont stables en 2022.

2.3.3. Les biens du service

2.3.3.1. RESSOURCE / PRODUCTION

Le périmètre contractuel compte 6 ouvrages de production. Le tableau ci-dessous récapitule les principales caractéristiques de ces ouvrages.

Tabl. 7 - Principales caractéristiques des ouvrages de prélèvements et de production

Installation de production	Capacité de production (m ³ /j)	Capacité de stockage (m ³)
Pompage de Bérange	8 000	150
Pompage de Fontmagne	8 000	0
Pompage de la Crouzette	12 000	0
Pompage de Mougères	6 000	0
Pompage des Candinières	2 000	0
UTEP - St-Hilaire de Beauvoir - Eau Potable y compris pompage Peillou	7 200	0
Capacité totale	43 200	150

La capacité totale de production ressort à : 43 200 m³/j.

L'usine de potabilisation dite « Les Boulidou » située à Saint Hilaire de Beauvoir est entrée en service le 6 décembre 2021.

Elle constitue une source de diversification dans le cadre du PGRE des ressources de la nappe de Castries (Bérange Candinières Fontmagne) de l'approvisionnement en eau potable du Syndicat et de Sussargues.

2.3.3.2. STOCKAGE

Le périmètre contractuel compte 35 ouvrages de stockage.

Tabl. 8 - Principales caractéristiques des ouvrages de stockage

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
Assas - Le Raoulet	1 300
Bâche Bérange	120
Baillargues	2 000
Beaulieu	150
Boisseron (Planchenault)	600
Buzignargues	500
Campagne	150
Castelnau Le Caylus	1 500
Castelnau-Le-Lez 1	4 000
Castelnau-Le-Lez 2	2 500
Castelnau-Le-Lez 3	600
Castries 1	1 000
Castries 2	600
Clapiers (sur tour)	200
Clapiers-La ZAC	1 300
Clapiers-Las Courejas	2 000
Fontanès-Ste Croix de Quintillargues	500
Fontbonne Bas Service	800
Fontbonne Haut Service	2 500
Galargues	250
Garrigues	150
Guzargues	500
Malrives	1 750
Montaud -Montlaur	250
Pierre Plantée	3 000
Restinclières	150
St Bauzille de Montmel Bas Service	500
St Bauzille de Montmel Haut Service	500
St Drézéry-Le Miradou	250
St Geniès des Mourgues 1	1 000
St Geniès des Mourgues 2	250
St Hilaire de Beauvoir	150
St Jean de Cornies	150
Teyran Plan Redon	2 300
Teyran Village	200
Capacité totale	33 670

La capacité totale de stockage ressort à 33 670 m³.

Au regard du volume moyen mis en distribution 16 244 m³/j (en 2022) l'autonomie moyenne de stockage est d'environ 49h, ce qui apparait largement suffisant. Il serait toutefois à vérifier que les capacités de stockage soient bien réparties sur les différents étages de consommation.

2.3.3.3. STATION DE SURPRESSION

Sur le territoire, 13 ouvrages de surpressions sont présents.

Tabl. 9 - Principales caractéristiques des ouvrages de reprise et surpression

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)
Reprise de Bérange	200
Reprise de Castries	160
Reprise du Peillou	65
Reprise Fontbonne BS vers HS	320
Reprise La Gardie	320
Reprise Malrives	510
Reprise Pierre Plantée	150
Surpresseur St Hilaire de Beauvoir	12
Surpresseur Surpresseur Assas	16
Surpresseur Surpresseur de Saint Geniès	15
Surpresseur Surpresseur Montaud	60
Surpresseur Surpresseur Planchenault	16
Surpresseur Surpresseur St Jean-de-Cornies	67

La capacité totale de pompage ressort à 1 911 m3/h.

2.3.3.4. RESEAU

Le linéaire total des réseaux d'eau potable est d'environ 729,9 km dont :

- Adduction = 109,5 km
- Distribution : 478,9 km
- Branchements : 141,4 km.

Le réseau comprend également les équipements suivants :

Tabl. 10 - Autres équipements du réseau

	Données 2022
Nombre de compteurs particuliers	30 158
Branchements (nombre)	23 571
Nombre de régulateur / réducteurs	19
Nombre poteaux d'incendie	1 173
Nombre bornes fontaines	6
Clapets	7
Ventouse	720
Vidange	283
Vannes	3 592

2.3.4. Faits marquants de l'exercice 2022

- 454 km de réseau ont été inspectés dans le cadre de la recherche de fuites : 106 fuites sur canalisations et branchements ont été trouvées et réparées en 2022.
- En parallèle, 128 branchements ont été renouvelés, et 2 520 ml de canalisations ont fait l'objet d'un renforcement ou d'un renouvellement par la Collectivité.

3. TARIFICATION DE L'EAU ET RECETTES DU SERVICE

3.1. LES MODALITES DE TARIFICATION

Les tarifs revenant au délégataire sont fixés par le contrat d'affermage et indexés à chaque période de facturation (juin et novembre) par application aux tarifs de base d'un coefficient défini au contrat.

Les tarifs revenant à la Collectivité sont fixés par délibération du comité syndical : délibération du 3 décembre 2009 pour application au 1er Janvier 2010.

Les taxes et redevances sont fixées par les organismes concernés.

Le tableau suivant reprend les tarifs applicables sur le service d'eau potable au 01/01/2020 et au 01/01/2021. Ces tarifs comprennent :

- Une partie fixe ou abonnement : payables d'avance semestriellement (le tarif ci-dessous au 01/01/n correspond à celui de la facture de novembre n-1) ;
- Une partie proportionnelle à la consommation d'eau potable : payables au vu du relevé (le tarif ci-dessous au 01/01/n correspond à celui de la facture de juin n).

Tabl. 11 - Tarifs de 2020 à 2023 pour le service d'eau potable

Tarifs		01/01/2020	01/01/2021	01/01/2022	01/01/2023
Part Collectivité					
Part fixe	abonnement (€ HT/semestre)	9,58	9,58	9,58	9,58
Part proportionnelle	consommation (€ HT/m³)	0,5057	0,5057	0,5057	0,5057
Part délégataire					
Part fixe	abonnement (€ HT/semestre)	15,15	15,20	15,96	17,62
Part proportionnelle	consommation (€ HT/m³)	0,4011	0,4025	0,4010	0,4428
Redevance Agence de l'Eau - Prélèvement d'eau	consommation (€ HT/m³)	0,1050	0,0420	0,0420	0,0420
Taxes et redevances					
TVA	5,50%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%
Redevances Agence de l'eau - Lutte contre la pollution	consommation (€ HT/m³)	0,2700	0,2800	0,2800	0,2800

Les frais d'accès au service sont de 43,00 € - tarif de base.

D'autres prestations peuvent être facturées aux abonnés selon les tarifs fixés dans le Règlement de service ou le Bordereau des prix unitaires du contrat de délégation (tels que les travaux de branchements neufs...).

3.2. FACTURE TYPE 120 M³ POUR LE SERVICE EAU POTABLE

Le tableau ci-après reprend les montants applicables au 01/01/2020 et au 01/01/2021 pour l'eau potable en considérant une facture de 120 m³ (consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE).

Tabl. 12 - Simulation facture type eau potable pour une consommation de 120 m³

		Quantité	au 1er Janvier 2021		au 1er Janvier 2022		au 1er Janvier 2023		Evolution Jan.2023/ Jan.2022
Service eau potable			PU HT	Tot. HT	PU HT	Tot. HT	PU HT	Tot. HT	
Part délégataire	Abonnement	2	15,20	30,40	15,96	31,92	17,62	35,25	10,4%
	Consommation	120	0,4025	48,30	0,4226	50,71	0,4428	53,14	4,8%
Part Collectivité	Abonnement	2	9,58	19,16	9,58	19,16	9,58	19,16	0,0%
	Consommation	120	0,5057	60,68	0,5057	60,68	0,5057	60,68	0,0%
Redevance pour préservation des ressources		120	0,0420	5,04	0,0420	5,04	0,0420	5,04	0,0%
Sous-Total HT			163,58 €		167,52 €		173,27 €		3,4%
Organismes publics									
Agence de l'eau	Lutte contre la pollution	120	0,28	33,60	0,28	33,60	0,28	33,60	0,0%
Sous-Total HT			33,60 €		33,60 €		33,60 €		0,0%
Sous-Total HT			197,18 €		201,12 €		206,87 €		2,9%
TVA (5,5 %)				10,85 €	11,06 €		11,38 €		2,9%
Sous-Total TTC			208,03 €		212,18 €		218,25 €		2,9%
Soit un prix du m3 TTC (Indicateur D102.0)			1,73 €		1,77 €		1,82 €		2,9%

La facture 120m³ eau potable est en augmentation au 01/01/23 en raison de la hausse de la part délégataire.

3.3. LES RECETTES DU SERVICE

Le tableau suivant reprend les recettes liées à la facturation du service pour les années 2019 à 2021. Ces montants correspondent à la somme HT de toutes les factures d'eau émises, comprenant la ou les parts collectivités, la ou les parts délégataires (quand le service est affermé ou concédé) et les redevances diverses notamment Agence de l'eau (prélèvement et pollution, hors modernisation), Voies Navigables de France (prélèvement), ainsi que les ventes d'eau à d'autres services (vente en gros).

Sont également indiqués dans les tableaux ci-dessous les autres recettes revenant à la Collectivité et au Délégataire (travaux de branchements, prestations accessoires...).

Tabl. 13 - Recettes du service

Recettes de la collectivité	2019	2020	2021	2022
Redevance vente d'eau	2 545 229 €	2 642 555 €	2 671 664 €	2 702 090 €
Recettes liées aux travaux	590 385 €	880 332 €	371 467 €	1 325 390 €
Autres recettes	371 299 €	302 381 €	335 255 €	326 530 €
Total	3 506 912 €	3 825 268 €	3 378 385 €	4 354 010 €
Recettes du délégataire	2019	2020	2021	2022
Vente d'eau aux abonnés	2 550 721 €	2 594 387 €	2 756 091 €	3 029 432 €
Vente d'eau en gros	113 070 €	83 021 €	84 827 €	88 283 €
Travaux Exclusifs	588 734 €	650 407 €	701 432 €	714 785 €
Recettes accessoires	528 114 €	495 009 €	507 755 €	592 818 €
Total	3 780 639 €	3 822 824 €	4 050 105 €	4 425 318 €
Redevances Agence de l'Eau	2019	2020	2021	2022
Préservation de la ressource	523 096 €	167 212 €	203 806 €	212 122 €
Lutte contre la pollution	1 116 289 €	1 150 731 €	1 209 897 €	1 242 308 €
Total	1 639 385 €	1 317 943 €	1 413 703 €	1 454 430 €

4. INDICATEURS DE PERFORMANCES

Le décret n°2007-675, relatif au service d'eau potable, et son arrêté d'application en date du 2 Mai 2007 rendent obligatoire l'établissement de caractéristiques et d'indicateurs par la collectivité organisatrice du service de distribution d'eau pour tout exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2008. Ces renseignements concernent la caractérisation technique du service, la tarification et les recettes du service, ainsi que des indicateurs de performance et doivent être rendus publics par les collectivités dans le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable.

Les indicateurs de performance sont des paramètres permettant de suivre l'évolution des résultats des services de l'eau, dans l'accomplissement de ses différentes missions.

En caractérisant dans le temps les performances, ces indicateurs permettent d'améliorer la maîtrise de la gestion du service et de garantir la prise en compte des objectifs qualitatifs. Ils peuvent jouer plusieurs rôles :

- Outil de pilotage et d'évaluation des services rendus à l'utilisateur ;
- Outil de négociation et de suivi des contrats de délégation : dans l'établissement du contrat de délégation (engagement de résultat et non plus de moyens) et par la mise en place de contrôles ;
- Outil de communication : utilisés à bon escient et explicités, ils peuvent devenir un outil de dialogue avec l'utilisateur ;
- Outil d'incitation à l'amélioration : combinés à un système de pénalités ou de bonus-malus, ils peuvent permettre d'améliorer les performances du délégataire.

Ils permettent également une meilleure compréhension des enjeux stratégiques, sur la base desquels peuvent être définis des objectifs de progrès.

A terme, ces indicateurs permettront aux collectivités de se situer en matière de niveau de service car l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema) souhaite constituer une base de données nationale.

4.1. QUALITE DE L'EAU

La qualité de l'eau est contrôlée par l'exploitant dans le cadre de son autocontrôle et par l'ARS dans le cadre des contrôles réglementaires.

4.1.1. L'eau prélevée

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service.

Tabl. 14 - Qualité de la ressource

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	1178	465	-
Physico-chimique	12290	518	-

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguée	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguée	Valeur du seuil et unité
Atrazine déséthyl déisopropyl	0	0,104	1	0	19	0	0,1 µg/l
Benzène	0	21	1	0	20	0	1 µg/l
Plomb	0	27	2	0	15	0	10 µg/l

Il n'y a pas de non-conformité sur les ressources.

4.1.2. L'eau produite et distribuée

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité :

Tabl. 15 - Conformité des paramètres analytiques

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégué	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	386	386	230	230
Physico-chimique	6302	6298	15	15
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	768	765	201	201
Physico-chimique	1902	1855	492	473
Autres paramètres analysés				
Microbiologique				
Physico-chimique	1319			

Pour 2022, plusieurs dépassements en références de qualité ont été observés :

Tabl. 16 - Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégitaire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégitaire	Valeur du seuil et unité
Bact et spores sulfito-rédu	0	1	1	0	189	27	0 n/100ml
Bactéries Coliformes	0	1	2	0	193	27	0 n/100ml
Conductivité à 25°C	215	1229	21	0	193	0	1100 µS/cm
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0	2	1	0	19	0	2 Qualitatif
Température de l'eau	7,7	28,9	25	18	208	119	25 °C
Turbidité	0	20	0	1	175	104	2 NFU

Le tableau suivant présente les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie et les paramètres physico-chimiques.

Un prélèvement est considéré comme non conforme si au moins un des paramètres analysés a une valeur supérieure aux limites de qualité définies par la réglementation.

Tabl. 17 - Taux de conformité des prélèvements

Qualité de l'eau distribuée aux abonnés	2020	2021	2022
Contrôle ARS bactériologique (P101.1)	100%	100%	100%
Contrôle ARS physico-chimique (P102.1)	100%	98,7%	94,5%

En 2022, 94,5% des prélèvements physico-chimiques ont été conformes.

Pour l'indicateur de performance relatif à la microbiologie, le Fermier s'est engagé sur un objectif de performance : 100% → **Objectif atteint**

Pour l'indicateur de performance relatif à la physico-chimie, le Fermier s'est engagé sur un objectif de performance : 96% → **Objectif non atteint**

4.2. INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX D'EAU POTABLE

Conformément à la loi du 12 juillet 2010 dite loi grenelle 2 et à son décret d'application n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau, et de l'assainissement, les collectivités locales et leurs établissements devaient réaliser un descriptif détaillé de leur réseau d'eau potable et de leur réseau d'assainissement avant le 31 décembre 2013. Ce descriptif comprend un plan ainsi qu'un inventaire des réseaux qui doit être mis à jour et complété chaque année.

Afin de rendre compte de la réalisation du descriptif détaillé des réseaux, l'indice réglementaire de connaissance et de gestion patrimoniale (**indicateur P103.2**) a été modifié par arrêté du 2 décembre 2007 (arrêté modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement). Le nouvel indice a une valeur comprise entre 0 et 120. Le barème (Sources : www.services.eaufrance.fr, rubrique les indicateurs des services, fiche 103.2B et arrêté du 2 décembre 2013) est repris dans le tableau suivant avec indication du nombre de points pour les exercices 2018 et 2019.

La valeur de ce nouvel indicateur ainsi défini doit atteindre au minimum 40 points selon les règles d'attribution des points définies par l'arrêté du 2 décembre 2013 pour que le service soit considéré comme étant en règle par rapport à l'établissement d'un descriptif détaillé des réseaux d'eau potable.

Tabl. 18 - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (P103.2) Nouveau barème à compter de l'exercice 2013	Points 2021	Points 2022
A - Plan du réseau de collecte (0 à 15 points)		
0 point : absence de plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable ou plan incomplet		
+ 10 points : existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux et des dispositifs généraux de mesures	10	10
+ 5 points : Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux et mise à jour du plan au moins annuelle.	5	5
Les 15 points ci-dessus doivent être obtenus avant que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :		
B – Inventaire des réseaux (30 points supplémentaires au maximum)		
+ 10 : Existence d'un inventaire des réseaux (linéaire, catégorie de l'ouvrage, précision des informations cartographiques) + matériaux et diamètres des canalisations pour 50% du linéaire ET mise à jour au moins annuelle de l'inventaire	10	10
+ 5 points potentiels en fonction du linéaire inventorié (+ 1 pt si 60 à 69,9 % du linéaire de réseau inventorié; + 2 pts si 70 % à 79,9 % du linéaire ; +3 pts de 80 % à 89,9 % ; + 4 pts de 90% à 94,9 % et + 5 pts au-delà de 95 %)	5	5
+ 10 : l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan de réseaux pour au moins 50% du linéaire	10	10
+ 5 points potentiels en fonction du linéaire pour lequel les dates ou périodes de pose sont identifiées (+ 1 pt si 60 à 69,9 % du linéaire de réseau ; + 2 pts si 70 % à 79,9 % du linéaire ; +3 pts de 80 % à 89,9 % ; + 4 pts de 90% à 94,9 % et + 5 pts au-delà de 95 %)	2	2
Un total de 40 points doit être obtenu sur les parties A et B pour considérer que le service dispose d'un descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable. Ces 40 points doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants:	42	42
C – Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points supplémentaires au maximum)		
+ 10 : Précision de la localisation des ouvrages annexes et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux	10	10
+ 10 : Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution	10	10
+ 10 : Mention de la localisation des branchements sur le plan des réseaux (sur les services de distribution)	3	3
+ 10 : Mention sur un document, et pour chaque branchement, des caractéristiques du/des compteur(s) (pour les services de distribution)	10	10
+ 10 : Existence d'un document identifiant les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite	10	10
+ 10 : Maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement	10	10
+ 10 : Existence et mise en oeuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	10	10

Existence et mise en oeuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux	5	5
TOTAL (P103.2B)	110	110

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux du service d'eau potable (**indicateur P103.2**) est de 110 pour l'exercice 2022, soit stable par rapport à 2021. Il est au-delà de 40 points et traduit que le descriptif détaillé des réseaux du service public d'eau potable est réalisé tel qu'exigé par le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012.

4.3. RENDEMENT DU RESEAU DE DISTRIBUTION

C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution. Sa finalité est de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Cet indicateur est calculé à travers la formule suivante : $(\text{Volume comptabilisé 365j} + \text{Volume consommé sans comptage} + \text{Volume de service} + \text{Volume exporté}) / (\text{Volume produit} + \text{Volume importé}) \times 100$

Tabl. 19 - Rendement de réseau de distribution

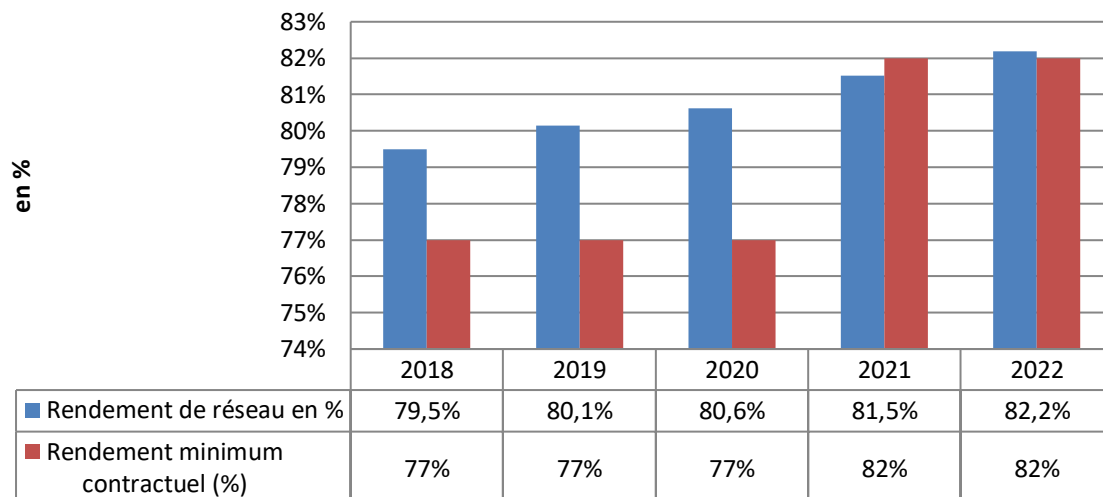
Rendement de réseau réglementaire (indicateur P104.3)	2018	2019	2020	2021	2022
Volumes introduits dans le réseau (A)=(1)+(2)	5 898 555 m³	6 351 070 m³	6 387 925 m³	6 248 401 m³	6 386 164 m³
Volumes produits (1)	5 891 980 m³	6 341 227 m³	6 383 036 m³	6 215 569 m³	5 835 051 m³
Volumes achetés (2)	6 575 m³	9 843 m³	4 889 m³	32 832 m³	551 113 m³
Volume consommé et vendus en gros (B)=(3)+(4)+(5)+(6)	4 688 587 m³	5 089 620 m³	5 149 669 m³	5 093 679 m³	5 248 157 m³
Volumes comptabilisé 365 jours (3)	4 285 511 m³	4 463 218 m³	4 598 770 m³	4 557 256 m³	4 666 242 m³
Volumes vendus à d'autres services (4)	334 961 m³	501 348 m³	434 884 m³	434 964 m³	456 899 m³
Volume consommé sans comptage (5)	32 897 m³	53 503 m³	51 359 m³	50 910 m³	50 877 m³
Volume d'eaux de service (6)	35 218 m³	71 551 m³	64 656 m³	50 549 m³	74 139 m³
Rendement de réseau (B)/(A)	79,5%	80,1%	80,6%	81,5%	82,2%
Volumes de pertes (A-B)	1 209 968 m³	1 261 450 m³	1 238 256 m³	1 154 722 m³	1 138 007 m³

Le rendement de réseau continue la progression constatée depuis plusieurs exercices

Le décret d'application de l'article 161 de la loi Grenelle II publié le 27 janvier 2012 fixe un objectif fort de diminution des prélèvements d'eau et définit un objectif minimal de rendement du service calculé à l'aide de la formule $65\% + 0,2 \text{ ILC}$ (Indice Linéaire de Consommation). Sur la base des données de l'exercice 2021, ce rendement objectif pour le service s'élève à 70,9%, à comparer au rendement obtenu de 81,5% dont le calcul est détaillé ci-dessus : le rendement de réseau du service est donc supérieur à l'objectif minimal défini au décret.

Il est par ailleurs à noter que pour cet indicateur de performance, le Fermier s'est engagé sur un objectif de performance : 82% à partir de l'année 2021. L'objectif est atteint conformément au graphique ci-après :

Rendement du réseau de distribution



L'amélioration du rendement constatée est la conséquence des investissements réalisés à la fois par la Collectivité et le Délégué (travaux concessifs en particulier). Elle est aussi la conséquence de la sectorisation et de la modélisation des réseaux mises en place permettant une meilleure efficacité dans la recherche des fuites.

En complément de la méthode classique d'écoute, 80 capteurs « Zonescan » ont été acquis par le SMGC permettant une politique active de recherche de fuites (avenant n°2). Grâce à la pose de ce dispositif, le Délégué est en mesure, en cas de doute, d'identifier et écouter une fuite pendant la nuit. Un technicien dédié à la pose de prélocalisateurs de fuites sur le territoire du Syndicat, est chargé de poser, déposer les 80 capteurs « Zonescan » et d'analyser les informations recueillies.

Ainsi en 2022, il a été constaté et réparé (entre parenthèses : rappels valeurs 2021) :

- 72 (54) fuites sur branchements
- 34 (30) fuites sur canalisations
- 254 (204) sur compteurs
- 9 (5) sur équipements
- 369 (293) fuites ont été réparées

En 2022, 454 km de canalisations ont fait l'objet de recherches de fuites (537 km en 2021).

4.4. INDICE LINEAIRE DES VOLUMES NON COMPTES ET INDICE LINEAIRE DE PERTES

4.4.1. Indice linéaire des volumes non comptés

L'indice linéaire des volumes non comptés (indicateur P105.3) est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

La valeur de l'indice linéaire des volumes non comptés sur les 5 dernières années est présentée dans le tableau ci-dessous :

Indice linéaire des volumes non comptés (indicateur P105.3)	2018	2019	2020	2021	2022
Volumes produits (1)	5 891 980 m³	6 341 227 m³	6 383 036 m³	6 215 569 m³	5 835 051 m³
Volumes achetés en gros (2)	6 575 m³	9 843 m³	4 889 m³	32 832 m³	551 113 m³
Volumes comptabilisé 365 (ou 366) jours (3)	4 285 511 m³	4 463 218 m³	4 598 770 m³	4 557 256 m³	4 666 242 m³
Volumes vendus en gros à d'autres services (4)	334 961 m³	501 348 m³	434 884 m³	434 964 m³	456 899 m³
Longueur de réseau de distribution (L)	467,806 km	469,631 km	475,353 km	476,255 km	478,956 km
Nombre de jours dans l'année (N)	365	365	366	365	365
Indice Linéaire des Volumes Non Comptés [(1)+(2)-(3)-(4)-]/[(L)*(N)]	7,49	8,09	7,78	7,23	7,22

La valeur de l'indice linéaire des volumes non comptés est de 7,22 m³/j/km pour l'année 2022, valeur quasiment stable par rapport à l'exercice 2021.

4.4.2. Indice linéaire de pertes

L'indice linéaire des pertes en réseau (indicateur P106.3) évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuites sur le réseau de distribution.

Cet indicateur est calculé à travers la formule suivante : (Volume produit + Volume importé - Volume exporté - Volume comptabilisé - Volume consommé sans comptage - Volume de service) / Linéaire de réseau hors branchements /365

La valeur de l'indice linéaire de pertes sur les 5 dernières années est présentée dans le tableau ci-dessous :

Indice linéaire des volumes de pertes (indicateur P106.3)	2018	2019	2020	2021	2022
Volumes produits (1)	5 891 980 m³	6 341 227 m³	6 383 036 m³	6 215 569 m³	5 835 051 m³
Volumes achetés en gros (2)	6 575 m³	9 843 m³	4 889 m³	32 832 m³	551 113 m³
Volumes comptabilisé 365 (ou 366) jours (3)	4 285 511 m³	4 463 218 m³	4 598 770 m³	4 557 256 m³	4 666 242 m³
Volumes vendus en gros à d'autres services (4)	334 961 m³	501 348 m³	434 884 m³	434 964 m³	456 899 m³
Volume consommé sans comptage (5)	32 897 m³	53 503 m³	51 359 m³	50 910 m³	50 877 m³
Volume d'eaux de service (6)	35 218 m³	71 551 m³	64 656 m³	50 549 m³	74 139 m³
Longueur de réseau de distribution (L)	467,806 km	469,631 km	475,353 km	476,255 km	478,956 km
Nombre de jours dans l'année (N)	365	365	366	365	365
Indice Linéaire des volumes de perte [(1)+(2)-(3)-(4)-(5)-(6)]/[(L)*(N)]	7,09	7,36	7,12	6,64	6,51

La valeur de l'indice linéaire des volumes de pertes est de 6,51 m³/j/km pour l'année 2022, en amélioration par rapport à 2021. Cet indicateur est assez satisfaisant.

4.5. TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE

Le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (**indicateur P107.2**) est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne annuelle du linéaire de réseaux (hors linéaires de branchements) renouvelés au cours des cinq dernières années par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées que ces opérations aient été réalisées par la Collectivité ou par le Délégué. Les interventions ponctuelles effectuées pour réparer une fuite ne sont pas comptabilisées dans le renouvellement.

Le tableau suivant donne le détail du calcul de cet indicateur pour l'année 2022.

Tabl. 20 - Renouvellement des réseaux

Renouvellement de réseau	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé (ml)	1 750	4 953	1 342	2 109	2 520
Linéaire total (ml)	467 806	469 631	475 353	476 255	478 956
Taux de renouvellement (P107.2)			0,51%	0,48%	0,53%

Ce taux de renouvellement moyen de 0,53% est faible.

Sur la base d'une durée de vie des canalisations de 50 ans, le taux de renouvellement théorique est de 2%.

4.6. INDICE D'AVANCEMENT DE PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU

Cet indicateur (**P108.3**) traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage. Il se décompose de la façon suivante :

- 0% Aucune action de protection
- 20% Études environnementales et hydrogéologiques en cours
- 40% Avis de l'hydrogéologue rendu
- 50% Dossier déposé en préfecture
- 60% Arrêté préfectoral
- 80% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
- 100% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80 % (80% en 2021). Cette valeur est atteinte pour l'ensemble des points de production depuis l'obtention de la DUP du champ captant de la Crouzette en 2019.

4.7. TAUX D'OCCURRENCE DES INTERRUPTIONS DE SERVICE NON PROGRAMMEES

Cet indicateur (**indicateur P151.1**) correspond au nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance. Les interruptions programmées sont celles qui sont annoncées au moins 24 heures à l'avance.

Les périodes d'alimentation par une eau non conforme au regard des normes de potabilité ne sont pas comptées comme des interruptions. Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures ne sont pas prises en compte.

Le tableau ci-dessous reprend la valeur de l'indicateur fournie par le délégataire dans ses rapports annuels :

Tabl. 21 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées

	2020	2021	2022
Nombre d'interruptions de service	9	30	34
Nombre abonnés	27 477	28 608	29 589
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées pour 1 000 abonnés (indicateur P151.1)	0,33	1,05	1,15

Pour cet indicateur de performance, le Fermier s'est engagé sur un objectif de performance : 5 u/1000 abonnés. → **L'objectif est atteint.**

4.8. DELAI MAXIMAL D'OUVERTURE DES BRANCHEMENTS POUR LES NOUVEAUX ABONNES ET TAUX DE RESPECT DE CE DELAI

Le **délai maximal d'ouverture des branchements (indicateur D151.0)** sur lequel le délégataire s'est engagé dans le cas de branchement existant est de **1 jour** (Règlement de service).

Le **taux de respect de ce délai (indicateur P152.1)** pour l'année 2022 est de **100%**.

Pour cet indicateur de performance, le Fermier s'est engagé sur un objectif de performance : 95 %. Cet objectif est complété par un seuil d'inacceptabilité : 90 %. → **L'objectif est atteint**

4.9. DUREE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITE

La durée d'extinction de la dette, exprimée en année, est égale au rapport entre l'encours total de la dette de la collectivité contractée pour financer les installations et l'épargne brute annuelle. L'épargne brute annuelle est égale aux recettes réelles déduction faite des dépenses réelles incluant notamment le montant des intérêts des emprunts à l'exclusion du capital remboursé.

Tabl. 22 - Durée d'extinction de la dette

Durée d'extinction de la dette de la Collectivité (indicateur P153.2)	2020	2021	2022
En-cours de la dette au 31/12/n	3 169 513 €	5 465 175 €	2 799 946 €
Epargne brute	2 883 240 €	3 812 303 €	3 425 910 €
Durée d'extinction de la dette	1,10	1,43	0,82

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette (indicateur P153.2) est égale à 0,82 ans, il s'agit d'un niveau peu élevé.

4.10. TAUX D'IMPAYE SUR LES FACTURES D'EAU DE L'ANNEE PRECEDENTE

Cet indicateur (indicateur P154.0) correspond au taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers.

Tabl. 23 - Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente

Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (indicateur P154.0)	2020	2021	2022
Montant des impayés au 31/12 de l'année N en € TTC (A)	47 217 €	95 207 €	86 546 €
Montant facturé sur l'exercice N-1 en € TTC (B)	7 929 166 €	7 030 500 €	8 893 521 €
Taux d'impayé (B/A)	0,60%	1,35%	0,97%

Pour l'année 2022, le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente s'élevait à 0,97%, soit une diminution par rapport à 2021.

Pour cet indicateur de performance, le Fermier s'est engagé sur un objectif de performance : 2%. Cet objectif est complété par un seuil d'inacceptabilité : 4%. → **L'objectif est atteint**

4.11. TAUX DE RECLAMATIONS

Cet indicateur (indicateur P155.1) correspond au nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000.

Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. Le tableau suivant reprend le calcul de ce taux depuis le démarrage du contrat :

Tabl. 24 - Taux de réclamation

Taux de réclamations (indicateur P155.1)	2020	2021	2022
Nombre de réclamations	nc	nc	nc
Nombre d'abonnés	27 477	28 608	29 589
Taux de réclamations (unités / 1 000 abonnés)	0,47	1,47	1,32

Pour l'année 2022, le taux de réclamation s'élevait à 1,32 unités / 1 000 abonnés, en baisse par rapport à 2021.

Pour cet indicateur de performance, le Fermier s'est engagé sur un objectif de performance : 0,5 u/1 000 abonnés. Cet objectif est complété par un seuil d'inacceptabilité : 1,5 u/ 1 000 abonnés. → **L'objectif n'est pas atteint.**

4.12. PENALITES

En application du contrat d'affermage, la Collectivité peut infliger des pénalités en cas de manquements à ses obligations :

- En cas de non-respect des délais fixés dans les demandes de la Collectivité :
 - Non - production d'attestations d'assurances, mise à jour de l'inventaire
 - Parc compteurs
 - Volumes consommés par chaque abonné (à la fin du contrat)
 - Plans, documents, fichier abonnés (à la fin du contrat)
- Après une mise en demeure de la Collectivité restée sans effet :
 - Interruption de la distribution, défaut de potabilité
 - Pression anormale
 - Non-respect de l'engagement de rendement pour les dates fixées
 - En cas de retard dans l'exécution des opérations confiées (branchements, compteurs, travaux concessifs)
 - En cas d'insuffisance dans la maintenance courante, le nettoyage, l'évacuation des déchets (à la fin du contrat)
 - En cas de non remise des rapports dans les délais
 - En cas de remise d'un rapport incomplet
 - En cas de non remise ou non mise à jour des plans
 - En cas de non-tenue à jour des journaux d'exploitation
 - En cas de non-respect des seuils d'inacceptabilité des objectifs de performances
 - En cas de non-intervention sur une fuite dans le délai de 24 heures après son signalement.

Pour l'exercice 2022, un objectif n'a pas été atteint (taux de réclamation), sans pour autant entrainer de pénalités, ne dépassant pas le seuil d'inacceptabilité.

5. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

5.1. TRAVAUX ENGAGES

5.1.1. Travaux neufs réalisés par le Syndicat

Le tableau ci-après reprend le montant des travaux et études réalisés et/ou engagés en 2021 (y compris restes à réaliser).

Tabl. 25 - Travaux engagés par la Collectivité

Travaux engagés par la Collectivité	2020	2021	2022
Montant des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	10 301 592,00 €	7 146 225,65 €	4 483 892,92 €
Montant des subventions	460 000 €	6 135 €	580 226 €
Montant de l'affectation du résultat	5 855 600 €	3 206 362 €	0 €

5.1.2. Travaux concessifs

Il s'agissait des travaux d'investissements et d'améliorations listés dans le contrat et dont le Fermier assure le financement et la réalisation (article 37) pour un montant d'investissement de 1 933 019 €. Cette opération est terminée : l'ensemble des 24 communes sont opérationnelles en télé-relève au 31 décembre 2017.

A noter que le poids de l'amortissement (source CARE) des travaux concessifs est de 8 651 € en 2022 (200 099 € en 2021).

5.2. BRANCHEMENTS PLOMB

Le service de l'eau potable Syndical ne comprend plus de branchement plomb depuis 2017.

5.3. ETAT DE LA DETTE DU SERVICE

Le tableau suivant reprend pour le service de l'eau potable l'état de la dette de la Collectivité. Il reprend l'en-cours de la dette au 31 décembre et les montants des annuités de remboursement sur l'exercice considéré, en distinguant le remboursement du capital et les intérêts.

Tabl. 26 - Etat de la dette du service d'eau potable

Etat de la dette	2020	2021	2022
En-cours de la dette au 31/12/n	3 169 513 €	5 465 175 €	2 799 946 €
Remboursement au cours de l'exercice	155 270 €	252 552 €	209 867 €
<i>Dont intérêts</i>	128 831 €	48 215 €	40 951 €
<i>Dont capital</i>	26 439 €	204 337 €	168 916 €

5.4. AMORTISSEMENTS

Le tableau suivant présente le montant des dotations aux amortissements réalisé sur le budget syndical.

Tabl. 27 - Amortissement des immobilisations

Amortissements	2020	2021	2021
Dotations aux amortissements	1 575 101 €	1 456 849 €	1 444 023 €

5.5. PRESENTATION DES PROGRAMMES PLURIANNUELS DE TRAVAUX ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE DELIBERANTE AU COURS DU DERNIER EXERCICE

Le tableau ci-après indique les travaux prévus par la Collectivité en 2023.

Tabl. 28 - Travaux prévus par la Collectivité



PROGRAMME TRAVAUX DU SMGC 2023 :

• Baillargues : Rte Impériale	270 000 euros HT
• Baillargues : Suite Haut-service	200 000 euros HT
• Beaulieu : Rue du Pic Saint Loup	70 000 euros HT
• Castelnau-le-Lez : Centre ancien	140 000 euros HT
• Castelnau-le-Lez : Chemin des Mendrous	22 000 euros HT
• Castries : Rue des Candinières	15 000 euros HT
• Galargues : franchissement Bénovie	65 000 euros HT
• Saint Drézéry : Chemin des Lavandes	130 000 euros HT
• Saint Hilaire : suppression réseau feeder	21 000 euros HT
• Sainte Croix : Baionnettes	30 000 euros HT
• Fontmagne : Fontmagne/Pierre-Plantée	<u>220 000 euros HT</u>

1 163 000 euros HT

○ Bérange : étanchéité bâche reprise	40 000 euros HT
○ Fontbonne : chemin d'accès	90 000 euros HT
○ Service Usine : sécurisation	<u>50 000 euros HT</u>

200 000 euros HT

✓ Bornes Monétique : 2 unités	30 000 euros HT
-------------------------------	-----------------

1 393 000 euros HT

❖ Maîtrise d'œuvre :	57 000 euros
✚ Imprévus :	250 000 euros HT

Total programme travaux 2023 : 1 700 000 euros HT

6. ACTIONS DE SOLIDARITE ET DE COOPERATION DECENTRALISEE DANS LE DOMAINE DE L'EAU

6.1. MONTANTS DES ABANDONS DE CREANCE A CARACTERE SOCIAL OU DES VERSEMENTS A UN FONDS DE SOLIDARITE

Cet indicateur (**P109.0**) a pour objectif de mesurer l'implication sociale du Service. Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créances à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL)

Au cours de l'exercice 2021, le Syndicat a reçu 0 demande d'abandon de créances au cours de l'exercice et 0 € ont été abandonnés/versés à un fond de solidarité.

Un Fond Solidarité Logement départemental est en place.

Concernant le Délégué, le nombre de demandes d'abandons de créances reçues a été de 0 en 2021 (0 en 2020). Le montant des abandons de créances ou les versements à un fonds de solidarité a été de 0 € en 2020 (0 € en 2019).

Le montant global des créances abandonnées au titre du contrat est donc de 0 €.

Pour l'année 2022, le montant des abandons de créance à caractère social s'élève à 0 €.

- A noter que depuis 2016, le SMGC participe à l'expérimentation nationale de la mise en place d'un tarif social de l'eau par le biais d'une **distribution de « Chèques eau »**. Ces chèques sont remis aux CCAS des communes, ces dernières se chargent de la distribution aux usagers. **Une enveloppe budgétaire de 24 000 € a été prévue en 2022, maintenue à ce même montant en 2023.**

6.2. DESCRIPTIF ET MONTANT DES OPERATIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE CONDUITES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.1115-1-1 DU CGCT

Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des Collectivités Territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

- En 2021, une subvention de 4 000 € a été versée à l'association La Goutte d'Ô pour réaliser une étude sur la réutilisation des eaux usées à Ajim, île de Djerba, Tunisie.
- En 2022, une prévision budgétaire de 10 000 € a bien été inscrite, mais aucun projet n'a été soumis au SMGC.

ANNEXE 1

Tableau récapitulatif des Indicateurs de performance (arrêté du 2 Mai 2007)

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable du SMGC

SYNDICAT MIXTE GARRIGUE CAMPAGNE -

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

RAPPORT POUR L'ANNEE 2022

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

Service public d'eau potable du SMGC					
Indicateurs descriptifs des services		Valeurs 2021	Valeurs 2022		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	67 472	68 694	habitants	
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	1,77	1,82	€ TTC	
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	24	24	heures	
Indicateurs de performance		Valeurs 2021	Valeurs 2022		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100	100	%	
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	98,7	94,5	%	
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	110	/120	
P104.3	Rendement du réseau de distribution	81,5	82,2	%	
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	7,23	7,22	m³/j/km	
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	6,64	6,51	m³/j/km	
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,40	0,50	%	
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80	80	%	
P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	-	-	€	
Indicateurs non obligatoires si le service n'est pas redevable d'une CCSP	P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	1,05	1,15	u/1000 abonnés
	P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%
	P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	A la charge de la collectivité		années
	P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1,35	0,97	%
	P155.1	Taux de réclamations	1,47	1,32	u/1000 abonnés

ANNEXE 2

Notice d'information de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse

ÉDITION 2023

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

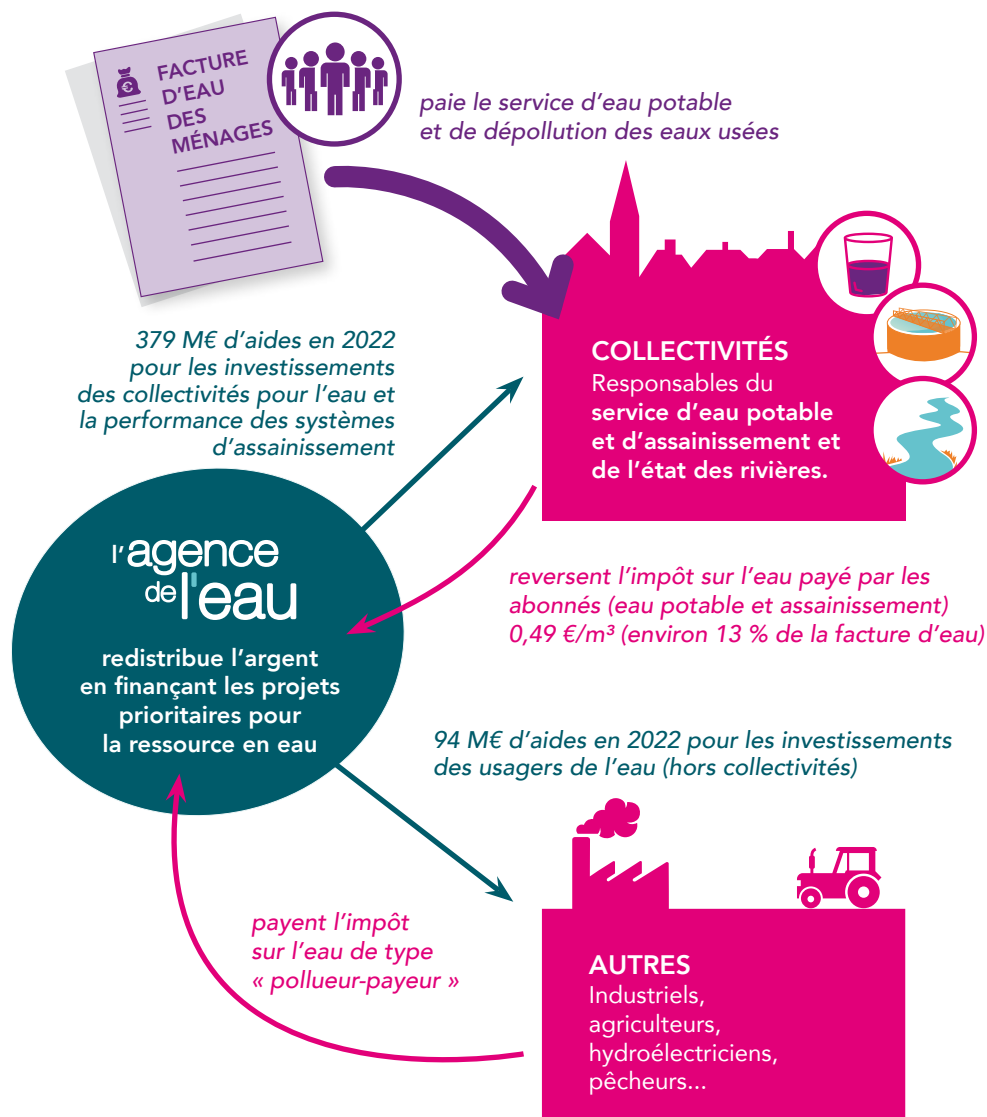
Grâce à cette fiscalité sur l'eau, le parc français des stations d'épuration est désormais globalement performant : la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le **prix moyen de l'eau** dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse est de **3,87 € TTC/m³** et de **4,30 € TTC/m³** en France*. Environ **13 %** de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, **spécialisé dans la protection de l'eau.**

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2021.



**SAUVONS
L'EAU!**

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2022

51% des aides attribuées en 2022 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

► Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau (47,3 millions €)

407 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation...) permettent d'économiser 22,8 millions m³, soit la consommation annuelle d'une ville de 416 000 habitants.

► Pour dépolluer les eaux (156,1 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

40 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu et 70 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 36 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (89,4 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 65,4 M€ d'aides.

► Pour réduire les pollutions industrielles (21,5 millions €)

6 nouveaux territoires engagés dans des démarches collectives de réduction des rejets de substances dangereuses concernant des activités industrielles et commerciales.

2 opérations majeures lancées sur de grands sites industriels.

► Pour lutter contre les pollutions agricoles par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable (6,6 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 30,6 millions € pour l'agriculture)

6 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. Le coût moyen de ces traitements s'élève à 755 millions € par an.

30,6 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, conversion agriculture biologique et mesures agri environnementales, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

► Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (70,5 millions €)

70,4 km de rivières restaurées et 75 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel. 5 630 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.

L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 465 ha d'herbiers.

► Pour la solidarité internationale (3,67 millions €)

48 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 23 pays en développement.

L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

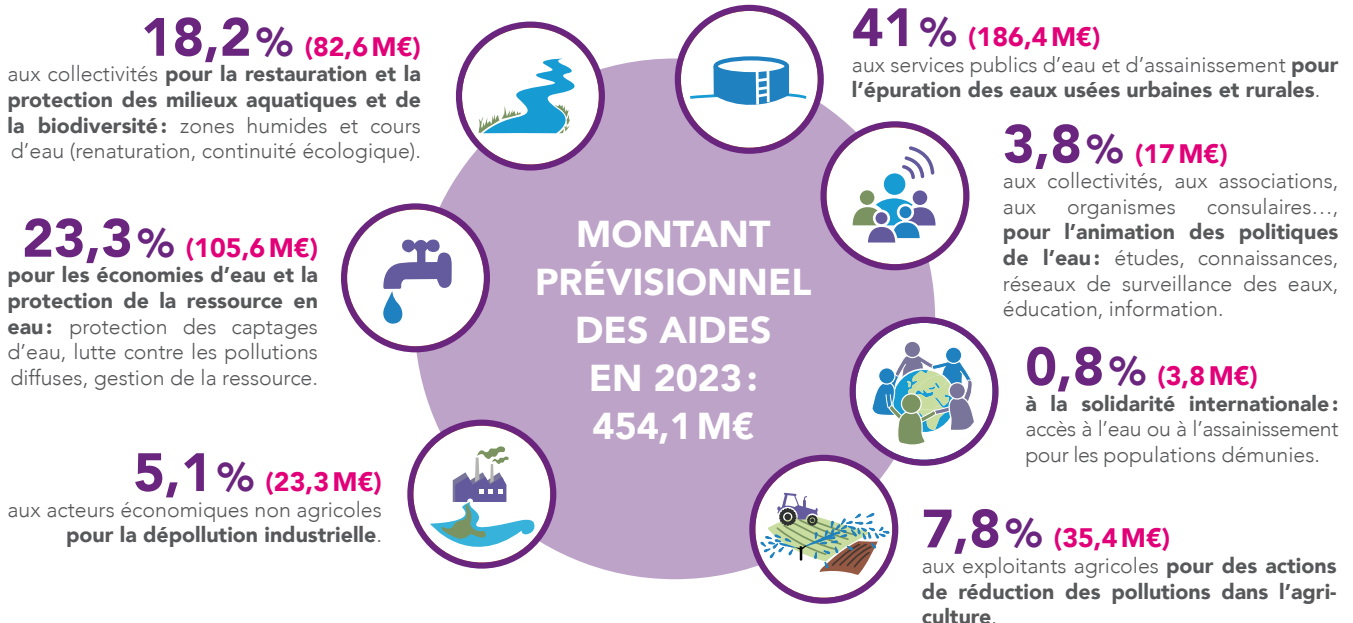
2023

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 13 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 38 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 4,9 € par mois pour les redevances.



Pour toutes les redevances (sauf celle sur les pesticides), les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

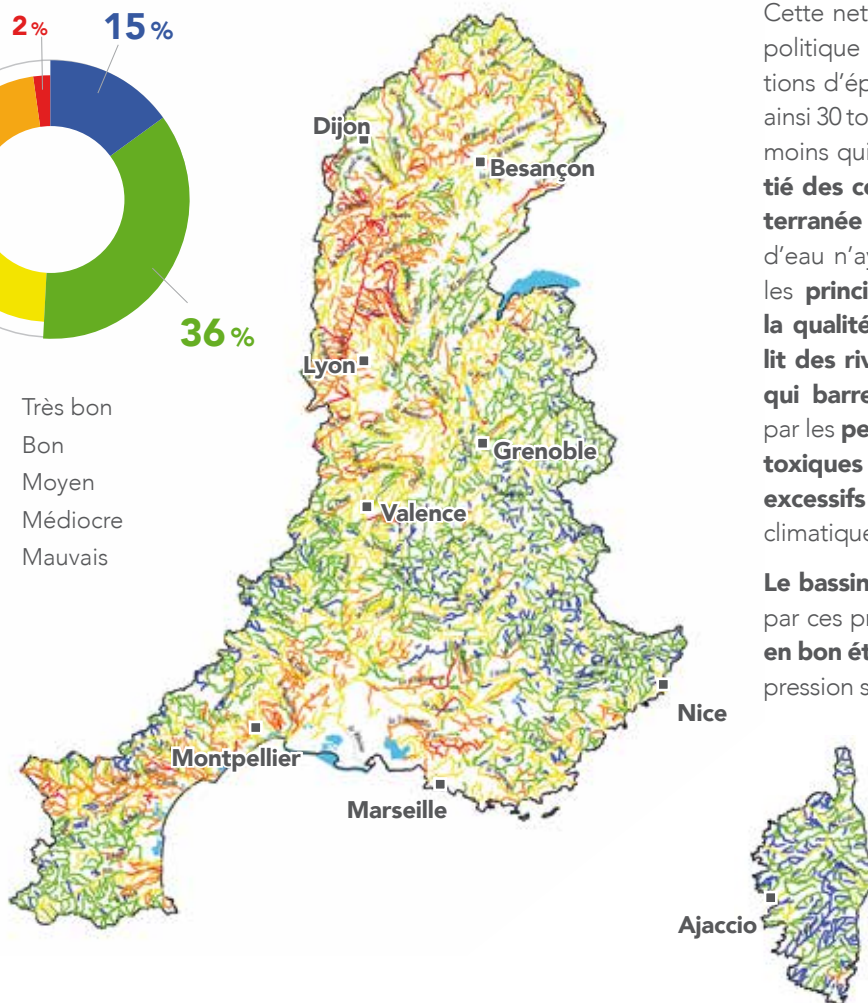
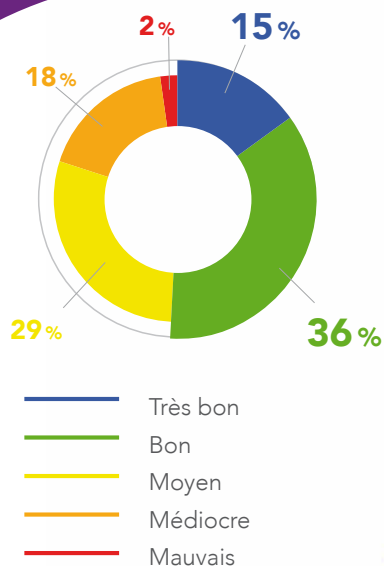
UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES



- **Solidarité envers les communes rurales:** l'agence de l'eau soutient, à des taux très préférentiels, les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **La différence entre le montant des redevances et celui des aides** correspond essentiellement au financement, par l'agence de l'eau, de l'office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2023 s'élève à 99,2 M€.

QUALITÉ DES EAUX

Etat écologique des cours d'eau
Données 2021



Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

S²LOW

Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. **La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état.** Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont **l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau**, les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les **prélèvements d'eau excessifs** dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, **91 % de ses rivières sont en bon état.** Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

La qualité des rivières sur smartphone et tablette



Appli qualité rivière

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

Bassin Rhône-Méditerranée

- > 15,5 millions d'habitants
- > 20 % du territoire français
- > 20 % de l'activité agricole et industrielle
- > 50 % de l'activité touristique
- > 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- > 330 000 habitants permanents
- > 3,4 millions de touristes chaque année
- > 3 000 km de cours d'eau
- > 1 000 km de côtes

ANNEXE 3 Documents complémentaires et fiches techniques par commune



NATURE DU SERVICE ASSURÉ :

Le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne exerce en lieu et place des communes adhérentes, des intercommunalités que sont la Communauté De Communes Du Grand Pic Saint Loup et la Métropole de Montpellier et dans l'intérêt collectif, la constitution et l'exploitation des réseaux de distribution d'eau potable.

Par autorisation d'avis préfectoral n°2008-1-3240 du 22/12/2008 le Syndicat a pris la compétence eau brute.

Sa mission regroupe les obligations suivantes en matière d'eau potable :

- Etudes et travaux nécessaires à la recherche en eau,
- Aménagements et exploitation de ses ressources,
- Construction des réseaux d'adduction et des équipements nécessaires (réservoirs, stations de reprise et de traitement...),
- Renouvellement et renforcement des réseaux de distribution,
- Réalisation des raccordements, des branchements particuliers et des comptages individuels des usagers ou des abonnés du Syndicat,
- Acquisitions foncières nécessaires aux installations,
- Livraison, distribution et fourniture d'eau potable,
- Contrôle de la qualité de l'eau distribuée,
- Facturation des volumes livrés aux comptages des usagers,
- Fourniture d'eau éventuellement à des abonnés ou Collectivités hors des limites du territoire syndical après avis du Comité,
- Application stricte des diverses lois et décrets concernant la distribution et la qualité de l'eau potable,
- Rechercher et mettre en œuvre les dispositifs contribuant à assurer la continuité du service public (protection des installations, sources d'approvisionnement externe, ...).

Le S.M.G.C est constitué de 24 Communes ayant délégué en totalité la gestion, la production, le traitement et la distribution d'eau potable **(hors installations de secours contre l'incendie)**.

Les Communes formant le S.M.G.C et la date de leur adhésion sont :

ASSAS	4 août 1970	GUZARGUES	31 décembre 1940
BAILLARGUES	31 décembre 1940	MONTAUD	29 août 1984
BEAULIEU	13 novembre 1937	RESTINCLIÈRES	13 novembre 1937
BOISSERON	02 juin 1938	SAINT BAUZILLE DE MONTMEL	16 août 1945
BUZIGNARGUES	17 avril 1980	SAINTE CROIX DE QUINTILLARGUES	18 janvier 1961
CAMPAGNE	01 décembre 1931	SAINT DRÉZÉRY	13 novembre 1937
CASTELNAU-LE- LEZ	31 décembre 1940	SAINT GENIÈS DES MOURGUES	13 novembre 1937
CASTRIES	31 décembre 1940	SAINT HILAIRE DE BEAUVOIR	13 novembre 1937
CLAPIERS	31 décembre 1940	SAINT JEAN DE CORNIES	13 novembre 1937
FONTANÈS	02 juin 1938	SAINT VINCENT DE BARBEYRARGUES	31 mai 1943
GALARGUES	13 novembre 1937	SAUSSINES	15 avril 1969
GARRIGUES	01 décembre 1931	TEYRAN	31 décembre 1940



SERVICE DÉLÉGUÉ :

Par contrat d'affermage, le Syndicat a délégué la production, le traitement, la distribution et la facturation d'eau potable à la SA. RUAS Michel le **01 janvier 1998**.

Après une procédure de mise en œuvre de délégation de service public, Le contrat de délégation a été reconduit avec la SA. RUAS Michel Groupe VEOLIA EAU le 01 janvier 2010 pour les 12 prochaines années, avec de nouvelles clauses contractuelles.

➤ **Les prestations confiées à la société S.A. RUAS Michel Groupe VEOLIA EAU sont les suivantes :**

Gestion du service	Application du règlement du service, fonctionnement, surveillance et entretien des installations, relève des compteurs
Gestion des abonnés	Accueil des usagers, facturation, traitement des demandes de renseignement des clients
Entretien	De l'ensemble des ouvrages
Renouvellement	Des branchements, des canalisations de moins de 6 m, des clôtures, des compteurs, des équipements électromécaniques

➤ **La collectivité prend en charge :**

Renouvellement	De la voirie, des canalisations, des forages, des ouvrages de traitement, du génie civil
----------------	------------------------------------------------------------------------------------------



CONSTITUTION ET GESTION DU SERVICE :

La distribution d'eau potable est assurée par :

- Les forages de :
 - 💧 Crouzette (Commune de Castelnau Le Lez)
 - 💧 Bérange (Commune de Saint Geniès Des Mourgues)
 - 💧 Mougères (commune de Galargues)
 - 💧 Candinières (Commune de Castries)
 - 💧 Fontmagne (commune de Castries)
 - 💧 Peillou (Commune de Saint Hilaire De Beauvoir)
- L'importation d'eau potable :
 - 💧 Du SIAE Pic St-Loup pour la distribution de la zone artisanale du Patus (Commune de St Vincent de Barbeyrargues)
- L'unité de potabilisation d'eau potable
 - 💧 Les Bouldious

À compter du 01 janvier 2010 et suite à la prise de la compétence eau potable par la **Communauté De Communes Du Grand Pic Saint Loup** et la **Métropole de Montpellier**, les communes adhérentes à ces structures intercommunales sont représentées au SMGC par voie de représentation substitution.

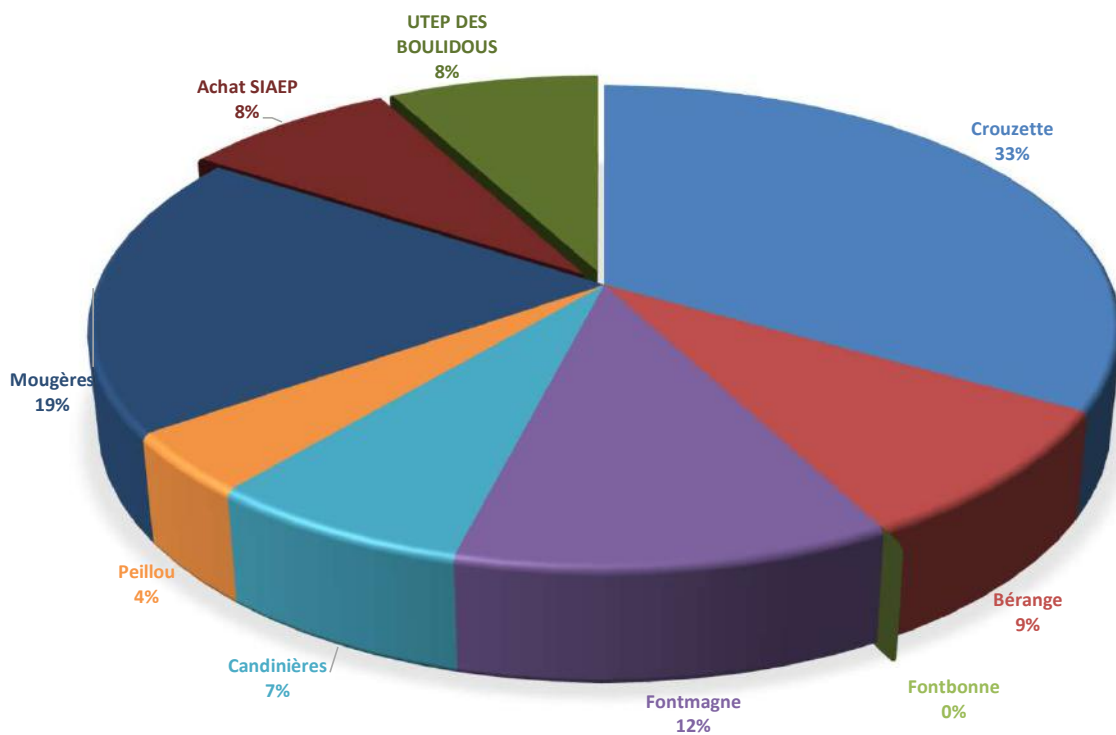
MONTPELLIER MEDITERRANÉE METROPOLE	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP	COMMUNES EN ADHÉSION DIRECTE
BAILLARGUES	ASSAS	BOISSERON
BEAULIEU	BUZIGNARGUES	CAMPAGNE
CASTELNAU LE LEZ	FONTANÈS	GALARGUES
CASTRIES	GUZARGUES	GARRIGUES
CLAPIERS	ST BAUZILLE DE MONTMEL	SAUSSINES
MONTAUD	ST HILAIRE DE BEAUVOIR	
RESTINCLIÈRES	ST JEAN DE CORNIES	
ST DRÉZÉRY	ST VINCENT DE BARBEYRARGUES	
ST GENIÈS DES MOURGUES	STE CROIX DE QUINTILLARGUES	
	TEYRAN	

Le présent rapport a pour objet de rassembler et présenter les différents éléments techniques et financiers relatifs au prix et à la qualité du service public d’eau potable pour l’exercice 2022.

ORIGINE DE LA RESSOURCE

Captages (m3)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Crouzette	2 151 001	2 073 086	2 059 992	2 249 674	2 339 239	2 372 793	2 360 997	2 336 868	2 260 850	2 315 794
Bérange	870 116	924 642	886 798	913 452	994 334	1 080 615	1 050 215	995 623	830 235	626 426
Fontbonne	682 308	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fontmagne	861 140	857 671	831 698	789 470	844 910	730 197	892 150	846 897	897 468	815 116
Candinières	493 084	318 901	398 515	375 038	425 144	283 505	421 328	466 825	419 634	498 037
Peillou	219 346	120 358	288 641	275 876	269 759	308 097	294 217	313 498	207 863	284 446
Mougères	317 279	963 304	1 006 830	987 077	1 088 814	1 116 773	1 330 102	1 423 325	1 599 519	1 324 637
Total	5 594 274	5 257 962	5 472 474	5 590 587	5 962 200	5 891 980	6 349 009	6 383 036	6 215 569	5 864 456
Achat SIAEP	6 367	5 783	6 287	6 834	6 834	6 575	9 843	4 889	7 038	551 113
UTEP DES BOULIDOUS									23 681	544 075

RÉPARTITION DES RESSOURCES DU S.M.G.C. EN 2022



Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le



ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

CONSOMMATION DES ABONNÉS PAR COMMUNE DE 2013 A 2022 (EN M³)

COMMUNES	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
ASSAS	111 651	114 302	114 378	112 863	113 444	106 012	105 598	108 481	108 944	109 458
BAILLARGUES	387 111	400 788	409 361	412 130	430 450	438 341	426 552	451 741	470 868	475 569
BEAULIEU	86 694	84 719	86 454	96 237	117 766	112 979	115 682	124 046	116 625	119 431
BOISSERON	92 798	94 703	102 694	102 229	104 001	98 439	101 147	107 663	106 421	105 592
BUZIGNARGUES	17 256	16 482	18 499	19 060	21 326	21 387	19 319	21 036	22 082	20 999
CAMPAGNE	15 331	14 248	13 448	15 266	15 598	14 203	16 025	15 173	14 881	17 008
CASTELNAU LE LEZ	1 315 355	1 463 270	1 430 716	1 445 326	1 571 428	1 600 249	1 636 327	1 674 154	1 696 949	1 708 675
CASTRIES	343 313	388 024	354 630	356 128	386 628	372 056	384 073	388 140	385 186	388 582
CLAPIERS	344 817	376 676	346 054	348 710	365 628	360 903	386 599	376 534	389 498	394 978
FONTANÈS	24 586	25 134	25 213	24 935	26 473	23 860	23 327	25 492	23 918	22 371
GALARGUES	32 062	36 090	32 085	30 589	37 626	37 080	34 104	39 542	37 453	34 718
GARRIGUES	7 808	7 337	7 919	8 616	8 215	8 954	9 354	10 397	9 826	10 459
GUZARGUES	27 479	27 365	28 723	26 987	28 772	28 230	27 321	29 612	27 692	27 199
MONTAUD	58 114	58 952	69 645	63 268	69 603	59 890	63 145	68 040	57 639	58 034
RESTINCLÈRES	99 702	100 061	101 672	107 449	103 636	101 855	114 939	125 295	130 547	134 412
ST BAUZILLE DE MONTMEL	56 381	58 035	65 255	61 118	70 560	61 030	69 827	77 181	71 523	75 532
ST DRÉZÉRY	148 814	157 214	158 812	160 839	170 733	170 179	199 972	199 444	182 079	192 951
ST GENIÈS DES MOURGUES	94 000	95 681	95 507	103 097	100 002	100 613	107 400	113 509	111 572	107 357
ST HILAIRE DE BEAUVOIR	20 276	19 075	20 769	20 480	22 349	22 024	22 187	23 164	23 885	23 060
ST JEAN DE CORNIES	36 094	36 322	35 395	37 158	38 217	38 240	36 656	38 390	39 817	41 506
ST VINCENT DE BARBEYRARGUES	54 105	55 192	55 335	56 923	58 332	54 516	58 008	53 443	53 745	62 106
STE CROIX DE QUINTILLARGUES	39 523	44 924	51 376	50 635	54 062	52 897	50 062	51 735	54 666	51 369
SAUSSINES	42 786	48 347	44 756	49 004	54 105	46 352	49 954	49 330	48 650	48 342
TEYRAN	282 373	307 015	289 565	288 878	299 803	284 775	294 233	301 441	291 850	308 844
TOTAL	3 738 429	4 029 956	3 958 261	3 997 925	4 268 757	4 215 064	4 351 811	4 472 983	4 476 316	4 538 552
Evolution en nbre		291 527	-71 695	39 664	270 832	-53 693	136 747	121 172	3 333	62 236
Evolution en %		7,80%	-1,78%	1,00%	6,77%	-1,26%	3,24%	2,78%	0,07%	1,39%

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ABONNÉS PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

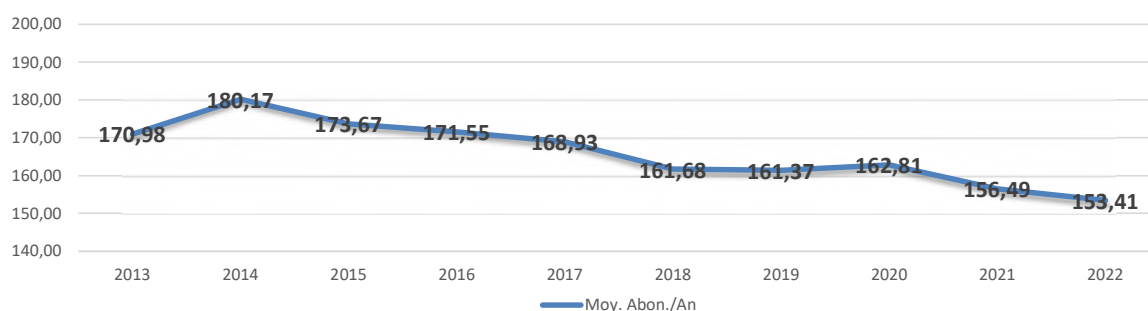
COMMUNES	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
ASSAS	611	613	624	627	623	631	636	651	659	663
BAILLARGUES	2 596	2 633	2 658	2 661	2 732	2 772	2 790	2 851	3 007	3 074
BEAULIEU	624	655	716	744	896	911	923	943	955	972
BOISSERON	737	749	725	816	822	839	850	860	869	869
BUZIGNARGUES	130	139	140	159	170	169	173	181	182	185
CAMPAGNE	127	128	129	134	140	140	143	149	149	149
CASTELNAU LE LEZ	5 641	5 749	5 797	5 990	7 217	7 757	8 184	8 299	8 770	9 332
CASTRIES	2 327	2 378	2 412	2 434	2 568	2 622	2 695	2 746	2 832	2 909
CLAPIERS	2 024	2 106	2 109	2 142	2 166	2 157	2 295	2 374	2 486	2 530
FONTANÈS	156	157	158	158	160	162	162	163	161	163
GALARGUES	260	276	303	293	307	310	315	330	333	331
GARRIGUES	73	78	79	87	90	97	103	106	110	112
GUZARGUES	180	181	180	181	183	183	187	190	190	195
MONTAUD	398	404	414	417	431	437	443	444	441	451
RESTINCLIÈRES	647	687	699	714	791	826	878	924	1 000	1 027
S ^T BAUZILLE DE MONTMEL	418	428	447	452	481	505	530	542	551	562
S ^T DRÉZÉRY	870	904	970	996	1 081	1 107	1 162	1 183	1 246	1 284
S ^T GENIÈS DES MOURGUES	803	803	840	857	912	919	926	934	953	954
S ^T HILAIRE DE BEAUVOIR	150	155	169	169	177	181	182	186	189	197
S ^T JEAN DE CORNIES	249	248	278	286	299	307	315	317	341	346
S ^T VINCENT DE BARBEYRARGUES	297	299	302	310	317	320	326	326	337	360
S ^{TE} CROIX DE QUINTILLARGUES	295	312	322	333	343	343	353	351	365	383
SAUSSINES	400	406	415	423	423	426	426	434	438	461
TEYRAN	1 852	1 880	1 906	1 922	1 940	1 950	1 971	1 989	2 040	2 076
Total	21 865	22 368	22 792	23 305	25 269	26 071	26 968	27 473	28 604	29 585
Évolution en nombre		503	424	513	1 964	802	897	505	1 131	981
Évolution en %		2,30%	1,90%	2,25%	8,43%	3,17%	3,44%	1,87%	4,12%	3,43%

+ 4 abonnés de Prades Le Lez hors syndicat = 29589

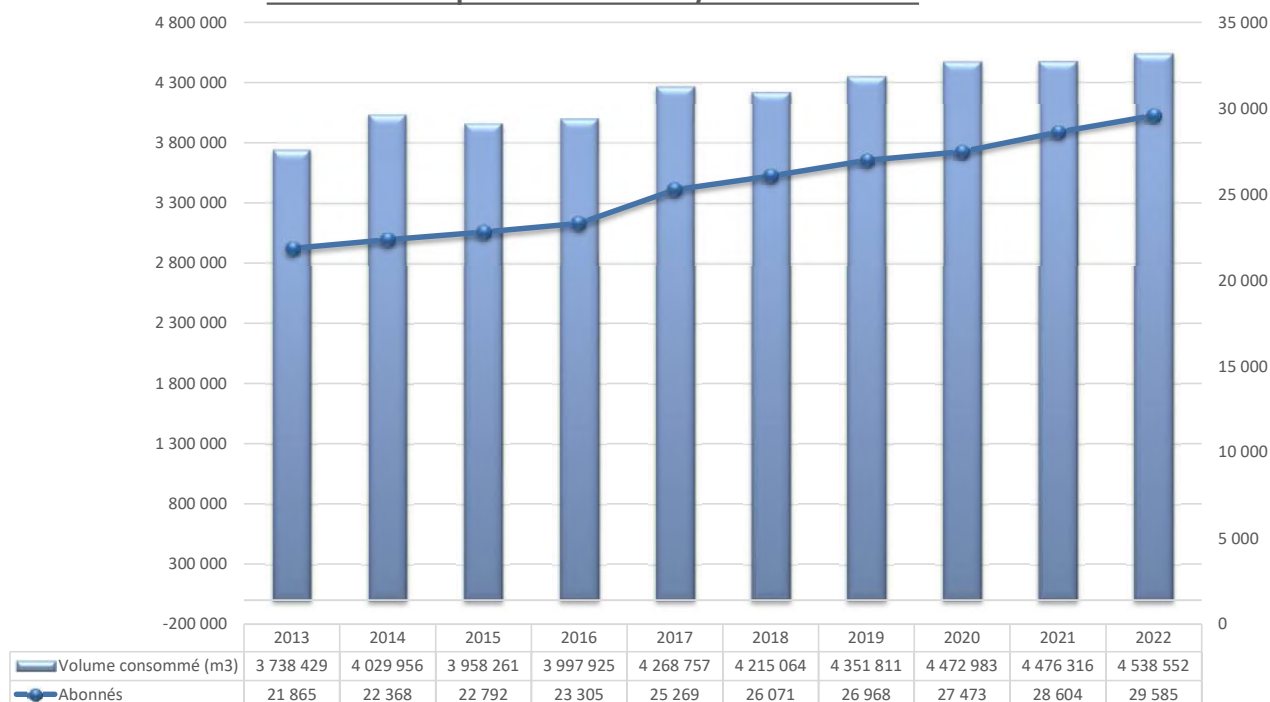
VOLUME CONSOMMÉ ET NOMBRE D'ABONNÉS DES COMMUNES DU S.M.G.C

	Volume consommé (m3)	Abonnés	Moy. Abon./An
2013	3 738 429	21 865	170,98
2014	4 029 956	22 368	180,17
2015	3 958 261	22 792	173,67
2016	3 997 925	23 305	171,55
2017	4 268 757	25 269	168,93
2018	4 215 064	26 071	161,68
2019	4 351 811	26 968	161,37
2020	4 472 983	27 473	162,81
2021	4 476 316	28 604	156,49
2022	4 538 552	29 585	153,41

Consommation Moy.Abon./An

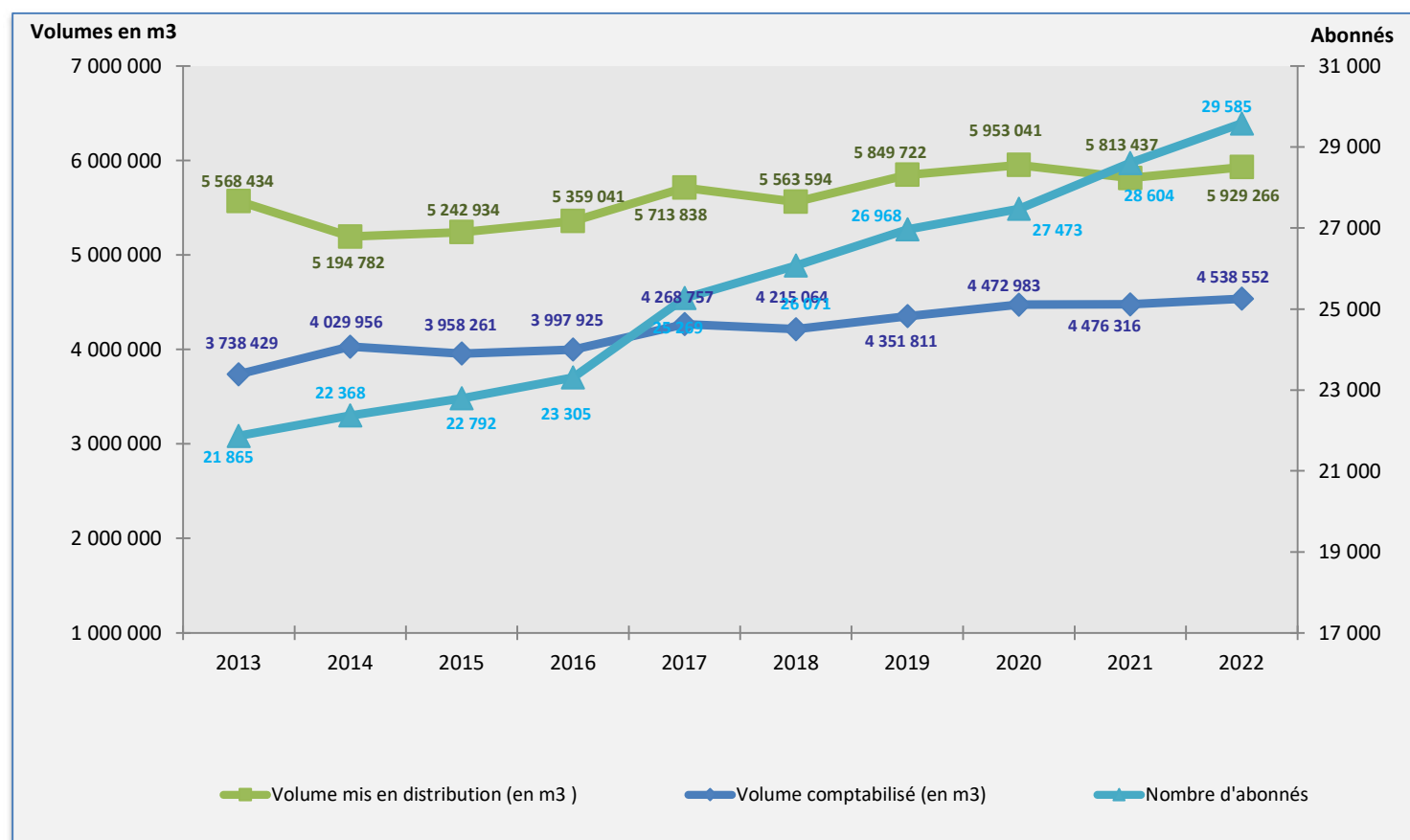


Évolution comparative Abonnés / Consommation



ÉVOLUTION DES ABONNÉS PRODUCTION ET VENTE

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Volume mis en distribution (en m3)	5 568 434	5 194 782	5 242 934	5 359 041	5 713 838	5 563 594	5 849 722	5 953 041	5 813 437	5 929 266
Volume comptabilisé (en m3)	3 738 429	4 029 956	3 958 261	3 997 925	4 268 757	4 215 064	4 351 811	4 472 983	4 476 316	4 538 552
Nombre d'abonnés	21 865	22 368	22 792	23 305	25 269	26 071	26 968	27 473	28 604	29 585



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

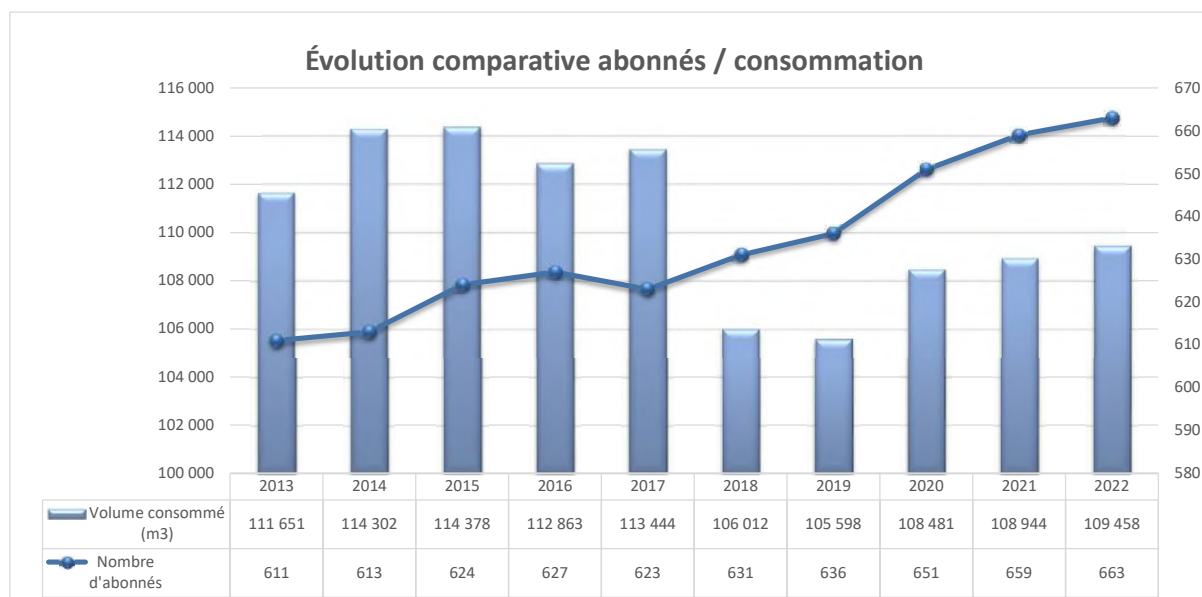
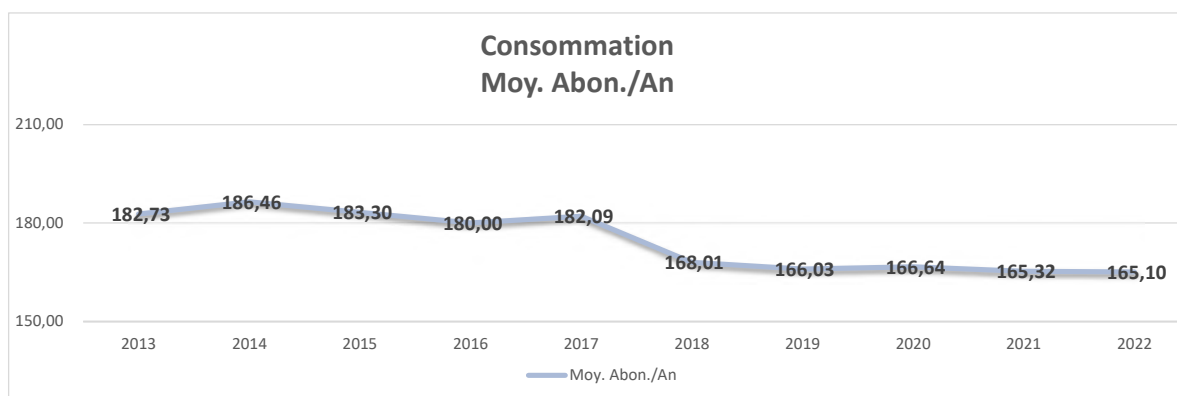
Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



Commune : ASSAS

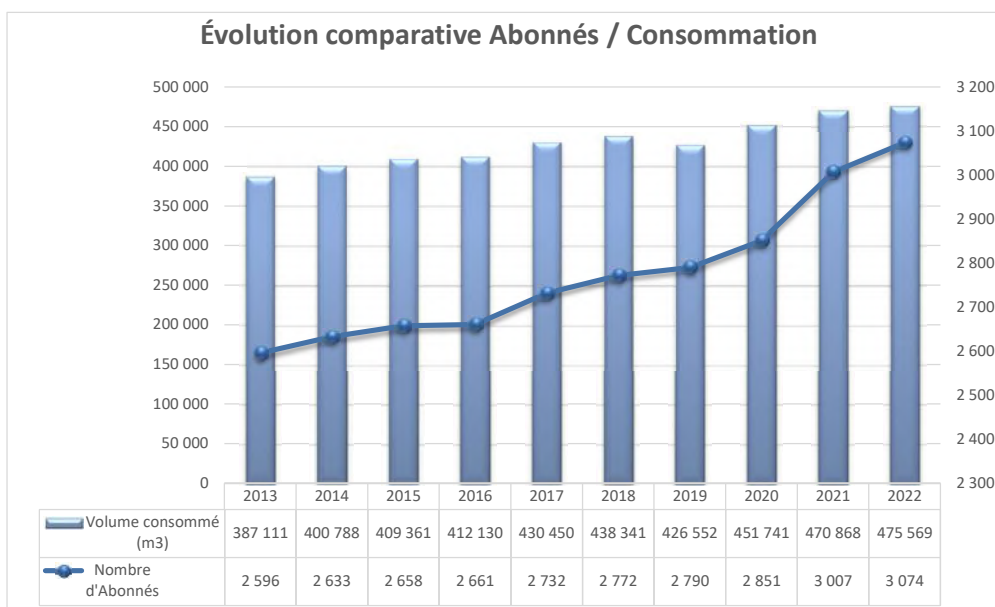
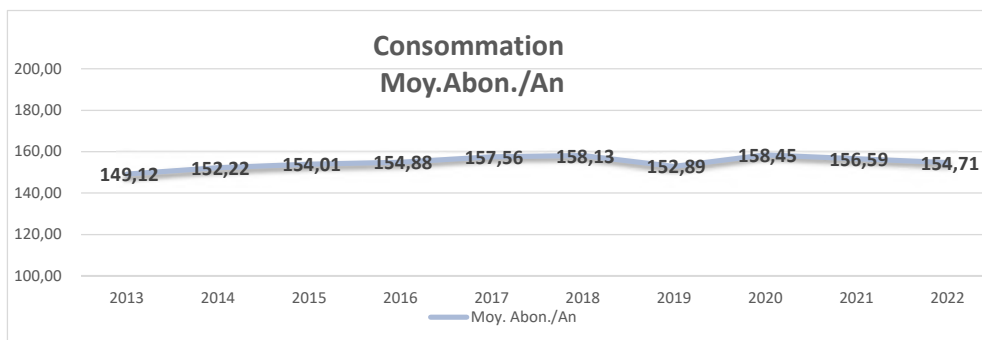
	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	111 651	611	182,73
2014	114 302	613	186,46
2015	114 378	624	183,30
2016	112 863	627	180,00
2017	113 444	623	182,09
2018	106 012	631	168,01
2019	105 598	636	166,03
2020	108 481	651	166,64
2021	108 944	659	165,32
2022	109 458	663	165,10



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Commune : **BAILLARGUES**

	Volume consommé (m ³)	Nombre d'Abonnés	Moy. Abon./An
2013	387 111	2 596	149,12
2014	400 788	2 633	152,22
2015	409 361	2 658	154,01
2016	412 130	2 661	154,88
2017	430 450	2 732	157,56
2018	438 341	2 772	158,13
2019	426 552	2 790	152,89
2020	451 741	2 851	158,45
2021	470 868	3 007	156,59
2022	475 569	3 074	154,71



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

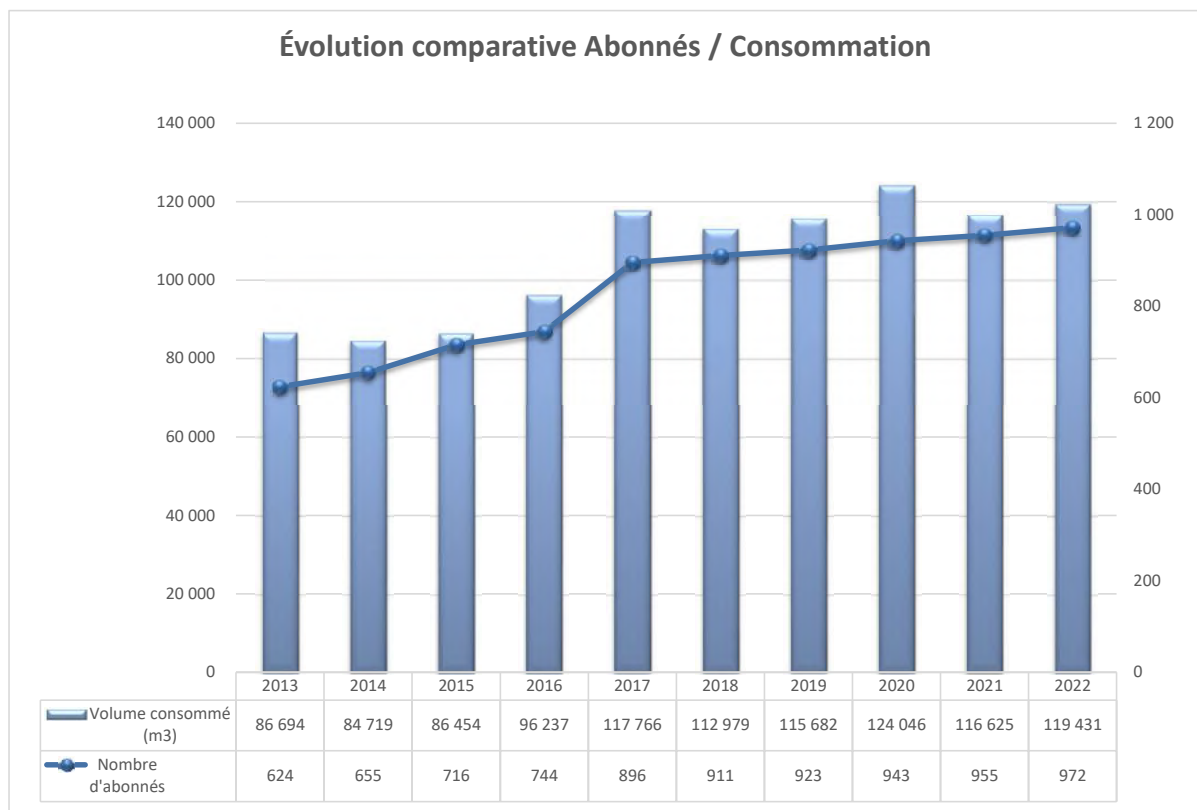
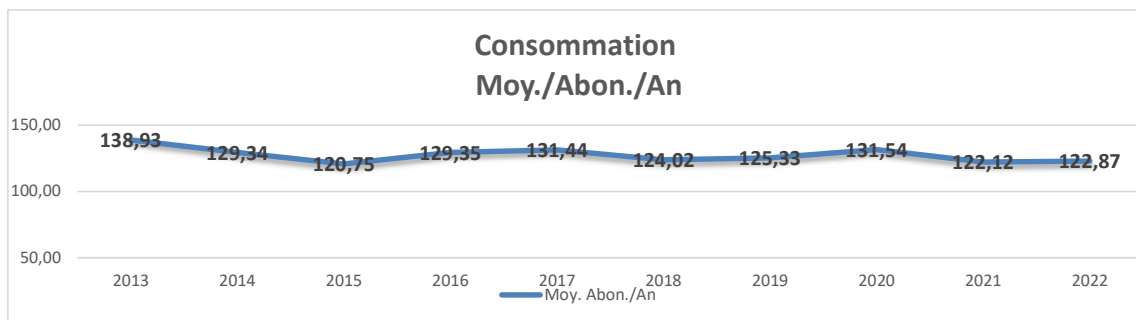
Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



Commune : **BEAULIEU**

	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	86 694	624	138,93
2014	84 719	655	129,34
2015	86 454	716	120,75
2016	96 237	744	129,35
2017	117 766	896	131,44
2018	112 979	911	124,02
2019	115 682	923	125,33
2020	124 046	943	131,54
2021	116 625	955	122,12
2022	119 431	972	122,87



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 à 2022

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

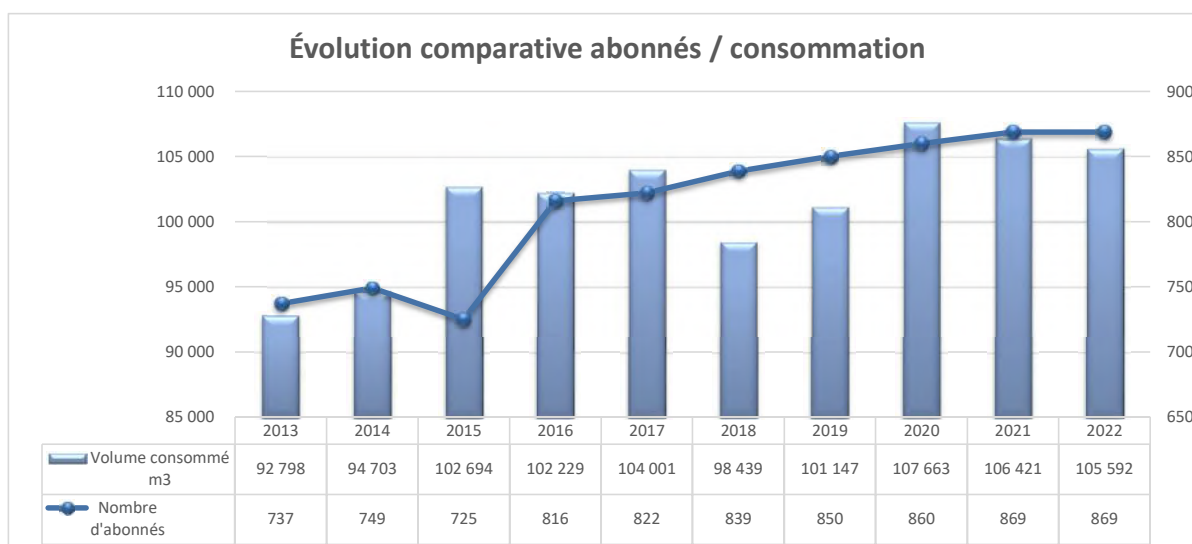
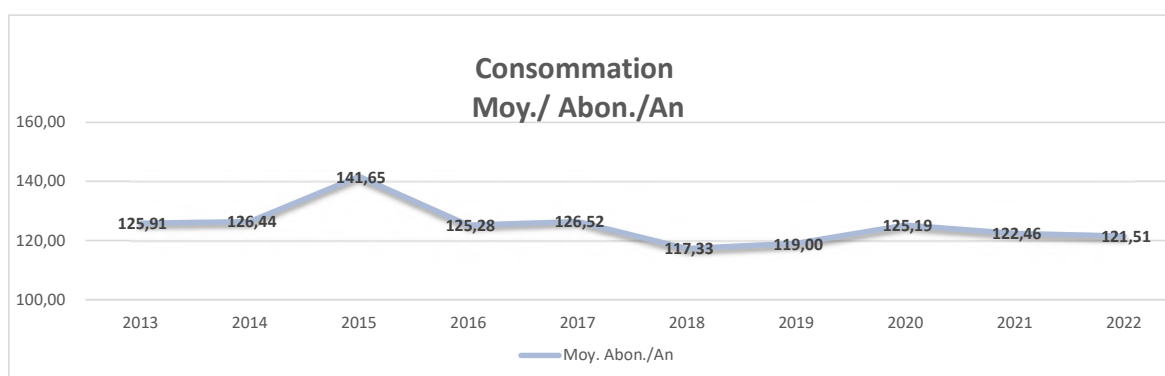
Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



Commune : BOISSERON

	Volume consommé m ³	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	92 798	737	125,91
2014	94 703	749	126,44
2015	102 694	725	141,65
2016	102 229	816	125,28
2017	104 001	822	126,52
2018	98 439	839	117,33
2019	101 147	850	119,00
2020	107 663	860	125,19
2021	106 421	869	122,46
2022	105 592	869	121,51



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 à 2022

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

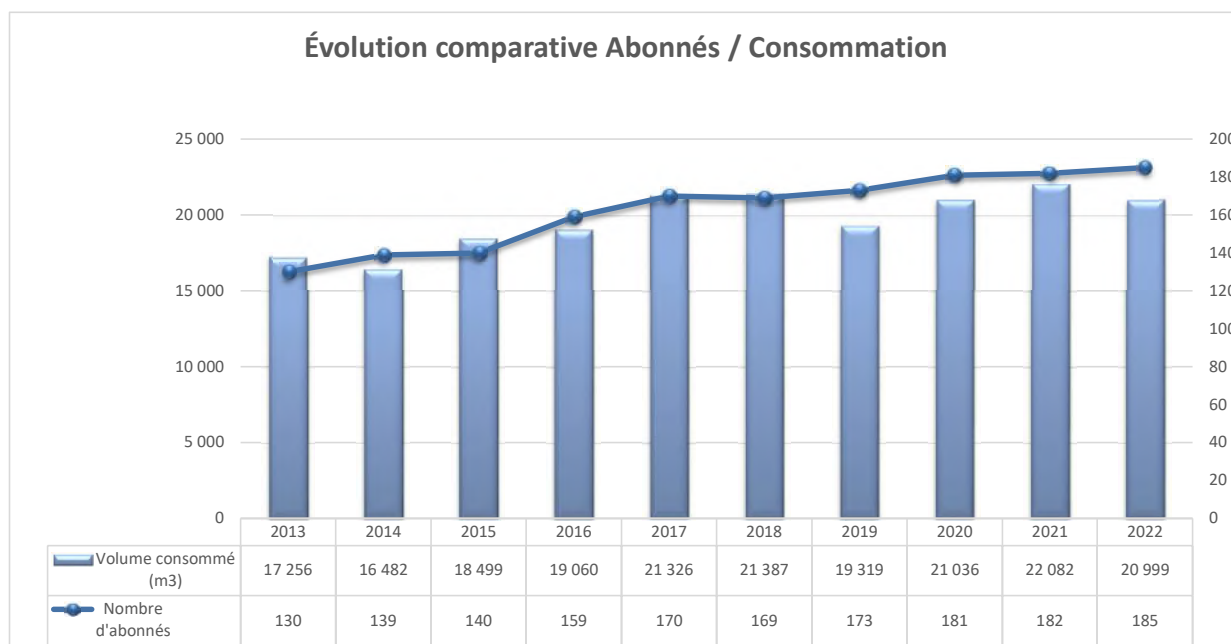
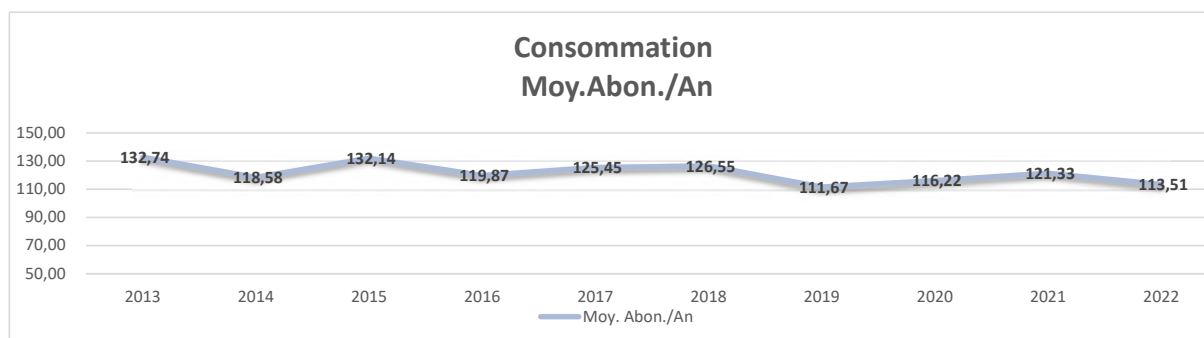
Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



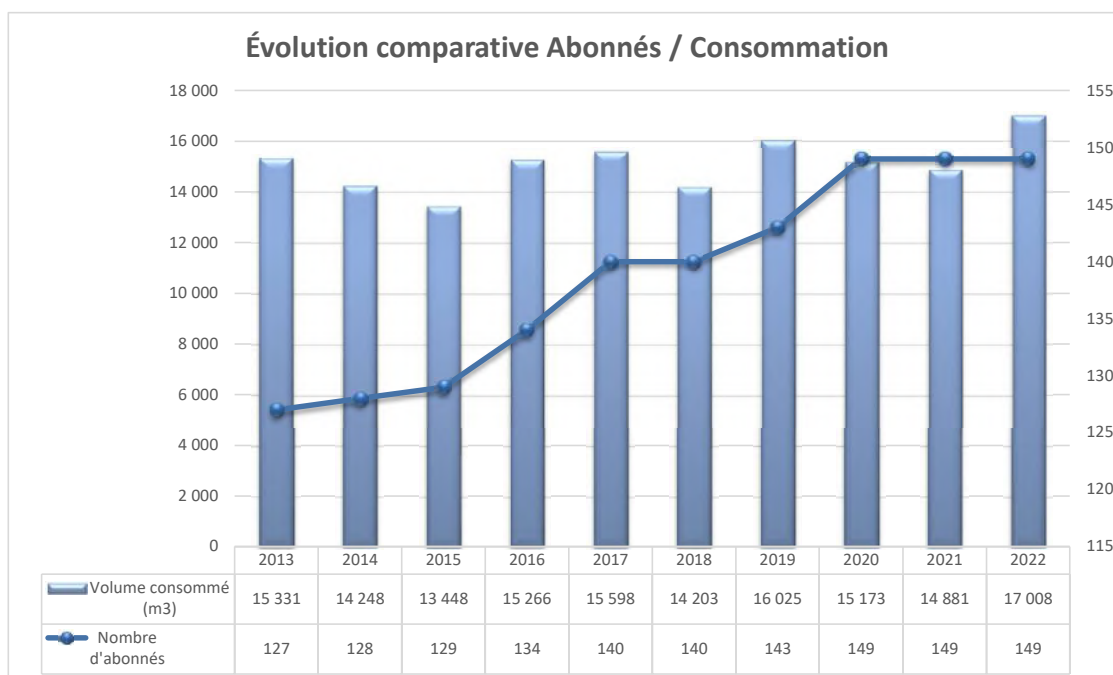
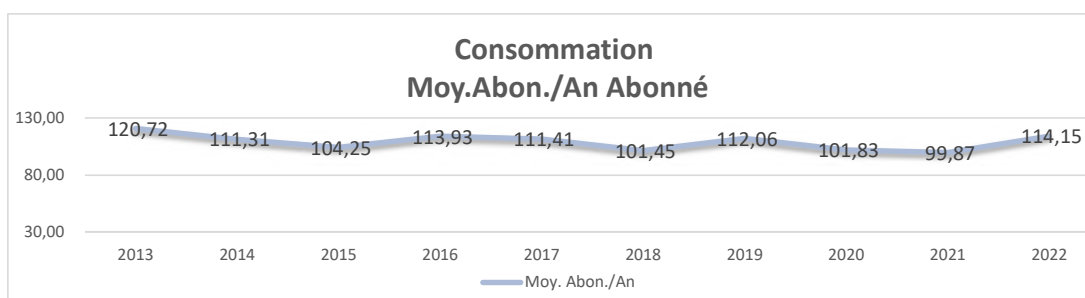
Commune : **BUZIGNARGUES**

	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	17 256	130	132,74
2014	16 482	139	118,58
2015	18 499	140	132,14
2016	19 060	159	119,87
2017	21 326	170	125,45
2018	21 387	169	126,55
2019	19 319	173	111,67
2020	21 036	181	116,22
2021	22 082	182	121,33
2022	20 999	185	113,51



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022**Commune : CAMPAGNE**

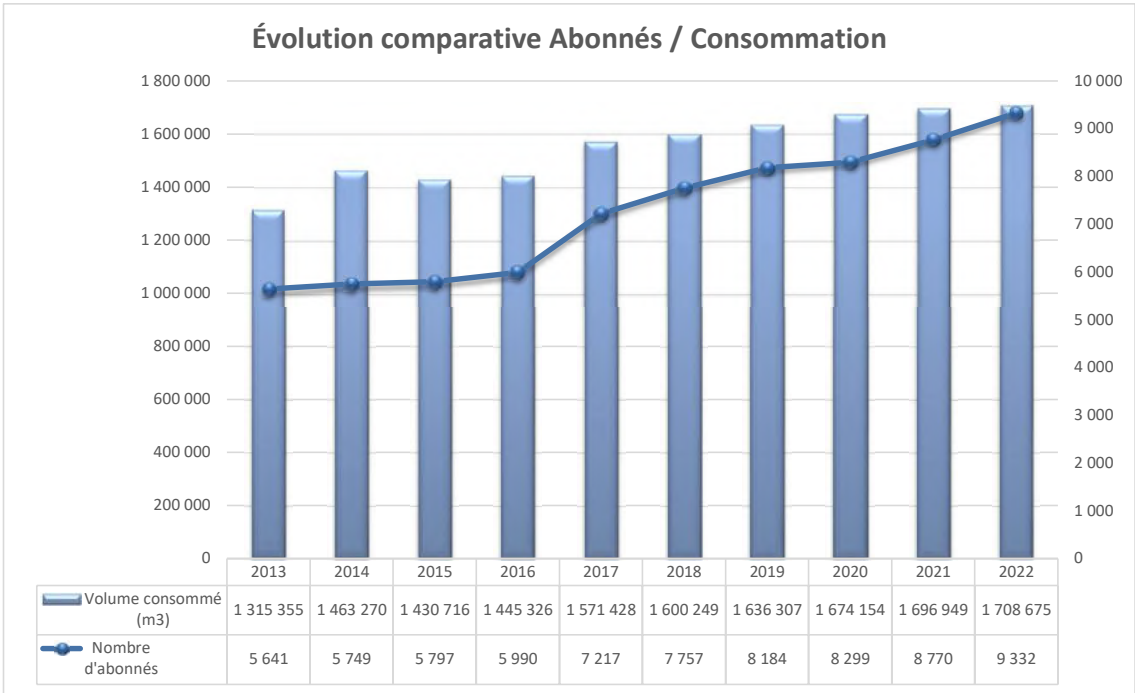
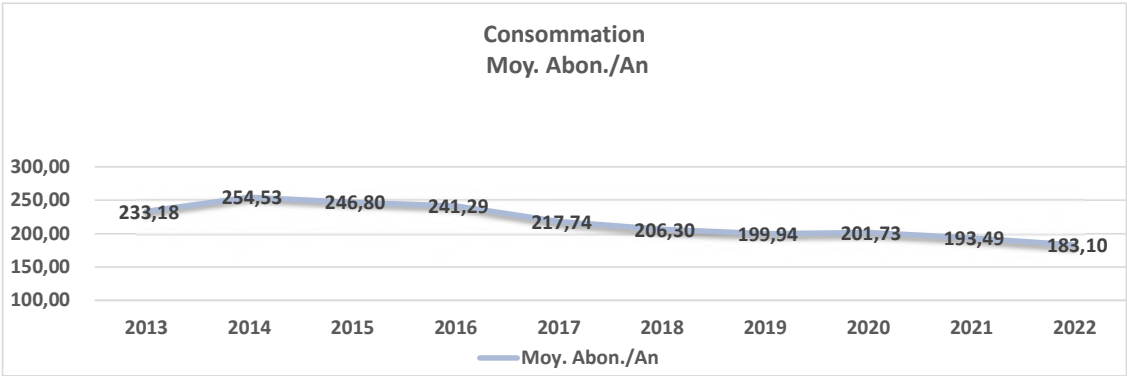
	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	15 331	127	120,72
2014	14 248	128	111,31
2015	13 448	129	104,25
2016	15 266	134	113,93
2017	15 598	140	111,41
2018	14 203	140	101,45
2019	16 025	143	112,06
2020	15 173	149	101,83
2021	14 881	149	99,87
2022	17 008	149	114,15



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Commune : CASTELNAU-LE-LEZ

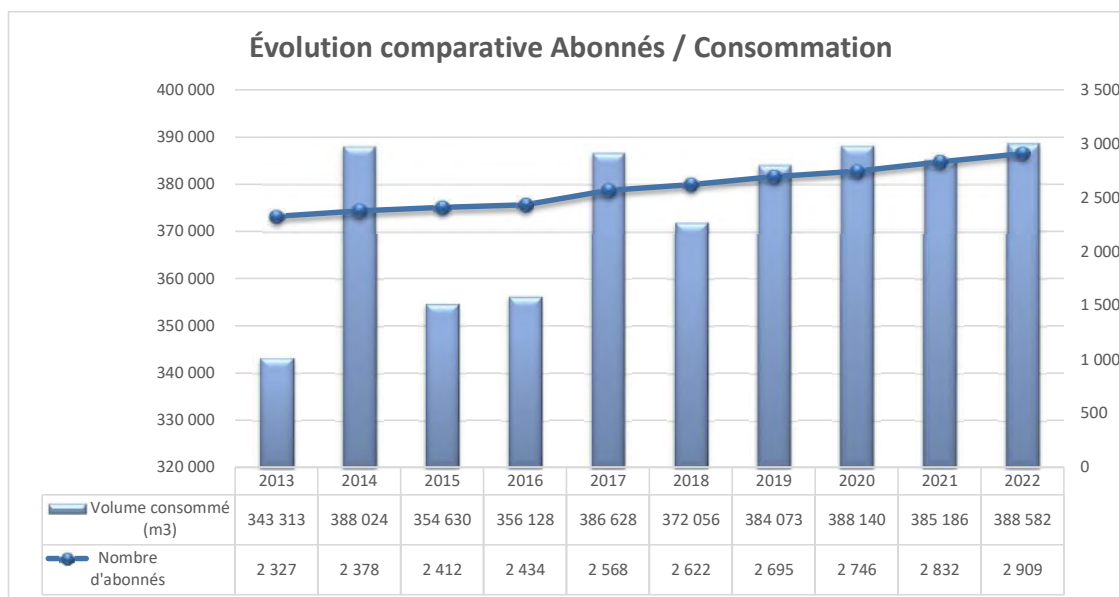
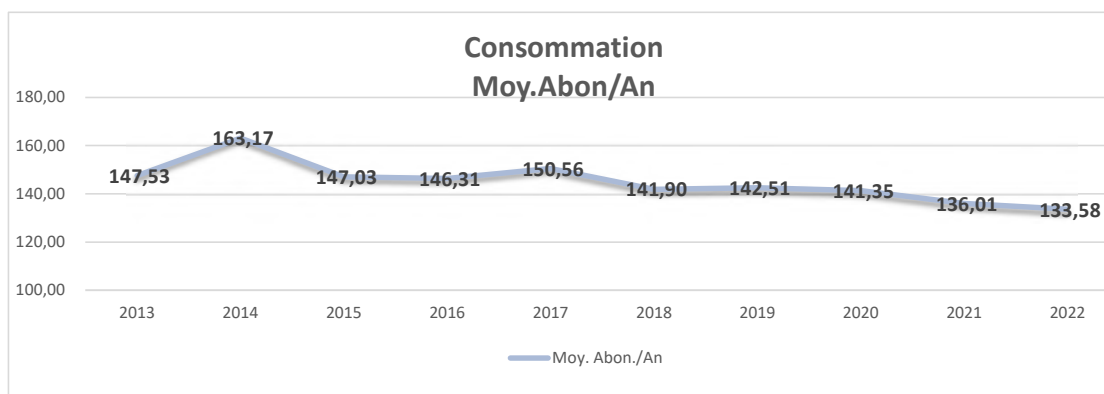
	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	1 315 355	5 641	233,18
2014	1 463 270	5 749	254,53
2015	1 430 716	5 797	246,80
2016	1 445 326	5 990	241,29
2017	1 571 428	7 217	217,74
2018	1 600 249	7 757	206,30
2019	1 636 307	8 184	199,94
2020	1 674 154	8 299	201,73
2021	1 696 949	8 770	193,49
2022	1 708 675	9 332	183,10



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

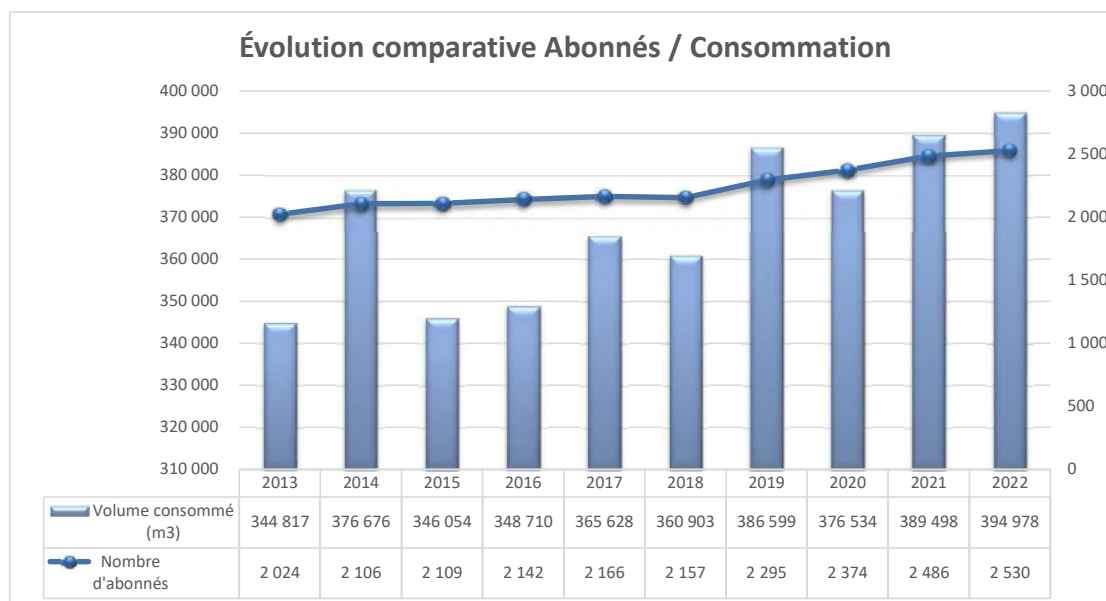
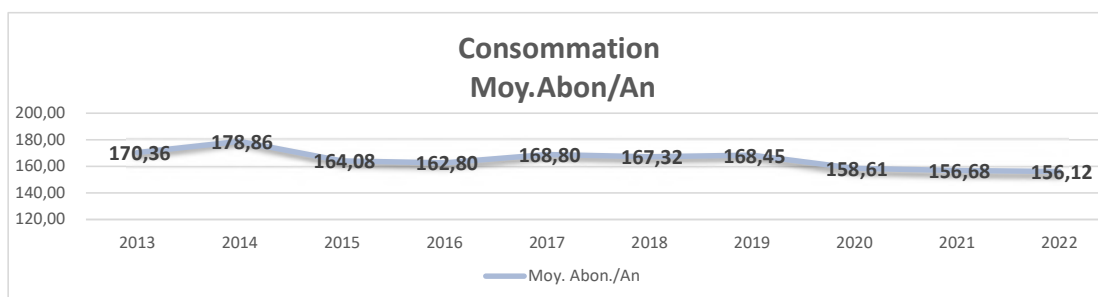
Commune : **CASTRIES**

	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	343 313	2 327	147,53
2014	388 024	2 378	163,17
2015	354 630	2 412	147,03
2016	356 128	2 434	146,31
2017	386 628	2 568	150,56
2018	372 056	2 622	141,90
2019	384 073	2 695	142,51
2020	388 140	2 746	141,35
2021	385 186	2 832	136,01
2022	388 582	2 909	133,58



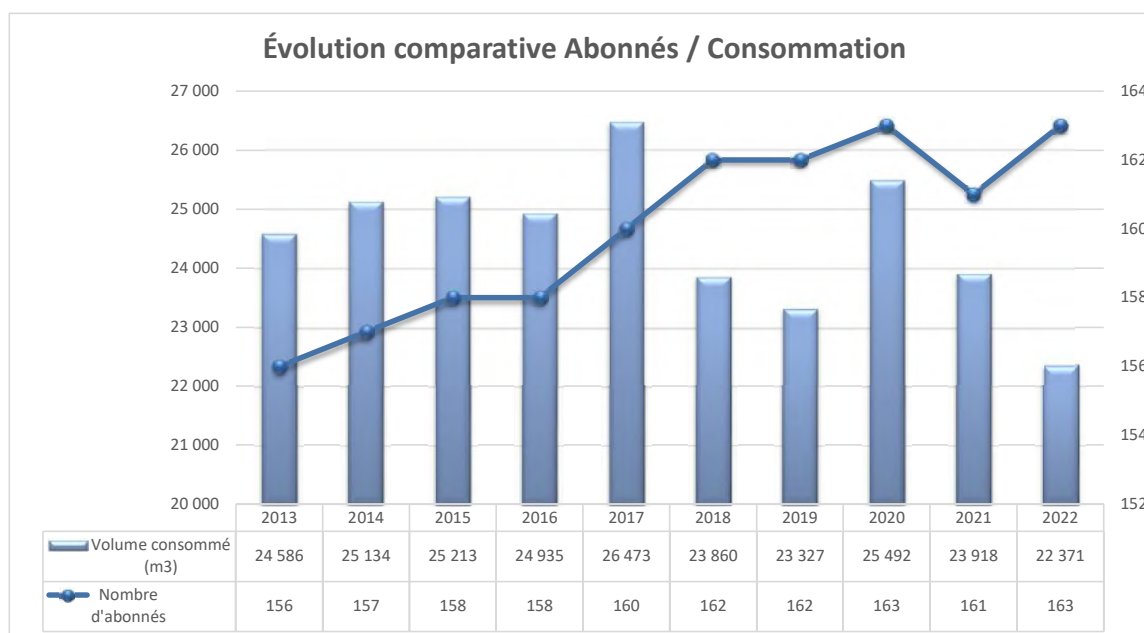
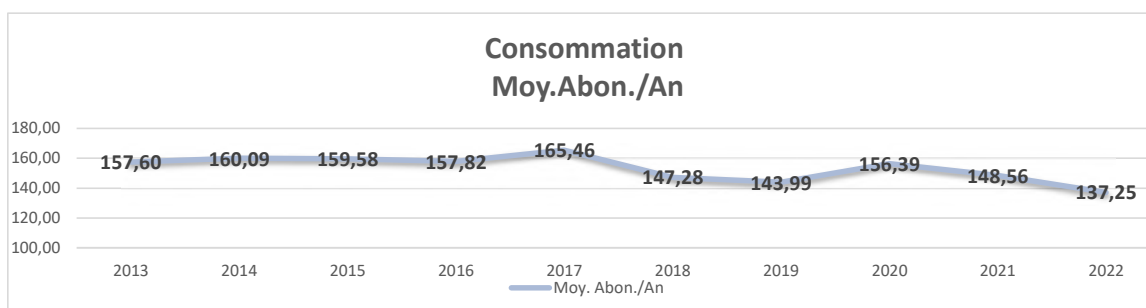
DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022**Commune : CLAPIERS**

	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	344 817	2 024	170,36
2014	376 676	2 106	178,86
2015	346 054	2 109	164,08
2016	348 710	2 142	162,80
2017	365 628	2 166	168,80
2018	360 903	2 157	167,32
2019	386 599	2 295	168,45
2020	376 534	2 374	158,61
2021	389 498	2 486	156,68
2022	394 978	2 530	156,12



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022**Commune : FONTANÈS**

	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	24 586	156	157,60
2014	25 134	157	160,09
2015	25 213	158	159,58
2016	24 935	158	157,82
2017	26 473	160	165,46
2018	23 860	162	147,28
2019	23 327	162	143,99
2020	25 492	163	156,39
2021	23 918	161	148,56
2022	22 371	163	137,25



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

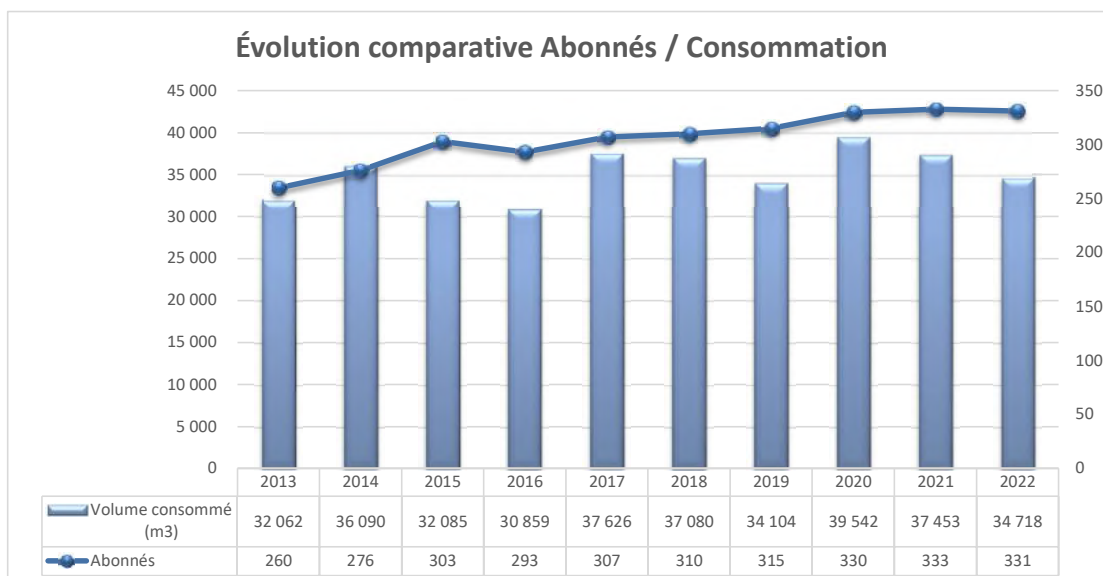
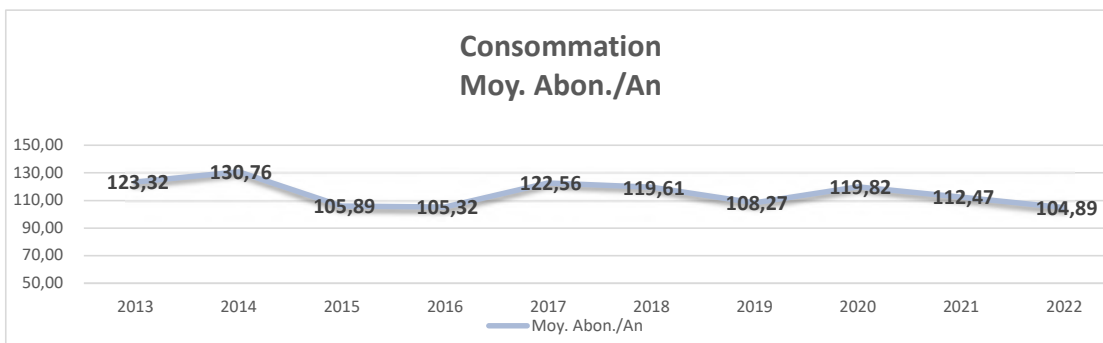
Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



Commune : GALARGUES

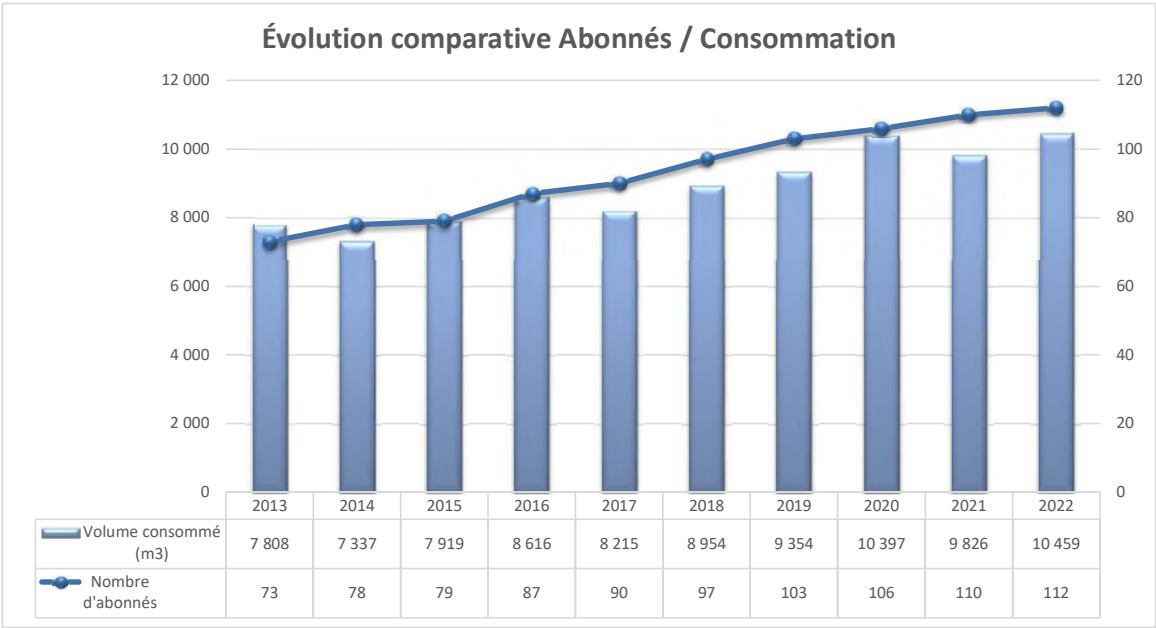
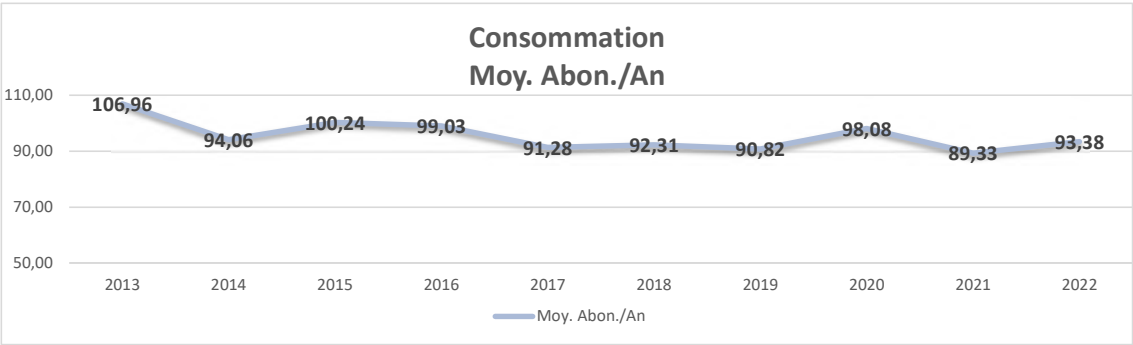
	Volume consommé (m ³)	Abonnés	Moy. Abon./An
2013	32 062	260	123,32
2014	36 090	276	130,76
2015	32 085	303	105,89
2016	30 859	293	105,32
2017	37 626	307	122,56
2018	37 080	310	119,61
2019	34 104	315	108,27
2020	39 542	330	119,82
2021	37 453	333	112,47
2022	34 718	331	104,89



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Commune : GARRIGUES

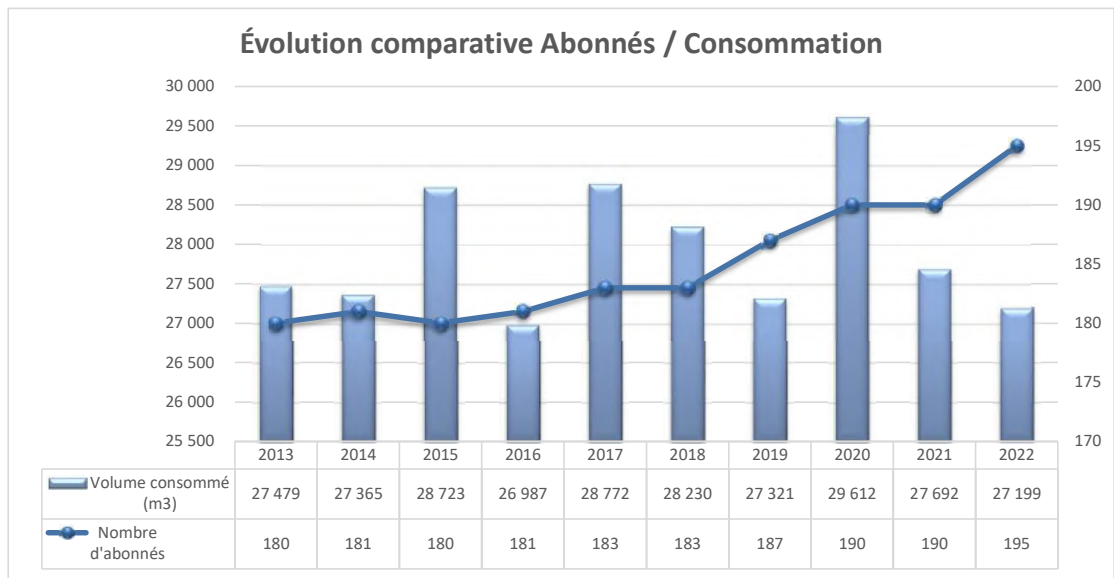
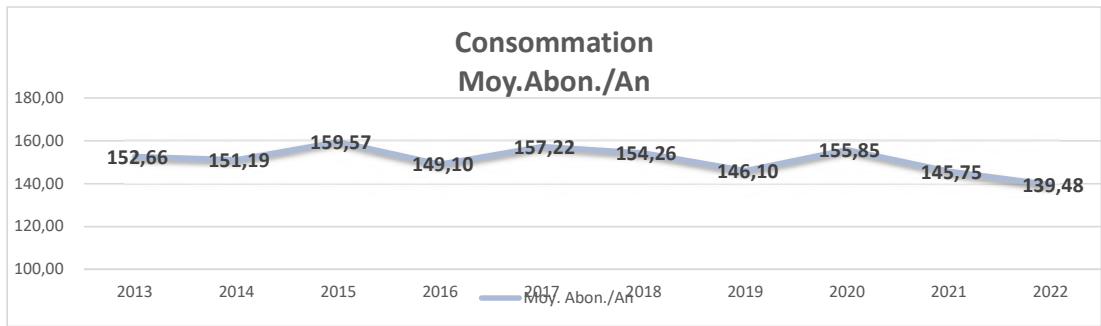
	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	7 808	73	106,96
2014	7 337	78	94,06
2015	7 919	79	100,24
2016	8 616	87	99,03
2017	8 215	90	91,28
2018	8 954	97	92,31
2019	9 354	103	90,82
2020	10 397	106	98,08
2021	9 826	110	89,33
2022	10 459	112	93,38



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Commune : **GUZARGUES**

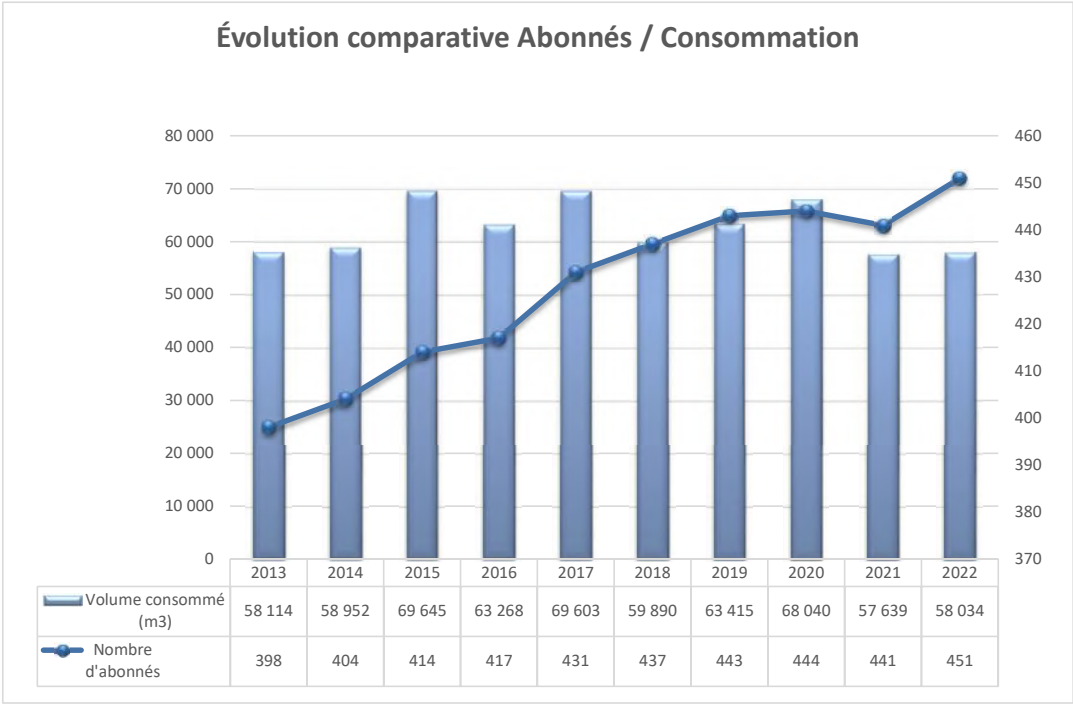
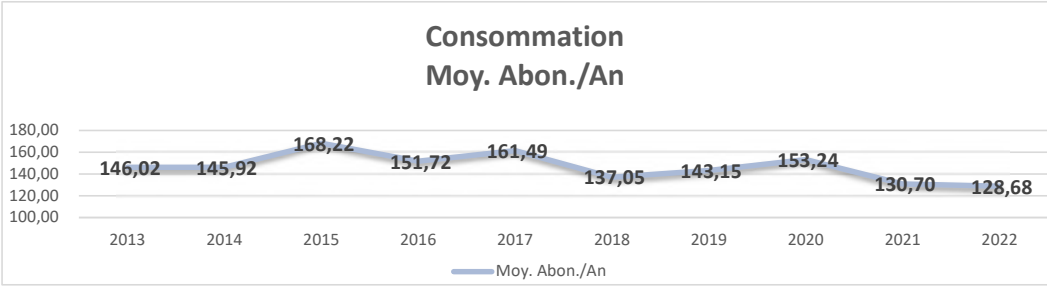
	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	27 479	180	152,66
2014	27 365	181	151,19
2015	28 723	180	159,57
2016	26 987	181	149,10
2017	28 772	183	157,22
2018	28 230	183	154,26
2019	27 321	187	146,10
2020	29 612	190	155,85
2021	27 692	190	145,75
2022	27 199	195	139,48



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Commune : MONTAUD

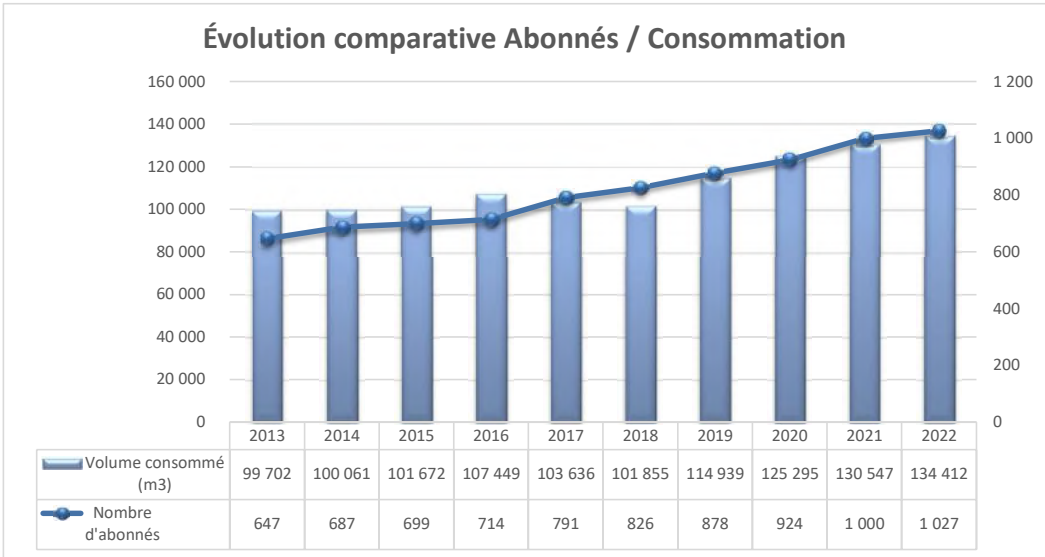
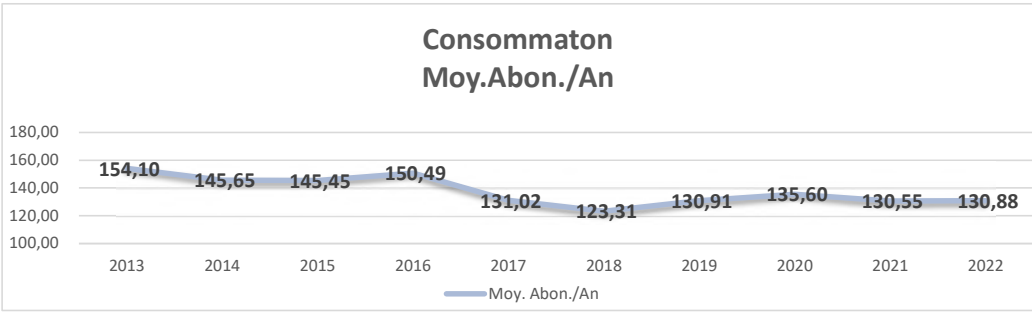
	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	58 114	398	146,02
2014	58 952	404	145,92
2015	69 645	414	168,22
2016	63 268	417	151,72
2017	69 603	431	161,49
2018	59 890	437	137,05
2019	63 415	443	143,15
2020	68 040	444	153,24
2021	57 639	441	130,70
2022	58 034	451	128,68



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Commune : RESTINCLIÈRES

	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	99 702	647	154,10
2014	100 061	687	145,65
2015	101 672	699	145,45
2016	107 449	714	150,49
2017	103 636	791	131,02
2018	101 855	826	123,31
2019	114 939	878	130,91
2020	125 295	924	135,60
2021	130 547	1 000	130,55
2022	134 412	1 027	130,88



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

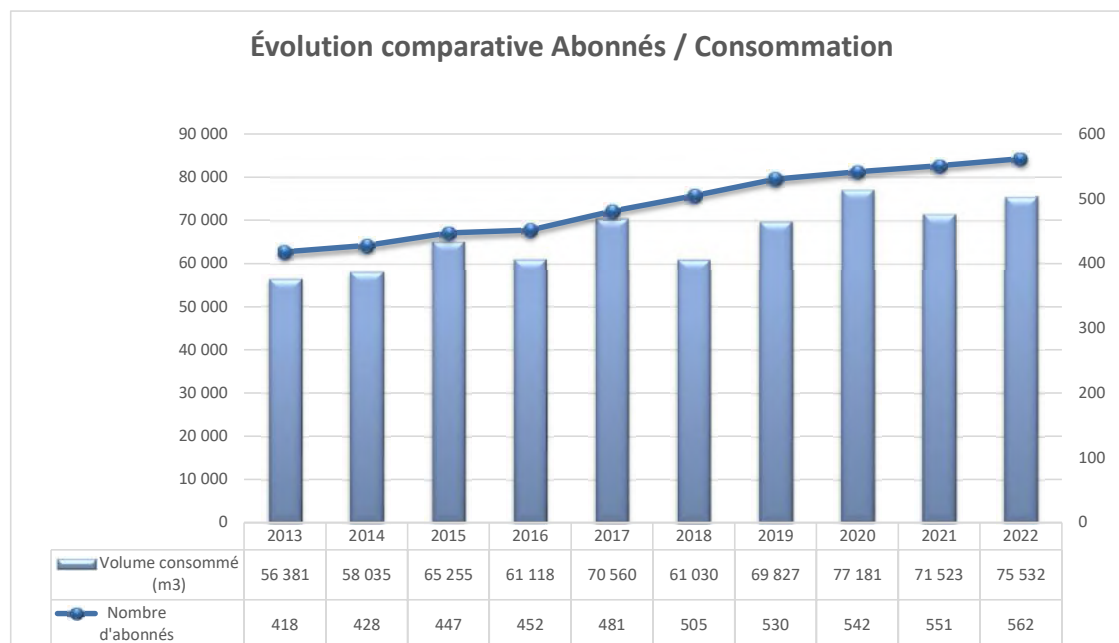
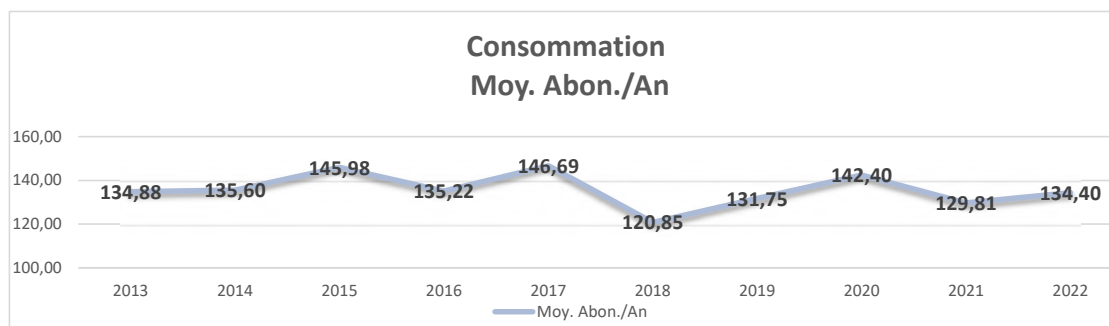
Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



Commune : SAINT BAUZILLE DE MONTMEL

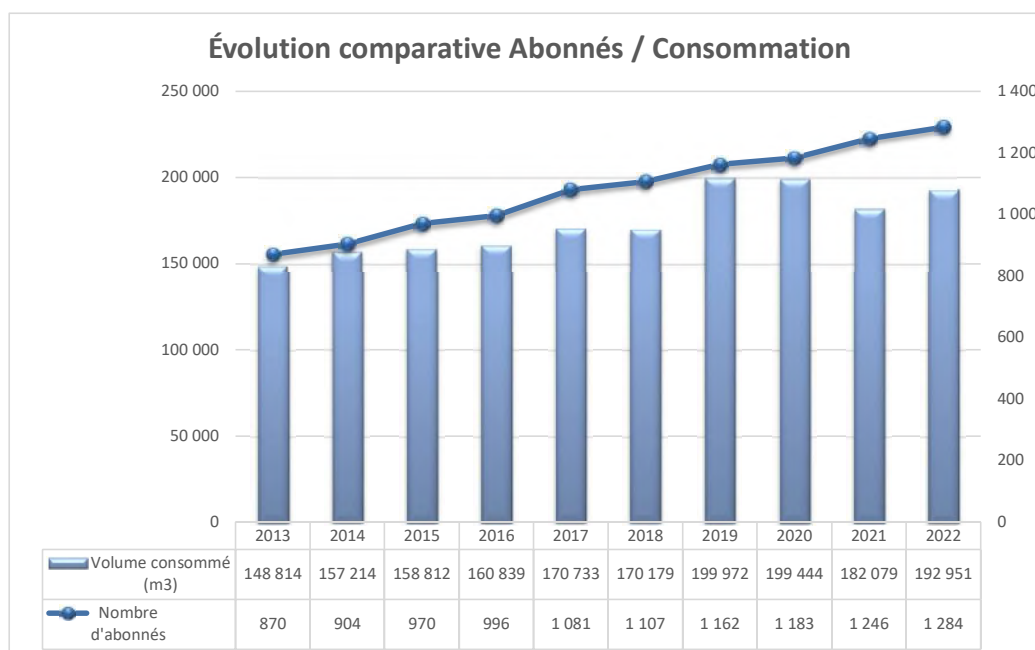
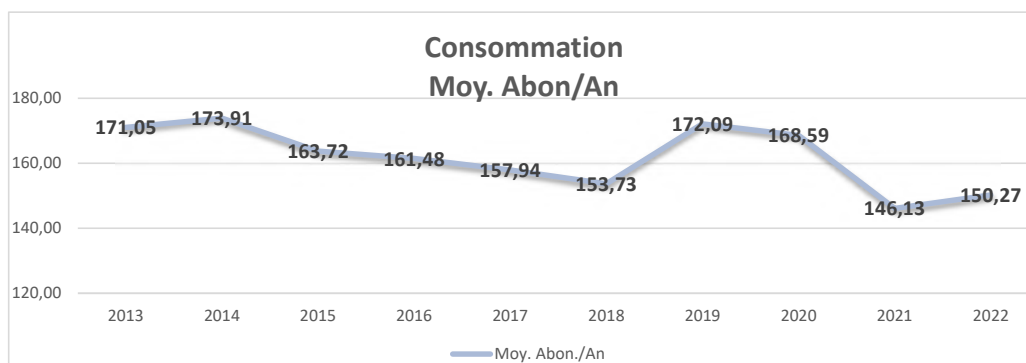
	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	56 381	418	134,88
2014	58 035	428	135,60
2015	65 255	447	145,98
2016	61 118	452	135,22
2017	70 560	481	146,69
2018	61 030	505	120,85
2019	69 827	530	131,75
2020	77 181	542	142,40
2021	71 523	551	129,81
2022	75 532	562	134,40



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Commune : SAINT DRÉZÉRY

	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	148 814	870	171,05
2014	157 214	904	173,91
2015	158 812	970	163,72
2016	160 839	996	161,48
2017	170 733	1 081	157,94
2018	170 179	1 107	153,73
2019	199 972	1 162	172,09
2020	199 444	1 183	168,59
2021	182 079	1 246	146,13
2022	192 951	1 284	150,27



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

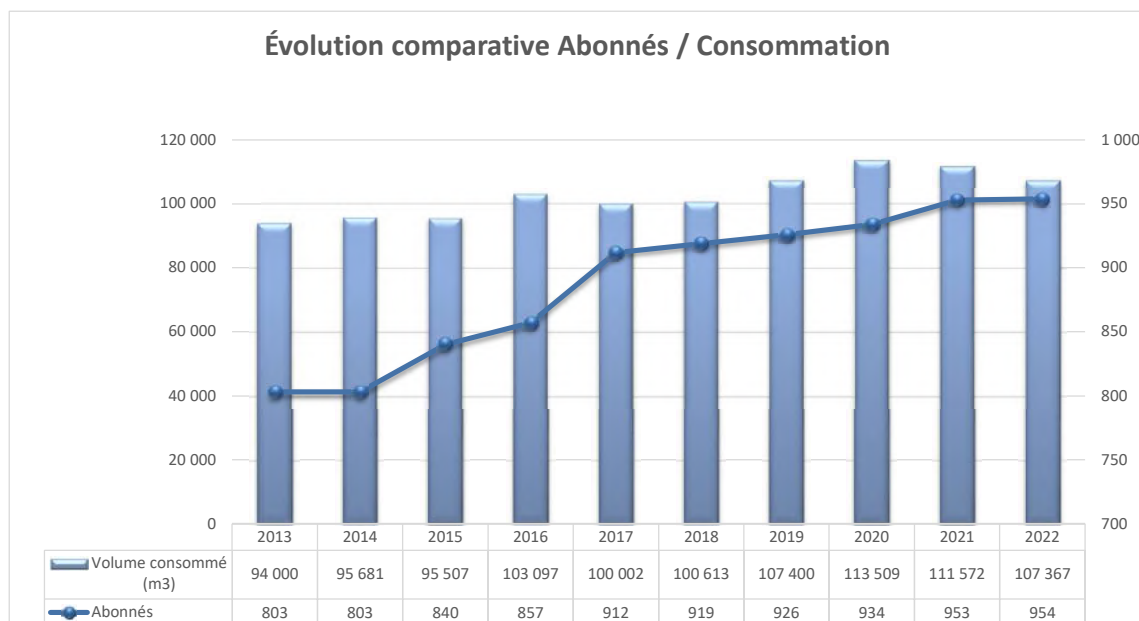
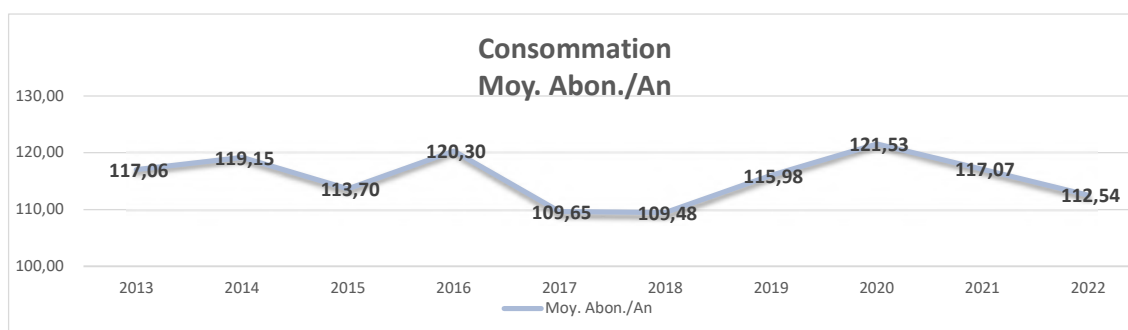
Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



Commune : SAINT GENIÈS DES MOURGUES

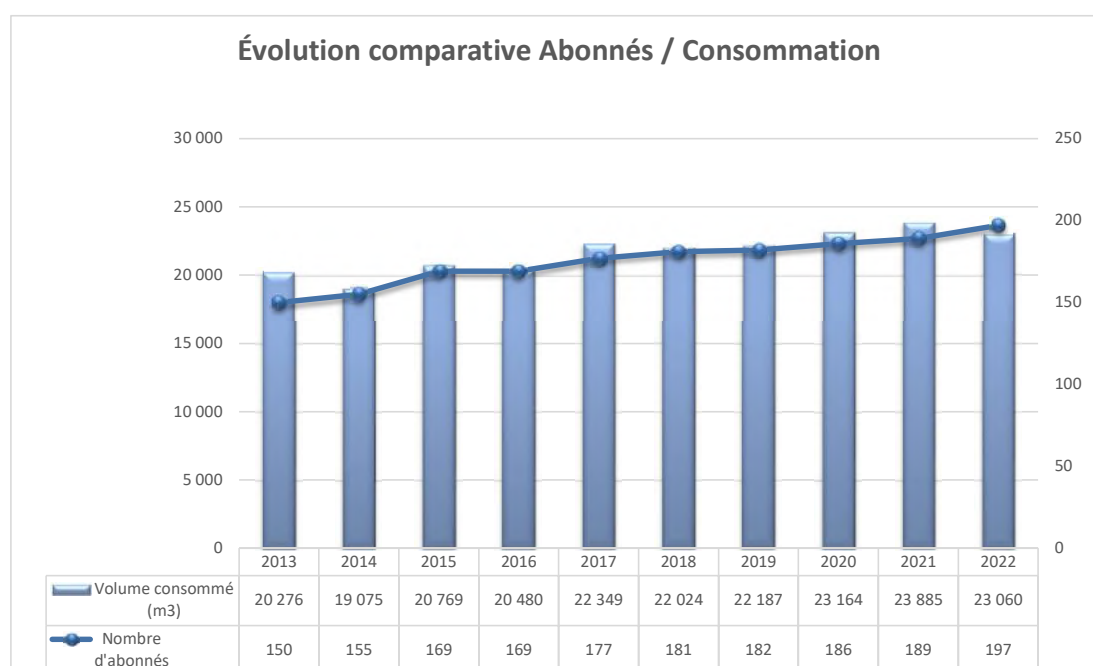
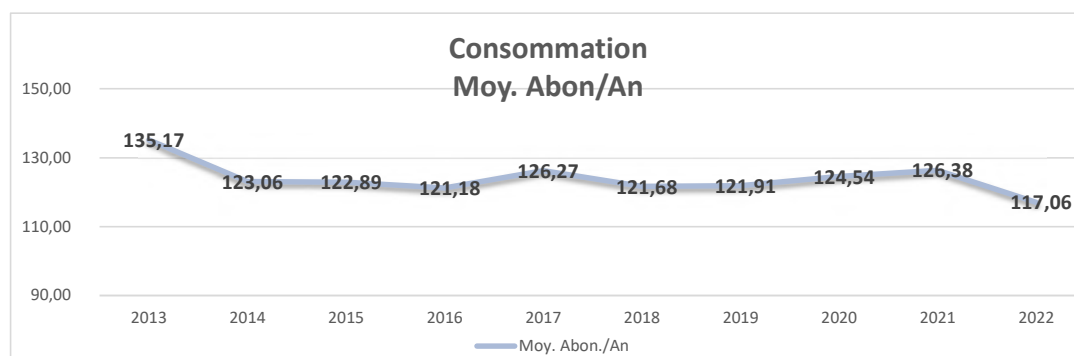
	Volume consommé (m ³)	Abonnés	Moy. Abon./An
2013	94 000	803	117,06
2014	95 681	803	119,15
2015	95 507	840	113,70
2016	103 097	857	120,30
2017	100 002	912	109,65
2018	100 613	919	109,48
2019	107 400	926	115,98
2020	113 509	934	121,53
2021	111 572	953	117,07
2022	107 367	954	112,54



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Commune : SAINT HILAIRE DE BEAUVOIR

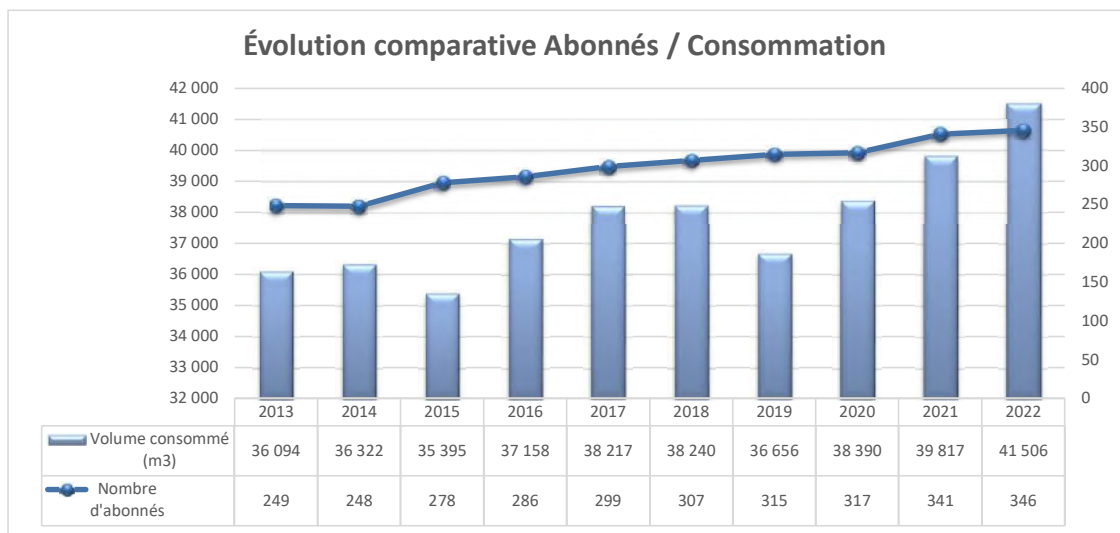
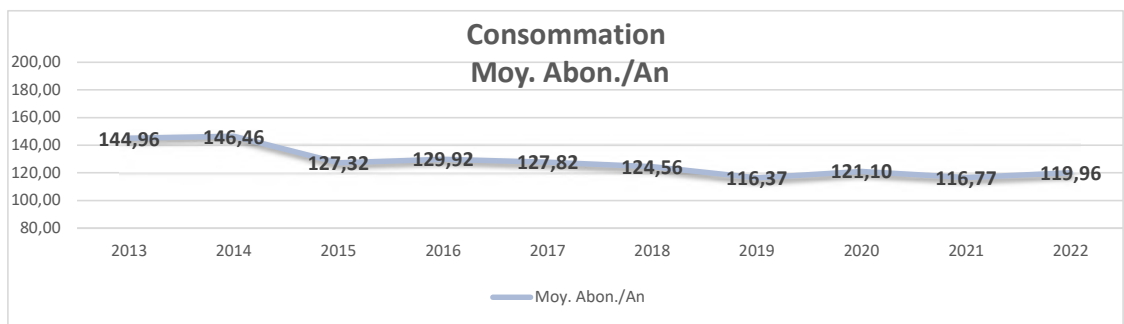
	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	20 276	150	135,17
2014	19 075	155	123,06
2015	20 769	169	122,89
2016	20 480	169	121,18
2017	22 349	177	126,27
2018	22 024	181	121,68
2019	22 187	182	121,91
2020	23 164	186	124,54
2021	23 885	189	126,38
2022	23 060	197	117,06



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Commune : SAINT JEAN DE CORNIES

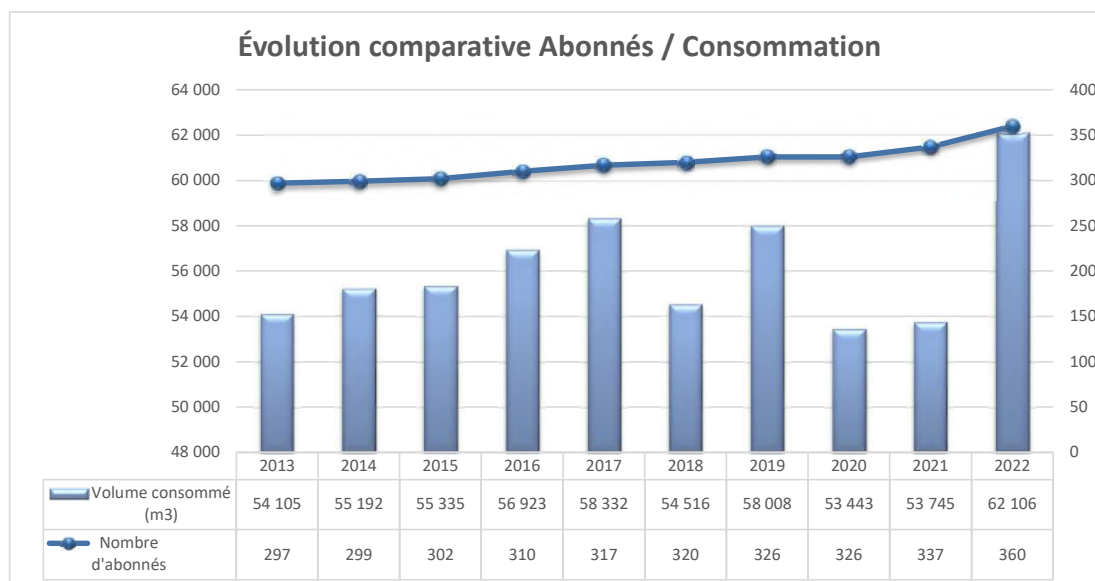
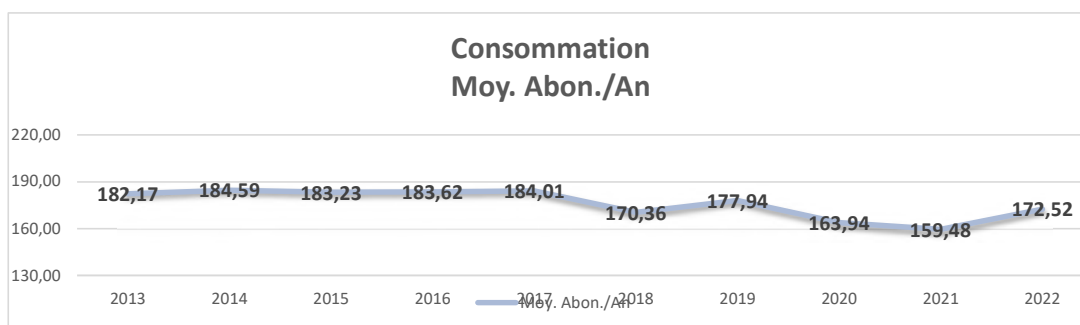
	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	36 094	249	144,96
2014	36 322	248	146,46
2015	35 395	278	127,32
2016	37 158	286	129,92
2017	38 217	299	127,82
2018	38 240	307	124,56
2019	36 656	315	116,37
2020	38 390	317	121,10
2021	39 817	341	116,77
2022	41 506	346	119,96



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Commune : SAINT VINCENT DE BARBEYRARGUES

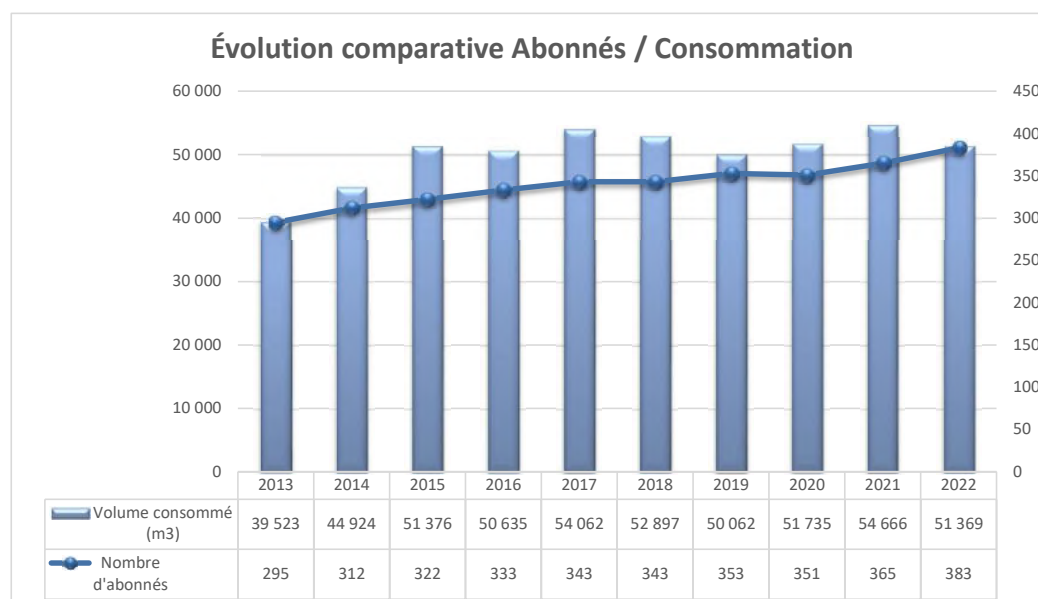
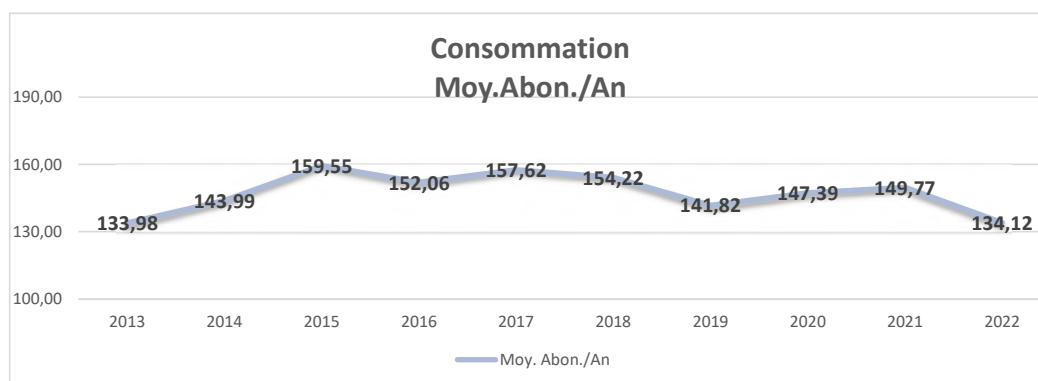
	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	54 105	297	182,17
2014	55 192	299	184,59
2015	55 335	302	183,23
2016	56 923	310	183,62
2017	58 332	317	184,01
2018	54 516	320	170,36
2019	58 008	326	177,94
2020	53 443	326	163,94
2021	53 745	337	159,48
2022	62 106	360	172,52



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

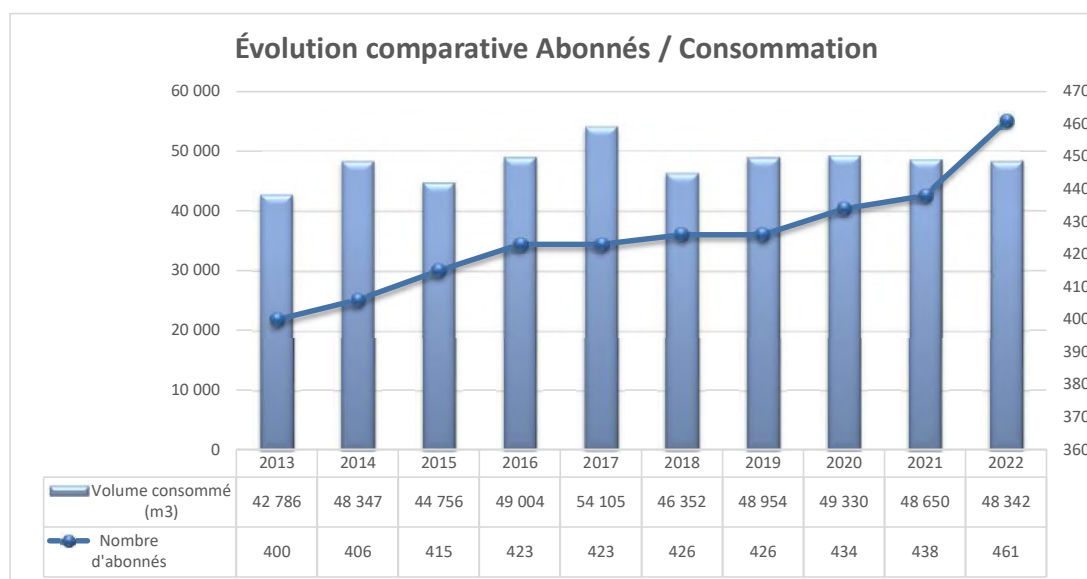
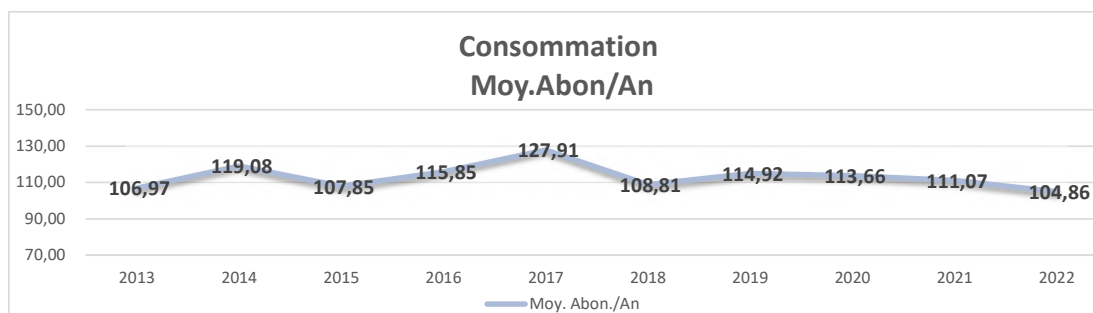
Commune : **SAINTE CROIX DE QUINTILLARGUES**

	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	39 523	295	133,98
2014	44 924	312	143,99
2015	51 376	322	159,55
2016	50 635	333	152,06
2017	54 062	343	157,62
2018	52 897	343	154,22
2019	50 062	353	141,82
2020	51 735	351	147,39
2021	54 666	365	149,77
2022	51 369	383	134,12



DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022**Commune : SAUSSINES**

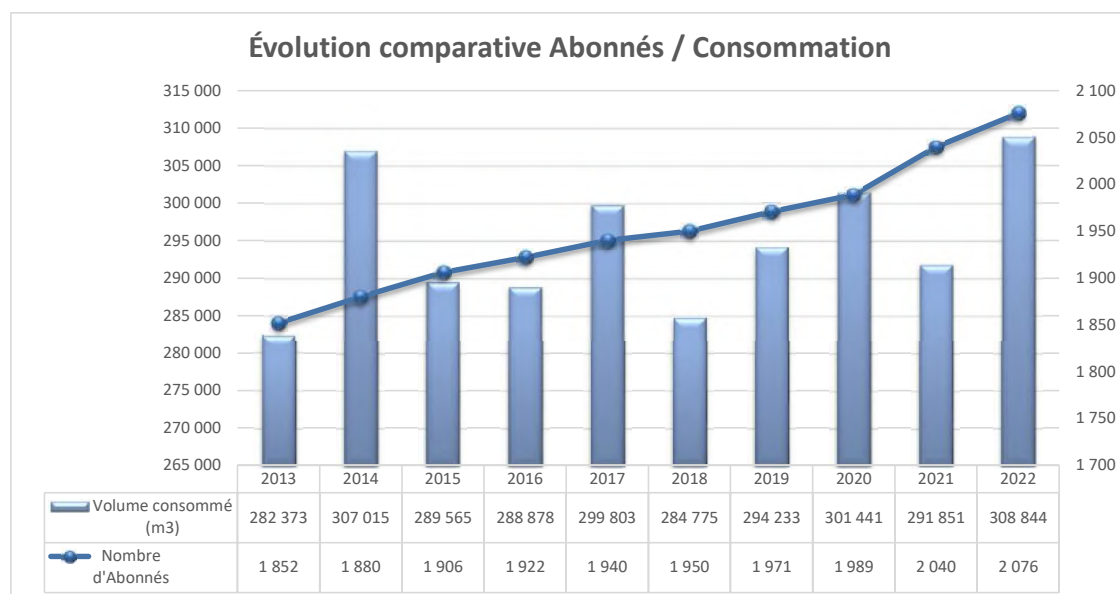
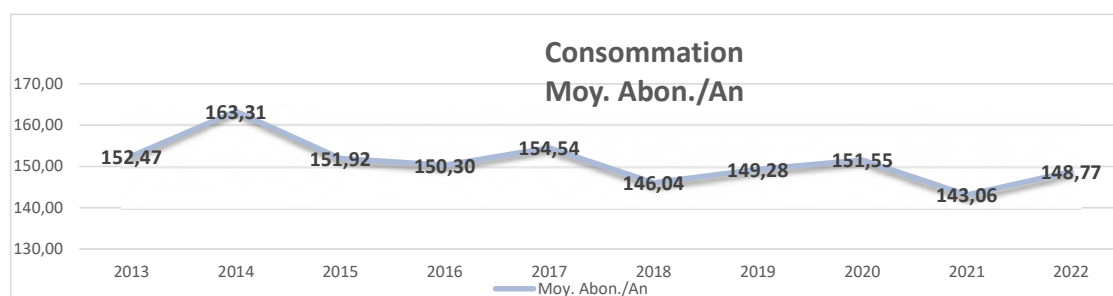
	Volume consommé (m ³)	Nombre d'abonnés	Moy. Abon./An
2013	42 786	400	106,97
2014	48 347	406	119,08
2015	44 756	415	107,85
2016	49 004	423	115,85
2017	54 105	423	127,91
2018	46 352	426	108,81
2019	48 954	426	114,92
2020	49 330	434	113,66
2021	48 650	438	111,07
2022	48 342	461	104,86

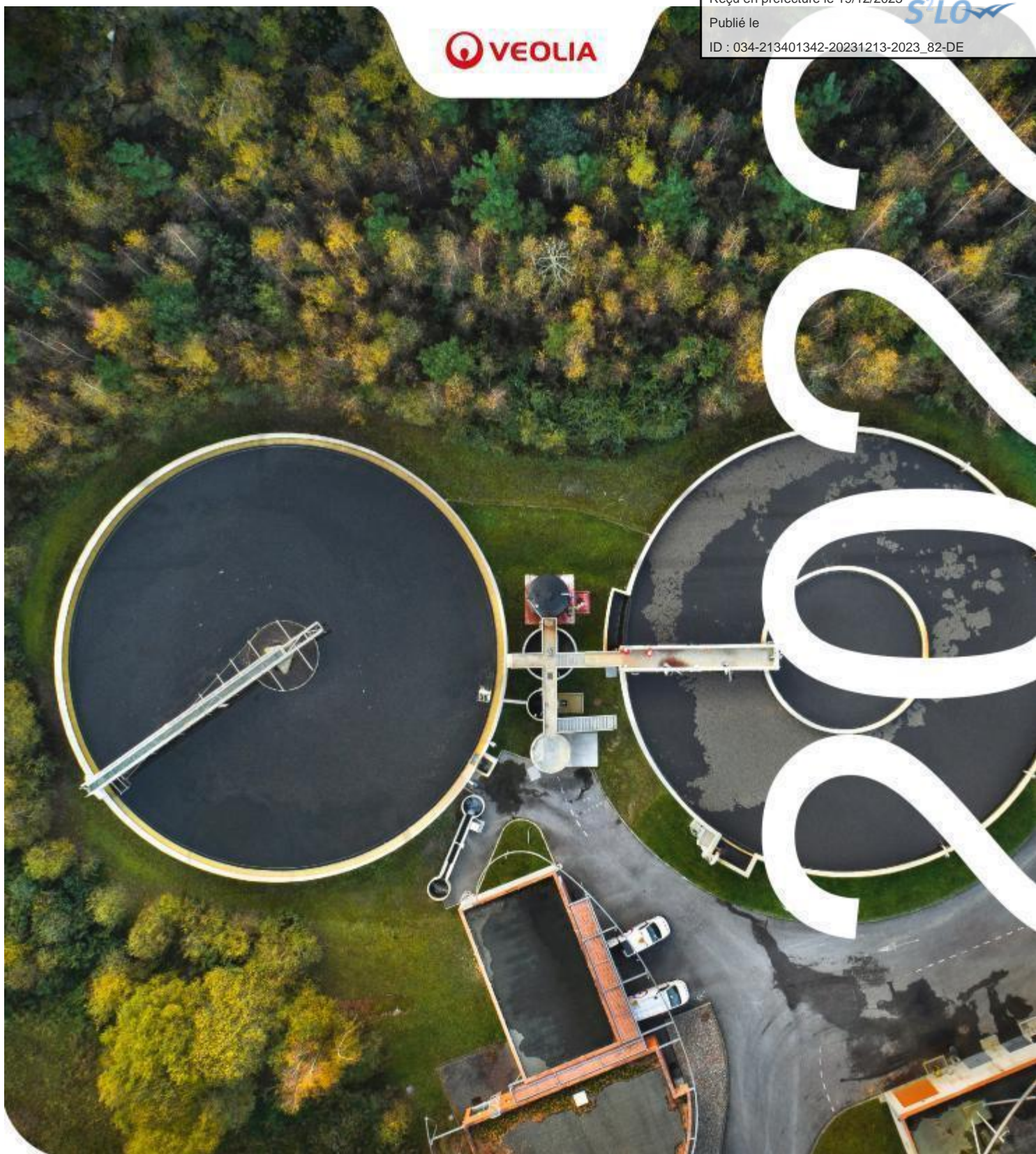


DÉTAIL PAR COMMUNE DE 2013 À 2022

Commune : TEYRAN

	Volume consommé (m ³)	Nombre d'Abonnés	Moy. Abon./An
2013	282 373	1 852	152,47
2014	307 015	1 880	163,31
2015	289 565	1 906	151,92
2016	288 878	1 922	150,30
2017	299 803	1 940	154,54
2018	284 775	1 950	146,04
2019	294 233	1 971	149,28
2020	301 441	1 989	151,55
2021	291 851	2 040	143,06
2022	308 844	2 076	148,77





RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Montpellier Méditerranée Métropole / STEP MAERA




Version complète

RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
	Identifier rapidement nos engagements clés
	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Gestion du document	Auteur	Date
S.LEFEBVRE	M. GALANDRIN	28/04/2023
S.LEFEBVRE	B. ABAD	XX/06/2023

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2022

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégué** de votre service de l'eau et de l'assainissement de l'année 2022. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi apprécier la performance de votre service.

2022 a été une année singulière, marquée par le déclenchement de plusieurs crises majeures bouleversant durablement le cours de nos activités et de nos ressources.

L'actualité géopolitique et notamment la guerre en Ukraine nous a rappelé la fragilité de nos systèmes énergétiques, amplifiée par un contexte fortement inflationniste à travers les tensions sur l'approvisionnement et les prix de fourniture de l'énergie et des matières premières.

En réponse, Veolia s'est mobilisé rapidement pour atténuer les conséquences de cette crise : mobilisation des équipes achats pour sécuriser l'approvisionnement en énergie et réduire la volatilité des prix, partenariat avec le programme Ecowatt, solutions concrètes pour réduire sa consommation d'énergie ainsi que celle de ses clients, renouvellement d'appareils les plus énergivores ou la flexibilité électrique.

Afin de contribuer à la souveraineté énergétique des territoires, nous nous sommes fixé comme objectif de rendre autonomes en énergie d'ici 5 ans les services que nous gérons grâce notamment à la généralisation de la **production de biogaz** à travers la méthanisation des boues des stations d'épuration que nous opérons ou l'installation de **panneaux photovoltaïques**.

Plus encore que la crise énergétique, l'année 2022 a été marquée par une des sécheresses les plus prononcées depuis 1959 et inédite par sa durée et sa précocité, ayant pour effets un fort accroissement des feux de forêt et une tension encore jamais rencontrée sur la ressource en eau impactant l'ensemble des usages de l'eau: domestique, industrie, tourisme, agriculture, avec à la clef une pression supplémentaire sur la biodiversité.

Ces manifestations du dérèglement climatique vont se répéter et s'amplifier dans les prochaines décennies. C'est pourquoi nous souhaitons accompagner plus encore nos clients dans l'adaptation aux effets du changement climatique afin d'anticiper les crises hydriques futures et réduire les risques opérationnels.

Disposer de solutions de plus en plus efficaces pour lutter contre les fuites et les gaspillages mais aussi pour promouvoir la sobriété auprès des différents consommateurs est une priorité pour nous. Nous nous sommes également mobilisés aux côtés de nos clients pour la protection de la ressource en développant, par exemple, des solutions de **réutilisation des eaux usées** grâce à un plan d'équipement de 100 stations d'épurations à horizon 2024, ce qui représentera une économie d'environ 3 millions de m3 d'eau potable, soit l'équivalent de la consommation moyenne annuelle d'une ville de 180 000 habitants.

Au regard de l'urgence climatique, nous souhaitons plus que jamais **construire avec vous l'avenir de l'eau** et faire face aux enjeux de raréfaction des ressources, d'énergie et de pollution, afin d'assurer un développement durable et harmonieux de **votre territoire**.

Les femmes et les hommes de l'activité Eau France, représentés par notre directeur/directrice de Territoire, seront à vos côtés pour vous permettre de répondre à ces défis et d'anticiper ceux à venir.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

PRESENTATION Eau France

Contribuer au progrès humain

Notre raison d'être chez Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.

C'est dans cette perspective que nous nous donnons pour mission de « Ressourcer le monde », en exerçant notre métier de services à l'environnement.

Nous nous engageons sur une performance plurielle. Cela signifie que nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

Apporter les solutions pour faire face au bouleversement du cycle de l'eau

La France va bientôt entrer dans un rapport nouveau à l'eau. Les experts estiment en effet que d'ici 25 ans, le débit moyen de nos cours d'eau diminuera de 10 à 40% ; et le niveau des nappes phréatiques de 10 à 25%.

Les événements climatiques vont s'intensifier, faisant toujours plus pression sur l'accès à la ressource et sur l'activité humaine. Cela se traduira par des crises sanitaires et environnementales de plus en plus fréquentes : rejets non maîtrisés dans le milieu, pollutions, micropolluants, dégradation de la biodiversité...

Chez Veolia Eau France, notre mission est de prendre soin de l'Eau de sa source à sa restitution à la nature, pour assurer le bien-être des femmes et des hommes.

Pour préserver la ressource, nous mobilisons le meilleur de nos expertises, nous déployons des outils de pilotage dynamiques et des réseaux intelligents Hubgrade qui assurent un usage mesuré et maîtrisé de l'Eau.

Pour lutter contre le changement climatique, nous accompagnons nos clients dans le déploiement de solutions de valorisation du cycle de l'eau.

Nous favorisons aussi toutes les solutions permettant de récupérer l'énergie pour accompagner la Transformation écologique des territoires, par la production de biogaz, les calories dans les réseaux d'assainissement et le photovoltaïque.

Pour permettre l'émergence d'une économie circulaire, nous recyclons les eaux usées traitées pour l'irrigation agricole, pour les usages industriels et demain pour la consommation de tous ?

Pour protéger chacun, face à l'accroissement des menaces, notre ambition est d'assurer un service toujours plus sûr par le développement d'outils numériques de supervision, de gestion de crise ou de cyber sécurisation avancée.

Pour réussir à relever ces défis, nous devons faire émerger les projets adaptés à chaque territoire, à l'évolution des ressources locales et des usages, en réunissant et mobilisant l'ensemble des parties prenantes. C'est notre engagement, aux côtés des usagers du service de l'eau et des décideurs politiques.

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec notre feuille stratégique « Impact Eau France » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique au même titre que l'énergie ou le déchet.

Ainsi, nous souhaitons être l'acteur de référence du cycle de l'eau en France, avec et au service des collectivités publiques.



Veolia, premier opérateur de service d'eau et d'assainissement
attesté « **Relation Client 100% France** »

Attestation délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Pro France.

L'activité Eau de Veolia en France, en quelques chiffres, c'est :

- 💧 **25,5** millions de personnes desservies en eau potable
- 💧 **2000** usines de dépollution des eaux usées gérées
- 💧 **6,9** millions de clients abonnés
- 💧 **17,3** millions d'habitants raccordés en assainissement
- 💧 **1,7** milliard de m³ d'eau potable distribués
- 💧 **1,3** milliard de m³ d'eaux usées collectées et dépolluées
- 💧 **2051** usines de production d'eau potable gérées
- 💧 **103** GWh d'énergie renouvelable produite
- 💧 **600** kt d'empreinte équivalent CO₂

Offres innovantes VEOLIA

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique.

REUT BOX REUT BOX, la solution innovante de Veolia pour répondre au stress hydrique lié au dérèglement climatique.

C'est quoi ? Une combinaison de technologies éprouvées et robustes nécessitant un minimum de maintenance - un équipement standardisé prêt à l'emploi (mode Plug and Play) qui produit de l'eau de qualité A adaptée pour tous les usages, même les plus contraignants. Elle permet de se substituer à une partie de l'eau potable du site pour des usages internes (nettoyages, préparation polymères, ...) et également de faire de l'irrigation de cultures.

Elle ressemble à quoi ? Unité sur skid ou en container de 5 à 25 m3/



La Reut BOX est composée d'un filtre garni de billes de verre, d'une désinfection UV et d'une chloration avant stockage, La Reut Box a un faible encombrement au sol sur site. C'est une solution intégralement automatisée avec un minimum d'exploitation. Solution modulaire et évolutive qui permet de s'adapter au besoin.

La REUT BOX permet de traiter les eaux usées en sortie de station d'épuration. Elle élimine les MES ainsi que les virus et bactéries présents dans l'eau.

Les usages de l'eau usée traitée, affinée par la REUT BOX :

- 1 : Substitution de l'eau potable sur une station d'épuration urbaine pour ses usages internes
- 2 : Irrigation de cultures (vignes, oliviers, maraichages...)
- 3 : Arrosage de stades, espaces verts et golfs
- 4 : Protection incendie, fontaines, nettoyage de voiries, hydrocurage,
- 5 : Utilisation en industries : complément eau de chaudière, eau de process,



DIABOLO[®], Choisir le charbon actif en toute confiance.



L'instruction DGS du 18 décembre 2020 est venue clarifier un flou réglementaire au sujet des métabolites de pesticides dits "pertinents", et préciser les modalités de gestion des métabolites "non pertinents".

La transposition de la nouvelle directive européenne sur les eaux destinées à la consommation humaine applicable au 1er janvier 2023 vient d'autre part rajouter des nouvelles molécules à surveiller avec des nouvelles concentrations limites d'ici 2026.

Un nouvel arrêté vient par ailleurs préciser la responsabilité de la collectivité Personne Responsable de la Production et de la Distribution de l'Eau (PRPDE) dans la surveillance de la qualité de l'eau auprès des populations.

Toutes ces nouvelles réglementations entraînent une dynamique d'évolution du contrôle sanitaire dans les collectivités et peuvent faire émerger des nouvelles situations de non-conformités de pesticides ou de molécules chimiques.

Bien que la réduction des pollutions à la source soit à privilégier, un traitement de l'eau peut-être nécessaire. Le charbon actif est le traitement recommandé pour la plupart des métabolites de pesticides.

Pour choisir en toute confiance, **le meilleur charbon actif** adapté à chaque problématique locale, **Veolia a développé Diabolo[®], une solution unique, mobile, rapide et peu onéreuse** pour tester sur place avec l'eau du territoire.

TÉLÉO : TÉLÉO Alarmes constitue la tour de contrôle du télérelevé.



Ce module permet entre autres :

- **de contribuer à sécuriser la qualité de l'eau distribuée** en mettant en évidence les phénomènes de retour d'eau.
- **de garantir l'exhaustivité des recettes du service de l'eau** grâce à la détection des consommations sur points d'eau sans abonnement et des suspicions de fraude (compteurs retournés).
- **D'identifier les désordres potentiels sur les installations privées des consommateurs** grâce aux alarmes fuite - écoulement permanent et risque de gel.

En 2022, grâce aux alarmes "suspicion de fuite" poussées par mail, courriel ou courrier, 72 000 fuites ont été réparées par nos consommateurs, pour une économie globale de 4,1 millions de m³ (environ 1300 piscines olympiques). Un geste utile tant pour la planète que pour le portefeuille des consommateurs !

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE	10
1.1 Un dispositif à votre service	12
1.2 Présentation du contrat	15
1.3 Les chiffres clés	16
1.4 L'essentiel de l'année 2022	18
1.5 Les indicateurs réglementaires 2022	26
1.6 Autres chiffres clés de l'année 2022	27
1.7 Le prix du service public de l'assainissement	28
2. LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION	29
2.1 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous	30
2.2 Données économiques	33
2.3 L'accueil des visiteurs	34
3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE	36
3.1 L'inventaire des installations	38
3.2 L'inventaire des réseaux	41
3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine	42
3.4 Gestion du patrimoine	44
4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	55
4.1 La maintenance du patrimoine	57
4.2 L'efficacité de la collecte	74
4.3 L'efficacité du traitement	87
4.4 L'efficacité environnementale	102
5. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	115
5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)	117
5.2 Situation des biens	122
5.3 Les investissements et le renouvellement	123
5.4 Les engagements à incidence financière	126
6. ANNEXES	129
6.1 Le bilan qualité par usine	130
6.2 Le bilan énergétique du patrimoine	141
6.3 Annexes financières	142
6.4 Reconnaissance et certification de service	152
6.5 Actualité réglementaire 2022	162
6.6 Glossaire	175
6.7 Autres annexes	180

1.

L'ESSENTIEL DE
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la collecte et à la dépollution des eaux usées, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).

1.1 Un dispositif à votre service

TOUTES VOS DÉMARCHES SANS VOUS DÉPLACER

Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h au nouveau numéro du Centre Service Clients au :




Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 805 808 809** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

VOTRE SERVICE CLIENT EN LIGNE EST ACCESSIBLE :

- ✓ www.eau-services.com
- ✓ sur votre smartphone via nos applications iOS et Android

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA À VOS CÔTÉS




IMPACT


— EAU SUD —

UN PACTE COLLECTIF POUR UN IMPACT POSITIF

DANS LA DROITE LIGNE DU PROJET STRATÉGIQUE
DU GROUPE VEOLIA IMPACT 2023



Hérault




**Région
SUD**


Présence de Veolia Eau sur le Département :


- Contrats de DSP
- Prestations de services (pluvial, industrie, astreinte, qualité de l'eau...)

Ensemble, faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique dans les territoires.







“Avec Culture Green, devenez incollable sur la transformation écologique, grâce à un quiz de 10 minutes par semaine. Parce que comprendre, c'est déjà agir. À vous de jouer !”





**Culture
Green**
par  **VEOLIA**

CHIFFRES CLÉS

 37 contrats collectivités et industriels	 61 563 abonnés desservis en eau potable
 120 collaborateurs à votre service	 13 installations de production d'eau potable
 17 usines de dépollution	 106 023 abonnés raccordés en assainissement



NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION DU TERRITOIRE HÉRAULT



NOÉ DE BONNAVENTURE
Directeur de Territoire
noe.de-bonnaventure@veolia.com
06 15 07 21 90



STÉPHANE LEFEBVRE
Directeur des
Opérations
stephane.lefebvre@veolia.com
06 13 79 08 36



PHILIPPE PRADEILLES
Responsable du
Développement
philippe.pradeilles@veolia.com
06 85 92 40 61



JÉRÔME QUEMENER
Responsable
Consommateurs
jerome.quemener@veolia.com
06 20 84 52 05

MANAGERS DE SERVICE LOCAL



LAURENT RICHARD
Est Hérault
laurent.richard@veolia.com
06 07 72 82 75



NELLY TALAZAC
Ouest Hérault
nelly.talazac@veolia.com
06 21 10 31 93



BÉRENGÈRE ABAD
Usine Maera
berengere.abad@veolia.com
06 19 63 74 89



JEAN-CHRISTOPHE OURNAC
Hydrocurage hérault
& réseau collecte Maera
jean-christophe.ournac@veolia.com
06 20 34 41 34



FABRICE MARQUES
Performance réseaux
et travaux
fabrice.marques@veolia.com
06 76 73 21 67

Contact consommateurs

0 969 329 328
eau-services.com

Région Sud et Territoire Hérault

765 rue Henri Becquerel
CS 29045
34967 MONTPELLIER Cedex 2
0467207492

1.2 Présentation du contrat

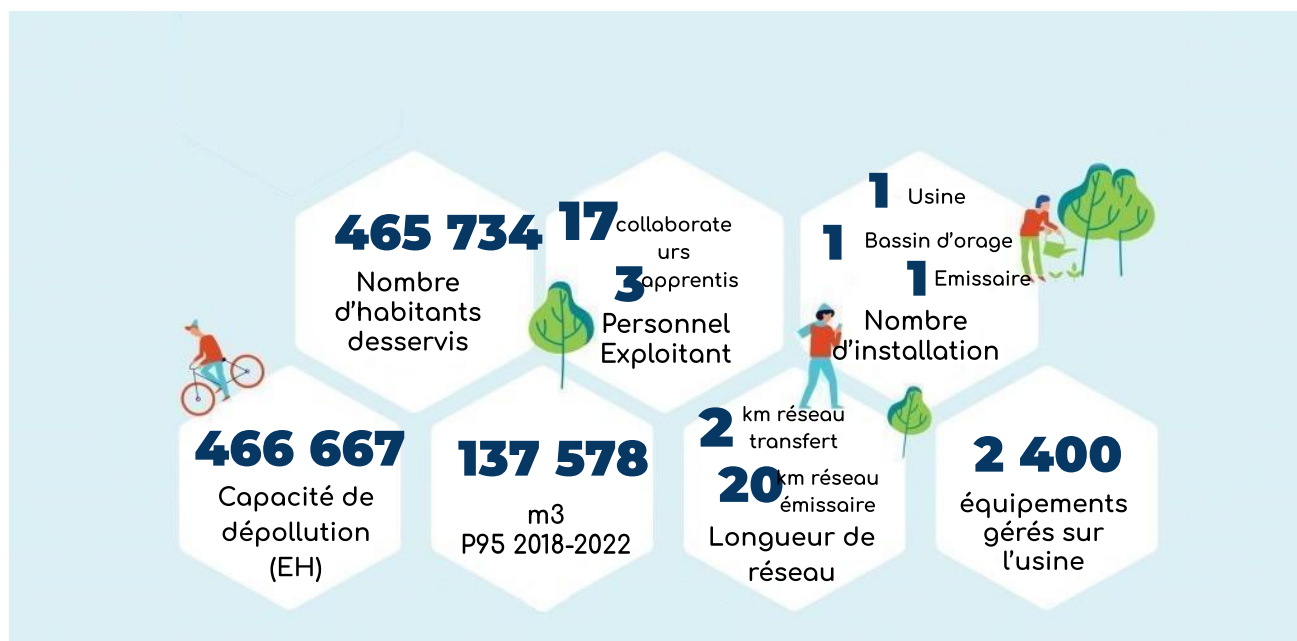
Données clés

💧 Déléataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
💧 Périmètre du service	Station d'épuration MAERA
💧 Numéro du contrat	J3561
💧 Nature du contrat	Affermage
💧 Date de début du contrat	01/01/2015
💧 Date de fin du contrat	31/12/2022

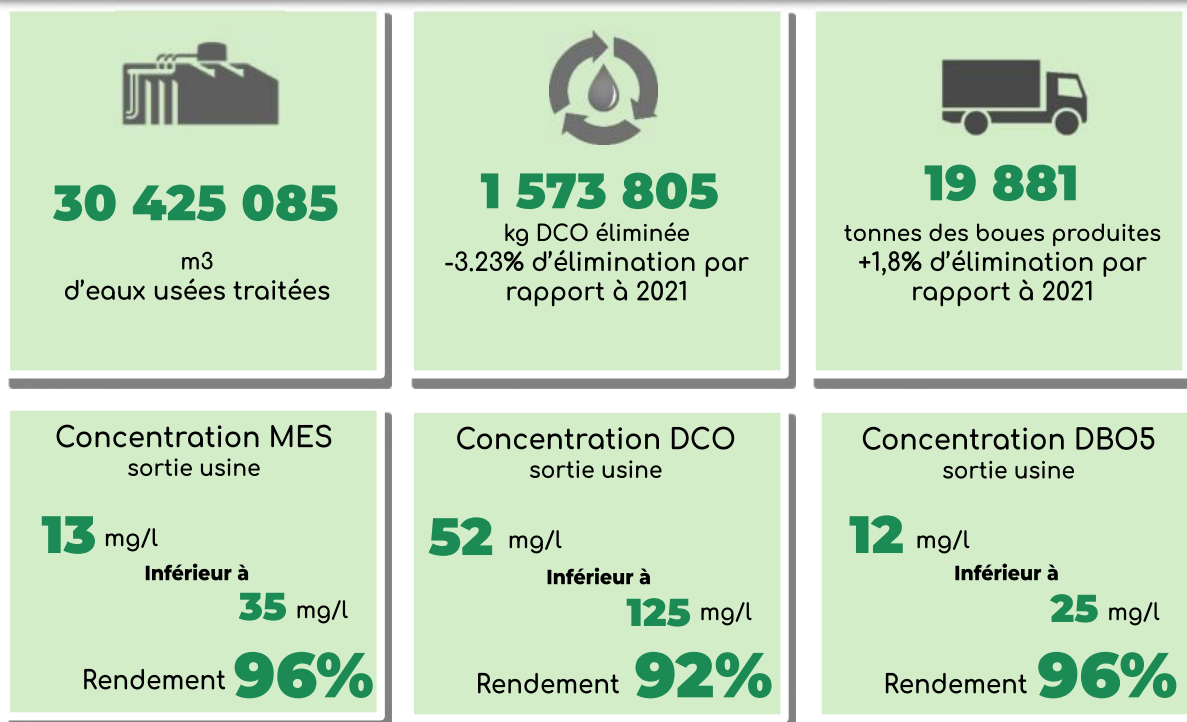
💧 Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	01/01/2018	Avenant qui permet d'intégrer différents éléments : <ul style="list-style-type: none"> • Prolongation de l'exploitation de la step de Castries de fin 2015 jusqu'à fin 2017 • Transfert de certains ouvrages vers le contrat Collecte MAERA • Intégration de nouvelles obligations réglementaires (RSDE, étude de fiabilité) Révision de la rémunération
2	04/07/2019	Prise en compte dans cet avenant du travail relatif à l'amélioration des conditions de recouvrement et de reversement de la Part Collectivité au titre de l'assainissement collectif sur le périmètre du contrat.
3	01/03/2021	Travaux pour pérenniser et sécuriser la capacité de traitement. Prolongation du contrat de délégation de service public de 1 an soit une échéance au 31/12/2022.
4	22/11/2022	Avenant pour organiser les modalités précises de la fin du contrat d'affermage et préparer la continuité de service entre les deux contrats.

1.3 Les chiffres clés



PERFORMANCE DE TRAITEMENT



VOLET ÉNERGÉTIQUE



4 656 775 Nm³

biogaz produit
soit + 1,3%
par rapport à 2021



6 223 855 kWh

d'énergie électrique
produite et revendue
soit 52%
d'autonomie énergétique



11 913 206 kWh

consommés

soit + 5,9%
par rapport à 2021



Indice de
performance énergétique

616 Wh/kg

CO₂ éliminée
soit + 5,6%
par rapport à 2021



2 682 384 kWh

d'énergie thermique produite
pour chauffer les digesteurs

ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ SUR L'USINE

2

tournées riverains
réalisées en 2022



114

situations dangereuses et
presqu'accidents remontés et
traités en 2022



0

Accidents de
travail depuis 4,5
ans



1.4 L'essentiel de l'année 2022

1.4.1 Principaux faits marquants de l'année

✓ L'ANNÉE 2022

L'année 2022 a été marquée par une pluviométrie en hausse de 10,2 % par rapport à 2021.

Le jour où le volume « entrée système » a été le plus élevé est le 12 mars 2022 (pluviométrie de 60,7 mm au pluviomètre de MAERA). Le volume comptabilisé ce jour là a été de 315 820 m³ soit 2,39 fois le P95 2017-2021 (131 858 m³).

Les volumes « entrée système » sur l'usine sont en légère augmentation (+ 2,28 %) en 2022 : 32 760 553 m³ contre 32 013 900 m³ en 2021.

Le tableau comparatif ci-dessous récapitule, les volumes admis, déversés, ainsi que les charges entrantes.

Paramètres	Unité	2021	2022	Evolution ratio (%)
Pluie	mm	632	703	1,1
DTS - A2	m ³	59 210	71 410	1,2
Nb jour déversement A2	j	24	17	0,7
By-pass - A5	m ³	506 030	842 710	1,7
Nb jour déversement A5	j	27	34	1,3
Nb jour > P95 2018-2022	j	15	20	1,3
Charge entrée DBO5	T/j	23,5	22,9	1,0
Nb jour dépassement charge DBO5	j	30	23	0,8
Charge entrée DCO	T/j	58	58	1,0
Nb jour dépassement charge DCO	j	19	20	1,1
Charge entrée MES	T/j	30	30	1,0
Nb jour dépassement charge MES	j	91	87	1,0

✓ L'AVENANT N°4

L'objet de l'avenant n°4 du 22 novembre 2022 est d'organiser les modalités précises de la fin du contrat d'affermage, et de préparer le transfert du service au prochain exploitant en vue d'assurer la continuité du service.

Le présent Avenant trouve son fondement:

- 💧 dans l'exigence de continuité et de régularité de fonctionnement du service public à l'égard de l'ensemble des usagers et, par conséquent, la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service
- 💧 dans les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2224-11-4 relatif aux dispositions obligatoires en préparation de l'échéance du contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif;

- 💧 dans la préparation de la mise en oeuvre des dispositions prévues aux articles L.1224-1 et suivants du Code du Travail relatif au devenir des contrats de travail en cas de changement d'employeur, mais également des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'eau et d'assainissement;
- 💧 dans les stipulations contractuelles relatives à la préparation de l'échéance du contrat d'affermage;

Afin d'assurer la continuité de service un planning d'opérations de fin de contrat a été établi.

1.4.2 Evolutions réglementaires

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

Les crises en cascades : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie.

Les crises successives affectant l'exécution des contrats de la commande publique depuis 2020 et en particulier la pénurie et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ont conduit le ministre de l'économie à solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les modifications des prix et tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision.

Le Conseil d'Etat a ainsi rendu un avis le 15 septembre 2022 (avis n°405540) sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et sur les conditions d'application de la théorie de l'imprévision, rapidement complété par une circulaire du Premier Ministre en date du 29 septembre 2022 (n° 6374/SG) et par une fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques de Bercy en date du 21 septembre 2022.

Ces textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité

En sus de la hausse conséquente des prix de l'énergie, au cours des prochains hivers, des coupures de gaz et d'électricité sont susceptibles d'affecter les services d'eau et d'assainissement, activités ne relevant pas des services prioritaires prévus par l'arrêté du 5 juillet 1990.

Le décret n° 2022-495 du 7 avril 2022, l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 et circulaire du Premier Ministre en date du 30 novembre 2022 sont venus préciser les mesures de préparation et de gestion de crise en cas de survenue d'une mesure de délestage électrique programmée. Il est notamment souligné la nécessité de mobiliser les gestionnaires de services publics d'eau et d'assainissement afin d'anticiper l'impact du délestage sur leurs services.

Ces trois textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Résilience des territoires et des réseaux

En application de la loi du 22 août 2021 "climat et résilience", le décret 2022-1077 du 28 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise le champ d'application du dispositif prévu à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité

intérieure visant à améliorer la résilience des réseaux aux risques naturels, de même que les prescriptions pouvant être faites par les préfets dans ce cadre.

Les exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) situés dans les territoires présentant une exposition à un risque naturel important peuvent ainsi être enjoins par arrêté préfectoral à établir certains documents afin d'anticiper la gestion en cas de crise et favoriser un retour rapide à la normale.

Le décret du 2022-907 du 20 juin 2022 (JO du 21 juin 2022) et le décret 2022-1532 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) ont précisé l'obligation et les modalités de réalisation et de mise en œuvre des plans communaux (PCS).

Ces textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Verdissement de la commande publique

Pris en application de la loi "climat et résilience" d'août 2021, le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 (JO du 3 mai 2022) portant diverses modifications du code de la commande publique vise au "verdissement de la commande publique". Il prévoit pour les marchés et concessions dont l'avis d'appel public à concurrence ou la consultation est lancé à compter du 21 août 2026 :

- la suppression du critère d'attribution unique fondé sur le prix (le critère du coût devra en effet prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre),
- et la description dans le rapport annuel du concessionnaire des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique.

Le décret prévoit par ailleurs pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2024 :

- un abaissement du seuil annuel des achats à partir duquel les collectivités territoriales doivent adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) à 50 millions d'euros,
- et de nouvelles modalités de recensement économique des marchés et de publication des données essentielles de la commande publique sur un portail national de données ouvertes.

Loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS)

La loi 3DS (Loi n° 2022-217 du 21 février 2022) entend favoriser l'association des communes et le maintien des syndicats infra-communautaires à la gouvernance des compétences "eau" et "assainissement". Cette loi vient notamment préciser :

- les modalités du maintien du transfert de compétences eau, assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés de communes d'ici à 2026, sauf délibération contraire.
- la création de nouvelles exceptions à l'interdiction de subventionner les services publics industriels et commerciaux explicitement relatives aux EPCI.

La loi 3DS fait l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Retour au sol des boues : la fin de l'obligation d'hygiéniser en période de pandémie

L'arrêté du 30 avril 2020 avait fixé le principe que les boues produites durant la pandémie doivent au préalable être totalement hygiénisées pour pouvoir être épandues et faire l'objet de mesures de surveillance

supplémentaires. L'arrêté du 20 avril 2021 avait maintenu cette restriction tout en élargissant la liste des traitements de boues considérés comme hygiénisants.

L'avis du HCSP relatif aux traitements appliqués aux boues d'épuration par rapport au risque d'infection au virus SARS-CoV-2 du 31 octobre 2022 recommande de ne pas maintenir les mesures restrictives actuellement en vigueur depuis mars 2020. Cet avis a été repris dans un arrêté publié le 14 février 2023 qui abroge l'obligation d'hygiéniser les boues avant épandage.

Retour au sol des boues : une volonté de maintenir ce principe mais avec un suivi renforcé à prévoir dès maintenant

La Loi AGECE du 10 février 2020 (relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) ainsi que l'ordonnance du 29 juillet 2020 (relative à la prévention et à la gestion des déchets) devrait modifier le cadre réglementaire régissant les conditions de retour au sol des boues d'épuration produites par les installations d'assainissement et, ce, à travers un ensemble de textes réglementaires (décrets, arrêtés regroupés sous le terme général de "socle commun"). Le projet de "socle commun" confirme la volonté de maintenir le retour au sol des boues et composts et réaffirme l'intérêt de ce retour au sol, en cohérence avec la position européenne. Cet ensemble de textes réglementaires, actuellement en révision, entrera progressivement en application avec des échéances prévisibles à partir de 2024. La première échéance marquera l'entrée en vigueur de nouveaux critères d'innocuité qui inclura de nouveaux paramètres et seront applicables aux boues et aux composts de boues.

Cette future réglementation est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service de l'assainissement.

Recherche et réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) : le principe de réduction des émissions à la source est maintenu !

La note technique du 24 mars 2022 (remplaçant celle du 12 août 2016) relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction est venue confirmer les deux piliers de la démarche applicable aux stations de plus de 10 000 eq.habitants :

- une phase de recherche des substances à enjeux (dites "significatives") dans les eaux brutes et traitées ;
- une phase de diagnostic à l'amont pour comprendre les sources d'émission et identifier les actions de réduction à initier sur les territoires pour réduire ces substances dans les eaux usées urbaines.

Cette note redéfinit les modalités de la recherche de micropolluants dans les eaux usées traitées et dans les eaux brutes des stations de traitement des eaux usées (STEU) et précise le calendrier de mise en œuvre du nouveau cycle RSDE qui a débuté dès 2022. Cette note technique donne la faculté au Préfet d'élargir la liste de substances à rechercher au regard de la sensibilité du milieu récepteur.

Elle engage les services d'assainissement dans une démarche de réduction des émissions de substances.

Réutilisation des eaux usées traitées : des possibilités d'usages élargies !

Le décret 2022-236 du 10 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées a pour objectif de mettre en place une procédure pour autoriser pour une durée limitée (5 ans maximum - renouvelables) de nouveaux usages des eaux usées traitées. Comme confirmé dans l'ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022 (JO du 23 décembre 2022), ce décret ne concerne pas les usages déjà réglementés (irrigation agricole et espaces verts notamment – via les arrêtés de 2010 et 2014 et usages internes à la station d'épuration).

Ce texte offre ainsi un cadre pour étendre à titre « temporaire » de nouveaux usages des eaux usées traitées (tels que le lavage des rues, le « multi-usages » en site industriel, ...). Il précise notamment :

- les caractéristiques des eaux usées traitées pouvant être utilisées :
- les usages possibles : tous les usages à l'exception de ceux pratiqués à l'intérieur des locaux d'habitation, des établissements de santé, d'hébergement de personnes âgées, des cabinets médicaux/dentaires, des crèches, écoles, etc ;
- la procédure d'autorisation des projets d'utilisation :
- les modalités de suivi et de surveillance à mettre en place : tenue d'un carnet sanitaire et transmission au préfet chaque année d'un rapport incluant volumes réutilisés, résultats de la surveillance, synthèse des dysfonctionnements, et un volet économique.

Un arrêté du 28 juillet 2022 (JO du 4 août 2022) est venu préciser les pièces attendues dans la demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées traitées prévue par le décret du 10 mars 2022.

Ces différents textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Projet de révision de la Directive Eaux résiduaires Urbaines : de nouveaux défis à relever ?

La proposition de révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991 a été présentée par la Commission européenne le 26 octobre 2022. Il s'agit à ce stade d'un projet : des amendements, des modifications, ... vont être intégrés à ce texte avant le vote au Parlement.

Figurent aujourd'hui dans la proposition :

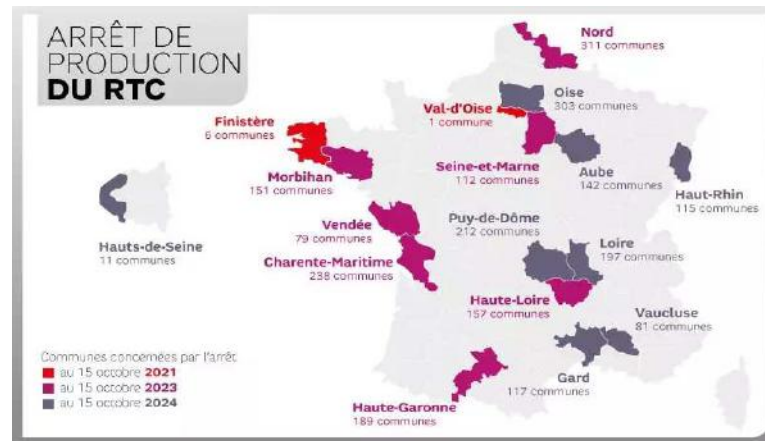
- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement de plus de 1 000 EH ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations au-dessus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements tertiaires, notamment pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 100 000 EH avant le 31 décembre 2035 puis étendue par la suite aux stations de plus de 10 000 EH en cas de risque pour la santé ou l'environnement ;
- une identification et réduction des pollutions non domestiques pour encourager la valorisation des boues et des eaux usées traitées, réduire les impacts sur les milieux récepteurs et les dysfonctionnements des stations ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant les produits pharmaceutiques et cosmétiques ;
- la neutralité énergétique envisagée d'ici à 2040 pour les stations d'épuration supérieures à 10 000 EH grâce à la production d'énergies renouvelables, notamment de biogaz à partir des boues.

Fin du Réseau Téléphonique Commuté (RTC) et du support filaire cuivre

Le **réseau filaire cuivre** en France a connu son véritable essor au début des **années 1970**. Dans un premier temps réservé à la téléphonie fixe, il a également porté la naissance de l'internet haut débit avec l'ADSL. Désormais moins adapté aux usages des Français, le cuivre est de plus en plus concurrencé par **la fibre optique**, plus *performante*, moins *énergivore*, et surtout *moins sensible aux aléas météorologiques*. **Le numérique s'installe durablement dans notre paysage.**

Les dates clés

A partir de 2023, Orange commencera à démonter les infrastructures RTC par plaques.



Impact sur les installations d'eau

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC ou des lignes internet de type IP gérés par les opérateurs télécom.

Les services RTC et xDSL seront progressivement fermés.

A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, **les ouvrages d'eau potable ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau dans un réservoir, ou d'un débordement du réseau d'eaux usées sur la voie publique.**

La Valeur Ajoutée VEOLIA

- Diagnostic sur les installations et plan d'action
- Renouvellement des installations impactées afin d'utiliser le mode de transfert IP
- Traitement de l'obsolescence et montée en gamme des télétransmetteurs
- Baisse du coût de l'abonnement et des communications

Cette évolution de conditions techniques d'exécution du service est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service des eaux.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

La cybersécurité au service de l'eau de vos territoires



Dans un monde toujours plus numérique, les exemples de cyber-attaques ne manquent pas. Appliquée aux collectivités et au secteur de l'eau, la menace s'accroît d'année en année : les récentes cyberattaques des villes d'Angers, de Marseille, ou encore de la station d'épuration d'Oloron Sainte-Marie ont mis à mal les capacités de ces collectivités à assurer leurs missions et des données sensibles ont fuité... Vos systèmes d'informations et actifs stratégiques, doivent donc être constamment mieux protégés.

Veolia propose un diagnostic, et la mise en place d'une méthodologie de sécurisation des installations par paliers en fonction du niveau de sécurité recherché. Cette méthodologie est progressive en fonction de la criticité du site.

Dans ce contexte, nous vous proposons de faire un point avec vous sur l'organisation des démarches nécessaires de diagnostic des sites et des systèmes.

Bilan / impacts de l'actualité climatique 2022 en France

L'année 2022 **est la plus chaude** que la France métropolitaine ait jamais mesurée, loin devant 2020 qui détenait le record. Ponctuée d'extrêmes climatiques, 2022 est un symptôme du changement climatique en France, selon Météo France.

En effet, **8 des 10 années les plus chaudes** depuis le début du XXe siècle **sont postérieures à 2010**.

Une année marquée par une période de sécheresse d'une précocité, longévité et intensité exceptionnelle !

L'année 2022 a également été **exceptionnellement sèche**, marquée par un déficit pluviométrique record de 25 %.

2022 se classe au **2e rang des années les moins arrosées** (depuis le début des mesures en 1959 - données météo France).

A titre d'exemple, 2022 a été jalonnée de mois records : les mois **de mai** avec un déficit de **60 %** et de **juillet** avec un déficit de **85 % sont les plus secs jamais enregistrés** à l'échelle de la France métropolitaine depuis le début des mesures en 1959.

- 2022 a connu **la 2e plus longue période de sécheresse des sols** de son histoire. L'année a été marquée par un déficit persistant de précipitations depuis la fin de l'hiver 2021-2022.
- La surface affectée par cette sécheresse des sols superficiels a atteint **les trois quarts de la France**. C'est l'une des 5 sécheresses ayant touché la surface du territoire la plus importante. La sécheresse a ainsi été moins généralisée qu'en 1976 ou 2011 mais plus qu'en 2003.
- 2022 a été marquée par un **ensoleillement exceptionnel** sur la plupart des régions, le plus souvent **excédentaire de 15 %**, avec de nombreux records, notamment sur la moitié nord du pays (Rennes +18%, Bourges +17%, Colmar +24%).
- Une année sèche mais régulièrement chaude également avec de nombreuses vagues de chaleur ; tous les mois de l'année ont été plus chauds que la normale, à l'exception des mois de janvier et d'avril.

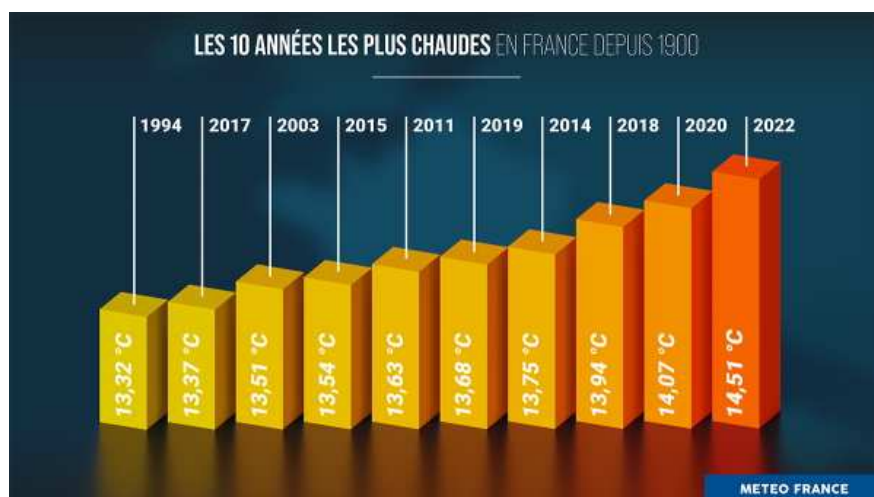
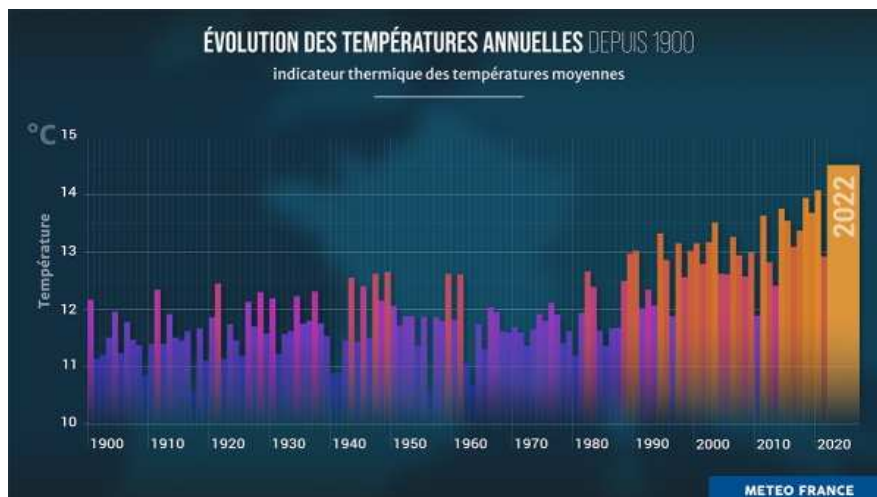
Il en est résulté **un été 2022 classé Extrême** par Météo France.

Trois vagues de chaleur ont concerné la France l'été 2022, la première dès le mois de juin. De nombreux records de chaleur ont été battus. On a par exemple mesuré les 40 °C les plus précoces jamais relevés, avec plus de 40 °C à Saint-Jean-de-Minervois (34) le 16 juin. Jamais auparavant une telle chaleur n'avait duré aussi longtemps et démarré si tôt dans la saison en France continental ayant établi quelques records :

- **33 jours** de canicule au niveau national.
- Canicule **la plus précoce** (depuis le 15 juin) et la plus longue jamais enregistrée
- **+2,3 degrés** au-dessus de la normale (période 1990-2020), juste derrière celle de 2003 (+2,7 degrés).
- **87 records de températures** battus cette année en France ; 43° à Arcachon, 39,9° au Touquet en juillet !!!
- Sécheresse et feux de forêt : **62 000 hectares brûlés** contre 8 500 habituellement, avec des feux en Bretagne (Brocéliande)
- des pertes agricoles inquiétantes : -20% pour le maïs et la pomme de terre
- Dans le même temps, les orages sont plus intenses avec des phénomènes climatiques exceptionnels : 5 morts en Corse le 18 août avec des dommages importants sur les infrastructures...

Vers 2050 les projections indiquent que 1 été sur 2 pourrait ressembler à celui de 2022...

Annexe - infographie Météo France



1.5 Les indicateurs réglementaires 2022

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	Non applicable (**)
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	5 794,9 t MS
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m ³ TTC	Délégataire	1,73 €/m³
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	100 %
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	100 %
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	110
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente	Délégataire	N.A (***) %
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire (3)	0,04 u/1000 abonnés

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(3) Les réclamations correspondent, dans le cas de MAERA, aux réclamations (4 U) liées au fonctionnement de l'usine rapportées à 92048 abonnés.

(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

(**) Réseau de transfert

(***) Suivi spécifique en lien avec la facturation de RE3M

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSP

1.6 Autres chiffres clés de l'année 2022

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)*		Délégataire	100,0 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	21 695 ml
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	0
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	1
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	466 667 EH
LA DE POLLUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	32 700 288 m ³
VP.176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	22 830 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	380 850 EH
	Volume traité	Délégataire	30 425 085 m ³
L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	454,7 t
	Masse de sables évacués	Délégataire	107,9 t
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	0 m ³
LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
Taux de satisfaction globale par rapport au Service		Délégataire	82 %
LES CERTIFICATS		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
Certifications ISO 9001, 14001, 50001		Délégataire	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité		Délégataire	Oui

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

1.7 Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

La compétence est attribuée à RE3M depuis le 01/01/2023. La facture 120 m³ est à produire par le Maître d'ouvrage.

2.

LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION



2.1 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.



L'engagement de Veolia en faveur de ce service consommateurs de proximité et de grande qualité, s'appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d'eau et d'assainissement à obtenir l'attestation "Relation Client 100% France".

Délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d'un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d'un audit initial de l'AFNOR.

Cette certification garantit que :

- 100 % des 11 Centres de Relation Client sont implantés en France ;
- 100 % des 1500 collaborateurs et conseillers clientèle impliqués dans cette relation bénéficient de contrats de droit français ;
- 100 % des consommateurs de services publics d'eau et d'assainissement, dont la relation usagers est confiée à Veolia bénéficient d'une proximité et d'une qualité "made in France »

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✓ la qualité de l'eau

- ✓ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- ✓ la qualité de l'information adressée aux abonnés

NB : En 2021, Veolia a modifié le mode de collecte de ses enquêtes de satisfaction, passant d'interviews par téléphone à des interviews en ligne (les consommateurs reçoivent un e-mail les invitant à répondre à un questionnaire). Cette évolution permet d'interroger un plus grand nombre de consommateurs par an et de disposer ainsi de mesures de satisfaction plus fines, sur des échantillons plus robustes.

Ce changement de méthode peut cependant avoir pour effet un repli plus ou moins net des taux de satisfaction relevés. En effet, comme le confirme l'institut Ipsos, en charge de ces enquêtes, un écart d'une dizaine de points à la baisse est couramment observé lorsque l'on passe de l'interview téléphonique à l'e-mail. Deux causes cumulatives peuvent l'expliquer :

- ✓ Répondre à une sollicitation d'enquête par e-mail est une action volontaire et les consommateurs insatisfaits sont plus enclins à cliquer sur le lien dans l'invitation pour répondre à ces enquêtes
- ✓ Dans le cadre d'une enquête téléphonique, inconsciemment, les interviewés associent l'enquêteur avec le service qu'il leur demande d'évaluer. Ils se montrent ainsi plus indulgents et donnent des notes moins sévères qu'ils ne l'auraient fait lors d'une enquête en ligne.

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2020	2021	2022
Satisfaction globale	81	75	82
La continuité de service	94	91	91
Le niveau de prix facturé	59	52	56
La qualité du service client offert aux abonnés	78	71	77
Le traitement des nouveaux abonnements	83	73	78
L'information délivrée aux abonnés	68	72	74

Composition de votre eau !



Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



→ *Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia*

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

#1 Qualité : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».

#2 Intervention : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »

#3 Budget : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »

#4 Services : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »

#5 Conseil : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

2.2 Données économiques

→ *Le taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente [P257.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2022 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'assainissement. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

→ *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]*

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- 💧 **Urgence** : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- 💧 **Accompagnement** : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées.
- 💧 **Assistance** : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2022, seule la Régie des Eaux de Montpellier est en capacité de procéder à des abandons de créance. Les données ne sont pas connues à ce jour.

2.3 L'accueil des visiteurs

✓ LE PUBLIC ACCUEILLI À MAERA EN 2022

Plusieurs grandes catégories de visiteurs :

- 💧 Des écoles primaires du territoire,
- 💧 Des universités et des grandes écoles liées aux métiers de l'eau,
- 💧 Des organismes de formation professionnelle,
- 💧 Des délégations étrangères, des professionnels,
- 💧 ...

En 2022, 17 visites ont été effectuées, soit 328 visiteurs d'accueillis (14 visites en 2021).

Ces visites sont organisées par 2 associations :

- 💧 CPIE-APIEU qui dispose de compétences pédagogiques en environnement,
- 💧 MAYANE, association éducative complémentaire de l'enseignement public.

Liste des visiteurs 2022

Master Gestion de l'Environnement (Université Paul Valéry, Montpellier), Association Culture et convivialité (Saint-Georges-d'Orques), Association Plaisir de lire (Juvignac), Ecoles Primaires Jean Macé (Montpellier) et Pierre Bouissinet (Villeneuve-lès-Maguelonne), Association Saint-Jean Environnement, Master Eau et Société (Montpellier), BTS Agropolis (Montpellier), Ecole polytechnique féminine (Montpellier).



2 outils mis en place permettent d'animer ces visites :

- Un diaporama a été élaboré à partir de nombreuses photos des ouvrages afin d'améliorer la compréhension des diverses unités process,
- Une mallette pédagogique pour les plus jeunes a été acquise.

La mallette contient du matériel et des produits permettant de réaliser plusieurs ateliers: l'explication du cycle de l'eau, la réalisation d'une décantation ou encore la mesure du pH mètre ainsi qu'un livret pour l'animateur afin qu'il commente ces expériences.

3.

LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



Collecter, traiter, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel sur les sites (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L’inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

Usines de dépollution	Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)
STEP MAERA	28 000	466 667
Capacité totale :	28 000	466 667

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Autres installations	
Bassin d'Orage des Aiguerelles MONTPELLIER	20 000 m ³
DO des Aiguerelles	Déversement au Lez

→ Propositions d’amélioration

ACCUMULATION DE SABLES/LIMON DANS LE STOCKEUR DE BOUES

Une croûte de flottants se forme en surface de la bêche à boues digérées actuelle. Cette croûte est constituée d’une accumulation de : filasses, petits déchets plastiques et autres coton-tige ainsi que de sables/limon qui transitent dans la file de traitement des boues.

Ces boues sont très hétérogènes et peuvent être très concentrées, à près de 130 g/l de MS et très minérales. Le transfert de ces boues vers l’atelier de déshydratation est délicat car il peut provoquer une brutale augmentation de charge massique en entrée des centrifugeuses, avec un emballement du couple et occasionner un bourrage machine. Ce sable/limon abrase les centrifugeuses et les gavo-pompes.

Afin de remédier à cette situation il a été mis en place une bêche de stockage tampon associée à une pompe de reprise des boues sableuses et un hydrocyclone permettant la séparation du sable et de l'eau. La surverse clarifiée est envoyée dans la bêche à boues mélangée et les sables récupérés sont stockés en benne avant d’être évacués.

DÉPÔT DE CALCITE

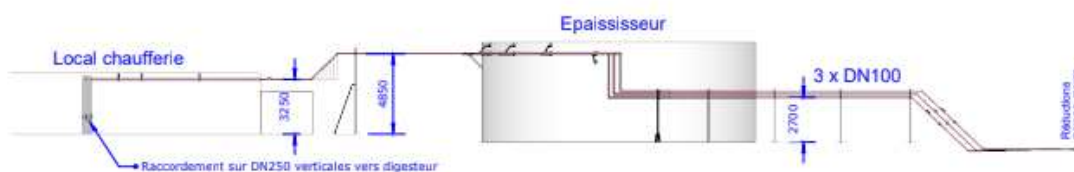
Des dépôts de calcite sont localisés dans les canalisations de refoulement des pompes d’alimentation digesteurs. Ces dépôts diminuent les sections de passage dans les tuyaux provoquant des pertes de charge.

En raison de cette diminution de section, les pompes d’alimentation des digesteurs ne peuvent plus fonctionner à bas débit ce qui pose des problèmes de lissage de l’alimentation des digesteurs permettant un fonctionnement optimal de l’unité digestion.

A terme, l’alimentation des digesteurs sera très dégradée en lien avec l’accumulation de calcite.

Les travaux suivants ont été réalisés:

- mise en place de tuyaux inox en aérien,
- réalisation d’un terrassement au niveau de la zone déchets gras à l’aspiratrice pour réaliser les raccordements,
- réalisation des connexions avec la recirculation des boues à l’intérieur du local chaufferie.



L'AGRANDISSEMENT ET LA MODERNISATION DES PROCESS

Le contrat de DSP prend fin au 31/12/2022. La Régie des Eaux de Montpellier a entrepris un MGP (Marché Global de Performance) relatif à la modernisation de la station. Cette modernisation comprendra une extension de la station et la modernisation des procédés de traitement. La modernisation permettra notamment d'augmenter la capacité à 695 000 EH (au lieu des 470 000EH actuels)

Ce MGP comprend 2 phases d'exploitation:

- La phase 4.1 : consistant en l'exploitation de la station existante pendant les travaux. Elle débute 3 mois après la notification du marché, et s'achève à la réception globale des travaux.
- La phase 4-2 : il s'agit du cas où la tranche optionnelle 1 est affermée. consistant en l'exploitation de la nouvelle installation construite en tranche ferme et en tranche optionnelle 1, avec l'incinération des boues. Elle débute à la signature du Procès-Verbal de mise en observation générale des installations de la tranche ferme et de la tranche optionnelle 1 ; et s'achève au procès-verbal de constat d'achèvement des prestations.

OU

- La phase 4-3 : Il s'agit du cas où la tranche optionnelle 1 n'est pas affermée. Consistant en l'exploitation de la nouvelle installation construite en tranche ferme, sans incinération des boues. Elle débute à la signature du Procès-Verbal de mise en observation générale des installations des travaux de la tranche ferme ; et s'achève au procès-verbal de constat d'achèvement des prestations.

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente le détail :

- 💧 du réseau de transfert situé entre le bassin des Aiguerelles et l'usine,
- 💧 de l'émissaire en mer.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016.

→ Les canalisations et équipements

✓ RÉSEAU DE TRANSFERT

En sortie du bassin d'orage des Aiguerelles, les eaux sont acheminées vers la station Maera via un réseau de transfert dont le diamètre est de 1500 mm.

	2022
Canalisations	
Longueur totale du réseau de transfert entre BO Aiguerelles et usine MAERA (km)	2
Ouvrages annexes	
Nombre de déversoirs d'orage	1

Déversoirs d'orage			
Nom	Commune	Classement <120, >120, >600	Milieu de rejet
DO Aiguerelles	Montpellier	>600	Le Lez

✓ ÉMISSAIRE

Le rejet de l'eau traitée est assuré par l'intermédiaire de son émissaire en mer Méditerranée, d'une longueur totale de 20 km, comprenant :

- 💧 un tronçon terrestre d'environ 5 km en fonte ductile, de diamètre 1600 mm,
- 💧 un tronçon lagunaire d'environ 4 km en acier revêtu, de diamètre 1600 mm,
- 💧 un tronçon maritime d'environ 11 km, en PEHD de diamètre 1480 mm dont les 460 derniers mètres, situés à près de 30 m de profondeur, sont équipés de clapets diffuseurs (« becs de canard ») dont l'ouverture varie en fonction de la pression interne dans l'émissaire.

L'écoulement s'y effectue de façon gravitaire, grâce à une mise en charge dans un ouvrage situé à l'aval du comptage des eaux épurées en sortie de l'usine.

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc. , constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2022 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2020	2021	2022
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	104	104	104

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Barème	Valeur ICGPR
Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
Existence d'un plan des réseaux	10	10
Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)		
Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	14
Total Parties A et B	45	44
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)		
Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	10
Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	10
Localisation des autres interventions	10	10
Définition mise en œuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	5
Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
Total:	120	109

La valeur de l'indice est supérieure à 40 points.

En conséquence, le service dispose du descriptif détaillé tel qu'exigé par le décret du 27 janvier 2012. Toutefois, un plan d'action pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Ce plan d'action visera à compléter l'inventaire des canalisations par des informations relatives à leur date de pose (à défaut, leur période de pose) et/ou à leur matériau et diamètre. Les modalités d'accès aux informations complémentaire à recueillir, ou la confirmation de celles partiellement disponibles mais sujettes à de fortes incertitudes, seront à définir selon l'historique des informations dont dispose vos services. A titre d'exemple, la période de pose des canalisations peut être indirectement identifiée par le biais des phases successives d'urbanisation du territoire.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que des informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les installations

Les opérations de renouvellement des équipements électromécaniques de la station MAERA sont établies à partir d'un plan prévisionnel de renouvellement échelonné sur toute la durée du contrat.

En 2022, le suivi du plan de renouvellement s'est fait au travers de nombreux échanges et réunions spécifiques : un point trimestriel a été fait permettant de valider les différentes opérations proposées à la réalisation.

113 opérations de renouvellement ont été réalisées.

Les éléments financiers sont présentés dans la partie financière du présent RAD.

Le détail, opération par opération, est donné dans le tableau de suivi qui est utilisé depuis le début du contrat et dont une version « Bilan annuel » a été transmise à la Collectivité.

Nous revenons ci-dessous sur quelques opérations emblématiques réalisées en 2022 :

✓ **03/2022 : RENOUELEMENT POMPE SABLE**

Les dessableurs sont équipés chacun de 2 pompes à sables. Elles permettent de pomper les sables en pied de dessableurs pour les évacuer vers les classificateurs puis les bennes à sables.

En 2022, la pompe à sable n°1 du dessableur 3 et la pompe à sable n°1 du dessableur 4 ont été remplacées.



✓ **04/2022 RENOUVELLEMENT VÉRINS V1 À V5 AU BASSIN D'ORAGE DES AIGUERELLES**

Le Bassin d'Orage des Aiguerelles dispose de 5 vannes d'alimentation du bassin. Chaque vanne dispose de 2 verins hydrauliques.

Les 10 verins ont été remplacés.



✓ 06/2022 RENOUVELLEMENT POMPES EXTRACTION TFC

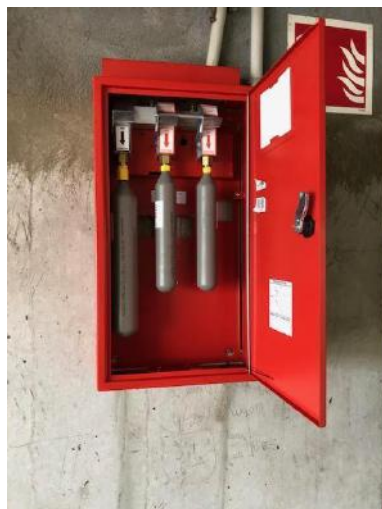
Chaque bassin de TFC dispose d'une pompe d'extraction de boues en excès qui alimente les épaisseurs.

Les 2 pompes ont été remplacées.



✓ 09/2022 RENOUVELLEMENT COFFRETS DÉSENFUMAGE

Les coffrets de commande d'ouverture des trappes de desenfumage au niveau des désableurs et de l'escalier d'accès aux biostyrs ont été renouvelés.



Filière de traitement	PR	Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice
Traitement des eaux	BACHE D'ARRIVEE D'EAUX BRUTES	GRAPPIN ELECTRO HYDRAULIQUE MOTOR	Rénovation
	PRE-DEGRILLAGE	CENTRALE DETECTION GAZ SUBMERSIBLE 3	Renouvellement
		DEGRILLEUR DROIT AUTOMATIQUE RU N3	Rénovation
		BANDE TRANSPORTEUSE FIXE DECHETS N3	Rénovation
		BANDE TRANSPORTEUSE FIXE DECHETS N5	Rénovation
	RESEAU UNITAIRE	MOTOPOMPE SUBMERSIBLE 1	Rénovation
		MOTOPOMPE SUBMERSIBLE 2	Rénovation
		MOTOPOMPE SUBMERSIBLE 3	Rénovation
		MOTOPOMPE SUBMERSIBLE 4	Rénovation
	RESEAU SEPARATIF	MOTOPOMPE SUBMERSIBLE 1	Rénovation
		MOTOPOMPE SUBMERSIBLE 2	Rénovation
	DEGRILLAGE FIN	DEGRILLEURS INCLINE N1	Rénovation
		DEGRILLEURS INCLINE N2	Rénovation
		DEGRILLEURS INCLINE N3	Rénovation
		DEGRILLEURS INCLINE N4	Rénovation
		DEGRILLEURS INCLINE N5	Rénovation
	DESSABLEURS - DESHUILEURS 4X410M3	CLASSIFICATEUR A VIS N1	Rénovation
		CLASSIFICATEUR A VIS N2	Rénovation
		BENNE A REFUS DE 10 M3 N1	Renouvellement
	TRAITEMENT DES GRAISSES - BIOLIX	RAQUETTES DE DIFFUSION D'AIR	Rénovation
	BASSIN D'ORAGE 3 X 8 000 M3	VANNE DN1400 N2	Rénovation
	BASSINS D'AERATION (2X3 900 M3)	RAQUETTES DIFFUSEURS AIR (250U) - BASSIN 1	Rénovation
		SONDES TURBIDITE (2U)	Renouvellement
	BASSIN D'AERATION - RECIRCULATION DES BOUES	MOTOPOMPE SUBMERSIBLE	Renouvellement
	2 CLARIFICATEURS 6 550M3	MOTOPOMPE A VIDE A PALETTES	Rénovation
	BIOFILTRATION - ALIMENTATION EAU À TRAITER	MOTOPOMPE DE SURFACE	Renouvellement
		MOTOPOMPE DE SURFACE	Renouvellement
	BIOFILTRATION - AIR PROCESS	COMPRESSEUR A VIS N3	Rénovation
		COMPRESSEUR A VIS N9	Renouvellement
	BIOFILTRATION - AIR LAVAGE	SURPRESSEUR A LOBES MONO-ETAGE	Rénovation

Filière de traitement	PR	Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice
	BIOFILTRATION - INSTRUMENTATION	SONDE TURBIDITE	Renouvellement
	PRODUCTION EAUX INDUSTRIELLES 100 M3/H	BALLON HYDROPHORE	Renouvellement
	POSTE DE REACTIF FECL3	DEBITMETRE POMPES DOSEUSES LOT DE 4	Renouvellement
	OUVRAGE DE REPARTITION ET DE BYPASS	PRELEVEUR FIXE THERMOSTATE	Renouvellement
Traitement des boues	EXTRACTION BOUES BIOLOGIQUES TFC	MOTOPOMPE IMMERGEE N1	Renouvellement
		MOTOPOMPE IMMERGEE N2	Rénovation
	EPAISSISSEMENT BOUES BIOLOGIQUES TFC	MOTOPOMPE A ROTOR EXCENTRE 2	Rénovation
	EXTRACTION BOUES BIOLOGIQUES BIOFILTRES	DEGRILLEUR DROIT AUTOMATIQUE	Rénovation
	EPAISSISSEMENT BOUES BIOLOGIQUES BIOFILTRES	FLOTTATEUR N2	Rénovation
		MOTOPOMPE DE SURFACE DE PRESSURISATION N2	Renouvellement
		MOTOPOMPE A ROTOR EXCENTRE 2	Renouvellement
	BACHE MELANGE BOUES EPISSIES	MOTOREDUCTEUR	Rénovation
		MOTOPOMPE DE SURFACE	Rénovation
		BROYEUR	Rénovation
		MOTOPOMPE A PISTONS-MEMBRANES	Renouvellement
	POMPAGE DES BOUES EPAISSIES	MOTOPOMPE A ROTOR EXCENTRE N3	Renouvellement
	DIGESTEUR DES BOUES EPAISSIES	VANNES MANUELLES DN250 (6U)	Renouvellement
		ELECTROVANNE GARDE HYDRAULIQUE	Renouvellement
	CHAUFFERIE	CHAUDIERE A GAZ N2	Rénovation
		CHAUDIERE A GAZ N3	Rénovation
		VANNES CHAUDIERES 3 POSITIONS (3U)	Renouvellement
		DETECTEUR H2S	Renouvellement
		BALLON EAUX CHAUDES CHAUFFERIE	Renouvellement
		CIRCUIT EAU CHAUDE	Rénovation
	BIOGAZ	DETECTEUR D'EXPLOSIVITE (CH4)	Renouvellement
	CENTRIFUGEUSE DESHYDRATATION BOUES DIGEREES	MOTOPOMPE A ROTOR EXCENTRE	Rénovation
		CENTRIFUGEUSE N1	Rénovation
		MOTOPOMPE A ROTOR EXCENTRE N2	Rénovation
		CENTRIFUGEUSE N2	Rénovation
		MOTOPOMPE A ROTOR EXCENTRE N3	Renouvellement

Filière de traitement	PR	Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice
		CENTRIFUGEUSE N3	Rénovation
		CENTRIFUGEUSE N4	Rénovation
	REPRISE ET EVACUATION BOUES DESHYDRATEES	MOTOPOMPE ROTOR EX.GAVOPOMPE DEVOUTEUR MALAXEUR N1	Rénovation
		MOTOPOMPE ROTOR EX.GAVOPOMPE DEVOUTEUR MALAXEUR N3	Rénovation
		MOTOPOMPE ROTOR EX.GAVOPOMPE DEVOUTEUR MALAXEUR N4	Renouvellement
		MOTOPOMPE A ROTOR EXCENTRE GAVOPOMPE	Rénovation
		BENNES FERMEES (6U)	Renouvellement
	POSTE TOUTES EAUX DESHYDRATATION	MOTOPOMPE DE SURFACE N2	Renouvellement
	EPAISSISSEMENT BOUES PRIMAIRES	MOTOPOMPE A ROTOR EXCENTRE VERS DEFILASSEUR	Renouvellement
		MOTOPOMPE A ROTOR EXCENTRE VERS BACHE A BOUES	Rénovation
	EPAISSEMENT DYNAMIQUE	TAMBOUR DYNAMIQUE	Rénovation
		GROUPE SURPRESSION	Rénovation
		DILACERATEUR	Rénovation
		DEFILASSEUR HUBERT	Rénovation
TRAITEMENT DE L'AIR (DESODORISATION)	VENTILATION	VENTILATEUR 6 PALES ZONE A N1	Rénovation
	TOURS DE LAVAGE	CANALISATIONS TOUT TYPES	Rénovation
		MOTOPOMPE A PISTONS-MEMBRANES H2SO4 N1	Renouvellement
	SUPERVISION	MATERIEL AUTOMATE COMMUNICATION RESEAU	Rénovation
		REGULATION - ACTIONNEURS	Rénovation
		RESEAU DE CAPTEURS H2S ATMOSPHERIQUES	Rénovation
AMENAGEMENTS GENERAUX	HUISSERIES - ECLAIRAGE - ASCENSEUR - PASSERELLE	PONT BASCULE	Rénovation
		HUISSERIES: PORTES, SKYDÔME	Rénovation
	LABORATOIRE	ETUVE 105OC	Renouvellement
		REFRIGERATEUR-CONGELATEUR	Renouvellement
	BATIMENT D'EXPLOITATION	CLIMATISEUR SERVEURS	Renouvellement

Filière de traitement	PR	Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice
GROUPES ELECTROGENE - ARMOIRES ELECTRIQUES	TABLEAUX ET ARMOIRES ELECTRIQUES	ARMOIRES VARIATEUR DEMARRAGE AUTOMATIQUE	Rénovation
	GROUPE SECOURS ZONE PRETRAITEMENT	GROUPE ELECTROGENE A FUEL N1	Rénovation
	GROUPE SECOURS ZONE TFC	GROUPE ELECTROGENE A FUEL	Rénovation
EMISSAIRE	OUVRAGE MARITIME	ARMOIRE ELECTRIQUE TRANSMISSION	Rénovation
		BOUES CARDINALES	Rénovation
UNITE DE COGENERATION	UNITE CONTROLES COMMANDES	DETECTION INCENDIE	Rénovation
STEP CASTRIES	SILO A BOUES	AGITATEUR IMMERGE	Renouvellement
BASSIN D'ORAGE DES AIGUERELLES	LOCAL TECHNIQUE	ONDULEUR 10	Rénovation
		LEVAGE MANUTENTION	Rénovation
		ENSEMBLE TRAPPES DE SECURITE	Rénovation
		PORTES HUISSERIES	Rénovation

3.4.2 Fournitures d'équipements réalisés dans le cadre de l'avenant n°3

Les travaux consensifs à réaliser dans le cadre de l'avenant n°3 comprennent la fourniture d'instrumentation complémentaires permettant de suivre le fonctionnement de l'émissaire. Le tableau ci-dessous reprend la liste des équipements fournis et mis en œuvre.

Installation	Installations électromécaniques
EMISSAIRE	CAPTEUR 4 CANAUX
	CAPTEUR OUVRAGE MARITIME
	CAPTEUR ROND-POINT MOSSON
	CAPTEUR ZEBRE BLEU
	HYDROPHONE 1
	HYDROPHONE 10
	HYDROPHONE 11
	HYDROPHONE 2
	HYDROPHONE 3
	HYDROPHONE 4
	HYDROPHONE 5
	HYDROPHONE 6
	HYDROPHONE 7
	HYDROPHONE 8
	HYDROPHONE 9

Les données transmises par les hydrophones sont en cours de rapatriement et d'analyse des données.

3.4.3 Les travaux neufs réalisés dans le cadre de l'avenant n°3

Dans le cadre de l'avenant n°3, un programme de travaux neufs a été mis en place par le délégataire. Une synthèse des différents travaux est présentée ci-dessous.

→ *Suivre et améliorer le fonctionnement de l'émissaire en mer*

Afin de permettre l'exploitation courante de l'émissaire, celui-ci est équipé de pièces spéciales abritées dans des regards :

- 💧 34 ventouses servant à purger l'air au niveau des points hauts,
- 💧 et 6 vidanges permettant de vider la conduite si nécessaire.

Les ventouses protègent les canalisations des effets néfastes engendrés par l'accumulation d'air dans les points hauts ou les points singuliers des réseaux :

- 💧 interruption totale ou partielle du débit par la présence d'une poche d'air dans un point haut du réseau,
- 💧 coups de bélier dus à la détente de la poche d'air ou à son déplacement dans les canalisations,
- 💧 désamorçage des siphons.

Les ventouses ont une triple fonction :

- 💧 évacuation d'air à haut débit lors de la mise en eau des canalisations
- 💧 admission d'air à grand débit lors de la vidange des canalisations (protection du réseau contre la mise en dépression des canalisations en cas de rupture de conduite)
- 💧 dégazage à faible débit en exploitation.

Ces ventouses ne pouvaient toutefois pas assurer leur fonction car :

- 💧 lors des opérations d'entretien des ventouses, qui donnent lieu au démontage complet des équipements, on retrouve des corps étrangers dans les ventouses de nature à dégrader le fonctionnement de celles-ci,
- 💧 12 ventouses ne sont pas adaptées au fluide transporté (soit 35% du nombre total de ventouses présentes).

Ainsi, il a été décidé de d'améliorer le fonctionnement des ventouses actuelles de l'émissaire en :

- 💧 sécurisant leur fonctionnement,
- 💧 mettant hors d'eau,
- 💧 remplaçant et en ajoutant des ventouses,

Il a donc été validé :

- 💧 de supprimer les sites n°3 "Centre équestre" et n°6 "Débouché Calade",

- 💧 d'équiper les sites n°4 "Technovia" et n°5 "Face camping" de 4 soupapes "casse vide" DN150 en lieu et place de ventouses existantes,
- 💧 de rajouter 2 ventouses SNH 350 - DN150 sur les sites suivants :
 - Zèbre bleu,
 - Rond-point Mosson,
- 💧 de remplacer les 8 ventouses "Bayard EP DN200" restantes par 8 ventouses SNH 350 - DN150.

Pour tous les autres sites, les ventouses existantes sont remplacées à l'identique par des ventouses SNH 350 - DN150 (renouvellement de l'ensemble des ventouses in fine).

Chaque ventouse, existante ou remplacée est équipée d'une grille de protection montée en amont de la vanne d'isolement de manière à protéger à la fois la vanne et la ventouse contre la présence de matériaux dans la conduite.

Cette grille est installée entre 2 manchettes équipées de vannes de purge.



Situation précédente



Situation actuelle

Nous en retirons désormais les bénéfices suivants :

- 💧 amélioration du fonctionnement des ventouses avec diminution de l'encrassement du flotteur, des fuites,
- 💧 protection de l'ensemble "vanne + ventouse" vis-à-vis des corps étrangers potentiellement présents dans l'émissaire (fermeture vannes et démontage des ventouses facilités - opération de maintenance préventive et curative).

Les adaptations des regards ventouses seront réalisés en conséquence lorsque cela sera nécessaire.

Ainsi, les regards des sites suivants ont été rehaussés courant 2022 :

- 💧 Zèbre bleu,
- 💧 rond point Mosson,
- 💧 carrefour Market,
- 💧 les 4 Canaux,

- 💧 entrée Palavas, amont communication étang du Prévost,
- 💧 entrée Palavas, aval communication étang du Prévost,
- 💧 entrée Palavas, Quai de la Marine,
- 💧 entrée Palavas, Rue Lamparos.

Les regards des sites suivants ont été également modifiés et les trappes agrandies :

- 💧 Booster Nord,
- 💧 Booster Sud.

Afin de limiter le temps d'arrêt de l'usine, lors de la réalisation des travaux :

- 💧 un montage préalable des éléments suivants, manchette, filtre, vanne, ventouse est effectué sur l'usine MAERA,
- 💧 un démontage préalable de la boulonnerie et mise en place de nouveaux boulons (1 sur 2) sur chaque site est réalisé pour faciliter le démontage le jour de l'intervention (boulon grippé, ...)

4.

LA
PERFORMANCE
ET
L'EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE
POUR
VOTRE SERVICE



La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).

4.1 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,

Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

4.1.1 Mise à disposition de l'hypervision 360

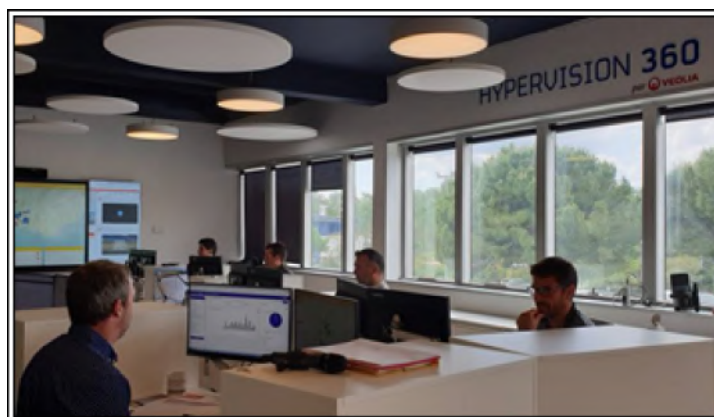
Dans le but de donner l'accès en continu aux informations liées aux opérations d'exploitation menées par ses équipes, Veolia a mis à disposition de la Collectivité à l'automne 2017 une plateforme d'Hypervision.

Véritable passerelle entre tous les systèmes d'informations métier (télégestion, SIG, maintenance des usines, suivi des interventions, qualité des eaux), les informations visualisées depuis l'Hypervision permettent de décroiser la donnée et apportent ainsi une compréhension synthétique, globale et partagée du service.

Outil d'aide à la décision pour l'exploitation, la plateforme se veut être aussi un outil de transparence vis-à-vis de la Collectivité. Celle-ci peut ainsi suivre les interventions au plus près, visualiser le fonctionnement des installations à travers les mesures remontées au fil de l'eau, être alertée par des éventuelles dérives et disposer d'un historique des données sur un serveur sécurisé.

Conçue pour s'adapter aux nouveaux besoins, la plateforme s'incrémente régulièrement de nouvelles fonctionnalités.

A ce jour, Montpellier Métropole dispose d'un outil d'Hypervision sur son réseau de collecte ainsi que sur l'usine Maera où a notamment été développé un module spécifique pour le suivi de l'H₂S.



4.1.2 Travaux et opérations d'exploitation

Les équipes d'exploitation s'assurent de la surveillance et du pilotage permanent des installations en réalisant notamment des rondes journalières.

Ces rondes permettent, entre autre, de constater des défaillances et de renseigner des données qui ne peuvent être transmises par les signaux ou alarmes classiques de supervision : odeur, bruit, observation inhabituelle.

Les tâches répertoriées dans la feuille de ronde concernent :

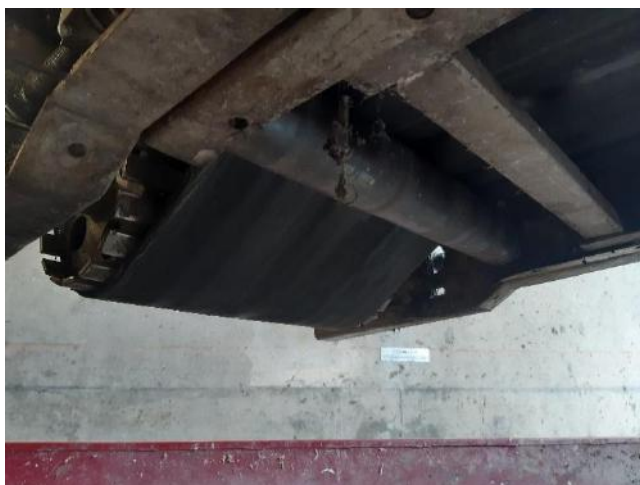
- 💧 la consultation et la vérification de la supervision (niveau cuve réactifs, ...),
- 💧 le contrôle de suivi de performance des unités process (MES décanté, lavage Biostyrs, ...),
- 💧 le relevé de la consommation des compteurs d'eau,
- 💧 les observations sur les équipements électromécaniques, sur les détecteurs : contrôle du bon fonctionnement, contrôle de l'état général, surveillance des bruits et des vibrations anormales, vérification de l'encrassement / colmatage, ...
- 💧 les observations sur l'effluent brut et sur l'effluent traité (odeur, couleur, présence de mousses, ...),
- 💧 le contrôle des différentes zones de traitement de la station (bullage Biostyrs, boues écrémées flottateurs, ...),
- 💧 le contrôle des niveaux de remplissage des bennes à déchets,
- 💧 la fermeture des accès à la station en fin de journée.

En complément des tâches d'exploitation courantes, nous avons été amenés à réaliser des opérations spécifiques dont vous trouverez quelques exemples ci-dessous :

✓ **03/22 CHANGEMENT ROULEAUX CONVOYEURS PRÉ-TRAITEMENT**

Le prétraitement est composé, depuis les dégrilleurs grossiers, de 5 convoyeurs permettant l'évacuation des déchets dans des bennes.

Plusieurs tambours et rouleaux des convoyeurs ont été remplacés.



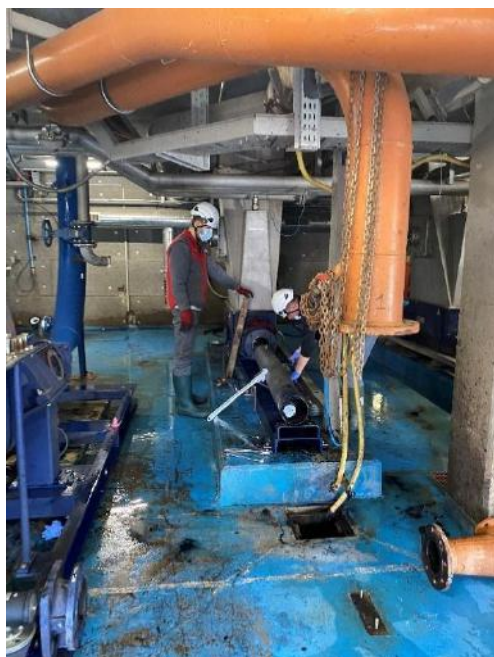
✓ 03/22 CHANGEMENT STATOR GAVOPOMPE CENTRIFUGEUSE N°1

L'atelier de déshydratation des boues permet de centrifuger les boues digérées. Les boues déshydratées sont ensuite envoyées vers les bennes de stockage des boues. L'atelier déshydratation des boues est équipé de 4 centrifugeuses.

Le circuit de reprise des boues comprend les équipements permettant de transférer les boues vers les bennes :

- 💧 les 4 gavopompes de reprise des boues sortie centrifugeuses,
- 💧 la grosse gavo-pompe de reprise,
- 💧 les 7 bennes de réception des boues.

Le stator de la gavopompe de la centrifugeuse n°1 a été remplacé.



✓ RÉPARATION GRAPPIN

Au niveau des fosses d'arrivée RU et RS, il y a un grappin permettant de retirer les « gros » déchets afin de les jeter dans les bennes à déchets du pré-traitement.

Les câbles du grappin ont été remplacés suite à une casse.





Réparation du grappin

4.1.3 La maintenance du patrimoine

Afin de garantir un bon fonctionnement des équipements de l'usine (disponibilité opérationnelle, durée de vie, ...) nous nous appuyons sur :

- 💧 la mise en place d'une maintenance autonome,
- 💧 une maintenance préventive,
- 💧 des contrôles réglementaires.

→ *Maintien de la maintenance autonome*

Il s'agit de l'application d'une approche industrielle, le Lean Management, permettant d'améliorer la performance et éliminer la non-valeur ajoutée. Ses objectifs sont les suivants :

- 💧 garder les conditions de base de la machine sous contrôle (nettoyage, inspection, graissage),
- 💧 rendre les agents capables d'identifier une anomalie et de mener des actions rapides et efficaces pour prévenir la détérioration de la machine,
- 💧 développer les compétences des agents pour améliorer la performance de façon continue.

Afin de développer cette approche industrielle et pragmatique de la gestion d'actifs sur l'usine, une apprentie en master MISE (Management et Ingénierie des Services à l'Environnement) a été recrutée afin de mettre en place ces nouvelles pratiques de management.

La démarche instaurée sur Maera depuis maintenant 3 ans est basée sur 4 outils :

- 💧 le 5S,
- 💧 l'identification des anomalies = TAG,
- 💧 les variables de réglage,
- 💧 la standardisation et la création de modes opératoires,

1 - Le 5S - «Une place pour chaque chose, chaque chose à sa place».

Le 5S est une méthode japonaise visant à aménager les espaces de façon à travailler plus **efficacement et en sécurité** dans un environnement de travail **agréable, propre et ordonné**. Chaque « S » correspond à une étape de la mise en place de la méthode :

- 💧 SEIRI : Trier,
- 💧 SEITON : Ranger,
- 💧 SEISO : Nettoyer,
- 💧 SEIKETSU : Standardiser,
- 💧 SHITSUKE : Impliquer.

Le maintien de la zone propre et ordonnée permet de **détecter** plus rapidement **les petites défaillances** et les **sources de salissures** (fuite d'huile, etc.).

1 - TRIER

Retirer tout ce qui est inutile dans la zone d'exploitation.



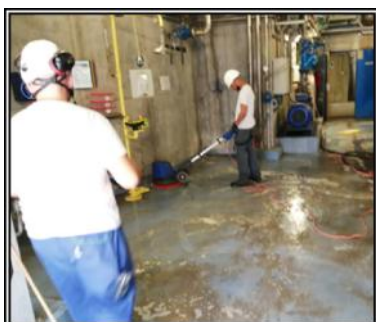
2 - RANGER

Définir une place pour chaque matériel.



3 - NETTOYER

Pour détecter les anomalies.



4 - STANDARDISER

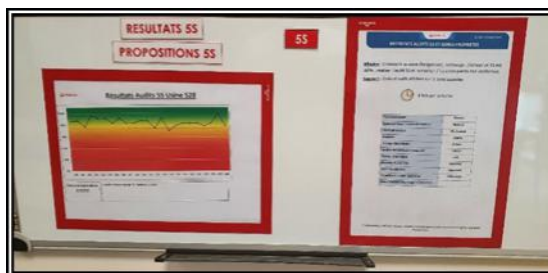
Pour éviter les erreurs (ex. code couleur au mur).



5 - IMPLIQUER

Chaque agent est responsable de sa zone. Il réalise un audit 5S de sa zone chaque semaine et remonte à l'adjoint Performance le résultat de l'audit.

Les résultats 5S sont présentés chaque semaine sous forme d'indicateur visuel avec un objectif de 75% de conformité sur l'ensemble de l'usine.



Ainsi, chaque zone de l'usine a été standardisée selon le code de couleur suivant :

- Pour les éléments de sécurité,
- Pour le matériel de stockage (palettes de consommable, pièces de rechanges...),
- Pour le matériel d'exploitation (échelles, Nettoyeurs haute pression, ...),
- Pour l'élimination des déchets (poubelles).



Zone prétraitement – Dégrilleur grossier // Avant (gauche) – Après (Droite)



Salle des pompes // Avant (gauche) – Après (Droite)

Le suivi de la méthode 5S se fait à travers des audits réguliers réalisés par l'encadrement mais également par les agents. Ils peuvent ainsi réfléchir ensemble aux améliorations qu'ils peuvent apporter. Chacun pense et agit différemment, cela leur permet de trouver des solutions ensemble, de les tester et de les mettre en place.

Ces actions sont ensuite communiquées pour partager les bonnes pratiques.

2 - Identification des anomalies = les TAG

A l'identification d'un défaut, l'agent pose un jeton et crée une étiquette pour décrire l'anomalie et proposer une solution.

Cette démarche permet de :

- 💧 rendre l'anomalie visible pour ne pas remonter une anomalie déjà identifiée,
- 💧 collecter toutes les anomalies pour disposer d'une base de données complète et orienter les actions d'améliorations (ex : vis manquent sur des carters -> système de fixation non adapté au besoin),
- 💧 traiter les problèmes et éviter leurs réapparitions.



Exemple de tag posé sur la tapis prétraitement des refus de dégrillage

Les types d'anomalies identifiées sont les suivants :

- 💧 petites défaillances (zone de travail non éclairée, ...),
- 💧 conditions de base de la machine non respectées (pièce défectueuse, ...),
- 💧 zones d'accès difficile,
- 💧 sources de salissures (encrassement régulier d'une cellule, ...),
- 💧 conditions de travail dangereuses.

CONSTAT D'ANOMALIE		TRAITEMENT D'ANOMALIE	
Emplacement : Zone : _____ N° du TAG : _____ Equipement : _____ Date : _____ Agent : _____		Proposition : _____ _____ _____	
Type d'anomalie : <input type="checkbox"/> Etat de l'équipement <input type="checkbox"/> Non respect des conditions nominale <input type="checkbox"/> Salissures <input type="checkbox"/> Sécurité <input type="checkbox"/> Accessibilité <input type="checkbox"/> Environnement <input type="checkbox"/> SS		Action (s) : _____ _____ _____	
Description de l'anomalie : _____ _____ _____		Etat de l'action : En cours : _____ Date de résolution : _____	

Masque des fiches d'anomalies utilisée sur l'usine

La maintenance autonome étant basée sur l'appropriation des équipements par les opérateurs, il est indispensable de mettre à disposition un tableau d'affichage pour :

- 💧 montrer les résultats qu'ils ont obtenus,
- 💧 valoriser leur travail,
- 💧 connaître ce que font les autres et coordonner leurs actions.

3 - Standardisation et création de Modes Opératoires

Parce que chaque opérateur a ses propres méthodes de travail, la standardisation est nécessaire. Cette standardisation des modes opératoires permet :

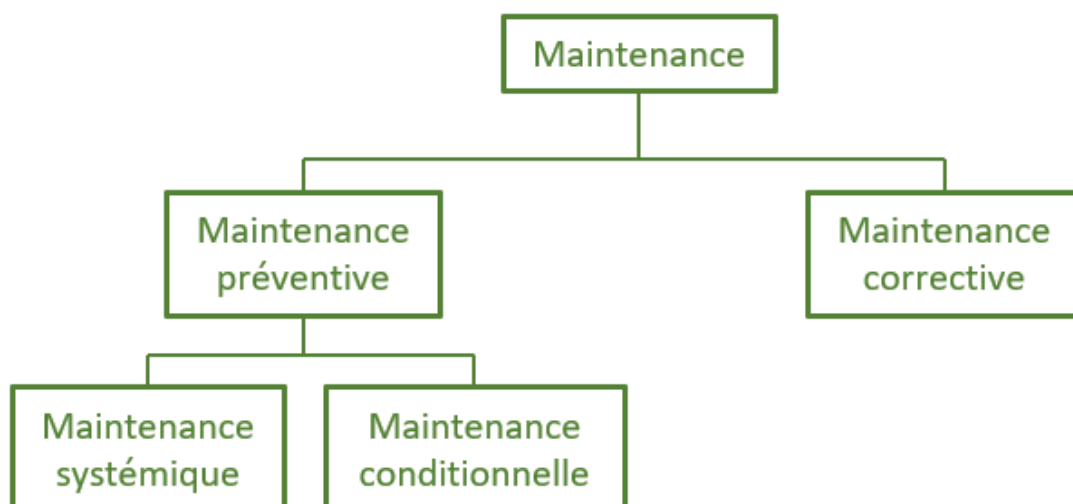
- 💧 d'éviter un retour du problème suite à une résolution de problème,
- 💧 d'atteindre les résultats escomptés,
- 💧 d'intégrer plus facilement les nouveaux arrivants.



Mode opératoire simplifié de graissage des centrifugeuses

→ Maintenance préventive

L'organisation de la fonction maintenance au sein de l'usine de MAERA ainsi que des ouvrages connexes (Booster et Bassin des Aiguerelles) suit les typologies présentées dans le diagramme ci-dessous :



Cette approche permet de structurer notre plan de maintenance en dissociant les natures d’intervention.

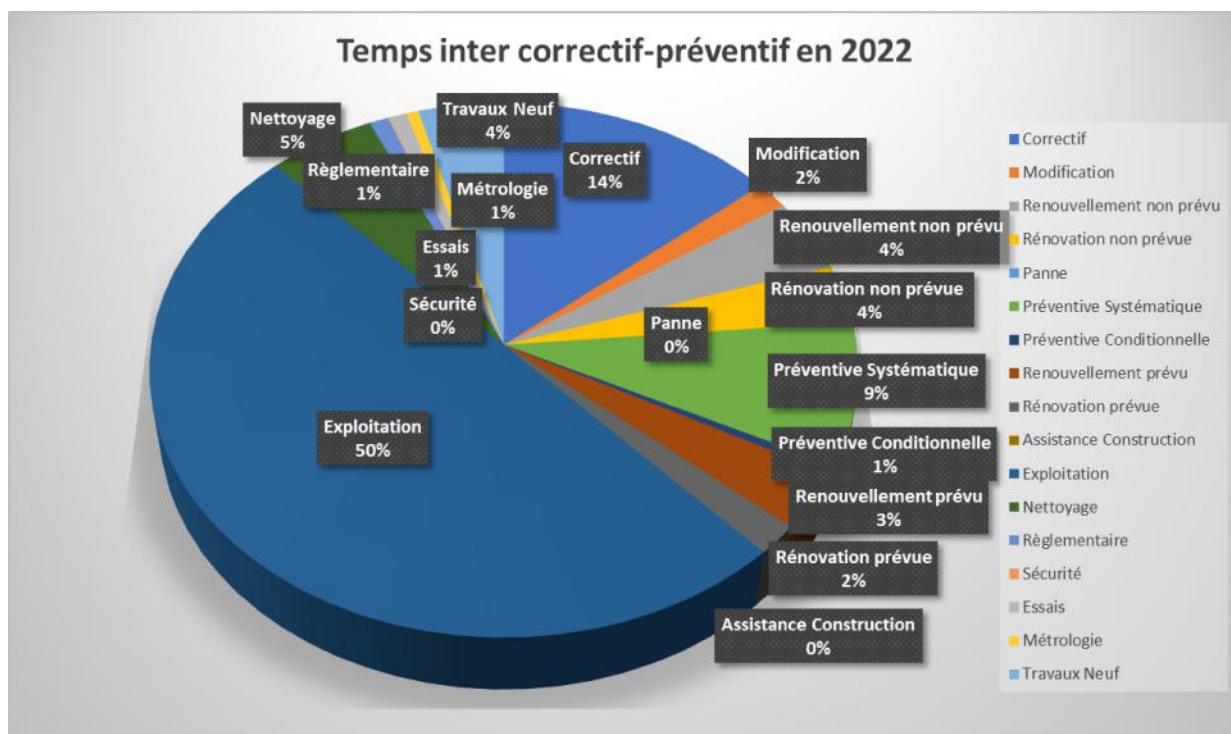
Les maintenances apparaissent sous deux formes :

- Les maintenances préventives, qui se répartissent elles-mêmes en :
 - maintenance préventive systématique** : pour les équipements nécessitant une visite calendaire ainsi que pour les contrôles périodiques réglementaires,
 - maintenance préventive conditionnelle** : pour les équipements d’une technicité plus lourde demandant un suivi de l’état général avant de programmer une tâche de maintenance. Ce suivi est réalisé à partir des contrôles non-destructifs (analyse vibratoire, contrôle thermographique, analyse d’huile, ...),

A titre d’exemple, vous trouverez en annexe n°11 les gammes de maintenance de la STEP MAERA.

- les maintenances correctives, venant compléter les actions de maintenance préventive.

Le graphe ci-dessous présente la répartition des temps de maintenance sur la STEP MAERA par type d’intervention pour 2022 :



Le tableau ci-dessous présente l’évolution des interventions correctives entre 2020 et 2022 sur l’usine de MAERA :

	2020	2021	2022
Nombre d’interventions correctives	329	317	439
% correctif en temps passé	33 %	29 %	17 %

Avec une part de 17 % du temps de maintenance consacrée aux interventions correctives, le niveau de maîtrise du fonctionnement des équipements est satisfaisant, traduisant une bonne gestion du vieillissement

des équipements. Cela traduit également la qualité de la maintenance préventive, aussi bien en termes d'adéquation des gammes de maintenance, que des techniques de maintenance utilisées.

→ **Maintenance préventive conditionnelle**

La maintenance préventive conditionnelle s'applique pour les équipements d'une technicité plus lourde qui demandent un suivi de l'état général avant de programmer une tâche de maintenance. Ce suivi est réalisé à partir des contrôles non-destructifs.

La maintenance conditionnelle se fonde sur la mesure et l'analyse de données issues de capteurs, fixes ou mobiles, pour prédire une défaillance. Les techniques de maintenance conditionnelle mises en œuvre sur l'usine de MAERA sont :

💧 la thermographie,

Cette analyses est effectuées annuellement. En effet, un résultat d'analyse pris isolément ne s'inscrit pas dans les objectifs d'une maintenance conditionnelle, c'est seulement la comparaison des résultats (entre chaque année) qui permet un diagnostic.

Ce contrôle est mis en œuvre sur les équipements stratégiques.

✓ **Contrôle thermographique**

Le thermogramme fait apparaître le point le plus chaud, ce qui localise précisément le défaut. En terme de maintenance préventive, l'inspection annuelle est utile pour les matériels de criticité importante, les armoires électriques et les cellules d'arrivée et de distribution électrique. Les résultats nous servent à déclencher des interventions correctives si nécessaire.

La thermographie permet d'identifier :

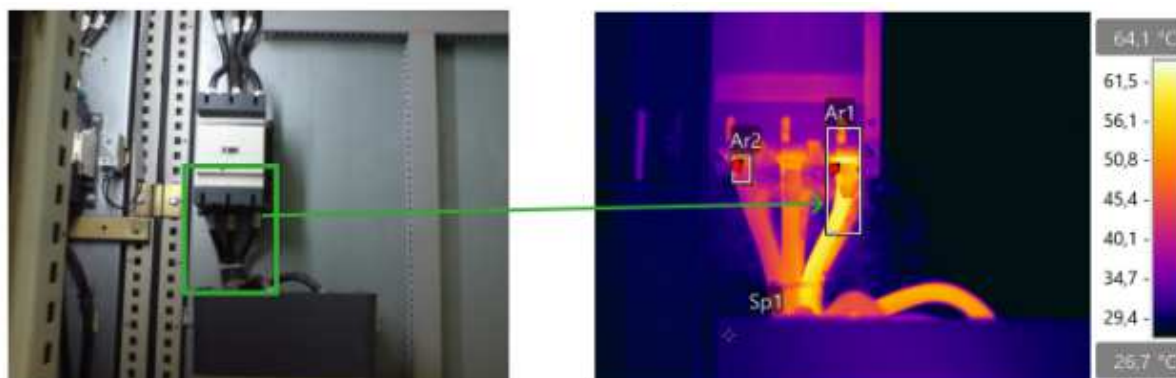
- 💧 mauvais serrage de connexion,
- 💧 cosse mal sertie,
- 💧 contact trop résistant ou défectueux,
- 💧 connexion mal réalisée,
- 💧 appareillage défectueux,
- 💧 échauffement mécanique,
- 💧 surchauffe d'installations.



Contrôle thermographique réalisé en 2022

Exemple de fiche d'anomalie et de traitement :

Echauffement anormal constaté au niveau d'une connexion en aval du contacteur.



Photographie local électrique prétraitement (Gauche)– Thermogramme (Droite)

Cet échauffement anormal était causé par un desserrage de la borne de connexion concernée. Le conducteur a été remplacé et les serrages repris.

L'ensemble des anomalies constatées lors du contrôle thermographique ont été traités.

→ **Maintenance préventive systématique**

La maintenance préventive systématique s'applique pour les équipements qui nécessitent :

- 💧 une visite calendaire,
- 💧 les contrôles périodiques réglementaires.

✓ **Visites calendaires**

ENTRETIEN ANNUEL DU POSTE DE LIVRAISON EDF

L'installation électrique de MAERA est constituée :

- 💧 d'un poste de livraison qui alimente une boucle interne HTA,
- 💧 d'une boucle interne HTA alimentant 3 postes secondaires (prétraitement – biologique – biofiltration).

Dans le cadre de l'entretien annuel des cellules HTA et des transformateurs de l'usine, une séparation avec le réseau EDF est nécessaire. Cet entretien annuel comprend :

- 💧 un nettoyage (chemin de câbles, câbles et jeux de barre, grilles d'aération, portes et sol, dépoussiérage par brossage et aspiration de l'intérieur des cellules HTA, ...),
- 💧 des travaux sur les cellules HTA (contrôle de l'état général des cellules, des connexions et des têtes de câbles, vérification des circuits de mise à la terre, contrôle du bon fonctionnement des tringleries des interrupteurs et des sectionneurs de mise à la terre, contrôle mécanique des déclencheurs à fusion fusibles, contrôle des voyants présence tension avant coupure, contrôle du niveau d'huile dans les disjoncteurs à huile, ...),

- des travaux sur transformateur HTA (contrôle de l'étanchéité de tous les composants du transformateur, contrôle du niveau du diélectrique et complément si nécessaire, contrôle visuel des connexions HTA, contrôle du serrage des connexions, test du DGPT2, ...

Ces travaux ont été réalisés le 13 octobre 2022.



Entretien annuel des cellules HT et du poste de livraison

ENTRETIEN DES GROUPES ÉLECTROGÈNES

Afin de pallier toute coupure prolongée de courant au niveau du distributeur d'électricité, l'utilisation d'un groupe électrogène permet d'assurer l'alimentation des équipements indispensables à la sécurité des personnes et au maintien d'un service minimum de l'usine afin d'éviter tout déversement au lez.

3 groupes électrogènes sont installés sur l'usine :

- prétraitement,biologique,
- digestion-Biofiltration.




Localisation	Détails	Conséquences en cas de dysfonctionnement
Prétraitement Déshydratation	2 groupes : <ul style="list-style-type: none"> Puissance groupe 1 = 1 875 kVA Puissance groupe 2 = 1 100 kVA 	Déversement entrée usine Arrêt déshydratation Arrêt de l'évacuation de boues.
Biologique Décantation	Puissance groupe = 1600 kVA	Colmatage des biostyrs By-pass Ecrêtage/biostyrs
Digestion Biofiltration	Puissance groupe = 1500 kVA	By-pass entrée biostyrs


Détail et fonction des groupes électrogènes

Pour garantir le bon fonctionnement des groupes électrogènes de secours et prolonger leur durée de vie, il est effectué une maintenance appropriée et spécifique de chacun des systèmes qui composent ces équipements : le moteur mécanique, l'alternateur, le châssis, le réservoir de combustible, la batterie et le tableau de commande.

Étant donné leur faible temps de marche en charge (environ 200 heures/machine depuis 2005), il n'est pas possible de suivre les préconisations du constructeur qui prévoit un calendrier d'entretien standard toutes les 250, 500, 1000, 2000, 3000 et 6000 h de service.

En conséquence, pour ce type de fonctionnement, il est réalisé l’entretien spécifique suivant pour garantir leur bon démarrage en cas de besoin :

-  tous les mois : vérification du niveau d'huile, d'eau et de combustible, du dispositif de réchauffage du moteur et de l'état de la source utilisée pour le démarrage (batterie et air comprimé),
-  tous les 2 mois : mise en marche à vide,
-  tous les semestres : entretien mécanique + mise en marche en charge.

		ADRESSE CLIENT MAIRIE de la Sorbonne Chargé de la Circulation 34000 LACTIEU		CONTRAT	
MATÉRIEL REMPLACÉ Rien		MATÉRIEL À REMPLACER (Fournir tous les références, dimensions et photos des pièces défectueuses)		MOTEUR Marque: CAT Type: 1406 N°: 12284419	
				ALTERNATEUR DU POMPE Marque: AC4000K Type: AC N°: 1000000000	
				TRANSPORT Alés de: 4 Retour de: 9	
OBSERVATIONS				HEURES TRAVAILLÉES Total:	
VISITE SEMESTRIELLE				ÉCHELON Huit: 11/2019 Sept: 11/247026	
Date: 22/11/2022	Nom client: Lactieu	Num Technicien:	Num Véhicule:	Type: SE sur Auto	HT: 1750
INSPECTION VISUELLE					
Perte huile, gaz, eau, air: OK	Connexions serrées: OK	Adaptation local: OK			
Niveau huile: OK	Fuite de liquide: OK	Propreté alternateur: OK			
Connexions sécurisées: OK	État sanitaire: OK	Propreté radiateur / aéro: OK			
VÉRIFICATION À L'ARRÊT					
Indicateurs tableaux instruments: OK	Accouplement: OK	Connexions diploèmes alternateur: OK			
Bouchon radiateur au vue d'usure: OK	Finition moteur: OK	Aspect diploèmes / Contrôle tableau: OK			
Antigel et PMA aux prélevement Adip: OK	Finition turbo: OK	Changement de batterie: OK			
Courroie et tendeur: OK	Finition échappement: OK	Connexions air: OK			
Alimentation réchauffage: OK	Perte amortisseurs: OK				
ESSAI ET CONTRÔLES					
VALEURS MESURÉES		VALEURS MESURÉES			
Démarreur manuel: OK		Puissance:	4.00 kW		
Démarreur auto: /		Pression huile (bar):	200		
Niveau huile: OK		Température eau CO2:	40°C		
Niveau eau: OK		Température échappement:	/		
Niveau fuel: OK		Indicateurs divers:	OK		
Niveau huile réchauffeur: /		Visites de contrôle:	OK		
Niveau eau réchauffeur: OK		Installation valve:	OK		
Couverture manuel: /		Adaptation local:	OK		
Couverture auto: /		Alimentation local:	OK		
Répartition de charge: /		Escalier alternateur:	OK		
Niveau DV: 40/1000		Amortisseurs:	OK		
Capacité DV: 1000		Capacité batterie:	OK		
Vitesse à vide (Tr/min): 1000/1000					
Vitesse en charge (Tr/min): /					
Intensité (Amp): /					
MAINTENANCE					
Vérification batterie: OK	Nettoyage préfiltre à l'huile: /	Appoint carburant: /			
App. batterie: /	Purgé réservoir d'air: /	Contrôle PMA à air: /			
Vissage moteur + régulateur: /	Purgé réservoir air: /	Graissage traitées: /			
Remplacement filtres à huile: /	Vissage eau: /	Graissage roulement: /			

Rapport de visite de contrôle semestriel du 22 novembre 2022

La mise en marche en charge permet de tester la tenue en puissance, l'équilibrage du moteur, les éventuelles fuites, le bon refroidissement, le turbo opérationnel, et l'automatisme du contrôle commande. De nombreux autres contrôles sont également réalisés à cette occasion.

Tous les ans : en complément de la visite semestrielle, il est effectué le changement de l'huile, des filtres à huile et à gasoil, ainsi que du pré-filtre du gasoil, le cas échéant.

→ Contrôles réglementaires

Les principaux contrôles réglementaires réalisés et pris en compte dans le plan de maintenance sont ceux repris dans le tableau ci-dessous :

Equipement	Type vérification	Date contrôle
Contrôle annuel sorbonne laboratoire	Vérification	07/11/2022
Lignes de vies dessableur	Vérification	01/12/2022
Ascenseurs	Contrôle technique de l'installation dans son ensemble (présence des dispositifs de sécurité, absence de défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes)	01/04/2022

Equipement	Type vérification	Date contrôle
Vérification de l'instrumentation pour l'autosurveillance	Certificat de bon fonctionnement	S29/2022
Vérification de l'instrumentation pour l'autosurveillance	Certificat de bon fonctionnement	27/07/2022
Canalisations / brides	Détection et mesure des fuites de biogaz	06/01/2022
ATEX	Audit annuel d'adéquation des matériels en zone ATEX	06/01/2022
Conduits de fumées, cheminées	Chaudières, Ramonage, Torchère	27/09/2022
Climatisation	Contrôle étanchéité des équipements contenant des fluides frigorigènes ou gaz fluorés	13/01/2022
Protection cathodique	Contrôle Protection cathodique	21/11/2022
Clapets du diffuseur Anode Niveau boues dans diffuseur	Vérification avec film d'inspection	08 et 09/2022
Balises cardinales et lumineuses Chaînes et bouées	Entretien annuel	08 et 09/2022
Souille, assise conduite émissaire, matelas de protection	Bathymétrie émissaire : fourniture d'un film d'inspection	25-26/03/2022
Recherche de fuites partie maritime	Recherche de fuites column data	25-26/03/2022
Contrat maintenance	Panache odeurs	10/11/2022
Cuves, bassins, réservoirs contenant des produits corrosifs (Soude, acide sulfurique, hypochlorite de sodium, ...)	Vérification	18/01/2022
Performance système désodorisation	Contrôle annuel rendement des 2 files de désodorisation	01/06/2022
Disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable	Vérification	17/06/2022
Bloc Autonome d'Eclairage de Sécurité (BAES)	Contrôle manuel et maintenance complète des BAES selon 13 points de contrôle : - Vérification des lampes, de la batterie, de la signalisation, de la fixation, de l'état physique, de la télécommande de mise au repos, nettoyage complet...	20/04/2022 11/2022
Bloc Autonome d'Eclairage de Sécurité (BAES)	Vérification de l'autonomie des batteries en l'absence d'alimentation électrique Minimum 1h pour les BAES Les résultats des vérifications doivent être consignés dans le registre de sécurité	04/04/2022

Equipement	Type vérification	Date contrôle
Installation électrique	Vérification annuel (+ éventuellement sur mise en demeure de l'inspecteur du travail)	20/04/2022
Alimentation de secours : batteries chargeurs onduleurs	Vérification	12/10/2022
Cogénération	Contrôles producteurs d'électricité de cogénération	16/02/2022
Harnais – Masque complet filtrant – Longe – Tropode – Gilet auto-gonflant – Stop chute	Vérification	09/02/2022
Cogénération/chaufferie capteurs CH4	Vérification Contrôle et étalonnage	30/03 + 24/10 + 23/12
Centrales gaz CH4, H2S, HC	Vérification Contrôle et étalonnage	06/04/2022
Dispositifs de protection contre la foudre	Vérification visuelle	23/09/2022
Site	Dératisation du site	13/09/2022
Composition biogaz	Analyse de composition	29/04/2022
Rejets atmosphériques torchère, chaudières, GE	Flux/concentration rejeté Vitesse	27/04/2022
Niveau sonore	Mesure niveau émission sonore (tous les 3 ans)	27/08/2020
Extincteurs	Vérification de l'aptitude de chaque extincteur à remplir sa fonction et du maintien en conformité de l'installation	30/08/2022
Désenfumage	Vérification	01/06/2022
Installation de détection incendie	Examen du livret des consignes, du registre et des plans d'installation Inspection visuelle des détecteurs, du câblage et de la batterie Essai de fonctionnement des sources d'alimentation, du signal de dérangement, des détecteurs et des signaux d'alarme	06/07/2022
Système d'alarme acoustique et lumineux	Vérification de la sirène incendie	20/01 + 06/07/2022
Manuscopique	Contrôle réglementaire LEVAGE annuel JCB	15/02 +18/08/2022
Moyens de levage - Ensemble usine	Examen de l'état de conservation	S18/2022
Elingues	Vérification	06/10/2022
Palans électriques	Examen de l'état de conservation	17-18/11/2022
Appareils vibratoires centrifugeuses	Vérification visuelle + essai de fonctionnement et contrôle de l'état des indicateurs	30/05/2022
Pont bascule		30/06 + 28/10/2022
Portails	Vérification	03/11/2022

Principaux contrôles réglementaires réalisés en 2022

Les remarques notifiées dans les rapports ont été traitées.

4.2 L'efficacité de la collecte

4.2.1 La maîtrise des entrants

→ *Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- 💧 améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- 💧 préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- 💧 garantir les performances du système de traitement,
- 💧 garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- 💧 respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- 💧 à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- 💧 après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- 💧 après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 24 mars 2022) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 24 mars 2022, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- 💧 la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- 💧 l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- 💧 l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

4.2.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

→ La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

Nombre de points de rejet	2022
Nombre d'usines de dépollution	1
Nombre de déversoirs d'orage	1

Un système de collecte et de traitement des eaux usées ne peut pas être dimensionné pour recevoir l'ensemble des eaux par temps de pluie. Dans certains cas, des bassins de stockage sont mis en place pour retenir les premières eaux contenant une forte charge polluante du fait du lessivage des réseaux, comme par exemple le bassin d'orage des Aiguerelles ou les 3 bassins de stockage de la STEU MAERA.

Par temps de pluie, les effluents en excès (donc non stockés) sont déversés au milieu naturel au niveau de déversoir d'orage (ouvrage permettant d'accepter un certain volume d'eau et rejetant l'excès) ou des trop pleins des postes de relèvement (déversement en cas de volume trop important ou sécurité de l'ouvrage en cas de dysfonctionnement des pompes).

Le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA s'accompagne d'un programme de travaux sur le système de collecte des eaux usées dont l'un des objectifs principaux est de limiter les déversements du réseau unitaire (eaux pluviales et eaux usées), principalement situé sur Montpellier, vers le milieu naturel.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » [P255.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire

	2020	2021	2022
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	110	110	110

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Éléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Étude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	10
Total Partie A	100	100
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		

Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	10
Total:	120	110

→ **La maîtrise des transferts et des déversements vers le milieu naturel :**

Le nombre de points de rejet auto surveillés au milieu naturel recensés sur le contrat de l'usine MAERA est détaillé comme suit :

Nom	Commune	Classement <120, > 120, > 600	Milieu de rejet
DO Aiguerelles	Montpellier	>600	Le Lez

Le bilan annuel 2022 des données d'autosurveillance est présenté dans le tableau ci-dessous :

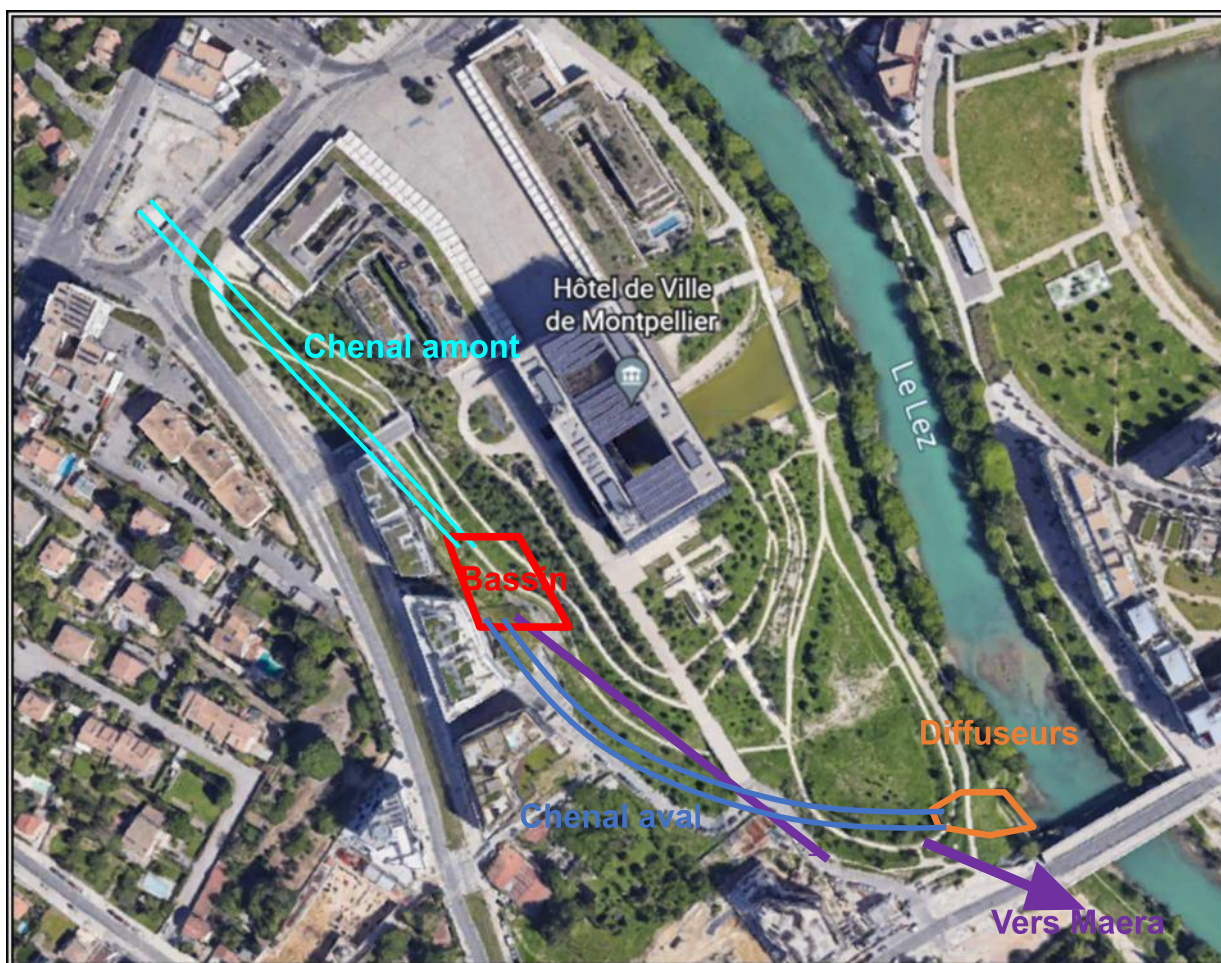
Point de déversement	Capacité	Nombre Dévers.	Durée Dévers.	Volum e Dévers é	Rejets DCO	Rejets MES	Rejets DBO5
		nb/an	min/an	m ³ /an	kg/an	kg/an	kg/an
BO Aiguerelles (SC Mtp)	>600	15	2 190	565 060	276 221	199 036	86 479
Total des Volumes déversés		15	2 190	565 060	276 221	199 036	86 479

La maîtrise des transferts et des déversements vers le milieu naturel est conditionnée à l'entretien de certains ouvrages du périmètre contractuel, à savoir :

→ **Le bassin d'orage des Aiguerelles**

Le réseau unitaire du centre-ville de Montpellier est équipé d'un bassin d'orage, le bassin d'orage des Aiguerelles, de 20 000 m³ de capacité. Ce bassin d'orage, enterré, est situé en amont de l'usine au niveau de la Mairie de Montpellier. Il est constitué :

- 💧 d'un chenal amont,
- 💧 d'un chenal aval,
- 💧 d'un diffuseur se déversant dans le lez.



Localisation du bassin des Aiguerelles

Ce bassin de stockage/restitution soulage la station d'épuration Maera en aval, par temps de pluie. Il se remplit par déversement du réseau unitaire en cas de précipitations importantes, et se vidange par pompage en fin d'évènement pluvieux.



Travée de remplissage

Les travaux d'amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles achevés en septembre 2019 ont permis l'amélioration de l'exploitation de l'ouvrage :

- 💧 limitation de l'intrusion des sables et des déchets,
- 💧 amélioration des conditions d'intervention en sécurité des équipements (vannes d'isolement du bassin),

- 💧 amélioration des vitesses du transit des effluents permettant l'autocurage du chenal amont (augmentation des quantités de sable en entrée de l'usine de MAERA).

✓ **Nettoyage des dégrilleurs :**

Afin de garantir un bon fonctionnement du bassin, c'est à dire un remplissage du bassin et éviter des déversements anticipés par colmatage des dégrilleurs dû aux différents déchets qui obstruent les dégrilleurs il est réalisé un nettoyage des dégrilleurs fins à l'entrée des bassins après chaque épisode pluvieux. Pour réaliser cet entretien, il est nécessaire de :

- 💧 mettre en place une procédure CATEC, car les opérateurs évoluent en espace confiné,
- 💧 assembler une passerelle afin de se déplacer sur le chenal temps sec,
- 💧 se déplacer avec la passerelle sur le chenal temps sec,
- 💧 enlever manuellement tous les déchets accumulés le long des dégrilleurs (lingettes, filasses, ...).

Cette opération nécessite l'intervention de 3 personnes.



Dégrilleurs Avant / Après Nettoyage

✓ **Gestion des nuisances olfactives :**

Afin de traiter les nuisances, le bassin est équipé d'une désodorisation par filtration chimique. Ces absorbants sont des billes d'alumines imprégnées de manière homogène par des oxydants puissants, ayant la capacité de se combiner chimiquement avec les polluants pour les transformer en sels et éliminer ainsi les molécules malodorantes.

L'air pollué entrant dans l'unité de filtration passe en premier sur un étage de filtration dont le but est de retenir les poussières et particules contenues dans l'air ainsi que l'humidité.

L'objectif de cette filtration est de préserver du colmatage les charges de filtration chimique suivantes.

Tous les ans, nous procédons à un changement des préfiltres, avant que les charges de poussières humides, pouvant former des boues, ne migrent vers les cassettes d'absorbants.



Changement des préfiltres de l'unité de désodorisation

Filtre ancien (Gauche) – Filtre renouvelé (Droite)

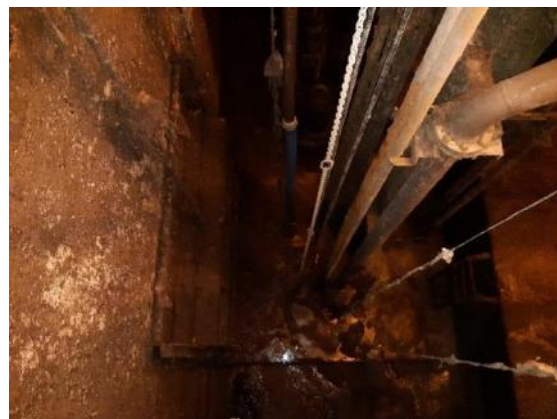
L'unité de traitement du Bassin des Aiguerelles est constituée de 3 étages de filtration :

- 💧 le premier pour l'H₂S et autres composés organiques soufrés,
- 💧 le second pour les autres polluants,
- 💧 le troisième pour les COV issus de produits pétroliers.

✓ Nettoyage du bassin :

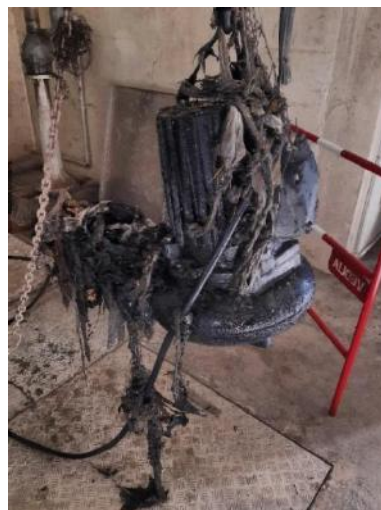
Le nettoyage du radier devait s'effectuer automatiquement. Toutefois, le bassin nécessite après chaque pluie l'intervention d'un électromécanicien pour réaliser manuellement les chasses d'eau afin de nettoyer les couloirs du compartiment 2 dont les lavages automatiques n'ont jamais fonctionné intégralement. Cette intervention mobilise 2 personnes pendant 4 h :

- 💧 1 personne en intervention dans le bassin,
- 💧 1 personnes hors zone CATEC.



Du fait, de l'accumulation de matière dans la fosse de vidange et de l'impossibilité d'évacuer ces dépôts par les pompes, 2 interventions par an sont nécessaires avec un hydrocureur et 2 agents hydrocureurs.

Les contraintes de fonctionnement des dégrilleurs en entrée de bassin, on conduit la Maîtrise d'ouvrage à modifier en 2021, le batardeau de surverse au-dessus des dégrilleurs. Cette modification a pour effet d'augmenter la quantité de déchets récupérée dans le bassin d'orage après les phases de remplissage. La fréquence de nettoyage de la fosse est ainsi augmentée.



Entretien de la pompe de vidange (gauche) et de la pompe à boues (droite) bouchées par les filasses et lingettes qui sont passées au-dessus des dégrilleurs et accumulées dans la fosse de vidange

✓ Démoustication :

Le bassin peut rester plein quelques heures à plusieurs jours en fonction de l'épisode pluvieux et du ressuyage. Les eaux stagnantes sont un paradis pour les moustiques car elles présentent des conditions idéales pour que les femelles puissent pondre leurs œufs.

C'est pourquoi, nous effectuons des campagnes de démoustication en partenariat avec l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du littoral méditerranéen (EID Méditerranée) :

- 💧 1 fois par mois au printemps et en automne,
- 💧 1 fois tous les 15 jours en été.

→ L'émissaire de rejet en mer

Les eaux traitées seront rejetées via un émissaire existant en mer méditerranée. Cet émissaire est constitué de l'amont à l'aval des éléments suivants :

- 💧 un ouvrage de mise en charge situé sur la station de MAERA, en continuité avec l'ouvrage des biofiltres. Il est constitué d'un bassin qui assure l'entonnement de l'eau filtrée dans la conduite DN 1600 mm,
- 💧 un tronçon terrestre en fonte ductile Ø 1600 mm de longueur 5 km,
- 💧 un tronçon lagunaire partie 1 en fonte ductile Ø 1600 mm – longueur 2 km
- 💧 une vanne de régulation de type papillon DN 700 mm située dans l'ouvrage booster. Cette vanne motorisée permet le maintien en charge de l'émissaire quel que soit le débit,
- 💧 un tronçon lagunaire partie 2 : fonte ductile Ø 1600 mm – longueur 2,2 km,
- 💧 un tronçon maritime en PEHD Ø 1480 mm – longueur 11 km dont les 460 derniers mètres, situés à près de 30 m de profondeur, sont équipés de clapets diffuseurs (« becs de canard ») dont l'ouverture varie en fonction de la pression interne dans l'émissaire.



Tracé de l'émissaire en partie terrestre et lagunaire

CONTROLE DE LA PARTIE TERRESTRE ET LAGUNAIRE

A ce titre, en 2022, VEOLIA a réalisé pour la partie terrestre et lagunaire :

- 💧 le contrôle et l'entretien de la protection cathodique,
- 💧 le contrôle et l'entretien des ventouses et des vidanges,

✓ CONTRÔLE DE LA PROTECTION CATHODIQUE

Afin d'assurer la pérennité du réseau, on doit s'assurer d'un fonctionnement permanent du dispositif de soutirage de courant. Un relevé des indications numériques des appareils de mesure (voltmètre, ampèremètre) est réalisé une fois par mois.

Ainsi, lors de la tournée mensuelle de l'ouvrage booster, un électromécanicien effectue la surveillance du bon fonctionnement du poste de soutirage en procédant :

- 💧 à un nettoyage des connexions si besoin et une vérification du bon serrage des connexions,
- 💧 à un relevé mensuel des valeurs de tension et d'intensité.

Il est indispensable de contrôler l'intensité. Cette mesure permet :

- 💧 d'une part de comparer le besoin réel en courant avec la valeur prise dans les calculs pour la densité de courant de protection.
- 💧 d'autre part d'évaluer éventuellement le coefficient de dégradation du revêtement, de détecter les évolutions des conditions de corrosion du milieu et ainsi d'apporter les corrections appropriées.



✓ CONTRÔLE ANNUEL DES MESURES DE POTENTIEL

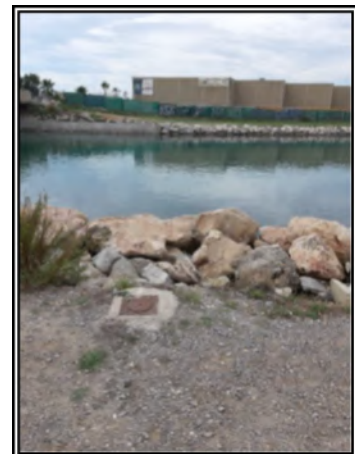
Afin de vérifier que la canalisation à protéger répond bien aux critères de protection cathodique assurant sa protection contre la corrosion, des mesures sont réalisées le long de l'ouvrage. La canalisation n'étant pas directement accessible, des prises de potentiel ont été aménagées pour réaliser des mesures.

Le critère de protection cathodique retenu pour la protection contre la corrosion électrolytique des canalisations enterrées en acier est celui du potentiel à courant déclenché inférieur à - 850 mV, mesuré par rapport à une électrode Cu/CuSO₄ posée à proximité de la conduite.

Ainsi, tous les ans, il est effectué les mesures du potentiel d'électrode de la structure avec un équipement approprié afin de s'assurer que les critères de potentiel établis soit - 850 mV/CuSO₄ sont bien atteints en présence de courant alternatif sur la canalisation.

Ce contrôle annuel a été réalisé le 21 novembre 2021 sur les prises de potentiel situées :

- 💧 Point 1 - Rond-point des 4 vents : 43.540013 / 3.897643,
- 💧 Point 2 - La Canalette : 43.527357 / 3.919186,
- 💧 Point 3 - Canal du Prevost : 43.520571 / 3.912067.



Localisation des 3 points de mesure

L'ensemble des mesures électriques réalisées montre un bon fonctionnement du dispositif de protection cathodique par courant imposé.

Après augmentation du débit du poste, les mesures obtenues sont conformes à la norme NF EN ISO 15589-1 de septembre 2017 : « Industrie du pétrole, de la pétrochimie et du gaz naturel. Protection cathodique des systèmes de transport par conduites – Part 1 : conduites terrestres ».

Les essais sur témoins calibrés représentant un défaut de revêtement simulé indique une bonne réaction du dispositif de protection en cas de l'apparition d'un défaut de revêtement :

- 💧 le potentiel est abaissé de plus de 300 mV,
- 💧 la densité reçue par les témoins sont satisfaisantes.

Les courants vagabonds ne présentent pas, à ce jour, de caractère dommageable.

✓ ENTRETIEN DES VENTOUSES DE L'ÉMISSAIRE – 2 CONTRÔLES ANNUELS RÉALISÉS

Un entretien et une maintenance des ventouses de l'émissaire sont réalisés annuellement, et au besoin suite à un constat de dysfonctionnement.

Les principales tâches d'exploitation concernent:

- 💧 le démontage du carter, chapeau,
- 💧 vérifier et nettoyer le contrôleur et son orifice,
- 💧 l'inspection des pièces mobiles et des joints (flotteur, ...).

Certaines opérations de maintenance peuvent alors être réalisées :

- 💧 déboucher ou changer la tuyère,
- 💧 changer le corps du chapeau,
- 💧 renouveler le joint d'isolement,
- 💧 changer le flotteur,
- 💧 ...

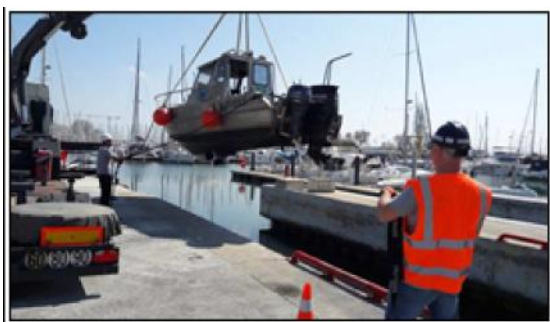
CONTROLE DE LA PARTIE MARITIME

Concernant la partie maritime, VEOLIA a réalisé :

- 💧 un relevé bathymétrique multifaisceaux,
- 💧 le contrôle des bouées et de l'émissaire sur les 500 derniers mètres,
- 💧 l'entretien de la bouée Ouest.

✓ RELEVÉ BATHYMÉTRIQUE PART SONDEUR MULTIFAISCEAUX

Le levé bathymétrique au sondeur multifaisceaux permet de restituer avec exactitude l'apparition de surcreusements ou d'atterrissements au voisinage de la conduite. Ce contrôle a été effectué le 25 et 26 mars 2022.



Mise à l'eau de la vedette par semi-remorque (grue hydraulique) depuis le quai du Port de la Grande Motte



Sondeur multifaisceaux situé sous la vedette (à gauche) – Logistique embarquée (Droite)

Pour cette dix-septième intervention de contrôle de l'émissaire de Palavas les Flots, nous ne noterons pas de mouvements sédimentaires importants qui auraient une influence sur le positionnement de la conduite.

✓ CONTRÔLE DES BOUÉES ET DE L'ÉMISSAIRE SUR LES 500 DERNIERS MÈTRES.

Ce contrôle de l'émissaire a été réalisé durant la période estivale d'août en septembre 2022 (en fonction des conditions météorologiques).

Ce contrôle consiste à réaliser l'inspection :

- 💧 de l'état des diffuseurs répartis sur les 500 derniers mètres de l'ouvrage,
- 💧 des quatre bouées de signalisation de l'émissaire : inspection des parties immergées et émergées, état du feu de signalisation, état des chaînes, état des anodes, ...

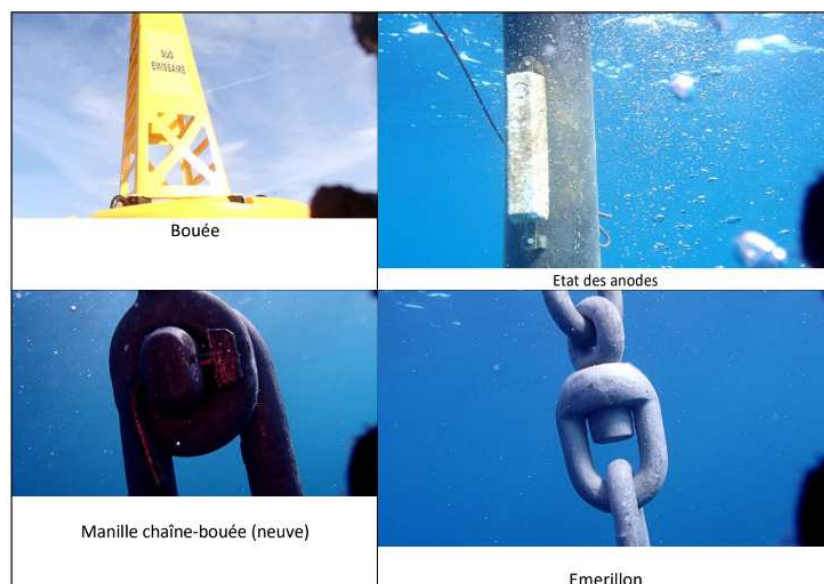


Sur la partie émergée de la bouée se trouve un panneau solaire alimentant un feu de signalisation. Un nettoyage avec tissu doux a été fait sur le panneau puis un contrôle du bon fonctionnement du feu.

Sur la partie immergée, un plongeur, à l'aide d'une grappe à main, retire les moules et coquillages agglutinés sur la chaîne et le fût. Puis, il entreprend une expertise du corps mort, des chaînes, des manilles et de la face immergée de la bouée et de l'anode.

de l'état de la plaque d'obturation aval,

La tape correspond à la plaque d'obturation aval de l'émissaire. Un contrôle des anodes de protection est également réalisé : elles sont en bon état.



Exemple du rapport d'inspection : bouée sud

L'inspection a permis de réaliser l'état des lieux suivant :

Bouée Sud	Bouée Nord	Bouée Ouest	Bouée Est
Etat correct Carénage réalisé en 2021	Etat correct Carénage réalisé en 2018	Etat correct Carénage réalisé en 2019	Etat neuf Carénage réalisé en 2020

Les systèmes des bouées de l'émissaire subissent un vieillissement normal et ne sont pas en péril.

Le contrôle des diffuseurs et de l'ensouillement a permis de vérifier que tous les diffuseurs diffusent correctement. L'ensouillement est correct au niveau des 9 premiers diffuseurs, quasi-nul pour les autres.

→ La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m³) :

Point de déversement	2020	2021	2022
Bassin d'Orage Aiguerelles MONTPELLIER	143 948	349 240	565 060
Total	143 948	349 240	565 060

Charges totales déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kgDBO₅) :

Point de déversement	2020	2021	2022
Bassin d'Orage Aiguerelles MONTPELLIER	23 401	51 382	86 479
Total	23 401	51 382	86 479

4.3 L'efficacité du traitement

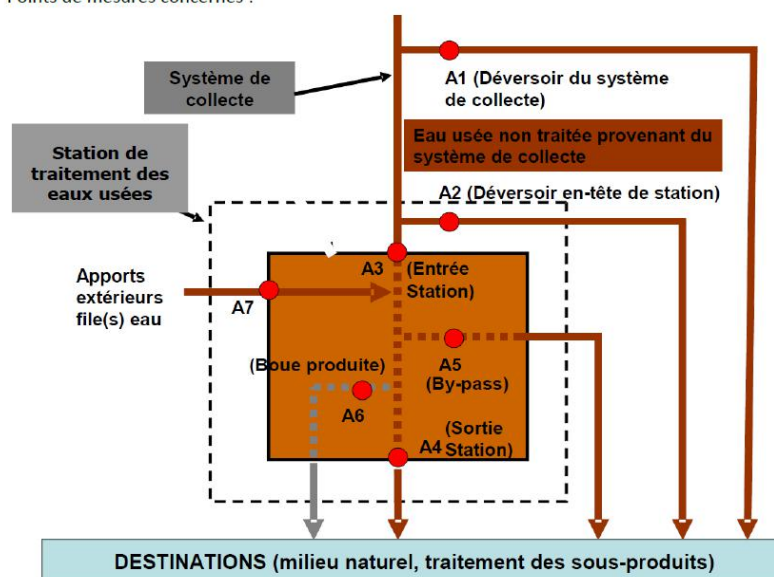
La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. Les règles suivantes sont depuis appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) au-delà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO₅,
- un bilan d'autosurveillance est considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale est basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prend en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif est considéré.

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.

Points de mesures concernés :



Notre outil interne OPUS est aligné sur les mêmes règles que celles retenues par Autostep pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant les règles de calcul définies par l’arrêté de 2015.

Dans le rapport annuel du Délégataire, nous transmettons nos évaluations « exploitant » de la conformité locale. Pour rappel, l’indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d’épuration est à la Charge du Service de Police de l’Eau et n’est pas dû par l’exploitant.

C’est la raison pour laquelle, nous rappelons les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité. En effet, les modalités précises d’évaluation retenues pour évaluer la conformité s’appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l’Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d’application de l’arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l’Eau et la Biodiversité.

4.3.1 Conformité globale

→ La conformité des équipements d'épuration [P204.3]

Cet indicateur **[P204.3]** permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l’article 22 de l’arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n’a pas été communiquée à Veolia à la date d’établissement du présent rapport.

→ La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d’évaluer la conformité de la performance de l’ensemble des stations d’un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il **[P205.3]** est à établir par la Police de l’eau, qui doit l’adresser à l’exploitant en vertu de l’article 22 de l’arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n’a pas été communiquée à Veolia à la date d’établissement du présent rapport.

En l’absence de réception à la date d’établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l’autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d’autorisation, ou à défaut manuel d’autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L’évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s’agit donc d’une évaluation de la conformité locale (et non d’une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

Conformité réglementaire des rejets	à l'arrêté préfectoral
	100,00
STEP MAERA	100,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ **La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]**

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2020	2021	2022
Performance globale du service (%)	100	100	100
STEP MAERA	100	100	100

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

→ **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]**

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

	2020	2021	2022
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100
STEP MAERA	100	100	100

4.3.2 Bilan d'exploitation et conformité par station

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

✓ **L'AUTO-SURVEILLANCE SUR L'USINE MAERA**

Le système de mesure du dispositif d'autosurveillance est opérationnel et fiable. Le contrôle effectué par un organisme agréé indépendant a été sanctionné d'une **note de 9.6/10** le 25 septembre 2022.

Ces bons résultats sont le fruit du travail mis en place dans le cadre de l'autocontrôle.

Date	Equipement	Intervention de maintenance sur le dispositif d'autosurveillance de la Station
31/01/2022 25/02/2022 30/03/2022 22/04/2022 27/05/2022 21/06/2022 20/07/2022 31/08/2022 26/09/2022 11/10/2022 21/12/2022	Débitmètre ultrason canal Entrée 1 Débitmètre ultrason canal Entrée 2 Débitmètre radar sortie STEP Mesure de niveau déversoir d'orage unitaire Mesure de niveau déversoir d'orage séparatif	Contrôle mensuel du bon fonctionnement
21/06/2022	Débitmètre ultrason canal Entrée 1 Débitmètre ultrason canal Entrée 2 Débitmètre radar sortie STEP Mesure de niveau déversoir d'orage unitaire Mesure de niveau déversoir d'orage séparatif Débitmètre ultrason bypass écrêtage Débitmètre alim bassin d'orage Débitmètre Bypass sortie décanté Débitmètre Bypass sortie clarifié Débitmètre Bypass bache eaux sales	Contrôle trimestriel du bon fonctionnement
03/03/2022 27/07/2022 (siemens) 26/09/2022 (cereg) 21/12/2022	Préleveur Entrée Préleveur Sortie Clarificateur Préleveur Sortie Décanteurs Préleveur Bypass Général Préleveur Sortie STEP Préleveur Bypass Réseau Unitaire Bypass Réseau Séparatif Préleveur Sortie Prétraitement Balance entrée et sortie	Contrôle trimestriel du bon fonctionnement
20/07/2022 (E+H) 26/09/2022 (cereg)	Débitmètre ultrason canal Entrée 1 Débitmètre ultrason canal Entrée 2 Débitmètre radar sortie STEP Mesure de niveau déversoir d'orage unitaire Mesure de niveau déversoir d'orage séparatif Débitmètre ultrason bypass écrêtage Débitmètre alim bassin d'orage Débitmètre Bypass sortie décanté Débitmètre Bypass sortie clarifié Débitmètre Bypass bache eaux sales Débitmètre boues centrifugeuse 1 Débitmètre boues centrifugeuse 2 Débitmètre boues centrifugeuse 3 Débitmètre boues centrifugeuse 4 Débitmètre pompe restitution BO1 Débitmètre pompe restitution BO2 Débitmètre pompe restitution BO3 Débitmètre pompe restitution BO4 Débitmètre souverse flottateurs + surverse épaisseurs	Contrôle trimestriel et annuel du bon fonctionnement

Date	Equipement	Intervention de maintenance sur le dispositif d'autosurveillance de la Station
12/07/2022	Balance entrée station	Remplacement de la balance
27/07/2022	Sonde bypass RS	Remplacement de la sonde de niveau
28/08/2022	Température entrée step	Remplacement de la sonde de température
06/09/2022	Balance sortie station	Remplacement de la balance
08/12/2022	Préleveur sortie décanteur	Renouvellement préleveur sortie décanteur
08/12/2022	Préleveur bypass général	Inversement avec le préleveur sortie décanteur

L'ensemble de ces mesures sont consignées dans des fiches de vie.



Auto-contrôle de la sonde de sortie biostyrs

✓ LE LABORATOIRE :

Le laboratoire de MAERA réalise :

- 💧 les analyses d'autosurveillance,
- 💧 les analyses de suivi process.

Les analyses process réalisées sur la file et boues sont essentielles au pilotage de l'usine. Ces analyses sont affichées quotidiennement et partagées avec le personnel exploitation.

Les analyses non réalisées au laboratoire de Maera, telles que la bactériologie, les détergents, les RSDE, métaux, valeur agronomique ..., sont sous-traitées auprès d'un laboratoire accrédité COFRAC.



Analyses en cours par notre technicienne de laboratoire

Le laboratoire de l'Usine MAERA est agréé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et exerce son activité dans le cadre d'une démarche Qualité :

- 💧 des cartes de contrôles sont établies quotidiennement pour pallier à toute dérive analytique,
- 💧 les appareils sont contrôlés quotidiennement par le personnel du laboratoire et annuellement par un organisme extérieur certifié COFRAC,
- 💧 un bureau mandaté par l'agence de l'eau contrôle les dispositifs d'Autosurveillance et réalise des analyses sur les échantillons prélevés chaque année.

Enfin, pour compléter et éprouver cette démarche Qualité, le laboratoire participe tous les ans aux essais inter laboratoires organisés par le Groupe VEOLIA.

Cette démarche apporte la garantie que les résultats sont obtenus selon des méthodes validées, des procédures conformes à des référentiels précis et par du personnel formé et compétent.

STEP MAERA

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

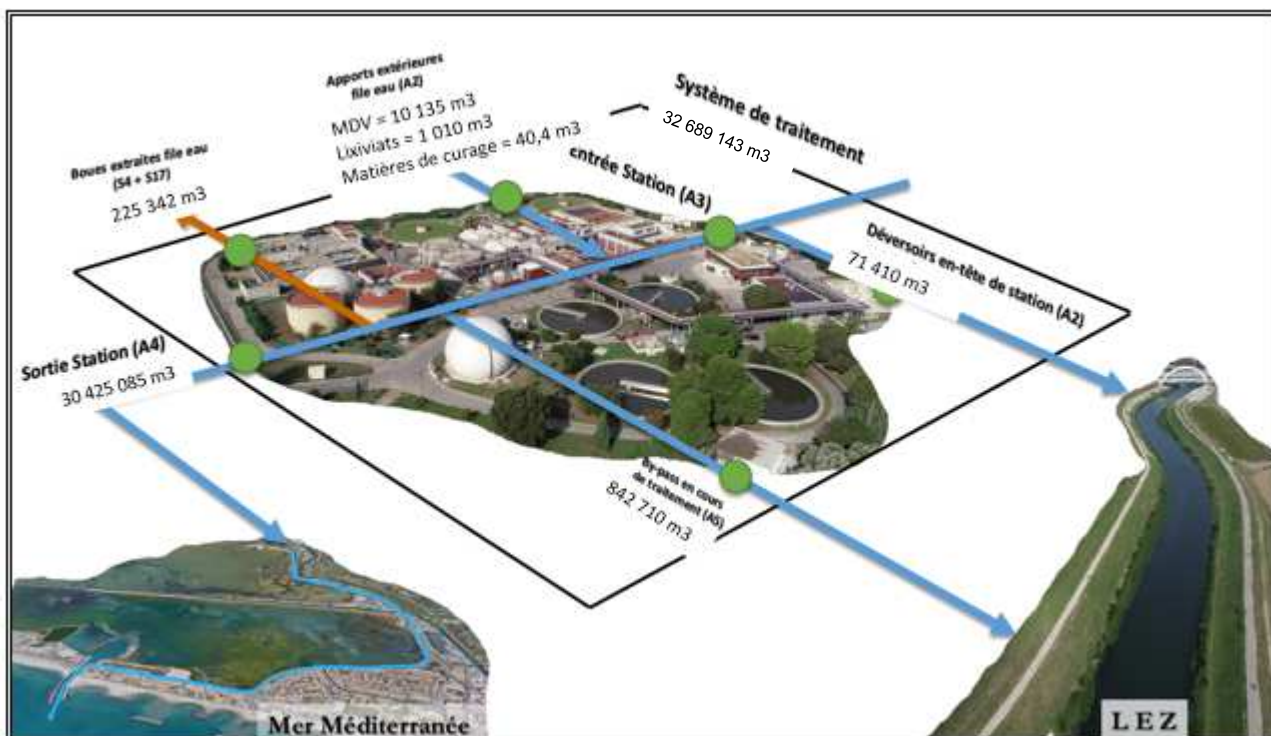
	2022
Débit de référence (m ³ /j)	131 858
Capacité nominale (kg/j)	28 000

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

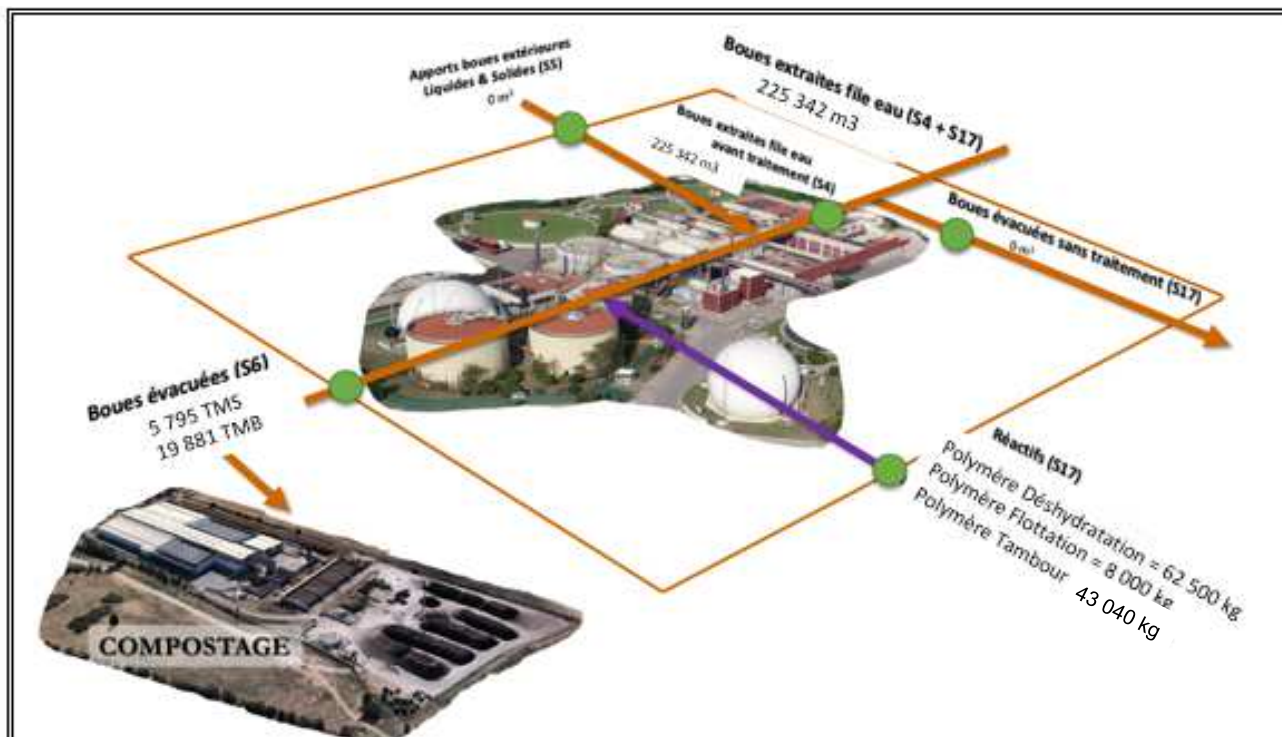
	DCO	DBO5	MES
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)			
moyenne journalière par bilan	125,00	25,00	35,00
Concentration réductible en sortie (mg/L)			
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00
Rendement minimum moyen (%)			
moyen journalier par bilan	75,00	80,00	90,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

FILE EAU



FILE BOUES



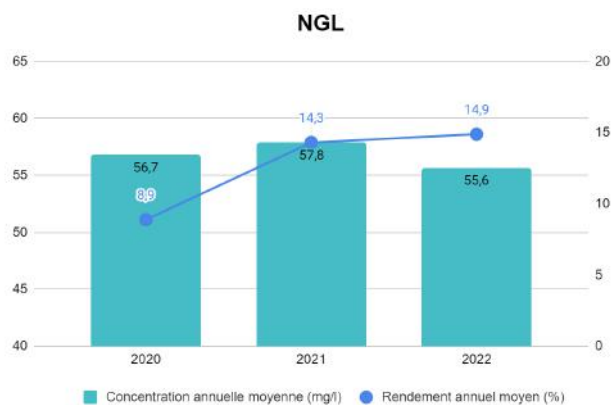
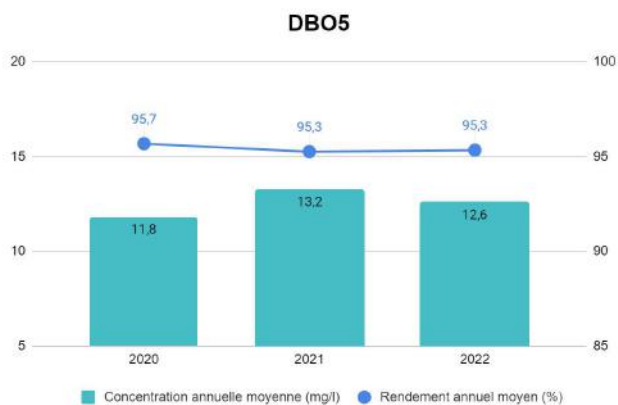
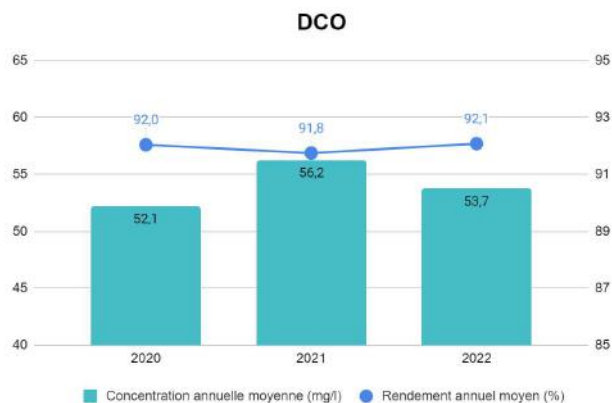
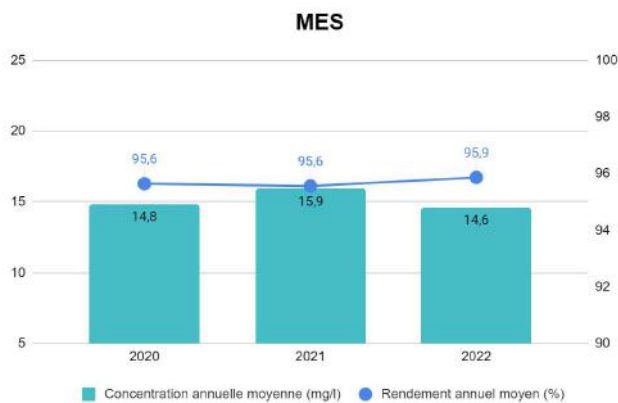
Fréquences d’analyses

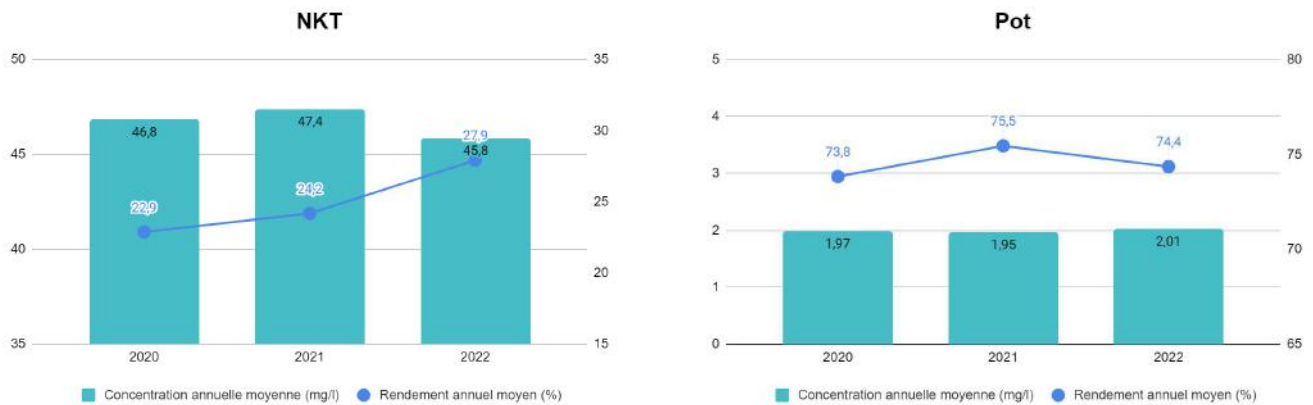
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2022
DCO	365
DBO5	365
MES	365
NTK	208
NGL	208
Ptot	208

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d’eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Réception des matières externes

La station reçoit différents types d'apports extérieurs :

- 💧 des matières de vidange,
- 💧 des matières de curage des réseaux de la collectivité,
- 💧 des lixiviats de la décharge de Castries.

Nous traitons les matières de vidange/mélange matières de vidange & graisses dans la limite des charges admissibles de la station d'épuration.

	2020	2021	2022
Matières de vidanges (m3)	6 944	7 977	6 747
Mélange Matières de Vidange + Graisses (m3)	2 066	2 125	3 385
Lixiviats de Castries (m3)	2 917	1 984	1 010

Réception des produits de curage du réseau de collecte MAERA

L'activité de curage préventif et curatif des réseaux de collecte des eaux usées dits « Réseaux Collecte MAERA » et des postes de refoulement des eaux usées associés, génère des déchets appelés sable de curage qu'il convient de regrouper et d'égoutter avant transfert vers un centre de traitement agréé.

Jusqu'à présent, ces opérations se faisaient à Lunel, sur une plateforme qui n'est plus disponible depuis septembre 2021.

Dans l'attente des travaux d'extension de l'usine qui intégreront la création d'un atelier de traitement des produits de curage, et pour assurer une continuité de service, il a été proposé de réaliser une zone de dépotage utilisant les installations existantes sur la station, à savoir :

- 💧 le pont bascule pour la pesée des produits de curage,
- 💧 la fosse à bâtards du réseau unitaire arrivant à MAERA,
- 💧 le dispositif de grappin et les bennes de refus de dégrillage grossier.

Depuis octobre 2021, les produits de curage sont dépotés directement dans la fosse à bâtards du réseau unitaire.

Les déchets sont repris au moyen du grappin existant et stockés dans les bennes d'évacuation des déchets de refus de dégrillage grossier.

	2020	2021	2022
Produits de curage réseau (m3)	0	34,5	40,38
Produits de curage poste de relevage (m3)	0	1,88	0

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	5 817,0	5 802	5 794,9

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Les boues produites sont envoyées vers des centres de compostage agréé par l'Agence de l'Eau RMC et reconnu entrant dans une logique « produit »

Les boues ont ainsi été valorisées en compost normé NFU 44 095 sur 3 plateformes, situées hors département :

- 💧 SEDE Environnement - Bioterra = 18 334,84 TMB,
- 💧 SEDE Environnement - Sébastopol = 80,60 TMB,
- 💧 ALLIANCE Environnement - Montels = 1 465,08 TMB.

pour un tonnage total de 19 880,52 TMB.





Plateforme de compostage de Bioterra

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage norme NF	19880,5	29,15	5794,9	100,00
Total	19880,5	29,15	5794,9	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

💧 Sables et refus de dégrillage

Dans les réseaux d'assainissement, les eaux résiduaires et pluviales charrient une part importante de matières en suspension et de déchets divers :

- ces déchets divers constituent les refus de dégrillage qui sont stoppés au niveau du dégrillage,
- ces matières en suspension (sables) sont captées essentiellement au niveau des dessableurs.

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022
Transit (t) Refus	534,9	551,6	454,7
Transit (t) Sables	110,1	130,7	107,9

Les sables et les refus sont éliminés en Unité de Valorisation Énergétique où ils sont incinérés pour être valorisés en chaleur et ainsi chauffer des logements et bâtiments.

Lors de chaque orage, nous devons faire face à un afflux massif de lingettes en entrée usine. En effet, lors des périodes de temps sec, les lingettes se sont accumulées dans le réseau d’assainissement.

Concernant les dégrilleurs fins, ceux-ci sont nettoyés par le personnel exploitant manuellement.

Graisses

Les graisses collectées sur l’usine passant par les 4 dessableurs/déshuileurs proviennent :

- des effluents bruts « entrée usine »,
- des graisses issues des bacs à graisses dépotés en mélange avec les matières de vidange.

Ces graisses sont traitées sur site grâce à un Biolix.

4.3.3 La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets

La nouvelle note technique publiée en mars 2022 précise les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE) en entrée et sortie des stations d’épuration de plus de 10 000 EH et renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche par le maître d’ouvrage au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d’épuration. De nouvelles campagnes d’analyses en entrée et sortie station sont à réaliser à partir de fin 2022 et en 2023 et des diagnostics vers l’amont à réaliser ou mettre à jour au regard des résultats des campagnes.



Les résultats des campagnes (substances significatives identifiées) seront communiqués lors du prochain RAD si les campagnes ont été confiées à Veolia et si elles sont finalisées.

Au besoin, Veolia se tient à votre disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ce texte important et évaluer ses conséquences pour votre service.

RSDE

Entre 2018 et 2019, 6 campagnes de recherche de substances dangereuses émergentes (RSDE) ont été réalisées sur la station de traitement des eaux usées de Maera, conformément à "l'arrêté préfectoral N°DREAL/DMMC/2017-008 portant complément à l'arrêté préfectoral n°2005-01-1907 autorisant l'extension, l'amélioration et l'exploitation du système d'assainissement de la station de traitement des eaux usées de Montpellier MAERA et du rejet en mer".

Les composés qui sont ressortis "significatifs" en entrée de la station, c'est à dire à des concentrations supérieures à la norme sont :

-  4-nonylphenols ramifiés,
-  AnthracèneBenzo(a)pyrène,

- 💧 Benzo(b)fluoranthène,
- 💧 Benzo(g,h,i)pérylène,
- 💧 Benzo(k)fluoranthène,
- 💧 Chloroforme,
- 💧 Chrome,
- 💧 Cuivre,
- 💧 Cyperméthrine,
- 💧 Di(2-ethylhexyl)phtalate,
- 💧 Dichlorvos,
- 💧 Dicofol,
- 💧 Diuron,
- 💧 Fluoranthène,
- 💧 Mercure,
- 💧 Nickel,
- 💧 Plomb,
- 💧 Tétrachloroéthylène,
- 💧 Titane,
- 💧 Zinc,
- 💧 Somme 8 PBDE,
- 💧 Somme des BTEX,
- 💧 Somme des 4 HAP,
- 💧 Somme Nonylphénols et éthoxylates de nonylphénols,
- 💧 Somme Octylphénols et éthoxylates d'octylphénols.

Des préleveurs et débitmètres sont placés en entrée et sortie usine.



Entrée usine



Sortie usine

Conformément à l'arrêté préfectoral N°DREAL/DMMC/2017-008 portant complément à l'arrêté préfectoral n°2005-01-1907 autorisant l'extension, l'amélioration et l'exploitation du système d'assainissement de la station de traitement des eaux usées de Montpellier MAERA et du rejet en mer, 6 campagnes de mesures RSDE ont été réalisées en 2022 en entrée/sortie de Maera.

4.4 L'efficacité environnementale

4.4.1 Le bilan énergétique du patrimoine



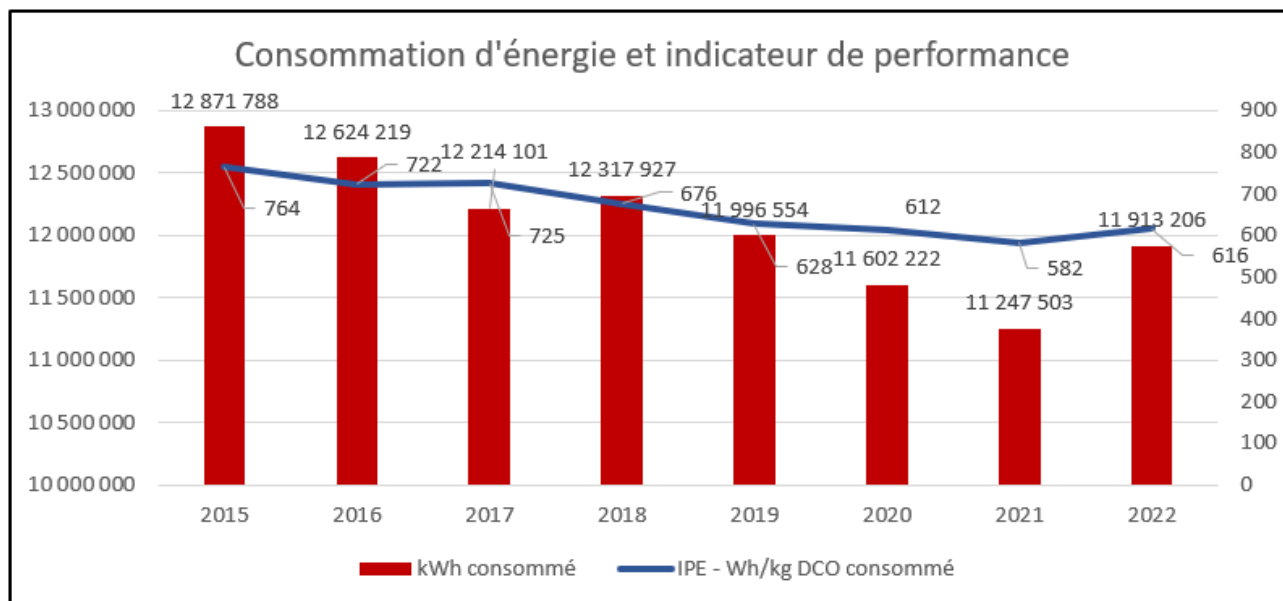
Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Pour 2022 et 2023, dans le cadre du Plan ReSource, nos objectifs ont été rehaussés : il nous est demandé de réduire de 5% notre impact énergétique et d'augmenter de 5% notre production d'énergie sur les 2 années. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2020	2021	2022
Energie relevée consommée (kWh)	12 602 222	11 247 503	11 913 206
Usine de dépollution	11 602 222	11 247 503	11 913 206

Une augmentation de la consommation énergétique a été observée en 2022, notamment liée à l'augmentation des volumes en entrée de station (+2,3%). La mise en service d'un nouvel équipement , un tambour, a aussi généré une augmentation de 65 000 kwh.

Malgré cette augmentation, la DCO éliminée est stable ce qui démontre un fonctionnement correct du traitement.

Désignation	Unités	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Energie consommée	kWh/an	12 871 788	12 624 219	12 214 101	12 317 927	11 996 554	11 602 222	11 247 503	11 913 206
DCO entrée eau brute	kg DCO/an	18 706 099	19 103 487	18 277 043	19 645 075	20 674 193	20 540 069	20 960 840	20 914 780
DCO apports extérieurs	kg DCO/an	-	154 082	106 501	201 704	154 424	159 256	168 239	394 901
DCO sortie eau traitée	kg DCO/an	1 857 956	1 776 845	1 535 442	1 620 086	1 720 149	1 528 253	1 626 370	1 573 805
DCO éliminée	kg DCO/an	16 848 143	17 480 724	16 848 102	18 226 693	19 108 468	18 971 816	19 334 470	19 340 975
IPE	Wh/kg DCO éliminée	764	722	725	676	628	612	582	616

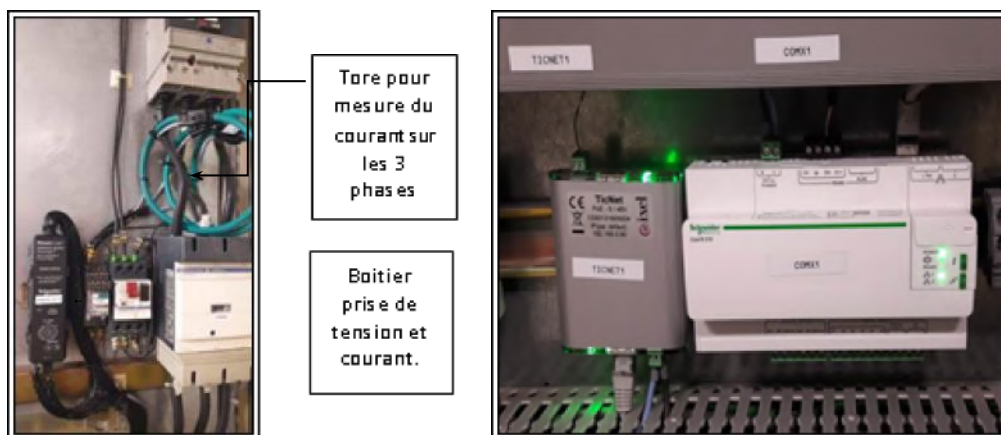


Afin d'améliorer durablement la gestion et pour suivre finement les consommations électriques de l'usine, il a été mis en place en 2017 l'outil de monitoring de la performance énergétique Veolink Energy Care (VEC).

VEC est une solution qui délivre un diagnostic temps réel, complet et permanent de la consommation énergétique des installations, issu des compteurs du plan de comptage et autres variables directement captées des automates, mixant ainsi données énergétiques et données process.

Cette solution permet également :

- 💧 **d'aider l'exploitant à constater d'éventuelles dérives** (dépassements de puissance, consommation anormale) et à régler les consignes de fonctionnement au jour le jour de manière optimale,
- 💧 **d'augmenter la réactivité** de l'exploitant en cas de dysfonctionnement et/ou de baisse de performance des équipements, d'inciter à la mise en œuvre des bonnes pratiques, il s'agit là d'un point essentiel de la performance énergétique,
- 💧 **d'orienter et/ou d'anticiper** les choix de renouvellement en vue d'améliorer la performance énergétique.



Équipements installés dans les armoires : Capteur de courant (TORE en vert), prise de tension et boîtier centralisateur des capteurs (COMX1)

Production de biogaz

Le biogaz produit par les digesteurs est stocké dans un gazomètre puis valorisé par ordre de priorité :

- 💧 par un moteur de cogénération produisant de l'énergie sous forme de chaleur (chauffage digesteurs) et d'électricité revendue à ENEDIS,
- 💧 par 3 chaudières venant en appoint en cas de production insuffisante de chaleur par l'unité de cogénération.
- 💧 par une torchère pour le biogaz en excès.

La production de biogaz a augmentée de 1.3 % en 2022 par rapport à 2021. Une production de biogaz élevée traduit une bonne dégradation de la matière organique et donc d'une baisse de production de boues.

	Unité	2020	2021	2022
Biogaz produit	Nm ³	4 466 510	4 598 854	4 656 775

→ Cogénération

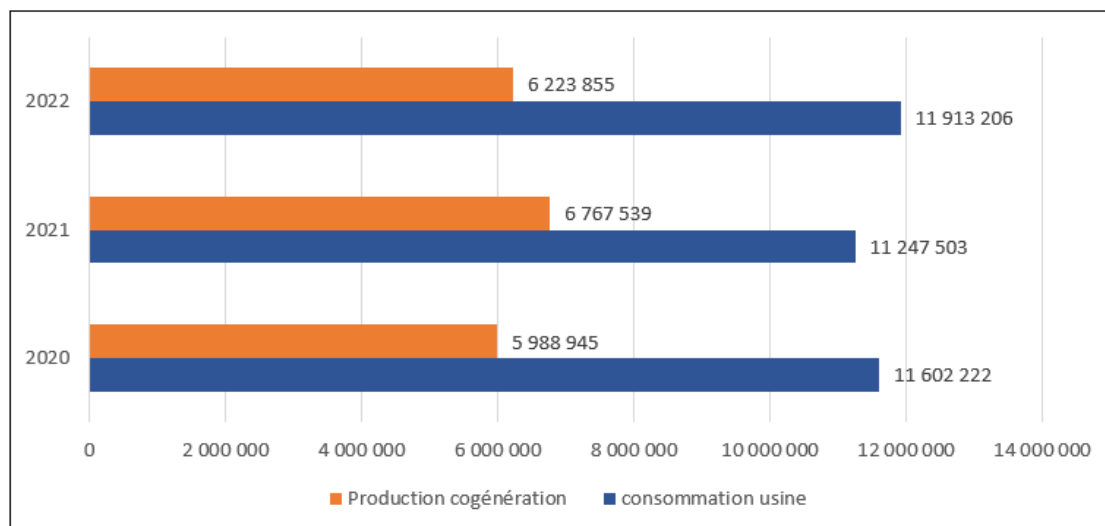
La cogénération consiste à produire et à utiliser simultanément de l'électricité et de la chaleur à partir d'une même énergie primaire et au sein de la même installation. Elle se base sur le fait que la production d'électricité (à partir d'un moteur thermique) dégage une grande quantité de chaleur.

Production électrique

Le tableau et le graphique ci-dessous permettent de montrer l'évolution de l'énergie électrique produite et revendue durant ces trois dernières années.

	Unité	2020	2021	2022
Consommation EDF usine	kWh	11 602 222	11 247 503	11 913 206
Energie électrique produite et revendue	kWh	5 988 945	6 767 539	6 223 855
Ratio énergie produite/énergie consommée	%	51,6	60,2	52,2

Comme le montre le graphique, la production d'énergie représente un peu plus de la moitié (52,2 %) de notre consommation totale.



Production thermique

La récupération de chaleur s'effectue :

- au niveau du gaz d'échappement : la chaleur des gaz d'échappement à 500°C est récupérée à plus de 70 % par refroidissement à 150°C,
- au niveau du circuit de refroidissement (eau et huile) : la chaleur de l'eau de refroidissement et de l'huile du moteur à +/- 100°C est récupérée.

	Unité	2020	2021	2022
Energie thermique valorisée	kWh	3 253 665	3 526 807	2 682 384

Récupération de chaleur de la cogénération en 2022

Maintenance

La cogénération a fonctionné 8 536 h en 2022 : son taux de disponibilité a été de 97.44 % du temps, ce qui démontre une fiabilité de l'équipement suite à une maintenance optimale.

Ainsi en 2022, les opérations de maintenance préventives ont été les suivantes :

2022

Semaines		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51
Compteur débitmètre Biogaz - Calibration analyseur FCL	A																																																			
Compteur d'énergie KAMSTRUP	A																																																			
Prélèvement Biogaz	T																																																			
Remplacement charbons actifs	S																																																			
Conduite	J																																																			
Prélèvement d'huile	250 h																																																			
Graissage surpresseur	M																																																			
Graissage alternateur	3 000 h																																																			
Mensuel moteur	mois	X						X								X						X					X																						X			
Maintenance 2000 h selon contrat (moteur + auxiliaire)	2 000 h																																																			
Maintenance 4 000 heures selon contrat	4 000 h																																																			
Maintenance 6 000 heures selon contrat	6 000 h																																																			
Maintenance 8 000 heures	8 000 h																																																			
Maintenance 10 000 heures	10 000 h																																																			
vidange	500 h																																																			

Planning de maintenance préventive 2022

→ Chaufferie

La chaufferie fonctionne au biogaz et au fioul domestique, pour alimenter en eau chaude les trois échangeurs de chaleur qui réchauffent les boues des trois digesteurs.

	Unité	2020	2021	2022
Chaudière 1	Nm ³	44 253	87 688	194 556
Chaudière 2	Nm ³	284 924	176 028	112 931
Chaudière 3	Nm ³	288 355	206 841	202 142

Biogaz consommé par les 3 chaudières

Les surfaces d'échanges thermiques de la chaudière doivent être débarrassées du dépôt de suie qui s'accumule sur ces dernières pour conserver leur efficacité thermique. Afin de maintenir les rendements thermiques, on effectue une fois par an un ramonage des 3 chaudières lors de l'entretien annuel.

Au même titre que la cogénération, la chaufferie fait l'objet :

- 💧 d'un contrôle trimestriel (contrôle général: pression d'eau, soupapes, fuites, chasse en point bas de chaudière, contrôle du volet d'air bruleur, vérifier et nettoyer la cellule de contrôle de flamme, préallumage : contrôle et réglage des points de consignes de régulation, ...)
- 💧 d'un contrôle annuel (Contrôle de l'étanchéité et des sécurités sur la ligne gaz et /ou FOD (détection gaz, vanne d'isolement, vanne police, sécurité brûleur), vérifier l'état général de la chaufferie, entretien vannes, clapets, filtres (manœuvre, graissage ou remplacement presse étoupes, manchon anti vibratile, nettoyage filtre tamis, filtre fioul : arrivée + pompe, dépoussiérer/resserrer connexions électriques (brûleurs, régulation, armoire électrique), organes de sécurité (contrôle des protections, étanchéité des coffrets/armoires, éclairage normal et secours, remplacement voyants défectueux), entretien complet brûleur, ramonage chaudière, ...)
- 💧 d'un contrôle trimestriel de combustion de chaque chaudière et reprise des réglages si nécessaire.



Analyse de combustion trimestrielle

4.4.2 La consommation de réactifs

Le choix du réactif est établi afin :

- 💧 d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- 💧 de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

Sur l'usine MAERA, la consommation de réactifs est la suivante :

Site de traitement	Réactif (Unité)	Quantité 2021	Quantité 2022	Commentaires
STEP MAERA	Chlorure ferrique (T)	1 989	1 901	Traitement TFC et décanteurs primaires
STEP MAERA	Acide sulfurique (T)	0	1,5	Traitement de l'air
STEP MAERA	Javel (T)	24	51,66	Traitement de l'air
STEP MAERA	Polymère (kg)	70 500	62 500	Déshydratation des boues
STEP MAERA	Polymère (kg)	10 500	8 000	Traitement flotateurs
STEP MAERA	Polymère (kg)	22 050	43 040	Traitement tambour
STEP MAERA	H ₂ O ₂ (T)	59	118	Traitement des sulfures
Booster	Nitrate de calcium (T)	257	234	Traitement refoulement de Palavas

Les produits chimiques présents sur MAERA sont soit :

- 💧 liés au process (FeCl₃, NaOH, NaOCl, ...),
- 💧 liés aux opérations de maintenance et de nettoyage (soude en cubi pour le lavage des Biostyrs, ...).

4.4.3 La protection de l'air – Gestion des nuisances

De nombreuses actions sont menées pour limiter les nuisances olfactives :

MESURES ORGANISATIONNELLES

- 💧 le référent odeurs,
- 💧 la formation du personnel,
- 💧 le point hebdomadaire,
- 💧 la tournée des riverains,
- 💧 les rondes journalières,
- 💧 les mails d'informations.

MESURES TECHNIQUES

- les capteurs électrochimiques,
- la modélisation du panache d'odeurs.

✓ MESURES ORGANISATIONNELLES

→ Le référent odeurs

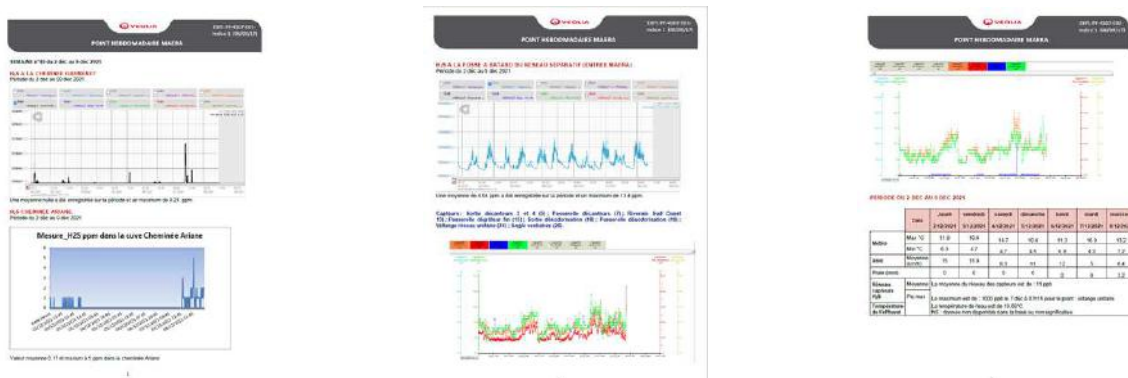
Le référent odeur a été nommé en 2017. Il est chargé de la surveillance interne et externe.

En cas d'alerte via la surveillance interne (capteurs installés ou suite à une observation d'un exploitant) ou en cas de plaintes de riverains (surveillance externe), le référent Odeur réalise une enquête pour en identifier la cause. Il met en œuvre les mesures techniques adéquates pour apporter toute expertise sur les unités de l'usine potentiellement en cause et sur leurs conditions d'exploitation. Il renseigne un tableau de synthèse avec l'ensemble des incidents et alertes. La synthèse des plaintes est regroupée dans un tableau de bord présenté en COTECH à 3M.

En cas de plainte ou observation olfactive sur la commune de Lattes, il se déplace immédiatement pour la réalisation d'un constat pour lequel une fiche de constat Odeur est rédigée.






Exemple de fiche de constat d'odeurs réalisé sur la commune de Lattes

Une fois par semaine, un compte rendu hebdomadaire est transmis à la collectivité. Il retrace les courbes des principaux capteurs.



Exemple de point hebdomadaire





Ce rapport synthétique donne l'évolution de l'H₂S au niveau de :

-  la cheminée Gramenet, afin d'analyser si le réseau en amont est correctement traité, et notamment le réseau en provenance de Palavas, les injections de réactifs étant de la responsabilité d'un autre prestataire,
-  la cheminée Ariane,
-  la fosse à bâtard afin de faire ajuster éventuellement l'injection de nitrate de calcium au booster et ajuster l'injection d'H₂O₂ sur l'usine,
-  8 capteurs présents sur l'usine,
-  une synthèse de la pluviométrie.

→ *La tournée des riverains*

Depuis 2017, les équipes de l'usine et de 3M réalisent des tournées riverains dans le but de réduire au maximum l'empreinte olfactive de l'usine dans le quartier de la Cereirède.




Pour cela, une tournée mensuelle auprès des riverains a été mise en place. Cette tournée a permis de :

-  récréer du lien. Lors de ces tournées, il a été communiqué les numéros de téléphones du Responsable du site et du référent odeurs. Ainsi, tout riverain peut joindre à tout moment l'usine. Ce mode de communication permet une meilleure réactivité et une meilleure analyse de la nuisance, car nous nous déplaçons immédiatement sur place afin de réaliser une typologie de l'odeur ressentie (Fécal, Chimique, ...) et ainsi mieux cerner la source odorante. De plus lors de chaque plainte, nous réalisons une corrélation des informations fournies avec les conditions météorologiques locales (Direction du vent, ...) afin de rechercher l'émetteur de la nuisance. En effet, en cas de vents opposés, l'usine ne peut pas être génératrice de la gêne,
-  prévenir les riverains par SMS ou mail d'opérations susceptibles de générer des nuisances en expliquant la nature des travaux qui vont être réalisés et la durée de l'opération,
-  qualifier les odeurs identifiées lors des questions posées lors des visites,
-  mesurer mensuellement l'amélioration de la situation.

Ainsi, au travers de cette tournée, il a pu être constaté l'effet immédiat du stockage des bennes en dehors du site. En effet, l'augmentation de la production contraignait le site de Maera à produire des bennes pleines de boues en dehors des plages d'ouverture des centres de compostage. Des bennes à boues pleines étaient donc stockées en attente d'évacuation vers les centres de compostage en dehors des casiers fermés sur le site de la station d'épuration de Maera.

Rondes journalières

Cette ronde est constituée de 7 points d'analyse où le technicien évalue la nuisance suivant 5 critères :

-  intensité,
-  gêne,
-  irritation,

- 💧 écoëurement,
- 💧 perception.

Ces points ont été déterminés suite à l'analyse des données des capteurs les plus émissifs et les zones qui nous semblaient stratégiques.

A l'issue de cette ronde, si des nuisances sont observées, des actions immédiates sont entreprises de manière préventive afin d'éviter toute plainte.

RONDE JOURNALIERE ODEURS - Step MAERA

Date : 19/12/2023
 Nom : []
 Poste : []

Données de la ronde

Point	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Point 1																									
Point 2																									
Point 3																									
Point 4																									
Point 5																									
Point 6																									
Point 7																									
Point 8																									
Point 9																									
Point 10																									
Point 11																									
Point 12																									
Point 13																									
Point 14																									
Point 15																									
Point 16																									
Point 17																									
Point 18																									
Point 19																									
Point 20																									
Point 21																									
Point 22																									
Point 23																									
Point 24																									
Point 25																									

Observations

Autres observations : []

Signature

[]

Exemple de ronde

✓ MESURES TECHNIQUES

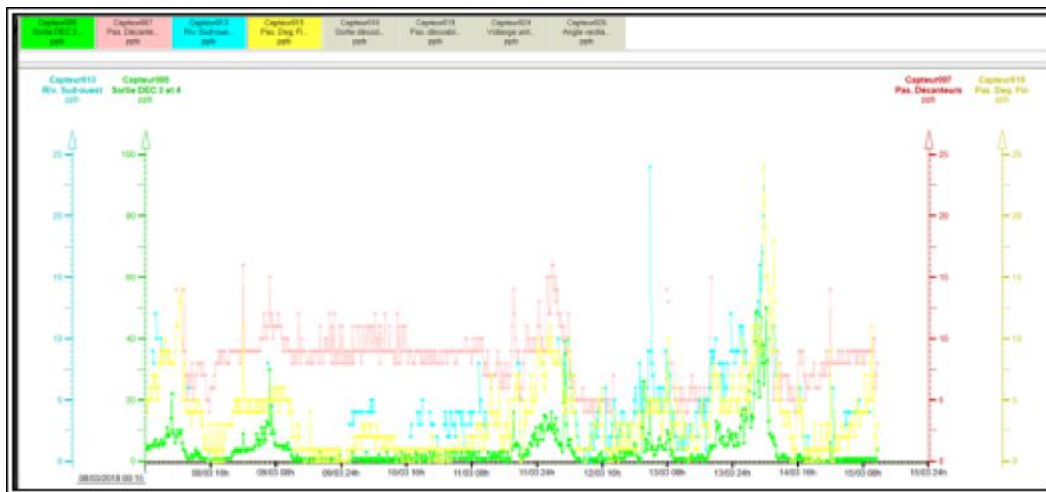
→ Capteurs électrochimiques

Un réseau de 25 capteurs d'odeurs a été installé sur l'usine :

- 💧 près des zones d'émissions potentielles,
- 💧 en limite de site,
- 💧 dans les couloirs potentiels de dispersion.



Ce réseau de capteurs est exploité quotidiennement par le référent odeurs afin d'anticiper d'éventuelles nuisances olfactives.

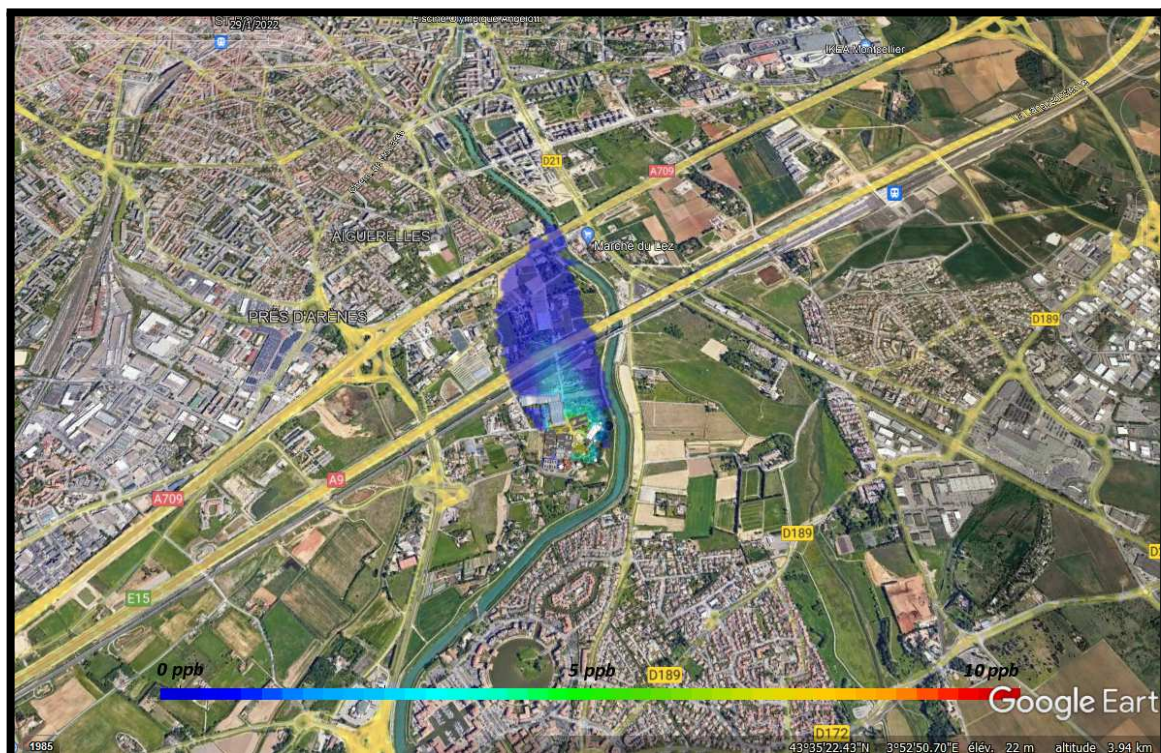


Capteurs : Sortie décanteurs 3 et 4 (5) ; Passerelle décanteurs (7) ; Riverain Sud-Ouest 13) ; Passerelle dégrilleur fin (15) ; Sortie désodorisation (18) ; Passerelle désodorisation (19) ; Vidange réseau unitaire (24) ; Angle vestiaires (26).

→ Modélisation du panache d'odeurs

Parallèlement, un système de prévision des odeurs basé sur la plateforme fluidyn-Realti FLUIDYN a été installé sur l'usine.

L'objectif principal est le suivi global des problématiques d'odeurs en temps réel et en prévision à l'aide d'outils de modélisation. Ce panache est issu du croisement des données capteurs avec les données de prévision de météo France. Une visualisation à 3 jours du panache d'odeurs est possible.



Panache de l'usine MAERA

Le panache permet d'anticiper les nuisances et ainsi de réagir au plus tôt afin de minimiser l'impact.

Enfin, depuis 2015, de nombreuses actions ont également contribué à la limitation des nuisances olfactives :

- 💧 mise en place d'une ronde journalière odeurs,
- 💧 achat de 3 nouvelles bennes fermées afin de ne plus utiliser bennes ouvertes,
- 💧 sensibilisation des sous-traitants à la problématique odeurs (transport boues, ...),
- 💧 création d'un nouveau point de dépotage,
- 💧 couverture de la benne défilasseur,
- 💧 ...

4.4.4 Le bilan carbone

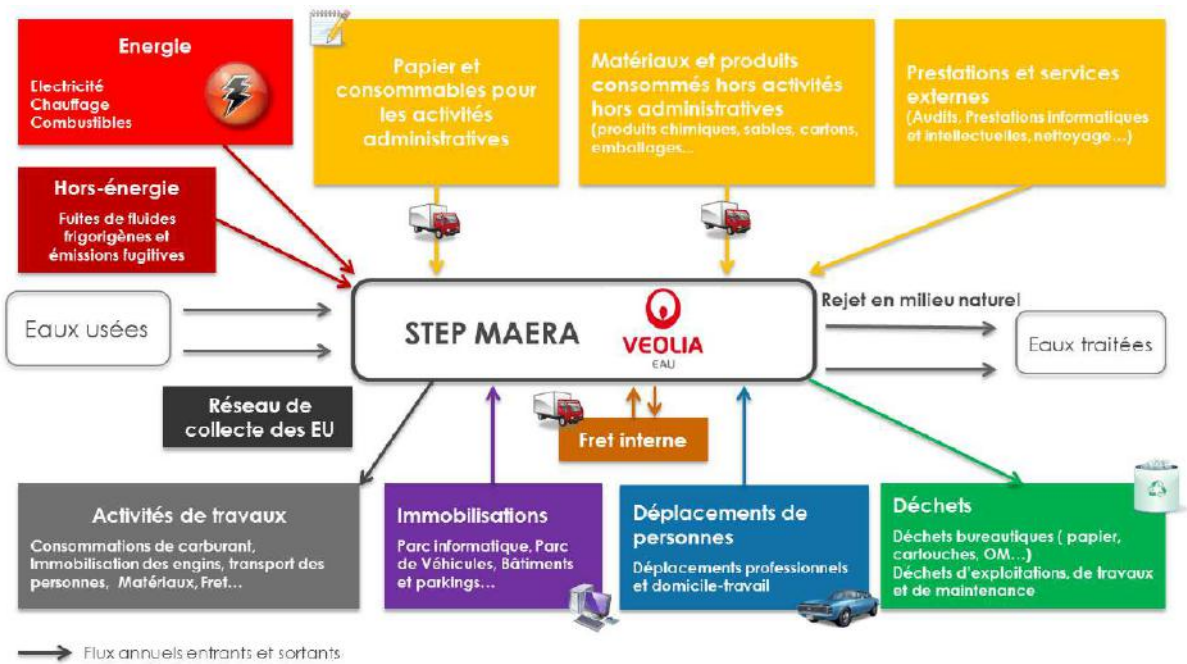
Les différentes actions récapitulées ci-dessus se traduisent par des augmentations des émissions de Gaz à effet de serre (GES).

Le bilan carbone réalisé sur l'usine MAERA permet de calculer l'ensemble des émissions de GES de l'usine. Ce bilan a été réalisé en 2021 par Veolia en utilisant le logiciel GreenPath et en y intégrant les données de l'année 2020.

Son rôle principal est de déterminer d'où proviennent les plus grosses émissions de CO₂.

✓ MÉTHODOLOGIE

Le Bilan Carbone a pour vocation d'étudier une activité sur son périmètre le plus exhaustif. Ainsi il n'est pas question de ne prendre en compte que les flux gérés par l'entité mais bel et bien l'ensemble des flux desquels dépend son activité. Par exemple, une entreprise ne maîtrise pas les déplacements de ses collaborateurs entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail. Cependant, sans ces déplacements, ses collaborateurs ne seraient pas en mesure de travailler. L'activité de l'entreprise est donc dépendante de ces déplacements, ce qui explique pourquoi ils sont pris en compte.



✓ PÉRIMÈTRE DU BILAN CARBONE DE L'USINE DE MAERA

Suite à la définition du périmètre de l'étude, le Bilan Carbone® permet d'identifier et de hiérarchiser les postes les plus contributeurs en matière d'émissions de GES et d'élaborer des plans d'action (consommations d'énergie, transport des collaborateurs, choix des matériaux, clauses à imposer aux sous-traitants et fournisseurs), dans le but de réduire l'impact carbone des postes d'émission les plus importants.

Dans la très grande majorité des cas, il n'est pas envisageable de mesurer directement les émissions de gaz à effet de serre résultantes d'une action donnée. En effet, si la mesure de la concentration en gaz à effet de serre dans l'air est devenue une pratique scientifique courante, ce n'est qu'exceptionnellement que les émissions peuvent faire l'objet d'une mesure directe.

La seule manière d'estimer ces émissions est alors de les obtenir par le calcul, à partir de données dites d'activité : nombre de camions qui roulent et distance parcourue, nombre de tonnes d'acier achetées, etc. La méthode Bilan Carbone® a précisément été mise au point pour permettre de convertir ces données d'activités en émissions estimées.

Les chiffres qui permettent de convertir les données observables dans l'entité en émissions de gaz à effet de serre, exprimées en équivalent CO₂ (éqCO₂), sont appelés des facteurs d'émission.

$$\boxed{\text{Données (unité)}} \times \boxed{\text{Facteurs d'émission (éqCO}_2\text{/unité)}} = \boxed{\text{Emissions de GES (éqCO}_2\text{)}}$$

Le Bilan Carbone® répertorie les **émissions directes et indirectes de GES**, au travers des facteurs d'émission, en analysant les postes d'émissions présentés ci-dessous :

Comme l'essentiel de la démarche est basé sur des facteurs d'émission moyens, cette méthode a pour vocation première de fournir des ordres de grandeur et non des résultats exacts.

✓ ETAT DES LIEUX

Le bilan carbone du Système Maera pour l'année 2020 s'établit à 14 965 Tonnes équivalent CO₂ réparti ainsi :

- 💧 2 967 Tonnes eq CO₂ pour la Collecte,
- 💧 11 998 Tonnes eq CO₂ pour le Traitement.

Au global, entre 2018 et 2020, on note une baisse de 2 % des émissions de CO₂ pour le système MAERA.

Pour les variations les plus importantes, nous pouvons apporter les précisions suivantes :

- 💧 déchets : une baisse de 20% est constatée alors que la quantité de boues a augmenté. Cela s'explique par des facteurs d'émissions qui ont été revus à la baisse.
- 💧 intrants : une hausse de 67% s'explique par le fait les facteurs d'émissions pour la part réactifs et consommables ont été revus à la hausse. (Ex : NiCa : 2015 : 0,8 kgCO_{2eq}/kg - 2020 : 3,6 kgCO_{2eq}/kg)
- 💧 énergie : la baisse de 8% s'explique par la baisse de consommation d'électricité. En effet, en 2018 la consommation d'énergie électrique s'établissait à 12 317 979 kWh contre, 11 602 222 kWh en 2020.

✓ IDENTIFICATION DES ACTIONS DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS CARBONE

Nous avons donc identifié les postes émetteurs ayant l'impact Gaz à effet de serre le plus important. Sur les 11 postes mesurés, ce sont :

- 💧 les émissions directes hors énergie pour 4 264 tonnes eq CO₂,
- 💧 les émissions liées au compostage et à l'épandage des boues pour 3 546 tonnes eq CO₂,
- 💧 les réactifs et consommables pour 1 432 tonnes eq CO₂,
- 💧 les achats de biens et de services pour 789 tonnes eq CO₂.

Ils représentent **84% du total** des émissions.

Les émissions directes hors énergie (composées des fuites estimées du digesteur de 0,55 %, du pourcentage de méthane dans le biogaz à hauteur de 62 %) sont difficilement réductibles surtout dans le cadre d'un accroissement des charges polluantes reçues sur Maera.

Les émissions de fin de vie des boues provenant du compostage et de l'épandage étant dans le même cas, les Réactifs et l'Energie apparaissent ainsi comme les postes les plus émetteurs sur lesquels des actions de réduction sont réalisables.

Sans oublier évidemment que toutes les actions réalisées sur les postes moins émetteurs sont tout aussi bénéfiques.

5.

RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

→ *Le CEP et l'état détaillé des produits*

Les présentations qui suivent reprennent les tableaux de décomposition présents dans le contrat.

Décomposition des produits :

Le détail des produits est donné dans le tableau ci-dessous L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

2022

Recette part proportionnelle	€	10,126,319
Volumes facturés	m ³ /an	25,418,088
Part proportionnelle	€/m ³	

Recettes conventions de traitement communes ext.	€	1,119,355
Volumes facturés	m ³ /an	2,907,198
Part proportionnelle	€/m ³	

Recettes traitement matières de vidange	€	121,346
Quantité	l/an	5,739
Prix unitaire	€/l	

Recettes traitement des graisses	€	0
Quantité	l/an	
Prix unitaire	€/l	

Recettes traitement des graisses et matières de vidange mélangées	€	89,892
Quantité	l/an	2,849
Prix unitaire	€/l	

Recettes traitement des matières de curage	€	0
Quantité	l/an	
Prix unitaire	€/l	

Recettes liées à la cogénération du biogaz	€	1,225,972
Quantité	kW/an	8,771,862
Prix unitaire	€/kw	

Total Recettes d'exploitation	€	12,682,884
--------------------------------------	----------	-------------------

Décomposition des charges :

J3561 - SYNTHÈSE DES CHARGES 2022

	2021	2022	Réseau	Emissaire	Relèvement	BO Aiguierelles	Epuration	Gestion Abonnés	Autres Charges
Total des charges	10 167 444	11 340 087	333 142	0	4379	2 659	633 752	251 566	4 109 324
Personnel	813 355	904 420	1 354				903 036		853 527
Personnel	791 731	883 827							
Electricité	802 840	882 927			1 058	2 659	859 210		
Produits de traitement	692 027	837 266			3 147		884 149		
Analisées	23 908	48 397					48 397		
Véhicules et frais de dépl. (verif., contrôles, expertises annuels IUE)	-8 536	26 662	215				26 447		46 250
Véhicules et frais de dépl. (location, entretien, carburant des véhicules)	28 754	46 250							
Escalation des sous-produits (transport et traitement des boues)	2 009 031	2 037 240					2 037 240		
Fournitures et sous-traitance (curage, maint-entret., eau stop, factiend	1 569 950	1 304 142	321 510				584 419	251 566	1 06 548
Fournitures et sous-traitance (Administratives)	-222 055	1 912							1 912
Assurances	46 353	82 327					36 053		27 533
Locaux (loyers, entret. locaux...)	217 440	227 533	3				23		82 927
Assurances (RC, dommages...)	126 797	32	9						0
Impôts et taxes (CPE)	62 950	62 274	1				62 273		81 647
Impôts et taxes (CPE + CVAE...)	96 846	81 647							
Poste et télécommunications (cot. réglementaires, communications)	26 144	42 740	21		173		42 546		27 211
Poste et télécommunications (Affranch., Téléphone, internet, etc...)	28 838	27 311							35 628
Informatique (maintenance plate-forme ODO contrôle)	-51 228	100	0				-35 527		384 651
Informatique (technique et de gestion)	260 506	384 651							458 588
Résistance utilisation domaine privé	0	0							638 596
Non-Véhicule	2 548	458 588							
Frais de structure	671 977	638 596							
Dotations au titre du renouvellement :									
Equipements électroniques	1 020 995	1 036 496					1 036 496		
Genre civil	17 564	0					0		
Dotations Innovation-Recherche	0	0							0
Fond de travaux complémentaire	0	202 287							0
Dotations Travaux	937 333	0							0
Autres investissements	1 201 489	1 154 008							1 154 008
Solidarité locale (Art. 417, I)									0
Coopération décentralisée (Art. 417, 2)	8 471	0							0

→ Les dotations annexes

Le contrat prévoit la mise en place de dotations spécifiques permettant la réalisation de différents travaux et la mise en œuvre d’un volet social au travers d’une dotation coopération décentralisée.

Les soldes de ces différentes dotations sont précisés dans les tableaux ci-dessous.

Dotation Innovation Recherche :

A noter qu’à compter du 1^{er} janvier 2020 la dotation Innovation Recherche de MAERA est transférée en intégralité sur le ccontrat Collecte MAERA (Avenant n°1)

Dotation Fonds de travaux Complémentaires :

Dotation Fonds de Travaux complémentaires : 107 534 € (art. 4, Avenant 3)				Débit	Crédit
DOTATION 2021	K1	1.04939	107,534.00 €		112,845.10 €
Dépenses 2021 (svt détail)				0.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2021					112,845.10 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.580%	112,845.10 €		-654.50 €
DOTATION 2022	K1	1.083181	107,534.00 €		116,478.79 €
Dépenses 2022 (svt détail)				202,267.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2022					26,402.39 €

Cette dotation a été consommée en partie afin de réaliser les travaux de remplacer les canalisations d’alimentation des digesteurs depuis la bêche à boues mélangées

Dotation Travaux sous Contraintes d’Exploitation :

Dotation Travaux sous contraintes Exploitation : 50 000 € (art. 52)

				Débit	Crédit
DOTATION 2015	K1	1	50,000.00 €		50,000.00 €
Dépenses 2015 (svt détail)				38,202.20 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2015					11,797.80 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.321%	11,797.80 €		-37.87 €
DOTATION 2016	K1	0.996467	50,000.00 €		49,823.35 €
Dépenses 2016 (svt détail)				52,592.68 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2016					8,990.60 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.356%	8,990.60 €		-32.01 €
DOTATION 2017	K1	0.996336	50,000.00 €		49,816.80 €
Dépenses 2017 (svt détail)				89,042.30 €	
Solde à fin 2017					-30,266.91 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.361%	-30,266.91 €		109.26 €
DOTATION 2018	K1	1.005851	50,000.00 €		50,292.55 €
Dépenses 2018 (svt détail)				18,938.20 €	
Solde à fin 2018					1,196.71 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.364%	1,196.71 €		-4.36 €
DOTATION 2019	K1	1.024548	50,000.00 €		51,227.40 €
Dépenses 2019 (svt détail)				46,259.80 €	
Solde à fin 2019					6,159.95 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.463%	6,159.95 €		-28.52 €
DOTATION 2020	K1	1.045307	50,000.00 €		52,265.35 €
Dépenses 2020 (svt détail)				56,111.24 €	
Solde à fin 2020					2,285.54 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.480%	2,285.54 €		-10.97 €
DOTATION 2021	K1	1.04939	50,000.00 €		52,469.50 €
Dépenses 2021 (svt détail)				93,732.65 €	
Solde à fin 2021					-38,988.58 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.580%	-38,988.58 €		226.13 €
DOTATION 2022	K1	1.083181	50,000.00 €		54,159.05 €
Dépenses 2022 (svt détail)				0.00 €	
Solde à fin 2022					15,396.60 €

Aucune opération n'a été réalisée en 2022.

Dotation Coopération Décentralisée :

Dotation Coopération décentralisée				Débit	Crédit
CARE					
DOTATION 2015 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	8,812,297.00 €			44,061.49 €
BO des Aiguerelles				44,061.49 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2015					0.00 €
CARE					
DOTATION 2016 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	8,288,444.00 €			41,442.22 €
BO des Aiguerelles				41,442.22 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2016					0.00 €
CARE					
DOTATION 2017 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	8,721,151.00 €			43,605.76 €
Titre 251 (15/05/2019)				43,605.75 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2017					0.00 €
CARE					
DOTATION 2018 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	8,769,038.00 €			43,845.19 €
Titre 251 (15/05/2019)				43,845.19 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2018					0.00 €
CARE					
DOTATION 2019 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	9,059,965.00 €			45,299.83 €
				0.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2019					45,299.83 €
CARE					
DOTATION 2020 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	8,606,313.00 €			43,031.57 €
				0.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2020					88,331.39 €
CARE					
DOTATION 2021 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	1,694,262.67 €			8,471.31 €
				0.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2021 (fin au 01/03/2021)					96,802.70 €

5.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

En 2021, le programme d'investissement prévu à l'avenant n°3 du contrat a été réalisé.

Le suivi de ces différents travaux a été fait au travers des COTECH, réunions techniques organisées tout au long de l'année.

Installations électromécaniques	Montant en €
1ER ETABLISSEMENT 2022	
VENTOUSES	
VENTOUSES	217 960,74
EMISSAIRE	
CAPTEURS de pression (4 CANAUX, OUVRAGE MARITIME, ROND-POINT MOSSON, ZEBRE BLEU)	15 721,66
HYDROPHONES (12 unités)	30 452,36

→ Programme contractuel de renouvellement

Le programme de renouvellement est présenté et suivi au cours de réunions spécifiques. Les données financières sont détaillées dans les tableaux ci-dessous.

La synthèse des opérations de renouvellement électromécaniques est donnée au paragraphe 3.4.

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Dotation Renouvellement Electromécanique :

5

Dotation renouvellement Equip. Electromécanique : 593 080 € (art. 50.3)

	K	Base	Débit	Crédit
DOTATION 2015	K1	1	593,080.00 €	593,080.00 €
Dépenses au titre de 2015			617,005.31 €	
Solde à fin 2015				-23,925.31 €
<i>Solde année N-1</i>	<i>T4M (N)</i>	<i>-0.321%</i>	<i>-23,925.31 €</i>	<i>76.80 €</i>
DOTATION 2016	K1	0.996467	593,080.00 €	590,984.65 €
Dépenses au titre de 2016 (svt détail)			538,166.38 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2016				28,969.76 €
<i>Solde année N-1</i>	<i>T4M (N)</i>	<i>-0.356%</i>	<i>28,969.76 €</i>	<i>-103.13 €</i>
DOTATION 2017	K1	0.996336	593,080.00 €	590,906.95 €
Dépenses au titre de 2017 (svt détail)			588,020.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2017				31,753.58 €
<i>Solde année N-1</i>	<i>T4M (N)</i>	<i>-0.361%</i>	<i>31,753.58 €</i>	<i>-114.63 €</i>
DOTATION 2018	K1	1.005851	593,080.00 €	596,550.11 €
Dépenses au titre de 2018 (svt détail)			684,390.98 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2018				-56,201.92 €
<i>Solde année N-1</i>	<i>T4M (N)</i>	<i>-0.364%</i>	<i>-56,201.92 €</i>	<i>204.57 €</i>
DOTATION 2019	K1	1.024548	593,080.00 €	607,638.93 €
Dépenses au titre de 2019 (svt détail)			590,036.31 €	
Solde à fin 2019				-38,394.73 €
<i>Solde année N-1</i>	<i>T4M (N)</i>	<i>-0.463%</i>	<i>-38,394.73 €</i>	<i>177.77 €</i>
DOTATION 2020	K1	1.045307	593,080.00 €	619,950.68 €
Dépenses au titre de 2020 (svt détail)			(*)	724,662.00 €
Solde à fin 2020				-142,928.28 €
<i>Solde année N-1</i>	<i>T4M (N)</i>	<i>-0.480%</i>	<i>-142,928.28 €</i>	<i>686.06 €</i>
DOTATION 2021	K1	1.04939	1,118,716.00 €	1,173,969.38 €
Dépenses au titre de 2021 (svt détail)			1,020,964.93 €	
Solde à fin 2021				10,762.23 €
<i>Solde année N-1</i>	<i>T4M (N)</i>	<i>-0.580%</i>	<i>10,762.23 €</i>	<i>-62.42 €</i>
DOTATION 2022	K1	1.083181	1,001,539.00 €	1,084,848.02 €
Dépenses au titre de 2022 (svt détail)			1,086,495.15 €	
Solde à fin 2022				9,052.67 €

(*) - Correctif 2020 (Chantiers siphon Clarif 1 et 2 faits en fin d'année 2020 - (complément de 42082 €))

Dotation Renouvellement Génie Civil :

Dotation renouvellement Génie Civil : 20 000 € (art. 50.4)

	K	Base	Débit	Crédit
DOTATION 2015	K1	1	20,000.00 €	20,000.00 €
Dépenses au titre de 2015			11,775.17 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2015				8,224.83 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.321%	8,224.83 €	-26.40 €
DOTATION 2016	K1	0.996467	20,000.00 €	19,929.34 €
Dépenses au titre de 2016 (svt détail)			17,251.35 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2016				10,876.42 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.356%	10,876.42 €	-38.72 €
DOTATION 2017	K1	0.996336	20,000.00 €	19,926.72 €
Dépenses au titre de 2017 (svt détail)			23,476.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2017				7,288.42 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.361%	7,288.42 €	-26.31 €
DOTATION 2018	K1	1.005851	20,000.00 €	20,117.02 €
Dépenses au titre de 2018 (svt détail)			37,140.36 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2018				-9,761.23 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.364%	-9,761.23 €	35.53 €
DOTATION 2019	K1	1.024548	20,000.00 €	20,490.96 €
Dépenses au titre de 2019 (svt détail)			10,037.72 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2019				727.54 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.463%	727.54 €	-3.37 €
DOTATION 2020	K1	1.045307	20,000.00 €	20,906.14 €
Dépenses au titre de 2020 (svt détail)			24,526.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2020				-2,895.69 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.480%	-2,895.69 €	13.90 €
DOTATION 2021	K1	1.04939	20,000.00 €	20,987.80 €
Dépenses au titre de 2021 (svt détail)			17,563.67 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2021				542.34 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.580%	542.34 €	-3.15 €
DOTATION 2022	K1	1.083181	20,000.00 €	21,663.62 €
Dépenses au titre de 2022 (svt détail)			18,458.25 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2022				3,744.56 €

Le détails des opérations réalisées en 2022 est le suivant :

	Libellé	Montant en €HT
1	Lest et équipements divers pour les bouées du diffuseur	18 458,25
2		
3		

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- 💧 Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- 💧 Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- 💧 ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- 💧 ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- 💧 des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- 💧 des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée,

l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- 💧 de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- 💧 concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- 💧 concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

ANNEXES



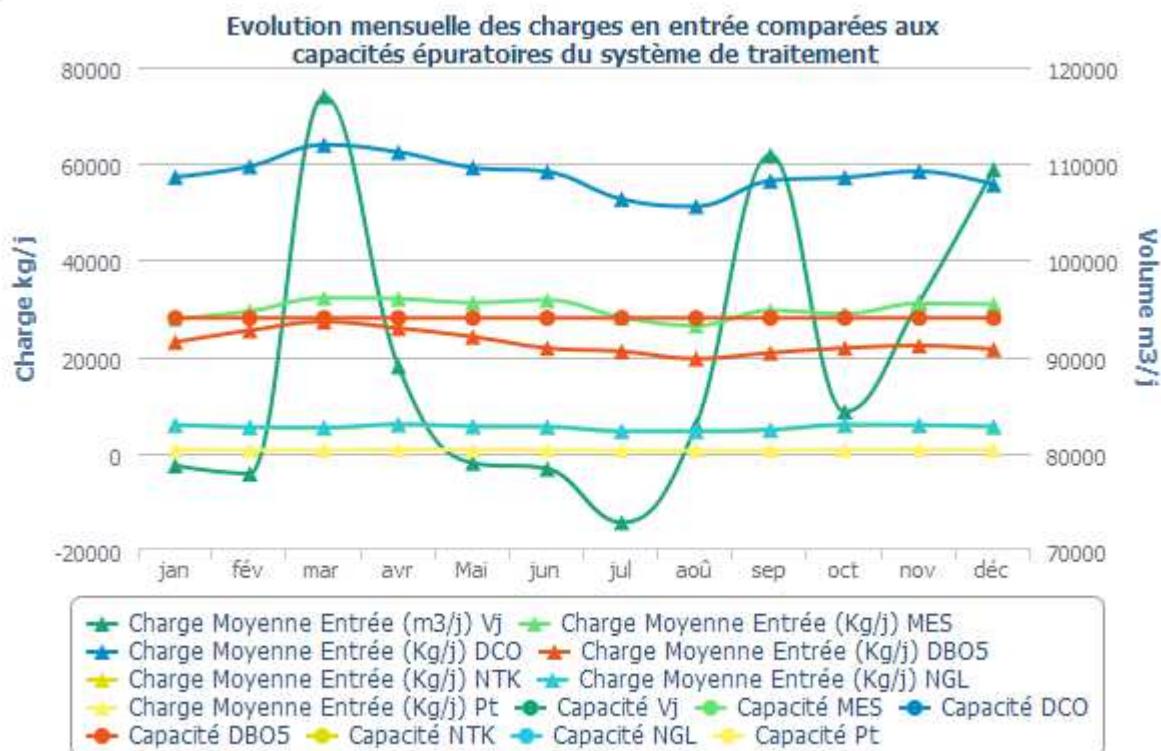
6.1 Le bilan qualité par usine

STEP MAERA

Bilans HCNF / Bilans :

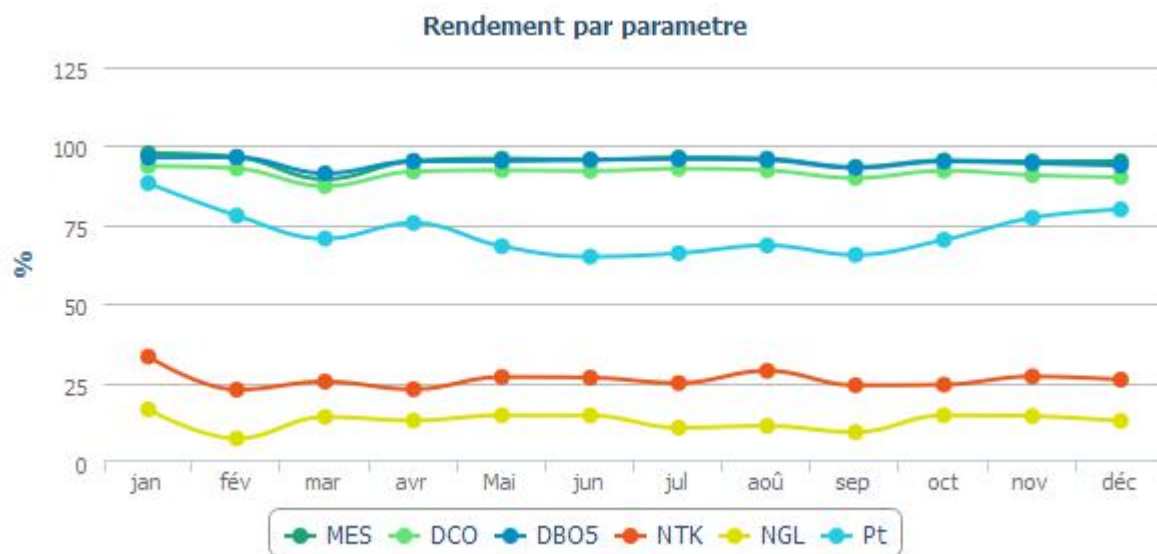
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m ³ /j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	78 706	0 / 31	27 852	57 239	23 044	5 779,0	5 899,3	687,3
février	77 880	0 / 28	29 429	59 404	25 435	5 319,0	5 425,0	643,7
mars	116 945	6 / 31	32 148	63 919	27 205	5 150,9	5 360,7	607,4
avril	88 978	0 / 30	31 976	62 375	25 884	5 886,6	5 994,0	730,4
mai	78 975	0 / 31	31 200	59 150	24 119	5 509,2	5 619,8	703,6
juin	78 378	0 / 30	31 710	58 281	21 764	5 380,2	5 522,3	673,1
juillet	72 825	0 / 31	28 169	52 639	21 098	4 471,6	4 613,9	600,6
août	82 908	2 / 31	26 424	51 179	19 588	4 454,1	4 603,8	552,1
septembre	110 880	5 / 30	29 542	56 434	20 799	4 744,3	4 916,3	570,0
octobre	84 307	0 / 31	28 892	57 117	21 778	5 725,8	5 913,4	692,3
novembre	95 668	2 / 30	31 055	58 361	22 290	5 715,4	5 850,8	715,2
décembre	109 398	4 / 31	30 821	55 647	21 525	5 366,0	5 566,8	644,6

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

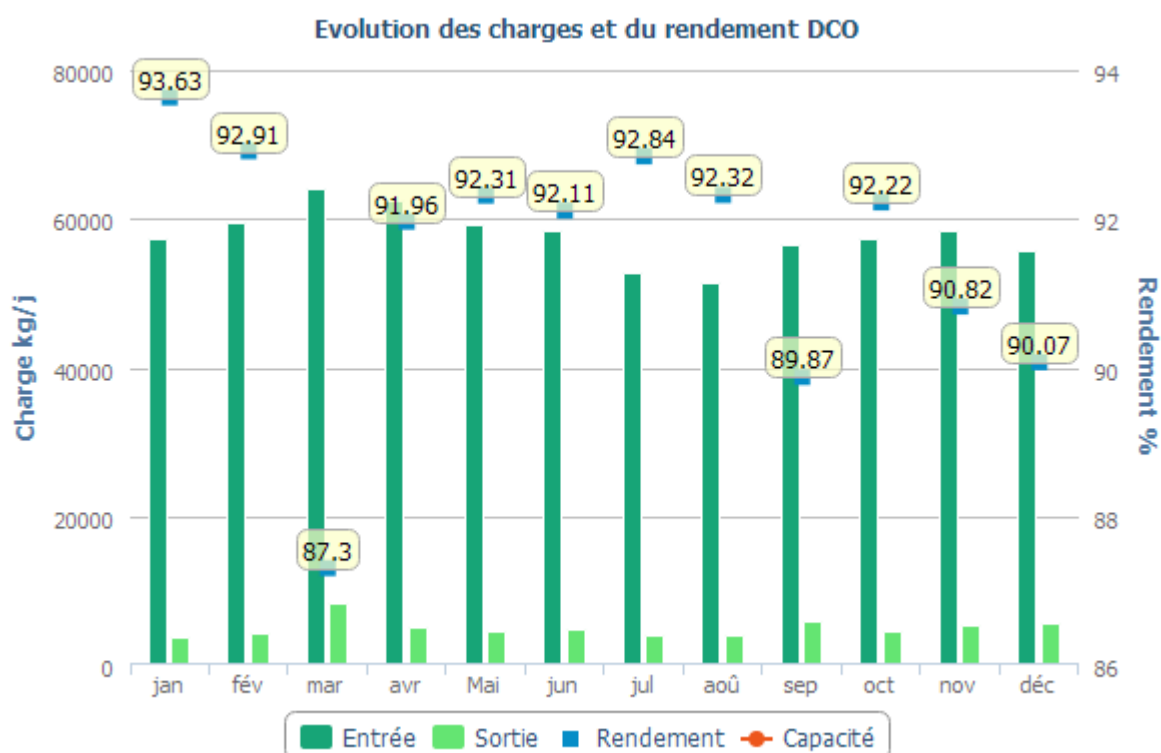
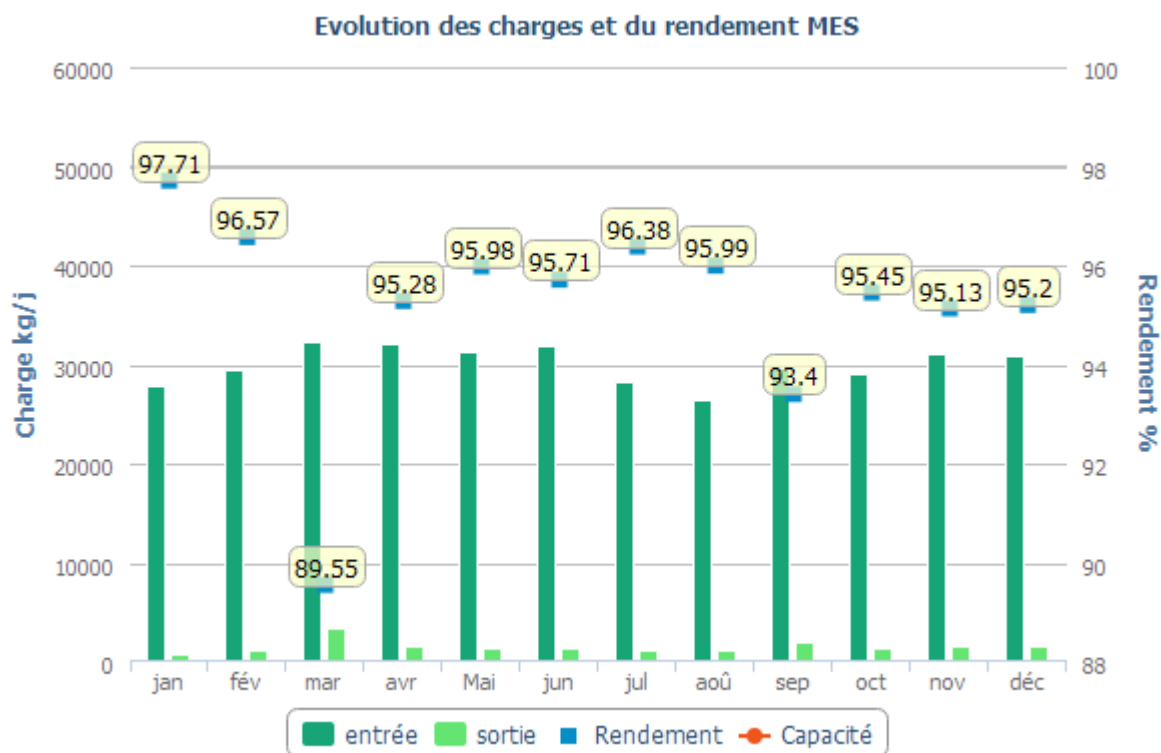


Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

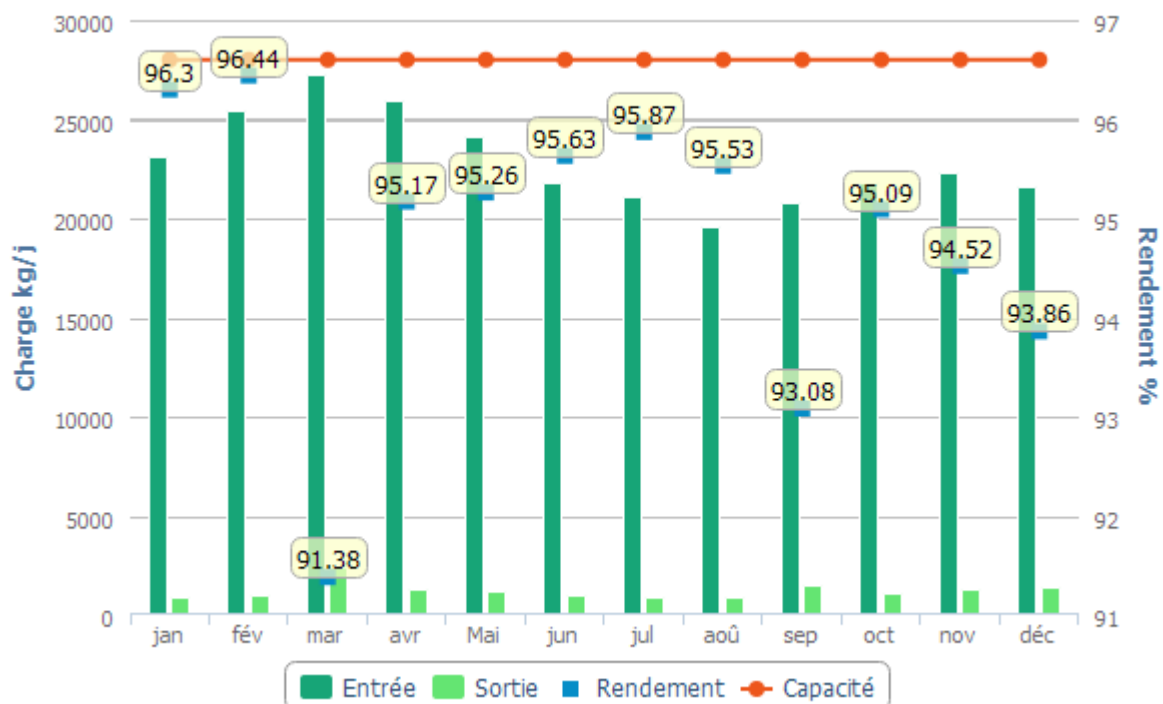
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	637,60	97,71	3 643,80	93,63	852,25	96,30	3 852,50	33,34	4 918,00	16,63	80,60	88,28
février	1 009,40	96,57	4 208,90	92,91	906,52	96,44	4 103,40	22,85	5 026,80	7,34	141,90	77,96
mars	3 358,20	89,55	8 118,40	87,30	2 344,45	91,38	3 843,90	25,37	4 599,50	14,20	178,10	70,68
avril	1 507,70	95,28	5 013,70	91,96	1 250,21	95,17	4 536,20	22,94	5 210,80	13,07	177,90	75,65
mai	1 254,40	95,98	4 549,20	92,31	1 143,60	95,26	4 031,70	26,82	4 791,70	14,74	223,40	68,25
juin	1 361,60	95,71	4 600,10	92,11	951,63	95,63	3 946,40	26,65	4 713,40	14,65	235,80	64,96
juillet	1 018,60	96,38	3 769,00	92,84	871,21	95,87	3 356,80	24,93	4 117,50	10,76	204,00	66,04
août	1 059,40	95,99	3 931,80	92,32	874,66	95,53	3 171,40	28,80	4 081,30	11,35	173,90	68,50
septembre	1 949,10	93,40	5 716,10	89,87	1 439,51	93,08	3 594,90	24,23	4 455,90	9,37	196,40	65,54
octobre	1 315,00	95,45	4 445,40	92,22	1 069,77	95,09	4 325,30	24,46	5 043,20	14,71	205,40	70,33
novembre	1 512,50	95,13	5 358,70	90,82	1 222,35	94,52	4 170,20	27,04	5 004,50	14,46	162,60	77,27
décembre	1 478,10	95,20	5 526,10	90,07	1 320,66	93,86	3 968,50	26,04	4 846,40	12,94	129,20	79,96



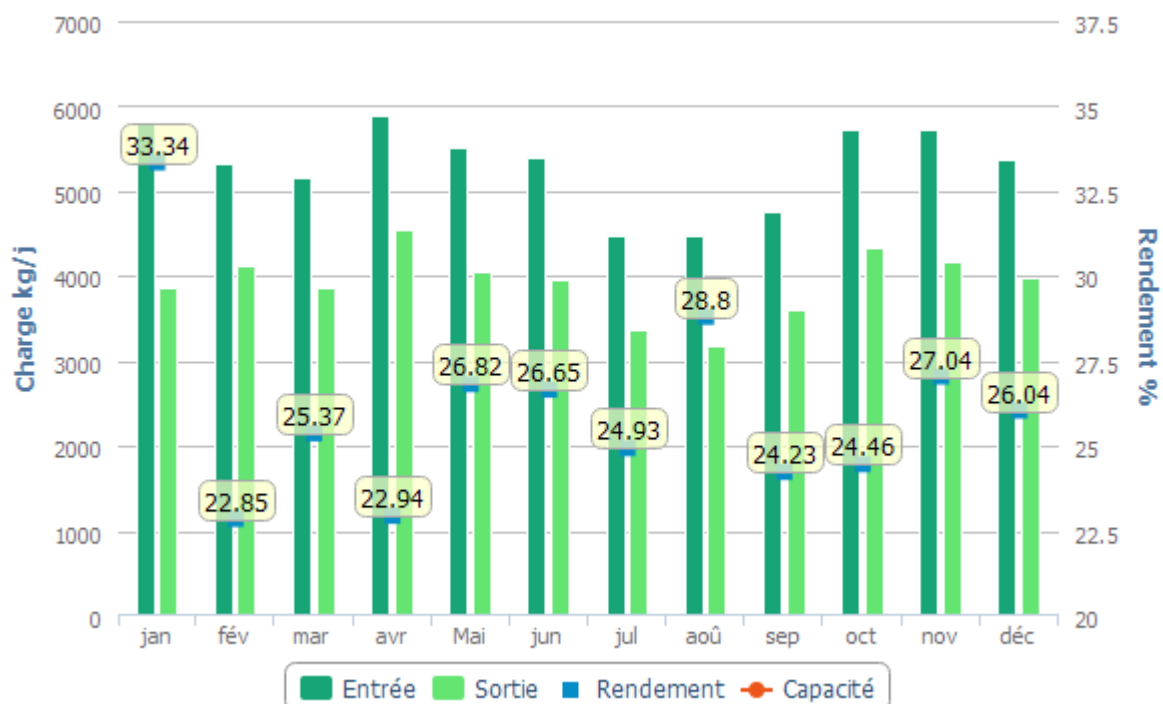
Evolution des charges et du rendement par paramètre



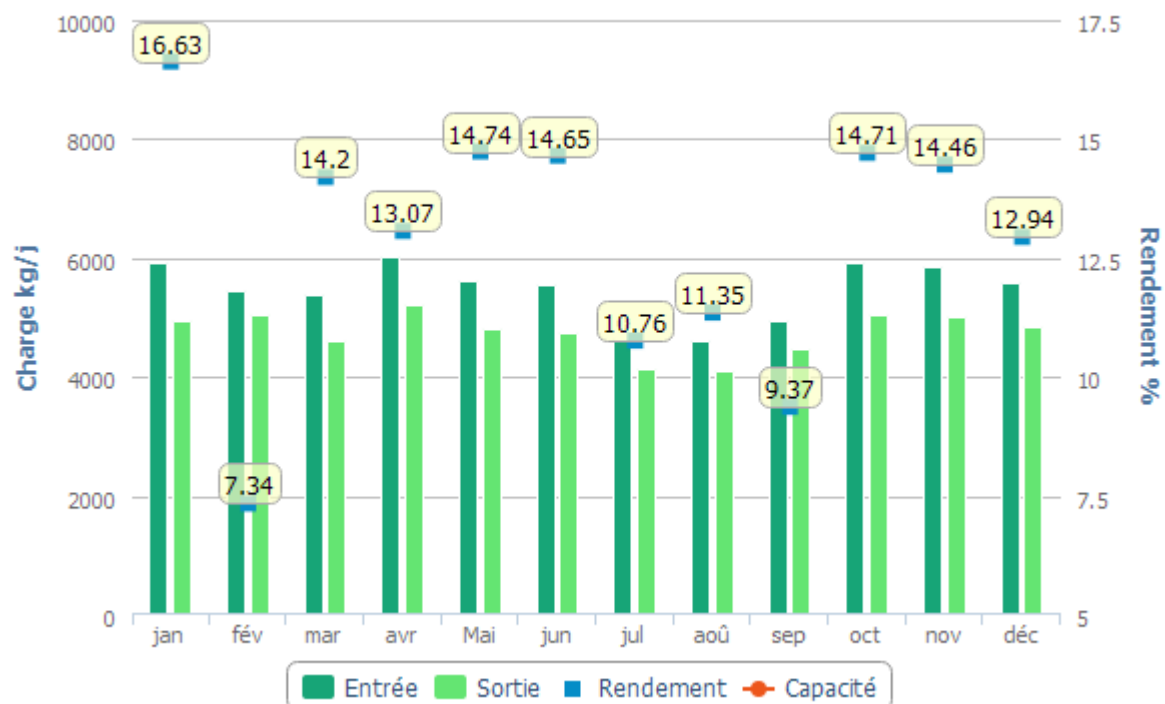
Evolution des charges et du rendement DBO5



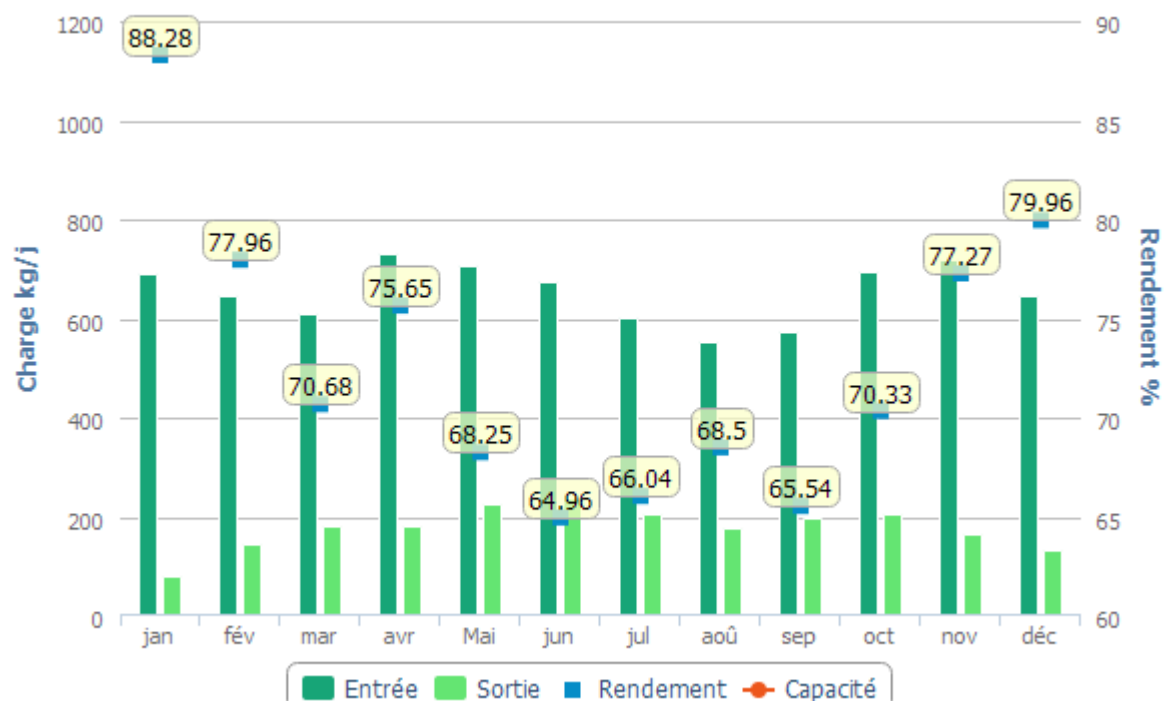
Evolution des charges et du rendement NTK



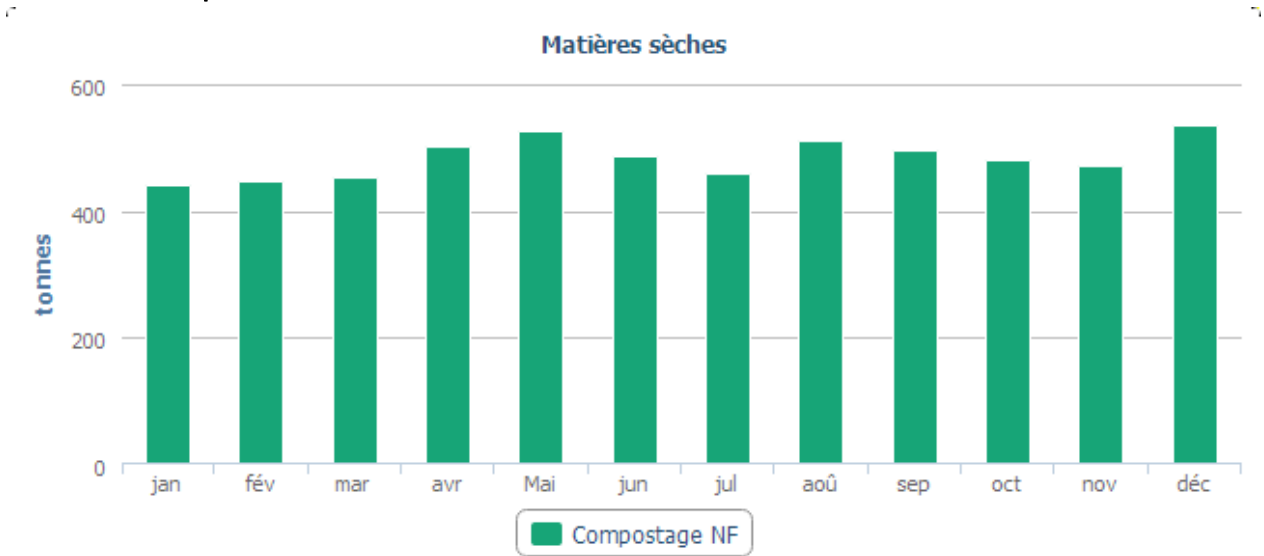
Evolution des charges et du rendement NGL



Evolution des charges et du rendement PT



Boues évacuées par mois



Détail des non-conformités :

Il y a eu 0 non-conformités en sortie système.

Analyse des volumes :

Les volumes entrée système sur l'usine sont en légère augmentation (+ 2,28 %) en 2022 : 32 760 553 m³ contre 32 013 900 m³ en 2021.

La totalité des débits ne sont pas pris en charge par l'usine. En effet, le nombre annuel de déversements en tête est de 17 et le volume déversé est de 71 410 m3. L'usine ne peut recevoir les murs d'eaux créés notamment par les épisodes Cevenols. Ces volumes déversés en 2022 ne sont dus en réalité qu'à quelques évènements particulièrement intenses comme le montre le tableau ci dessous :

Date	Volume entrée système (m³/j)	Volumes déversés en tête - A2 - (m³/j)	Précipitation moyenne 5 pluviomètres (mm)	Observations
13/03/2022	261 520	8 330	47	76,3 % des volumes déversés en 2022
06/09/2022	223 380	19 100	72	
23/09/2022	175 670	7 280	6	
14/11/2022	185 080	10 170	80	
15/12/2022	231 980	9 630	29	

De même, les 842 710 m³ d'eaux prétraitées ou clarifiées bypassés lors des 34 jours de déversement ne sont dûs qu'à quelques évènements particulièrement intenses qui impliquent 66 % des volumes déversés.

Date	Volumes by-passés - A5 - (m ³ /j)	Volume entrée système (m ³ /j)	Précipitation moyenne 5 pluviomètres (mm)	Observations
12/03/2022	169 460	315 820	61	66,2 % des volumes déversés en 2022
13/03/2022	99 635	261 520	47	
20/03/2022	65 725	211 950	17	
06/09/2022	49 195	233 380	72	
07/09/2022	74 030	229 730	82	
14/11/2022	32 390	185 080	80	
15/12/2022	67 470	231 980	29	

Analyse des charges polluantes :

Le tableau suivant met en évidence la pollution moyenne reçue en 2022 (traitée + déversée) sur l'usine ainsi que le taux de charge par rapport aux capacités nominales de temps de pluie.

		MEST	DCO	DBO ₅
Charge moyenne reçue	T/j	29,9	57,6	22,9
Charge nominale	T/j	32	70	28
Charge reçue/charge nominale	%	94	82	84

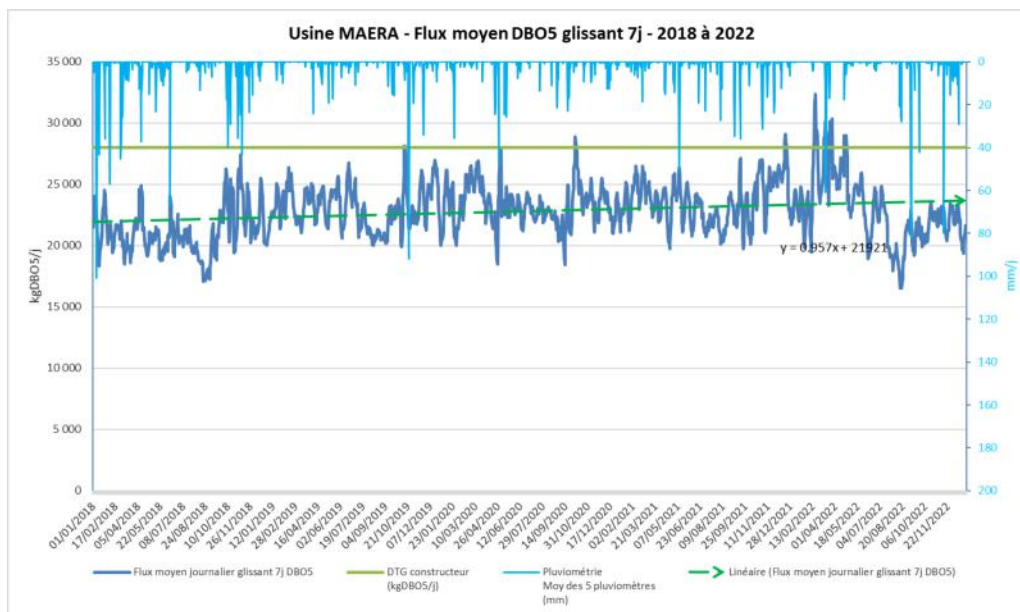
L'analyse statistique des effluents en entrée usine par tout temps met en évidence les points suivants :

- 💧 la capacité hydraulique nominale de l'usine atteinte pour le percentile 95 sur 5 ans (137 587 m³ sur 2018-2022) et pour les volumes reçus (traités + déversés en tête) représente 114,6 % du débit de référence (120 000 m³/j) et 105,8 % du volume de temps de pluie (130 000 m³),
- 💧 les flux reçus en entrée station augmentent d'année en année et s'approchent de la capacité nominale de la station, jusqu'à la dépasser pour les MeST :
 - 100,2 % sur le paramètre DCO pour le percentile sur 5 ans (70 151 kg/j),
 - 105 % sur le paramètre DBO₅ pour le percentile sur 5 ans (29 431 kg/j),
 - 127 % sur le paramètre MeST pour le percentile sur 5 ans (40 807 kg/j).

Au regard de l'analyse statistique entrée usine, celle-ci apparait comme limitée au niveau hydraulique par tout temps, ainsi qu'au niveau des charges polluantes en MeST.

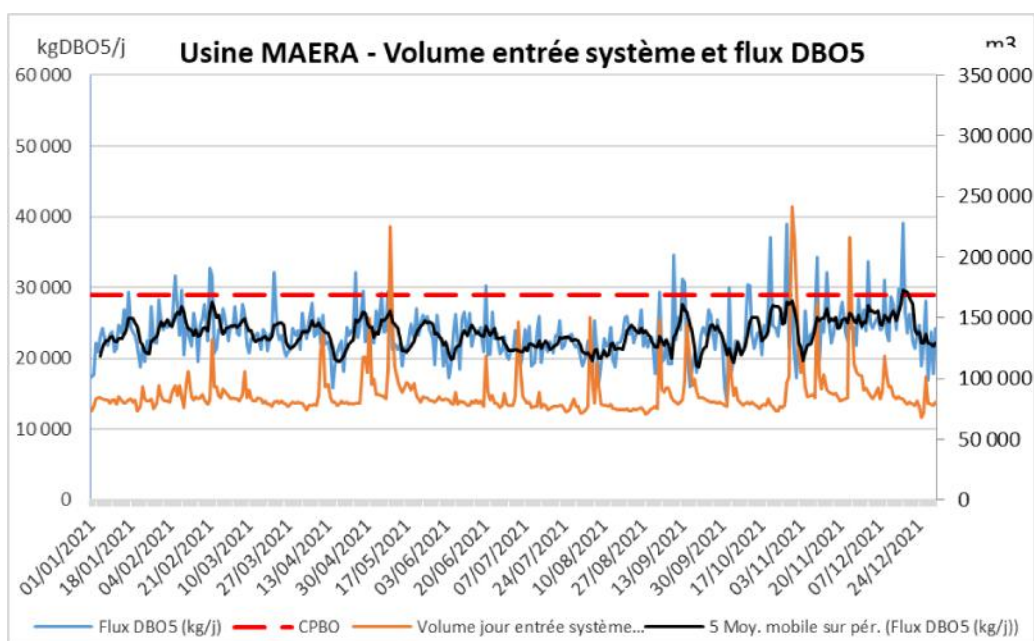
Charge Brute Polluante Organique (CBPO)

Le graphe ci-dessous illustre l'évolution au fil des années pour la DBO₅ :



La charge en DBO₅ en entrée station est restée stable par rapport à 2021 (23,5 T en 2021 & 22,9 T en 2022). La Charge Brute Polluante Organique (CBPO) est la charge journalière de la semaine la plus chargée de l'année à l'exception des situations inhabituelles. Pour la 4^{ème} année consécutive, la CBPO dépasse légèrement la charge nominale. Ce dépassement n'affecte pas pour autant la conformité du traitement. La Charge Brute Polluante Organique (CBPO) pour 2022 s'établit à 32 t DBO₅/j (du 13 au 19 février), soit, sur la base de 60 g/j/EH, à 539 217 Equivalents habitants. Cette population équivalente est :

- 💧 supérieure à la capacité de l'usine de 466 667 eq.hab,
- 💧 supérieure au nombre d'habitants desservis.



Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le



ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

Concentrations des effluents

L'analyse statistique des données d'autosurveillance met en évidence des concentrations en entrée station par tout temps assez classiques pour des effluents urbains.

Le rapport DCO/DBO₅ permet de juger de la biodégradabilité ou du caractère domestique versus industriel des effluents. Le ratio à 2,5 en 2022 quasi identique de celui de 2021 confirme l'évolution vers un effluent de plus en plus biodégradable confirmée depuis 2013. L'eau usée est bien à dominante domestique (DCO/DBO₅ ≤ 2,7).

	MES	DCO	DBO ₅	N-NH4	NTK	PT
	mg/l	mg/l	mg/l	mg/l	mg/l	mg/l
Moyenne	345	668	266	46	62	8
Percentile 95	452	810	355	59	78	9

Concernant les paramètres azote et phosphore en entrée usine, on a :

- 💧 en moyenne sur l'année une concentration de 62 mg/l en Azote Kjeldhal (NTK) et un ratio DBO5/NTK de 4,3,
- 💧 en moyenne sur l'année une concentration de 8 mg/l en Phosphore total (Pt) et un ratio DBO5/Pt de 35.

Les effluents en entrée usine sont caractéristiques d'effluents urbains classiques et sont dans la tendance actuelle des ratios entrée station DBO5/NTK/PT de 100/23.2/2.9 qui confirment la réduction du phosphore dans les effluents urbains. (en 2021 : 100/22,3/2,8).

6.2 Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Usine de dépollution

	2020	2021	2022
STEP MAERA			
Energie relevée consommée (kWh)	11 602 222	11 247 503	11 913 206

6.3 Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2022 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux** au sein de la Région SUD de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 61 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux** a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux

successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les versements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assises sur la valeur ajoutée simplifiée.

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1^{er} novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1^{er} janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m³ assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

L'année 2022 a vu l'absorption de la Société **SOCIETE REGIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU (SRDE)** par fusion absorption avec la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux** avec l'accord des collectivités concernées.

Cette fusion a pris juridiquement effet au 1er juillet 2022, mais avec effet rétroactif comptable au 1^{er} janvier 2022 tel que prévu par la loi. Cela signifie que toutes les écritures comptables enregistrées à compter du 1^{er} janvier 2022 au titre des contrats initialement conclus avec la Société **SOCIETE REGIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU (SRDE)** sont comptabilisées dans les comptes de la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux**. Par analogie avec, par exemple en pareil cas, le calcul de l'impôt sur les sociétés, les Sociétés **SOCIETE REGIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU (SRDE)** et **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux** présentent au titre de 2022 un seul compte annuel de résultat de l'exploitation pour les contrats initialement conclus avec la Société **SOCIETE REGIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU (SRDE)** sous l'en-tête de la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux**, l'ensemble des obligations et des charges liées au contrat étant transférées sans modification.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- 💧 les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- 💧 la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- 💧 les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- 💧 un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- 💧 les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- 💧 les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique..., il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- 💧 d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- 💧 d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- 💧 d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- 💧 d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- 💧 pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- 💧 pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- 💧 pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- 💧 pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021. Il s'élève à 3,90% pour les investissements réalisés en 2022.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractés par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

- Provisions pour investissements futurs

Les comptes annuels de résultat de l'exploitation peuvent tenir compte sous la forme de provisions pour investissements futurs de l'obligation du délégataire de financer des investissements qui ne seront réalisés qu'ultérieurement, sans que cela entraîne augmentation de la rémunération du délégataire lors de la réalisation de ces investissements. Le montant de la provision pouvant être constituée correspond à l'étalement du coût financier total des investissements prévus.

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2022 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins» égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise



Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2022 au titre de l'exercice 2021.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

-  inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
-  inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*

- *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

→ **Détail des biens renouvelés et valorisés dans le cadre du/des compte(s) de renouvellement**

→ **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.4 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



Certificat

Certificate

N° 2015/69288.9

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse

Siège : 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS

N° SIREN

572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / Complementary list of certified locations on appendix

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-11

Jusqu'au
until

2024-11-10

Certificat de Management des Ressources Humaines (RH) délivré par AFNOR Certification

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flasher ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat

AFNOR Certification est accréditée par le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) pour les activités de certification de systèmes de management.
AFNOR Certification is accredited by the Comité Français d'Accréditation (Cofrac) for the activities of certification of management systems.
AFNOR Certification is accredited by the Comité Français d'Accréditation (Cofrac) for the activities of certification of management systems.
AFNOR Certification is accredited by the Comité Français d'Accréditation (Cofrac) for the activities of certification of management systems.



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ies)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au
until

2024-11-09

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Plashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Pour le certificat électronique, consultez au www.afnor.org l'adresse de l'organisme de certification de l'organisme. Les données certifiées sont disponibles au www.afnor.org
afnor.org et/ou sur le site de l'organisme de certification de l'organisme. Les données certifiées sont disponibles au www.afnor.org
afnor.org et/ou sur le site de l'organisme de certification de l'organisme. Les données certifiées sont disponibles au www.afnor.org



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ies)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au
until

2024-11-09

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Placez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Pour le certificat électronique, consultez le site www.afnor.org ou le service client de la certification de l'organisme. The electronic certificate can be checked on www.afnor.org
afnor et son service client de la certification de l'organisme. The electronic certificate can be checked on www.afnor.org
afnor et son service client de la certification de l'organisme. The electronic certificate can be checked on www.afnor.org
afnor et son service client de la certification de l'organisme. The electronic certificate can be checked on www.afnor.org

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.4.1 Management Qualité/Environnement/Sécurité sur l'usine Maera

Dans le cadre de l'uniformisation des systèmes de management à l'échelle nationale obtenus en novembre 2015 :

- 💧 1 certificat ISO 9001 Qualité national,
- 💧 1 certificat ISO 14001 Environnement national,
- 💧 1 certificat ISO 50001 Energie national.

L'usine de MAERA a été auditée sur ces 3 normes le 31 mai 2018 et le sera de nouveau durant l'année 2023.

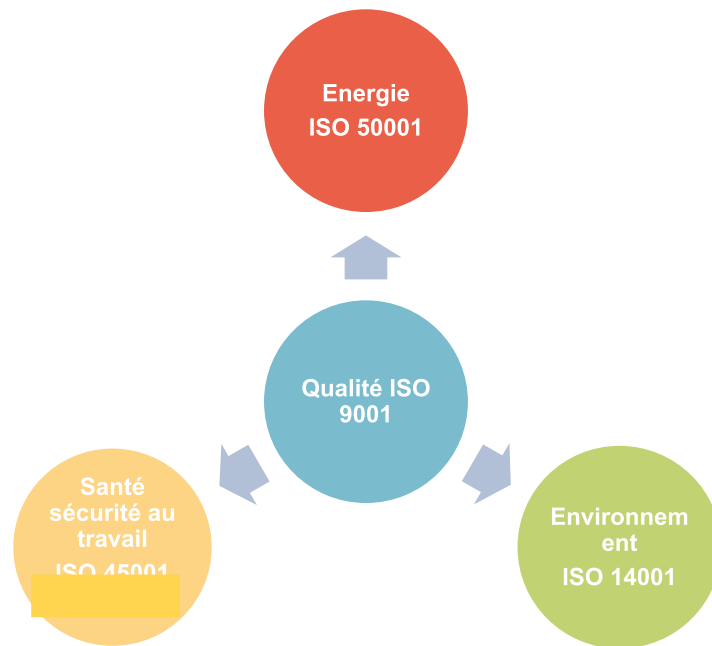
Concernant le volet sécurité, l'usine MAERA est certifiée selon la NORME ISO 45001 : 2018.

- La NORME ISO 45001 : 2018 spécifie les exigences pour un système de management de la santé et de la sécurité au travail (S&ST), et fournit des lignes directrices pour son utilisation, afin de permettre aux organismes de procurer des lieux de travail sûrs et sains.

L'audit de Surveillance 3 a été réalisé le 08/11/2022 par l'APAVE. Cet audit a relevé de nombreux points forts tels que :

- « Le POI de MAERA de 2021 compte 79 fiches incidents, dont fuite de gaz (FP12-FR12), explosion fioul FP12-FR18 et inondation FP12-FR37. Il en comptait une dizaine en 2016. »,
- « Système d'affichage par zone (ex. vu prétraitement, maintenance, zone dépotage produits chimiques, zones bennes, Biostyr 03/11/2022) avec le nombre de SU, le nombre de presque AT, le nombre d'accidents bénins et le nombre d'AT (visualisation où on en est vis-à-vis de la pyramide de Bird) et positionnement par les opérateurs sur la zone (de réactif vers dépendant, autonome et indépendant). Tableau commenté par les opérateurs et bien compris dans l'ensemble. »,
- « Vu exercice 30/09 et 01/10 2021 fuite CH4 pompe alimentation centrifugeuse, ATEX avec SDIS démarre 09h58, 10h27 arrivée des pompiers. REX : info à donner aux secours (sens du vent) et vu fiche alerte FA 01 avec sens du vent faite suite à exercice. Egalement sensibilisation zone ATEX faite vu questionnaire ATEX usine MAERA niveaux 0 à 2 : vu test 31/04/2022 sur 11 personnes, toutes validées. »

Le Système de Management Intégré est en totale adéquation avec la globalité des enjeux et s'adapte à l'ensemble des contraintes du contexte de Montpellier Méditerranée Métropole.

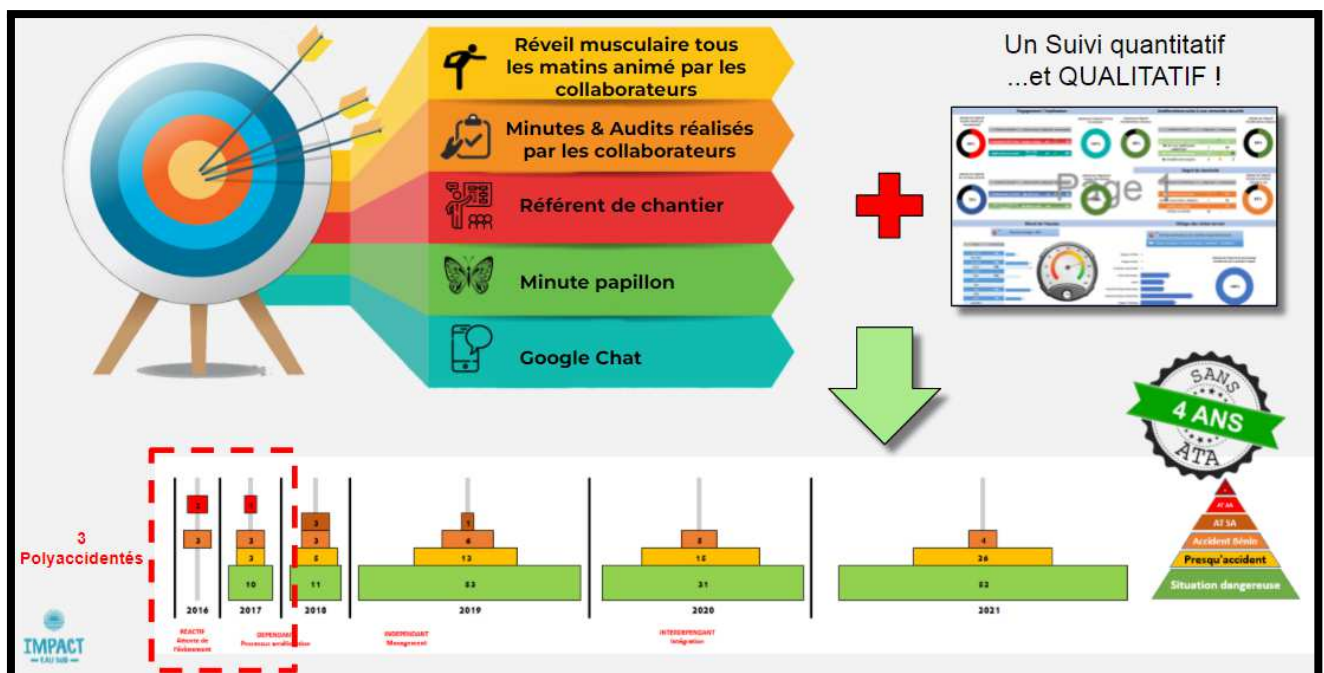


→ Le management de la santé et de la sécurité sur l'usine MAERA

La sécurité est un pilier du service local , elle fait partie intégrante du travail quotidien et n'est pas un rajout. Comme il est possible de le constater sur la figure ci-dessous : en 2016, il y avait 3 polyaccidentés qui avaient chacun 2 à 3 Accident de Travail pour un groupe de 18 personnes et environ 1 à 2 accident de Travail par an.

La sécurité était gérée comme la qualité et l'environnement avec des chiffres, des quotas, du papier et de manière descendante.

La méthode n'était pas adéquate. En effet, l'hygiène, la santé et la sécurité demande de l'humain, et c'est ainsi qu'un virage a été opéré il y a maintenant 4,5 ans en faisant participer et en consultant de plus en plus les collaborateurs.



Pyramide de la sécurité sur l'usine Maera

Ce nouveau management illustre parfaitement la théorie de la pyramide Bird selon laquelle :

- 💧 plus on identifie de situations dangereuses,
- 💧 plus on descend la pyramide
- 💧 et moins on a de risque d'avoir des accidents graves voire mortel.

Cette base très large est favorisée par la mise en place de rituels :

- 💧 un Google chat pour remonter les Situations Dangereuses et les Presqu'accident, Un groupe MAERA a été créé afin que l'ensemble du personnel puisse communiquer immédiatement sur un presqu'accident/situation dangereuse qui vient de se produire afin d'éviter l'accident ou le sur-accident.



- 💧 réalisation de séances d'échauffement musculaire de 10 mn : le but est de réveiller le corps et l'esprit. Le réveil du corps passe par une sollicitation des muscles, des articulations et de l'appareil cardio-circulatoire. On crée ainsi une montée en température du corps et un assouplissement musculaire.

Ces séances réalisées tous les matins à l'embauche en musique assure un bon démarrage de la journée. La mise en place de cet échauffement musculaire a permis d'éradiquer les accidents survenant le matin.

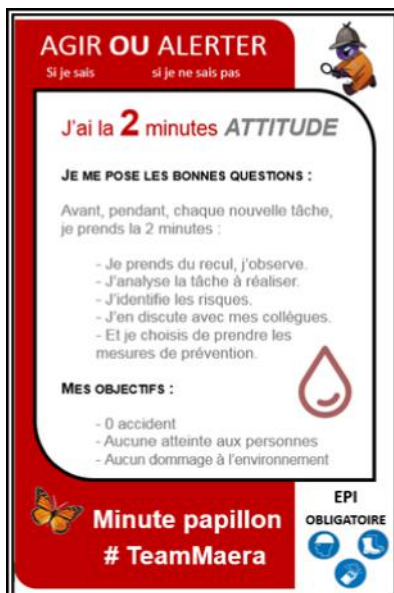


Séance quotidienne d'échauffement

💧 réalisation de la minute papillon : il s'agit d'une analyse complète de son environnement. Cela consiste à se poser, avant chaque intervention, de visualiser son environnement (risques existants ou liés à l'intervention) et de mettre en place les mesures de prévention nécessaires.

Si un risque subsiste, il s'agit d'être capable de ne pas commencer l'intervention sans moyen de protection ! Afin d'aider cette analyse, un outil a été mis en place sur l'usine ayant pour objectifs de :

- facilité d'emploi ; le carnet tient dans la main,
- ne pas prendre plus de 5 mn à renseigner.



Minute papillon Team Maera

💧 réalisation de minutes engageantes animées par les collaborateurs : nouvelles minutes sécurité intégrant désormais des leviers d'engagement pour développer l'envie individuelle et collective de s'adapter et de progresser. Le collaborateur ne consomme pas un discours descendant mais est mis à contribution dans une réflexion, dans les propositions et dans la recherche de solutions.



Minute engageante

- 💧 réalisation de visites sécurité par les collaborateurs : ces visites de sécurité ont remplacé les visites hiérarchiques de sécurité. Ces visites sécurité assurées par les collaborateurs sont mieux perçues car elles ont l'avantage de ne pas être jugées par un hiérarchique. La discussion est plus aisée et moins dans la justification et plus dans l'amélioration. Cela permet de tendre vers la vigilance partagée.
- 💧 mise en place de référent de chantier : chaque jour, nous constituons des équipes pour réaliser la maintenance des équipements. Ainsi, dans chaque équipe, un référent de chantier est nommé. Le référent chantier organise le chantier de manière logistique en prenant la dimension sécurité dans son analyse. C'est lui qui réalise l'analyse papillon, analyse l'environnement et qui prend la responsabilité d'arrêter le chantier si besoin. Il a un rôle d'OSER dire les choses si certaines règles ou bonnes pratiques ne sont pas respectées, si les gestes et postures ne sont pas respectées. Au travers de cette nouvelle pratique, on a poussé la vigilance partagée, le collaborateur va prendre des initiatives au-delà du poste formel.
- 💧 suivi d'indicateurs à la fois quantitatif mais aussi et surtout qualitatif tels que le nombre de remontées structurantes pour le service, notre réactivité dans le traitement des remontées, ...
- 💧 point matinal hebdomadaire, réunions menées par les collaborateurs chaque matin, permettent de :
 - faire le point sur les faits marquants de la veille et les points bloquants en cours,
 - définir ensemble les actions correctives à mener,
 - donner les consignes pour la journée,
 - communiquer des informations à l'équipe.

Cela permet de responsabiliser et donner du sens à chacun.

En plus de la communication des consignes, événements importants de la journée, météo, point sécurité et points de vigilance par les managers d'équipes, chaque collaborateur passe en revue ses objectifs en les qualifiant de "atteint" (en vert) ou "non atteint" (en rouge) et les commente.

Dans le cas d'un objectif non atteint, le collaborateur propose une action corrective. S'il est en difficulté pour trouver une solution, il est aidé de ses collègues et de l'encadrement : la recherche de solution se fait de manière collégiale.



Tableau AIC de suivi des indicateurs de performance commentés

Ces outils concrets favorisent l'implication des collaborateurs dans l'atteinte des objectifs globaux. Plusieurs bénéfices viennent de cette implication : un autocontrôle qualitatif de la réalisation de leurs tâches, la mise en place d'une vigilance partagée sur les points de sécurité, le maintien en état des équipements et infrastructures, ce qui à terme entraîne un gain de performance pour l'exploitation.

6.4.2 L'apprentissage sur l'usine de Maera

Sur le service local usine Maera, prendre un apprenti, c'est conserver et transmettre les savoir-faire de l'usine pour former le collaborateur à nos méthodes de travail et lui apprendre toutes les ficelles du métier. Prendre un apprenti, c'est aussi préparer l'avenir.

L'apprentissage permet ainsi à l'apprenti de se voir confier un certain nombre de missions et de responsabilités et donc l'acquisition rapide de compétences opérationnelles. L'apprenti fait partie de l'équipe au même titre que les autres salariés. Evoluer dans un contexte industriel exigeant contribue au développement personnel des étudiants qui gagnent ainsi en maturité.

L'apprentissage constitue donc une réelle première expérience professionnelle. Il est une étape de pré-recrutement, l'apprenti apparaît effectivement comme un collaborateur potentiel que le service local aura eu l'occasion de former et de tester.

Sur Maera, le contrat d'apprentissage offre la possibilité d'obtenir un diplôme du bac au Master. En effet, en 2022, il y a 3 apprentis dans le service :

- 💧 un apprenti en bac professionnel en Métiers de l'Electricité et de ses Environnements Connectés (MELEC) via les compagnons du devoir à Baillargues,
- 💧 un apprenti en BTS Métiers de l'eau via le campus VEOLIA à Jouy-Le-Moutier,
- 💧 un apprenti en Master Management et Ingénierie des Services à l'Environnement (MISE) via le campus VEOLIA à Jouy-Le-Moutier.



Apprenti MELEC (Gauche) + BTS GEMEAU (Droite au fond) supervisés par un électromécanicien – Entretien dégrilleur fin n°3

6.5 Actualité réglementaire 2022

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande publique

Verdissement de la commande publique

Pris en application de la loi climat et résilience d'août 2021, le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 (JO du 3 mai 2022) portant diverses modifications du code de la commande publique vise au "verdissement de la commande publique". Il prévoit pour les marchés et concessions dont l'avis d'appel public à concurrence ou la consultation est lancé à compter du 21 août 2026 :

- la suppression du critère d'attribution unique fondé sur le prix : le critère du coût devra en effet prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre, et la description dans le rapport annuel du concessionnaire des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique.
- à compter du 1er janvier 2024 : un abaissement du seuil annuel des achats à partir duquel les collectivités territoriales doivent adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) à 50 millions d'euros.

De nouvelles modalités de recensement économique des marchés et de publication des données essentielles de la commande publique

Le décret sur le verdissement de la commande publique prévoit les modalités de publication des données essentielles de la commande publique sur un portail des données ouvertes et que le recensement des marchés publics sera désormais réalisé à partir de ces données. Deux arrêtés en date du 22 décembre 2022 (JO du 1er janvier 2023) ont complété ce dispositif réglementaire l'un portant sur les données essentielles des marchés publics et l'autre sur celles des contrats de concession. Ces deux arrêtés abrogent et remplacent respectivement l'arrêté du 29 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique et l'arrêté du 22 mars 2019 relatif au recensement économique.

La majeure partie des données essentielles visées dans ces arrêtés reprend celles mentionnées dans l'arrêté du 29 mars 2019. La nouveauté correspond aux remontées d'informations relatives aux considérations sociales (clause sociale, critère social, marché ou concession réservés, absence de considération sociale) ou environnementales (clause environnementale, critère environnemental, absence de considération environnementale). S'agissant des données essentielles relatives uniquement aux marchés publics, on notera l'ajout des informations relatives aux sous-traitants déclarés et des données communiquées dans le cadre du recensement économique de la commande publique.

Diverses modifications du code de la commande publique

Le décret 2022-1683 du 28 décembre 2022 (JO du 29 décembre 2022) prévoit notamment une prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 du seuil de dispense de procédure de publicité et mise en concurrence pour les marchés publics de travaux inférieurs à 100 000 euros HT.

Il précise également la portée des engagements du maître d'œuvre privé en cas de dépassement du coût prévisionnel des travaux. Les dépassements des engagements du maître d'œuvre privé sur le coût prévisionnel des travaux ou le coût résultant des marchés de travaux ne pourront le pénaliser si ces dépassements ne lui sont pas imputables. Ainsi l'adaptation des études sans rémunération supplémentaire ou la réduction de la rémunération du maître d'œuvre ne pourront être mises en œuvre que si les

dépassements du seuil de tolérance résultent de circonstances que le maître d'œuvre pouvait prévoir ou d'un manquement du maître d'œuvre dans ses missions.

Dans la continuité de la dématérialisation de la commande publique, les candidats et soumissionnaires à un marché public peuvent transmettre la copie de sauvegarde de leurs documents par voie dématérialisée.

Enfin, les conditions de remboursement des avances sont précisées afin de tenir compte du montant de l'avance accordée et de l'état d'avancement de l'exécution du marché.

Libre accès à la commande publique

Le règlement (UE) 2022/1031 du parlement européen et du conseil du 23 juin 2022 (JOUE du 30 juin 2022) prévoit que les opérateurs économiques d'origine extérieure à l'Union européenne dont le pays ne garantit pas le libre accès à la commande publique aux opérateurs économiques européens pourront faire l'objet de sanctions lors de de procédure de mise en concurrence dépassant 15 000 000€ HT pour les travaux et concessions et 5 000 000€ HT pour les biens et services. Ces sanctions pourront se traduire par des pénalités lors de la notation des offres, voire même une exclusion de ces dernières. En tout état de cause, ces sanctions ne pourront être prononcées qu'après enquête et décision de la Commission.

Suites de la crise sanitaire

Les crises en cascades : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie

Les crises successives affectant l'exécution des contrats de la commande publique depuis 2020 et en particulier la pénurie et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ont conduit le ministre de l'économie à solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les modifications des prix et tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision.

Le Conseil d'Etat a rendu un avis le 15 septembre 2022 (avis n°405540) sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et sur les conditions d'application de la théorie de l'imprévision, rapidement complété par une circulaire du Premier Ministre en date du 29 septembre 2022 (n° 6374/SG) et par une fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques de Bercy en date du 21 septembre 2022.

- Principes : Les parties peuvent convenir, pour faire face à une circonstance imprévisible, d'une modification des conditions financières ou de la durée des contrats de la commande publique. Cette exception au principe de l'intangibilité des prix reste régie par les principes établis de la commande publique. Les fondements suivants sont ainsi invocables au cas par cas :
 - Les modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévisibles (art. R. 2194-5 et R.3135-5 CCP);
 - Les modifications de faible montant (art. R. 2194-8 et R.3135-8 et - 9);
- Différents remèdes à la situation résultant de circonstances imprévisibles :
 - Le contrat pourra être modifié en introduisant une clause de variation des prix ou de réexamen si le contrat n'en contenait pas ;
 - Il sera aussi possible de faire évoluer une clause existante qui se serait révélée insuffisante (modification d'un montant maximal, chacune, de 50% du montant du contrat initial) ;
 - Une convention d'indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision pourra être conclue entre les parties, sans être considérée comme une modification du contrat, de sorte qu'elle ne sera

pas soumise aux conditions et limites posées par le code de la commande publique en matière de modification des contrats de la commande publique ;

- Enfin et en cas de désaccord entre les parties, le juge pourra allouer une indemnité d'imprévision, qui sera également affranchie des règles relatives à la modification prévues dans le code de la commande publique.

Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité

En sus de la hausse conséquente des prix de l'énergie, au cours des prochains hivers, des coupures de gaz et d'électricité pourraient se produire en raison du défaut d'approvisionnement en gaz et la tension sur la demande sur les services d'eau et d'assainissement, activités ne relevant pas des services prioritaire prévus par l'arrêté du 5 juillet 1990.

- Le décret n° 2022-495 du 7 avril 2022 (JO du 8 avril 2022) prévoit un mécanisme de délestage pour les consommateurs ayant une consommation supérieure à 5 GWH.
- Une instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 (publiée le 28 septembre 2022) a précisé les contours de l'organisation de la répartition et du délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité
- Enfin, une circulaire du Premier Ministre en date du 30 novembre 2022 a été transmise aux préfets afin de présenter les mesures de préparation et de gestion de crise en cas de survenue d'une mesure de délestage électrique programmée.

Par ailleurs, le décret n° 2022-1539 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) relatif aux mesures d'urgence définies en application des articles L. 321-17-1 et L. 321-17-2 du code de l'énergie précise les pénalités financières applicables en cas de non respect des modalités d'effacement électrique et précise les catégories de sites et installations exemptés de l'obligation d'effacement.

Services publics locaux

Compétences Eau et Assainissement

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS) entend favoriser l'association des communes et le maintien des syndicats infra-communautaires à la gouvernance des compétences "eau" et "assainissement". Ces dispositions tendent à faciliter le financement de ces deux compétences par les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP).

- Maintien du transfert de compétences eau, assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés de communes d'ici à 2026, sauf délibération contraire.

Toutefois, la loi 3DS prévoit que "les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire les compétences eau et assainissement à partir du 1er janvier 2026, sont maintenus par la voie de la délégation", après 2026, "sauf si la communauté de communes délibère contre ce maintien".

Par ailleurs, avant le transfert des compétences, les communautés de communes et les communes qui les composent devront organiser un débat sur la tarification des services publics de l'eau et de l'assainissement ainsi que sur les investissements liés aux compétences transférées. Après ce débat, une convention pourra lier la communauté de communes et les communes sur la tarification et sur les orientations de la politique d'investissement pour la gestion des eaux.

- Création de nouvelles exceptions à l'interdiction de subventionner les services publics industriels et commerciaux explicitement relatives aux EPCI

La loi 3DS concrétise et simplifie la possibilité d'abonder le budget annexe par le budget général en introduisant la possibilité nouvelle de pouvoir utiliser le budget général pour financer les services eau et assainissement, notamment :

lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements importants qui ne peuvent être financés sans une augmentation excessive des tarifs (sans faire dorénavant mention du faible nombre d'usagers) ; ou

lors de la période d'harmonisation des tarifications de l'eau et de l'assainissement, après le transfert de compétence à l'EPCI-FP.

- Contrôle des raccordements des eaux pluviales urbaines renforcé
 - L'article 63 de la loi Climat et Résilience fixe, pour l'ensemble des territoires, les modalités de contrôle du raccordement au réseau d'assainissement public et rend obligatoire, sur les territoires où les rejets d'eaux usées et pluviales ont une incidence sur la qualité de l'eau pour les épreuves olympiques de nage libre et de triathlon en Seine, l'établissement d'un diagnostic du raccordement au réseau public d'assainissement au moment de la vente d'un bien immobilier. La loi 3DS renforce cette disposition en précisant les modalités avec lesquelles le service de gestion des eaux pluviales urbaines peut assurer le contrôle du raccordement des immeubles au réseau public de collecte des eaux pluviales.
- Le préfet coordonnateur en lien direct avec les agences de l'eau
 - La loi 3DS introduit une modification concernant les agences de l'eau et leur présidence. Jusqu'ici les présidents des conseils d'administration des agences de l'eau étaient désignés par décret du président de la République. Désormais les six agences de l'eau auront pour président du conseil d'administration, le préfet coordonnateur du bassin.

Résilience des réseaux

En application de la loi du 22 août 2021 climat et résilience, le décret 2022-1077 du 28 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise le champ d'application du dispositif prévu à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure visant à améliorer la résilience des réseaux aux risques naturels, de même que les prescriptions pouvant être faites par les préfets dans ce cadre.

- Les exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) situés dans les territoires présentant une exposition à un risque naturel important peuvent ainsi être enjoins par arrêté préfectoral à établir certains documents afin d'anticiper la gestion en cas de crise et favoriser un retour rapide à la normale. Ces documents sont composés d'un diagnostic des vulnérabilités des ouvrages face aux risques naturels, des mesures de crise à mettre en place pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et d'assurer un service minimum, les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa, et un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services.
- Ce décret impose une "prise en compte dans les cahiers des charges" des obligations prévues dans ce cadre (article R.732-5 du Code de la sécurité intérieure).
- Le Décret n°2022-1385 du 31 octobre 2022 précise quant à lui que le préfet de département est l'autorité compétente de l'Etat désignée à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure pouvant demander aux exploitants de services ou réseaux essentiels à la population d'identifier leurs vulnérabilités face aux événements naturels de grande ampleur dans le but que leur gestion en

période de crise soit anticipée, qu'un service minimal répondant aux besoins essentiels de la population soit assuré pendant la durée de la crise et qu'un retour rapide à un fonctionnement normal soit favorisé.

Résilience des territoires et sécurité civile

Le décret 2022-907 du 20 juin 2022 (JO du 21 juin 2022) précise les modalités de réalisation et de mise en œuvre des plans communaux (PCS) et intercommunaux de sauvegarde (PICS). Ce texte fait suite à la loi du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile qui impose la création des PICS dans les établissements publics à coopération intercommunale (EPCI) dont au moins une commune est soumise à PCS.

Ce nouveau décret vient préciser les critères qui imposent la réalisation d'un PCS pour les communes exposées à des risques spécifiques tels que les risques sismiques, volcaniques, cycloniques, d'inondation ou d'incendie de forêt. Il précise le contenu des plans et l'articulation du PICS avec les PCS sur plusieurs aspects : la mutualisation des moyens nécessaires à la gestion de crise, l'accompagnement de l'intercommunalité dans les événements impactant les communes membres.

Le Décret n° 2022-1532 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) précise l'obligation de réaliser un exercice pour les communes et les établissements de coopération intercommunales à fiscalité propre soumis à l'obligation d'élaborer plan communal de sauvegarde (PCS) et un plan intercommunal de sauvegarde (PICS) et détaille par ailleurs les modalités à mettre en œuvre par les collectivités concernées. Il détaille, par ailleurs, les mesures relatives à l'élaboration d'un exercice ainsi que les modalités relatives à la participation de la population lorsqu'un exercice est organisé soit par la commune, soit par l'intercommunalité, soit par participation à un exercice organisé par le préfet de département. Enfin, il établit les mesures relatives à l'élaboration du retour d'expérience.

Contenu du rapport du mandataire au sein des instances d'une EPL

Le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 (JO du 6 novembre 2022) précise le contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales au sein des instances d'une EPL à compter de 2023. Ce rapport a pour objectif de donner aux membres de l'organe délibérant une information complète sur l'entreprise, de nature à assurer la transparence de son fonctionnement et permettre son contrôle à travers un certain nombre d'informations telles que :

- une présentation de la société d'économie mixte rappelant son historique, son objet social, ses domaines d'activité, l'adresse de son siège social, le nombre de ses salariés, la répartition de son capital, l'organisation de sa gouvernance, les noms du président, du directeur général et des administrateurs, en identifiant ceux qui représentent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire, les principales activités et opérations de l'année écoulée en identifiant celles qui concernent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et ses perspectives de développement ;
- bilan de la gouvernance des élus précisant le nombre et la date des conseils d'administration ou de surveillance et des assemblées générales, le taux de présence des représentants de la collectivité territoriale ou du groupement actionnaire à chaque instance.
- éléments de rémunération, fixes, variables et exceptionnels, ainsi que les avantages en nature accordés aux représentants de la collectivité territoriale ou du groupement ainsi qu'aux mandataires sociaux.

Expérimentation de contributions fiscalisées de leurs membres aux établissements publics territoriaux de bassin

Le décret n° 2022-1251 du 23 septembre 2022 (JO du 24 septembre 2022) pris pour l'application de l'article 34 de la loi du 21 février 2022 dite « 3DS », précise le périmètre géographique de l'expérimentation d'un financement de la prévention des inondations par les établissements publics territoriaux de bassin via l'instauration de contributions fiscalisées en remplacement, en tout ou partie, de la contribution budgétaire versée par leurs membres. Ainsi, la liste des bassins dans lesquels cette expérimentation est autorisée est définie comme suit :

- l'Escaut, la Somme et les cours d'eau côtiers de la Manche et de la mer du Nord ;
- la Meuse ;
- la Sambre ;
- le Rhin ;
- la Seine et les cours d'eau côtiers normands ;
- la Loire, les cours d'eau côtiers vendéens et bretons ;
- le Rhône et les cours d'eau côtiers méditerranéens ;
- l'Adour, la Garonne, la Dordogne, la Charente et les cours d'eau côtiers charentais et aquitains ;
- les cours d'eau de la Corse ;
- les cours d'eau de la Guadeloupe ;
- les fleuves et cours d'eau côtiers de la Guyane ;
- les cours d'eau de la Martinique ;
- les cours d'eau de la Réunion ;

Stratégie numérique responsable

Le décret n° 2022-1084 du 29 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise les modalités d'élaboration d'une stratégie numérique responsable. Les communes et EPCI de plus de 50 000 habitants doivent ainsi élaborer en lien avec les acteurs publics et privés intéressés un programme de travail comprenant un bilan de l'impact environnemental du numérique et celui de ses usages sur le territoire concerné ainsi que les actions déjà engagées pour l'atténuer le cas échéant.

Service public de l'assainissement

Réutilisation des Eaux Usées Traitées

Le décret 2022-236 du 10 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées a pour objectif de mettre en place une procédure pour autoriser pour une durée limitée (5 ans maximum - renouvelables) de nouveaux usages des eaux usées traitées. Comme confirmé dans l'ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022 (JO du 23 décembre 2022), ce décret ne concerne pas les usages déjà réglementés (irrigation agricole et espaces verts notamment – via les arrêtés de 2010 et 2014 et usages internes à la station d'épuration).

Il précise notamment :

- les caractéristiques des eaux usées traitées pouvant être utilisées : eaux usées traitées issues des stations d'épuration urbaines et d'assainissement non collectif et les eaux issues des ICPE (à l'exclusion des eaux issues des installations de traitement reliées à un établissement gérant des sous-produits animaux, non traitées thermiquement) dont les boues sont aptes à être valorisées en épandage (arrêté de 1998) ;
- les usages possibles : tous les usages à l'exception de ceux pratiqués à l'intérieur des locaux d'habitation, des établissements de santé, d'hébergement de personnes âgées, des cabinets médicaux/dentaires, des crèches, écoles, ... et recevant du public pendant les heures d'ouverture. Sont également exclus les usages alimentaires, liés à l'hygiène corporelle et du linge et les usages d'agrément (piscines, fontaines, etc.). Les usages doivent avoir lieu au sein du département où les eaux sont produites.

- la procédure d'autorisation des projets d'utilisation : demande à déposer par le producteur ou l'utilisateur des eaux usées traitées auprès du préfet, accompagnée d'un dossier permettant de justifier de l'intérêt du projet par rapport aux enjeux environnementaux et de démontrer sa compatibilité avec la protection de la santé humaine et de l'environnement. Un arrêté préfectoral dont la validité ne peut excéder 5 ans définit alors la qualité sanitaire des eaux à respecter et fixe les prescriptions à respecter (entretien, contrôle et surveillance, information à faire, ...).
- les modalités de suivi et de surveillance à mettre en place : tenue d'un carnet sanitaire et transmission au préfet chaque année au plus tard le 1er mars d'un rapport incluant volumes réutilisés, résultats de la surveillance, synthèse des dysfonctionnements, et un volet économique (bilan dépenses/recettes et analyse coûts-bénéfices),... Puis six mois avant la date d'expiration transmission d'un bilan global (avec impacts sanitaires et environnementaux, bilan économique). Les parties prenantes doivent faire remonter au préfet les non-conformités constatées sur le niveau de qualité des eaux usées traitées.

Ce texte offre ainsi un cadre pour étendre à titre « temporaire » de nouveaux usages des eaux usées traitées (tels que le lavage des rues, le « multi-usages » en site industriel, ...).

Un arrêté du 28 juillet 2022 (JO du 4 août 2022) est venu préciser les pièces attendues dans le dossier de demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées traitées prévu par le décret du 10 mars 2022.

Dans une communication à destination des Etats Membres en date du 3 août 2022 (JOUE du 5 août 2022), la Commission européenne précise les lignes directrices pour la réutilisation des eaux usées traitées à des fins d'irrigation agricole. Cette communication s'inscrit dans le contexte particulier de la sécheresse de l'été 2022 et dans la perspective de l'entrée en vigueur, en juin 2023, du règlement européen du 25 mai 2020 fixant les prescriptions minimales pour la réutilisation des eaux usées traitées à des fins d'irrigation agricole qui entraînera une révision de l'arrêté du mois d'août 2010.

Recherche des substances dangereuses dans l'eau (RSDE).

La note technique du 24 mars 2022 (remplaçant celle du 12 août 2016) relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction est venue confirmer les deux piliers de la démarche applicable aux stations de plus de 10 000 eq.habitants :

- une phase de recherche des substances à enjeux (dites "significatives") dans les eaux brutes et traitées ;
- une phase de diagnostic à l'amont pour comprendre les sources d'émission et identifier les actions de réduction à initier sur les territoires pour réduire ces substances dans les eaux usées urbaines.

Cette note redéfinit les modalités de la recherche de micropolluants dans les eaux usées traitées et dans les eaux brutes des stations de traitement des eaux usées (STEU). Ainsi, elle précise le calendrier de mise en œuvre du nouveau cycle RSDE qui a débuté dès 2022. Et, elle donne la faculté au Préfet d'élargir la liste de substances à rechercher au regard de la sensibilité du milieu récepteur.

Elle engage les services d'assainissement dans une démarche de réduction des émissions de substances.

Surveillance des masses d'eau

Deux arrêtés et un avis publiés au JO du 11 mai 2022 sont venus préciser la surveillance et la délimitation des masses d'eau dans le cadre de l'objectif du bon état visé par la directive-cadre sur l'eau.

Le premier arrêté, en date du 19 avril 2022, définit les catégories de masses d'eau et donne le cadre pour l'analyse des incidences des activités humaines sur l'état des eaux. Cet arrêté étend notamment l'inventaire des émissions, rejets et pertes de polluants, demandé dans le cadre de l'analyse de l'incidence des activités

humaines sur l'état des eaux, aux polluants spécifiques de l'état écologique. Il modifie également la typologie des masses d'eau, notamment celle des plans d'eau.

Le second arrêté en date du 26 avril 2022 traite plus spécifiquement de la surveillance des masses d'eau. Il précise notamment les paramètres et éléments de qualité à surveiller, les méthodes d'échantillonnage et d'analyse à utiliser, et les fréquences à respecter dans le cadre de la surveillance de l'état des masses d'eau. Désormais, les normes et guides à appliquer pour la surveillance sont recensés dans un avis (également publié au JO du 11 mai 2022).

Il est à noter qu'à travers ces deux arrêtés, 73 substances ont été ajoutées à la surveillance de l'état chimique des eaux souterraines, dont les composés perfluoroalkylés (PFAS ou 'polluants éternels').

Délai de transmission du rapport établi à l'issue du contrôle de raccordement d'un immeuble au réseau d'assainissement

Le décret n°2022-93 du 31 janvier 2022 (JO du 1er février 2022) fixe la liste des territoires dans lesquels le document établi à l'issue du contrôle du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées mentionné au II de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales est joint au dossier de diagnostic technique prévu par le code de la construction et de l'habitation. Dans ces territoires, les propriétaires d'immeubles doivent faire procéder aux travaux prescrits par le document établi en application de l'article L. 2224-8 du CGCT dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification de ce document. Le décret est pris en application de l'article 11-1 de la loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, créé par l'article 63 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience

Le décret n° 2022-521 du 11 avril 2022 (JO du 12 avril 2022) vient préciser le délai dans lequel la transmission de ce rapport doit s'effectuer, en créant un nouvel article R. 2224-15-1 dans le CGCT. Cet article prévoit ainsi désormais que ce délai de transmission doit être fixé par le règlement de service prévu à l'article L. 2224-12 du même Code (lequel règlement doit définir les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires). Ce nouvel article prévoit en tout état de cause que ce délai ne peut excéder 6 semaines à compter de la date à laquelle la commune a reçu la demande du propriétaire ou du syndicat de réaliser le contrôle.

Qualité des eaux de baignade

L'instruction n°DGS/EA4/2022/168 du 17 juin 2022 (mise en ligne le 30 juin 2022) relative aux modalités de recensement, gestion et classement des eaux de baignade vise à préciser les modalités de recensement, de gestion et de classement des eaux de baignade qu'il revient aux Agences régionales de santé (ARS) de mettre en œuvre à compter de la saison balnéaire de l'année 2022, en application des dispositions de la directive européenne 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade.

ICPE

Une circulaire mise en ligne le 5 janvier 2022 à destination des services en charge de l'inspection des installations classées protection de l'environnement précise les points d'attention particuliers retenus comme prioritaires pour l'année 2022. Ces priorités d'actions portent sur la traçabilité des terres excavées, le contrôle de l'entrée des déchets en décharge, le plan de gestion des déchets des carrières et la sous-traitance dans les sites Seveso sont au programme.

La circulaire du 12 décembre 2022, mise en ligne le 30 décembre 2022, est venue préciser ces points d'attention prioritaires pour les inspections réalisées en 2023. Ces priorités d'actions portent cette fois sur le retour d'expérience de la sécheresse de l'été 2022 afin de préparer l'été 2023, les fuites de gaz dans les

installations de méthanisation, les perturbateurs endocriniens dans les milieux environnementaux afin de préserver la biodiversité, les déchets, et les émissions dans l'air.

Deux arrêtés modificatifs publiés au JO du 3 avril 2022 établissent un socle minimal de prescriptions fixé sur le plan national pour les risques chroniques (arrêté du 2 février 1998) et les risques accidentels (arrêté du 4 octobre 2010). Ces deux arrêtés ministériels qui homogénéisent sur le plan national les prescriptions applicables aux ICPE concernent à la fois les risques chroniques et accidentels. Selon le Ministère, “Cet exercice n'a donc pas pour objet principal de créer des obligations nouvelles générales, mais bien d'assurer une application homogène et efficiente de prescriptions qui figurent déjà dans la grande majorité des arrêtés d'autorisation, sans avoir à les recopier dans chacun de ces actes administratifs ”

IOTA - Dématérialisation de la procédure de déclaration

Le décret 2022-989 du 4 juillet 2022 (JO du 5 juillet 2022) introduit la procédure de télédéclaration des installations, ouvrages, travaux ou activités (Iota) au titre de la loi sur l'eau.

Ce décret est entré en vigueur en juillet 2022. À cette occasion, le ministère de la Transition écologique a revu également un certain nombre de points de la procédure, notamment sur le préfet compétent pour un projet sur plusieurs départements, le format pour une déclaration contenant des données sensibles, les demandes de modification des prescriptions applicables à l'opération

Analyses des fibres d'amiante

L'arrêté relatif à la prévention des risques liés à l'amiante du 25 juillet 2022 (JO du 13 octobre 2022) rend la version de juillet 2021 de la norme NF X 43-050 obligatoire. Cette norme encadre la méthode indirecte de la microscopie électronique à transmission pour déterminer la concentration en fibres d'amiante. Par ailleurs, les organismes accrédités pour réaliser l'analyse et le comptage des fibres d'amiante dans l'air doivent indiquer la variété ou les variétés de fibres d'amiante comptées. Cette information figure dans le rapport d'essai d'analyse.

Travaux à proximité des réseaux

L'arrêté du 6 juillet 2022 (JO du 10 juillet 2022) fixe, pour l'année 2022, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Deux arrêtés du 4 octobre 2022, tous deux publiés au JO du 19 octobre 2022, portent sur la création de deux titres professionnels. Le premier porte sur celui d'opérateur en détection de réseaux et le second sur celui de technicien en détection et géoréférencement des réseaux.

Un arrêté en date du 21 octobre 2022 (JO du 28 décembre 2022) est venu modifier l'article 2 de l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux. Cet arrêté modifie également le nombre minimal de questions prioritaires pouvant être posées lors de l'examen

Facturation électronique

Dans le cadre de la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la transmission des données de transaction, le décret n° 2022-1299 du 7 octobre 2022 (JO du 9 octobre 2022) fixe les modalités d'application des obligations d'émission, de transmission et de réception des factures électroniques et de transmission des données de facturation et de paiement à la direction générale des finances publiques.

Ce décret définit à cet effet les missions assurées par le portail public de facturation géré par l'AIFE, les fonctionnalités minimales exigées des plateformes de dématérialisation partenaires, la procédure d'immatriculation de ces plateformes ainsi que les données à transmettre à l'administration.

Conformément à l'article 26 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, le décret entre en vigueur de manière différée et progressive :

- d'une part, l'obligation d'émission et de transmission des factures électroniques entre assujettis, de transmission des données de ces factures et de transmission des données de transaction et de paiement à l'administration fiscale s'applique aux factures émises ou à défaut aux opérations réalisées à compter du :

- 1er juillet 2024 pour les grandes entreprises ;
- 1er janvier 2025 pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- 1er janvier 2026 pour les petites et moyennes entreprises et les microentreprises. Ces catégories d'entreprises sont celles prévues par l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et son décret d'application n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 ;

- d'autre part, l'obligation de réception des factures électroniques entre assujettis s'applique pour toutes les entreprises à compter du 1er juillet 2024.

Information précontractuelle et contractuelle des consommateurs

Entré en vigueur le 28 mai 2022, le décret 2022-424 du 25 mars 2022 (JO du 26 mars 2022) est lié à la transposition en droit interne de la directive 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs.

Il précise, d'une part, les obligations d'information précontractuelle auxquelles les professionnels sont tenus à l'égard des consommateurs, en application de l'article L. 221-5 du code de la consommation, préalablement à la conclusion de contrats à distance et hors établissement, et procède, d'autre part, à des ajustements rédactionnels prévus par la directive 2019/2161, notamment, sur la communication obligatoire au consommateur des coordonnées du professionnel.

Transition énergétique & évaluation environnementale

Energie - Biogaz – Biométhane

Dans un contexte de crise des approvisionnements en gaz, l'arrêté du 2 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) porte de 40 à 60% le niveau de prise en charge des coûts de raccordement des installations de production de biogaz aux réseaux de transport de gaz naturel dans la limite de 600 000 euros.

Le décret 2022-496 du 7 avril 2022 (JO du 8 avril 2022) précise les modalités d'utilisation de garanties d'origine de biogaz, fondées sur une approche par équivalence, avec du gaz naturel qui n'est pas acheminé dans un réseau de gaz naturel.

Le décret 2022-640 du 25 avril 2022 (JO du 26 avril 2022) introduit dans le Code de l'énergie le dispositif de certificats de production du biogaz (CPB). en application de l'article 95 de la loi Climat et résilience d'août 2021. Ce nouveau dispositif de soutien impose aux fournisseurs de gaz naturel intégrant une part de biométhane dans leur offre de restituer des certificats à l'État. Ceux-ci sont à obtenir auprès de producteurs de biogaz, par la signature d'un contrat d'obligation d'achat ou en produisant directement du biogaz injecté dans le réseau.

Le décret n° 2022-1248 du 20 septembre 2022 (JO du 23 septembre 2022) relatif à l'allongement du délai de mise en service des projets d'installations de production de biométhane précise les conditions dans lesquelles un projet d'installation de production de biométhane peut bénéficier d'un allongement de son délai de mise en service pouvant aller jusqu'à 18 mois. Ainsi les contrats d'achat de biométhane signés avant le 23 mars 2021 et portant sur des installations de production ayant fait l'objet de l'enregistrement ou de la déclaration idoine au titre des ICPE mais n'ayant pas encore produit de biométhane doivent prendre effet au plus tard 18 mois après le 22 septembre 2022.

L'arrêté du 20 septembre 2022 (JO du 23 septembre 2022) portant modification de l'arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel arrêté précise les modalités de calcul de l'évolution du tarif d'achat de biométhane.

Le Décret n° 2022-1540 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) relatif aux garanties d'origine de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel précise les informations mentionnées dans les garanties d'origine de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel ainsi que le mode de comptabilisation, au titre des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des réductions d'émissions associées à la production de biogaz pour lequel des garanties d'origine sont émises. A ces fins, le décret modifie la section 7 du chapitre VI du titre IV du livre IV de la partie réglementaire du code de l'énergie.

Photovoltaïque

Le décret n° 2022-970 du 1er juillet 2022 (JO du 2 juillet 2022) ajoute une nouvelle catégorie de projet soumis à l'évaluation environnementale (installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 1MWc) et modifie la répartition de compétence de l'autorité environnementale pour les plans de prévention des risques naturels, technologiques et miniers entre le niveau national et régional.

Le Décret n° 2022-1688 du 26 décembre 2022 (JO du 29 décembre 2022) portant simplification des procédures d'autorisation d'urbanisme relatives aux projets d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol prévoit, hors secteurs protégés, le rehaussement du seuil de puissance au-delà duquel les projets d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol basculent de la formalité de la déclaration préalable à celle du permis de construire. Ce seuil est donc aligné sur le seuil d'évaluation environnementale systématique (1 mégawatt).

Evaluation environnementale des projets

Le décret n° 2022-422 du 25 mars 2022 (JO du 26 mars 2022) relatif à l'évaluation environnementale des projets met en place un dispositif permettant de soumettre, à l'initiative du maître d'ouvrage, à évaluation environnementale des projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine mais situés en deçà des seuils de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement. La demande de soumission sera examinée au cas par cas par le ministre chargé de l'environnement, la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ou le préfet de région en fonction de l'identité du maître d'ouvrage. Cette disposition est applicable pour les demandes d'autorisation et de déclarations déposées dès le 27 mars 2022.

La circulaire du 2 août 2022 (publiée le 26 août 2022) relative aux modalités d'application de la procédure d'urgence à caractère civil prévue à l'article L. 122-3-4 du code de l'environnement précise les modalités d'exonération d'évaluation environnementale pour les projets ayant pour seul objet la réponse à des situations d'urgence à caractère civil :

- Le projet peut être un ensemble cohérent de travaux
- L'objet exclusif du projet doit être de répondre à la situation d'urgence à caractère civil
- La situation justifiant le recours à la procédure d'urgence doit concerner un intérêt public civil
- Pour que l'urgence soit reconnue, il est nécessaire que la situation constitue une atteinte majeure et avérée, qu'il ne soit plus possible de réaliser dans un délai compatible une évaluation environnementale et que la situation présente les caractères de la force majeure (imprévisible, irrésistible et extérieure).

Sont également précisés les étapes de la procédure et ses effets.

- Le décret n° 2022-1673 du 27 décembre 2022 (JO du 28 décembre 2022) portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des actions ou opérations d'aménagement et aux mesures de compensation des incidences des projets sur l'environnement dispose que les

mesures de compensation doivent être mises en œuvre en priorité sur le site endommagé. Si ce n'est pas possible, elles sont déployées à proximité, dans les zones de renaturation préférentielle identifiées dans le SCOT et le PLU. À la condition toutefois qu'elles soient compatibles avec les orientations de renaturation de ces zones et que les conditions de leur mise en œuvre soient techniquement et économiquement acceptables. À défaut, le maître d'ouvrage peut notamment acquérir des unités de compensation dans le cadre d'un site naturel de compensation.

- Les orientations d'aménagement et de programmation d'urbanisme peuvent également identifier des zones préférentielles pour la renaturation et préciser les modalités de mise en œuvre des projets de désartificialisation et de renaturation dans ces secteurs.

6.6 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de

6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- 💧 le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- 💧 et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de

collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels,

d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

6.7 Autres annexes

Intitulé	Description	Nombre de pages
Annexe 9	Inventaire détaillé des canalisations par commune	1
Annexe 10	Inventaire des installations	29
Annexe 11	Gammes de maintenance préventive MAERA	5
Annexe 12	Carte des réseaux stratégiques	1
Annexe 13	Bilan Autosurveillance 2022 - MAERA	56
Annexe 14	Export SIG	-
Annexe 15	Attestations d'assurances	2
Annexe 16	CARE et état détaillé des produits	2
Annexe 17	Rapport Diagnostic Permanent	32
Annexe 18	Bilan carbone 2020	23

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



Ressourcer le monde

Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com

© Médiathèque VEOLIA - François Moura © Médiathèque VEOLIA - Samuel Bigot/Andia © Médiathèque VEOLIA - Rodolphe Escher © Médiathèque VEOLIA - Alexandre Dupeyron
© Médiathèque VEOLIA - Martial Ruaud/Andia © Médiathèque VEOLIA - Christel SASSO/CAPA PICTURES © Photo par Thomas Barnick / Getty Images © Cavan Images via Getty Images



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Montpellier Méditerranée Métropole / Collecte des eaux
usées raccordées à la STEP MAERA




Version complète_V0

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
 ENGAGEMENT	Identifier rapidement nos engagements clés
 FOCUS	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
 RESPONSABILITÉ	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Gestion du document	Auteur	Date
Validation	Contrat non validé	Contrat non validé

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2022

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégué** de votre service de l'eau et de l'assainissement de l'année 2022. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi apprécier la performance de votre service.

2022 a été une année singulière, marquée par le déclenchement de plusieurs crises majeures bouleversant durablement le cours de nos activités et de nos ressources.

L'actualité géopolitique et notamment la guerre en Ukraine nous a rappelé la fragilité de nos systèmes énergétiques, amplifiée par un contexte fortement inflationniste à travers les tensions sur l'approvisionnement et les prix de fourniture de l'énergie et des matières premières.

En réponse, Veolia s'est mobilisé rapidement pour atténuer les conséquences de cette crise : mobilisation des équipes achats pour sécuriser l'approvisionnement en énergie et réduire la volatilité des prix, partenariat avec le programme Ecowatt, solutions concrètes pour réduire sa consommation d'énergie ainsi que celle de ses clients, renouvellement d'appareils les plus énergivores ou la flexibilité électrique.

Afin de contribuer à la souveraineté énergétique des territoires, nous nous sommes fixé comme objectif de rendre autonomes en énergie d'ici 5 ans les services que nous gérons grâce notamment à la généralisation de la **production de biogaz** à travers la méthanisation des boues des stations d'épuration que nous opérons ou l'installation de **panneaux photovoltaïques**.

Plus encore que la crise énergétique, l'année 2022 a été marquée par une des sécheresses les plus prononcées depuis 1959 et inédite par sa durée et sa précocité, ayant pour effets un fort accroissement des feux de forêt et une tension encore jamais rencontrée sur la ressource en eau impactant l'ensemble des usages de l'eau: domestique, industrie, tourisme, agriculture, avec à la clef une pression supplémentaire sur la biodiversité.

Ces manifestations du dérèglement climatique vont se répéter et s'amplifier dans les prochaines décennies. C'est pourquoi nous souhaitons accompagner plus encore nos clients dans l'adaptation aux effets du changement climatique afin d'anticiper les crises hydriques futures et réduire les risques opérationnels.

Disposer de solutions de plus en plus efficaces pour lutter contre les fuites et les gaspillages mais aussi pour promouvoir la sobriété auprès des différents consommateurs est une priorité pour nous. Nous nous sommes également mobilisés aux côtés de nos clients pour la protection de la ressource en développant, par exemple, des solutions de **réutilisation des eaux usées** grâce à un plan d'équipement de 100 stations d'épurations à horizon 2024, ce qui représentera une économie d'environ 3 millions de m³ d'eau potable, soit l'équivalent de la consommation moyenne annuelle d'une ville de 180 000 habitants.

Au regard de l'urgence climatique, nous souhaitons plus que jamais **construire avec vous l'avenir de l'eau** et faire face aux enjeux de raréfaction des ressources, d'énergie et de pollution, afin d'assurer un développement durable et harmonieux de **votre territoire**.

Les femmes et les hommes de l'activité Eau France, représentés par notre directeur/directrice de Territoire, seront à vos côtés pour vous permettre de répondre à ces défis et d'anticiper ceux à venir.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

PRESENTATION Eau France

Contribuer au progrès humain

Notre raison d'être chez Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.

C'est dans cette perspective que nous nous donnons pour mission de « Ressourcer le monde », en exerçant notre métier de services à l'environnement.

Nous nous engageons sur une performance plurielle. Cela signifie que nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

Apporter les solutions pour faire face au bouleversement du cycle de l'eau

La France va bientôt entrer dans un rapport nouveau à l'eau. Les experts estiment en effet que d'ici 25 ans, le débit moyen de nos cours d'eau diminuera de 10 à 40% ; et le niveau des nappes phréatiques de 10 à 25%.

Les événements climatiques vont s'intensifier, faisant toujours plus pression sur l'accès à la ressource et sur l'activité humaine. Cela se traduira par des crises sanitaires et environnementales de plus en plus fréquentes : rejets non maîtrisés dans le milieu, pollutions, micropolluants, dégradation de la biodiversité...

Chez Veolia Eau France, notre mission est de prendre soin de l'Eau de sa source à sa restitution à la nature, pour assurer le bien-être des femmes et des hommes.

Pour préserver la ressource, nous mobilisons le meilleur de nos expertises, nous déployons des outils de pilotage dynamiques et des réseaux intelligents Hubgrade qui assurent un usage mesuré et maîtrisé de l'Eau.

Pour lutter contre le changement climatique, nous accompagnons nos clients dans le déploiement de solutions de valorisation du cycle de l'eau.

Nous favorisons aussi toutes les solutions permettant de récupérer l'énergie pour accompagner la Transformation écologique des territoires, par la production de biogaz, les calories dans les réseaux d'assainissement et le photovoltaïque.

Pour permettre l'émergence d'une économie circulaire, nous recyclons les eaux usées traitées pour l'irrigation agricole, pour les usages industriels et demain pour la consommation de tous ?

Pour protéger chacun, face à l'accroissement des menaces, notre ambition est d'assurer un service toujours plus sûr par le développement d'outils numériques de supervision, de gestion de crise ou de cyber sécurisation avancée.

Pour réussir à relever ces défis, nous devons faire émerger les projets adaptés à chaque territoire, à l'évolution des ressources locales et des usages, en réunissant et mobilisant l'ensemble des parties prenantes. C'est notre engagement, aux côtés des usagers du service de l'eau et des décideurs politiques.

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec notre feuille stratégique « Impact Eau France » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique au même titre que l'énergie ou le déchet.

Ainsi, nous souhaitons être l'acteur de référence du cycle de l'eau en France, avec et au service des collectivités publiques.



Veolia, premier opérateur de service d'eau et d'assainissement
attesté « **Relation Client 100% France** »

Attestation délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Pro France.

L'activité Eau de Veolia en France, en quelques chiffres, c'est :

- 💧 **25,5** millions de personnes desservies en eau potable
- 💧 **2000** usines de dépollution des eaux usées gérées
- 💧 **6,9** millions de clients abonnés
- 💧 **17,3** millions d'habitants raccordés en assainissement
- 💧 **1,7** milliard de m3 d'eau potable distribués
- 💧 **1,3** milliard de m3 d'eaux usées collectées et dépolluées
- 💧 **2051** usines de production d'eau potable gérées
- 💧 **103** GWh d'énergie renouvelable produite
- 💧 **600** kt d'empreinte équivalent CO2

Offres innovantes VEOLIA

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique.

REUT BOX REUT BOX, la solution innovante de Veolia pour répondre au stress hydrique lié au dérèglement climatique.

C'est quoi ? Une combinaison de technologies éprouvées et robustes nécessitant un minimum de maintenance - un équipement standardisé prêt à l'emploi (mode Plug and Play) qui produit de l'eau de qualité A adaptée pour tous les usages, même les plus contraignants. Elle permet de se substituer à une partie de l'eau potable du site pour des usages internes (nettoyages, préparation polymères, ...) et également de faire de l'irrigation de cultures.

Elle ressemble à quoi ? Unité sur skid ou en container de 5 à 25 m3/



La Reut BOX est composée d'un filtre garni de billes de verre, d'une désinfection UV et d'une chloration avant stockage, La Reut Box a un faible encombrement au sol sur site. C'est une solution intégralement automatisée avec un minimum d'exploitation. Solution modulaire et évolutive qui permet de s'adapter au besoin.

La REUT BOX permet de traiter les eaux usées en sortie de station d'épuration. Elle élimine les MES ainsi que les virus et bactéries présents dans l'eau.

Les usages de l'eau usée traitée, affinée par la REUT BOX :

- 1 : Substitution de l'eau potable sur une station d'épuration urbaine pour ses usages internes
- 2 : Irrigation de cultures (vignes, oliviers, maraichages...)
- 3 : Arrosage de stades, espaces verts et golfs
- 4 : Protection incendie, fontaines, nettoyage de voiries, hydrocurage,
- 5 : Utilisation en industries : complément eau de chaudière, eau de process,



DIABOLO®, Choisir le charbon actif en toute confiance.



L'instruction DGS du 18 décembre 2020 est venue clarifier un flou réglementaire au sujet des métabolites de pesticides dits "pertinents", et préciser les modalités de gestion des métabolites "non pertinents".

La transposition de la nouvelle directive européenne sur les eaux destinées à la consommation humaine applicable au 1er janvier 2023 vient d'autre part rajouter des nouvelles molécules à surveiller avec des nouvelles concentrations limites d'ici 2026.

Un nouvel arrêté vient par ailleurs préciser la responsabilité de la collectivité Personne Responsable de la Production et de la Distribution de l'Eau (PRPDE) dans la surveillance de la qualité de l'eau auprès des populations.

Toutes ces nouvelles réglementations entraînent une dynamique d'évolution du contrôle sanitaire dans les collectivités et peuvent faire émerger des nouvelles situations de non-conformités de pesticides ou de molécules chimiques.

Bien que la réduction des pollutions à la source soit à privilégier, un traitement de l'eau peut-être nécessaire. Le charbon actif est le traitement recommandé pour la plupart des métabolites de pesticides.

Pour choisir en toute confiance, **le meilleur charbon actif** adapté à chaque problématique locale, **Veolia a développé Diabolo®, une solution unique, mobile, rapide et peu onéreuse** pour tester sur place avec l'eau du territoire.

TÉLÉO : TÉLÉO Alarmes constitue la tour de contrôle du télérelevé.



Ce module permet entre autres :

- **de contribuer à sécuriser la qualité de l'eau distribuée** en mettant en évidence les phénomènes de retour d'eau.
- **de garantir l'exhaustivité des recettes du service de l'eau** grâce à la détection des consommations sur points d'eau sans abonnement et des suspicions de fraude (compteurs retournés).
- **D'identifier les désordres potentiels sur les installations privées des consommateurs** grâce aux alarmes fuite - écoulement permanent et risque de gel.

En 2022, grâce aux alarmes "suspicion de fuite" poussées par mail, courriel ou courrier, 72 000 fuites ont été réparées par nos consommateurs, pour une économie globale de 4,1 millions de m3 (environ 1300 piscines olympiques). Un geste utile tant pour la planète que pour le portefeuille des consommateurs !

Sommaire

1.	L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE.....	11
1.1	Un dispositif à votre service.....	12
1.2	Présentation du contrat	15
1.3	Les chiffres clés	16
1.4	L'essentiel de l'année 2022.....	17
1.5	Les indicateurs réglementaires 2022	29
1.6	Autres chiffres clés de l'année 2022	30
1.7	Le prix du service public de l'assainissement.....	31
2.	LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION.....	32
2.1	Les consommateurs et l'assiette de la redevance	33
2.2	La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous.....	34
2.3	Données économiques.....	36
3.	LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....	37
3.1	L'inventaire des installations.....	38
3.2	L'inventaire des réseaux	66
3.3	Les indicateurs de suivi du patrimoine	68
3.4	Gestion du patrimoine.....	70
4.	LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	77
4.1	La maintenance du patrimoine	78
4.2	L'efficacité de la collecte	94
4.3	L'efficacité environnementale	102
5.	RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	104
5.1	Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE).....	105
5.2	Situation des biens	111
5.3	Les investissements et le renouvellement	112
5.4	Les engagements à incidence financière	116
6.	ANNEXES.....	119
6.1	La facture 120 m ³	120
6.2	Les données consommateurs par commune	121
6.3	Le bilan énergétique du patrimoine	124
6.4	L'inventaire détaillé des canalisations par commune	141
6.5	Annexes financières.....	163
6.6	Reconnaissance et certification de service	173

6.7	<i>Actualité réglementaire 2022</i>	176
6.8	<i>Glossaire</i>	188
6.9	<i>Autres annexes</i>	192

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



1.

L'ESSENTIEL DE
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la collecte et à la dépollution des eaux usées, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).

1.1 Un dispositif à votre service

TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h au nouveau numéro du Centre Service Clients au :




Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 805 808 809** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

VOTRE SERVICE CLIENT EN LIGNE EST ACCESSIBLE :

- ✓ www.eau-services.com
- ✓ sur votre smartphone via nos applications iOS et Android



LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES



IMPACT
— EAU SUD —

**UN PACTE COLLECTIF
POUR UN IMPACT POSITIF**

DANS LA DROITE LIGNE DU PROJET STRATÉGIQUE
DU GROUPE VEOLIA IMPACT 2023






Présence de Veolia Eau sur le Département :

- Contrats de DSP
- Prestations de services (pluvial, industrie, astreinte, qualité de l'eau...)

Ensemble, faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique dans les territoires.







"Avec Culture Green, devenez incollable sur la transformation écologique, grâce à un quiz de 10 minutes par semaine. Parce que comprendre, c'est déjà agir. À vous de jouer !"





Culture Green
par VEOLIA

CHIFFRES CLÉS

 37 contrats collectivités et industriels	 61 563 abonnés desservis en eau potable
 120 collaborateurs à votre service	 13 installations de production d'eau potable
 17 usines de dépollution	 106 023 abonnés raccordés en assainissement



NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION DU TERRITOIRE HÉRAULT



NOÉ DE BONNAVENTURE
Directeur de Territoire
noe.de-bonnaventure@veolia.com
06 15 07 21 90



STÉPHANE LEFEBVRE
Directeur des
Opérations
stephane.lefebvre@veolia.com
06 13 79 08 36



PHILIPPE PRADEILLES
Responsable du
Développement
philippe.pradeilles@veolia.com
06 85 92 40 61



JÉRÔME QUEMENER
Responsable
Consommateurs
jerome.quemener@veolia.com
06 20 84 52 05

MANAGERS DE SERVICE LOCAL



LAURENT RICHARD
Est Hérault
laurent.richard@veolia.com
06 07 72 82 75



NELLY TALAZAC
Ouest Hérault
nelly.talazac@veolia.com
06 21 10 31 93



BÉRENGÈRE ABAD
Usine Maera
berengere.abad@veolia.com
06 19 63 74 89



JEAN-CHRISTOPHE OURNAC
Hydrocurage hérault
& réseau collecte Maera
jean-christophe.ournac@veolia.com
06 20 34 41 34



FABRICE MARQUES
Performance réseaux
et travaux
fabrice.marques@veolia.com
06 76 73 21 67

Contact consommateurs

0 969 329 328
eau-services.com

Région Sud et Territoire Hérault

765 rue Henri Becquerel
CS 29045
34967 MONTPELLIER Cedex 2
0467207492

1.2 Présentation du contrat

Données clés

💧 Déléataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
💧 Périmètre du service	CASTELNAU LE LEZ, CASTRIES, CLAPIERS, GRABELS, JACOU, JUVIGNAC, LATTES, LE CRES, MONTFERRIER SUR LEZ, MONTPELLIER, PEROLS, PRADES LE LEZ, SAINT JEAN DE VEDAS, VENDARGUES
💧 Numéro du contrat	J3551
💧 Nature du contrat	Affermage
💧 Date de début du contrat	01/01/2015
💧 Date de fin du contrat	31/12/2022
💧 Liste des avenants	

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	01/01/2018	Avenant qui permet d'intégrer différents éléments : <ul style="list-style-type: none"> • Intégration du nouveau PR de Castries à compter du 1/1/2018 • Transfert de certains ouvrages du contrat MAERA vers le contrat Collecte MAERA • Revue des engagements clientèles Révision des engagements ITV et curage
2	04/07/2019	Prise en compte dans cet avenant du travail relatif à l'amélioration des conditions de recouvrement et de reversement de la Part Collectivité au titre de l'assainissement collectif sur le périmètre du Contrat.
3	01/03/2021	Intégration de 16 nouveaux PR et abandon de 6 PR obsolètes Prolongation d'un an du contrat – Echéance au 31/12/2022
4	01/11/2022	Protocole fin de contrat – modalité de transfert et de continuité de service

1.3 Les chiffres clés

Chiffres clés



425 211

Nombre d'habitants
desservis



92 048

Nombre d'abonnés
(clients)



0

Nombre d'installations de
dépollution



0

Capacité de dépollution
(EH)



1 115

Longueur de réseau
de collecte (km)



0

Volume traité
(m³)

1.4 L'essentiel de l'année 2022

1.4.1 Principaux faits marquants de l'année

Bilan / impacts de l'actualité climatique 2022 en France

L'année 2022 **est la plus chaude** que la France métropolitaine ait jamais mesurée, loin devant 2020 qui détenait le record. Ponctuée d'extrêmes climatiques, 2022 est un symptôme du changement climatique en France, selon Météo France.

En effet, **8 des 10 années les plus chaudes** depuis le début du XXe siècle **sont postérieures à 2010**.

Une année marquée par une période de sécheresse d'une précocité, longévité et intensité exceptionnelle !

L'année 2022 a également été **exceptionnellement sèche**, marquée par un déficit pluviométrique record de 25 %.

2022 se classe au **2e rang des années les moins arrosées** (depuis le début des mesures en 1959 - données météo France).

A titre d'exemple, 2022 a été jalonnée de mois records : les mois **de mai** avec un déficit de **60 %** et de **juillet** avec un déficit de **85 % sont les plus secs jamais enregistrés** à l'échelle de la France métropolitaine depuis le début des mesures en 1959.

- 2022 a connu **la 2e plus longue période de sécheresse des sols** de son histoire. L'année a été marquée par un déficit persistant de précipitations depuis la fin de l'hiver 2021-2022.
- La surface affectée par cette sécheresse des sols superficiels a atteint **les trois quarts de la France**. C'est l'une des 5 sécheresses ayant touché la surface du territoire la plus importante. La sécheresse a ainsi été moins généralisée qu'en 1976 ou 2011 mais plus qu'en 2003.
- 2022 a été marquée par un **ensoleillement exceptionnel** sur la plupart des régions, le plus souvent **excédentaire de 15 %**, avec de nombreux records, notamment sur la moitié nord du pays (Rennes +18%, Bourges +17%, Colmar +24%).
- Une année sèche mais régulièrement chaude également avec de nombreuses vagues de chaleur ; tous les mois de l'année ont été plus chauds que la normale, à l'exception des mois de janvier et d'avril.

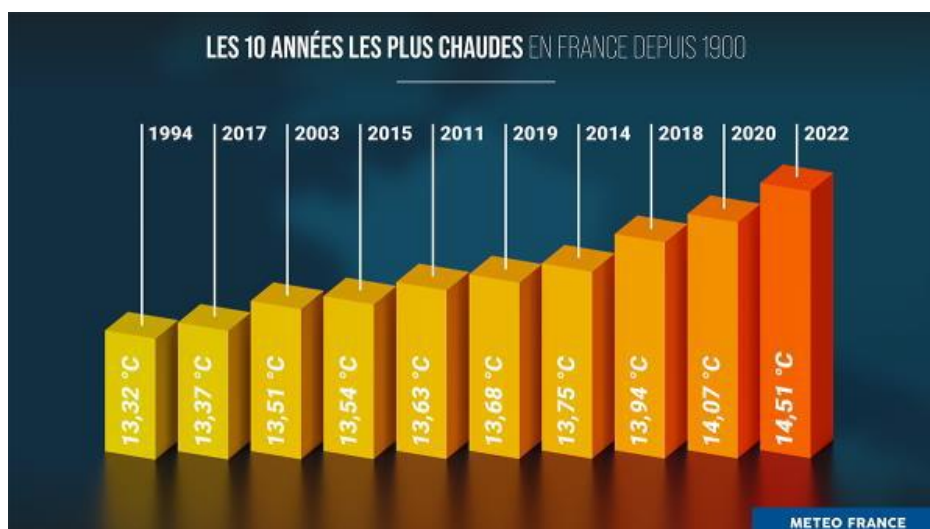
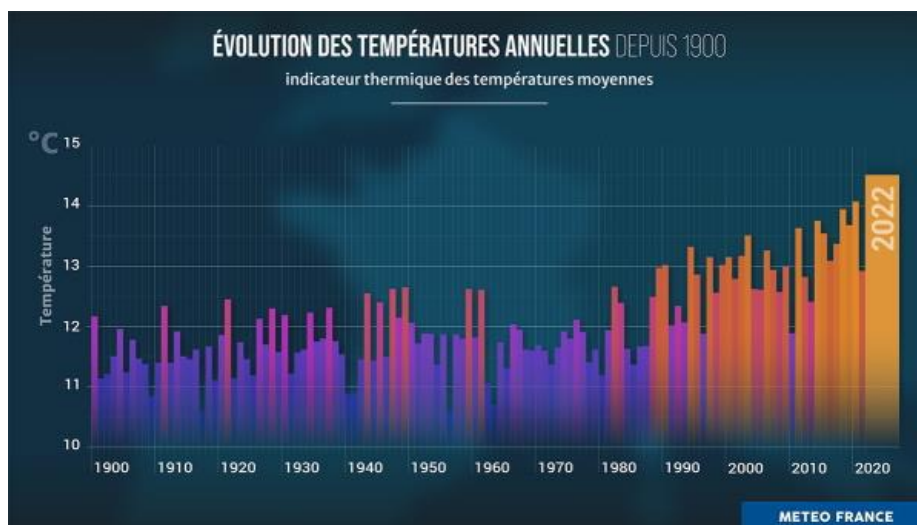
Il en est résulté **un été 2022 classé Extrême** par Météo France.

Trois vagues de chaleur ont concerné la France l'été 2022, la première dès le mois de juin. De nombreux records de chaleur ont été battus. On a par exemple mesuré les 40 °C les plus précoces jamais relevés, avec plus de 40 °C à Saint-Jean-de-Minervois (34) le 16 juin. Jamais auparavant une telle chaleur n'avait duré aussi longtemps et démarré si tôt dans la saison en France continental ayant établi quelques records :

- **33 jours** de canicule au niveau national.
- Canicule **la plus précoce** (depuis le 15 juin) et la plus longue jamais enregistrée
- **+2,3 degrés** au-dessus de la normale (période 1990-2020), juste derrière celle de 2003 (+2,7 degrés).
- **87 records de températures** battus cette année en France ; 43° à Arcachon, 39,9° au Touquet en juillet !!!
- Sécheresse et feux de forêt : **62 000 hectares brûlés** contre 8 500 habituellement, avec des feux en Bretagne (Brocéliande)
- des pertes agricoles inquiétantes : -20% pour le maïs et la pomme de terre
- Dans le même temps, les orages sont plus intenses avec des phénomènes climatiques exceptionnels : 5 morts en Corse le 18 août avec des dommages importants sur les infrastructures...

Vers 2050 les projections indiquent que 1 été sur 2 pourrait ressembler à celui de 2022...

Annexe - infographie Météo France



Commune de Montpellier

Suite aux intempéries du 07 septembre 2022, le collecteur situé dans le lit du Verdanson et faisant l'objet d'une surveillance particulière, s'est déboité.

Une mise en sécurité du site, réalisée par Véolia, avec la mise en œuvre d'un barrage mobile a permis de limiter l'impact sur le milieu naturel.

D'importants travaux de réhabilitation des tronçons de collecteur concernés ont alors été réalisés par la collectivité.

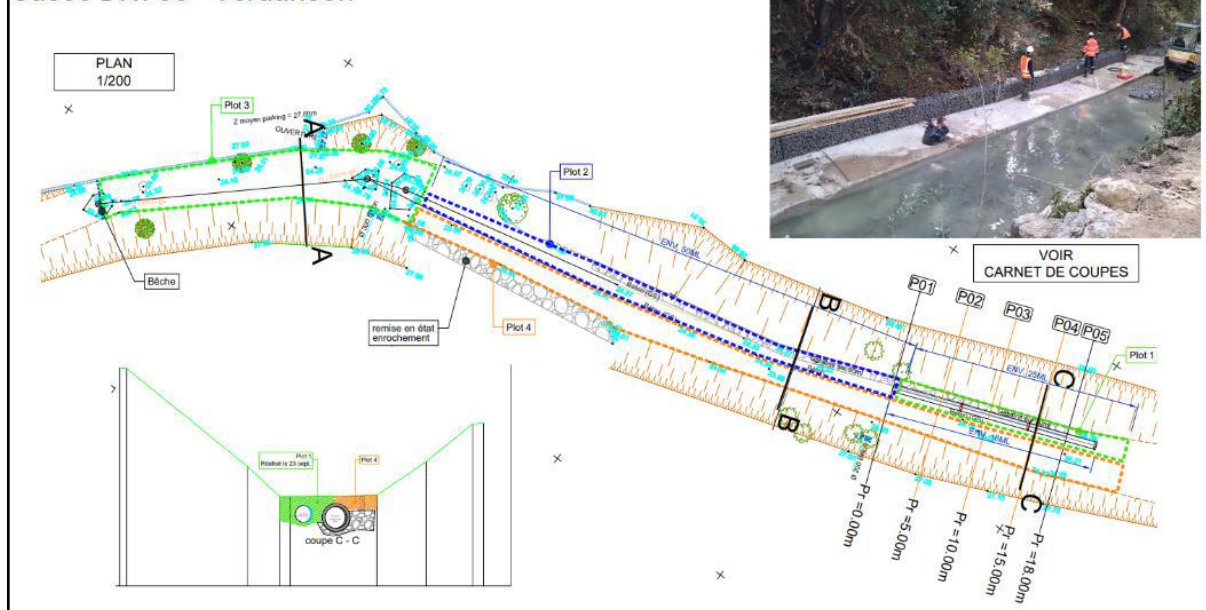
Casse DN700 - Verdanson

- DN700 déboité



Barrage amovible

Casse DN700 - Verdanson

PR Salaison Vendargues

L'intensité des intempéries du 14 novembre 2022 a provoqué l'inondation du local pompes du poste Le Salaison, et la mise en défaut des pompes (14/11/2022 à 15H30).

Le by-pass du poste n'était plus opérationnel, étant situé en dessous du niveau de la rivière au moment des pluies et les heures suivantes.

Le poste étant à l'arrêt, les effluents se sont déversés dans le Salaison par le by pass du poste. (le niveau de la rivière étant descendu dans la nuit)

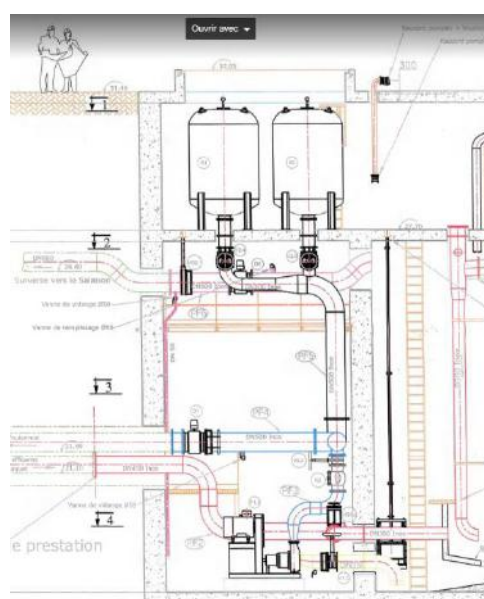
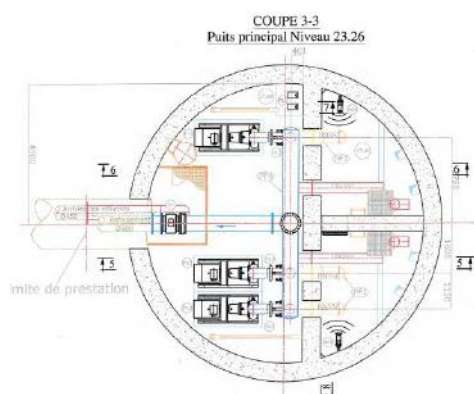
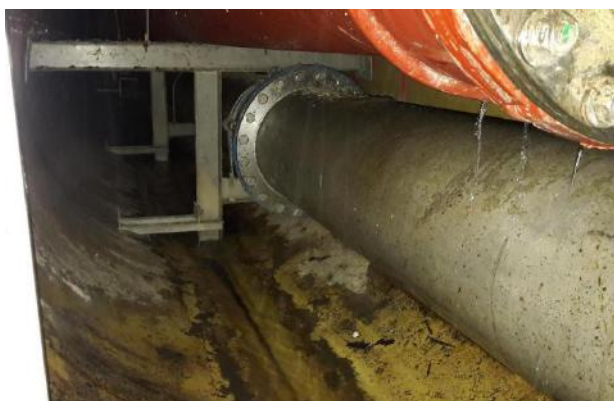
Dès le lendemain des opérations de pompage des locaux ont été réalisées, afin de pouvoir accéder aux pompes.

Un moteur de secours a été installé le 16 novembre afin de rétablir un fonctionnement à minima du poste et les opérations de démontage, réparation et remontage de l'ensemble des pompes ont été effectuées aux cours des semaines suivantes.

D'importants dégâts ont pu être constatés suite à cette inondation, avec notamment les 3 moteurs HS, la centrale de détection de gaz, ainsi que le sécheur d'air.

Pour mémoire, des inondations ayant les mêmes effets ont eu lieu en 2010, 2014 et 2015.

Plan de situation



Investigations suite à signalement de pollution potentielle sur le réseau de collecte :

Le tableau ci-dessous présente les principales investigations que nous avons pu mener suite à des signalements de pollution ou de présence d'odeurs particulières sur les réseaux de collecte.

Période	Synthèse des Investigations/ Actions réalisées
Pollution ZI Vendargues 26/01	Analyse de la substance en cause : identification d'un solvant proche utilisé par une entreprise à proximité (menuiserie), projet de courrier transmis à la CRIDT
Pollution rue st-Louis 15/03	Suspicion d'un rejet d'hydrocarbures dans le réseau unitaire par le garage voisin, flacon laissé à SPIE pour échantillonnage, sans suite
7/04 Ô Panda	enquête suite à afflux de graisses PR Mas de Gril, rencontre avec le restaurateur et rappel des bonnes pratiques : entretien du bac à graisses à augmenter, voire prétraitement à modifier
19/05 Le Crès	présence de traces d'hydrocarbures dans le réseau EU route de Nîmes, enquête et visite des garages et stations de lavages attenantes
Montferrier Baillarguet CIRAD 22/06	rejet potentiellement contaminé par un pathogène de la tomate et du poivron, prélèvement dans le PR Peugeot <i>suite donnée à la fin de l'été, échanges avec la DRAAF prise d'échantillons lors des curages des PR Clapiers et Castelnau, sans suite</i>
Servimo août	témoignage d'un ex-employé + photos : dépotages sauvages à même le parking, dépotages dans le réseau...
Pollution cave Vendargues 1/09	rejet direct de la cave viticole dans le pluvial -> ruisseau/milieu naturel, prise d'un échantillon, pas d'analyses menées suite aux retours PdE/OFB..., intervention directe auprès du responsable du site, constat de mauvaise manipulation
Rejet cave st-Geniès-des-Mourgues (hors périmètre DSP)	rejet direct de la cave viticole -> ruisseau/milieu naturel, acceptation des matières en dépotage à Maera (2 camions Alliance), analyses pour évaluation de la charge : finalement pas problématique
Suspicion de pollution sur chantier 10/11	arrivée d'eau permanente dans le sous-sol - chantier Exetek / croix vert, enquête sur place, conseil d'analyses => écartement de la source EU ; source AEP probable, recherche de fuite sur réseau privé CNAM non concluante
place du Nombre d'Or début décembre	afflux important de graisses dans le réseau, curage
Pollution au fioul impasse du Roussillon (Jacou) 12/12	vidange accidentelle de fioul domestique dans un terrain privé : odeurs dans tout le quartier + écoulement dans le réseau EU via 2 branchements non étanches, ballonnage du tronçon + intervention le 14/12 (SARP) pour pomper dans le réseau et chez le particulier, réfection / remplacement des deux branchements début janvier 2023

1.4.2 Révision du contrat

EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

Les crises en cascades : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie.

Les crises successives affectant l'exécution des contrats de la commande publique depuis 2020 et en particulier la pénurie et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ont conduit le ministre de l'économie à solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les modifications des prix et tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision.

Le Conseil d'Etat a ainsi rendu un avis le 15 septembre 2022 (avis n°405540) sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et sur les conditions d'application de la théorie de l'imprévision, rapidement complété par une circulaire du Premier Ministre en date du 29 septembre 2022 (n° 6374/SG) et par une fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques de Bercy en date du 21 septembre 2022.

Ces textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité

En sus de la hausse conséquente des prix de l'énergie, au cours des prochains hivers, des coupures de gaz et d'électricité sont susceptibles d'affecter les services d'eau et d'assainissement, activités ne relevant pas des services prioritaires prévus par l'arrêté du 5 juillet 1990.

Le décret n° 2022-495 du 7 avril 2022, l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 et circulaire du Premier Ministre en date du 30 novembre 2022 sont venus préciser les mesures de préparation et de gestion de crise en cas de survenue d'une mesure de délestage électrique programmée. Il est notamment souligné la nécessité de mobiliser les gestionnaires de services publics d'eau et d'assainissement afin d'anticiper l'impact du délestage sur leurs services.

Ces trois textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Résilience des territoires et des réseaux

En application de la loi du 22 août 2021 "climat et résilience", le décret 2022-1077 du 28 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise le champ d'application du dispositif prévu à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure visant à améliorer la résilience des réseaux aux risques naturels, de même que les prescriptions pouvant être faites par les préfets dans ce cadre.

Les exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) situés dans les territoires présentant une exposition à un risque naturel important peuvent ainsi être enjoins par arrêté préfectoral à établir certains documents afin d'anticiper la gestion en cas de crise et favoriser un retour rapide à la normale.

Le décret du 2022-907 du 20 juin 2022 (JO du 21 juin 2022) et le décret 2022-1532 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) ont précisé l'obligation et les modalités de réalisation et de mise en œuvre des plans communaux (PCS).

Ces textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Verdissement de la commande publique

Pris en application de la loi "climat et résilience" d'août 2021, le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 (JO du 3 mai 2022) portant diverses modifications du code de la commande publique vise au "verdissement de la commande publique". Il prévoit pour les marchés et concessions dont l'avis d'appel public à concurrence ou la consultation est lancé à compter du 21 août 2026 :

- la suppression du critère d'attribution unique fondé sur le prix (le critère du coût devra en effet prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre),
- et la description dans le rapport annuel du concessionnaire des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique.

Le décret prévoit par ailleurs pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2024 :

- un abaissement du seuil annuel des achats à partir duquel les collectivités territoriales doivent adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) à 50 millions d'euros,
- et de nouvelles modalités de recensement économique des marchés et de publication des données essentielles de la commande publique sur un portail national de données ouvertes.

Loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS)

La loi 3DS (Loi n° 2022-217 du 21 février 2022) entend favoriser l'association des communes et le maintien des syndicats infra-communautaires à la gouvernance des compétences "eau" et "assainissement". Cette loi vient notamment préciser :

- les modalités du maintien du transfert de compétences eau, assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés de communes d'ici à 2026, sauf délibération contraire.
- la création de nouvelles exceptions à l'interdiction de subventionner les services publics industriels et commerciaux explicitement relatives aux EPCI.

La loi 3DS fait l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Retour au sol des boues : la fin de l'obligation d'hygiéniser en période de pandémie

L'arrêté du 30 avril 2020 avait fixé le principe que les boues produites durant la pandémie doivent au préalable être totalement hygiénisées pour pouvoir être épandues et faire l'objet de mesures de surveillance supplémentaires. L'arrêté du 20 avril 2021 avait maintenu cette restriction tout en élargissant la liste des traitements de boues considérés comme hygiénisants.

L'avis du HCSP relatif aux traitements appliqués aux boues d'épuration par rapport au risque d'infection au virus SARS-CoV-2 du 31 octobre 2022 recommande de ne pas maintenir les mesures restrictives actuellement en vigueur depuis mars 2020. Cet avis a été repris dans un arrêté publié le 14 février 2023 qui abroge l'obligation d'hygiéniser les boues avant épandage.

Retour au sol des boues : une volonté de maintenir ce principe mais avec un suivi renforcé à prévoir dès maintenant

La Loi AGECE du 10 février 2020 (relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) ainsi que l'ordonnance du 29 juillet 2020 (relative à la prévention et à la gestion des déchets) devrait modifier le cadre réglementaire régissant les conditions de retour au sol des boues d'épuration produites par les installations d'assainissement et, ce, à travers un ensemble de textes réglementaires (décrets, arrêtés regroupés sous le terme général de "socle commun"). Le projet de "socle commun" confirme la volonté de maintenir le retour au sol des boues et composts et réaffirme l'intérêt de ce retour au sol, en cohérence avec la position européenne. Cet ensemble de textes réglementaires, actuellement en révision, entrera progressivement en application avec des échéances prévisibles à partir de 2024. La première échéance marquera l'entrée en vigueur de nouveaux critères d'innocuité qui inclura de nouveaux paramètres et seront applicables aux boues et aux composts de boues.

Cette future réglementation est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service de l'assainissement.

Recherche et réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) : le principe de réduction des émissions à la source est maintenu !

La note technique du 24 mars 2022 (remplaçant celle du 12 août 2016) relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction est venue confirmer les deux piliers de la démarche applicable aux stations de plus de 10 000 eq.habitants :

- une phase de recherche des substances à enjeux (dites "significatives") dans les eaux brutes et traitées ;
- une phase de diagnostic à l'amont pour comprendre les sources d'émission et identifier les actions de réduction à initier sur les territoires pour réduire ces substances dans les eaux usées urbaines.

Cette note redéfinit les modalités de la recherche de micropolluants dans les eaux usées traitées et dans les eaux brutes des stations de traitement des eaux usées (STEU) et précise le calendrier de mise en œuvre du nouveau cycle RSDE qui a débuté dès 2022. Cette note technique donne la faculté au Préfet d'élargir la liste de substances à rechercher au regard de la sensibilité du milieu récepteur.

Elle engage les services d'assainissement dans une démarche de réduction des émissions de substances.

Réutilisation des eaux usées traitées : des possibilités d'usages élargies !

Le décret 2022-236 du 10 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées a pour objectif de mettre en place une procédure pour autoriser pour une durée limitée (5 ans maximum - renouvelables) de nouveaux usages des eaux usées traitées. Comme confirmé dans l'ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022 (JO du 23 décembre 2022), ce décret ne concerne pas les usages déjà réglementés (irrigation agricole et espaces verts notamment – via les arrêtés de 2010 et 2014 et usages internes à la station d'épuration).

Ce texte offre ainsi un cadre pour étendre à titre « temporaire » de nouveaux usages des eaux usées traitées (tels que le lavage des rues, le « multi-usages » en site industriel, ...). Il précise notamment :

- les caractéristiques des eaux usées traitées pouvant être utilisées :
- les usages possibles : tous les usages à l'exception de ceux pratiqués à l'intérieur des locaux d'habitation, des établissements de santé, d'hébergement de personnes âgées, des cabinets médicaux/dentaires, des crèches, écoles, etc ;
- la procédure d'autorisation des projets d'utilisation :
- les modalités de suivi et de surveillance à mettre en place : tenue d'un carnet sanitaire et transmission au préfet chaque année d'un rapport incluant volumes réutilisés, résultats de la surveillance, synthèse des dysfonctionnements, et un volet économique.

Un arrêté du 28 juillet 2022 (JO du 4 août 2022) est venu préciser les pièces attendues dans la demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées traitées prévue par le décret du 10 mars 2022.

Ces différents textes font l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Projet de révision de la Directive Eaux résiduaire Urbaines : de nouveaux défis à relever ?

La proposition de révision de la Directive Eaux Résiduaire Urbaines de 1991 a été présentée par la Commission européenne le 26 octobre 2022. Il s'agit à ce stade d'un projet : des amendements, des modifications, ... vont être intégrés à ce texte avant le vote au Parlement.

Figurent aujourd'hui dans la proposition :

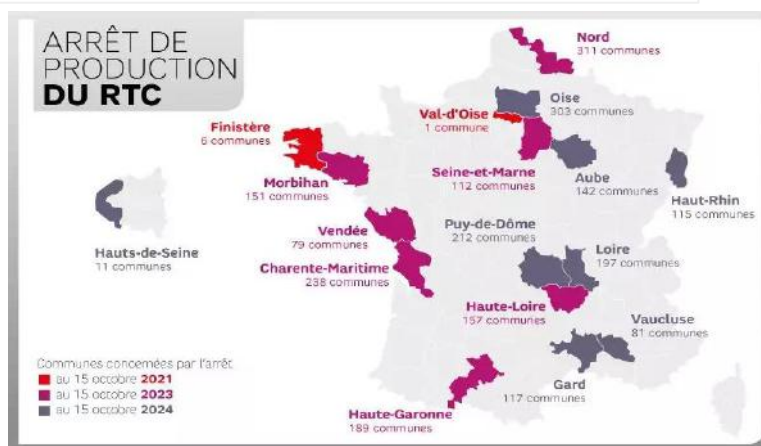
- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement de plus de 1 000 EH ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations au-dessus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements tertiaires, notamment pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 100 000 EH avant le 31 décembre 2035 puis étendue par la suite aux stations de plus de 10 000 EH en cas de risque pour la santé ou l'environnement ;
- une identification et réduction des pollutions non domestiques pour encourager la valorisation des boues et des eaux usées traitées, réduire les impacts sur les milieux récepteurs et les dysfonctionnements des stations ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant les produits pharmaceutiques et cosmétiques ;
- la neutralité énergétique envisagée d'ici à 2040 pour les stations d'épuration supérieures à 10 000 EH grâce à la production d'énergies renouvelables, notamment de biogaz à partir des boues.

Fin du Réseau Téléphonique Commuté (RTC) et du support filaire cuivre

Le **réseau filaire cuivre** en France a connu son véritable essor au début des **années 1970**. Dans un premier temps réservé à la téléphonie fixe, il a également porté la naissance de l'internet haut débit avec l'ADSL. Désormais moins adapté aux usages des Français, le cuivre est de plus en plus concurrencé par la **fibres optique**, plus performante, moins énergivore, et surtout moins sensible aux aléas météorologiques. **Le numérique s'installe durablement dans notre paysage.**

Les dates clés

A partir de 2023, Orange commencera à démonter les infrastructures RTC par plaques.



Impact sur les installation d'eau

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC ou des lignes internet de type IP gérés par les opérateurs télécom.

Les services RTC et xDSL seront progressivement fermés.

A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, **les ouvrages d'eau potable ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau dans un réservoir, ou d'un débordement du réseau d'eaux usées sur la voie publique.**

La Valeur Ajoutée VEOLIA

- Diagnostic sur les installations et plan d'action
- Renouvellement des installations impactées afin d'utiliser le mode de transfert IP
- Traitement de l'obsolescence et montée en gamme des télétransmetteurs
- Baisse du coût de l'abonnement et des communications

Cette évolution de conditions techniques d'exécution du service est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service des eaux.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

La cybersécurité au service de l'eau de vos territoires



Dans un monde toujours plus numérique, les exemples de cyber-attaques ne manquent pas. Appliquée aux collectivités et au secteur de l'eau, la menace s'accroît d'année en année : les récentes cyberattaques des villes d'Angers, de Marseille, ou encore de la station d'épuration d'Oloron Sainte-Marie ont mis à mal les capacités de ces collectivités à assurer leurs missions et des données sensibles ont fuité... Vos systèmes d'informations et actifs stratégiques, doivent donc être constamment mieux protégés.

Veolia propose un diagnostic, et la mise en place d'une méthodologie de sécurisation des installations par paliers en fonction du niveau de sécurité recherché. Cette méthodologie est progressive en fonction de la criticité du site.

Dans ce contexte, nous vous proposons de faire un point avec vous sur l'organisation des démarches nécessaires de diagnostic des sites et des systèmes.

1.5 Les indicateurs réglementaires 2022

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	425 211
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	136
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	N.A. t MS
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m ³ TTC(***)	Délégataire	1,78 €/m ³
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délégataire (2)	98
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	0,06 u/1000 habitants
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	14,02 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	0,32 %
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	N.A.
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	100
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente (**)	Délégataire	N.A. %
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,26 u/1000 abonnés

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

(**) Suivi spécifique en lien avec la facturation de R3M

(***) Prix fixé par RE3M depuis le 01/01/2023

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.6 Autres chiffres clés de l'année 2022

LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	57 120
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	158
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	1 113 075 ml
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	144
COLLECTE DES EAUX USEES		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	945
	Longueur de canalisation curée en préventif	Délégataire	100 515 ml
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
	Nombre de communes desservies	Délégataire	14
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	92 048
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	92 048
	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Délégataire	(**)
VP.068	Assiette totale de la redevance	Délégataire	25 321 108 m ³
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	25 321 108 m ³
	- Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent)	Délégataire	- m ³
LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
	Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise
	Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	82 %
	Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Oui
	Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	Oui
LES CERTIFICATS		PRODUCTEUR	VALEUR 2022
	Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur
	Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

** Commune d'Assas, Teyran et St Aunès – données pour les communes de Carnon et Palavas non connues en 2020

1.7 Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

La compétence est attribuée à RE3M depuis le 01/01/2023. La facture 120 m³ est à produire par le Maître d'ouvrage.

2.

LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION



Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2020	2021	2022
Nombre d'abonnés (clients) desservis	88 586	90 391	92 048
Abonnés sur le périmètre du service	88 586	90 391	92 048
Assiette de la redevance (m3)	24 244 237	24 448 473	25 321 108
Effluent collecté sur le périmètre du service	23 132 303	24 448 473	25 321 108

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.



L'engagement de Veolia en faveur de ce service consommateurs de proximité et de grande qualité, s'appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d'eau et d'assainissement à obtenir l'attestation "Relation Client 100% France".

Délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d'un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d'un audit initial de l'AFNOR.

Cette certification garantit que :

- ◆ 100 % des 11 Centres de Relation Client sont implantés en France ;
- ◆ 100 % des 1500 collaborateurs et conseillers clientèle impliqués dans cette relation bénéficient de contrats de droit français ;
- ◆ 100 % des consommateurs de services publics d'eau et d'assainissement, dont la relation usagers est confiée à Veolia bénéficient d'une proximité et d'une qualité "made in France »

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ◆ la qualité de l'eau
- ◆ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- ◆ la qualité de l'information adressée aux abonnés

NB : En 2021, Veolia a modifié le mode de collecte de ses enquêtes de satisfaction, passant d'interviews par téléphone à des interviews en ligne (les consommateurs reçoivent un e-mail les invitant à répondre à un questionnaire). Cette évolution permet d'interroger un plus grand nombre de consommateurs par an et de disposer ainsi de mesures de satisfaction plus fines, sur des échantillons plus robustes.

Ce changement de méthode peut cependant avoir pour effet un repli plus ou moins net des taux de satisfaction relevés. En effet, comme le confirme l'institut Ipsos, en charge de ces enquêtes, un écart d'une dizaine de points à la baisse est couramment observé lorsque l'on passe de l'interview téléphonique à l'e-mail. Deux causes cumulatives peuvent l'expliquer :

- ✓ Répondre à une sollicitation d'enquête par e-mail est une action volontaire et les consommateurs insatisfaits sont plus enclins à cliquer sur le lien dans l'invitation pour répondre à ces enquêtes
- ✓ Dans le cadre d'une enquête téléphonique, inconsciemment, les interviewés associent l'enquêteur avec le service qu'il leur demande d'évaluer. Ils se montrent ainsi plus indulgents et donnent des notes moins sévères qu'ils ne l'auraient fait lors d'une enquête en ligne.

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2020	2021	2022
Satisfaction globale	81	75	82
La continuité de service	94	91	91
Le niveau de prix facturé	59	52	56
La qualité du service client offert aux abonnés	78	71	77
Le traitement des nouveaux abonnements	83	73	78
L'information délivrée aux abonnés	68	72	74

Composition de votre eau !



Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



→ Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

#1 Qualité : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».

#2 Intervention : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »

#3 Budget : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »

#4 Services : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »

#5 Conseil : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

2.3 Données économiques

→ Le taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente [P257.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2022 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'assainissement. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

Le taux d'impayés fait l'objet d'un suivi spécifique en lien avec le taux d'impayés de la facturation des consommations d'eau faite par la Régie des Eaux de Montpellier.

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

2.3.2 Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ◆ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ◆ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées.
- ◆ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2022, seule la Régie des Eaux de Montpellier est en capacité de procéder à des abandons de créance. Les données ne sont pas connues à ce jour.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



3.

LE PATRIMOINE DE
VOTRE SERVICE



Collecter, traiter, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel sur les sites (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

Cette liste est complétée par la production d'un inventaire détaillé remis en annexe 21.

Commune	Postes de refoulement / relèvement	Intégrations en 2022
ASSAS	PR MAS DE PERRET	
CASTELNAU-LE-LEZ	PR CAYLUS	
	PR ESABORA	
	PR NAVITAU	
	PR AUBE ROUGE	
	PR FARIGOULE	
	PR IMPASSE DES GUILHEMS	
	PR LES TRIBUNS	
	PR MAS DU DIABLE	
	PR PRINCIPAL	
CASTRIES	PR CASTRIES	
	PR GYMNASE	
	PR LA CADOULE	
	PR LES CANDINIERES	
	PR LES OLIVIADES	
	PR RESERVE	
	PR RN 110	
	PR VILLEMAGNE	
CLAPIERS	PR CLOSADES 2	
	PR BAILLARGUET	
	PR CAP ALPHA	
	PR CLOS DU FESQUET	
	PR LES CLOSADES	
	PR COTEAUX DE LAURIOL	
	PR DU FESQUET	
	PR GENDARMERIE	
	PR MAIL DU PRIEUR	
	PR VAL AUX VIGNES	
	PR VALLON	
GRABELS	PR Impasse Bellevue	
	PR LE CHATEAU	
	PR MAS DE MATOUR	
	PR MOSSON	
	PR PLEIN SOLEIL	
JACOU	PR CLEMENT ADER	
	PR LES SYLVAINS	
JUVIGNAC	PR FONTCAUDE	
	PR INTERET LOCAL	
	PR JUVIGNAC	
	PR LABOURNAS 2	
	PR SAINT SAUVEUR	
	PR VALLAT DE LA FOSSE	
	PR ZAC COURPOURIAN	
LATTES	PR DOMAINE DE BOIRARGUES	
	PR AVENUE DES PLATANES	
	PR CARREFOUR	
	PR CHEMINEE GRAMENET	

Commune

Postes de refoulement / relèvement

Intégrations en
2022

	PR CLOS MEJEAN	
	PR DE L'EUROPE	
	PR DU MAS	
	PR GRAMENET	
	PR ICV	
	PR LA CALADE	
	PR LA VASQUE	
	PR LANTISSARGUES	
	PR LE FENOUILLET LATTES	
	PR LE PONTIL	
	PR LES AIGRETTES	
	PR LES MARESTELLES	
	PR LES TREILLES	
	PR L'ESTAGNOL	
	PR MAISON DE LA NATURE	
	PR MAS DE JAUMES	
	PR MAS DE SAPORTA	
	PR MAURIN	
	PR MERE COSTE	
	PR MONTOUZERES	
	PR PONT DE GUERRE	
	PR PORT ARIANE 1	
	PR PORT ARIANE 2	
	PR PUECH RADIER	
	PR REGANOUS	
	PR SAINT HUBERT	
	PR SAINT MARTIAL BOIRARGUES	
	PR SORIECH	
	PR ZAC COMMANDEURS	
	PR 2° ECLUSE	
	PR MONTELS L'EGLISE	
LE CRES	PR VIA DOMITIA LES FAISANS	
MONTFERRIER-SUR-LEZ	PR DES AIGUEILLERES	
	PR FESCAU	
	PR PEUGEOT	
	PR PIDOULE	
MONTPELLIER	PR CIMETIERE GRAMMONT	
	PR Restanque	
	PR AIGUELONGUE	
	PR BACHELARD	
	PR BIONNE	
	PR CHAMP DE FOIRE	
	PR CHATEAUBON	
	PR GABARRES	
	PR GUINGUETTE	
	PR IMP FLOUCH	
	PR LAVALETTE	

Commune	Postes de refoulement / relèvement	Intégrations en 2022
	PR MAS D'ARTIS	
	PR MAS D'ASTRE	
	PR MAS DES BROUSSES	
	PR ODYSSEUM	
	PR PAILLADE FOOT	
	PR PAILLADE RUGBY	
	PR PISCINE	
	PR TOURNEZY	
	PR VERTBOIS	
	PR CHARLES GOUNOD	
	PR PONT TRINQUAT	
	PR ZAC EUROMEDECINE	
PEROLS	PR CABANES	
	PR CLOS LAGARDE	
	PR ETOILE DE MER	
	PR FAISSES	
	PR FENOUILLET	
	PR IMPASSE DE LA GUETTE	
	PR LAC DES REVES	
	PR MAS DE FIGUIERES	
	PR OCCITANIE	
	PR PARC DES EXPOSITIONS	
	PR PORTES DE L'OR	
	PR PROVIBAT	
	PR ROUTE DE LATTES	
	PR RUE DE L'ETANG	
	PR TABARLY	
	PR ZAC MEDITERRANEE	
PRADES LE LEZ	PR CD 17	
	PR DU STADE	
	PR STATION	
SAINT JEAN DE VEDAS	PR CONDAMINE	
	PR FERNANDEL	
	PR FON DE PONTOU	
	PR LA LAUZE	
	PR LES COMBES	
	PR LES PRES	
	PR MARCELLIN	
	PR MARQUEROSE	
	PR MAS DE GRILLE	
	PR RN 113	
	PR SIGALIES	
	PR MARCEL DASSAULT	
	PR ZAC MARCEL DASSAULT	
	PR SAINT JEAN LE SEC	
VENDARGUES	PR DU CREPUSCULE	
	PR SALAISON	

Commune	Postes de refoulement / relèvement	Intégrations en 2022
	PR VENDARGUES	
	PR VIA DOMITIA	
	PR PETIT PARADIS	

3.1.1 Propositions d'amélioration Réseaux de collecte

Les propositions d'amélioration des installations sont détaillées ci-dessous par commune.

CASTELNAU LE LEZ :

Le réseau de collecte présente un fonctionnement correct en temps sec, mais une forte réactivité aux eaux parasites en temps de pluie. Des travaux de réhabilitation ou de renouvellement sont à engager.

Le diagnostic complet du réseau de la zone de Caylus, réalisé en 2016, n'a pas permis de localiser les importantes intrusions d'eaux parasites que l'on constate en période pluvieuse.

Les conclusions des inspections vidéo des réseaux réalisées en 2017 sont les suivantes :

- Le réseau EU situé au Nord-Ouest du bassin versant de l'Aube rouge (avenue André Ampère) présente de nombreux défauts structurels et fonctionnels qui entraînent des infiltrations d'eaux parasites.
- Le réseau EU présente des défauts ponctuels répartis sur l'ensemble de la commune sans générer de problématique récurrente d'exploitation

CASTRIES :

Le collecteur situé entre le rue du Vieux Puits et la RN 110 est inaccessible. Son entretien ne peut être réalisé sans la création d'un accès. L'aménagement en cours d'un nouveau lotissement permettra, peut-être, de solutionner cette problématique.



Les collecteurs situés dans les espaces verts au-dessus de l'avenue de la
Son entretien ne peut être réalisé sans la création d'un accès.



CLAPIERS :

Le réseau de collecte présente un fonctionnement correct en temps sec, mais une forte réactivité aux eaux parasites en temps de pluie, notamment au niveau du PR des Closades.

L'ensemble des réseaux de la commune ont fait l'objet d'une inspection caméra au cours de l'année 2015.

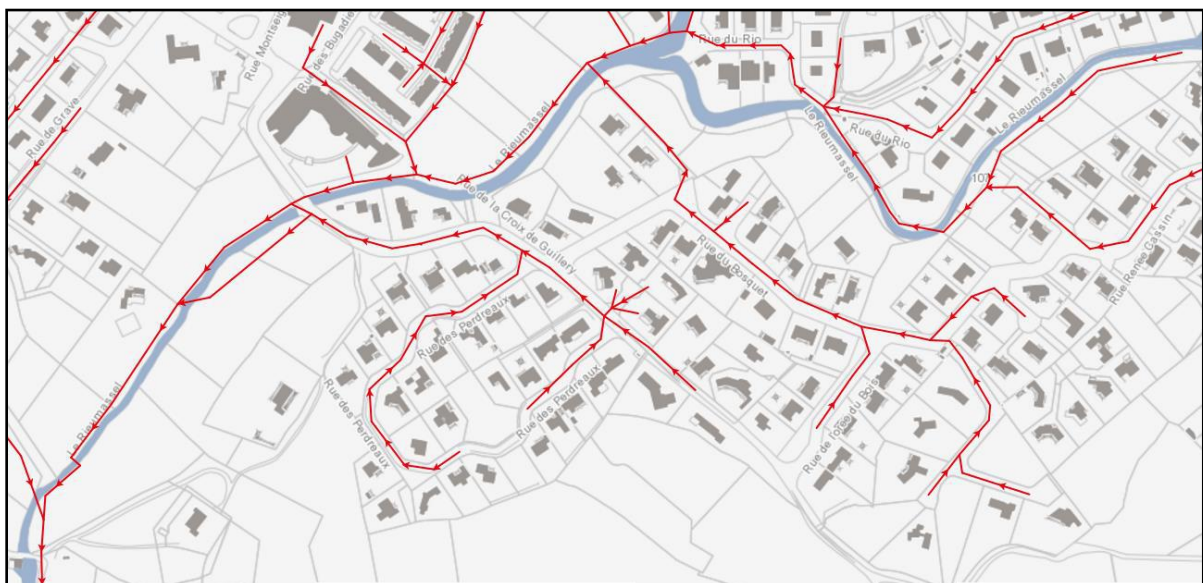
Les conclusions ont été présentées à la collectivité.

GRABELS :

Le Rieumassel :

Le recalibrage à venir du cours d'eau nommé "le Rieumassel" sur la commune de Grabels impacte le réseau EU existant situé dans le lit de ce ruisseau.

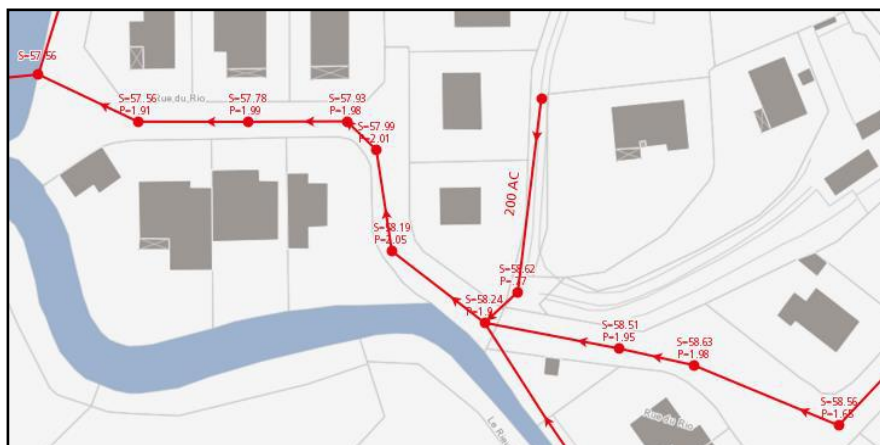
La traversée du ruisseau comporte un important flash (de façon générale, le tronçon comporte quelques flashes avec contre pente et des intrusions de racines). La globalité du tronçon pose la difficulté de son accès. Ce réseau a été complètement découvert lors des évènements pluvieux du 07 octobre 2014.



Une étude générale est en cours au sein de la Métropole avec une reprise du réseau de collecte.

Rue du Rio :

Le lotissement du Rio se jette dans le Rieumassel et pose des problèmes liés à l'intrusion de racines.



Rue des Aphyllantes :

Ce réseau a fait l'objet d'une Inspection Télévisuelle mettant en évidence de nombreuses contre-pentes.



Rue des Lavandins :

Ce réseau est sujet à l'intrusion de racines. Il a fait l'objet d'une inspection télévisuelle.



JACOU :**Collecteur de « La Mayre » :**

Une partie de ce réseau de collecte est inaccessible. La création d'un accès est à étudier, notamment sur la partie se trouvant au niveau du parc Boccaud.

**Collecteur rue Joseph Arlery :**

Les quatre grilles pluviales raccordées sur le réseau d'eaux usées séparatif génèrent lors des épisodes pluvieux une entrée d'eaux parasites très importante. Ces mauvais raccordements expliquent la mise en charge du réseau EU situé dans l'avenue Joseph ARLERY car ce dernier est l'exutoire du bassin versant étudié. La déconnexion des grilles pluviales du réseau d'eaux usées est obligatoire dans un système séparatif et cela améliorera le bon fonctionnement du réseau EU.

**LATTES :****Passage de la Lironde (Zone du Soriech).**

Le passage en siphon de la Lironde joue malgré lui un rôle de piège à graisse (eaux usées en provenance de Boirargues). Ces ouvrages demandent donc un entretien régulier qui ne peut être réalisé faute d'accès suffisant pour les camions hydrocureurs. Un aménagement des accès aux regards amont-aval du passage de la Lironde est donc à prévoir.



La pose d'un système de pompage (Poste ou DIP) est à étudier.

Impasse de L'agau

Présence d'une grille EP sur le réseau EU.



Une proposition du remplacement de cette grille a été faite par Véolia et doit faire l'objet de'un accord entre 3M et la commune de Lattes.

LE CRES :**Secteur du chemin des Mazes au Crès :**

Un tronçon de réseau est inaccessible en camion hydrocureur et donc impossible à entretenir. La création d'un accès est à étudier.

**Avenue des chasseurs :**

Un tronçon de réseau est inaccessible en camion hydrocureur et donc impossible à entretenir. La création d'un accès est à étudier.



Exutoire refoulement St Aunes :

Attaque importante par les sulfures des ouvrages et des réseaux pouvant nuire à la santé du personnel exploitant (mesure 80 ppm au niveau des ouvrages).

Les travaux de remplacement des fontes réalisés en 2020, présentent déjà un vieillissement prématuré de celles-ci (présence de rouille rendant très difficile l'ouverture de regards).

Le non traitement des effluents au niveau du poste de refoulement de Saint-Aunes est à l'origine de cette problématique.

**MONTFERRIER SUR LEZ :****Route de Mende :**

Ce réseau présente de nombreuses intrusions de racines. Une inspection télévisée a été réalisée et transmise.

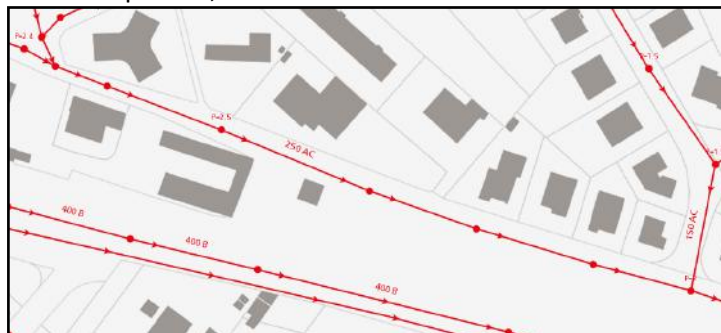


MONTPELLIER :

Rue Pierre Causse :

Le collecteur présente des contre-pentes et demande à être renouvelé.

Suite à l'étude lancée en 2020 par 3M, les travaux devraient être réalisés au deuxième trimestre 2022.



Avenue de Saint-Clément :

Ce collecteur présente une contre pente générant une mise en charge constante, engendrant la nécessité d'un curage régulier du réseau. Une inspection caméra a été réalisée et transmise.



Rue Valencay :

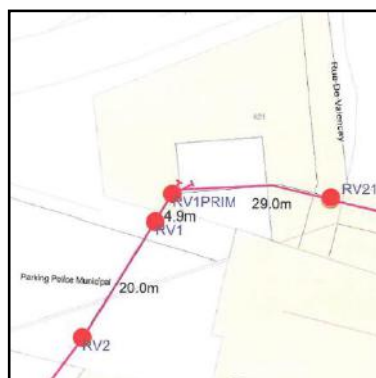


PHOTO : 8	DISTANCE : 9.4 m de RV21	
OBSERVATIONS :		
Trou dans le revêtement (longueur: 200mm) à 3h à un assemblage Sol visible de 3h à 6h		

Le passage caméra réalisé a permis de mettre en évidence une casse colle à 9.3m de RV21.

La réparation est impossible car le réseau est situé sous la chaufferie du Polygone.

Nous avons transmis une proposition de renouvellement du réseau avec changement de pente et raccordement sur le réseau unitaire des galeries techniques du polygone (dossier technique transmis 3M en mars-2016).

Avenue de Toulouse :

Le collecteur EU situé côté impair de la rue Granier à l'avenue Guillaume Janvier est en très mauvais état. C'est un collecteur d'un DN 150 en amiante ciment présentant de nombreuses casses.

(travaux commencés par 3M en 2020)



Avenue de Castelnau :

Le réseau bâti présente des défauts structurels importants créant des affaissements sur la voirie.



Réseau bord du Rieucoulon :

Partie gravitaire : Ce collecteur présente de nombreux regards en mauvaise état (racines) et certains tronçons sont inaccessibles pour réaliser le curage (création d'une voie d'accès nécessaire)



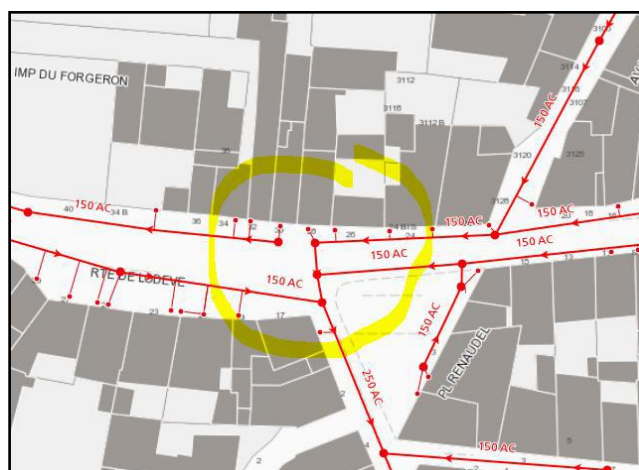
Avenue du Mas d'Argelliers

Réseau DN1000 inaccessible dans le Lantissargues



Rue Marcellin Albert

Pas de chute accompagnée dans regard de visite pour les effluents provenant du petit bar et de l'avenue des moulins. La chute des EU tombe directement face au collecteur venant de Favre Saint Castor, perturbant l'écoulement de ce dernier et générant des engorgements à répétition sur la route de Lodève (chantier neuf 3M 2019) .



Rue du roses trémières

Évacuation impossible des effluents de la rue car réseau en amont cassé.
Réseau situé en partie privative

Historique :

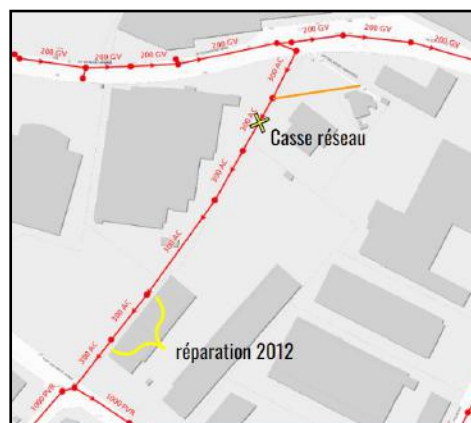
2012 : réparation ponctuelle du réseau avec création d'un siphon le temps que la CAM réalise les travaux

2019 : création du réseau en 200 GV sur Marché gare

Information Technique :

réseau en 300 AC à 5m de profondeur

Réseau rose trémière (en orange sur le plan) arrive en chute (mesuré = -3m/TN)



PEROLS :

Le réseau de collecte de la commune de Pérols a fait l'objet d'une inspection caméra dans sa totalité (programme 2015/2016).

Les observations majeures sont les suivantes :

1. Infiltrations visibles importante sur la zone Nord-Ouest de la commune (plan n°2)
2. Réseaux EU très détériorés sur la zone Nord-Ouest et sur cœur de Village (plan n°3)
3. Réseaux EU en Amiante-ciment de la commune très vétuste (plan n°4).

Au niveau du bas de la Grand rue au croisement avec la rue Marcel Pagnol, le collecteur présente une contre pente générant une mise en charge constante, ce qui nécessite un curage régulier du réseau. Ce réseau est en AC et les interventions régulières engendrent une forte dégradation de la canalisation.



RD 66

L'inspection caméra du collecteur de collecte des effluents de Carnon, a mis en évidence la dégradation de regard de visite, vraisemblablement en raison de la présence d'H₂S en lien avec les effluents déversés.

PRADES LE LEZ :

Le réseau de collecte de la commune de Prades le lez a fait l'objet d'une inspection caméra dans sa totalité (programme 2015/2016).

Les observations majeures sont les suivantes :

1. Réseaux EU très détériorés sur la zone Nord et Sud de Village.
2. Présence de nombreuses racines sur la RD17.

SAINT JEAN DE VEDAS :**Route de Béziers :**

Ce réseau, situé en point bas, est saturé par temps de pluie. Il fait l'objet d'un curage préventif régulier.

Rue des Peupliers : ce réseau fait l'objet de nombreuses contre-pentes qui obligent un nombre plus important d'intervention préventive pour éviter tout engorgement.

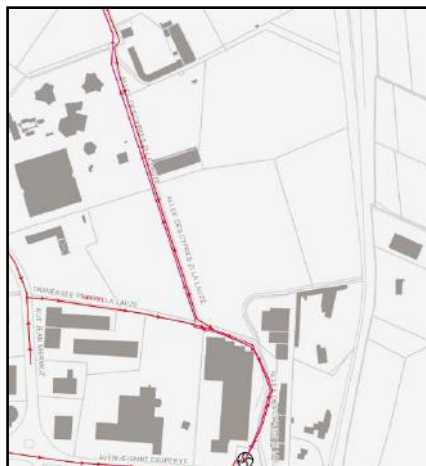
**Aval rue Font de l'Hospital :**

Ce réseau alimenté par les postes de relevage des Près et celui de Marqueroze est sujet aux attaques d'H₂S. Les cheminées présentent un vieillissement prématuré (béton + fonte). Le réseau en PVC reste en bon état. De plus, ce réseau est difficilement accessible en camion sur un long tronçon (ronciers...).

(2021 - Etude en cours 3M)

Zone de la Lauze :

Le réseau en provenance de la rue Jean Mermoz est en partie inaccessible (aval bassin de rétention). Suite à trois réparations en 2013, le renouvellement du refoulement est à étudier

**VENDARGUES :**

Liaison RN 113 et ancienne station d'épuration : ce réseau est inaccessible par temps de pluie (réseau situé en bordure de champs). La création d'un accès convenable est à étudier.

**Réseau longeant la voie ferrée (Zone Industrielle) :**

Ce réseau est inaccessible et son entretien impossible. La création d'un accès est à étudier.

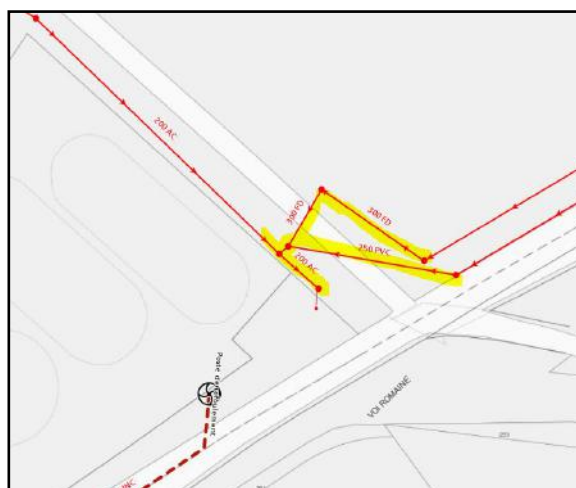


Rue des Pins :

Ce collecteur présente une contre pente générant une mise en charge constante, engendrant la nécessité d'un curage régulier du réseau. Une inspection caméra a été réalisée et transmise.

**Voie Romaine - Réseau en Amont PR Principal :**

Problème d'écoulement hydraulique au niveau de l'interconnexion des différents collecteur en amont du PR Principal de Vendargues = mise en charge des collecteurs

**TEYRAN :****Collecteur du Salaison :**

Les nombreuses zones inaccessibles rendent sensible ce collecteur. L'obstruction du mois d'août a mis en évidence les difficultés d'entretien de celui-ci.

Un rapport spécifique avec un zonage des accès a été transmis à la collectivité.

3.1.2 Propositions d'amélioration Postes de refoulement

Les commentaires modifiés ou rajoutés apparaissent en rouge

CASTELNAU LE LEZ :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR LES TRIBUNS	Cuve	Cuve dégradée	Réhabilitation de la cuve à prévoir
PR LES TRIBUNS	Cuve	Chambre de vannes vétuste	Réhabilitation de la chambre de vannes (génie civil) à prévoir
PR AUBE ROUGE	Cuve	Cuve dégradée / Chambre de vannes vétuste	Réhabilitation de la cuve et de la chambre de vannes à prévoir
PR AUBE ROUGE	Capacité poste	Capacité limité	La capacité de pompage de ce poste (volumes en augmentation avec le raccordement de nombreux immeubles) et sa situation pose des problèmes d'exploitation (nettoyage et intervention difficiles de par les parkings entourant le poste)
PR AUBE ROUGE	Accès poste	L'accès au poste pour dépannage et/ou nettoyage par camion hydrocureur est très problématique.	La création d'un accès par la route principale a été vue sur site avec les services de la Métropole. Une interdiction de stationnement a été mise en place sur la voirie existante en accord avec la copropriété, afin de permettre l'accès aux hydrocureurs
PR PRINCIPAL	Extérieur du poste	Présence importantes de peupliers à proximité du poste engendrant une dégradation de la clôture et la pénétration de racines dans le collecteur	Arbres à supprimer au pourtour immédiat du poste

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR Caylus	Pompes	Problème récurrent de pompage.	Le choix des pompes n'a pas été optimal à la construction. La présence d'un panier de dégrillage en protection des pompes génère des interventions beaucoup trop fréquentes sur un poste de cette taille. Des traces de cavitation ont été relevées sur les volutes des pompes. Ceci pourrait être lié à l'absence de casse chute à l'arrivée de l'effluent dans le poste

CLAPIERS :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR CAP ALPHA	Cuve	Vanne d'arrivée bloquée	Vanne à renouveler

GRABELS :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR GRABELS MOSSON	Pompage		Saturation du PR en temps de pluie
PR GRABELS MOSSON	Clôture	Un pilier de soutien de la clôture ne porte plus, le terrain ayant été raviné lors des inondations de 2014	Une première réparation a été effectuée avec la remise en place du pilier concerné. La mise en œuvre de béton de soutien sera à réaliser

JACOU :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR LES SYLVAINS	Cuve	Cuve dégradée	Réhabilitation de la cuve à prévoir
PR LES SYLVAINS	Cuve	Chambre de vannes vétuste	Réhabilitation de la chambre de vannes (génie civil) à prévoir

JUVIGNAC :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR INTERET LOCAL	Dalle de couverture	Dégradation du béton de couverture	Réfection de la dalle de couverture du poste à prévoir
PR INTERET LOCAL	By pass	By pass bouché lors de travaux réalisés par la commune	By pass à remettre en fonctionnement normal (voir commune)
PR Vallat de la Fosse	By pass	Le by pass du poste n'est plus opérationnel. Il est obturé par le lit de la rivière dont le niveau a monté avec l'accumulation de pierres.	Curage du lit de la rivière à envisager.



PR Intérêt Local

LATTES :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR CARREFOUR	Cuve	Le béton du poste est fortement corrodé par l' H ₂ S	Réfection de la structure intérieure du poste à prévoir
	Trop plein	Le trop plein du poste est partiellement bloqué par le niveau du fossé de réception.	Fossé à recalibrer (curage). En cas de problème de pompage ou de sur volumes, les effluents débordent sur le parking de la grande surface Travaux de modification de ce poste en cours d'étude par 3M
PR de la ZAC des COMMANDEURS	Armoire électrique	Absence de protection de l'armoire. Risque de détérioration par les véhicules en circulation. Impact régulier sur l'armoire électrique et sur le comptage énergie.	Barrières de protection ou bordures béton à installer
PR PONTIL / PR EUROPE / PR MAURIN	Génie civil	Les locaux sont situés en dessous du terrain naturel (cuve Nutriox). Il y a une présence d'eau au sol	La mise en place de vide cave est à étudier Proposition de travaux à faire
PR MONTOUZERES	Clôture / portail	L'accès au site a été modifié dans le cadre des travaux de pose de réseaux BRL	Modification du positionnement du portail Proposition de travaux à faire Travaux réalisés en 2022
PR Estagnol	Accès	L'accès est impossible par temps de pluie. Les arbres du camping attenent bloquent l'accès au poste.	Stabilisation du chemin d'accès à étudier
PR Maurin	Vanne arrivée poste	Lors des travaux 2019, la vanne existante d'isolement de la cuve a été supprimée	Vannes à positionner sur les collecteurs d'arrivée. Proposition de travaux à faire

	Clapet By pass	Protection béton dans le lit du ruisseau HS	La protection béton du tuyau by pass dans le lit du ruisseau est à refaire (inexistante) Proposition de travaux à faire
PR Saporta	Génie civil	Clôture inexistante. Risque d'accident lié à la présence d'un camp de sédentaires à côté de la cuve	A sécuriser

MONTFERRIER SUR LEZ :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR Peugeot	Trop plein	Le trop plein du poste ne fonctionne pas. Le positionnement altimétrique n'est pas correct	

MONTPELLIER :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR Cimetière Grammont	Bypass	Déversement du bypass dans pluvial : obstruction pour éviter le retour d'eaux pluviales vers le poste	Créer nouveau bypass ou installer un clapet anti retour dans une chambre sur la conduite Proposition de travaux à faire
PR de Lavalette	Accès poste	L'accès au poste a été modifié dans le cadre des travaux du CG 34	La descente génère un apport important d'eaux vers les locaux du poste lors des épisodes pluvieux Proposition de travaux à faire
PR du Mas d'Artis	Hydraulique	Fonctionnement correct mais état vétustes des conduites d'aspiration. La toiture est détériorée par l'affaissement de l'ensemble	Capacité hydraulique à étudier. Il est actuellement impossible de procéder au nettoyage du poste, le temps d'arrêt disponible étant de quelques minutes Une étude 3M est en cours
PR Impasse Flouch	Accès	La problématique des voitures particulières mal garées reste entière. Nous avons de grosses difficultés pour accéder au site.	Mise en place de plots amovibles en lieu et place des zébras Ce poste devait être supprimé et le collecteur raccordé gravitairement
PR Euromédecine	Eaux parasites	Des réserves ont été émises à la prise en charge. Cuve non étanche, intrusion importante d'eau parasites, hydraulique à reprendre	Voir PV de prise en charge
PR Vert Bois	Accès	Grosse difficulté d'accès pour le nettoyage avec le camion hydrocureur	Réservation de la place de parking jouxtant le poste par des plots amovibles
PR Pont Trinquat	By pass	Le by pass de l'ancien poste est toujours en lien avec le collecteur actuel et est toujours fonctionnel.	Déconnexion à faire. Le by pass a été bloqué en position fermé
PR Pont Trinquat	Clapets pompes de		Les clapets sont toujours sous surveillance depuis leur remplacement dans le cadre de travaux 3M

PR Bionne	Cuve 2	Cuve à fond plat	La mise en place d'une tôle identique à celle réalisée par Véolia sur la cuve 1 est à étudier
-----------	--------	------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------

PEROLS :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR ZAC Méditerranée	Accès	Difficulté d'accès à cause d'une présence d'enrochement Présence régulière des gens du voyage avec branchement sauvage sur la livraison EDF	Aménagement de l'accès à modifier L'entretien de ce poste est IMPOSSIBLE. Pas d'intervention sur ce site par mesure d'hygiène et de sécurité.
PR Route de Lattes	Eaux parasites	Importantes intrusions d'eaux parasites en période pluvieuse	Inspection caméra réalisée en 2016 sur l'ensemble du réseau de collecte Un projet de déplacement / modification du poste est à l'étude par 3M
PR Faïsses	Arrivée	/	Le collecteur en amont du poste qui récupère les effluents de Carnon présente des taux d'H ₂ S potentiellement mortel

PRADES LE LEZ :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR du Stade	Accès	Accès au poste limité par des enrochements	Une discussion est en cours avec la mairie de Prades le lez pour une utilisation de la piste cyclable Un accès par le Tennis Club est également envisagé

SAINT JEAN DE VEDAS :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR Marcel Dassault	Cuve	La dalle supérieure de la cuve est en contrebas par rapport au terrain naturel	Rehausser la partie de supérieure de la cuve avec création de trappes d'accès plus grande Proposition de travaux à faire
	Accès	Difficulté d'accès avec un camion hydrocureur de par la présence constante de véhicules stationnés devant le poste.	Mise en place d'interdiction de stationnement ou modification de l'accès
PR ZAC Marcel Dassault	Accès	Difficulté d'accès au poste	Le chemin d'accès direct vers le poste demande à être modifié.
PR Saint-Jean le Sec	Accès	L'accès au poste est très difficile. Nombreux véhicules mal garés	Accès à sécuriser
	Cuve	Le sol n'est pas stabilisé autour de la cuve	Création d'une dalle béton autour de la cuve Proposition de travaux à faire
PR La Lauze	Conduite de refolement	L'accès à la conduite de refolement est impossible sur la première partie de la conduite. Conduite fragile.	Accès à créer Conduite de refolement à renouveler

VENDARGUES :

INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR Salaison	Local pompes	Le local pompes est immergé à chaque inondation, entraînant une dégradation des pompes.	Mise en place de pompes submersibles. Une étude complète génie civil et hydraulique est à faire réaliser par un cabinet d'étude.
	Sécurité	Barrières de sécurité d'intervention	Il serait sécurisant de prévoir un jeu complet de barrières pour sécuriser l'ensemble des ouvertures, ainsi que de poser une ligne de vie au niveau du plancher 1. Proposition de travaux faite sur Dotation 2021 Travaux réalisés sur Dotation 2021 Fin des travaux début 2022 Travaux réalisés
	Refoulement	Vanne d'isolement inexistante sur le refoulement principal.	Envisager la pose d'une vanne d'isolement du poste en sortie de poste.

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ◆ des réseaux de collecte,
- ◆ des équipements du réseau,
- ◆ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les canalisations, branchements et équipements

	2020	2021	2022
Canalisations			
Longueur totale du réseau (km)	1 128,6	1 109,6	1 114,9
Canalisations eaux usées (ml)	1 013 407	988 872	993 816
<i>dont gravitaires (ml)</i>	939 289	901 629	905 403
<i>dont refoulement (ml)</i>	74 118	87 243	88 413
Canalisations unitaires (ml)	115 193	118 899	119 259
<i>dont gravitaires (ml)</i>	115 193	118 876	119 232
<i>dont refoulement (ml)</i>		23	27
Canalisations eaux pluviales (ml)		1 868	1 868
<i>dont gravitaires (ml)</i>		1 868	1 868
Branchements			
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	56 756	56 962	57 120
Ouvrages annexes			
Nombre de regards	24 022	24 022	23 902

La convergence des SIG Véolia et 3M a été finalisée en 2021. Un export de la base SIG Véolia est réalisé tous les mois vers la base SIG de Montpellier Métropole.

Le bilan des branchements neufs réalisés par Veolia est consultable en annexe 23.

Le tableau ci-dessous présente le détail de l'évolution du nombre de branchements sur le périmètre du contrat par commune :

Communes	TOTAL 2021	Nombre branchements neufs 2022	Total 2022
Castelnau le lez	3 746	17	3 763
Castries	1 999	16	2 015
Clapiers	1 663	1	1 664
Grabels	1 674	6	1 680
Jacou	1 999	4	2 003
Juvignac	2 775	9	2 784
Lattes	3 919	6	3 925
Le Cres	2 684	3	2 687
Montferrier sur lez	858	6	864
Montpellier	25 382	52	25 434
Pérois	3 437	11	3 448
Prades le lez	1 534	15	1 549
St Jean de Vedas	3 164	7	3 171
Vendargues	2 128	5	2 133
	56 962	158	57 120

Branchements neufs réalisés par Veolia (Comptabilisation 2022) et branchements neufs réalisés par 3M et faisant l'objet d'un PV de réception en 2022.

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc. , constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] est de 0,32 %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2020	2021	2022
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)	0,54	0,33	0,32
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	1 128 600	1 107 771	1 113 075
Longueur renouvelée totale (ml)	6 094	2 305	937

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2022 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2020	2021	2022
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	96	98	98

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	13
Total Parties A et B		45	43
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	5
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	0
VP260	Localisation des autres interventions	10	10
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	10
VP262	Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
Total:		120	98

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que des informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les installations

Les opérations de renouvellement et/ou rénovation sont réalisées en accord avec la collectivité et sur la base du plan pluriannuel de renouvellement du contrat.

Ces opérations ont fait l'objet de propositions de la part du délégataire et d'une validation des services de la Métropole, lors d'échanges réguliers à l'occasion des Cotech.

Quelques photos ci-dessous illustrent les travaux de renouvellement réalisés lors de l'exercice 2022.



Variateur Pompe 1 PR Juvignac



Pompe 1 PR Sigalies



Pompe 1 PR Peugeot



Pompe 2 PR Odysseum



Capteur de pression PR Mas de Figuières

COMMUNE	PR	Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice
LATTES	PR DU MAS	AUTOMATISME INJECTION REACTIF	Renouvellement
	PR DE L'EUROPE	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 3	Renouvellement
		DEBITMETRE ELECTROMAGNETIQUE EN CONDUITE	Rénovation
		AUTOMATISME INJECTION REACTIF	Renouvellement
	PR MAURIN	APPAREIL DE MESURE DE NIVEAU PAR ULTRASONS	Renouvellement
		AUTOMATISME INJECTION REACTIF	Renouvellement
	PR MERE COSTE	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 1	Renouvellement
	PR PORT ARIANE 2	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 1	Renouvellement
	PR CARREFOUR	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 1	Renouvellement
		BARREAUDAGE	Rénovation
	PR DOMAINE DE SAPORTA	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 1	Rénovation
	PR REGANOUS	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 1	Renouvellement
PEROLS	PR LA CALADE	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 1	Renouvellement
	PR LA VASQUE	BARREAUDAGE	Rénovation
	PR MAS DE FIGUIERES	ARMOIRE ELECTRIQUE BT	Rénovation
	PR ETOILE DE MER	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 2	Renouvellement
		PIED ASSISE ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 2	Renouvellement
	PR DES FAISSES	STOCKAGE ET INJECTION NITRATE DE CALCIUM	Rénovation
		ELECTROPOMPE A MEMBRANES NITRATE DE CALCIUM	Rénovation
		ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
CASTELNAU-LE-LEZ	PR DU FENOUILLET	ARMOIRE ELECTRIQUE BT	Rénovation
	PR MAS DU DIABLE	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 1	Renouvellement
	PR CAYLUS	POMPE 1	Renouvellement
CLAPIERS	PR CLAPIERS	MESURE NIVEAU CUVE 1	Renouvellement
		MESURE NIVEAU CUVE 2	Renouvellement
PRADES-LE-LEZ	PR STATION	DEBITMETRE ELECTROMAGNETIQUE EN CONDUITE	Renouvellement
MONTPELLIER / JUVIGNAC	PR LAVALETTE	DETECTEUR H2S	Rénovation
	PR TOURNEZY	DETECTEUR H2S	Rénovation
	PR MAS D'ARTIS	ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
		CANALISATION	Rénovation
		ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 2	Rénovation
	PR CIMETIERE GRAMMONT	TRANSFORMATEUR ABAISSEUR	Renouvellement
	PR ODYSSEUM	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 2	Renouvellement
		ARMOIRE ELECTRIQUE BT	Rénovation
	PR JUVIGNAC	PLATINE ALC ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 2	Renouvellement
	PR SALAISON	DEBITMETRE ELECTROMAGNETIQUE BYPASS	Renouvellement
		CENTRALE D'ALARME GAZ	Rénovation
	PR VENDARGUES	DEBITMETRE ELECTROMAGNETIQUE BYPASS	Renouvellement
	PR CASTELNAU PRINCIPAL	CENTRALE D'ALARME	Rénovation
GRABELS	PR PLEIN SOLEIL	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 2	Renouvellement

COMMUNE	PR	Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice
		PIED ASSISE ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 2	Renouvellement
MONTFERRIER SUR LEZ	PR PEUGEOT	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 1	Renouvellement
		ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 2	Renouvellement
SAINT JEAN DE VEDAS	PR SIGALIES	ELECTROPOMPE SUBMERSIBLE 1	Renouvellement

→ Les réseaux et branchements

Le contrat prévoit le renouvellement des branchements à la charge du délégataire. L'ensemble des opérations de renouvellement réalisées apparaissent en annexe complémentaire (Annexe 17).

En 2022 : 61 opérations de renouvellement ont été réalisées dont :

- 32 branchements
- 29 regards de branchements

	Branchement	Regard de branchement	Total général
CASTELNAU LE LEZ	1	5	6
CASTRIES	1		1
CLAPIERS	1	3	4
GRABELS		1	1
JUVIGNAC		3	3
LATTES	1	1	2
LE CRES	2	1	3
MONTFERRIER LE LEZ	1	1	2
MONTPELLIER	22	11	33
ST JEAN DE VEDAS	3	1	4
VENDARGUES		2	2
Total général	32	29	61

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

→ Les installations

Dans le cadre des dotations prévues au contrat les travaux suivants ont été réalisés par le délégataire sur les installations du système d'assainissement de la Métropole :

- PR Montouzères / PR Sigalies / PR Les Près : modification des portails d'accès
- PR Marestellles : Modification des trappes d'accès aux pompes
- PR Artis : Mise en oeuvre de barrières de sécurité





- PR Cap Alpha / Zac Méditerranée / PR RN 113 : remplacement des coffrets de livraison électrique
- PR Bionne : création d'une vanne d'isolement sur le collecteur principal d'arrivée
- PR Clapiers : Mise en sécurité échelle de descente (poignées et crosse de sortie)
- PR Artis : Création regard accès vanne entrée poste



- PR Artis : modification cuve à fioul Groupe électrogène
- PR Peugeot : mise en sécurité des accès cuve (escalier, plancher, garde corps)



- PR Station : mise en sécurité des accès cuve (escalier, plancher, garde corps)



→ Les réseaux et branchements

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

Dans le cadre des dotations prévues au contrat les travaux suivants ont été réalisés par le délégataire sur le réseau de collecte :

Dotation Travaux sous contraintes

- Mise en conformité des branchements du CROUS Rue déployé
- Mise en oeuvre d'une surveillance sur le trop plein en amont du poste Caylus



- Création d'un regard de visite Rue des Carignans Grabels
- Reprise de cunettes Impasse Walter Scott Montpellier
- Renouvellement partiel collecteur Rue des Azalées Lattes
- Travaux sur regard de visite Rue St Vincent de Paul Montpellier (voirie)
- Travaux sur collecteur Allée des Platanes Montferrier sur lez
- Création d'un regard de visite Rue St Hubert Montpellier

Dotation Génie Civil Collecte

- Réhabilitation cheminées et regards de visite collecteur Salaison (4 RV)
- Réhabilitation de 2 regards de visite Avenue de l'Europe (Mas du Courant)

4.

LA PERFORMANCE
ET L'EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE
POUR VOTRE
SERVICE



La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).

4.1 La maintenance du patrimoine



ENGAGEMENT

On distingue deux types d'interventions :

- ◆ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ◆ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



FOCUS

La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

→ **Les opérations de maintenance des installations**

L'exploitation des ouvrages comprend notamment l'entretien électromécanique, la réalisation des contrôles annuels du matériel d'auto surveillance réglementaire, ainsi que le nettoyage des ouvrages.

Le bilan journalier de fonctionnement de l'ensemble des sites, issu du système de télésurveillance LERNE, ainsi que l'analyse des alarmes actives, permet la programmation des différentes interventions sur les ouvrages.

Un suivi quotidien de l'injection et de la consommation de réactif (Nitrate de Calcium) permet un suivi régulier du bon traitement des odeurs.

Les contrôles annuels des appareils de levage et des armoires électriques ont été réalisés en 2021 par APAVE SUD EUROPE. Ces contrôles nécessitent la mise à disposition de poids sur chaque site (transport et mise en situation) afin de procéder au test des appareils de levage.

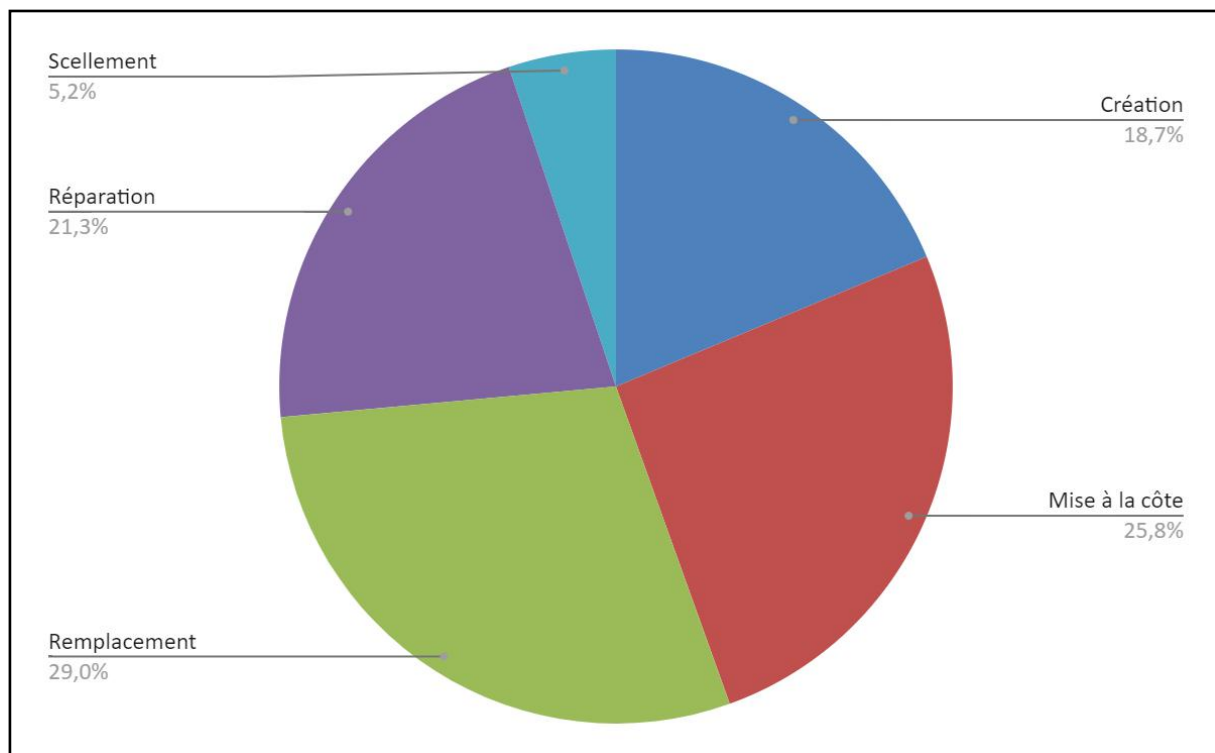
Le renouvellement électromécanique des installations (armoires électriques, capteurs, pompes, hydraulique) est intégralement pris en charge par les équipes d'exploitation.

Un bilan des interventions réalisées sur les principaux postes de relèvement / refoulement du contrat est présenté en annexe complémentaire (Annexes 09 et 10).

→ Les opérations de maintenance des réseaux et branchements

Travaux d'entretien sur le réseau	2021	2022
Nombre de réparations de branchements	12	6
Nombre de réparations de collecteurs (*)	19	15
Nombre de réparations de regards	26	7
Nombre de mise à niveau de boîtes de branchement	2	20
Nombre de mise à niveau de regards de collecteur (*)	13	20

Outre les interventions de curage préventif de réseaux et les inspections caméra réalisées au cours de l'exercice, les principales opérations de réparation et de maintien en état du patrimoine de la collectivité sont regroupées dans le graphique ci-dessous.



Ces interventions sont détaillées en annexes complémentaires (Annexes 18a, 18b, 18c et 18d).

→ L'auscultation du réseau de collecte

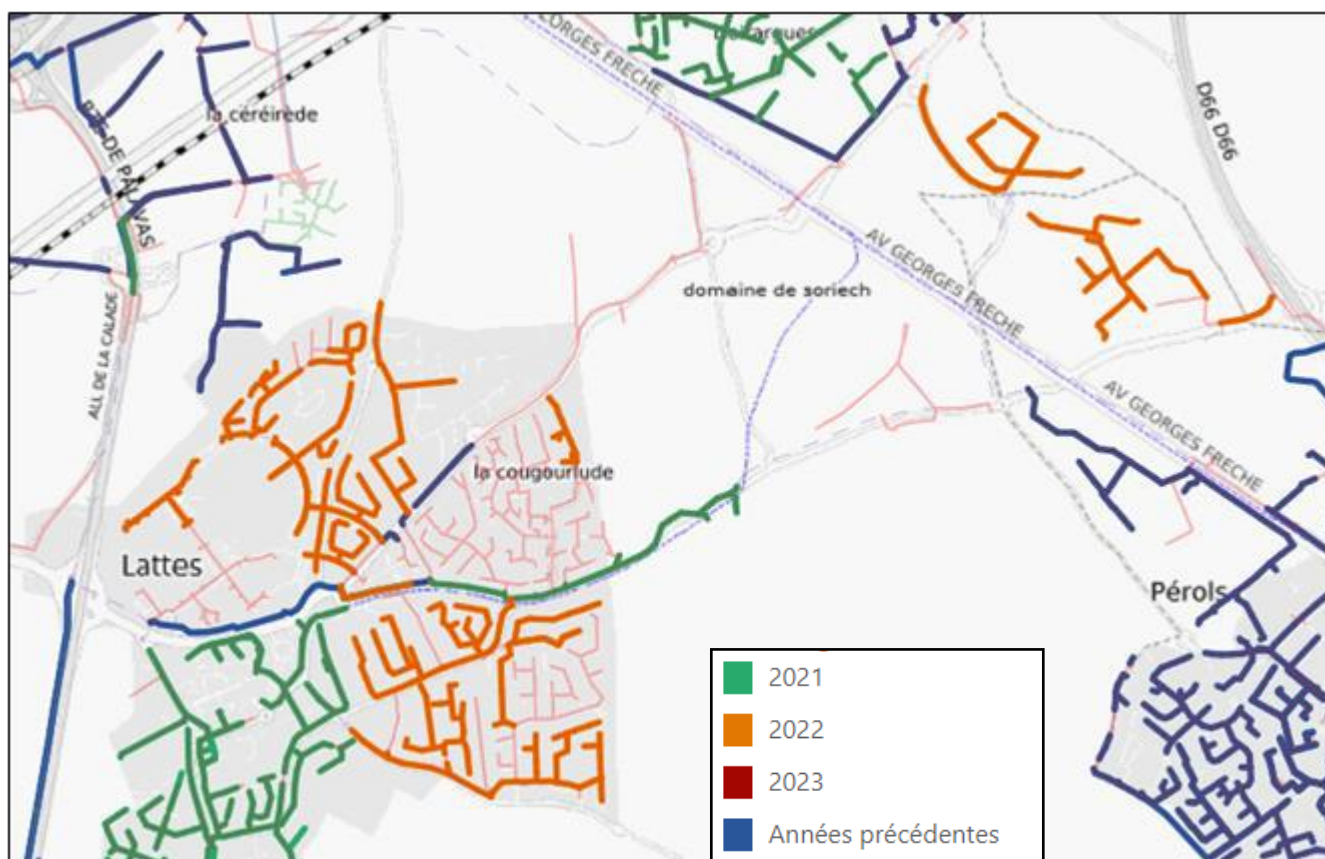
Interventions d'inspection et de contrôle	2020	2021	2022
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	85 242	97 069	84 614

Conclusions générales ITV réalisées en 2022

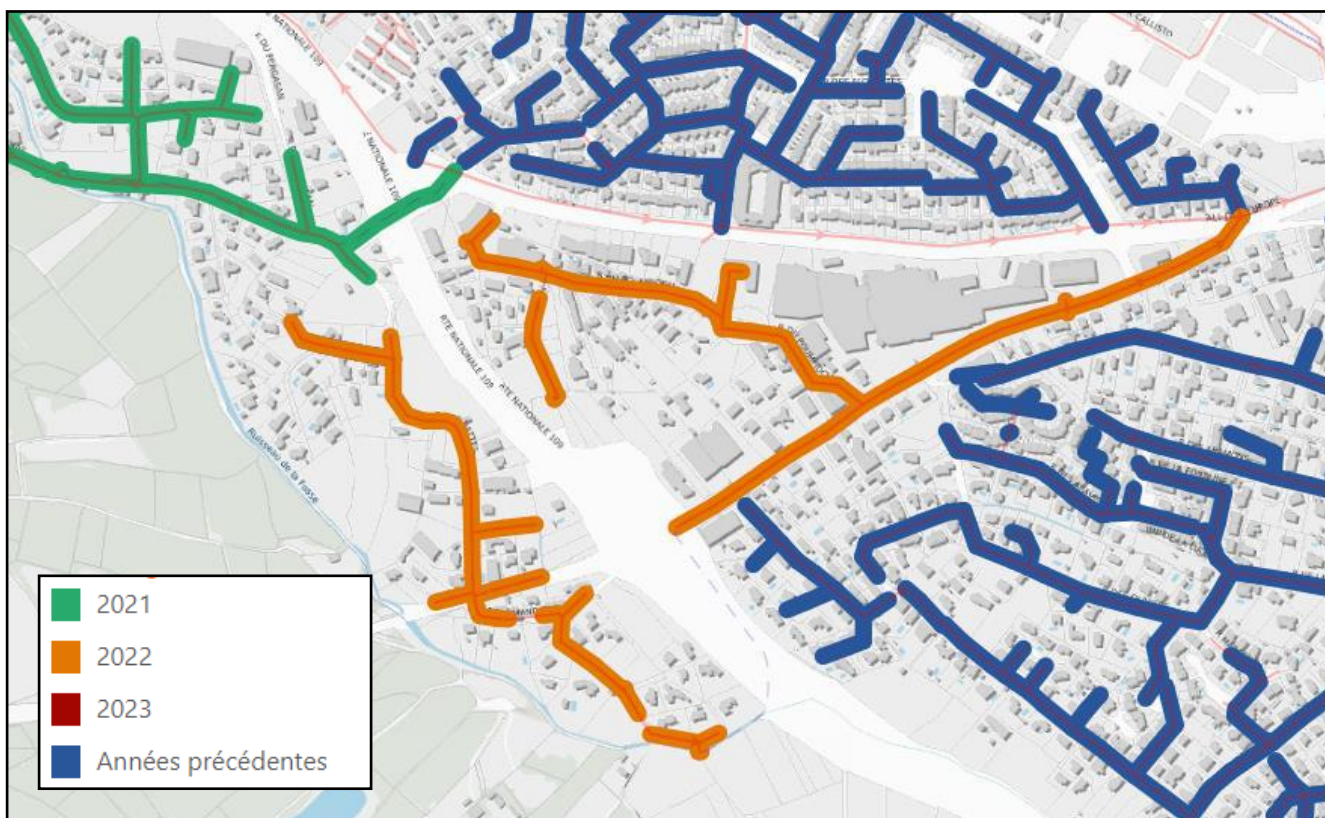
La convergence des SIG, initiée en 2020, s'est poursuivie et terminée en fin d'année 2021. Les cartes suivantes font apparaître les zones ayant fait l'objet d'inspection caméra au cours de l'exercice, ainsi qu'un rappel des années précédentes.

Les rapports correspondants ont été transmis et analysés conjointement.

Commune de Lattes

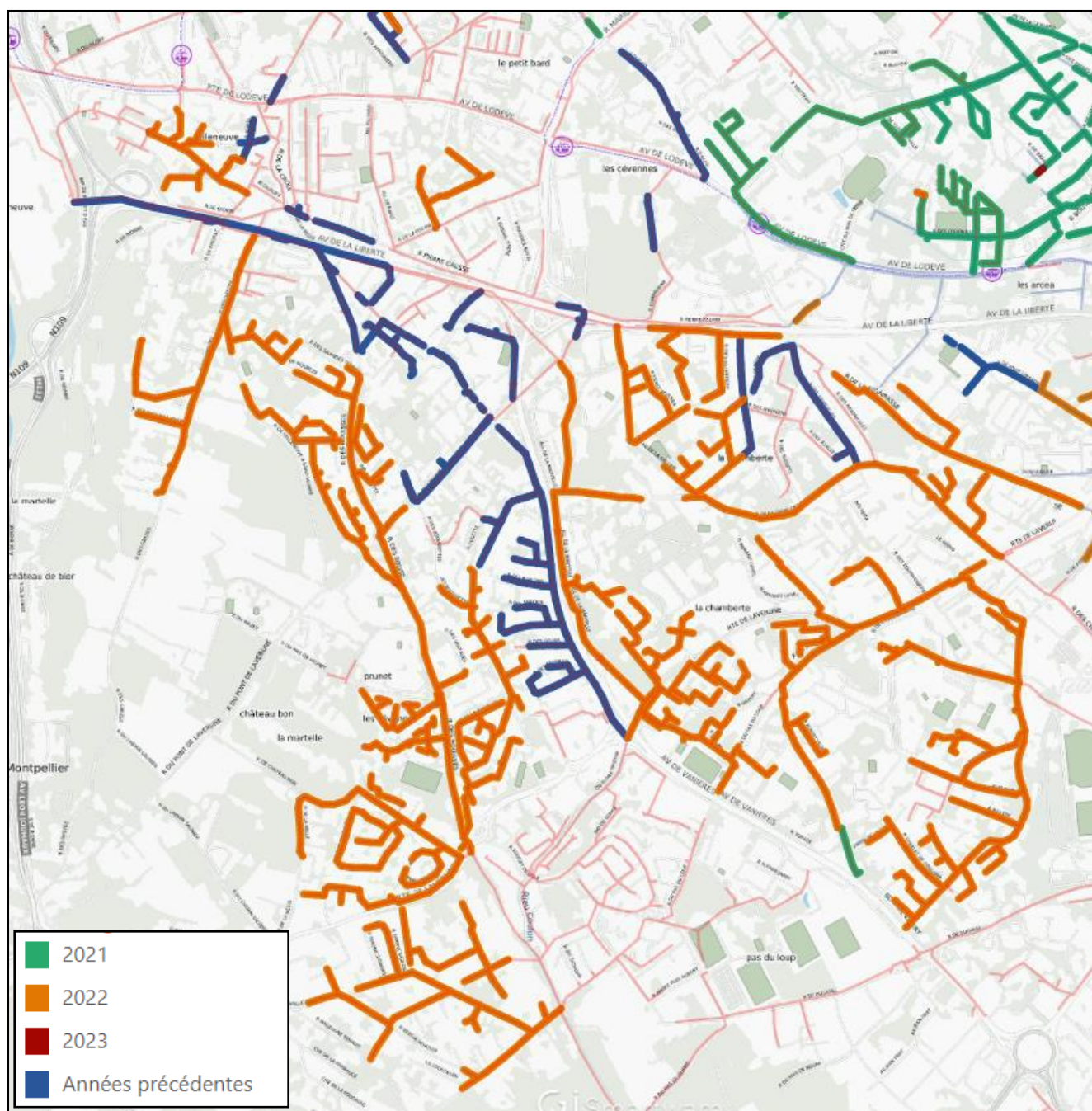


Commune de Juvignac

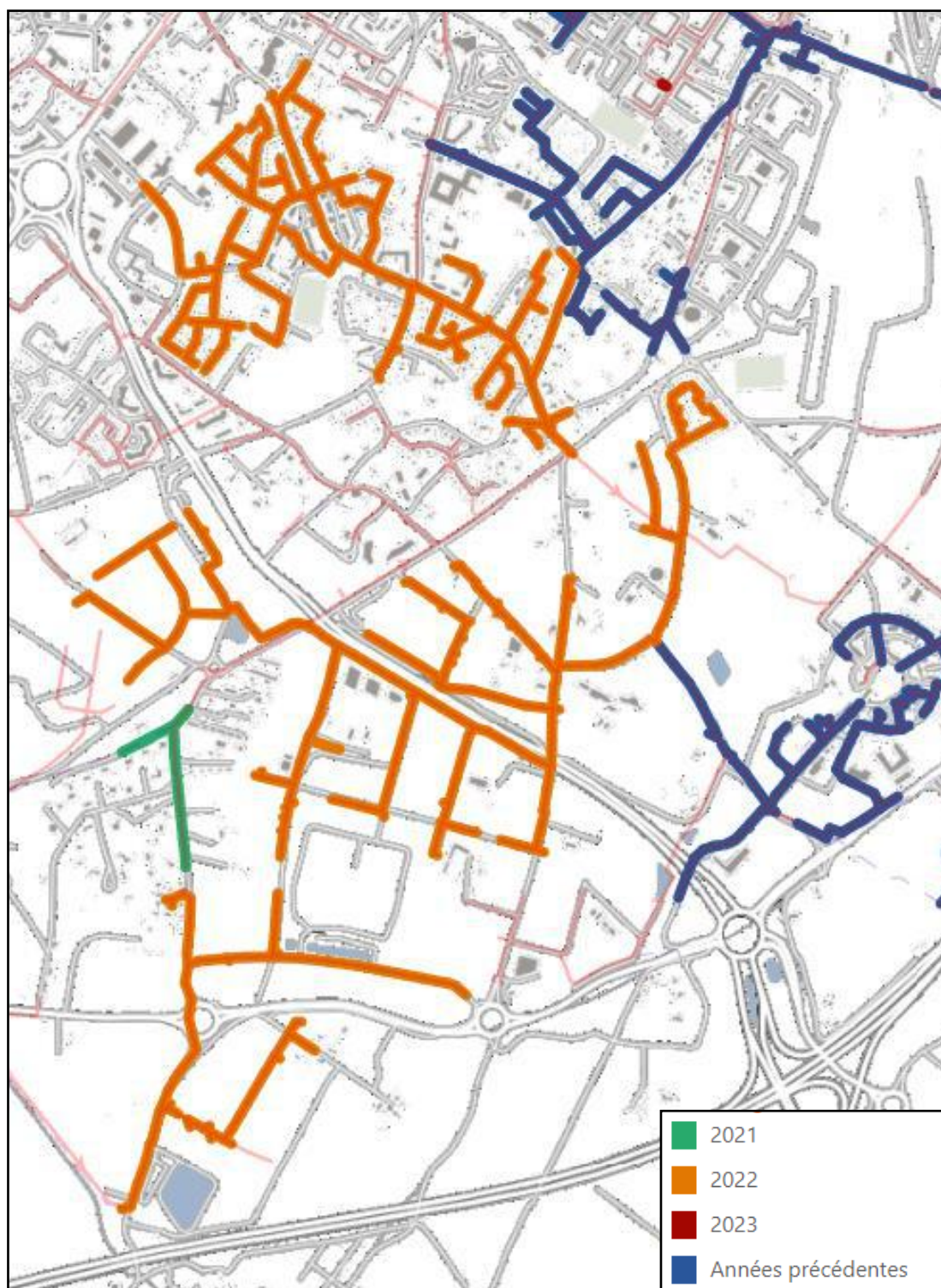


Commune de Montpellier

BV zone Sud-Ouest (Chamberte / La Martelle / Estanove)



Quartier Croix d'argent et Quartier Combemale



→ **Le curage**

Interventions de curage préventif	2020	2021	2022
Longueur de canalisation curée (ml)	200 333	202 447	100 515

Rappel des obligations contractuelles : 10% en moyenne sur la durée du contrat soit 108 km / an.

Le suivi du plan de curage fait l'objet d'un envoi trimestriel et de réunions régulières d'arbitrage.

L'utilisation d'un camion recycleur pour le curage préventif des réseaux d'eaux usées depuis le début de l'année 2016 permet de garantir une efficacité optimum ainsi qu'une diminution de l'utilisation d'eau traitée pour les opérations de curage.

Afin de garantir la qualité des interventions réalisées, Véolia investit dans le renouvellement des engins d'hydrocurage du service Assainissement de la Métropole de Montpellier.

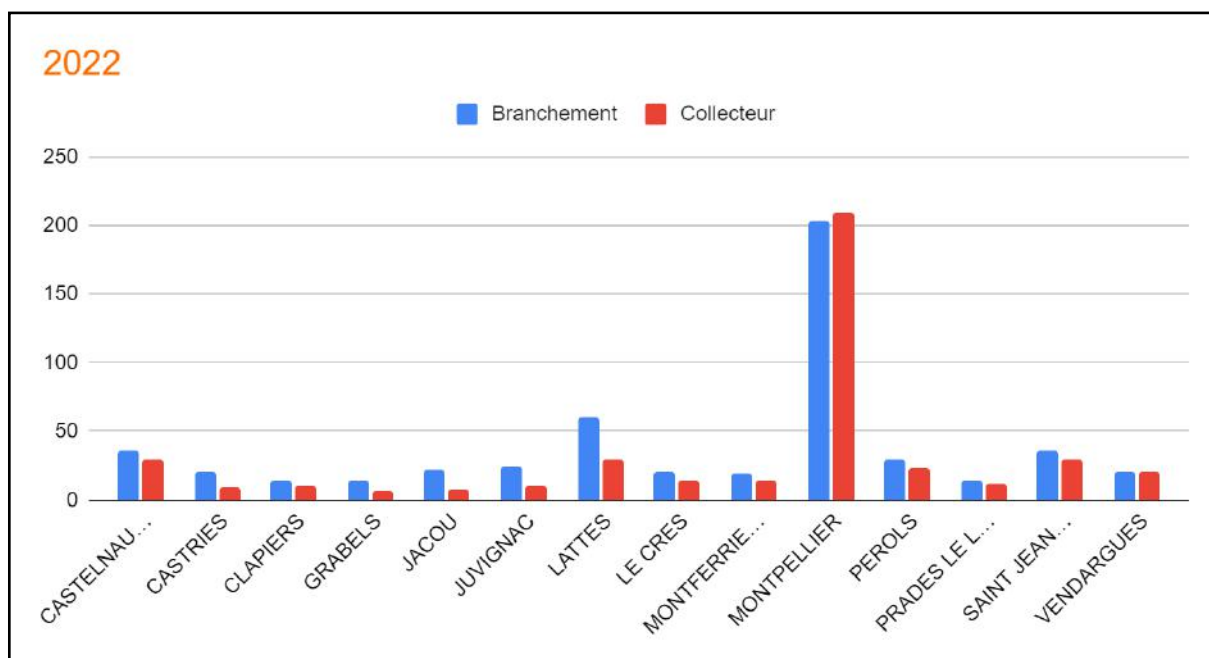
Le site de dépotage de Castries a été mis en service en Juillet 2022. Un suivi de l'impact olfactif a été réalisé sur une période de 6 mois et a fait l'objet d'un rapport transmis à la collectivité.

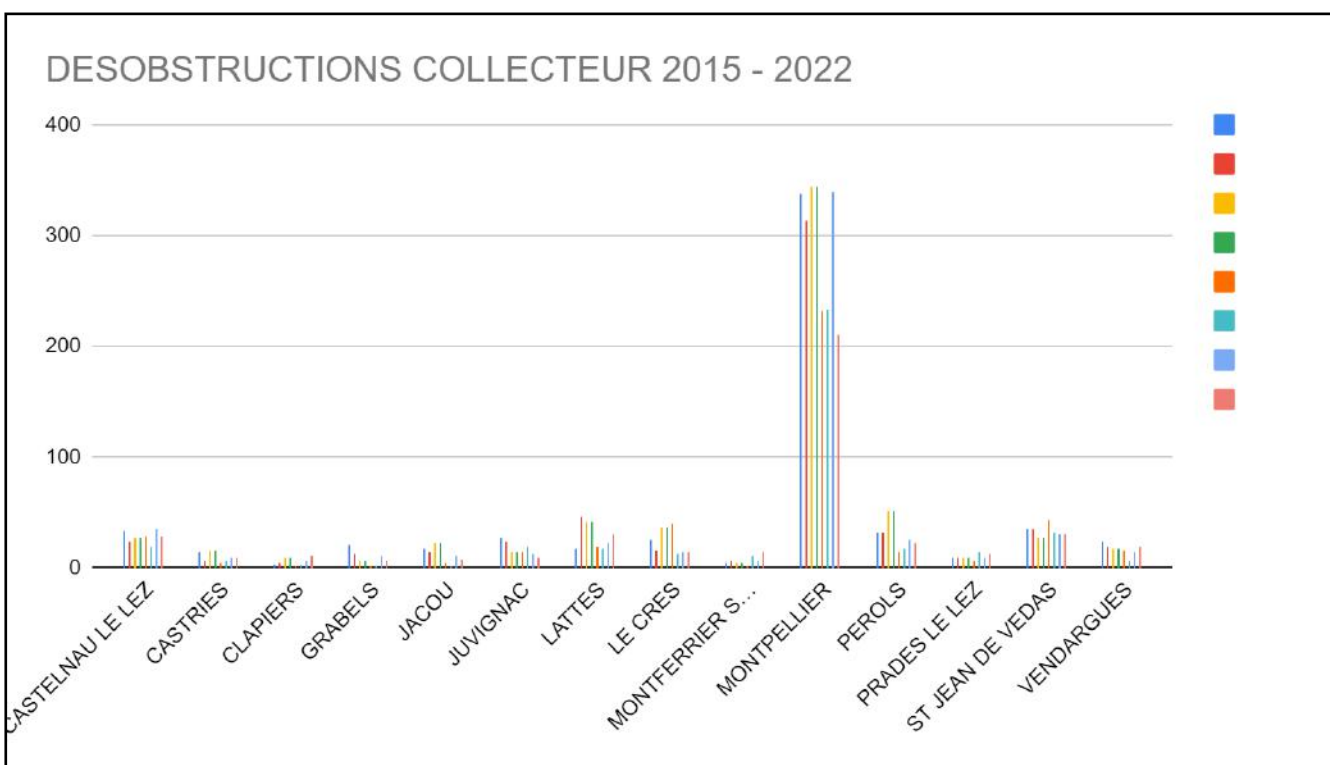
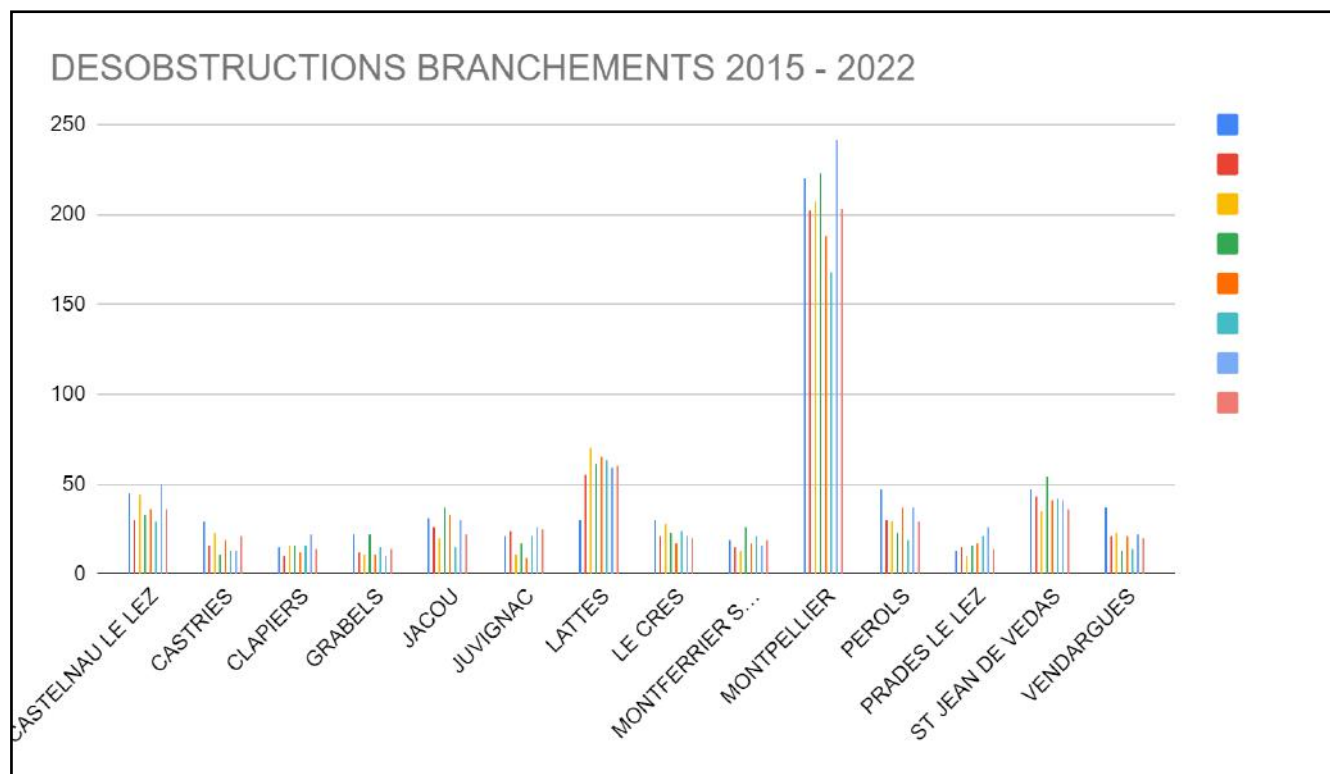
Le détail des interventions de curage préventif est renseigné en annexe complémentaire. (Annexe 13).



Interventions curatives	2020	2021	2022
Nombre de désobstructions sur réseau	875	1 162	945
sur branchements	481	614	523
sur canalisations	394	548	422

COMMUNE	Branchement	Collecteur	Total
CASTELNAU LE LEZ	36	29	65
CASTRIES	21	9	30
CLAPIERS	14	11	25
GRABELS	14	7	21
JACOU	22	8	30
JUVIGNAC	25	10	35
LATTES	60	30	90
LE CRES	20	14	34
MONTFERRIER SUR LEZ	19	14	33
MONTPELLIER	203	210	413
PEROLS	29	23	52
PRADES LE LEZ	14	12	26
SAINT JEAN DE VEDAS	36	30	66
VENDARGUES	20	20	40
Total général	533	427	960





Le détail des désobstructions réalisées figurent en annexe complémentaire. (Annexe 24).

En 2022, le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **10,4 / 1000 abonnés**.

→ Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage [P252.2] permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2020	2021	2022
Nombre total de points concernés sur le réseau	149	120	156
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	1 128 600	1 107 771	1 113 075
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	13,20	10,83	14,02

Les points ayant nécessité à minima 2 interventions de curage sont détaillés ci-dessous.

Ces données sont issues des enregistrements des interventions de curage sous Canopée.

CODE_COMMUNE	CODE_RUE	NOMBRE D'INTERVENTIONS MAX	NOMBRE DE POINTS NOIRS
CASTELNAU-LE-LEZ(34)	AVENUE CLEMENT ADER	2	1
	AVENUE LOUIS BLERIOT	2	1
	CHEMIN DE VERCHANT	2	1
	Total pour CASTELNAU-LE-LEZ(34)	2	3
CASTRIES(34)	AVENUE DE LA ROYALE	2	1
	RUE DE L'ABRIVADO	2	1
Total pour CASTRIES(34)		2	2
GRABELS(34)	D127	2	1
Total pour GRABELS(34)		2	1
JACOU(34)	CHEMIN BERNARD MONNIER	2	1
	GRAND RUE	2	1
Total pour JACOU(34)		2	2
JUVIGNAC(34)	ALLEE DE LA PLAINE	2	1
	ROUTE NATIONALE 109 (N109)	2	1
	RUE DU POUMPIDOU	7	1
Total pour JUVIGNAC(34)		7	3
LATTES(34)	AVENUE DE BOIRARGUES (D189)	3	1
	AVENUE DE FIGUIERE (D189)	3	1
	AVENUE DE L'AGAU (D58)	2	1
	AVENUE DE L'EUROPE	2	1
	AVENUE DE LA LIRONDE	2	1
	AVENUE LEONARD DE VINCI	2	1
	AVENUE MARCEL PAGNOL	3	1
	IMPASSE DES LILAS	2	1
	PLAN DES ROSSIGNOLS	2	1
	ROUTE DE BOIRARGUES (D189)	2	1
	ROUTE DE PEROLS (D132)	2	1
	RUE DE LA CONDAMINE	2	1

	RUE DE LA MARTILLIERE	3	1
	RUE DES BOUGAINVILLIERS	2	1
	RUE DES FRENES	2	1
	RUE DES MICOCOULIERS	11	1
	RUE DES MURIERS	2	1
	RUE DES PRUNUS	2	1
	RUE DU BEAUPRE	2	1
	RUE FRANCIS POULENC	2	1
	RUE LOUIS LUMIERE	2	1
	RUE MARCEL CARNE	3	1
	TRAVERSE DE L'ARTIMON	2	1
	TRAVERSE DE LA BRIGANTINE	2	1
	Total pour LATTES(34)	11	24
LE CRES(34)	CHEMIN DES MAZES	3	1
	ROUTE DE NIMES (D613)	2	1
	VOIE ROMAINE	2	1
Total pour LE CRES(34)			3
MONTPELLIER(34)	ALLEE D'IRLANDE	2	1
	ALLEE DE COVENTRY	2	1
	ALLEE DES DAUPHINS	2	1
	ALLEE DES MURIERS	3	1
	ALLEE FRANCOIS ARAGO	3	1
	ALLEE NIELS BOHR	2	1
	AVENUE ALBERT DUBOUT	2	1
	AVENUE ALBERT EINSTEIN	3	1
	AVENUE CHARLES FLAHAULT	88	1
	AVENUE DE BARCELONE	2	1
	AVENUE DE BOLOGNE	2	1
	AVENUE DE HEIDELBERG	2	1
	AVENUE DE L'EUROPE	2	1
	AVENUE DE LA COLLINE	2	1
	AVENUE DE LA JUSTICE DE CASTELNAU	2	1
	AVENUE DE LA LIBERTE	3	1
	AVENUE DE LOUISVILLE	2	1
	AVENUE DE VANIERES (D65)	2	1
	AVENUE DE VILLENEUVE ANGOULEME	43	1
	AVENUE DES PRES D'ARENES	2	1
	AVENUE DU MONDIAL 98 (D21)	2	1
	AVENUE DU PERE SOULAS	2	1
	AVENUE DU PIREE	2	1
	AVENUE ETIENNE MEHUL	2	1
	AVENUE RAIMBAUD D'ORANGE	10	1
	AVENUE SAINT-CLEMENT	2	1

BOULEVARD PAUL VALERY (D65)	4	1
CHEMIN DE L'HERMITAGE	2	1
CHEMIN DE MOULARES	2	1
IMPASSE DU CISTE BLANC	2	1
IMPASSE DU CISTE ROSE	2	1
IMPASSE MOZART	2	1
L'HORT SAINT-JEAN	2	1
LA LANGUEDOCIENNE (A9)	2	1
ROUTE DE LAVERUNE	2	1
RUE ANDRE LE NOTRE	2	1
RUE CAMILLE DESMOULINS	2	1
RUE CHARLES BONAPARTE	2	1
RUE CLAUDE BALBASTRE	2	1
RUE D'OXFORD	2	1
RUE D'UPPSALA	2	1
RUE DE BALE	2	1
RUE DE CELLENEUVE A SAINT-HILAIRE	2	1
RUE DE FONT COUVERTE	2	1
RUE DE L'ABRIVADO	2	1
RUE DE L'AGATHOIS	3	1
RUE DE L'AUBEPINE	2	1
RUE DE L'HERMITAGE	2	1
RUE DE LA CANTAPERDRIX	2	1
RUE DE LA CROIX DE FIGUEROLLES	3	1
RUE DE LA FIGAIRASSE	2	1
RUE DE LA JASSE DE MAURIN	2	1
RUE DE LA METAIRIE DE L'OISEAU	2	1
RUE DE LA ROQUETURIERE	2	1
RUE DE LA TOUR DE CANDELON	2	1
RUE DE LEYDE	3	1
RUE DE MONTASINOS	2	1
RUE DE MONTELS EGLISE	2	1
RUE DE MOUREZE	2	1
RUE DE NAZARETH	47	1
RUE DE TYR	2	1
RUE DES BENGALIS	2	1
RUE DES BRUYERES	2	1
RUE DES CHASSEURS	40	1
RUE DES EGLANTIERES	2	1
RUE DES GREZES	2	1
RUE DES GRIVES	2	1
RUE DES MARTRES	2	1
RUE DES PARADISIERS	2	1
RUE DES PLANETES	2	1

	RUE DES POMMETTES	2	1
	RUE DU CURAT	3	1
	RUE DU JARDIN DES VIOLETTES	2	1
	RUE DU LAVANDIN	2	1
	RUE DU MAS DE CALEND	2	1
	RUE DU PIOCH DE BOUTONNET	2	1
	RUE DU PLATEAU DES VIOLETTES	2	1
	RUE DU ROC DE PEZENAS	2	1
	RUE DU ROMARIN	2	1
	RUE EMILE LITRE	3	1
	RUE FRANCOIS DEZEUSE	2	1
	RUE FRANCOIS JOSEPH GOSSEC (D132)	2	1
	RUE GEORGES ONSLOW	2	1
	RUE HENRI BECQUEREL (D21)	2	1
	RUE LOUIS LEPIE	3	1
	RUE MARIUS PETIPA	2	1
	RUE PIERRE BOISSIER	2	1
	RUE PIERRE FAVIER	2	1
	RUE PIERRE LAROUSSE	3	1
	RUE VAL MARIE	2	1
	SQUARE NEPTUNE	2	1
Total pour MONTPELLIER(34)		88	91
PEROLS(34)	AVENUE DE MONTPELLIER	3	1
	AVENUE ROBERT MALTHUS	2	1
	D172	2	1
	D21E6	3	1
	D66	2	1
	GRAND RUE	3	1
	IMPASSE JEAN BAPTISTE SAY	2	1
	IMPASSE JOHN LOCKE	2	1
	IMPASSE JOSEPH ALOIS SCHUMPETER	2	1
	RUE ALFRED SAUVY	2	1
	RUE DU PRADAS	3	1
	RUE HELENE BOUCHER	2	1
	RUE JEREMY BENTHAM	2	1
	RUE MARIE MARTIN	3	1
Total pour PEROLS(34)		3	14
PRADES-LE-LEZ(34)	ALLEE DU CIMETIERE	2	1
	CHEMIN DU NOUVEAU	2	1
	D17	2	1
	RUE DE LA RIVIERE	2	1
	RUE DES UGNIS BLANCS	2	1
	RUE ROUCAYROL	2	1

Total pour PRADES-LE-LEZ(34)		2	6
SAINT-JEAN-DE-VEDAS(34)	GRAND RUE	2	1
	ROUTE DE SETE (D612)	2	1
	RUE DU MAS DE GRILLE	4	1
	RUE JEAN BENE	3	1
	RUE SAINT-EXUPERY	2	1
	RUE THEOPHRASTE RENAUDOT	2	1
Total pour SAINT-JEAN-DE-VEDAS(34)		4	6
VENDARGUES(34)	D613	2	1
Total pour VENDARGUES(34)		2	1

4.2 L'efficacité de la collecte

4.2.1 La maîtrise des entrants

→ Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ◆ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ◆ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ◆ garantir les performances du système de traitement,
- ◆ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ◆ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ◆ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ◆ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ◆ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 24 mars 2022) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 24 mars 2022, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ◆ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ◆ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ◆ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ **Le bilan 2022 des Arrêtés d’Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)**

Le tableau ci-dessous présente le nombre total d’arrêtés d’autorisation et de conventions de déversement établis au 31/12 de l’année :

	2020	2021	2022
Nombre de conventions de déversement	114	114	136
Nombre arrêtés d’autorisation de déversement	114	114	136

Le tableau ci-dessous liste les conventions spéciales de déversement établies conformément au règlement du service avec les clients concernés :

[illegible]

Depuis le 1^{er} janvier 2022, au moins 7 arrêtés ont été renouvelés et notifiés. L'année a été marquée par la réalisation de nombreuses visites : 36 en commun ou de reconnaissance. Une douzaine de visites concernait de nouveaux dossiers potentiels.

→ La conformité des branchements domestiques

Le contrôle de la conformité des branchements pour s’assurer de l’absence de mauvais branchements (par exemple, branchement pluvial raccordé au réseau d’eaux usées dans le cas d’un réseau séparatif) est également un élément de maîtrise des entrants dans le système d’assainissement.

Enquêtes branchements réalisées pendant l’année 2022

Les enquêtes de branchements ont été réalisées principalement sur les communes de Pérols et de Montpellier dans la continuité du DIAG permanent et des ITV déjà réalisées.

Tableau n°1 : synthèse de l’ensemble des contrôles :

Ville	Adresse	Nombre de branchements contrôlés	Nombre de branchements conforme	Nombre de branchements avec une anomalie
CLAPIERS	-	80	74	6
MONTPELLIER	-	467	392	75
PEROLS	-	205	163	42
VENDARGUES	-	31	27	4

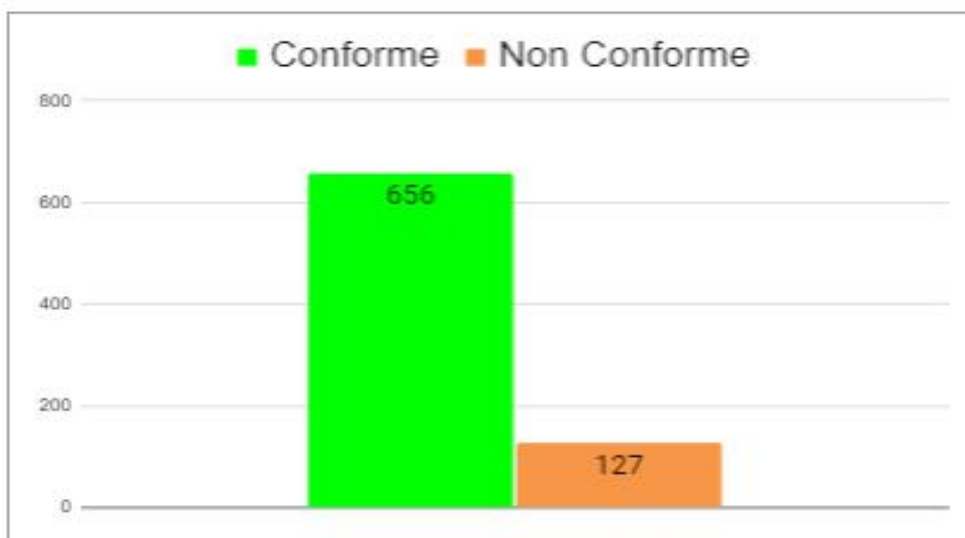


Tableau n°2 : Détail des anomalies rencontrées lors des contrôles :

Ville	Adresse	Nombre de branchements avec une anomalie	Branchements sans boîte de branchement visible	Boîte de branchement pleine de Terre
CLAPIERS	-	6	6	
MONTPELLIER	-	75	75	
PEROLS	-	42	41	1
VENDARGUES	-	4	4	

4.2.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2020	2021	2022
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	100	100	100

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	0
Total Partie A	100	90
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	0
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	10
Total:	120	100

→ La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Pluviométrie :

Hauteur de pluie totale (mm)		2020	2021	2022
Pluvio Aiguelongue	DO FLAHAUT	485	657	706
	DO PROUDHON			
	DO RUISSEAU DES VACHES			
	DO 1200 MONTPELLIER			
	DO 1800 MONTPELLIER			
	Clapiers PR LES CLOSADES			
	MONTPELLIER PR LAVALETTE			
	MONTFERRIER PR PIDOULE			
	CASTELNAU PR PRINCIPAL			
Pluvio Fontcaude	MONTPELLIER PR BIONNE	571	625	713
	JUVIGNAC PR FONTCAUDE			
	MONTPELLIER PR PISCINE			
	GRABELS PR MOSSON			
Pluvio Station Prades	MONTFERRIER SUR LEZ PR PEUGEOT	630	626	921
	PRADES LE LEZ PR STATION			
Pluvio Vendargues	CASTELNAU PR AUBE ROUGE	403	659	572
	CASTRIES - PR CASTRIES			
	VENDARGUES PR SALAISON			
	VENDARGUES PR VENDARGUES			
Pluvio STEP MAERA	PEROLS PR FAISSES	434	587	642
	PEROLS PR FENOUILLET			
	LATTES PR DE L'EUROPE			
	LATTES PR LE PONTIL			
	MONTPELLIER PR MAS D'ARTIS			
	PEROLS PR MAS DE FIGUIERES			
	LATTES PR MAURIN			
	MONTPELLIER PR ODYSSEUM			
Moyenne		505	631	711

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m3) :

Point de déversement	2020	2021	2022
CASTELNAU PR AUBE ROUGE	0	58	27
CASTELNAU PR PRINCIPAL	1 344	1 109	2 318
CASTRIES - PR CASTRIES	377	1 169	3 300
CLAPIERS - PR CLOSADES 2		0	119
Clapiers PR LES CLOSADES	485	710	3 399
DO FLAHAUT MONTPELLIER	15 254	27 049	29 347
DO PROUDHON MONTPELLIER	540	1 381	2 573
DO RUISSEAU DES VACHES MONTPELLIER	260 527	462 610	747 637
DO 1200 MONTPELLIER	3 214	4 377	5 504
DO 1800 MONTPELLIER	4 615	9 562	19 480
GRABELS PR MOSSON	2 704	801	6 469
JUVIGNAC PR FONTCAUDE	2 046	855	9 282
LATTES PR DE L'EUROPE	0	403	0
LATTES PR LE PONTIL	12 326	26 652	48 298
LATTES PR MAURIN	303	3 228	3 590
MONTFERRIER SUR LEZ PR PEUGEOT	0	0	21
MONTFERRIER PR PIDOULE	1 727	830	8 294
MONTPELLIER PR BIONNE	3 311	1 160	4 602
MONTPELLIER PR LAVALETTE	100	84	0
MONTPELLIER PR MAS D'ARTIS	1 748	3 255	6 947
MONTPELLIER PR ODYSSEUM	0	0	0
MONTPELLIER PR PISCINE	3	341	1 302
MONTPELLIER PR PONT TRINQUAT	470	1 422	18 152
PEROLS PR FAISSES	0	0	63
PEROLS PR FENOUILLET	0	0	1 804
PEROLS PR MAS DE FIGUIERES	0	337	656
PRADES LE LEZ PR STATION	0	0	0
VENDARGUES PR SALAISON	863	2 416	22 705
VENDARGUES PR VENDARGUES	952	1 994	13 830
Total	312 441*	550 381*	959 719*

(*) Valeurs actualisées avec l'intégration des postes de Faisses, Fenouillet et Pont Trinquat.

Charges totales déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kgDBO5) :

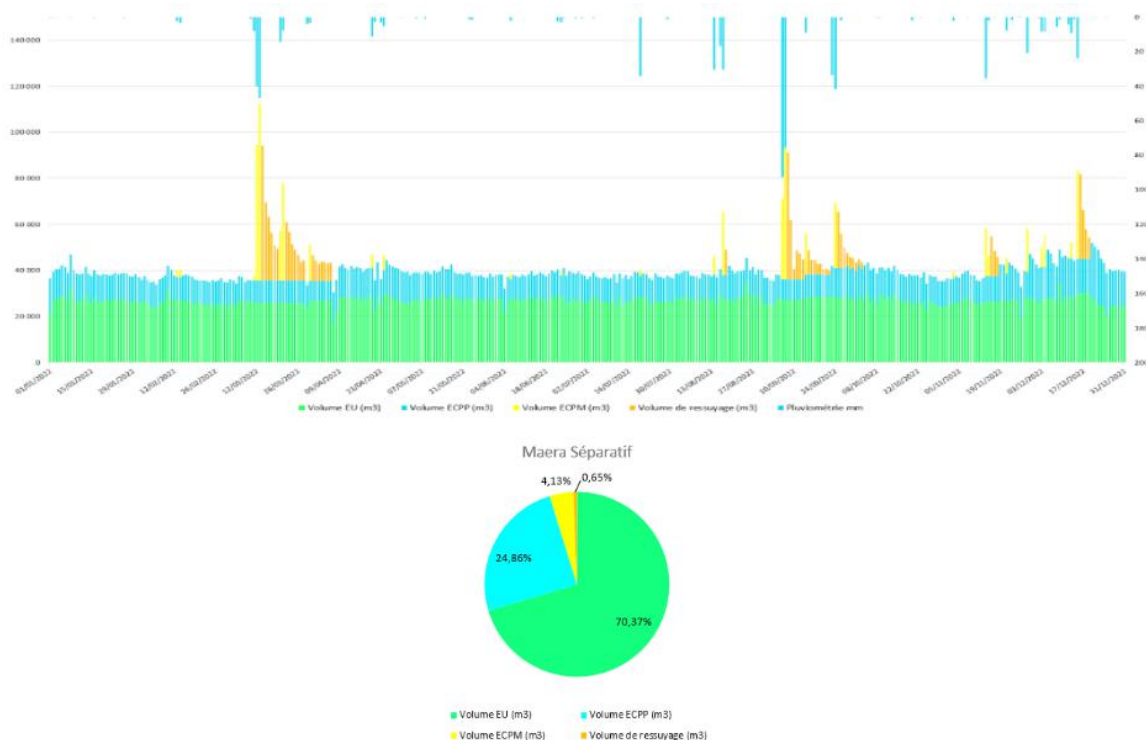
Point de déversement

	2020	2021	2022
CASTELNAU PR PRINCIPAL	180	162	554
CLAPIERS - PR CLOSADES 2		0	0
DO PROUDHON MONTPELLIER	87	213	278
DO RUISSEAU DES VACHES MONTPELLIER	40 939	71 899	75 456
DO 1800 MONTPELLIER	706	1 497	2 151
MONTPELLIER PR BIONNE	442	193	381
MONTPELLIER PR LAVALETTE	29	25	0
MONTPELLIER PR MAS D'ARTIS	272	450	740
MONTPELLIER PR PISCINE	0	61	143
MONTPELLIER PR PONT TRINQUAT	63	211	1 802
PEROLS PR FAISSES	0	0	10
PEROLS PR FENOUILLET	2	0	289
VENDARGUES PR SALAISON	117	433	3 046
VENDARGUES PR VENDARGUES	132	314	1 738
Total	42 967*	75 458*	86 588*

(*) Valeurs actualisées avec l'intégration des postes de Faisses, Fenouillet et Pont Trinquat

4.2.3 Le diagnostic permanent

Dans le cadre de la mise en place d'un diagnostic permanent sur le système d'assainissement de Maera, une analyse des flux collectés en continu est réalisée depuis janvier 2015. L'objectif est (1) de quantifier les eaux claires parasites et l'impact de la pluviométrie sur le système de collecte et (2) de cibler ainsi plus finement les inspections caméra et les tests de conformité des branchements suivant les secteurs collectés. Comme le montre le graphe ci-dessous pour l'année 2021, les eaux qui transitent par le système de collecte sont constituées d'eaux usées strictes (70.37%), d'eaux claires parasites permanentes calculées à partir des débits de nuit (24.86%), d'eaux parasites de captage / ruissellement d'eaux de pluie (4.13%) et de ressuyage (retour à la normale suite aux pluies) (0.65%).



Le rapport du diagnostic permanent sur le système d'assainissement de Maera se trouve en annexe n°30.

4.3 L'efficacité environnementale

4.3.1 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Pour 2022 et 2023, dans le cadre du Plan ReSource, nos objectifs ont été rehaussés : il nous est demandé de réduire de 5% notre impact énergétique et d'augmenter de 5% notre production d'énergie sur les 2 années. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2020	2021	2022
Energie relevée consommée (kWh)	3 199 603	3 221 491	3 356 251
Postes de relèvement et refoulement	3 199 603	3 221 491	3 356 251

(*) Valeurs actualisées avec l'intégration des postes de Faisses, Fenouillet et Pont Trinquat.

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe 03.

4.3.2 La consommation de réactifs

Le choix des réactifs et quantités est établi afin :

- 💧 d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- 💧 de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ La consommation de réactifs

L'ensemble du traitement anti H2S mis en place sur le périmètre Collecte Maera a nécessité l'injection de réactif suivante :

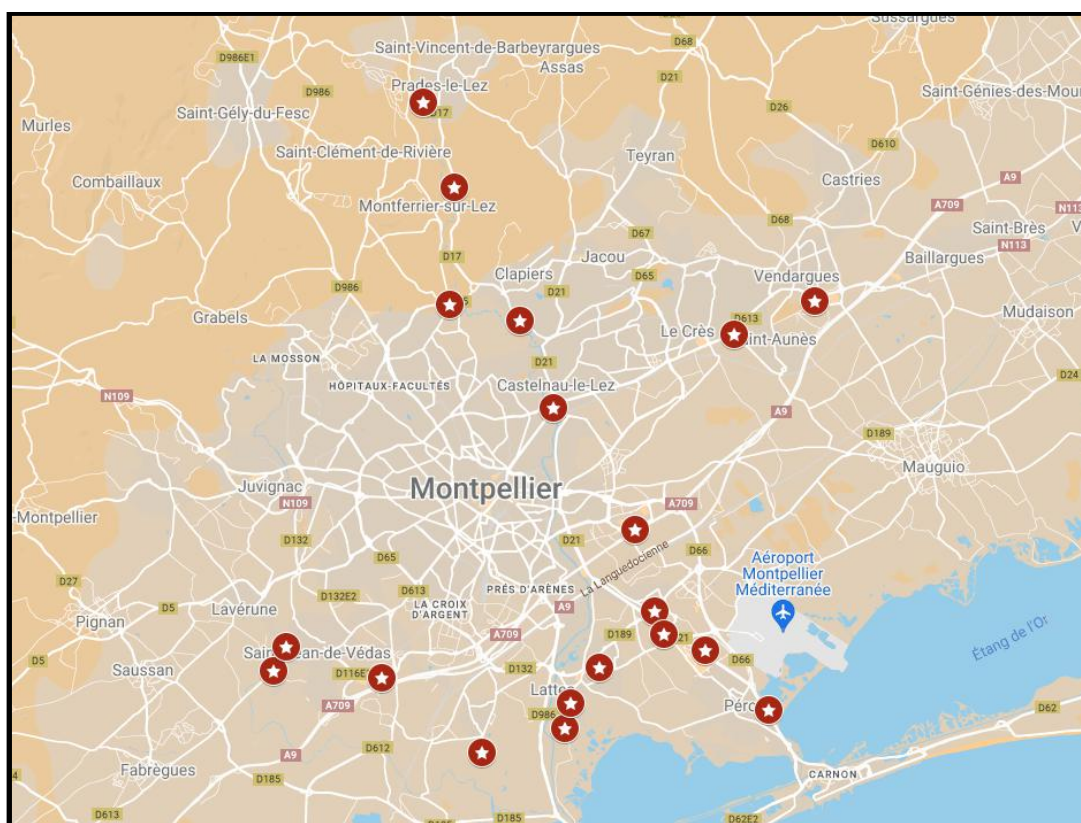
- Nitrate de calcium : 967,96 Tonnes
- Chlorure ferreux : 98,97 Tonnes

Le tableau de suivi des consommations de réactifs nécessaire au traitement des odeurs est détaillé en annexe complémentaire (Annexe 19).

L'efficacité du traitement anti H2S est suivi au travers des sondes de mesure réparties sur le territoire du contrat Collecte Maera, aux différents points de refoulement des postes concernés.



La cartographie ci-dessous permet d'apprécier le maillage du territoire en termes de mesure d'H2S.



5.

RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

→ *Le CEP et l'état détaillé des produits/charges*

Les présentations qui suivent reprennent les tableaux de décomposition présents dans le contrat.

Décompositions des produits :

Le détail des produits est donné dans le tableau ci-dessous.

2022

Recette part proportionnelle	€	6,566,807
Volumes facturés	m3/an	25,434,011
Part proportionnelle	€/m3	

Recettes liées à la mise en place des arrêtés d'autorisation et CSD (Intéressement)	€	85,789
--------------------------------------------------------------------------------------------	----------	---------------

Redevances Agence de l'Eau	€	
-----------------------------------	----------	--

Travaux neufs à titre exclusifs (branchements)	€	757,709
Quantité	u	158
Prix unitaire	€/t	4,796

Contrôles branchements	€	4,324
Branchements neufs - partie publique (n° de prix 1612.08)	€/an	
Qté	nbre/an	
Prix unitaire	€/u	
Branchement neufs en service (n° de prix 1612.09)	€/an	0
Qté	nbre/an	0
Prix unitaire	€/u	308
Cessions immobilières (n° de prix 1612.10)	€/an	4,324
Qté	nbre/an	15
Prix unitaire	€/u	308

Total Recettes d'exploitation	€	7,414,629
--------------------------------------	----------	------------------

Décomposition des charges :

Le détail des charges est donné dans le tableau ci-dessous.

J3551 - SYNTHÈSE DES CHARGES 2022

	2021	2022	Réseau	Relèvement	Gestion des abonnés	Autres charges
Total des charges	6 282 832	7 108 916	2 282 111	1 848 037	675 103	2 282 796
Personnel	1 501 029	1 552 468	1 022 776	495 032	34 660	500 722
Électricité	4 69 275	500 722		268 000		
Produits de baillement	3 47 602	268 000		477 530		
Analyses	187 950	487 951	10 421	1 374		4 403
Véhicules et frais de dépl. (location, entret., carburant des véhicules)	274	2 529	1 155	141 796		25 915
Véhicules et frais de dépl. (location, entret., carburant des véhicules)	3 33 984	365 676	219 477			
Exécution des sous-produits	17 061	25 915				
Fournitures et sous-traitance (orange / ITV / TTE / F&S-end...)	1 685 203	1 947 415	848 728	296 535	640 443	161 709
Fournitures et sous-traitance	-135 173	107 1				107 1
Locaux	-17 560	10 103	560	9 216		327
Locaux (loyers, entret., locaux...)	1 28 881	127 493		7 774		127 493
Assurances (sinistres)	28 503	27 153	16 283			3 097
Assurances (RC, dommages...)	29 252	46 466		842		46 466
Impôts et taxes (CFE...)	6 015	7 866	2 611			4 413
Impôts et taxes (CVAE / CFE...)	57 264	45 749				45 749
Porte et télécommunications (courriers à franchises)	22 262	39 827	14 113	25 371		343
Porte et télécommunications (Affian.ch., Téléphone, Internet/data...)	17 092	15 247				15 247
Informatique (technique et de gestion)	52 681	50 589	245	151		50 193
Informatique (technique et de gestion)	159 209	215 529				215 529
Redevance utilisation domaine privé	0	0				
Non-Valeurs	7735	328 241				328 241
Frais de structure	3 55 058	363 928				355 058
Dotation au titre du renouvellement :						
Equipements électromécaniques	1 55 945	124 415		124 415		
Branchements	161 667	145 742	145 742			
Génie civil	98 327	70 459				70 459
Dotation Innovation Recherche	218 568	222 136				222 136
Dotation Travaux	168 414	114 225				114 225
Autres Investissements	198 353	0				0
Solidarités locales (Art. 47.1)						
Coopération décentralisée (Art. 47.2)	5 493	0				0

→ **Les dotations annexes**

Le contrat prévoit la mise en place de dotations spécifiques permettant la réalisation de différents travaux et la mise en œuvre d'un volet social au travers d'une dotation coopération décentralisée.

Les soldes de ces différentes dotations sont précisées dans les tableaux ci-dessous.

Dotation innovation recherche :

Délégation du service public de la Collecte des eaux usées des communes raccordées à station d'épuration MAIRA

SUIVI DES DOTATIONS CONTRACTUELLES

Dotation Innovation-Recherche : 80 000 € (art. 6) jusqu'en 2019, 150 000 € à partir de 2020 et 50 000 € en 2022

	K	Base	Débit	Credit
DOTATION 2015	K1	1	80,000.00 €	80,000.00 €
Dépenses 2015 (svt détail)			24,920.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2015				55,080.00 €
Solde année N-1	T4 M (N)	-0.321%	55,080.00 €	-176.81 €
DOTATION 2016	K1	0.997913	80,000.00 €	79,833.04 €
Dépenses 2016 (svt détail)			71,859.50 €	
Transfert Traitement				11,999.50 €
Solde en faveur de la collectivité à fin 2016				74,876.23 €
Solde année N-1	T4 M (N)	-0.356%	74,876.23 €	-266.56 €
DOTATION 2017	K1	0.998739	80,000.00 €	79,899.12 €
Dépenses 2017 (svt détail)			40,761.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2017				113,747.79 €
Solde année N-1	T4 M (N)	-0.361%	113,747.79 €	-410.63 €
DOTATION 2018	K1	1.007276	80,000.00 €	80,582.08 €
Dépenses 2018 (svt détail)			33,628.46 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2018				160,290.78 €
Solde année N-1	T4 M (N)	-0.364%	160,290.78 €	-583.46 €
DOTATION 2019	K1	1.025284	80,000.00 €	82,022.72 €
Dépenses 2019 (svt détail)			93,738.48 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2019				147,991.57 €
Solde année N-1	T4 M (N)	-0.463%	147,991.57 €	-685.20 €
DOTATION 2020	K1	1.046262	150,000.00 €	156,939.30 €
Dépenses 2020 (svt détail)			105,795.38 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2020				198,450.28 €
Solde année N-1	T4 M (N)	-0.480%	198,450.28 €	-952.56 €
DOTATION 2021	K1	1.052013	150,000.00 €	157,801.95 €
Dépenses 2021 (svt détail)			218,567.52 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2021				136,732.15 €
Solde année N-1	T4 M (N)	-0.580%	136,732.15 €	-793.05 €
DOTATION 2022	K1	1.082977	50,000.00 €	54,148.85 €
Dépenses 2022 (svt détail)			222,136.40 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2022				-32,048.44 €

Dotation travaux sous contraintes d'exploitation :**Dotation Travaux sous contraintes Exploitation : 80 000 € (art. 52)**

	K1	K	Base	Débit	Crédit
DOTATION 2015		1	80,000.00 €		80,000.00 €
Dépenses 2015 (svt détail)				76,069.17 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2015					3,930.83 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.321%	3,930.83 €		-12.62 €
DOTATION 2016	K1	0.997913	80,000.00 €		79,833.04 €
Dépenses 2016 (svt détail)				74,311.97 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2016					9,439.28 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.356%	9,439.28 €		-33.60 €
DOTATION 2017	K1	0.998739	80,000.00 €		79,899.12 €
Dépenses 2017 (svt détail)				93,225.83 €	
Solde à fin 2017					-3,921.03 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.361%	-3,921.03 €		14.15 €
DOTATION 2018	K1	1.007276	80,000.00 €		80,582.08 €
Dépenses 2018 (svt détail)				11,871.74 €	
Solde à fin 2018					64,803.46 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.364%	64,803.46 €		-235.88 €
DOTATION 2019	K1	1.025284	80,000.00 €		82,022.72 €
Dépenses 2019 (svt détail)				33,383.06 €	
Solde à fin 2019					113,207.24 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.463%	113,207.24 €		-524.15 €
DOTATION 2020	K1	1.046262	80,000.00 €		83,700.96 €
Dépenses 2020 (svt détail)				78,718.81 €	
Solde à fin 2020					117,665.24 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.480%	117,665.24 €		-564.79 €
DOTATION 2021	K1	1.052013	80,000.00 €		84,161.04 €
Dépenses 2021 (svt détail)				168,413.93 €	
Solde à fin 2021					32,847.56 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.580%	32,847.56 €		-190.52 €
DOTATION 2022	K1	1.082977	80,000.00 €		86,638.16 €
Dépenses 2022 (svt détail)				114,225.66 €	
Solde à fin 2022					5,069.54 €

N

Le détail des opérations réalisées en 2022 est le suivant :

	Montant en €HT
1 Montpellier branchements CROUS Rue Déployé : Mise en conformité plusieurs raccords	12 177,54 €
2 Collecteur amont PR Caylus : Equipement de surveillance du trop plein	2 373,28 €
3 PR Bionne : Création d'une vanne d'isolement sur le collecteur d'arrivée principal => nettoyage de la fosse de répartition en sécurité	13 639,16 €
4 PR Les Près Modification hydraulique du poste (complément refoulement provisoire acier)	3 146,50 €
5 PR Clapiers : Mise en sécurité échelle de descente du poste (poignées et cannes de sortie)	1 034,09 €
6 PR Artis : Création acces sécurisé vanne entrée poste	3 866,77 €
7 Rue des Carignans Grabels : création RV sur collecteur	3 251,38 €
8 Impasse walter Scott Montpellier : reprise des cunettes	2 133,83 €
9 PR Artis : modification et remplacement cuve fioul GE	12 313,77 €
10 Rue des Azalées lattes : Renouvellement portion de collecteur	12 833,01 €
11 Rue St Vincent de Paul Montpellier RV et voirie	4 330,00 €
12 Allée des Platanes Montferrier sur Lez Travaux réseau	12 752,57 €
13 Rue St Hubert Montpellier : création RV sur collecteur	3 110,56 €
14 PR Peugeot Montferrier sur lez : mise en sécurité accès (escalier, placher, garde corps)	12 699,49 €
15 PR Station Prades le lez : mise en sécurité accès (escalier, placher, garde corps)	9 124,51 €
16 RV Route de Boirargues Lattes : réhabilitation et mise en sécurité	3 056,21 €
17 Travaux réseaux Ch 2° Ecluse	2 382,99 €

114 225,66 €

Dotation coopération décentralisée :**Dotation Coopération décentralisée**

			Débit	Crédit
CARE				
DOTATION 2015 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	5,132,130.00 €		25,660.65 €
BO des Aiguerelles			25,660.65 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2015				0.00 €
CARE				
DOTATION 2016 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	4,926,262.00 €		24,631.31 €
BO des Aiguerelles			24,631.31 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2016				0.00 €
CARE				
DOTATION 2017 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	5,064,015.00 €		25,320.08 €
Titre 121246 (22/12/2017)			24,631.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2017				689.08 €
CARE				
DOTATION 2018 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	5,100,672.00 €		25,503.36 €
Titre 251 (15/05/2019)			26,192.44 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2018				0.00 €
CARE				
DOTATION 2019 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	5,275,109.00 €		26,375.55 €
			0.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2019				26,375.54 €
CARE				
DOTATION 2020 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	6,233,270.00 €		31,166.35 €
			0.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2020				57,541.89 €
CARE				
DOTATION 2021 (0,5% du CA - Part proportionnelle)	0.50%	1,098,538.17 €		5,492.69 €
			0.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2021 (fin au 01/03/2021)				63,034.58 €

5.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ *Programme contractuel d'investissement*

Il n'y a pas eu d'investissement contractuel en 2022.

→ *Programme contractuel de renouvellement*

Le programme de renouvellement est présenté et suivi au cours de réunions spécifiques. Les données financières sont détaillées dans les tableaux ci-dessous.

La synthèse des opérations de renouvellement électromécaniques est donnée au paragraphe 3.4.1.

→ *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Dotation renouvellement électromécanique :

Délégation du service public de la Collecte des eaux usées des communes raccordées à station d'épuration MAERA

SUIVI DU RENOUELEMENT

Dotation renouvellement Equip. Electromécanique : 242 618 € (art. 50.3)

	K	Base	Débit	Crédit
DOTATION 2015	K1	1	242,618.00 €	242,618.00 €
Dépenses au titre de 2015			258,791.94 €	
Solde à fin 2015				-16,173.94 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.321%	-16,173.94 €	51.92 €
DOTATION 2016	K1	0.997913	242,618.00 €	242,111.66 €
Dépenses au titre de 2016 (svt détail)			275,550.29 €	
Solde à fin 2016				-49,560.66 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.356%	-49,560.66 €	176.44 €
DOTATION 2017	K1	0.998739	242,618.00 €	242,312.06 €
Dépenses au titre de 2017 (svt détail)			391,693.00 €	
Solde à fin 2017				-198,765.16 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.361%	-198,765.16 €	717.54 €
DOTATION 2018	K1	1.007276	242,618.00 €	244,383.29 €
Dépenses au titre de 2018 (svt détail)			214,959.30 €	
Solde à fin 2018				-168,623.63 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.364%	-168,623.63 €	613.79 €
DOTATION 2019	K1	1.025284	242,618.00 €	248,752.35 €
Dépenses au titre de 2019 (svt détail)			268,592.17 €	
Solde à fin 2019				-187,849.66 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.463%	-187,849.66 €	869.74 €
DOTATION 2020	K1	1.046262	242,618.00 €	253,841.99 €
Dépenses au titre de 2020 (svt détail)			172,707.00 €	
Solde à fin 2020				-105,844.92 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.480%	-105,844.92 €	508.06 €
DOTATION 2021	K1	1.052013	242,618.00 €	255,237.29 €
Dépenses au titre de 2021 (svt détail)			155,945.39 €	
Solde à fin 2021				-6,044.96 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.580%	-6,044.96 €	35.06 €
DOTATION 2022	K1	1.082977	242,618.00 €	262,749.71 €
Dépenses au titre de 2022 (svt détail)			124,415.08 €	
Solde à fin 2022				132,324.73 €

Dotation renouvellement Branchements :

Dotation renouvellement Branchements : 188 850 € (art. 50.3)

	K	Base	Débit	Crédit
DOTATION 2015	K1	1		188,850.00 €
Dépenses au titre de 2015			132,119.34 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2015				56,730.66 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.321%	56,730.66 €	-182.11 €
DOTATION 2016	K1	0.997913		188,850.00 €
Dépenses au titre de 2016 (svt détail)			159,894.68 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2016				85,109.74 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.356%	85,109.74 €	-302.99 €
DOTATION 2017	K1	0.998739		188,850.00 €
Dépenses au titre de 2017 (svt détail)			176,876.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2017				96,542.61 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.361%	96,542.61 €	-348.52 €
DOTATION 2018	K1	1.007276		188,850.00 €
Dépenses au titre de 2018 (svt détail)			229,618.97 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2018				56,799.20 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.364%	56,799.20 €	-206.75 €
DOTATION 2019	K1	1.025284		188,850.00 €
Dépenses au titre de 2019 (svt détail)			210,215.60 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2019				40,001.73 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.463%	40,001.73 €	-185.21 €
DOTATION 2020	K1	1.046262		188,850.00 €
Dépenses au titre de 2020 (svt détail)			243,494.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2020				-6,090.90 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.480%	-6,090.90 €	29.24 €
DOTATION 2021	K1	1.052013		62,950.00 €
Dépenses au titre de 2021 (svt détail)			161,666.88 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2021				-101,504.32 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.580%	-101,504.32 €	588.73 €
DOTATION 2022	K1	1.082977		62,950.00 €
Dépenses au titre de 2022 (svt détail)			145,741.79 €	
Solde en notre faveur à fin 2022				-178,483.99 €

Dotation renouvellement Génie Civil :

Dotation renouvellement Génie Civil : 80 000 € (art. 50.4)

	K	Base	Débit	Crédit
DOTATION 2015	K1	1		80,000.00 €
Dépenses au titre de 2015			24,384.92 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2015				55,615.08 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.321%	55,615.08 €	-178.52 €
DOTATION 2016	K1	0.997913		79,833.04 €
Dépenses au titre de 2016 (svt détail)			71,975.50 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2016				63,294.10 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.356%	63,294.10 €	-225.33 €
DOTATION 2017	K1	0.998739		79,899.12 €
Dépenses au titre de 2017 (svt détail)			122,143.00 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2017				20,824.89 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.361%	20,824.89 €	-75.18 €
DOTATION 2018	K1	1.007276		80,582.08 €
Dépenses au titre de 2018 (svt détail)			12,404.52 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2018				88,927.27 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.364%	88,927.27 €	-323.70 €
DOTATION 2019	K1	1.025284		82,022.72 €
Dépenses au titre de 2019 (svt détail)			124,055.73 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2019				46,570.57 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.463%	46,570.57 €	-215.62 €
DOTATION 2020	K1	1.046262		83,700.96 €
Dépenses au titre de 2020 (svt détail)			109,312.01 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2020				20,743.89 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.480%	20,743.89 €	-99.57 €
DOTATION 2021	K1	1.052013		84,161.04 €
Dépenses au titre de 2021 (svt détail)			98,327.45 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2021				6,477.91 €
Solde année N-1	T4M (N)	-0.580%	6,477.91 €	-37.57 €
DOTATION 2022	K1	1.082977		86,638.16 €
Dépenses au titre de 2022 (svt détail)			71,634.52 €	
Solde en faveur de la collectivité à fin 2022				21,443.98 €

Le détail des opérations réalisées en 2021 est le suivant :

		Estimation en €HT
1	Création, modification de portails PR Montouzères,	2 445,23 €
2	Création, modification de portails PR Sigalies	5 406,36 €
3	Création, modification de portails PR Les Près	2 616,27 €
4	Collecteur Bord du Salaison Mas du Pont : Réhausse des té de visite avec pose de fonte DN 1000 (3 regards)	19 252,85 €
5	Lattes Avenue de l'Europe (Mas du Courant) : 2 RV à reprendre entièrement plus revêtement anti H2S (1 ^{er} montant = 26729,04 €HT) Mise à jour avec Montant attachement après travaux	24 636,80 €
6	PR Marestelles : Modification des trappes d'accès aux pompes (à agrandir et à repositionner au dessus des pompes)	5 263,01 €
7	Collecteur Bord du Salaison Mas du Pont : Réhausse té de visite avec pose de fonte DN 1000 (1 regard)	2 347,31 €
8	PR Artis : Barrières de sécurité Rieucoulon	4 948,83 €
9	Coffrets électriques Enedis PR Cap Alpha / PR Zac Méditerranée / PR RN 113	4 717,86 €
		71 634,52 €

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ◆ Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ◆ Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ◆ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ◆ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ◆ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ◆ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de

douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le



ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE

6.

ANNEXES



6.1 La facture 120 m³

A fournir par RE3M depuis le 01/01/2023.

6.2 Les données consommateurs par commune

	2020	2021	2022
CASTELNAU LE LEZ			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	20 810	22 202	22 916
Nombre d'abonnés (clients) desservis	7 795	8 257	8 810
Assiette de la redevance (m3)	1 503 195	1 509 714	1 559 187
CASTRIES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	6 280	6 352	6 397
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 672	2 752	2 827
Assiette de la redevance (m3)	371 931	368 864	374 681
CLAPIERS			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 579	5 532	5 512
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 352	2 465	2 508
Assiette de la redevance (m3)	372 060	386 963	391 732
GRABELS			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	8 525	8 700	8 897
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 454	2 717	2 609
Assiette de la redevance (m3)	431 529	481 750	472 495
JACOU			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	6 893	6 902	6 910
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 492	2 711	2 588
Assiette de la redevance (m3)	293 302	413 337	371 889
JUVIGNAC			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	11 203	11 465	11 447
Nombre d'abonnés (clients) desservis	3 793	4 088	3 886
Assiette de la redevance (m3)	650 003	814 205	757 892
LATTES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	16 805	16 928	17 680
Nombre d'abonnés (clients) desservis	5 588	5 914	5 719
Assiette de la redevance (m3)	979 830	1 251 303	1 163 224
LE CRES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	9 443	9 449	9 443
Nombre d'abonnés (clients) desservis	3 740	3 960	3 816
Assiette de la redevance (m3)	490 725	600 062	537 795
MONTFERRIER SUR LEZ			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	3 881	4 000	4 122
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 491	1 603	1 530
Assiette de la redevance (m3)	222 441	202 734	256 261
MONTPELLIER			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	288 600	293 410	298 933
Nombre d'abonnés (clients) desservis	42 881	46 080	44 136
Assiette de la redevance (m3)	15 939 595	17 328 622	17 967 498
PEROLS			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	9 108	9 122	9 138
Nombre d'abonnés (clients) desservis	4 061	4 413	4 085
Assiette de la redevance (m3)	536 023	393 834	687 183
PRADES LE LEZ			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 571	5 686	6 019
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 155	2 373	2 172

Assiette de la redevance (m3)	268 230	201 469	303 802
SAINT JEAN DE VEDAS			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	10 190	10 645	11 290
Nombre d'abonnés (clients) desservis	4 272	4 272 *	4 415
Assiette de la redevance (m3)	695 602	695 602 *	695 602 *
VENDARGUES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	6 315	6 369	6 507
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 840	3 058	2 947
Assiette de la redevance (m3)	377 837	495 616	477 469

6.3 Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Poste de relèvement

Postes de relèvement

	2020	2021	2022
ASSAS PR MAS DE PERRET			
Energie relevée consommée (kWh)	21 912	15 565	21 385
Consommation spécifique (Wh/m3)	407	311	324
Volume pompé (m3)	53 890	50 053	65 984
Temps de fonctionnement (h)	1 127	1 108	1 507
CASTELNAU - PR CAYLUS			
Energie relevée consommée (kWh)	26 108	27 181	27 983
Consommation spécifique (Wh/m3)	223	220	225
Volume pompé (m3)	117 133	123 823	124 317
Temps de fonctionnement (h)	2 203	2 329	2 389
CASTELNAU - PR ESABORA			
Energie relevée consommée (kWh)	2 186	1 909	1 132
Consommation spécifique (Wh/m3)	87	82	51
Volume pompé (m3)	25 248	23 379	22 340
Temps de fonctionnement (h)	1 098	1 016	971
CASTELNAU - PR NAVITAU			
Energie relevée consommée (kWh)	735	740	753
Consommation spécifique (Wh/m3)	256	494	309
Volume pompé (m3)	2 870	1 497	2 436
Temps de fonctionnement (h)	151	170	223
Castelnaud PR AUBE ROUGE			
Energie relevée consommée (kWh)	20 556	18 373	16 837
Consommation spécifique (Wh/m3)	93	92	94
Volume pompé (m3)	220 273	199 274	180 023
Temps de fonctionnement (h)	5 563	4 996	4 512
CASTELNAU PR FARIGOULE			
Energie relevée consommée (kWh)	738	837	767
Consommation spécifique (Wh/m3)	222	290	959
Volume pompé (m3)	3 317	2 884	800
Temps de fonctionnement (h)	332	288	250
CASTELNAU PR IMPASSE DES GUILHEMS			
Energie relevée consommée (kWh)	293	290	292
Consommation spécifique (Wh/m3)	1 158	1 165	1 150
Volume pompé (m3)	253	249	254
Temps de fonctionnement (h)	17	17	17
CASTELNAU PR LES TRIBUNS			
Energie relevée consommée (kWh)	6 471	5 518	4 874
Consommation spécifique (Wh/m3)	163	141	140
Volume pompé (m3)	39 581	39 272	34 939
Temps de fonctionnement (h)	1 319	1 309	1 165
CASTELNAU PR MAS DU DIABLE			
Energie relevée consommée (kWh)	2 666	2 597	2 471
Consommation spécifique (Wh/m3)	199	191	162
Volume pompé (m3)	13 414	13 598	15 224
Temps de fonctionnement (h)	789	800	896
CASTELNAU PR Principal (SC Mtp)			
Energie relevée consommée (kWh)	251 089	229 759	230 522

Postes de relèvement

	2020	2021	2022
Consommation spécifique (Wh/m3)	107	99	93
Volume pompé (m3)	2 343 722	2 328 317	2 472 320
Temps de fonctionnement (h)	3 699	3 729	4 000
CASTRIES - PR CASTRIES			
Energie relevée consommée (kWh)	37 173	38 945	41 005
Consommation spécifique (Wh/m3)	116	115	118
Volume pompé (m3)	320 211	339 572	346 764
Temps de fonctionnement (h)	2 229	2 392	2 498
CASTRIES PR GYMNASSE			
Energie relevée consommée (kWh)	608	578	591
Consommation spécifique (Wh/m3)	247	228	214
Volume pompé (m3)	2 463	2 531	2 758
Temps de fonctionnement (h)	196	202	219
CASTRIES PR LA CADOULE			
Energie relevée consommée (kWh)	3 593	3 585	3 802
Consommation spécifique (Wh/m3)	32	30	30
Volume pompé (m3)	112 942	120 572	127 004
Temps de fonctionnement (h)	1 771	1 886	1 989
CASTRIES PR LES CANDINIERES			
Energie relevée consommée (kWh)	3 520	3 715	4 154
Consommation spécifique (Wh/m3)	174	144	108
Volume pompé (m3)	20 185	25 800	38 460
Temps de fonctionnement (h)	469	600	894
CASTRIES PR LES OLIVIADES			
Energie relevée consommée (kWh)	3 627	4 287	3 943
Consommation spécifique (Wh/m3)	121	142	122
Volume pompé (m3)	30 100	30 292	32 401
Temps de fonctionnement (h)	629	633	678
CASTRIES PR RESERVE			
Energie relevée consommée (kWh)	198	301	410
Consommation spécifique (Wh/m3)	89	58	51
Volume pompé (m3)	2 237	5 169	7 971
Temps de fonctionnement (h)	102	235	362
CASTRIES PR RN 110			
Energie relevée consommée (kWh)	0	18 207	19 963
Consommation spécifique (Wh/m3)	0	239	233
Volume pompé (m3)	81 308	76 161	85 500
Temps de fonctionnement (h)	1 594	1 476	1 655
CASTRIES PR VILLEMAGNE			
Energie relevée consommée (kWh)	683	706	632
Consommation spécifique (Wh/m3)	262	245	250
Volume pompé (m3)	2 609	2 884	2 530
Temps de fonctionnement (h)	101	111	98
CLAPIER PR CLOSADES 2			
Energie relevée consommée (kWh)	84 209	82 656	92 932
Consommation spécifique (Wh/m3)	85	85	74
Volume pompé (m3)	990 453	971 971	1 257 394

Postes de relèvement

	2020	2021	2022
Temps de fonctionnement (h)	2 890	2 782	3 229
CLAPIERS PR BAILLARGUET			
Energie relevée consommée (kWh)	10 430	16 651	10 182
Consommation spécifique (Wh/m3)	700	1 113	1 147
Volume pompé (m3)	14 893	14 967	8 876
Temps de fonctionnement (h)	1 862	1 871	1 110
CLAPIERS PR CAP ALPHA			
Energie relevée consommée (kWh)	1 913	3 471	4 129
Consommation spécifique (Wh/m3)	41	65	63
Volume pompé (m3)	47 171	53 259	65 093
Temps de fonctionnement (h)	1 004	1 133	1 385
CLAPIERS PR CLOS DU FESQUET			
Energie relevée consommée (kWh)	1 059	985	1 027
Consommation spécifique (Wh/m3)	338	335	323
Volume pompé (m3)	3 130	2 939	3 180
Temps de fonctionnement (h)	209	196	212
CLAPIERS PR Closades (SC Mtp)			
Energie relevée consommée (kWh)	12 837	20 990	22 017
Consommation spécifique (Wh/m3)	55	89	89
Volume pompé (m3)	233 713	235 816	248 621
Temps de fonctionnement (h)	3 596	3 628	3 825
CLAPIERS PR COTEAUX DE LAURIOL			
Energie relevée consommée (kWh)	11 112	3 893	3 760
Consommation spécifique (Wh/m3)	372	148	145
Volume pompé (m3)	29 833	26 354	25 996
Temps de fonctionnement (h)	1 193	1 054	1 040
CLAPIERS PR DU FESQUET			
Energie relevée consommée (kWh)	962	1 545	1 568
Consommation spécifique (Wh/m3)	83	124	121
Volume pompé (m3)	11 569	12 473	12 992
Temps de fonctionnement (h)	858	925	962
CLAPIERS PR GENDARMERIE			
Energie relevée consommée (kWh)	571	626	581
Consommation spécifique (Wh/m3)	128	100	100
Volume pompé (m3)	4 446	6 270	5 800
Temps de fonctionnement (h)	85	121	112
CLAPIERS PR MAIL DU PRIEUR			
Energie relevée consommée (kWh)	238	283	269
Consommation spécifique (Wh/m3)	70	61	69
Volume pompé (m3)	3 422	4 672	3 875
Temps de fonctionnement (h)	82	114	93
CLAPIERS PR VAL AUX VIGNES			
Energie relevée consommée (kWh)	3 489	8 810	9 091
Consommation spécifique (Wh/m3)	179	253	291
Volume pompé (m3)	19 488	34 870	31 221
Temps de fonctionnement (h)	1 289	2 119	2 165
CLAPIERS PR VALLON			

Postes de relèvement	2020	2021	2022
Energie relevée consommée (kWh)	360	385	451
Consommation spécifique (Wh/m3)	185	222	197
Volume pompé (m3)	1 950	1 733	2 286
Temps de fonctionnement (h)	55	49	65
GRABELS PR Impasse Bellevue			
Energie relevée consommée (kWh)	160	54	0
Volume pompé (m3)	0	0	0
Temps de fonctionnement (h)	0	0	0
GRABELS PR LE CHATEAU			
Energie relevée consommée (kWh)	3 681	3 424	3 644
Consommation spécifique (Wh/m3)	178	182	182
Volume pompé (m3)	20 718	18 863	20 077
Temps de fonctionnement (h)	1 036	943	1 004
GRABELS PR MAS DE MATOUR			
Energie relevée consommée (kWh)	696	659	876
Consommation spécifique (Wh/m3)	82	88	62
Volume pompé (m3)	8 514	7 487	14 134
Temps de fonctionnement (h)	239	215	382
GRABELS PR Mosson (SC Mtp)			
Energie relevée consommée (kWh)	18 031	15 916	18 209
Consommation spécifique (Wh/m3)	60	58	58
Volume pompé (m3)	302 937	273 050	315 388
Temps de fonctionnement (h)	2 857	2 580	3 083
GRABELS PR PLEIN SOLEIL			
Energie relevée consommée (kWh)	2 350	1 811	1 857
Consommation spécifique (Wh/m3)	107	103	103
Volume pompé (m3)	21 934	17 640	18 093
Temps de fonctionnement (h)	1 262	1 002	1 018
JACOU PR CLEMENT ADER			
Energie relevée consommée (kWh)	1 623	2 205	2 413
Consommation spécifique (Wh/m3)	89	131	125
Volume pompé (m3)	18 227	16 813	19 363
Temps de fonctionnement (h)	608	560	645
JACOU PR LES SYLVAINS			
Energie relevée consommée (kWh)	1 178	1 597	1 558
Consommation spécifique (Wh/m3)	143	193	188
Volume pompé (m3)	8 231	8 281	8 282
Temps de fonctionnement (h)	274	276	276
JUVIGNAC PR Fontcaude (SC Mtp)			
Energie relevée consommée (kWh)	13 623	14 490	23 069
Consommation spécifique (Wh/m3)	50	49	142
Volume pompé (m3)	274 264	298 049	162 209
Temps de fonctionnement (h)	2 849	3 156	8 597
JUVIGNAC PR INTERET LOCAL			
Energie relevée consommée (kWh)	1 523	1 532	1 556
Consommation spécifique (Wh/m3)	98	93	95
Volume pompé (m3)	15 561	16 399	16 419

Postes de relèvement

	2020	2021	2022
Temps de fonctionnement (h)	707	745	746
JUVIGNAC PR JUVIGNAC			
Energie relevée consommée (kWh)	23 359	21 505	23 069
Consommation spécifique (Wh/m3)	136	138	142
Volume pompé (m3)	171 544	155 455	162 209
Temps de fonctionnement (h)	8 689	8 642	8 597
JUVIGNAC PR LABOURNAS			
Energie relevée consommée (kWh)	26 898	19 514	14 668
Consommation spécifique (Wh/m3)	504	388	352
Volume pompé (m3)	53 341	50 302	41 662
Temps de fonctionnement (h)	2 179	2 170	1 655
JUVIGNAC PR SAINT SAUVEUR			
Energie relevée consommée (kWh)	644	591	574
Consommation spécifique (Wh/m3)	639	606	911
Volume pompé (m3)	1 008	976	630
Temps de fonctionnement (h)	94	91	61
JUVIGNAC PR VALLAT DE LA FOSSE			
Energie relevée consommée (kWh)	2 661	2 292	2 303
Consommation spécifique (Wh/m3)	201	208	181
Volume pompé (m3)	13 224	11 039	12 731
Temps de fonctionnement (h)	348	291	335
JUVIGNAC PR ZAC COURPOURIAN			
Energie relevée consommée (kWh)	7 530	8 323	7 622
Consommation spécifique (Wh/m3)	439	426	388
Volume pompé (m3)	17 135	19 532	19 657
Temps de fonctionnement (h)	1 142	1 302	1 310
LATTE PR DOMAINE DE BOIRARGUES			
Energie relevée consommée (kWh)	675	611	592
Consommation spécifique (Wh/m3)	111	115	118
Volume pompé (m3)	6 065	5 334	4 997
Temps de fonctionnement (h)	229	202	189
LATTES- PR AVENUE DES PLATANES			
Energie relevée consommée (kWh)	0	2 445	2 329
Consommation spécifique (Wh/m3)	0	1 396	982
Volume pompé (m3)	665	1 752	2 371
Temps de fonctionnement (h)	18	78	120
LATTES PR CARREFOUR			
Energie relevée consommée (kWh)	13 097	13 835	15 039
Consommation spécifique (Wh/m3)	76	75	75
Volume pompé (m3)	172 496	183 286	201 169
Temps de fonctionnement (h)	3 631	3 858	4 231
LATTES PR CHEMINEE GRAMENET			
Energie relevée consommée (kWh)	9 856	9 938	11 314
Consommation spécifique (Wh/m3)	37	37	37
Volume pompé (m3)	267 266	265 863	306 723
Temps de fonctionnement (h)	1 381	1 345	1 547
LATTES PR CLOS MEJEAN			

Postes de relèvement

	2020	2021	2022
Energie relevée consommée (kWh)	2 439	2 584	2 995
Consommation spécifique (Wh/m3)	100	97	97
Volume pompé (m3)	24 390	26 744	30 720
Temps de fonctionnement (h)	1 524	1 671	1 920
Lattes PR de l'Europe (SC Mtp)			
Energie relevée consommée (kWh)	44 491	41 253	46 012
Consommation spécifique (Wh/m3)	66	61	58
Volume pompé (m3)	673 963	678 663	790 554
Temps de fonctionnement (h)	5 690	5 614	6 493
LATTES PR DU MAS			
Energie relevée consommée (kWh)	7 057	7 222	7 171
Consommation spécifique (Wh/m3)	94	122	75
Volume pompé (m3)	75 392	59 442	95 507
Temps de fonctionnement (h)	1 680	1 748	1 793
LATTES PR GRAMENET			
Energie relevée consommée (kWh)	6 228	6 330	8 386
Consommation spécifique (Wh/m3)	107	100	92
Volume pompé (m3)	58 100	63 579	91 484
Temps de fonctionnement (h)	1 651	1 790	2 538
LATTES PR ICV			
Energie relevée consommée (kWh)	214	380	363
Consommation spécifique (Wh/m3)	196	277	339
Volume pompé (m3)	1 094	1 371	1 072
Temps de fonctionnement (h)	60	75	57
LATTES PR LA CALADE			
Energie relevée consommée (kWh)	1 264	1 397	1 636
Consommation spécifique (Wh/m3)	37	36	34
Volume pompé (m3)	33 893	38 999	48 253
Temps de fonctionnement (h)	639	735	897
LATTES PR LA VASQUE			
Energie relevée consommée (kWh)	2 429	2 065	2 239
Consommation spécifique (Wh/m3)	151	178	190
Volume pompé (m3)	16 082	11 619	11 802
Temps de fonctionnement (h)	1 023	734	752
LATTES PR LANTISSARGUES			
Energie relevée consommée (kWh)	6 940	6 168	7 872
Consommation spécifique (Wh/m3)	126	111	106
Volume pompé (m3)	55 247	55 553	74 424
Temps de fonctionnement (h)	3 453	3 472	4 651
LATTES PR LE FENOUILLET			
Energie relevée consommée (kWh)	857	1 097	1 184
Consommation spécifique (Wh/m3)	88	77	74
Volume pompé (m3)	9 774	14 215	15 945
Temps de fonctionnement (h)	326	474	532
LATTES PR Le Pontil (SC Mtp)			
Energie relevée consommée (kWh)	30 397	32 303	33 429
Consommation spécifique (Wh/m3)	86	84	85

Postes de relèvement

	2020	2021	2022
Volume pompé (m3)	354 029	385 759	392 065
Temps de fonctionnement (h)	4 229	4 378	4 437
LATTES PR LES AIGRETTES			
Energie relevée consommée (kWh)	768	878	1 087
Consommation spécifique (Wh/m3)	135	124	86
Volume pompé (m3)	5 676	7 104	12 674
Temps de fonctionnement (h)	284	355	638
LATTES PR LES MARESTELLES			
Energie relevée consommée (kWh)	1 758	2 612	2 792
Consommation spécifique (Wh/m3)	72	97	94
Volume pompé (m3)	24 304	26 920	29 566
Temps de fonctionnement (h)	422	461	522
LATTES PR LES TREILLES			
Energie relevée consommée (kWh)	4 746	3 833	3 754
Consommation spécifique (Wh/m3)	221	162	128
Volume pompé (m3)	21 520	23 720	29 220
Temps de fonctionnement (h)	1 653	1 822	2 254
LATTES PR L'ESTAGNOL			
Energie relevée consommée (kWh)	1 223	1 305	1 576
Consommation spécifique (Wh/m3)	229	189	171
Volume pompé (m3)	5 335	6 893	9 224
Temps de fonctionnement (h)	109	141	189
LATTES PR MAISON DE LA NATURE			
Energie relevée consommée (kWh)	1 216	1 118	1 117
Consommation spécifique (Wh/m3)	841	624	610
Volume pompé (m3)	1 446	1 791	1 830
Temps de fonctionnement (h)	193	237	239
LATTES PR MAS DE JAUMES			
Energie relevée consommée (kWh)	437	426	466
Consommation spécifique (Wh/m3)	60	59	58
Volume pompé (m3)	7 302	7 241	8 011
Temps de fonctionnement (h)	365	362	401
LATTES- PR MAS DE SAPORTA			
Energie relevée consommée (kWh)	1 198	1 088	941
Consommation spécifique (Wh/m3)	170	147	126
Volume pompé (m3)	7 043	7 408	7 498
Temps de fonctionnement (h)	1 262	980	1 318
LATTES PR Maurin (SC Mtp)			
Energie relevée consommée (kWh)	30 823	29 478	31 657
Consommation spécifique (Wh/m3)	181	164	162
Volume pompé (m3)	169 984	179 648	195 214
Temps de fonctionnement (h)	1 513	1 380	1 546
LATTES PR MERE COSTE			
Energie relevée consommée (kWh)	5 962	9 201	9 529
Consommation spécifique (Wh/m3)	73	95	101
Volume pompé (m3)	82 095	97 151	94 342
Temps de fonctionnement (h)	2 510	2 951	2 635

Postes de relèvement

	2020	2021	2022
LATTES PR MONTOUZERES			
Energie relevée consommée (kWh)	1 321	1 503	1 630
Consommation spécifique (Wh/m3)	110	104	101
Volume pompé (m3)	12 039	14 469	16 153
Temps de fonctionnement (h)	438	526	587
LATTES PR PONT DE GUERRE			
Energie relevée consommée (kWh)	459	586	558
Consommation spécifique (Wh/m3)	355	353	297
Volume pompé (m3)	1 292	1 661	1 876
Temps de fonctionnement (h)	108	138	156
LATTES PR PORT ARIANE 1			
Energie relevée consommée (kWh)	3 013	2 981	3 031
Consommation spécifique (Wh/m3)	76	77	68
Volume pompé (m3)	39 506	38 749	44 297
Temps de fonctionnement (h)	1 373	1 351	1 530
LATTES PR Port Ariane2 (SC Mtp)			
Energie relevée consommée (kWh)	39 644	51 085	52 691
Consommation spécifique (Wh/m3)	35	44	42
Volume pompé (m3)	1 117 550	1 157 508	1 260 873
Temps de fonctionnement (h)	5 090	5 555	5 601
LATTES PR PUECH RADIER			
Energie relevée consommée (kWh)	1 531	2 527	2 821
Consommation spécifique (Wh/m3)	113	164	137
Volume pompé (m3)	13 511	15 403	20 521
Temps de fonctionnement (h)	401	505	556
LATTES PR REGANOUS			
Energie relevée consommée (kWh)	7 438	6 783	7 852
Consommation spécifique (Wh/m3)	188	131	162
Volume pompé (m3)	39 531	51 643	48 472
Temps de fonctionnement (h)	1 959	2 570	2 406
LATTES PR SAINT HUBERT			
Energie relevée consommée (kWh)	2 286	2 282	2 769
Consommation spécifique (Wh/m3)	164	151	146
Volume pompé (m3)	13 960	15 105	18 949
Temps de fonctionnement (h)	884	920	1 126
LATTES PR SAINT MARTIAL			
Energie relevée consommée (kWh)	1 143	1 043	909
Consommation spécifique (Wh/m3)	106	109	113
Volume pompé (m3)	10 793	9 570	8 069
Temps de fonctionnement (h)	432	383	323
LATTES PR SORIECH			
Energie relevée consommée (kWh)	507	465	468
Consommation spécifique (Wh/m3)	147	159	156
Volume pompé (m3)	3 458	2 920	2 998
Temps de fonctionnement (h)	276	235	241
LATTES PR ZAC COMMANDEURS			
Energie relevée consommée (kWh)	4 040	3 766	3 567

Postes de relèvement

	2020	2021	2022
Consommation spécifique (Wh/m3)	70	62	56
Volume pompé (m3)	57 451	60 958	63 805
Temps de fonctionnement (h)	2 128	2 258	2 363
LATTES PR 2° ECLUSE			
Energie relevée consommée (kWh)	704	1 043	976
Consommation spécifique (Wh/m3)	133	96	97
Volume pompé (m3)	5 293	10 852	10 110
Temps de fonctionnement (h)	265	543	505
LE CRES PR DOMITIA LES FAISANS			
Energie relevée consommée (kWh)	3 341	4 716	4 390
Consommation spécifique (Wh/m3)	81	122	127
Volume pompé (m3)	41 133	38 537	34 478
Temps de fonctionnement (h)	2 179	1 967	1 827
MONTFERRIER PR DES AIGUILLERES			
Energie relevée consommée (kWh)	233	372	381
Consommation spécifique (Wh/m3)	112	163	148
Volume pompé (m3)	2 083	2 282	2 568
Temps de fonctionnement (h)	174	190	214
MONTFERRIER PR FESCAU			
Energie relevée consommée (kWh)	646	852	1 716
Consommation spécifique (Wh/m3)	102	190	160
Volume pompé (m3)	6 318	4 492	10 718
Temps de fonctionnement (h)	702	499	1 191
MONTFERRIER PR Peugeot (SC Mtp)			
Energie relevée consommée (kWh)	11 832	14 053	15 698
Consommation spécifique (Wh/m3)	34	41	40
Volume pompé (m3)	345 348	345 578	387 969
Temps de fonctionnement (h)	4 572	5 539	6 533
MONTFERRIER PR Pidoule			
Energie relevée consommée (kWh)	18 329	28 014	32 755
Consommation spécifique (Wh/m3)	36	57	60
Volume pompé (m3)	505 451	494 215	545 917
Temps de fonctionnement (h)	3 015	3 096	3 766
MONTPEL PR CIMETIERE GRAMMONT			
Energie relevée consommée (kWh)	3 767	5 496	6 357
Consommation spécifique (Wh/m3)	509	351	439
Volume pompé (m3)	7 394	15 644	14 469
Temps de fonctionnement (h)	161	340	316
MONTPELLIER - PR Restanque			
Energie relevée consommée (kWh)	341	477	442
Consommation spécifique (Wh/m3)	83	37	84
Volume pompé (m3)	4 121	12 754	5 280
Temps de fonctionnement (h)	134	334	305
MONTPELLIER PR AIGUELONGUE			
Energie relevée consommée (kWh)	7 146	6 487	6 281
Consommation spécifique (Wh/m3)	119	120	114
Volume pompé (m3)	60 061	54 270	55 215

Postes de relèvement

	2020	2021	2022
Temps de fonctionnement (h)	1 306	1 180	1 200
MONTPELLIER PR BACHELARD			
Energie relevée consommée (kWh)	2 351	2 008	2 420
Consommation spécifique (Wh/m3)	117	119	110
Volume pompé (m3)	20 078	16 916	22 005
Temps de fonctionnement (h)	876	762	976
Montpellier PR Bionne			
Energie relevée consommée (kWh)	458 580	437 096	429 796
Consommation spécifique (Wh/m3)	162	154	153
Volume pompé (m3)	2 837 513	2 839 195	2 812 566
Temps de fonctionnement (h)	5 608	5 190	5 122
MONTPELLIER PR CHAMP DE FOIRE			
Energie relevée consommée (kWh)	299	250	321
Consommation spécifique (Wh/m3)	117	136	95
Volume pompé (m3)	2 557	1 845	3 384
Temps de fonctionnement (h)	26	18	34
MONTPELLIER PR CHATEAUBON			
Energie relevée consommée (kWh)	236	234	231
Consommation spécifique (Wh/m3)	332	337	362
Volume pompé (m3)	710	695	638
Temps de fonctionnement (h)	28	28	26
MONTPELLIER PR GABARRES			
Energie relevée consommée (kWh)	846	668	703
Volume pompé (m3)	0	0	0
Temps de fonctionnement (h)	443	332	322
MONTPELLIER PR GUINGUETTE			
Energie relevée consommée (kWh)	2 561	4 428	3 905
Consommation spécifique (Wh/m3)	18	27	29
Volume pompé (m3)	143 880	162 890	133 335
Temps de fonctionnement (h)	1 755	1 986	1 626
MONTPELLIER PR IMP FLOUCH			
Energie relevée consommée (kWh)	5 631	5 548	5 206
Consommation spécifique (Wh/m3)	331	309	291
Volume pompé (m3)	17 001	17 931	17 902
Temps de fonctionnement (h)	1 700	1 793	1 790
MONTPELLIER PR Lavalette			
Energie relevée consommée (kWh)	78 351	74 359	83 198
Consommation spécifique (Wh/m3)	124	122	118
Volume pompé (m3)	630 825	609 440	705 489
Temps de fonctionnement (h)	1 371	1 349	1 620
MONTPELLIER PR Mas d'Artis			
Energie relevée consommée (kWh)	241 846	249 378	279 526
Consommation spécifique (Wh/m3)	132	129	162
Volume pompé (m3)	1 834 556	1 933 556	1 727 229
Temps de fonctionnement (h)	4 080	4 355	5 403
MONTPELLIER PR MAS D'ASTRE			
Energie relevée consommée (kWh)	9 674	10 144	9 137

Postes de relèvement	2020	2021	2022
Consommation spécifique (Wh/m3)	115	114	115
Volume pompé (m3)	83 855	89 299	79 586
Temps de fonctionnement (h)	964	1 026	915
MONTPELLIER PR MAS DES BROUSSES			
Energie relevée consommée (kWh)	561	900	1 040
Consommation spécifique (Wh/m3)	100	156	91
Volume pompé (m3)	5 593	5 786	11 380
Temps de fonctionnement (h)	175	181	356
MONTPELLIER PR OdysseuM			
Energie relevée consommée (kWh)	18 519	10 813	12 579
Consommation spécifique (Wh/m3)	124	66	61
Volume pompé (m3)	149 611	164 567	206 065
Temps de fonctionnement (h)	718	754	846
MONTPELLIER PR PAILLADE FOOT			
Energie relevée consommée (kWh)	0	0	0
Consommation spécifique (Wh/m3)	0	0	0
Volume pompé (m3)	2 570	3 222	3 316
Temps de fonctionnement (h)	122	153	158
MONTPELLIER PR PAILLADE RUGBY			
Energie relevée consommée (kWh)	0	0	0
Consommation spécifique (Wh/m3)	0	0	0
Volume pompé (m3)	750	1 482	1 372
Temps de fonctionnement (h)	14	28	25
MONTPELLIER PR Piscine			
Energie relevée consommée (kWh)	190 005	175 979	178 679
Consommation spécifique (Wh/m3)	65	60	63
Volume pompé (m3)	2 940 268	2 916 956	2 831 020
Temps de fonctionnement (h)	4 228	4 191	4 010
MONTPELLIER PR PONT TRINQUAT			
Energie relevée consommée (kWh)	396 016	403 672	416 491
Consommation spécifique (Wh/m3)	53	53	52
Volume pompé (m3)	7 481 041	7 640 644	7 998 543
Temps de fonctionnement (h)	3 166	3 446	4 094
MONTPELLIER PR TOURNEZY			
Energie relevée consommée (kWh)	14 780	14 088	12 212
Consommation spécifique (Wh/m3)	109	114	100
Volume pompé (m3)	134 986	123 931	122 226
Temps de fonctionnement (h)	937	861	849
MONTPELLIER PR VERTBOIS			
Energie relevée consommée (kWh)	1 841	1 753	1 581
Consommation spécifique (Wh/m3)	114	116	110
Volume pompé (m3)	16 090	15 071	14 389
Temps de fonctionnement (h)	523	490	469
MTP PR CHARLES GOUNOD			
Energie relevée consommée (kWh)	2 227	2 194	1 981
Consommation spécifique (Wh/m3)	1 659	1 398	887
Volume pompé (m3)	1 342	1 569	2 234

Postes de relèvement	2020	2021	2022
Temps de fonctionnement (h)	290	333	298
MTP PR ZAC EUROMEDECINE			
Energie relevée consommée (kWh)	2 301	2 437	2 410
Consommation spécifique (Wh/m3)	117	112	114
Volume pompé (m3)	19 749	21 766	21 084
Temps de fonctionnement (h)	456	487	474
PEROLS PR CABANES			
Energie relevée consommée (kWh)	10 266	8 556	6 285
Consommation spécifique (Wh/m3)	125	108	82
Volume pompé (m3)	81 813	79 556	76 641
Temps de fonctionnement (h)	2 608	2 551	2 459
PEROLS PR CLOS LAGARDE			
Energie relevée consommée (kWh)	2 154	2 535	2 809
Consommation spécifique (Wh/m3)	202	156	157
Volume pompé (m3)	10 690	16 207	17 898
Temps de fonctionnement (h)	740	1 068	1 162
PEROLS PR ETOILE DE MER			
Energie relevée consommée (kWh)	1 703	1 409	1 427
Consommation spécifique (Wh/m3)	222	256	227
Volume pompé (m3)	7 677	5 504	6 296
Temps de fonctionnement (h)	548	393	450
PEROLS PR FAISSES			
Energie relevée consommée (kWh)	86 292	91 972	98 318
Consommation spécifique (Wh/m3)	67	68	67
Volume pompé (m3)	1 275 633	1 355 676	1 470 558
Temps de fonctionnement (h)	2 450	2 536	2 815
PEROLS PR FENOUILLET			
Energie relevée consommée (kWh)	176 080	181 857	191 199
Consommation spécifique (Wh/m3)	121	114	102
Volume pompé (m3)	1 459 398	1 592 339	1 871 707
Temps de fonctionnement (h)	1 941	2 045	2 189
PEROLS PR IMPASSE DE LA GUETTE			
Energie relevée consommée (kWh)	261	370	408
Consommation spécifique (Wh/m3)	439	607	442
Volume pompé (m3)	595	610	923
Temps de fonctionnement (h)	59	61	92
PEROLS PR LAC DES REVES			
Energie relevée consommée (kWh)	7 063	7 669	8 175
Consommation spécifique (Wh/m3)	23	70	72
Volume pompé (m3)	303 448	109 187	113 744
Temps de fonctionnement (h)	2 385	2 605	2 761
PEROLS PR MAS DE FIGUIERES			
Energie relevée consommée (kWh)	12 052	13 689	15 340
Consommation spécifique (Wh/m3)	52	54	54
Volume pompé (m3)	232 838	254 313	282 836
Temps de fonctionnement (h)	887	1 021	1 235
PEROLS PR OCCITANIE			

Postes de relèvement

	2020	2021	2022
Energie relevée consommée (kWh)	258	256	274
Consommation spécifique (Wh/m3)	171	166	152
Volume pompé (m3)	1 508	1 545	1 808
Temps de fonctionnement (h)	49	51	60
PEROLS PR PARC DES EXPOSITIONS			
Energie relevée consommée (kWh)	574	691	980
Consommation spécifique (Wh/m3)	144	142	82
Volume pompé (m3)	3 997	4 882	11 915
Temps de fonctionnement (h)	61	84	150
PEROLS PR PORTES DE L'OR			
Energie relevée consommée (kWh)	671	634	567
Consommation spécifique (Wh/m3)	174	159	219
Volume pompé (m3)	3 855	3 985	2 589
Temps de fonctionnement (h)	385	419	245
PEROLS PR PROVIBAT			
Energie relevée consommée (kWh)	45	130	137
Consommation spécifique (Wh/m3)	200	441	376
Volume pompé (m3)	225	295	364
Temps de fonctionnement (h)	19	25	30
PEROLS PR ROUTE DE LATTES			
Energie relevée consommée (kWh)	6 980	7 974	8 935
Consommation spécifique (Wh/m3)	44	45	46
Volume pompé (m3)	157 525	177 890	194 885
Temps de fonctionnement (h)	3 234	3 796	4 447
PEROLS PR RUE DE L'ETANG			
Energie relevée consommée (kWh)	248	284	302
Consommation spécifique (Wh/m3)	95	111	76
Volume pompé (m3)	2 604	2 562	3 952
Temps de fonctionnement (h)	71	80	100
PEROLS PR TABARLY			
Energie relevée consommée (kWh)	404	321	316
Consommation spécifique (Wh/m3)	106	105	96
Volume pompé (m3)	3 815	3 052	3 308
Temps de fonctionnement (h)	254	203	221
PEROLS PR ZAC MEDITERRANEE			
Energie relevée consommée (kWh)	853	1 406	2 054
Consommation spécifique (Wh/m3)	112	83	69
Volume pompé (m3)	7 607	16 885	29 820
Temps de fonctionnement (h)	110	240	424
PRADES LE LEZ PR CD 17			
Energie relevée consommée (kWh)	472	650	607
Consommation spécifique (Wh/m3)	63	126	69
Volume pompé (m3)	7 439	5 161	8 796
Temps de fonctionnement (h)	338	235	400
PRADES LE LEZ PR DU STADE			
Energie relevée consommée (kWh)	684	468	874
Consommation spécifique (Wh/m3)	228	169	243

Postes de relèvement	2020	2021	2022
Volume pompé (m3)	3 004	2 765	3 601
Temps de fonctionnement (h)	200	184	240
PRADES LE LEZ PR Station			
Energie relevée consommée (kWh)	8 063	7 969	8 732
Consommation spécifique (Wh/m3)	58	134	36
Volume pompé (m3)	139 851	59 659	244 770
Temps de fonctionnement (h)	1 866	1 866	2 111
SAINT JEAN DE V PR CONDAMINE			
Energie relevée consommée (kWh)	2 576	148	18 816
Consommation spécifique (Wh/m3)	6	0	40
Volume pompé (m3)	402 557	456 458	465 396
Temps de fonctionnement (h)	2 756	3 452	3 421
SAINT JEAN DE V PR FERNANDEL			
Energie relevée consommée (kWh)	10 499	10 209	11 085
Consommation spécifique (Wh/m3)	38	37	36
Volume pompé (m3)	279 115	276 206	305 207
Temps de fonctionnement (h)	1 938	1 918	2 119
SAINT JEAN DE V PR FON PONTOU			
Energie relevée consommée (kWh)	168	310	364
Consommation spécifique (Wh/m3)	146	148	190
Volume pompé (m3)	1 148	2 096	1 911
Temps de fonctionnement (h)	82	150	137
SAINT JEAN DE V PR LA LAUZE			
Energie relevée consommée (kWh)	5 243	5 917	5 585
Consommation spécifique (Wh/m3)	221	211	216
Volume pompé (m3)	23 705	28 086	25 874
Temps de fonctionnement (h)	593	702	647
SAINT JEAN DE V PR LES COMBES			
Energie relevée consommée (kWh)	0	7 542	7 225
Consommation spécifique (Wh/m3)	0	264	270
Volume pompé (m3)	28 674	28 619	26 771
Temps de fonctionnement (h)	1 365	1 363	1 275
SAINT JEAN DE V PR LES PRES			
Energie relevée consommée (kWh)	33 769	35 756	37 629
Consommation spécifique (Wh/m3)	397	401	383
Volume pompé (m3)	84 980	89 132	98 251
Temps de fonctionnement (h)	1 148	1 209	1 331
SAINT JEAN DE V PR MARCELLIN			
Energie relevée consommée (kWh)	50	46	36
Consommation spécifique (Wh/m3)	45	836	800
Volume pompé (m3)	1 100	55	45
Temps de fonctionnement (h)	222	11	9
SAINT JEAN DE V PR MARQUEROSE			
Energie relevée consommée (kWh)	19 462	18 441	23 369
Consommation spécifique (Wh/m3)	80	78	72
Volume pompé (m3)	242 087	237 483	326 654
Temps de fonctionnement (h)	1 862	1 827	2 513

Postes de relèvement

	2020	2021	2022
SAINT JEAN DE V PR MAS GRILLE			
Energie relevée consommée (kWh)	0	0	0
Consommation spécifique (Wh/m3)	0	0	
Volume pompé (m3)	5 808	6 084	15 080
Temps de fonctionnement (h)	484	507	1 257
SAINT JEAN DE V PR RN 113			
Energie relevée consommée (kWh)	392	321	
Consommation spécifique (Wh/m3)	191	160	
Volume pompé (m3)	2 056	2 007	2 541
Temps de fonctionnement (h)	257	251	318
SAINT JEAN DE V PR SIGALIES			
Energie relevée consommée (kWh)	20 166	17 083	17 567
Consommation spécifique (Wh/m3)	388	467	437
Volume pompé (m3)	51 950	36 550	40 241
Temps de fonctionnement (h)	1 250	903	1 062
SAINT JEAN PR MARCEL DASSAULT			
Energie relevée consommée (kWh)	425	479	549
Consommation spécifique (Wh/m3)	57	82	74
Volume pompé (m3)	7 513	5 839	7 465
Temps de fonctionnement (h)	285	225	288
SAINT JEAN PR ZAC MARCEL DASSAULT			
Energie relevée consommée (kWh)	0	856	856
Consommation spécifique (Wh/m3)	0	106	100
Volume pompé (m3)	7 485	8 067	8 588
Temps de fonctionnement (h)	340	367	390
SAINT JEAN-PR SAINT JEAN LE SEC			
Energie relevée consommée (kWh)	14 743	6 741	4 292
Consommation spécifique (Wh/m3)	117	132	146
Volume pompé (m3)	126 335	50 990	29 314
Temps de fonctionnement (h)	5 493	2 217	1 275
VENDARGUES PR DU CREPUSCULE			
Energie relevée consommée (kWh)	262	262	239
Consommation spécifique (Wh/m3)	453	457	435
Volume pompé (m3)	579	573	549
Temps de fonctionnement (h)	67	67	64
VENDARGUES PR Salaison (SC Mtp)			
Energie relevée consommée (kWh)	343 058	351 799	358 081
Consommation spécifique (Wh/m3)	150	151	155
Volume pompé (m3)	2 288 859	2 334 025	2 315 016
Temps de fonctionnement (h)	4 461	4 625	4 693
VENDARGUES PR Vendargues			
Energie relevée consommée (kWh)	111 027	120 083	120 719
Consommation spécifique (Wh/m3)	156	159	163
Volume pompé (m3)	710 051	753 153	741 072
Temps de fonctionnement (h)	3 244	3 503	3 610
VENDARGUES-PR Via Domitia			
Energie relevée consommée (kWh)	926	1 310	1 378



Postes de relèvement

	2020	2021	2022
Consommation spécifique (Wh/m3)	561	372	351
Volume pompé (m3)	1 651	3 525	3 927
Temps de fonctionnement (h)	188	290	340

6.4 L'inventaire détaillé des canalisations par commune

Commune	Type de réseau	Diamètre [mm]	Matériau	Longueur [m]
Castelnau-le-Lez				77 114,70
	EU hors refoulement			73 581,40
		150		18 299,39
			Amiante ciment	17 876,87
			Fonte	294,79
			PVC	127,73
		160		676,01
			Fonte	19,47
			PVC	656,54
		200		47 843,86
			Acier	40,6
			Amiante ciment	9 367,45
			Fonte	2 422,26
			Polypropylène	968,42
			PVC	35 045,13
		250		1 862,16
			Amiante ciment	508,14
			Fonte	30,07
			PVC	1 323,95
		300		1947,8
			Béton	327,26
			Fonte	1 052,96
			PVC	567,58
		350		162,82
			Béton	162,82
		400		1 638,99
			Amiante ciment	1 482,30
			PVC	156,69
		500		150,78
			Fonte	150,78
		600		517,38
			Autre	517,38
		800		21,87
			Béton	21,87
		1200		460,34
			Béton	460,34
	Refoulement			3 533,30

		75		194,48
			PVC	194,48
		90		35,52
			Polyéthylène	35,52
		100		908,3
			Fonte	907,24
			PVC	1,06
		110		716,97
			PVC	716,97
		125		294,79
			Polyéthylène	294,79
		200		392,09
			PVC	392,09
		500		363,38
			Béton	363,38
		600		627,77
			Fonte	627,77
Castries				39 001,60
	EU hors refoulement			35 547,25
		150		8 189,47
			Amiante ciment	7 076,30
			Fonte	199,79
			PVC	913,38
		160		1 057,10
			PVC	1 057,10
		200		24 589,50
			Amiante ciment	2 718,92
			Autre	512,53
			Fonte	438,22
			Polypropylène	580,73
			PVC	20 339,10
		250		258,29
			Amiante ciment	211,84
			Fonte	46,45
		300		224,09
			Fonte	224,09
		400		1228,8
			Amiante ciment	128,71
			Fonte	127,59
			PVC	972,5
	Refoulement			3 454,35

		63		289,69
			PVC	289,69
		70		41,79
			PVC	41,79
		100		135,41
			Fonte	135,41
		110		441,84
			PVC	441,84
		150		1 089,27
			Amiante ciment	1 089,27
		160		628,12
			PVC	628,12
		200		421,81
			PVC	421,81
		Indéterminé		406,42
			Autre	406,42
Clapiers				33 171,57
	EU hors refoulement			28 287,97
		150		8 419,76
			Amiante ciment	8 363,55
			Fonte	56,21
		160		887,89
			Amiante ciment	364,25
			Polypropylène	49,43
			PVC	474,21
		200		16 907,30
			Amiante ciment	7 692,02
			Fonte	505,91
			Polypropylène	999,60
			PVC	7 709,77
		250		250,03
			Amiante ciment	146,2
			PVC	103,83
		300		637,37
			PVC	637,37
		400		371,3
			Amiante ciment	7,64
			Fonte	55,86
			PVC	307,8
		500		814,32
			Autre	814,32
	Refoulement			4 883,60
		90		1 249,58

			Polyéthylène	977,68
			PVC	271,9
		110		618,59
			PVC	618,59
		150		484,86
			Acier	484,86
		160		312,45
			PVC	312,45
		200		426,89
			PVC	418,69
			Polypropylène	8,2
		400		1 195,47
			Acier	9
			Fonte	1 186,47
		500		595,76
			Fonte	595,76
Grabels				32 639,27
	EU hors refoulement			31 668,04
		125		103,3
			Béton	31,33
			PVC	71,97
		150		4 233,95
			Amiante ciment	2 136,39
			Fonte	44,71
			PVC	2 052,85
		160		880,14
			PVC	880,14
		200		24 619,69
			Amiante ciment	8 401,43
			Autre	188,68
			Fonte	606,95
			PVC	15 422,63
		250		154,12
			Autre	101,03
			Fonte	53,09
		300		1 652,53
			Amiante ciment	405,98
			Fonte	1 246,55
		Total pour Indéterminé		24,31
				24,31
	Refoulement			971,23
		75		164,77
			PVC	164,77

		90		150,61
			PVC	150,61
		150		68,29
			Fonte	68,29
		200		587,56
			PVC	587,56
Jacou				31 113,76
	EU hors refoulement			30 321,99
		125		19,58
			PVC	19,58
		150		4 062,54
			Amiante ciment	4 062,54
		160		1 040,42
			Amiante ciment	44,76
			PVC	995,66
		200		22 740,50
			Amiante ciment	2 219,74
			Autre	547,08
			Fonte	192,23
			Polypropylène	58,76
			PVC	19 722,69
		250		1 362,56
			Fonte	1289,99
			PVC	72,57
		300		1 096,39
			Amiante ciment	49,63
			Fonte	202,7
			Grès	136,2
			PVC	707,86
	Refoulement			791,77
		150		791,77
			Fonte	791,77
Juvignac				44 408,17
	EU hors refoulement			42 407,38
		125		50,92
			Amiante ciment	50,92
		150		4 167,22
			Amiante ciment	3 840,82
			Fonte	50,26
			PVC	276,14
		160		4 861,85

			Amiante ciment	22,32
			Fonte	46,67
			PVC	4 792,86
		200		31 066,73
			Amiante ciment	1 089,01
			Fonte	720,09
			PVC	29 257,63
		250		969,44
			PVC	969,44
		300		1 263,19
			Amiante ciment	624,33
			PVC	638,86
		350		28,03
			Béton	28,03
	Refoulement			2 000,79
		80		356,73
			PVC	356,73
		110		723,08
			PVC	723,08
		150		920 ,98
			Fonte	368,99
			PVC	551,99
Lattes				109 781,92
	EU hors refoulement			80 731,03
		100		66,51
			Amiante ciment	66,51
		125		357,42
			Amiante ciment	357,42
		150		11 280,23
			Amiante ciment	10 749,00
			PVC	531,23
		160		5 100,81
			PVC	5 100,81
		200		51 460,81
			Amiante ciment	8 141,63
			Autre	368,64
			Fonte	713,13
			Grès	535,31
			Polypropylène	636,62
			PVC	41 065,48
		250		3 757,09
			Amiante ciment	1 945,57
			Fonte	8,47

			PVC	1 803,05
		300		4 915,89
			Amiante ciment	1 204,09
			Autre	600,76
			Béton	256,41
			Fonte	1 714,79
			Grès	44,13
			PVC	1 095,71
		400		884,39
			Fonte	33,58
			PVC	850,81
		500		61,66
			Fonte	61,66
		600		821,31
			Béton	649,37
			Fonte	171,94
		1000		1 206,05
			Béton	1 206,05
		1200		818,02
			Béton	47,62
			Fonte	770,4
		1500		0,84
			Béton	0,84
	Refoulement			29 050,89
		63		432,24
			Polyéthylène	33,14
			PVC	399,1
		75		1 079,48
			Polyéthylène	277,95
			PVC	801,53
		80		1 817,79
			Fonte	219,29
			Polyéthylène	805,89
			PVC	792,61
		90		2 834,85
			Fonte	302,98
			Polyéthylène	463,61
			PVC	2 068,26
		110		2 045,33
			PVC	2 045,33
		125		74
			PVC	74
		150		1 620,70
			Amiante ciment	1,84
			Fonte	402,17

			PVC	1 216,69
		160		114,33
			PVC	114,33
		200		5 016,14
			Amiante ciment	2 089,65
			Fonte	769,34
			Polypropylène	6,2
			PVC	2 150,95
		225		1 120,66
			Polyéthylène	1 120,66
		250		46,01
			PVC	46,01
		300		2 632,97
			Fonte	2 632,97
		350		291,34
			Fonte	291,34
		500		6 482,87
			Fonte	6 482,87
		600		3 442,18
			Fonte	3 442,18
Le Crès				52 399,59
	EU hors refoulement			51 317,63
		100		113,4
			Amiante ciment	11,68
			PVC	101,72
		150		20 480,21
			Amiante ciment	19 998,10
			Fonte	18,18
			PVC	463,93
		160		704,16
			PVC	704,16
		200		25 719,35
			Amiante ciment	10 042,92
			Autre	256,14
			Fonte	1 483,12
			Grès	360,78
			Polypropylène	1 015
			PVC	12 561,39
		300		1 157,19
			Amiante ciment	29,93
			Fonte	967,39
			Grès	159,87
		400		3 128,37
			Fonte	3 128,37
		500		14,95

			Béton	14,95
	Refoulement			1 081,96
		100		139,94
			PVC	139,94
		300		40,32
			Autre	40,32
		600		901,7
			Fonte	901,7
Mauguio				1 485,93
	EU hors refoulement			573,47
		200		133,3
			PVC	133,3
		250		440,17
			PVC	440,17
	Refoulement			912,46
		300		912,46
			PVC	912,46
Montferrier-sur-Lez				27 956,24
	EU hors refoulement			25 589,29
		150		7 694,31
			Amiante ciment	7 680,27
			PVC	14,04
		160		135,07
			Polypropylène	1,45
			PVC	133,62
		200		14 308,00
			Amiante ciment	2 552,23
			Fonte	79,39
			Polypropylène	1 225,91
			PVC	10 450,47
		250		247,87
			Fonte	39,56
			Polypropylène	208,31
		300		1 083,82
			Amiante ciment	105,48
			Fonte	903,44
			PVC	74,9
		400		2 120,22
			Fonte	2 120,22

	Refoulement			2 366,95
		80		57,68
			PVC	57,68
		90		70,09
			PVC	70,09
		110		217,03
			PVC	217,03
		200		625,94
			Fonte	625,94
		250		958,96
			Fonte	958,96
		300		28,46
			Fonte	28,46
		400		408,79
			Fonte	408,79
Montpellier				461 018,11
	EU hors refoulement			334 378,94
		20		32,81
			Amiante ciment	32,81
		60		26,9
			PVC	26,9
		100		17,75
			Amiante ciment	16,93
			Polyéthylène	0,82
		110		5,97
			Autre	5,97
		125		198,5
			Amiante ciment	10,83
			Autre	148,97
			PVC	38,7
		150		70 776,23
			Amiante ciment	52 114,44
			Autre	14 755,13
			Béton	1 918,35
			PVC	1 978,31
		160		19 530,94
			Amiante ciment	2 304,43
			Autre	6 416,49
			Béton	1 290,32
			Polypropylène	25,28
			PVC	9494,42
		180		18,75
			PVC	18,75
		200		169 324,88

			Amiante ciment	23 982,02
			Autre	49 931,35
			Béton	7 943,06
			Fonte	2 656,21
			Grès	1 241,17
			Polyéthylène	28,23
			Polypropylène	1 925,82
			PVC	81 617,02
		250		14 778,75
			Amiante ciment	4 771,00
			Autre	3 674,33
			Béton	5,65
			Fonte	278,21
			Grès	601,34
			Polypropylène	644,3
			PVC	4 803,92
		300		23 810,80
			Amiante ciment	2 046,23
			Autre	8 045,80
			Béton	4 077,49
			Fonte	1 080,46
			Grès	905,78
			PVC	7 655,04
		400		8 205,75
			Acier	43,73
			Amiante ciment	705,5
			Autre	2 043,10
			Béton	3 046,53
			Fonte	350,16
			Grès	327,73
			PVC	1 689,00
		500		7 194,76
			Autre	1 387,28
			Béton	5304,7
			Fonte	243,62
			Grès	127,85
			PVC	131,31
		600		8 353,01
			Autre	6 478,99
			Béton	1 368,19
			Fonte	6,99
			PVC	498,84
		700		2 608,11
			Autre	2 583,24
			Béton	24,87

		800		1 858,47
			Autre	24,41
			Béton	876,44
			Fonte	128,38
			Grès	799,65
			PVC	29,59
		1000		3 476,28
			Autre	901,66
			Béton	2 574,62
		1200		4 010,17
			Béton	3 692,73
			Fonte	317,44
		1500		125,03
			Béton	125,03
		>= 2000		25,08
			PVC	25,08
	Refoulement			10 372,58
		63		155,46
			Polyéthylène	155,46
		75		582,73
			Autre	408,9
			Polyéthylène	173,83
		80		232,05
			Autre	108,2
			PVC	123,85
		90		164,95
			Polyéthylène	164,95
		100		240,69
			Autre	49,59
			PVC	191,1
		110		854,33
			Polyéthylène	304,88
			PVC	549,45
		150		102,57
			Autre	36,07
			PVC	66,5
		160		201,74
			Acier	9,69
			Autre	192,05
		200		3 108,69
			Autre	1 062,37
			Fonte	1 361,05
			Polypropylène	57,61
			PVC	627,66
		250		364,73
			Acier	364,73

		300		1 010,17
			Autre	741,09
			Polyéthylène	269,08
		500		1 810,91
			Autre	978,35
			Béton	103,52
			Fonte	542,62
			Polyéthylène	186,42
		600		1 444,88
			Autre	767,11
			Béton	143,29
			Fonte	534,48
		Total pour Indéterminé		98,68
				98,68
	UN hors refoulement			116 239,40
		40		60,4
			Béton	60,4
		110		31,07
			Autre	15,87
			Béton	15,2
		120		144,55
			Amiante ciment	82,96
			PVC	61,59
		125		38,37
			Autre	38,37
		140		211,21
			Amiante ciment	164,3
			Autre	42,52
			PVC	4,39
		150		880,38
			Amiante ciment	316,96
			Autre	361,06
			Béton	202,36
		160		309,02
			Amiante ciment	84,99
			Autre	43,79
			Béton	56,94
			PVC	123,3
		180		401,01
			Amiante ciment	58,28

			Autre	45,44
			PVC	297,29
		200		3 469,27
			Amiante ciment	274,56
			Autre	1 232,61
			Béton	1 017,25
			Fonte	148,52
			Polypropylène	2,94
			PVC	793,39
		220		17,76
			Amiante ciment	16,64
			Autre	1,12
		240		73,41
			Autre	42,33
			Béton	19,9
			PVC	11,18
		250		240,53
			Amiante ciment	13,14
			Autre	201,1
			Béton	12,93
			PVC	13,36
		260		66,65
			Autre	66,65
		280		258,09
			Autre	216,88
			Béton	22,23
			Fonte	12,03
			PVC	6,95
		300		15 923,62
			Amiante ciment	1 745,63
			Autre	7 366,71
			Béton	4 890,55
			Fonte	38,04
			PVC	1 882,69
		340		99,4
			PVC	99,4
		350		270,35
			Amiante ciment	119,19
			Autre	85,37
			Béton	43,61
			PVC	22,18
		360		83,29
			Amiante ciment	28,86

			Autre	38,08
			Béton	16,35
		380		470,46
			Autre	408,25
			PVC	62,21
		400		25 006,57
			Amiante ciment	2 546,54
			Autre	10 324,79
			Béton	10 722,39
			Fonte	7,48
			Polypropylène	115,29
			PVC	1 290,08
		450		170,47
			Amiante ciment	31,46
			Autre	102,21
			Béton	36,8
		480		214,82
			Autre	172,66
			PVC	42,16
		500		22 344,60
			Amiante ciment	3 079,05
			Autre	8 503,78
			Béton	9 800,16
			Fonte	97,37
			PVC	864,24
		580		45,26
			PVC	45,26
		600		12 551,92
			Amiante ciment	769,10
			Autre	5 147,49
			Béton	5 820,21
			Fonte	25,18
			Grès	99,71
			PVC	690,23
		625		50,22
			PVC	50,22
		700		904,82
			Amiante ciment	23,52
			Autre	318,61
			Béton	562,69
		800		12 192,72
			Amiante ciment	1 249,42
			Autre	4 069,62
			Béton	6 210,28
			Grès	62,76

			PVC	600,64
		900		734,91
			Amiante ciment	228
			Autre	50,27
			Béton	456,64
		1000		4 980,98
			Amiante ciment	320,40
			Autre	621,05
			Béton	4 006,32
			PVC	33,21
		1200		3 807,98
			Amiante ciment	21,35
			Autre	60,16
			Béton	3 676,03
			PVC	50,44
		1400		1 674,46
			Autre	73,01
			Béton	1 280,31
			PVC	321,14
		1500		2 632,22
			Amiante ciment	66,16
			Béton	2 566,06
		1600		1 003,79
			Béton	1 003,79
		1800		2 158,90
			Autre	7,37
			Béton	2 135,15
			Amiante ciment	16,38
		>=2000		2 618,70
			Béton	2 618,70
		Indéterminé		97,22
			Autre	97,22
	UN Refoulement			27,19
		Indéterminé		4,18
			Autre	4,18
		200		23,01
			Autre	23,01
Palavas-les-Flots				4 705,28
	Refoulement			4 705,28
		250		97,5
			Fonte	97,5
		300		2 254,71

			Fonte	2 254,71
		400		98,74
			Fonte	98,74
		600		2 254,33
			Fonte	2 254,33
Pérols				58 904,35
	EU hors refoulement			48 385,88
		125		33,16
			PVC	33,16
		150		7 681,42
			Amiante ciment	4 917,00
			Béton	166,68
			PVC	2 597,74
		160		3 739,87
			Fonte	251,04
			PVC	3 488,83
		200		33 499,15
			Amiante ciment	2 991,27
			Autre	380,91
			Béton	78,64
			Fonte	1 916,86
			Grès	1 172,17
			Polypropylène	452,53
			PVC	26 506,77
		250		448,41
			Amiante ciment	54,49
			Autre	96,98
			Fonte	128,38
			PVC	168,56
		300		1 175,24
			Autre	96,23
			Béton	24,29
			Fonte	31,47
			Grès	369,26
			PVC	653,99
		350		9,89
			PVC	9,89
		400		823,1
			Grès	36,5
			PVC	786,6
		500		32,72
			PVC	32,72
		600		942,92
			Autre	574,11

			Béton	95,22
			Fonte	46,85
			PVC	226,74
	Refoulement			10 518,47
		63		132,96
			Polyéthylène	66,49
			PVC	66,47
		75		206,78
			PVC	206,78
		80		1 335,21
			PVC	1 335,21
		90		111,83
			PVC	111,83
		100		3,61
			Fonte	3,61
		125		98,44
			PVC	98,44
		150		203,34
			Acier	169,56
			Fonte	33,78
		200		3 737,74
			PVC	3 737,74
		300		1 858,63
			Fonte	517,66
			PVC	1 340,97
		450		2 415,98
			Fonte	2 415,98
		500		251,44
			Béton	99
			Fonte	152,44
			Total pour Indéterminé	162,51
				162,51
Prades-le-Lez				26 161,97
	EU hors refoulement			25 243,03
		63		13,25
			PVC	13,25
		150		3 974,75
			Amiante ciment	3 615,09
			PVC	359,66
		160		392,95
			Amiante ciment	18,85
			PVC	374,1

		200		19 599,74
			Amiante ciment	2 802,64
			Autre	976,02
			Fonte	1 341,77
			Grès	82,87
			Polypropylène	234,71
			PVC	14 161,73
		250		25,82
			PVC	25,82
		300		1 236,52
			Fonte	510,32
			PVC	726,2
	Refoulement			918,94
		110		131,51
			PVC	131,51
		125		79,29
			Fonte	79,29
		250		708,14
			Fonte	708,14
Saint-Aunès				2 637,27
	EU hors refoulement			837,62
		200		18,4
			Amiante ciment	18,4
		250		218,72
			PVC	218,72
		300		464,24
			Amiante ciment	54,89
			Autre	42,02
			Fonte	367,33
		400		136,26
			Fonte	136,26
	Refoulement			1 799,65
		300		577,86
			Fonte	577,86
		600		1 221,79
			Fonte	1 221,79
Saint-Jean-de-Védas				65 416,02
	EU hors refoulement			57 713,82
		100		24,38
			PVC	24,38
		100		5,9

			PVC	5,9
		150		15 054,78
			Amiante ciment	14 931,60
			Fonte	63,71
			PVC	59,47
		160		2 663,37
			Amiante ciment	28,94
			PVC	2 634,43
		200		34 079,20
			Autre	380,73
			Amiante ciment	1 574,22
			Fonte	1 095,07
			Grès	914,75
			Polypropylène	266,69
			PVC	29 847,74
		250		2 767,08
			Fonte	23,35
			PVC	2 743,73
		300		1 238,92
			PVC	1 238,92
		350		428,92
			Fonte	3,81
			Grès	425,11
		400		508,79
			PVC	486,1
			Grès	22,69
		500		857,33
			Béton	610,55
			PVC	246,78
		Indéterminé		85,15
			Autre	85,15
	Refoulement			7 702,20
		50		150,31
			Autre	150,31
		75		151,4
			PVC	151,4
		80		434,7
			Fonte	138,32
			PVC	296,38
		90		600,86
			PVC	600,86
		110		2 615,87
			PVC	2 615,87
		150		1 379,77
			Amiante ciment	1 323,14

			Autre	56,63
		160		1 439,81
			PVC	1 439,81
		250		163,24
			PVC	163,24
		300		766,24
			Autre	766,24
Vendargues				41 450,42
	EU hors refoulement			38 826,23
		150		11 233,27
			Amiante ciment	10 995,93
			Polypropylène	107,55
			PVC	129,79
		160		891,63
			Amiante ciment	21,1
			PVC	870,53
		200		22 338,69
			Amiante ciment	8 136,02
			Autre	57,56
			Fonte	945,11
			Polypropylène	2 282,66
			PVC	10 917,34
		250		1 677,85
			Amiante ciment	203,04
			Fonte	577,03
			PVC	897,78
		300		1 713,33
			Amiante ciment	474,8
			Autre	560,23
			Fonte	594,6
			PVC	83,7
		400		886,11
			Fonte	872,91
			Autre	13,2
		500		27,26
			Autre	27,26
		600		58,09
			Autre	58,09
	Refoulement			2 624,19
		80		73,29
			PVC	73,29
		90		610,74
			Polyéthylène	610,74

		100		1,09
			Fonte	1,09
		110		244,24
			PVC	244,24
		200		1 060,38
			Fonte	1 060,38
		300		575,21
			Fonte	531,9
			Polyéthylène	43,31
		500		59,24
			Autre	59,24
Villeneuve-lès-Maguelone				723,85
	Refoulement			723,85
		300		363,35
			Fonte	363,35
		600		360,5
			Fonte	360,5

6.5 Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégitaire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2022 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux** au sein de la Région SUD de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 61 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux** a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les versements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assises sur la valeur ajoutée simplifiée.

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1^{er} novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1^{er} janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m³ assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

L'année 2022 a vu l'absorption de la Société **SOCIETE REGIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU (SRDE)** par fusion absorption avec la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux** avec l'accord des collectivités concernées.

Cette fusion a pris juridiquement effet au 1er juillet 2022, mais avec effet rétroactif comptable au 1^{er} janvier 2022 tel que prévu par la loi. Cela signifie que toutes les écritures comptables enregistrées à compter du 1^{er} janvier 2022 au titre des contrats initialement conclus avec la Société **SOCIETE REGIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU (SRDE)** sont comptabilisées dans les comptes de la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux**. Par analogie avec, par exemple en pareil cas, le calcul de l'impôt sur les sociétés, les Sociétés **SOCIETE REGIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU (SRDE)** et **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux** présentent au titre de 2022 un seul compte annuel de résultat de l'exploitation pour les contrats initialement conclus avec la Société **SOCIETE REGIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU (SRDE)** sous l'en-tête de la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux**, l'ensemble des obligations et des charges liées au contrat étant transférées sans modification.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- ◆ les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- ◆ la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- ◆ les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- ◆ un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- ◆ les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- ◆ les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique..., il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- ◆ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
 - ◆ d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;
- et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi

pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- ◆ pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- ◆ pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- ◆ pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- ◆ pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021. Il s'élève à 3,90% pour les investissements réalisés en 2022.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractés par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur

les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

- Provisions pour investissements futurs

Les comptes annuels de résultat de l'exploitation peuvent tenir compte sous la forme de provisions pour investissements futurs de l'obligation du délégataire de financer des investissements qui ne seront réalisés qu'ultérieurement, sans que cela entraîne augmentation de la rémunération du délégataire lors de la réalisation de ces investissements. Le montant de la provision pouvant être constituée correspond à l'étalement du coût financier total des investissements prévus.

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2022 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est

déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins» égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2022 au titre de l'exercice 2021.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- ◆ inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- ◆ inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

→ **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.6 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



N° 2015/69288.9

Certificat

Certificate

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS, COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES, ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION, WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT, CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse

Siège : 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS

N° SIREN

572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / Complementary list of certified locations on appendix

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-11

Jusqu'au
until

2024-11-10

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat

Read the certificate distribution conditions on www.afnor.org.
The certificate is valid until the date of the next audit. The company is certified.
AFNOR Certification is a member of the AFNOR group. AFNOR Certification is a member of the AFNOR group.
AFNOR Certification is a member of the AFNOR group. AFNOR Certification is a member of the AFNOR group.



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au
Until

2024-11-09

Cher client, nous vous remercions de votre confiance. Ce certificat est valide à compter du 10/11/2021 jusqu'au 09/11/2024.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Realis ce certificat électronique, consultable sur www.afnor.org. Le site est accessible de la certification de l'organisme. The electronic certificate is available on www.afnor.org.
afnor a le droit de se réserver à tout moment la possibilité de modifier les conditions de certification. Les conditions de certification sont disponibles sur www.afnor.org.
AFNOR Certification se réserve le droit de modifier les conditions de certification à tout moment. Les conditions de certification sont disponibles sur www.afnor.org.
AFNOR Certification se réserve le droit de modifier les conditions de certification à tout moment. Les conditions de certification sont disponibles sur www.afnor.org.



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au
Until

2024-11-09

Signature en vertu de la signature de Julien NIZRI, Directeur Général d'AFNOR Certification

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Sur le portail électronique, consultez le [portail électronique](https://www.afnor.org) de la certification de l'organisme. The electronic certificate can be consulted on the [portail électronique](https://www.afnor.org) website of the [certification body](https://www.afnor.org).
AFNOR Certification est un organisme de certification indépendant, impartial et neutre. AFNOR Certification est un organisme de certification indépendant, impartial et neutre.

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.7 Actualité réglementaire 2022

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande publique

Verdissement de la commande publique

Pris en application de la loi climat et résilience d'août 2021, le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 (JO du 3 mai 2022) portant diverses modifications du code de la commande publique vise au "verdissement de la commande publique". Il prévoit pour les marchés et concessions dont l'avis d'appel public à concurrence ou la consultation est lancé à compter du 21 août 2026 :

- la suppression du critère d'attribution unique fondé sur le prix : le critère du coût devra en effet prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre, et la description dans le rapport annuel du concessionnaire des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique.
- à compter du 1er janvier 2024 : un abaissement du seuil annuel des achats à partir duquel les collectivités territoriales doivent adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) à 50 millions d'euros.

De nouvelles modalités de recensement économique des marchés et de publication des données essentielles de la commande publique

Le décret sur le verdissement de la commande publique prévoit les modalités de publication des données essentielles de la commande publique sur un portail des données ouvertes et que le recensement des marchés publics sera désormais réalisé à partir de ces données. Deux arrêtés en date du 22 décembre 2022 (JO du 1er janvier 2023) ont complété ce dispositif réglementaire l'un portant sur les données essentielles des marchés publics et l'autre sur celles des contrats de concession. Ces deux arrêtés abrogent et remplacent respectivement l'arrêté du 29 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique et l'arrêté du 22 mars 2019 relatif au recensement économique.

La majeure partie des données essentielles visées dans ces arrêtés reprend celles mentionnées dans l'arrêté du 29 mars 2019. La nouveauté correspond aux remontées d'informations relatives aux considérations sociales (clause sociale, critère social, marché ou concession réservés, absence de considération sociale) ou environnementales (clause environnementale, critère environnemental, absence de considération environnementale). S'agissant des données essentielles relatives uniquement aux marchés publics, on notera l'ajout des informations relatives aux sous-traitants déclarés et des données communiquées dans le cadre du recensement économique de la commande publique.

Diverses modifications du code de la commande publique

Le décret 2022-1683 du 28 décembre 2022 (JO du 29 décembre 2022) prévoit notamment une prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 du seuil de dispense de procédure de publicité et mise en concurrence pour les marchés publics de travaux inférieurs à 100 000 euros HT.

Il précise également la portée des engagements du maître d'œuvre privé en cas de dépassement du coût prévisionnel des travaux. Les dépassements des engagements du maître d'œuvre privé sur le coût prévisionnel des travaux ou le coût résultant des marchés de travaux ne pourront le pénaliser si ces dépassements ne lui sont pas imputables. Ainsi l'adaptation des études sans rémunération supplémentaire ou la réduction de la rémunération du maître d'œuvre ne pourront être mises en œuvre que si les dépassements du seuil de

tolérance résultent de circonstances que le maître d'œuvre pouvait prévoir ou d'un manquement du maître d'œuvre dans ses missions.

Dans la continuité de la dématérialisation de la commande publique, les candidats et soumissionnaires à un marché public peuvent transmettre la copie de sauvegarde de leurs documents par voie dématérialisée.

Enfin, les conditions de remboursement des avances sont précisées afin de tenir compte du montant de l'avance accordée et de l'état d'avancement de l'exécution du marché.

Libre accès à la commande publique

Le règlement (UE) 2022/1031 du parlement européen et du conseil du 23 juin 2022 (JOUE du 30 juin 2022) prévoit que les opérateurs économiques d'origine extérieure à l'Union européenne dont le pays ne garantit pas le libre accès à la commande publique aux opérateurs économiques européens pourront faire l'objet de sanctions lors de de procédure de mise en concurrence dépassant 15 000 000€ HT pour les travaux et concessions et 5 000 000€ HT pour les biens et services. Ces sanctions pourront se traduire par des pénalités lors de la notation des offres, voire même une exclusion de ces dernières. En tout état de cause, ces sanctions ne pourront être prononcées qu'après enquête et décision de la Commission.

Suites de la crise sanitaire

Les crises en cascades : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie

Les crises successives affectant l'exécution des contrats de la commande publique depuis 2020 et en particulier la pénurie et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ont conduit le ministre de l'économie à solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les modifications des prix et tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision.

Le Conseil d'Etat a rendu un avis le 15 septembre 2022 (avis n°405540) sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et sur les conditions d'application de la théorie de l'imprévision, rapidement complété par une circulaire du Premier Ministre en date du 29 septembre 2022 (n° 6374/SG) et par une fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques de Bercy en date du 21 septembre 2022.

- Principes : Les parties peuvent convenir, pour faire face à une circonstance imprévisible, d'une modification des conditions financières ou de la durée des contrats de la commande publique. Cette exception au principe de l'intangibilité des prix reste régie par les principes établis de la commande publique. Les fondements suivants sont ainsi invocables au cas par cas :
 - Les modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévisibles (art. R. 2194-5 et R.3135-5 CCP);
 - Les modifications de faible montant (art. R. 2194-8 et R.3135-8 et - 9);
- Différents remèdes à la situation résultant de circonstances imprévisibles :
 - Le contrat pourra être modifié en introduisant une clause de variation des prix ou de réexamen si le contrat n'en contenait pas ;
 - Il sera aussi possible de faire évoluer une clause existante qui se serait révélée insuffisante (modification d'un montant maximal, chacune, de 50% du montant du contrat initial) ;
 - Une convention d'indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision pourra être conclue entre les parties, sans être considérée comme une modification du contrat, de sorte qu'elle ne sera pas soumise aux conditions et limites posées par le code de la commande publique en matière de modification des contrats de la commande publique ;

- Enfin et en cas de désaccord entre les parties, le juge pourra allouer une indemnité d'imprévision, qui sera également affranchie des règles relatives à la modification prévues dans le code de la commande publique.

Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité

En sus de la hausse conséquente des prix de l'énergie, au cours des prochains hivers, des coupures de gaz et d'électricité pourraient se produire en raison du défaut d'approvisionnement en gaz et la tension sur la demande sur les services d'eau et d'assainissement, activités ne relevant pas des services prioritaire prévus par l'arrêté du 5 juillet 1990.

- Le décret n° 2022-495 du 7 avril 2022 (JO du 8 avril 2022) prévoit un mécanisme de délestage pour les consommateurs ayant une consommation supérieure à 5 GWH.
- Une instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 (publiée le 28 septembre 2022) a précisé les contours de l'organisation de la répartition et du délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité
- Enfin, une circulaire du Premier Ministre en date du 30 novembre 2022 a été transmise aux préfets afin de présenter les mesures de préparation et de gestion de crise en cas de survenue d'une mesure de délestage électrique programmée.

Par ailleurs, le décret n° 2022-1539 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) relatif aux mesures d'urgence définies en application des articles L. 321-17-1 et L. 321-17-2 du code de l'énergie précise les pénalités financières applicables en cas de non respect des modalités d'effacement électrique et précise les catégories de sites et installations exemptés de l'obligation d'effacement.

Services publics locaux

Compétences Eau et Assainissement

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS) entend favoriser l'association des communes et le maintien des syndicats infra-communautaires à la gouvernance des compétences "eau" et "assainissement". Ces dispositions tendent à faciliter le financement de ces deux compétences par les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP).

— Maintien du transfert de compétences eau, assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés de communes d'ici à 2026, sauf délibération contraire.

Toutefois, la loi 3DS prévoit que "les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire les compétences eau et assainissement à partir du 1er janvier 2026, sont maintenus par la voie de la délégation", après 2026, "sauf si la communauté de communes délibère contre ce maintien".

Par ailleurs, avant le transfert des compétences, les communautés de communes et les communes qui les composent devront organiser un débat sur la tarification des services publics de l'eau et de l'assainissement ainsi que sur les investissements liés aux compétences transférées. Après ce débat, une convention pourra lier la communauté de communes et les communes sur la tarification et sur les orientations de la politique d'investissement pour la gestion des eaux.

— Création de nouvelles exceptions à l'interdiction de subventionner les services publics industriels et commerciaux explicitement relatives aux EPCI

La loi 3DS concrétise et simplifie la possibilité d'abonder le budget annexe par le budget général en introduisant la possibilité nouvelle de pouvoir utiliser le budget général pour financer les services eau et

assainissement, notamment :

lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements importants qui ne peuvent être financés sans une augmentation excessive des tarifs (sans faire dorénavant mention du faible nombre d'utilisateurs) ; ou

lors de la période d'harmonisation des tarifications de l'eau et de l'assainissement, après le transfert de compétence à l'EPCI-FP.

- Contrôle des raccordements des eaux pluviales urbaines renforcé
 - L'article 63 de la loi Climat et Résilience fixe, pour l'ensemble des territoires, les modalités de contrôle du raccordement au réseau d'assainissement public et rend obligatoire, sur les territoires où les rejets d'eaux usées et pluviales ont une incidence sur la qualité de l'eau pour les épreuves olympiques de nage libre et de triathlon en Seine, l'établissement d'un diagnostic du raccordement au réseau public d'assainissement au moment de la vente d'un bien immobilier. La loi 3DS renforce cette disposition en précisant les modalités avec lesquelles le service de gestion des eaux pluviales urbaines peut assurer le contrôle du raccordement des immeubles au réseau public de collecte des eaux pluviales.
- Le préfet coordonnateur en lien direct avec les agences de l'eau
 - La loi 3DS introduit une modification concernant les agences de l'eau et leur présidence. Jusqu'ici les présidents des conseils d'administration des agences de l'eau étaient désignés par décret du président de la République. Désormais les six agences de l'eau auront pour président du conseil d'administration, le préfet coordonnateur du bassin.

Résilience des réseaux

En application de la loi du 22 août 2021 climat et résilience, le décret 2022-1077 du 28 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise le champ d'application du dispositif prévu à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure visant à améliorer la résilience des réseaux aux risques naturels, de même que les prescriptions pouvant être faites par les préfets dans ce cadre.

- Les exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) situés dans les territoires présentant une exposition à un risque naturel important peuvent ainsi être enjoins par arrêté préfectoral à établir certains documents afin d'anticiper la gestion en cas de crise et favoriser un retour rapide à la normale. Ces documents sont composés d'un diagnostic des vulnérabilités des ouvrages face aux risques naturels, des mesures de crise à mettre en place pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et d'assurer un service minimum, les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa, et un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services.
- Ce décret impose une "prise en compte dans les cahiers des charges" des obligations prévues dans ce cadre (article R.732-5 du Code de la sécurité intérieure).
- Le Décret n°2022-1385 du 31 octobre 2022 précise quant à lui que le préfet de département est l'autorité compétente de l'Etat désignée à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure pouvant demander aux exploitants de services ou réseaux essentiels à la population d'identifier leurs vulnérabilités face aux événements naturels de grande ampleur dans le but que leur gestion en période de crise soit anticipée, qu'un service minimal répondant aux besoins essentiels de la population soit assuré pendant la durée de la crise et qu'un retour rapide à un fonctionnement normal soit favorisé.

Résilience des territoires et sécurité civile

Le décret 2022-907 du 20 juin 2022 (JO du 21 juin 2022) précise les modalités de réalisation et de mise en œuvre des plans communaux (PCS) et intercommunaux de sauvegarde (PICS). Ce texte fait suite à la loi du 25

novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile qui impose la création des PICS dans les établissements publics à coopération intercommunale (EPCI) dont au moins une commune est soumise à PCS.

Ce nouveau décret vient préciser les critères qui imposent la réalisation d'un PCS pour les communes exposées à des risques spécifiques tels que les risques sismiques, volcaniques, cycloniques, d'inondation ou d'incendie de forêt. Il précise le contenu des plans et l'articulation du PICS avec les PCS sur plusieurs aspects : la mutualisation des moyens nécessaires à la gestion de crise, l'accompagnement de l'intercommunalité dans les événements impactant les communes membres.

Le Décret n° 2022-1532 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) précise l'obligation de réaliser un exercice pour les communes et les établissements de coopération intercommunales à fiscalité propre soumis à l'obligation d'élaborer plan communal de sauvegarde (PCS) et un plan intercommunal de sauvegarde (PICS) et détaille par ailleurs les modalités à mettre en oeuvre par les collectivités concernées. Il détaille, par ailleurs, les mesures relatives à l'élaboration d'un exercice ainsi que les modalités relatives à la participation de la population lorsqu'un exercice est organisé soit par la commune, soit par l'intercommunalité, soit par participation à un exercice organisé par le préfet de département. Enfin, il établit les mesures relatives à l'élaboration du retour d'expérience.

Contenu du rapport du mandataire au sein des instances d'une EPL

Le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 (JO du 6 novembre 2022) précise le contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales au sein des instances d'une EPL à compter de 2023. Ce rapport a pour objectif de donner aux membres de l'organe délibérant une information complète sur l'entreprise, de nature à assurer la transparence de son fonctionnement et permettre son contrôle à travers un certain nombre d'informations telles que :

- une présentation de la société d'économie mixte rappelant son historique, son objet social, ses domaines d'activité, l'adresse de son siège social, le nombre de ses salariés, la répartition de son capital, l'organisation de sa gouvernance, les noms du président, du directeur général et des administrateurs, en identifiant ceux qui représentent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire, les principales activités et opérations de l'année écoulée en identifiant celles qui concernent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et ses perspectives de développement ;
- bilan de la gouvernance des élus précisant le nombre et la date des conseils d'administration ou de surveillance et des assemblées générales, le taux de présence des représentants de la collectivité territoriale ou du groupement actionnaire à chaque instance.
- éléments de rémunération, fixes, variables et exceptionnels, ainsi que les avantages en nature accordés aux représentants de la collectivité territoriale ou du groupement ainsi qu'aux mandataires sociaux.

Expérimentation de contributions fiscalisées de leurs membres aux établissements publics territoriaux de bassin

Le décret n° 2022-1251 du 23 septembre 2022 (JO du 24 septembre 2022) pris pour l'application de l'article 34 de la loi du 21 février 2022 dite « 3DS », précise le périmètre géographique de l'expérimentation d'un financement de la prévention des inondations par les établissements publics territoriaux de bassin via l'instauration de contributions fiscalisées en remplacement, en tout ou partie, de la contribution budgétaire versée par leurs membres. Ainsi, la liste des bassins dans lesquels cette expérimentation est autorisée est définie comme suit :

- l'Escaut, la Somme et les cours d'eau côtiers de la Manche et de la mer du Nord ;
- la Meuse ;
- la Sambre ;

- le Rhin ;
- la Seine et les cours d'eau côtiers normands ;
- la Loire, les cours d'eau côtiers vendéens et bretons ;
- le Rhône et les cours d'eau côtiers méditerranéens ;
- l'Adour, la Garonne, la Dordogne, la Charente et les cours d'eau côtiers charentais et aquitains ;
- les cours d'eau de la Corse ;
- les cours d'eau de la Guadeloupe ;
- les fleuves et cours d'eau côtiers de la Guyane ;
- les cours d'eau de la Martinique ;
- les cours d'eau de la Réunion ;

Stratégie numérique responsable

Le décret n° 2022-1084 du 29 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise les modalités d'élaboration d'une stratégie numérique responsable. Les communes et EPCI de plus de 50 000 habitants doivent ainsi élaborer en lien avec les acteurs publics et privés intéressés un programme de travail comprenant un bilan de l'impact environnemental du numérique et celui de ses usages sur le territoire concerné ainsi que les actions déjà engagées pour l'atténuer le cas échéant.

Service public de l'assainissement

Réutilisation des Eaux Usées Traitées

Le décret 2022-236 du 10 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées a pour objectif de mettre en place une procédure pour autoriser pour une durée limitée (5 ans maximum - renouvelables) de nouveaux usages des eaux usées traitées. Comme confirmé dans l'ordonnance 2022-1611 du 22 décembre 2022 (JO du 23 décembre 2022), ce décret ne concerne pas les usages déjà réglementés (irrigation agricole et espaces verts notamment – via les arrêtés de 2010 et 2014 et usages internes à la station d'épuration).

Il précise notamment :

- les caractéristiques des eaux usées traitées pouvant être utilisées : eaux usées traitées issues des stations d'épuration urbaines et d'assainissement non collectif et les eaux issues des ICPE (à l'exclusion des eaux issues des installations de traitement reliées à un établissement gérant des sous-produits animaux, non traitées thermiquement) dont les boues sont aptes à être valorisées en épandage (arrêté de 1998) ;
- les usages possibles : tous les usages à l'exception de ceux pratiqués à l'intérieur des locaux d'habitation, des établissements de santé, d'hébergement de personnes âgées, des cabinets médicaux/dentaires, des crèches, écoles, ... et recevant du public pendant les heures d'ouverture. Sont également exclus les usages alimentaires, liés à l'hygiène corporelle et du linge et les usages d'agrément (piscines, fontaines, etc.). Les usages doivent avoir lieu au sein du département où les eaux sont produites.
- la procédure d'autorisation des projets d'utilisation : demande à déposer par le producteur ou l'utilisateur des eaux usées traitées auprès du préfet, accompagnée d'un dossier permettant de justifier de l'intérêt du projet par rapport aux enjeux environnementaux et de démontrer sa compatibilité avec la protection de la santé humaine et de l'environnement. Un arrêté préfectoral dont la validité ne peut excéder 5 ans définit alors la qualité sanitaire des eaux à respecter et fixe les prescriptions à respecter (entretien, contrôle et surveillance, information à faire, ...).
- les modalités de suivi et de surveillance à mettre en place : tenue d'un carnet sanitaire et transmission au préfet chaque année au plus tard le 1er mars d'un rapport incluant volumes réutilisés, résultats de la surveillance, synthèse des dysfonctionnements, et un volet économique (bilan dépenses/recettes

et analyse coûts-bénéfices),... Puis six mois avant la date d'expiration transmission d'un bilan global (avec impacts sanitaires et environnementaux, bilan économique). Les parties prenantes doivent faire remonter au préfet les non-conformités constatées sur le niveau de qualité des eaux usées traitées.

Ce texte offre ainsi un cadre pour étendre à titre « temporaire » de nouveaux usages des eaux usées traitées (tels que le lavage des rues, le « multi-usages » en site industriel, ...).

Un arrêté du 28 juillet 2022 (JO du 4 août 2022) est venu préciser les pièces attendues dans le dossier de demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées traitées prévu par le décret du 10 mars 2022.

Dans une communication à destination des Etats Membres en date du 3 août 2022 (JOUE du 5 août 2022), la Commission européenne précise les lignes directrices pour la réutilisation des eaux usées traitées à des fins d'irrigation agricole. Cette communication s'inscrit dans le contexte particulier de la sécheresse de l'été 2022 et dans la perspective de l'entrée en vigueur, en juin 2023, du règlement européen du 25 mai 2020 fixant les prescriptions minimales pour la réutilisation des eaux usées traitées à des fins d'irrigation agricole qui entraînera une révision de l'arrêté du mois d'août 2010.

Recherche des substances dangereuses dans l'eau (RSDE).

La note technique du 24 mars 2022 (remplaçant celle du 12 août 2016) relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction est venue confirmer les deux piliers de la démarche applicable aux stations de plus de 10 000 eq.habitants :

- une phase de recherche des substances à enjeux (dites "significatives") dans les eaux brutes et traitées ;
- une phase de diagnostic à l'amont pour comprendre les sources d'émission et identifier les actions de réduction à initier sur les territoires pour réduire ces substances dans les eaux usées urbaines.

Cette note redéfinit les modalités de la recherche de micropolluants dans les eaux usées traitées et dans les eaux brutes des stations de traitement des eaux usées (STEU). Ainsi, elle précise le calendrier de mise en œuvre du nouveau cycle RSDE qui a débuté dès 2022. Et, elle donne la faculté au Préfet d'élargir la liste de substances à rechercher au regard de la sensibilité du milieu récepteur.

Elle engage les services d'assainissement dans une démarche de réduction des émissions de substances.

Surveillance des masses d'eau

Deux arrêtés et un avis publiés au JO du 11 mai 2022 sont venus préciser la surveillance et la délimitation des masses d'eau dans le cadre de l'objectif du bon état visé par la directive-cadre sur l'eau.

Le premier arrêté, en date du 19 avril 2022, définit les catégories de masses d'eau et donne le cadre pour l'analyse des incidences des activités humaines sur l'état des eaux. Cet arrêté étend notamment l'inventaire des émissions, rejets et pertes de polluants, demandé dans le cadre de l'analyse de l'incidence des activités humaines sur l'état des eaux, aux polluants spécifiques de l'état écologique. Il modifie également la typologie des masses d'eau, notamment celle des plans d'eau.

Le second arrêté en date du 26 avril 2022 traite plus spécifiquement de la surveillance des masses d'eau. Il précise notamment les paramètres et éléments de qualité à surveiller, les méthodes d'échantillonnage et d'analyse à utiliser, et les fréquences à respecter dans le cadre de la surveillance de l'état des masses d'eau. Désormais, les normes et guides à appliquer pour la surveillance sont recensés dans un avis (également publié au JO du 11 mai 2022).

Il est à noter qu'à travers ces deux arrêtés, 73 substances ont été ajoutées à la surveillance de l'état chimique des eaux souterraines, dont les composés perfluoroalkylés (PFAS ou 'polluants éternels').

Délai de transmission du rapport établi à l'issue du contrôle de raccordement d'un immeuble au réseau d'assainissement

Le décret n°2022-93 du 31 janvier 2022 (JO du 1er février 2022) fixe la liste des territoires dans lesquels le document établi à l'issue du contrôle du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées mentionné au II de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales est joint au dossier de diagnostic technique prévu par le code de la construction et de l'habitation. Dans ces territoires, les propriétaires d'immeubles doivent faire procéder aux travaux prescrits par le document établi en application de l'article L. 2224-8 du CGCT dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification de ce document. Le décret est pris en application de l'article 11-1 de la loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, créé par l'article 63 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience

Le décret n° 2022-521 du 11 avril 2022 (JO du 12 avril 2022) vient préciser le délai dans lequel la transmission de ce rapport doit s'effectuer, en créant un nouvel article R. 2224-15-1 dans le CGCT. Cet article prévoit ainsi désormais que ce délai de transmission doit être fixé par le règlement de service prévu à l'article L. 2224-12 du même Code (lequel règlement doit définir les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires). Ce nouvel article prévoit en tout état de cause que ce délai ne peut excéder 6 semaines à compter de la date à laquelle la commune a reçu la demande du propriétaire ou du syndicat de réaliser le contrôle.

Qualité des eaux de baignade

L'instruction n°DGS/EA4/2022/168 du 17 juin 2022 (mise en ligne le 30 juin 2022) relative aux modalités de recensement, gestion et classement des eaux de baignade vise à préciser les modalités de recensement, de gestion et de classement des eaux de baignade qu'il revient aux Agences régionales de santé (ARS) de mettre en œuvre à compter de la saison balnéaire de l'année 2022, en application des dispositions de la directive européenne 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade.

ICPE

Une circulaire mise en ligne le 5 janvier 2022 à destination des services en charge de l'inspection des installations classées protection de l'environnement précise les points d'attention particuliers retenus comme prioritaires pour l'année 2022. Ces priorités d'actions portent sur la traçabilité des terres excavées, le contrôle de l'entrée des déchets en décharge, le plan de gestion des déchets des carrières et la sous-traitance dans les sites Seveso sont au programme.

La circulaire du 12 décembre 2022, mise en ligne le 30 décembre 2022, est venue préciser ces points d'attention prioritaires pour les inspections réalisées en 2023. Ces priorités d'actions portent cette fois sur le retour d'expérience de la sécheresse de l'été 2022 afin de préparer l'été 2023, les fuites de gaz dans les installations de méthanisation, les perturbateurs endocriniens dans les milieux environnementaux afin de préserver la biodiversité, les déchets, et les émissions dans l'air.

Deux arrêtés modificatifs publiés au JO du 3 avril 2022 établissent un socle minimal de prescriptions fixé sur le plan national pour les risques chroniques (arrêté du 2 février 1998) et les risques accidentels (arrêté du 4 octobre 2010). Ces deux arrêtés ministériels qui homogénéisent sur le plan national les prescriptions applicables aux ICPE concernent à la fois les risques chroniques et accidentels. Selon le Ministère, "Cet exercice n'a donc pas pour objet principal de créer des obligations nouvelles générales, mais bien d'assurer une application homogène et efficiente de prescriptions qui figurent déjà dans la grande majorité des arrêtés d'autorisation, sans avoir à les recopier dans chacun de ces actes administratifs "

IOTA - Dématérialisation de la procédure de déclaration

Le décret 2022-989 du 4 juillet 2022 (JO du 5 juillet 2022) introduit la procédure de télédéclaration des installations, ouvrages, travaux ou activités (Iota) au titre de la loi sur l'eau.

Ce décret est entré en vigueur en juillet 2022. À cette occasion, le ministère de la Transition écologique a revu également un certain nombre de points de la procédure, notamment sur le préfet compétent pour un projet sur plusieurs départements, le format pour une déclaration contenant des données sensibles, les demandes de modification des prescriptions applicables à l'opération

Analyses des fibres d'amiante

L'arrêté relatif à la prévention des risques liés à l'amiante du 25 juillet 2022 (JO du 13 octobre 2022) rend la version de juillet 2021 de la norme NF X 43-050 obligatoire. Cette norme encadre la méthode indirecte de la microscopie électronique à transmission pour déterminer la concentration en fibres d'amiante. Par ailleurs, les organismes accrédités pour réaliser l'analyse et le comptage des fibres d'amiante dans l'air doivent indiquer la variété ou les variétés de fibres d'amiante comptées. Cette information figure dans le rapport d'essai d'analyse.

Travaux à proximité des réseaux

L'arrêté du 6 juillet 2022 (JO du 10 juillet 2022) fixe, pour l'année 2022, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Deux arrêtés du 4 octobre 2022, tous deux publiés au JO du 19 octobre 2022, portent sur la création de deux titres professionnels. Le premier porte sur celui d'opérateur en détection de réseaux et le second sur celui de technicien en détection et géoréférencement des réseaux.

Un arrêté en date du 21 octobre 2022 (JO du 28 décembre 2022) est venu modifier l'article 2 de l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux. Cet arrêté modifie également le nombre minimal de questions prioritaires pouvant être posées lors de l'examen

Facturation électronique

Dans le cadre de la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la transmission des données de transaction, le décret n° 2022-1299 du 7 octobre 2022 (JO du 9 octobre 2022) fixe les modalités d'application des obligations d'émission, de transmission et de réception des factures électroniques et de transmission des données de facturation et de paiement à la direction générale des finances publiques.

Ce décret définit à cet effet les missions assurées par le portail public de facturation géré par l'AIFE, les fonctionnalités minimales exigées des plateformes de dématérialisation partenaires, la procédure d'immatriculation de ces plateformes ainsi que les données à transmettre à l'administration.

Conformément à l'article 26 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, le décret entre en vigueur de manière différée et progressive :

— d'une part, l'obligation d'émission et de transmission des factures électroniques entre assujettis, de transmission des données de ces factures et de transmission des données de transaction et de paiement à l'administration fiscale s'applique aux factures émises ou à défaut aux opérations réalisées à compter du :

- 1er juillet 2024 pour les grandes entreprises ;
- 1er janvier 2025 pour les entreprises de taille intermédiaire ;

- 1er janvier 2026 pour les petites et moyennes entreprises et les microentreprises. Ces catégories d'entreprises sont celles prévues par l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et son décret d'application n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 ;
- d'autre part, l'obligation de réception des factures électroniques entre assujettis s'applique pour toutes les entreprises à compter du 1er juillet 2024.

Information précontractuelle et contractuelle des consommateurs

Entré en vigueur le 28 mai 2022, le décret 2022-424 du 25 mars 2022 (JO du 26 mars 2022) est lié à la transposition en droit interne de la directive 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs.

Il précise, d'une part, les obligations d'information précontractuelle auxquelles les professionnels sont tenus à l'égard des consommateurs, en application de l'article L. 221-5 du code de la consommation, préalablement à la conclusion de contrats à distance et hors établissement, et procède, d'autre part, à des ajustements rédactionnels prévus par la directive 2019/2161, notamment, sur la communication obligatoire au consommateur des coordonnées du professionnel.

Transition énergétique & évaluation environnementale

Energie - Biogaz – Biométhane

Dans un contexte de crise des approvisionnements en gaz, l'arrêté du 2 mars 2022 (JO du 11 mars 2022) porte de 40 à 60% le niveau de prise en charge des coûts de raccordement des installations de production de biogaz aux réseaux de transport de gaz naturel dans la limite de 600 000 euros.

Le décret 2022-496 du 7 avril 2022 (JO du 8 avril 2022) précise les modalités d'utilisation de garanties d'origine de biogaz, fondées sur une approche par équivalence, avec du gaz naturel qui n'est pas acheminé dans un réseau de gaz naturel.

Le décret 2022-640 du 25 avril 2022 (JO du 26 avril 2022) introduit dans le Code de l'énergie le dispositif de certificats de production du biogaz (CPB). en application de l'article 95 de la loi Climat et résilience d'août 2021. Ce nouveau dispositif de soutien impose aux fournisseurs de gaz naturel intégrant une part de biométhane dans leur offre de restituer des certificats à l'État. Ceux-ci sont à obtenir auprès de producteurs de biogaz, par la signature d'un contrat d'obligation d'achat ou en produisant directement du biogaz injecté dans le réseau.

Le décret n° 2022-1248 du 20 septembre 2022 (JO du 23 septembre 2022) relatif à l'allongement du délai de mise en service des projets d'installations de production de biométhane précise les conditions dans lesquelles un projet d'installation de production de biométhane peut bénéficier d'un allongement de son délai de mise en service pouvant aller jusqu'à 18 mois. Ainsi les contrats d'achat de biométhane signés avant le 23 mars 2021 et portant sur des installations de production ayant fait l'objet de l'enregistrement ou de la déclaration idoine au titre des ICPE mais n'ayant pas encore produit de biométhane doivent prendre effet au plus tard 18 mois après le 22 septembre 2022.

L'arrêté du 20 septembre 2022 (JO du 23 septembre 2022) portant modification de l'arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel arrêté précise les modalités de calcul de l'évolution du tarif d'achat de biométhane.

Le Décret n° 2022-1540 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) relatif aux garanties d'origine de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel précise les informations mentionnées dans les garanties d'origine de

biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel ainsi que le mode de comptabilisation, au titre des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des réductions d'émissions associées à la production de biogaz pour lequel des garanties d'origine sont émises. A ces fins, le décret modifie la section 7 du chapitre VI du titre IV du livre IV de la partie réglementaire du code de l'énergie.

Photovoltaïque

Le décret n° 2022-970 du 1er juillet 2022 (JO du 2 juillet 2022) ajoute une nouvelle catégorie de projet soumis à l'évaluation environnementale (installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 1MWc) et modifie la répartition de compétence de l'autorité environnementale pour les plans de prévention des risques naturels, technologiques et miniers entre le niveau national et régional.

Le Décret n° 2022-1688 du 26 décembre 2022 (JO du 29 décembre 2022) portant simplification des procédures d'autorisation d'urbanisme relatives aux projets d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol prévoit, hors secteurs protégés, le rehaussement du seuil de puissance au-delà duquel les projets d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol basculent de la formalité de la déclaration préalable à celle du permis de construire. Ce seuil est donc aligné sur le seuil d'évaluation environnementale systématique (1 mégawatt).

Evaluation environnementale des projets

Le décret n° 2022-422 du 25 mars 2022 (JO du 26 mars 2022) relatif à l'évaluation environnementale des projets met en place un dispositif permettant de soumettre, à l'initiative du maître d'ouvrage, à évaluation environnementale des projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine mais situés en deçà des seuils de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement. La demande de soumission sera examinée au cas par cas par le ministre chargé de l'environnement, la formation d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ou le préfet de région en fonction de l'identité du maître d'ouvrage. Cette disposition est applicable pour les demandes d'autorisation et de déclarations déposées dès le 27 mars 2022.

La circulaire du 2 août 2022 (publiée le 26 août 2022) relative aux modalités d'application de la procédure d'urgence à caractère civil prévue à l'article L. 122-3-4 du code de l'environnement précise les modalités d'exonération d'évaluation environnementale pour les projets ayant pour seul objet la réponse à des situations d'urgence à caractère civil :

- Le projet peut être un ensemble cohérent de travaux
- L'objet exclusif du projet doit être de répondre à la situation d'urgence à caractère civil
- La situation justifiant le recours à la procédure d'urgence doit concerner un intérêt public civil
- Pour que l'urgence soit reconnue, il est nécessaire que la situation constitue une atteinte majeure et avérée, qu'il ne soit plus possible de réaliser dans un délai compatible une évaluation environnementale et que la situation présente les caractères de la force majeure (imprévisible, irrésistible et extérieure).

Sont également précisés les étapes de la procédure et ses effets.

- Le décret n° 2022-1673 du 27 décembre 2022 (JO du 28 décembre 2022) portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des actions ou opérations d'aménagement et aux mesures de compensation des incidences des projets sur l'environnement dispose que les mesures de compensation doivent être mises en œuvre en priorité sur le site endommagé. Si ce n'est pas possible, elles sont déployées à proximité, dans les zones de renaturation préférentielle identifiées dans le SCOT et le PLU. À la condition toutefois qu'elles soient compatibles avec les orientations de renaturation de ces zones et que les conditions de leur mise en œuvre soient techniquement et économiquement acceptables. À défaut, le maître d'ouvrage peut notamment acquérir des unités de compensation dans le cadre d'un site naturel de compensation.

- Les orientations d'aménagement et de programmation d'urbanisme peuvent également identifier des zones préférentielles pour la renaturation et préciser les modalités de mise en œuvre des projets de désartificialisation et de renaturation dans ces secteurs.

6.8 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un

consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5

millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ◆ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ◆ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

6.9 Autres annexes

Intitulé	Description	Nombre de pages
Annexe 9	Nettoyage des postes de relèvement, refoulement	3
Annexe 10	Bilan de l'entretien réalisé	27
Annexe 11	Bilan Annuel Système Collecte - 120 à 600	35
Annexe 12	Bilan annuel Système collecte – Sup 600	35
Annexe 13	Bilan des curages préventifs réalisés	20
Annexe 14	Cartographie des interventions de curage	1
Annexe 15	Cartographie des inspections télévisées réalisées	1
Annexe 15bis	Détail des linéaires d'ITV réalisées	6
Annexe 16	Export fichiers SIG	-
Annexe 17	Bilan renouvellement de branchements	1
Annexe 18a	Mise à niveau des regards	1
Annexe 18b	Remplacement des regards	1
Annexe 18c	Réparation des regards	1
Annexe 18d	Scellement des regards	1
Annexe 19	Consommation réactifs	1
Annexe 20	Ouvrages supprimés / mis en service Réseaux	-
Annexe 21	Inventaire des Installations	90
Annexe 22	Réseaux non-auscultables	1
Annexe 23	Bilan des branchements neufs réalisés	3
Annexe 24	Bilan des désobstructions réalisées	16
Annexe 25	Création regards de branchements	1
Annexe 26	Attestation d'assurance 2021	2
Annexe 27	Rapport Annuel Insertion 2021 Veolia -3M	En cours
Annexe 28	CARE et état détaillé des produits	2
Annexe 29	Bilan carbone 2021 – Organisme extérieur	23
Annexe 30	Rapport Diagnostic Permanent 2021	32

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20231213-2023_82-DE



Ressourcer le monde

Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com

© Médiathèque VEOLIA - François Moura © Médiathèque VEOLIA - Samuel Bigot/Andia © Médiathèque VEOLIA - Rodolphe Escher © Médiathèque VEOLIA - Alexandre Dupeyron
© Médiathèque VEOLIA - Martial Ruaud/Andia © Médiathèque VEOLIA - Christel SASSO/CAPA PICTURES © Photo par Thomas Barnick / Getty Images © Cavan Images via Getty Images